DS835 .L35 1907
vol.4
La Mazeliere, Antoine Rous,
marquis de, 1864-
Le Japon : histoire et
civilisation ...

Archbishop Alemany Library
Dominican College
of San Rafael

The Gift of
MR. & MRS. RICHARD DAVIS

THE PAYSON J. TREAT
COLLECTION

Il a été tiré de cet ouvrage 60 exemplaires sur papier de Hollande, numérotés 1 à 60.

LE JAPON

HISTOIRE ET CIVILISATION

TOME IV

LE JAPON MODERNE

★

LA RÉVOLUTION ET LA RESTAURATION

(1854-1869)

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

Moines et Ascètes indiens. Essai sur les caves d'Ajantâ et les couvents bouddhistes des Indes. Ouvrage accompagné de gravures d'après des photographies. Un volume in-18. 4 francs.

(Couronné par l'Académie française, prix Montyon.)

Essai sur l'histoire du Japon. Ouvrage orné de dix-neuf gravures et d'une carte. Un volume in-16 *(Épuisé.)*

Quelques notes sur l'histoire de Chine. Un volume petit in-8°. *(Épuisé.)*

Essai sur l'évolution de la civilisation indienne. Tome Ier. *L'Inde ancienne — L'Inde au moyen âge.* — Tome II. *L'Inde moderne.* Deux forts volumes in-16 avec carte et gravures hors texte..... 8 francs.

La Peinture allemande au dix-neuvième siècle. Ouvrage accompagné de 103 gravures hors texte. Un volume grand in-8°. Prix..... 20 francs.

Le Japon. Histoire et civilisation. Tome Ier. *Le Japon ancien.* — Tome II. *Le Japon féodal.* — Tome III. *Le Japon des Tokugawa.* Trois volumes in-16 avec 41 gravures hors texte et deux cartes..... 12 fr.

POUR PARAITRE PROCHAINEMENT :

Le Japon. Histoire et civilisation. Tomes V, VI et VII. *Le Japon moderne.*

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 11928.

M^is DE LA MAZELIÈRE

LE JAPON

HISTOIRE ET CIVILISATION

TOME IV

LE JAPON MODERNE

★

LA RÉVOLUTION ET LA RESTAURATION
(1854-1869)

Avec dix gravures

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET C^ie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

1909

Tous droits réservés

ARCHIEPISCOPAL MAN[illegible] LIBRARY
DOMINICAN COLLEGE
SAN RAFAEL, CALIFORNIA

F
952
L164
v.4

85999

Droits de reproduction et de traduction réservés.

Copyright 1909 by Plon-Nourrit et Cie.

INTRODUCTION

LA CIVILISATION DE L'ASIE ET LA CIVILISATION DE L'EUROPE AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

Dans ces quatre volumes consacrés au Japon moderne, comme dans les trois volumes précédents consacrés au Japon ancien, au Japon féodal, au Japon monarchique des Tokugawa, nous nous efforcerons de rattacher l'évolution de la civilisation japonaise à celle de la civilisation asiatique et de rattacher l'évolution de l'une et de l'autre à celle de la civilisation humaine.

C'est pourquoi nous chercherons dans cette introduction à montrer les similitudes et les contrastes de la civilisation asiatique et de la civilisation européenne, car c'est de leur lutte, puis de leur fusion qu'est sortie la civilisation du Japon moderne et que sortiront les civilisations des autres pays de l'Asie.

Mais avant d'aborder cette étude, il nous faut rappeler et préciser ce que nous avons dit dans

l'introduction des volumes précédents sur la nature et le développement de la civilisation humaine en général.

*
* *

La civilisation est l'ensemble des résultats obtenus par l'humanité dans son effort pour s'affranchir physiquement et moralement de l'état de nature. Matériellement l'homme s'est d'abord créé des provisions pour l'hiver, puis pour les années de disette, il s'est défendu des intempéries par l'habitation et le vêtement; il a progressivement appris à se servir du feu, à travailler le bois et les métaux, à domestiquer les animaux utiles; il a détruit les animaux dangereux. Quand aux timides essais des civilisations primitives a succédé la civilisation véritable, l'homme a réussi à se constituer un capital qui le garantit contre les grandes destructions de richesses causées par les calamités ou par ses propres égarements comme à connaître les forces naturelles et à les utiliser.

Cet affranchissement matériel de l'état de nature, l'homme n'y est parvenu que par son affranchissement moral. Seules la vie en société, la constitution de clans et de familles, la création plus tardive de l'État ont, en réunissant les efforts de beaucoup d'hommes, en les disciplinant, en les dirigeant vers un but unique ou en les répartissant entre des besognes connexes, permis à l'humanité de triompher dans sa lutte contre les animaux et contre les éléments. Mais pour que les hommes

puissent vivre en société il faut qu'ils sacrifient leurs intérêts personnels à l'intérêt collectif, que chez eux les instincts sociaux arrivent à tenir en échec les instincts égoïstes; pour que les hommes fassent des découvertes scientifiques, il faut qu'ils observent, qu'ils réfléchissent, qu'ils aient recours à l'abstraction et à la classification, qu'ils imposent donc une règle étroite à leur esprit et à leur caractère; par suite, il faut que les hommes se créent un état moral différent de l'état de nature, qui est l'état de la passion désordonnée, de l'action réflexe, de la satisfaction immédiate imprévoyante de l'avenir.

Un pareil affranchissement physique et moral de l'état de nature n'est pas d'ailleurs tout progrès.

Nous discernons facilement que, si l'homme civilisé gagne physiquement à se mieux alimenter, à se protéger contre les éléments, il souffre du manque d'air pur et d'exercice, il souffre plus encore de la contention perpétuelle de son esprit : toute l'hygiène actuelle n'est-elle pas une réaction, exagérée sans doute, contre les inconvénients matériels de la civilisation? Et moralement aussi la civilisation a ses dangers, tout n'est pas paradoxe dans les idées de Rousseau; le jeune homme qui s'est formé dans les collèges se trouve désemparé par le moindre accident de voyage alors que le sauvage, élevé dans la forêt, sait en riant s'y faire un gîte et s'y nourrir de sa chasse. Les mœurs des peuples simples sont souvent meilleures que celles des peuples plus riches et plus instruits. La littérature et l'art qui perdent tout contact avec la

nature tombent dans la recherche et dans la convention.

La civilisation n'est donc pas le progrès infini; c'est une suite d'états de l'humanité dont chacun comporte, comme tout ce qui tient de l'humanité, des avantages et des désavantages, des vertus et des vices, sans qu'on puisse espérer de développer les avantages et les vertus en faisant disparaître les désavantages et les vices, les uns et les autres n'étant que les mêmes qualités, les mêmes faits sociaux jugés diversement selon qu'ils s'appliquent à des situations différentes.

* * *

La civilisation, comme la vie même, résulte de deux tendances contraires : la différenciation et la dissolution, la différenciation par laquelle se créent toujours des formes nouvelles, la dissolution par laquelle ces formes sont forcées avec le temps de se désagréger.

La différenciation consiste dans un double procès : la variation individuelle et la sélection.

Cet affranchissement des contingences naturelles, qui est la civilisation même, chaque individu tend à y parvenir par son système et ses moyens personnels; voilà la variation individuelle. Mais la civilisation n'est pas œuvre individuelle, elle est essentiellement œuvre collective : si grande que soit l'intelligence d'un homme de génie ou la vertu d'un sage, elles ne font pas que la société de leur pays et de leur temps soit meilleure ou plus éclai-

rée. Par suite, pour qu'il y ait progrès, il faut qu'un certain nombre de variations individuelles tendent vers des buts presque semblables par des voies presque semblables, qu'il se forme des classes sociales particulières auxquelles des occupations et des besoins spéciaux donnent une mentalité, un tempérament spéciaux. C'est là le procès de sélection qui groupe les variations individuelles, les épure, les confond dans un type déterminé, maintient, précise, finalement exagère ce type par l'hérédité, l'éducation, la manière de vivre, les lois, les mœurs. Ainsi dans les sociétés primitives telle tribu se civilise, c'est-à-dire échappe aux accidents de la vie naturelle en se perfectionnant dans les exercices physiques et le maniement des armes, telle autre en se rendant maîtresse des formules magiques qui commandent aux hommes et aux éléments, telle autre en se livrant à quelque occupation particulière : la chasse, l'élevage des troupeaux, la culture d'une plante ou de plusieurs plantes. Dans les sociétés plus développées se produit cette sélection particulière que nous appelons la division du travail, un premier groupe d'artisans héréditaires se consacrant uniquement à la poterie, un autre à la fonte des métaux, un groupe de marchands héréditaires s'adonnant au commerce maritime, un second à la vente des étoffes ou des armes, un troisième enfin au commerce de l'argent.

Mais si ce procès de sélection allait toujours en s'accusant, comme il a pour causes l'hérédité physique et la tradition morale, aucune variation indi-

viduelle ne se produirait plus, tout progrès cesserait. De plus, au lieu d'une nation, d'une société, d'une civilisation, on aurait de petites nations, de petites sociétés, de petites civilisations juxtaposées, comme ce fut dans une grande mesure le cas pour les castes de l'Inde.

Par suite, pour que la civilisation se développe, il faut que la loi de dissolution puisse agir aussi librement que la loi de différenciation; que les castes, les classes tendent à se mêler, que s'effacent certaines des qualités acquises par sélection à l'une d'elles, que les autres deviennent progressivement communes à toutes; il faut que dans l'ordre social s'accomplissent les mêmes phénomènes que dans l'ordre physique; comme les organismes, les sociétés ne vivent que de toujours mourir, de toujours éliminer les éléments vieillis afin de permettre la libre formation d'éléments nouveaux.

Une société est saine si les variations individuelles, la sélection et la dissolution s'accomplissent simultanément et harmonieusement : les variations individuelles l'emportent-elles, une société tombe dans l'anarchie; la sélection a-t-elle une influence prépondérante, c'est l'excès du traditionalisme, la routine, la décadence; la dissolution est-elle maîtresse, c'est la décomposition et la mort.

*
* *

L'œuvre par laquelle les hommes se sont affranchis physiquement et moralement de l'état de

nature n'a pas été le fait d'efforts dispersés mais dans le sens le plus rigoureux des termes le fait de l'humanité entière et, tout au moins, s'il est question de culture véritable, les résultats n'en ont pas été obtenus par des groupements indépendants, puis réunis plus tard; issue d'un seul berceau, la civilisation s'est étendue avec le temps à des peuples de plus en plus nombreux, ces peuples ont toujours travaillé en commun, suivant des évolutions parallèles, échangeant aussi les résultats de leurs travaux. La civilisation nous apparaît donc comme vraiment humaine, c'est-à-dire qu'on y reconnaît seulement deux grands facteurs, l'organisme humain et les lois naturelles. Or, cet organisme, abstraction faite de quelques variations secondaires, est le même sous tous les climats, ces lois sont les mêmes dans toutes les parties du globe, par suite le sol et le climat, qui peuvent influencer une culture particulière à une époque déterminée, ne doivent être considérés que comme des facteurs accessoires de toute culture développée, une pareille culture étant humaine et le but de la civilisation étant d'affranchir l'homme de l'état de nature. Et ce qui est vrai du climat l'est plus encore de la race. Toutes les races connues depuis le début des temps historiques sont des races mêlées; entre les grandes races-types dont le croisement a formé les races actuelles les différences physiques sont si peu profondes que les naturalistes ne veulent pas leur accorder le caractère d'espèces; on n'a découvert aucune qualité intellectuelle ou morale qui soit le propre d'aucune

d'elles en particulier. Si certaines races ont disparu ou tendent à disparaître comme celles des Maoris, des Australiens, des indigènes de l'Amérique, c'est que, séparées du reste de l'humanité et placées dans des conditions défavorables, elles n'ont acquis qu'une culture rudimentaire et que par suite elles se sont trouvées trop faibles pour lutter contre des races plus développées. Toutes les différences morales que nous remarquons aujourd'hui entre les différents groupements humains sont le fait de leur histoire et non de qualités ethniques primordiales.

Dans toutes les parties du monde il s'est produit des tentatives de civilisation; mais c'est seulement au centre du vieux continent qu'un concours de circonstances heureuses a permis aux hommes de dépasser les premiers stades de la civilisation véritable. L'histoire de la civilisation humaine se confond donc avec celle de la civilisation asiatico-européenne.

Dans l'introduction des premiers volumes de cet ouvrage, nous avons décrit la culture de la Babylonie et de l'Elam, montré sa diffusion en Asie et en Europe. Nous nous bornerons ici à résumer brièvement l'histoire de son développement.

Du bassin de l'Euphrate et du Tigre la civilisation a gagné à l'ouest la Mésopotamie, l'Égypte et l'Arabie, puis la Méditerranée, enfin la péninsule des Balkans, les contrées situées au sud du Danube, la Gaule jusqu'au Rhin. A l'est elle a conquis la Perse et l'Inde; l'Inde a colonisé l'Indo-Chine et

l'archipel malais, tandis que la Perse imposait sa religion et ses mœurs à l'Asie centrale; dès une époque très ancienne la civilisation de l'Asie antérieure avait pénétré jusque dans la Chine, qui la répandit elle-même en Corée et au Japon.

Les barbares refoulés au sud en Afrique, au nord dans le plateau central, les plaines de la Sibérie, de la Russie, de l'Allemagne orientale et de l'Autriche septentrionale, étaient contenus à l'ouest par le *limes* romain, à l'est par la *grande muraille* chinoise, qui formaient les frontières de l'ancien monde civilisé. De fait Romains et Chinois agissaient comme de notre temps ont agi les Américains en créant un *territoire indien;* seulement les barbares étant nombreux et les moyens dont disposait la civilisation encore faibles, ce territoire était immense. Dès la fin de l'ère ancienne les barbares tentèrent de briser les murailles de leur prison et d'envahir le monde civilisé, mais, trouvant Rome et la Chine trop puissantes, ils portèrent leur effort sur le point le plus faible, la région comprise entre le Caucase et l'Hindu kush. Dès le troisième siècle avant Jésus-Christ, les Parthes occupèrent la partie ouest de l'empire des Séleucides; dès la fin de l'ère ancienne les Indo-Scythes conquirent le Transoxiane et le Nord de l'Inde.

Alors se produisit la première scission entre l'Extrême-Asie et l'Europe, la première occupation par les barbares de la région où s'était formée la civilisation. Seulement dans cette première scission l'Asie antérieure était réunie à l'Eu-

rope et l'occupation par les barbares de la Babylonie fut de courte durée, les Sassanides reconstituèrent l'empire persan, bâtirent leur capitale à Ctésiphon sur le Tigre et rétablirent les communications entre l'Europe et l'Extrême-Asie, encore que les relations entre les deux parties du monde civilisé ne fussent plus aussi régulières qu'au temps des Achéménides, d'Alexandre et des Séleucides.

Tous les pays civilisés étant tombés en décadence, faute de pouvoir s'assimiler les éléments hétérogènes qu'avaient réunis leurs conquêtes, les barbares rompirent partout à la fois l'enceinte où ils étaient renfermés, barbares du Nord vainqueurs de la Chine, de l'Inde et de l'empire romain, barbares de l'Afrique entraînés par la conquête arabe.

De la fusion des barbares et des anciens peuples civilisés sont sorties toutes les nations modernes, mais, du fait de la corruption des anciens peuples et de la rudesse des barbares, la civilisation subit un tel recul qu'il lui fallut des siècles pour se relever; aussi dans presque tous les pays le mélange de la barbarie et de la civilisation dégénérée produisit-il cette formation politique particulière que nous appelons la féodalité.

Jusqu'alors la civilisation de l'Asie et celle de l'Europe avaient eu des évolutions rigoureusement parallèles et n'avaient jamais cessé de réagir l'une sur l'autre. Du septième au douzième siècle il se produisit même ce fait remarquable que le centre de la civilisation se trouva reporté dans la région même où elle avait pris naissance; héritiers par

Byzance de la culture gréco-romaine et par la Perse de la culture asiatique, les califes de Damas et de Bagdad contribuèrent au relèvement de l'Inde, au glorieux développement de la Chine des T'ang et des Sung, tandis que par l'Asie mineure, la Grèce, le Sud de l'Italie et l'Espagne ils renouvelaient l'art et la science de l'Europe et lui rendaient la connaissance de l'antiquité oubliée.

Mais les steppes du Nord et le Plateau Central avaient encore leurs nomades, qui cherchèrent à leur tour à s'établir dans des régions plus propices. Les jeunes nations formées par l'union des anciens peuples civilisés et des barbares envahisseurs firent front aux invasions des Turcs et des Mongols. Comme les plus fortes de ces nations se trouvaient à l'Est et à l'Ouest du vieux continent, les nomades ne furent plus repoussés vers le nord, mais vers le centre de ce continent, et c'est pourquoi les frontières du monde civilisé furent de nouveau enfoncées là où elles l'avaient été au commencement de l'ère moderne, c'est-à-dire dans la région même où la civilisation était née. Le bassin du Tigre et de l'Euphrate, l'Asie mineure, l'Arabie, l'Afghanistan, le Béluchistan tombèrent au pouvoir des barbares, l'Asie et l'Europe furent séparées. Bien plus, l'établissement des Turcs et des Mongols au centre de l'Asie et le dessèchement du Plateau Central séparèrent aussi les uns des autres les trois grands foyers de la civilisation asiatique : la Perse, l'Inde et la Chine.

Depuis cette époque la civilisation de l'Europe et celle de l'Asie présentent à la fois de grandes

similitudes et de grands contrastes. D'une part la monarchie absolue triompha de la féodalité dans tous les pays et réussit au moins pour un temps à leur donner l'ordre et la prospérité. D'autre part l'Asie et l'Europe se trouvèrent par de certains côtés dans des conditions différentes, très différentes même si en Europe l'on ne tient compte que des nations occidentales.

En effet, dans les trois derniers siècles comme d'ailleurs à toutes les époques de culture intense, la civilisation s'est développée le plus rapidement dans les régions où les acquisitions morales et matérielles faites par les générations passées pouvaient être transmises intégralement aux nouvelles générations, c'est-à-dire dans les régions qui étaient le mieux défendues contre les dernières invasions des barbares. Or la seule région qui se trouvât alors dans ces conditions était l'Europe nord-occidentale que plusieurs remparts de pays civilisés ou demi-civilisés séparaient des nomades de l'Asie et de l'Afrique; c'est pourquoi l'on vit au premier rang la France, l'Angleterre, l'Allemagne occidentale, le nord de l'Italie et de l'Espagne. Les pays de l'Europe méridionale et de l'Europe centrale ne jouissaient pas de la même immunité, encore que les flottes barbaresques ne fussent plus un grand danger pour l'Espagne et l'Italie méridionales, que les incursions des Turcs ne fussent plus pour Vienne une sérieuse menace. La péninsule balkanique et la Grèce étaient sous le joug des Turcs, mais les Turcs d'Europe qui avaient construit les admi-

rables mosquées de Constantinople ne pouvaient plus être appelés des barbares au propre sens du terme. La Russie, transformée par Pierre le Grand et Catherine II, ne se contentait plus d'arrêter les nomades, elle commençait de les soumettre ou de les repousser dans le centre de l'Asie. Ainsi dans l'Europe du dix-septième et du dix-huitième siècle nous trouvons des degrés de civilisation inégaux, l'apogée de la civilisation se trouvant à l'Ouest et plusieurs peuples de l'Europe orientale ne s'étant pas encore affranchis d'une demi-barbarie.

En Asie le Japon, mis à l'abri des invasions par sa situation même, était à cette époque le peuple le plus civilisé.

La Chine fut une dernière fois conquise au dix-septième siècle par les nomades, mais les Mandchous étaient si peu nombreux, la civilisation chinoise était si forte que les Mandchous finirent par adopter les mœurs et les idées de leurs sujets; cependant leur capitale, Pe king, particulièrement le palais impérial, restait un centre de demi-barbarie avec ses soldats héréditaires, ses eunuques et ses intrigues de harem.

Conquise au seizième siècle par les descendants de Tamerlan, l'Inde avait su, elle aussi, les policer sans toutefois réussir à leur faire adopter sa religion et ses mœurs, mais les invasions des Turcs et des Afghans se poursuivirent jusqu'au milieu du dix-huitième siècle, si bien que l'Inde continua de présenter le contraste de la sauvagerie et d'une civilisation raffinée.

Après avoir plusieurs fois rétabli des dynasties

nationales, la Perse était tombée au pouvoir de la dynastie actuelle, qui est turkomane; là encore la domination d'une race inculte paralysait le développement du génie national.

Enfin, de la région qui avait fondé la civilisation, qui pendant des milliers d'années avait servi de lien entre l'Europe et l'Asie civilisées, les Turcs, plus rudes en Asie qu'en Europe, avaient fait un désert.

*
* *

Ce résumé nous donne le plan de cette introduction, qui sera divisée en trois parties. Dans la première nous signalerons les convergences de la civilisation européenne et de la civilisation asiatique, dans la seconde leurs divergences; dans la troisième nous montrerons que, rendue semblable à l'Europe par ces convergences mais inférieure par ces divergences, l'Asie devait être conquise, puis transformée et régénérée par l'Europe.

PREMIÈRE PARTIE

LES CONVERGENCES DE LA CIVILISATION ASIATIQUE ET DE LA CIVILISATION EUROPÉENNE

Pour expliquer les convergences des deux civilisations au dix-neuvième siècle nous devrions résumer leur histoire pendant les siècles précédents; mais, comme nous l'avons déjà fait dans les trois premiers volumes, nous nous bornerons à en rappeler les principaux traits.

En Asie et en Europe la féodalité est enfin vaincue au seizième siècle par la monarchie absolue, qui se maintient jusqu'au dix-neuvième siècle mais en traversant trois grandes phases. Au seizième siècle, les guerres d'aventures, les expéditions coloniales, l'ivresse de la liberté, le débordement de l'imagination, la folie des fêtes et des plaisirs, par suite des discordes civiles, des révoltes contre l'État et contre l'Église et finalement l'anarchie. Au dix-septième siècle, le rétablissement de l'ordre, la bonne organisation de l'État et de la société, la consolidation des coutumes changeantes en lois et en institutions immuables sous la cour pompeuse d'un souverain tout-puissant, la sévérité des mœurs, la soumission de la passion et de l'imagination à la raison, dans les sciences la mé-

thode déductive, dans les œuvres de la littérature et de l'art la belle ordonnance et la simplicité. Au dix-huitième siècle, la *raison d'État* se substituant au régime du *bon plaisir;* le rationalisme poussé à l'excès produisant la sécheresse du cœur, le scepticisme, l'impuissance, enfin le sensualisme; le traditionalisme de la monarchie absolue aboutissant à la désorganisation de l'État; alors cette réaction violente contre l'ancienne manière de penser et de sentir que nous appelons le romantisme, ces révoltes contre l'organisation immuable de l'État et de la société que nous synthétisons sous ce nom : la Révolution.

L'objet de notre étude sera l'établissement au dix-neuvième siècle de l'État et de la société modernes. Cette étude sera divisée en deux sections. Dans la première nous examinerons l'évolution normale de la civilisation : ce qui caractérise cette évolution, ce sont des progrès si grands que l'histoire n'en connaît pas de semblables; en effet la civilisation se développe rapidement dès qu'elle ne rencontre pas d'obstacles, mais des obstacles l'ont toujours arrêtée fors à l'époque des empires et nous avons expliqué ailleurs pourquoi cette brillante période aboutit à une décadence prématurée; les Etats modernes ont pu au contraire mener à bien l'œuvre où avaient échoué les empires de l'antiquité; c'est pourquoi l'humanité nous apparaît comme transformée au cours des deux derniers siècles. Dans la seconde section nous déterminerons les obstacles qui ont embarrassé l'évolution normale de la civilisation, comme aussi les

maux qui ont été les conséquences forcées de ses avantages et particulièrement les révolutions.

A. — L'ÉVOLUTION NORMALE DE LA CIVILISATION

La population

I

Dans tous les pays du monde la fondation de la monarchie absolue, qui mit fin aux guerres continuelles du moyen âge et à l'anarchie du seizième siècle, fut le point de départ d'un grand accroissement de la population, qui s'est encore précipité quand au régime de la monarchie absolue a succédé le régime moderne. Cet accroissement ne s'est pas produit chez tous les peuples exactement à la même époque par suite d'obstacles que nous étudierons ailleurs; ici nous l'envisagerons dans son ensemble et nous dirons d'abord qu'il est dû à l'élévation de la natalité comme aussi à la diminution de la mortalité.

Sur l'un et l'autre de ces phénomènes sociaux nous ne pouvons donner ici que quelques chiffres indicateurs.

Le développement de la richesse tend d'abord à augmenter rapidement la natalité, puis elle la fait progressivement diminuer. Ainsi le nombre des

naissances vivantes en Allemagne, qui était de 346 pour 10 000 habitants dans la période 1851-55, n'a cessé de s'élever pendant trente ans atteignant son maximum (392) dans la période 1876-80 pour retomber ensuite lentement (360 de 1896 à 1900; 331 en 1906).

Avec les progrès de la civilisation la mortalité tend à baisser constamment. C'est en Suède que cette loi se manifeste de la manière la plus significative. Le nombre annuel des décès pour 10 000 habitants y était de 274 dans la période 1751-60, 254 entre 1791 et 1800, 236 (1821-30), 202 (1861-70), 164 (1891-1900), 143 (?) en 1906. En Allemagne la mortalité (morts-nés compris) est tombée de 299 pour 10 000 habitants entre 1871 et 1875 à 224 entre 1896 et 1900 et à 192 en 1906.

* * *

Voici maintenant les chiffres se rapportant à l'accroissement de la population.

Nous traiterons d'abord de l'Europe et des colonies européennes, puis de l'Asie.

Il n'est pas possible de déterminer exactement la population de l'Europe au dix-septième et au dix-huitième siècle. D'après Westergaard on y aurait compté 187 millions d'habitants en 1800, 226 en 1850 et 400 en 1900.

La France est le pays dont la population s'accrut le plus vite; on l'estimait à 19 669 320 habitants en 1700. Dans les deux premiers tiers du dix-huitième siècle, l'accroissement fut plus lent; en

1762 la France aurait eu 21 769 163 habitants. La progression reprit dans le dernier tiers du siècle, en 1784 Necker attribuait à la France 24 800 000 habitants et ce chiffre était sûrement trop faible. Le premier recensement de 1801 donnait 27 349 003 habitants pour le territoire total de la France, 26 930 756 pour son territoire actuel. Au cours du dix-neuvième siècle la population française n'a augmenté que d'une douzaine de millions (38 961 945 en 1901, 39 256 267 en 1906). De fait depuis une vingtaine d'années elle est stationnaire.

Il est un pays d'Europe dont la population a beaucoup diminué par suite de l'émigration et de la faible natalité, c'est l'Irlande, qui avait 5,2 millions d'habitants en 1801, 8,1 en 1841, et seulement 4,3 en 1908.

Dans tous les autres pays de l'Europe la population a énormément augmenté.

L'Angleterre et le pays de Galles réunis auraient eu, d'après Westergaard, 5,5 millions d'habitants en 1700, 6,5 en 1750. Nous trouvons pour 1801 : 8 892 536; pour 1841 : 15 914 148; pour 1908 : 35 348 780. L'Écosse avait 1 608 420 habitants en 1801, 4 826 587 en 1908.

Les divers États qui forment le royaume d'Italie actuel auraient eu 18,3 millions d'habitants en 1816. Le premier recensement de ce royaume en 1871 a donné le chiffre de 26,8; en 1906 on avait 33,9, mais depuis quelques années il sort de l'Italie plus de 700 000 émigrants par an.

L'Espagne avait 15,4 millions d'habitants en

1857 et 19,5 en 1906; le Portugal, 2,9 en 1801 et 5,4 en 1900.

La population des territoires qui forment aujourd'hui l'empire d'Allemagne était approximativement de 24,8 millions en 1816; elle atteignait 60,6 en 1905, 62,4 en 1907, encore que pendant une vingtaine d'années il soit parti plusieurs millions d'émigrants.

L'empire d'Autriche-Hongrie (non compris la Lombardie et la Vénétie) comptait un peu plus de 26 millions d'habitants en 1818. La population de l'Autriche était de 20,3 millions en 1869 et de 27,7 en 1906; celle de la Hongrie était aux mêmes dates de 15,5 et de 20,4.

Voici les chiffres des autres pays de l'Europe centrale et de l'Europe septentrionale. Belgique : 4,3 millions en 1846 et 7,2 en 1906; Pays-Bas : 2,6 en 1829 et 5,6 en 1906; Suède : 1,8 en 1750, 2,4 en 1800 (d'après Westergaard), 5,3 en 1906; Norvège : 1,8 en 1875, 2,3 en 1907; Danemark : 978 185 en 1801, 2,6 millions en 1906; Suisse : 2,3 en 1837, 3,3 en 1900.

La population de l'empire de Russie atteignait en chiffres ronds 14 millions (?) en 1722, 41 en 1812, 74 en 1859, et 141 en 1903. Le dernier recensement général de 1897 donnait 106,2 millions pour la Russie d'Europe et 22,6 pour la Russie d'Asie.

On pourrait noter un accroissement semblable chez les autres peuples de l'Europe orientale, mais comme ces peuples ne possèdent que depuis peu d'années des statistiques, on ne saurait le dé-

terminer exactement. La Turquie d'Europe compte actuellement 6 millions d'habitants, la Bulgarie 2,6, la Bosnie et l'Herzégovine 1,5, Crète et Chypre réunies un demi-million, l'Egypte 9,8 millions, la Grèce 2,4, la Serbie 2,5, la Roumanie 5,9, le Monténégro 227 000.

* * *

L'accroissement de la population de l'Europe au cours du dix-neuvième siècle ne représente qu'une partie de l'accroissement des races européennes, car ces races ont dans la même période peuplé d'autres continents. Nous donnerons donc les chiffres de la population dans leurs principales colonies.

Aux États-Unis qui comptent actuellement près de 90 millions d'habitants, la population blanche était de 3,1 millions en 1790; 10,5 en 1830; 43,4 en 1880; 66,9 en 1900; dans le même temps la population noire s'est élevée de 557 208 en 1790 à 8,8 millions en 1900. L'immigration a beaucoup contribué à cet énorme accroissement de la population des États-Unis; avant 1820, il n'y avait pas de registre des immigrants, on calcula qu'il débarqua aux États-Unis près de 250 000 étrangers dont 98 pour 100 étaient des immigrants; de 1821 à 1907 le nombre des immigrants s'est élevé à 25,4 millions et le chiffre est chaque année plus fort : 487 918 en 1901; 648 743 en 1902; 857 046 en 1903; 1 100 735 en 1906; 1 285 349 en 1907.

Il y avait 581 920 Canadiens en 1835 et 5,3 millions en 1901.

Le Mexique comptait 13,6 millions d'habitants en 1900; le Brésil 14,3 en 1890, 17,4 en 1900; l'Argentine 4 en 1895, 6 en 1906; le Chili 3,3 en 1905, etc. Il faudrait déduire de ces nombres le chiffre de la population indigène, ce que les données des recensements ne permettent pas de faire.

On dénombrait en Australie 4,5 millions d'habitants en 1901, dont il faudrait retrancher de 3 à 400 000 indigènes et asiatiques; en Nouvelle-Zélande plus de 250 000 blancs en 1871 et plus de 800 000 en 1901. Ainsi les blancs qui devaient être moins de 200 millions au commencement du dix-neuvième siècle étaient plus de 550 millions en 1909.

II

L'Asie, exposée aux invasions, ayant été plus troublée que l'Europe au cours des derniers siècles, la population s'y est développée moins régulièrement, mais dans l'ensemble elle s'est aussi énormément accrue.

En Chine les révoltes qui précédèrent et qui suivirent l'établissement de la dynastie mandchoue réduisirent la population à 40 ou 50 millions d'habitants; le recensement de 1711 donne le chiffre de 28 millions, qui semblerait trop faible; mais la

population augmenta tellement au cours du dix-huitième siècle et dans la première moitié du dix-neuvième qu'en 1812 elle dépassait le chiffre de 300 millions. Dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle les grandes révolte des T'ai ping et des musulmans, qui durèrent vingt ans et causèrent des millions de morts, des famines répétées, des calamités de toutes sortes ont arrêté le développement de la population qu'on évalue à 330 millions, dont 320 pour la Chine propre.

Au Japon la population doubla ou peut-être même tripla au cours du dix-septième siècle; puis, par suite des famines répétées, elle demeura stationnaire jusqu'en 1868. Depuis lors elle s'est accrue rapidement, passant de 33 millions en 1872, où se fit le premier recensement, à plus de 49 millions en 1908 (non compris les colonies).

A Java, l'accroissement de la population a été plus rapide encore; on y comptait à peine quelques millions d'habitants dans le premier tiers du dix-neuvième siècle, mais déjà 9,9 en 1852, 24,6 en 1893, 28,7 en 1900, 30 en 1905.

La Perse paraît avoir 9 millions d'habitants; le Siam, 6 millions; la Turquie d'Asie, 17 millions; l'Indo-Chine française, 15,8 millions. Il est impossible d'évaluer la population de ces pays au début du dix-neuvième siècle.

Dans l'Inde il semblerait que la population aurait beaucoup augmenté pendant le premier siècle et demi de la domination mongole mais que l'anarchie et les guerres du dix-huitième siècle l'auraient fait diminuer; elle s'est accrue au contraire sous

la domination anglaise, principalement dans les deux premiers tiers du dix-neuvième siècle. Pour les États des râja il n'existe de renseignements complets que ceux des deux derniers recensements; la population y était de 66 millions environ en 1891 et de 62,4 en 1901; la décroissance doit être attribuée aux famines. Pour l'Inde britannique nous avons les recensements décennaux depuis 1851, il faut tenir compte de l'augmentation du territoire.

Voici le tableau de ces recensements :

Années	Superficie en milles anglais carrés	Population en millions d'habitants
1851	776 000	178,50
1861	856 000	196,00
1871	904 049	190,56
1881	911 075	201,88
1891	965 005	221,17
1901	1 097 901	232,07

L'Asie russe comptait 22,6 millions d'habitants en 1897 dont 3,7 dans la Caucasie du nord, 5,5 dans la Transcaucasie, 7,7 dans l'Asie centrale, et 5,7 en Sibérie; la majorité de la population sibérienne est composée de Russes, immigrés ou fils d'immigrés.

En 1900, la population de l'Asie s'élevait à 819,5 millions d'âmes. On fixait alors le nombre des hommes à 1 500 millions. Comme les races océaniennes disparaissent rapidement, que les races américaines périssent ou se fondent avec les

races blanches, trois grands groupes ethniques restent en présence : le groupe européen, le groupe asiatique et le groupe africain qu'on évalue très arbitrairement à 140 millions (1).

La Richesse.

I

A cet accroissement de la population a correspondu un accroissement plus grand encore de la richesse. Les causes en sont multiples; l'augmentation de la population y a beaucoup contribué encore qu'à de certaines périodes elle ait été plus rapide que le développement de la richesse et ait produit des crises dont nous parlerons ailleurs. Y ont contribué également la paix, l'ordre, la réforme

(1) Les chiffres se rapportant à la population sont empruntés aux documents officiels, à la Revue de M. Supan *(Bevölkerung der Erde)*, aux ouvrages du Dr von Juraschek et d'E. Levasseur (pour la France), à l'almanach de Gotha, au *Statesman's year book*, etc. Les chiffres concernant l'Inde pris dans le *Statesmen's year book* pour 1851 et 1861 et dans les almanachs de Gotha pour les années suivantes diffèrent quelque peu des chiffres donnés dans d'autres publications; la différence ne présente pas d'importance pour la comparaison que nous faisons ici.

Les chiffres se rapportant à la richesse sont empruntés aux mêmes ouvrages, aux documents officiels, à l'ouvrage de Bracchelli, revu par Juraschek, *Die Staaten Europas*, aux comptes rendus des Congrès de Statistique; de plus pour la France, aux ouvrages de Block, E. Levasseur, P. Leroy-Beaulieu, A. de Lavergne et P. Henry, vte d'Avenel; pour l'Allemagne D. W. Sombart, *Deutsche Volkswirtschaft im XIX Jahrhundert*; pour les États-Unis, E. Deckert, V. Hesse-Wartegg, etc.

du gouvernement, les progrès de l'instruction, la création des sciences économiques et sociales, les nombreuses applications des sciences physiques. Mais la cause première de ce développement brusque et rapide de la richesse, la voici.

Pour que les habitants d'un pays puissent exploiter convenablement les ressources de leur sol, il leur faut du capital c'est-à-dire le produit économisé du travail de plusieurs générations; pour qu'ils puisssent développer même sommairement les ressources de leur sous-sol, il leur faut un capital beaucoup plus considérable. Or les grandes destructions de biens qui s'étaient produites au cours du moyen âge avaient empêché la formation d'un capital important. D'ailleurs parmi les pays miniers, dont l'exploitation devait faire la fortune du monde moderne, beaucoup, ayant un sol de médiocre valeur, sont restés pauvres longtemps et par suite incapables d'utiliser leurs mines.

Dans les sociétés encore peu développées le capital ne peut se former que par sélection; comment la masse qui n'a pas suffisamment pour se loger, se vêtir et se nourrir réussirait-elle à rien économiser? un peuple médiocrement développé qui ne compterait pas de riches serait un peuple qui vivrait au jour le jour et ne pourrait dépasser les premiers stades de la civilisation. Au contraire, une grande partie de la richesse d'un pays est-elle accaparée par quelques personnes, celles-ci, qui ont beaucoup plus que le nécessaire, dépensent seulement leurs revenus et conservent le capital pour les générations suivantes; bien plus elles

l'augmentent en l'employant à des entreprises productives. C'est pourquoi, dès qu'il s'est formé dans une nation un capital et une classe de capitalistes pour le mettre en action, la richesse, qui pendant des siècles était demeurée médiocre et précaire, augmente tout à coup avec une grande rapidité. Un seul pays du monde ancien réussit à se constituer un capital considérable, la Babylonie; malgré des calamités de toutes sortes ce capital suffit à lui conserver la prépondérance économique pendant plusieurs milliers d'années jusqu'à la chute du califat de Bagdad.

Dans l'Europe moderne, restée si misérablement pauvre jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, l'ensemble des conditions nécessaires à la constitution d'un capital considérable se produisit d'abord en Angleterre. Grâce à la situation insulaire de leur pays qui le mettait à l'abri des invasions et des grandes destructions de biens, les Anglais avaient pu se former par l'agriculture, l'élevage et les industries s'y rattachant, principalement celle des tissus de laine, un petit capital évalué à 250 millions de livres sterling en 1640. Ce capital, les Anglais commencèrent de le placer dans les entreprises maritimes et coloniales, où ils ne tardèrent pas à l'emporter sur les Hollandais; aussi en 1700 l'avaient-ils déjà porté à £ 490 (?); en soixante ans ils avaient pu doubler le capital dont la constitution leur avait demandé cinq ou six siècles.

Forts de ces quelques centaines de millions de livres, les Anglais envoyèrent leurs bateaux par toutes les mers du monde et tentèrent de grandes

conquêtes; celle de l'Inde leur réussit. Ce pays leur fournissant du coton, leurs manufacturiers construisirent les premiers métiers à tisser et à filer, le capital que produisait l'exploitation sans merci de l'Inde fut placé dans l'industrie naissante et décuplé par l'exploitation sans merci des ouvriers; c'est l'époque où Pitt disait aux patrons son mot terrible : « Prenez les enfants. » La peinture qu'Owen nous fait des manufactures de son temps est plus terrible que le mot de Pitt.

Mais les efforts de cette triste période avaient créé le premier gros capital qu'ait connu l'humanité; ce capital devait faire la richesse de l'Angleterre et dans une certaine mesure aussi la richesse du monde, car l'Angleterre prêta de l'argent à tous les pays et particulièrement à l'Inde, dont elle avait augmenté la pauvreté mais qu'elle a depuis commencé à sauver de la pauvreté; ce capital devait surtout faire la richesse de la classe ouvrière anglaise, payer au centuple les efforts des parents à leurs enfants.

En effet, dès 1810, malgré les sommes énormes qu'avaient coûtées les guerres contre la république française et Napoléon, le capital de l'Angleterre s'élevait approximativement à £ 2 190 millions; il atteignait £ 4 100 millions en 1840, £ 5 560 millions en 1860, £ 9 400 millions en 1888, £ 12 000 (?) millions en 1908.

Nous pouvons contrôler ces chiffres par ceux du commerce extérieur : £. 3 980 000 en 1573, £. 8 280 000 en 1687, £. 29 400 000 en 1770, £. 67 300 000 en 1800, £. 169 000 000 en 1850,

£. 547 400 000 en 1870, £. 685 520 979 en 1888, £. 1 068 566 318 en 1906, £. 1 163 785 109 en 1907 : il s'agit du commerce général; on devrait en retrancher £ 84 millions en 1907 pour avoir le chiffre du commerce spécial.

*
* *

En France il se produisit au cours du moyen âge plusieurs tentatives de formation de capital auxquelles l'histoire et la légende se sont plu à rattacher certains noms comme ceux d'Enguerrand de Marigny au quatorzième siècle, de Jacques Cœur au quinzième siècle, du chancelier Du Prat au seizième. Dans la première moitié du règne de Louis XIV le développement de la richesse fut considérable, il se ralentit dans la seconde moitié de ce règne par suite de l'épuisement que produisaient les guerres continuelles. Au dix-huitième siècle la fortune s'accrut incontestablement, encore que l'augmentation de la population, le mauvais régime économique et la spéculation eussent causé dans le peuple une grande misère. Le commerce extérieur était développé, surtout avec les colonies : on trouve 991 millions de francs pour 1787 et 1 732 pour 1792.

La Révolution, les guerres de Napoléon, la perte des colonies, les dettes contractées par l'État arrêtèrent le développement de la fortune. C'est seulement en 1836 que le commerce de la France parvint aux chiffres de l'ancien régime (1 867 millions pour le commerce général, 1 193 pour le commerce spécial).

Mais depuis lors l'enrichissement de la France a été constant grâce surtout à la puissance de l'épargne.

En 1826, première année où nous possédions une statistique de l'enregistrement, l'annuité successorale (successions et donations) s'élevait à 1 786 millions (rentes sur l'État non comprises). De 1826 à 1850 la progression moyenne fut de 36 millions environ par an, nous trouvons pour la dernière date le chiffre de 2 683 millions.

De 1850 à 1870 la progression annuelle fut de 68 millions par an, l'annuité successorale atteignait 4 567 millions en 1869, 4 054 millions en 1870.

De 1870 à 1892, l'annuité successorale ne cessa d'augmenter pour atteindre en 1891 : 6 800 millions ; en 1892 : 7 417 (chiffre exceptionnel).

De 1892 à 1906 le chiffre de l'annuité successorale a oscillé entre 6,5 et 7 milliards ce qui semblerait indiquer un arrêt ou tout au moins un ralentissement du développement de la richesse.

La richesse capitalisée des particuliers en France est évaluée à plus de 200 milliards, le revenu annuel de la France à 25 milliards.

Le commerce extérieur spécial de la France était de 1 442 millions en 1840; 1 904 en 1850; 4 174 en 1860, 5 669 en 1870, 8 646 en 1902, 11 819 en 1907.

*
* *

En Allemagne le sous-sol est très riche mais le sol n'y est fertile que dans certaines parties. Les guerres

du dix-septième, du dix-huitième et du dix-neuvième siècle y causèrent une grande destruction de capital; aussi vers le milieu du dernier siècle l'Allemagne était-elle un des pays les plus pauvres de l'Europe. Mais aussitôt que les cinq milliards versés par la France en 1871 lui eurent fourni le capital qui lui manquait, elle se développa rapidement. En 1871 on fonda dans l'empire 207 sociétés par actions avec un capital de 758 millions de marcs; en 1872, 479 avec un capital de 1 477 millions; en 1873, 242 avec 544 millions; en 1874, 90 avec 105 millions, puis le mouvement se ralentit jusqu'en 1880, mais alors l'Allemagne ayant réussi à économiser une partie de ses revenus énormément augmentés, elle les plaça dans des entreprises nouvelles : en 1899 364 sociétés s'y créèrent avec un capital de 544 millions; en 1905 191 avec un capital de 386 millions; en 1906 : 212 avec un capital de 474,5 millions. Les émissions allemandes ont été de 1 912 millions de marcs en 1903, 1 813 en 1904, 3 106 en 1905, 2 813 en 1906. Le capital social des banques a passé de 1 248 millions de marcs en 1883 à 3 166 en 1905.

Le commerce extérieur spécial de l'Allemagne (métaux précieux compris) était de 660 millions de marcs en 1830; 1 120 en 1840; 2 100 en 1850; 3 200 en 1860; 4 240 en 1870; 5 976 en 1880; 7 472 en 1890; 10 376 en 1900; 16 103 en 1907 (15 597 sans les métaux précieux).

*
* *

Le développement des États-Unis a été aussi rapide que celui de l'Allemagne. Les richesses de leur sol et de leur sous-sol dépassent de beaucoup ses richesses, mais le capital leur manquait également et de plus la main-d'œuvre, c'est pourquoi il fallut près d'un siècle avant que l'exploitation de l'Amérique du Nord commençât d'une manière systématique : la main-d'œuvre, l'Union se la procura par l'immigration, le capital, par l'emprunt. Les intérêts des sommes colossales empruntées pour la mise en œuvre de ses mines, qui fournissent aujourd'hui la moitié de la production du monde entier, elle les paya d'abord avec les produits de son agriculture auxquels s'ajoutèrent par la suite ceux de ses gisements d'or et d'argent, de ses autres mines et de ses industries, c'est pourquoi ses exportations l'emportent de beaucoup sur ses importations sans qu'il y ait compensation en métaux précieux.

Années	Importations (Métaux précieux compris) (en millions de dollars)	Exportations
1860	362,2	373,1
(Après quelques années d'oscillation dues surtout au change.)		
1874	595,7	629,1
1878	466,9	707,7
1880	761	833,2
1881	753,3	898,1
1885	620,7	751,1

Années	Importations (Métaux précieux compris) (en millions de dollars)	Exportations
1890	823,3	881,1
1897	880,2	1 127,7
1900	929,7	1 470
1906	1 367,3	1 802,8
1907	1 591,3	1 946

La différence entre les importations et les exportations représente les intérêts des sommes que l'Amérique a dû emprunter à l'étranger. En effet, d'après des calculs qui peuvent tout au moins servir d'indication, les Anglais seuls posséderaient £ 449 millions de valeurs des États-Unis.

Mais grâce à l'activité économique que provoqua le capital étranger, la richesse des États-Unis, que le gouvernement évaluait à $ 30 milliards en 1870 et à $ 42,5 milliards en 1880, atteignait $ 65 milliards en 1890, $ 94 milliards en 1900, $ 100 milliards en 1906 (soit plus de 500 milliards de francs) $ 1 235 par tête d'habitant.

L'étude des autres États de l'Europe, de l'Amérique et de l'Australie nous fournirait des données analogues.

II

Comme l'Europe, l'Asie a vu sa richesse s'accroître depuis trois siècles, surtout depuis cin-

quante ans, mais c'est dans des proportions bien moindres et dans des conditions qui rendent difficile l'étude de cet accroissement.

Dans les dernières années du moyen âge la destruction du capital avait été pire en Asie qu'en Europe, parce que tous les pays de l'Asie civilisée furent dévastés par les invasions des barbares, fors le Japon qui fut désolé par les guerres civiles. La période de la monarchie absolue se présente au contraire dans l'ensemble comme une période de reconstitution.

Nous avons étudié dans le troisième volume de cet ouvrage le Japon du dix-septième et du dix-huitième siècle ; il n'est pas douteux que le pays ne s'enrichît beaucoup à cette époque encore qu'insuffisamment pour nourrir dans les années de mauvaise récolte sa population accrue. Cet enrichissement s'arrêta vers la fin du dix-huitième siècle et au cours du dix-neuvième, par suite de la décadence d'un gouvernement et d'un ordre social vieillis ; mais depuis les réformes qui ont suivi la Révolution de 1868 et l'ouverture du pays au commerce extérieur, le Japon s'est constamment développé, d'abord lentement faute de capital liquide, puis rapidement, plus rapidement même qu'aucun autre pays du monde, quand l'indemnité payée par la Chine en 1895 lui eut enfin procuré du capital. Avec ses 70 milliards de francs le Japon, que l'on dit si pauvre, semblera presque aussi riche que la France au début du second Empire, plus riche que la France de Louis-Philippe, beaucoup plus riche que la France de la Restauration ; son com-

merce extérieur est sensiblement égal à celui de la France en 1854.

La perte de capital que causa en Chine la conquête mongole du quatorzième siècle fut compensée par les progrès économiques qu'amena le gouvernement des Khan, puis celui des Ming au quinzième siècle et dans la première moitié du seizième; à défaut de documents précis, nous avons les récits des voyageurs, entre autres celui de Marco Polo, qui juge la Chine de Kubilai Khan plus prospère qu'aucun pays d'Europe, nous vante la richesse des villes chinoises, et particulièrement de Hang cheu, l'ancienne capitale des Sung méridionaux. Au seizième siècle les missionnaires et les marchands espagnols et portugais nous dépeignent également la Chine comme riche et peuplée. Nous trouvons un témoignage concordant dans les romans de l'âge des Ming : aux différentes époques de leur domination correspondent trois romans également populaires, *la Femme accomplie*, *les Deux cousines* et *le Songe de la Maison rouge;* la société dépeinte dans le second de ces ouvrages nous apparaît comme bien autrement civilisée que la société de *la Femme accomplie* et, si les mœurs décrites dans *la Maison rouge* sont plus corrompues que les mœurs décrites dans *les Deux cousines*, elles sont par contre plus raffinées et témoignent d'une société tout autrement développée. Les désordres qui accompagnèrent la chute des Ming et la conquête mandchoue ruinèrent la Chine, mais les mémoires des Jésuites appelés à Pe king par K'ang hi, les meubles, les porcelaines,

les bibelots, fabriqués sous son règne et sous celui de K'ien lung, tout semble prouver qu'à la fin du dix-septième siècle et au dix-huitième il se produisit une rapide reconstitution du capital détruit au milieu du dix-septième. Les révoltes qui ensanglantèrent la première moitié du dix-neuvième siècle ont de nouveau fait perdre à la Chine une partie de la richesse péniblement regagnée; cependant, malgré l'anarchie où se trouve encore le pays, les statistique des douanes, l'aspect des villes maritimes, les sociétés fondées de tous côtés montrent que la Chine s'est beaucoup développée depuis cinquante ans, encore que sa fortune soit bien petite pour son énorme population.

De même l'Inde, épuisée par les guerres du quinzième siècle, put réparer ses pertes sous les règnes d'Akbar, de Jahangir et de Shah Jahan. Mais sa richesse qui, également distribuée, eût été faible pour sa population, se trouvait toute en la possession du Grand Mongol, de sa cour, de ses hauts fonctionnaires et de ses grands vassaux; Bernier écrit à Colbert que le peuple de l'Inde était beaucoup plus misérable que le peuple des principaux royaumes de l'Europe. Les folles dépenses de Shah Jahan (la construction du Taj aurait coûté un milliard de francs) et les guerres d'Aurangzeb commencèrent d'appauvrir l'Inde, qui fut ruinée par l'anarchie du dix-huitième siècle. Grâce à la paix et à l'ordre imposés par la domination britannique elle s'est régulièrement enrichie depuis soixante ans, elle n'en est pas moins restée un pays pauvre incapable d'en-

tretenir ses trois cents millions d'habitants.

Il semblerait également que d'une manière générale l'Indo-Chine, les îles de la Sonde, même la Perse et la Turquie se soient enrichies, lentement sans doute, au cours de la période de la monarchie absolue, il est certain que depuis cinquante ans leurs progrès économiques sont assez rapides (1).

* * *

On a souvent contesté la valeur des chiffres donnés plus haut en attribuant l'accroissement apparent de la richesse à la diminution du pouvoir libératoire des métaux précieux. Nous ne pouvons même aborder ici la discusion d'un problème aussi compliqué. Mais n'est-il pas arbitraire de prendre comme critérium des valeurs au début du moyen âge l'or qui n'était alors qu'un objet de curiosité? Dira-t-on aussi que dans le Vieux Japon tous les objets coûtaient trois fois plus qu'ailleurs parce que le rapport de l'argent à l'or y était de 1 à 5 et non de 1 à 15? Ou si l'on prenait l'argent comme critérium des valeurs ne voit-on pas que la richesse des pays du moyen âge serait estimée très différemment selon que l'on attribuerait à l'argent son prix de 1875 ou son prix de 1902? D'ailleurs l'enrichissement de l'humanité s'est produit depuis un demi-siècle, surtout de-

(1) Le développement économique du Japon sera étudié dans le tome VI, celui des autres États de l'Asie dans le tome VII.

puis vingt-cinq ans, et dans cette période le stock d'or a moins augmenté que le commerce général, aujourd'hui l'or garantit seulement des transactions qui se font par le crédit, enfin pour évaluer l'accroissement de la richesse on peut faire abstraction des prix et ne tenir compte que de l'accroissement de tous les produits du sol, du sous-sol, de la mer, et de l'industrie.

La civilisation matérielle.

La société nouvelle que créait le développement de la population et de la richesse devait avoir une civilisation nouvelle. Nous étudierons d'abord le changement qui s'est produit dans la civilisation matérielle; plus même que les lois et que les constitutions, qui en sont d'ailleurs pour une grande part la conséquence, ce changement a fait disparaître bien des traditions, transformé la manière de penser et de sentir, rapproché les peuples, déplacé les influences, éliminé les anciennes formations sociales et donné un caractère nouveau à la famille.

L'influence morale de la civilisation matérielle sera étudiée avec la société; ici nous parlerons de cette civilisation même.

Comme il serait inutile de rappeler les découvertes des sciences appliquées, l'utilisation de la vapeur, de l'électricité, des chutes d'eau, nous insisterons seulement sur deux points, qui présentent un intérêt particulier pour une étude d'ensemble de la culture moderne et pour la compa-

raison que nous faisons de la civilisation asiatique et de la civilisation européenne.

I

Le plus souvent on attribue la transformation de la civilisation matérielle aux progrès de la science; ce n'est vrai que dans une mesure relative. Si l'on cherche le point de départ de cette transformation on verra que l'accroissement de la population et de la richesse n'est pas dû aux découvertes des sciences, que tout au contraire ces découvertes sont dues à cet accroissement. C'est grâce aux énormes masses de travailleurs dont on dispose aujourd'hui qu'on a pu défricher des continents entiers, en exploiter les mines, unir toutes les parties du monde par des millions de bateaux, de trains et de véhicules de toutes sortes, comme aussi établir rigoureusement la division du travail qui permet de construire des machines aux rouages compliqués, de faire tenter tous les jours des expériences par des centaines de gens, de les faire vérifier par des milliers, appliquer par des millions.

D'autre part, ce n'est pas l'invention des premières machines qui a permis la première accumulation de capital, mais bien la première accumulation de capital qui a permis ou même suggéré l'invention des premières machines.

L'imprimerie découverte en Chine au sixième ou au septième siècle, ou peut-être même antérieurement et connue dès le moyen âge en Occident, s'est seulement répandue en Asie et en Europe au quinzième et au seizième siècle, parce que les conditions générales de la civilisation en rendaient auparavant l'invention inutile. Mais ceux qui avaient inventé la presse n'auraient-ils pas été capables d'inventer le métier à filer? Ils ne l'inventèrent pas parce qu'ils n'auraient su qu'en faire. Bien plus, les premières machines industrielles construites en Europe (1741, 1764 et 1769) ne furent pas destinées à manufacturer des produits européens, mais à filer et à tisser le coton, un produit exotique, tandis que les métiers pour le lin et la laine, produits séculaires de l'industrie européenne, sont d'une date bien postérieure (1810 et 1829); les premières machines inventées en Angleterre ne l'ont pas été au dix-septième siècle, époque où le goût des sciences y était général, où vécurent Harvey et Newton, mais dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, alors que la formation de capitaux dans l'Inde et aux colonies avait suggéré l'idée de rechercher des inventions qui permissent de les faire fructifier. Le Français Papin reconnut dès le dix-septième siècle la force élastique de la vapeur d'eau, mais la première machine à vapeur d'un usage courant fut construite (1769) et perfectionnée par Watt en Angleterre dans cette même fin du dix-huitième siècle où l'on commençait le puddlage industriel et la fabrication mécanique du papier. C'est que

la France du dix-septième siècle n'avait pas l'emploi de machines à vapeur tandis qu'au début du dix-neuvième l'Angleterre, enrichie par ses conquêtes lointaines et la fabrication du coton, pouvait utiliser les inventions les plus diverses : aussi bien dès 1825 construisait-elle le premier *railway*. A cette même époque l'Angleterre se créait pour de longues années un véritable monopole de la navigation à vapeur. Or c'était dès le 27 septembre 1707 que Papin avait lancé le premier bateau à vapeur sur la Fulda; la période 1783-1790 avait vu les tentatives de Jouffroy en France, de Rumsey et de Fitch en Amérique; le *Clermont* de Fulton avait en 1807 commencé sur l'Hudson un service régulier. Ni la France, ni les États-Unis ne purent profiter d'une découverte qui fit la fortune de l'Angleterre plus riche et plus développée.

Si les pays de l'Europe orientale et de l'Asie n'ont pas eu de part à ces premières inventions, ce n'est donc pas faute de génie scientifique mais faute de capital et, de capital, elles n'en pouvaient avoir, étant données les grandes destructions de richesse que leur avaient causées les invasions des barbares.

II

Nous insisterons maintenant sur le second point; c'est tout récemment que s'est produit l'en-

semble des découvertes et des applications de ces découvertes qui ont transformé la civilisation. Cette insistance a deux raisons, dont la première est de montrer que l'Asie est peu en retard sur l'Europe, et la seconde, de bien marquer le caractère particulier de l'époque nouvelle qui a commencé dans les dernières années du dix-neuvième siècle.

Comparons d'abord brièvement les changements qui se sont produits en Asie et en Europe.

Nous venons de dire que le premier chemin de fer datait de 1829. En 1840, il n'existait encore dans le monde entier que 7 700 kilomètres de chemins de fer; 4800 se trouvaient dans l'Amérique du Nord et 2 900 en Europe, dont beaucoup plus de la moitié dans le Royaume Uni; trois ans plus tard ce royaume avait étendu son réseau à 4 660 kilomètres, mais la France possédait seulement 600 kilomètres de voies ferrées, l'Allemagne 1 070, la Belgique 438, l'Autriche 378, les Pays-Bas 46, l'Italie 33, la Russie 27; les autres pays de l'Europe n'en possédaient pas. Or, le premier chemin de fer a été construit au Japon par les Japonais eux-mêmes moins de trente ans après cette année 1843 où l'Italie avait 33 kilomètres de chemin de fer, où l'Espagne et la Suisse n'en avaient pas. L'Asie actuelle a dix fois plus de chemins de fer que n'en avait l'Europe en 1843, trente fois plus que n'en avait l'Europe en 1840.

En effet, le monde possédait en 1906 933 850 kilomètres de voies ferrées dont 473 096 en Amérique (361 579 aux États Unis), 316 093 en Europe, 87 958 en Asie, 28 510 en Australie et 28 193 en Afrique.

En 1840 il existait seulement 116 000 tonnes de bateaux à vapeur, dont 95 000 appartenaient à la Grande-Bretagne. Trente ans plus tard, en 1873, le Japon possédait 26 000 tonnes de vapeurs; le monde entier, l'Angleterre exceptée, n'en avait que 21 000 en 1840. Chaque année le Japon construit dans ses chantiers plus de 30 000 tonnes de vapeurs, soit autant que le monde entier, sans l'Angleterre, n'en avait construit en tout depuis l'origine jusqu'en 1841. En 1874-1875 le tonnage net des vapeurs de toutes les puissances européennes, y compris l'Angleterre, n'atteignait pas 3 millions de tonnes; en 1907 le tonnage des vapeurs européens dépassait 15 millions, celui des vapeurs du monde 18 millions. Avec ses 1 100 000 tonnes la flotte japonaise y tenait le quatrième rang, égale au tiers de ce qu'était la flotte du monde entier il y a trente ans.

* * *

Cette comparaison faite entre l'Asie et l'Europe, nous allons mettre en relief le caractère particulier de la période actuelle, dont le début peut être fixé à 1880.

Nous avons parlé du développement du commerce en parlant de celui de la richesse. Nous venons de donner les chiffres se rapportant aux chemins de fer et à la marine marchande. Mais les voies de communication ne sont que les moyens mis au service de l'industrie. Passons à l'industrie elle-même. Comme il nous est impossible

d'exposer le développement général des industries, nous nous bornerons à celle qui est considérée aujourd'hui comme le fondement de toutes les autres.

On appelle notre âge l'âge du fer, mais en 1880 la production annuelle de fer brut dans le monde entier n'était que de 18,4 millions de tonnes; dix ans après elle atteignait 27,4 millions; en 1900 : 40,8; en 1907 : 60,6.

Pour l'acier la progression a été encore plus rapide.

En 1880, la Grande-Bretagne en produisait 1,3 millions de tonnes, les États-Unis 1,2, l'Allemagne 0,6, la France 0,8, la Russie 0,2, l'ensemble du monde 4,2.

En 1895, les États-Unis en produisaient 6,3 millions, la Grande-Bretagne 3,3, l'Allemagne 2,8, la France 0,7, la Russie 0,5, le monde entier 14,8.

En 1900 les États-Unis en produisaient 10,6 millions, l'Allemagne 6,6, la Grande-Bretagne 4,9, la Russie 1,8, la France 1,6, le monde entier 27,8.

En 1907 la production de l'acier était de 51,1 millions, se répartissant ainsi : États-Unis : 23,7; Allemagne : 12 : Grande-Bretagne : 6,6; France : 2,6; Russie : 2; Autriche-Hongrie : 1,1; Belgique : 1,1 etc. (1).

Ces chiffres suffisent à prouver que nous ne

(1) L'ensemble des chiffres d'après *Statistik des Vereins Deutscher Eisen und Stahlindustrieller*, donnée dans *Sombart* appendice 31; les chiffres de 1907 d'après *Mineral Industry XVI* et *Stahl und Eisen* (7 octobre 1908).

sommes pas au terme d'une période de développement passager mais bien au début seulement d'une phase toute nouvelle de la civilisation humaine.

La pensée.

I

L'accroissement de la population et de la richesse, le développement de la civilisation matérielle ne pouvaient manquer d'influer sur la pensée humaine; mais dans tous les pays civilisés la pensée s'était déjà préparée par son évolution propre à subir les conséquences de la transformation générale.

Au dix-septième siècle le rationalisme avait prévalu en Europe et en Asie. C'est la mentalité d'une société aristocratique où une forte éducation tout imprégnée encore d'honneur chevaleresque, de discipline militaire et d'ascétisme religieux, vertus héritées de l'époque féodale, où le goût de l'ordre et l'habitude de la politesse, vertus propres à la monarchie absolue, apprennent à maîtriser ses sentiments, à en tenir toute manifestation comme malséante envers les autres et méprisable à l'égard de soi-même; car de telles manifestations impliquent toujours une manière de lâcheté. Après avoir condamné l'expression de la passion, on condamna la passion elle-même. De tous les instincts humains un seul survivait, l'orgueil, et l'on faisait

consister l'orgueil à résister aux mouvements de sa nature pour n'obéir qu'aux commandements de son esprit. Mais l'esprit lui-même s'était modifié; une vie factice et réglée tendait à effacer de la mémoire tout souvenir trop vif des formes et des sons; avec la passion avait disparu l'imagination; l'esprit ne procédait que par abstractions enchaînées déductivement. Toutes les facultés de l'intelligence avaient été subordonnées ou même sacrifiées à la raison raisonnante et la raison apparaissait comme la faculté de l'absolu, sa méthode comme le procès nécessaire de tout esprit; au dix-neuvième siècle, quand Hegel voulut concilier les anciennes idées avec les idées nouvelles, il affirma, contre toute vérité, que le procès de la raison humaine est identique au procès de la nature; mais au dix-septième et au dix-huitième siècle, où un bon raisonnement paraissait tout autrement convaincant qu'une expérience, on n'hésitait pas à considérer le procès de la raison comme supérieur à celui de la nature. En effet, quoi qu'il puisse sembler tout d'abord, l'idéalisme transcendantal est déjà une première concession du rationalisme à la connaissance; l'idéaliste nie la réalité du monde extérieur parce que, s'il admettait cette réalité, il n'oserait pas la déclarer inférieure à la raison raisonnante; le véritable rationaliste admet pleinement cette réalité, mais il la méprise, cette réalité étant contingente et la raison étant la faculté de l'absolu.

L'homme n'étant homme que par la raison et la raison pouvant connaître l'absolu, le rationalisme ne distingua plus entre les hommes mais s'occupa

seulement de l'homme en soi; plus tard, quand il commença de comprendre que l'homme en soi était seulement un type auquel les hommes de chair doivent tendre à se conformer, il identifia l'homme en soi avec l'État; Schiller appelle l'État l'homme dans l'idée, et cette doctrine, dont la conséquence est qu'on doit tenir pour juste et efficace une législation basée uniquement sur des principes *a priori*, a par le fait inspiré tous les révolutionnaires du dix-huitième et du dix-neuvième siècle. Mais une pareille conception marqua la dernière phase du rationalisme.

Que si nous en revenons au rationalisme du dix-septième siècle et de la première moitié du dix-huitième, nous le trouverons semblable dans la philosophie asiatique et dans la philosophie européenne; et, comme les principes sont les mêmes, l'application en est la même : austères, orgueilleux, de cœur sec, volontaires jusqu'au despotisme, souvent de tendances mystiques malgré la froideur de leur apparence et leur affectation de raisonner sur tout, tels nous apparaissent le puritain anglais, le janséniste français, le *bushi* japonais et même le lettré chinois.

C'était dans la nature du rationalisme qu'il dût résister à toutes les contradictions que lui apportait l'expérience mais qu'il aboutit à se détruire lui-même par son développement naturel et au moyen de sa propre méthode.

En effet, le rationalisme repose sur la croyance à la véracité de la raison humaine et sur l'admission d'un premier principe indiscutable; car le rationa-

lisme ne procédant que déductivement est obligé de partir d'un principe et de tenir pour légitime le procès par lequel il fait découler ses raisonnements de ce principe. Mais, pour rester conséquent avec lui-même, il doit forcément aboutir à discuter la véracité de la raison et le premier principe; comme ni l'un ni l'autre ne peuvent être prouvés déductivement puisqu'il faut les admettre pour rendre la déduction possible, le rationalisme se voit forcé de se condamner lui-même, ainsi fit-il dans la *Critique de la raison pure*. Pour Kant nous ne pouvons rien connaître de l'Objet en soi, puisque le temps et l'espace n'ont qu'une valeur subjective, que les idées d'unité, de réalité, de durée, de causalité sont des *catégories* c'est-à-dire des modes de notre raison; et du fait que nous ne pouvons rien savoir de l'Objet en soi nous ne pouvons pas savoir non plus si notre raison nous en donne une conception adéquate à la réalité, par suite si elle est véridique.

*
* *

Le rationalisme s'étant ainsi détruit lui-même, dans tous les pays d'Europe et d'Asie se produisit contre lui cette violente réaction à laquelle on tend à donner très improprement le nom, d'ailleurs mal choisi, d'une forme littéraire, le romantisme. Kant lui-même, après avoir condamné toute certitude basée sur la raison dans sa *Critique de la raison pure,* chercha dans la *Critique de la raison pratique* à trouver une nouvelle base de la certi-

tude qui serait la conscience morale. Voilà donc l'origine purement intellectuelle du romantisme. Si nous en recherchons maintenant l'origine sociale, nous verrons que c'est la réaction des classes moins instruites contre les classes plus instruites, des nations moins anciennement civilisées contre les nations plus anciennement civilisées, notamment en Asie de la pensée japonaise contre la pensée chinoise, de la pensée hindoue contre la pensée musulmane, en Europe de la pensée germanique et de la pensée slave contre la pensée latine. Au rationalisme, qui repoussait la passion et l'instinct, succéda le débordement de la passion et de l'instinct; au tact, à la politesse, qui défendaient de parler de soi, succéda le besoin de se confesser jusque dans ses faiblesses intimes. Au bon goût, qui trouvait malséant de s'appesantir sur les données des sens, succéda la volonté de tout décrire, les sons, les couleurs, même les sensations du tact, de l'odorat et du goût.

*
* *

C'est de l'union du rationalisme et du romantisme qu'est sortie la mentalité moderne; après avoir traversé plusieurs phases : idéalisme transcendantal, idéalisme subjectif, réalisme, phases que nous ne pouvons analyser ici, la mentalité moderne s'est vraiment formée quand elle est devenue scientifique.

En effet le rationalisme avait détruit progressivement l'esprit du moyen âge, qui admettait la tra-

dition sans contrôle, en prenant d'abord comme premier principe les notions traditionnelles, puis en les réduisant à n'être que des idées abstraites, enfin en les attaquant, il avait façonné l'esprit humain à la déduction, aux mathématiques, à la logique, il lui avait enseigné l'abstraction et la classification, appris à voir les choses objectivement, à mépriser les données des sens, appris à douter et à ne plus douter. Mais surtout par la discipline qu'il avait imposée à l'intelligence et au caractère, il avait permis à l'homme de concentrer toute son attention sur un point déterminé ; l'attention est la véritable faculté de l'homme civilisé.

Le romantisme a rendu à l'homme le goût de la vie, de la réalité. L'histoire, telle qu'on l'a comprise dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, on la doit à Walter Scott, à Chateaubriand, à Wilibald Alexis, à Manzoni ; ce sont les fausses descriptions du romantisme qui ont donné le goût des musées d'armes et de costumes, des vieilles pierres, des vieilles estampes. Le romantisme philosophique de Schopenhauer, de Fichte, de Schelling, de Hegel a préparé la voie aux doctrines de Darwin et de Häckel. Enfin cet amour passionné de la nature qui éclate dans Rousseau, dans Gœthe, dans Thomson et les *lakists*, voilà la cause même qui a provoqué les grands progrès des sciences naturelles. Lisez l'*Emile* et les *Confessions*. Lisez *Werther*. Le besoin de la solitude, de la rêverie ne s'y sépare pas de la botanique, de la zoologie, de la géologie. Nous y voyons la science de l'induction, de l'expéri-

mentation s'affranchir de la science de la déduction, la physique, la chimie prendre leur place à côté des mathématiques.

C'est ainsi par le concours du rationalisme et du romantisme, de la mentalité toute d'abstraction des classes privilégiées des peuples privilégiés et de la mentalité toute concrète des classes demi-incultes et des peuples demi-incultes que s'est formé l'esprit scientifique de l'homme moderne. Comme le peuple, comme les races encore jeunes qui, manquant de traditions en maints domaines, s'y laissent guider par l'instinct, il procède par induction, mais grâce à l'héritage d'une mentalité classique et aristocratique, il dirige son induction, il la réglemente, et des résultats qu'elle lui fournit il sait tirer par l'abstraction des données qu'il formule en lois générales. Ces lois ne lui semblent plus cependant comme au rationaliste des règles absolues, ce sont simplement des hypothèses qui lui rendent possible d'expliquer le retour de certains phénomènes et même d'en provoquer lui-même le retour.

II

L'évolution intellectuelle qui se produisit ainsi du dix-septième au dix-neuvième siècle permit à l'homme moderne de tirer un profit complet des connaissances acquises par le passé.

L'esprit scientifique est la synthèse de deux opérations intellectuelles : les découvertes empiriques et le raisonnement systématique. Il ne semblerait pas que ces deux opérations soient connexes, que les premières découvertes empiriques aient provoqué le raisonnement ou que le raisonnement les ait dirigées mais que, tout au contraire, il se soit formé séparément pour ne s'appliquer aux découvertes empiriques que dans les civilisations avancées

Si les découvertes sont aussi vieilles que la civilisation, si l'on peut dire qu'elles sont la civilisation même, le hasard seul, non pas des recherches méthodiques, ont permis à l'homme de trouver l'usage du feu, des métaux, du verre, de nombre de remèdes, de teintures et de parfums. Pour antique, pour développée que nous apparaisse la culture babylonienne de l'époque historique, nous ne voyons pas qu'on y eût fait le moindre effort pour étudier l'anatomie sur le corps des hommes ou des animaux ou pour découvrir aucune loi de la physique. Au contraire les sciences mathématiques, qui sont sciences de raisonnement, y étaient développées et l'observation de la nature y commença par l'astronomie, qui est basée sur les mathématiques.

Tandis que les Assyriens et les Perses, peuples tout militaires, profitèrent peu des connaissances acquises par les Chaldéens, ceux-ci trouvèrent en Grèce de dignes élèves. C'est dans ce dernier pays que prirent naissance les sciences expérimentales et que pour la première fois peut-être dans l'his-

toire humaine on appliqua le raisonnement aux découvertes empiriques, comme le prouvent la physique d'Archimède, la médecine d'Hippocrate et la zoologie d'Aristote.

Dans les premiers siècles de l'ère moderne il commença de se former une véritable mentalité scientifique chez les peuples de la Méditerranée, dans l'Inde et en Chine. Mais les invasions des barbares détruisirent cette mentalité avec la civilisation; seuls les Arabes conservèrent une partie de l'héritage du passé; ils firent même progresser les sciences expérimentales et créèrent la chimie.

Jusqu'à cette époque les peuples asiatiques avaient plus contribué au développement des sciences que les peuples européens. Mais la persistance des invasions ayant gêné l'évolution normale de leur civilisation, ils se bornèrent dans la suite à cataloguer les connaissances précédemment acquises, plus tard à s'initier aux progrès accomplis par les Occidentaux. C'est donc en Europe qu'il nous faut dès lors suivre l'histoire de la science.

Les guerres du moyen âge y ayant prolongé la barbarie, ce fut seulement après plusieurs siècles que l'intelligence sut de nouveau y concilier la hardiesse avec la discipline. Mais, en dépit de ses obscurités, la scholastique avait rendu à l'homme la pratique de la logique, et la connaissance recouvrée de l'antiquité, la découverte de l'imprimerie, cette exubérance de l'imagination qui fait la gloire du seizième siècle, amenèrent de nouveau l'union de l'observation et du raisonnement.

Alors comme au temps des Chaldéens l'étude de

*

la nature commença par le calcul. Les découvertes astronomiques de Kepler, de Galilée et de Copernic ouvrent l'ère moderne et dans l'Europe continentale l'œuvre scientifique du dix-septième siècle fut surtout déductive, car, encore qu'il fut fait cette époque des expériences célèbres, ce furent surtout les lois mathématiques de la physique que recherchèrent Galilée, Mariotte, Descartes et Pascal.

Il n'en fut pas de même en Angleterre; la tradition classique y étant moins forte, l'esprit avait plus de liberté pour s'aventurer dans des voies nouvelles : Bacon y formula la méthode inductive et l'impulsion qu'il donna fit naître chez tous le goût de tenter les expériences les plus variées; Harvey découvrit la circulation du sang, Newton, philosophe et savant, rationaliste et empiriste tout ensemble, créa la physique moderne par sa loi de la gravitation.

Dès lors le mouvement scientifique ne cessa plus; nous avons analysé le rationalisme et le romantisme : il est facile de voir que ces tendances sont seulement des formes particulières de ces deux opérations intellectuelles dont la réunion constitue l'esprit scientifique, soit l'observation de la nature et le raisonnement. Aussi la génération qui participa de ces deux tendances a-t-elle réussi tout à la fois à renouveler les sciences par les faits innombrables que lui fournit l'expérience et à les fixer en leur donnant leur méthode.

III

Cependant c'est récemment que non plus quelques hommes d'élite mais un grand nombre d'hommes ont commencé de prendre une tournure d'esprit véritablement scientifique. Non pas sans doute que les savants d'aujourd'hui soient supérieurs à ceux du temps passé ou que les découvertes qu'on a faites dans ces derniers temps l'emportent sur celles qu'on a faites autrefois, l'on a même soutenu que le dix-neuvième siècle ne pouvait rien mettre en parallèle avec l'œuvre de Kepler et de Newton. Mais ces grands hommes étaient des exceptions, eux-mêmes n'avaient de mentalité scientifique que dans le domaine propre de leurs études. Aujourd'hui ce sont nos mœurs, l'aspect de nos villes qui nous forcent à observer, à réfléchir, nous ne pouvons prendre un train ou un bateau, monter en automobile, voir passer un aéroplane ou un dirigeable, envoyer une dépêche, demander une communication téléphonique, expédier d'un bateau un message par la télégraphie sans fil sans nous rappeler les lois naturelles qui régissent ces phénomènes et les découvertes qui nous ont permis de les mettre à notre usage. Du petit nombre la mentalité scientifique s'étend aux masses, le cocher a cédé la place au wattman et au chauffeur, qui sont obli-

gés non seulement de surveiller leurs machines et de les réparer, mais encore de suivre les progrès de leur métier; de même le marin, le soldat, le paysan deviennent des mécaniciens, des artilleurs, des conducteurs de machines agricoles et tous ces hommes lisent par goût ou par intérêt des revues de vulgarisation où sont photographiés ballons, automobiles, aéroplanes, si bien que dans peu de temps tous les hommes vivront de la science, ne s'occuperont que de la science, ne s'intéresseront qu'à la science.

Cette transformation de la mentalité humaine n'est cependant pas complète. La masse doit faire un dernier effort que l'élite a déjà fait; c'est de s'initier à ces nouvelles sciences qui sont les sciences sociales. Dans le domaine de l'économie politique les progrès sont déjà remarquables; en Angleterre et en Amérique des élections générales ont porté uniquement sur la question des tarifs douaniers, il y a quelques années une élection présidentielle américaine s'est faite principalement sur la question de la frappe libre de l'argent. Les *trade unions* recourent à l'assistance de spécialistes pour savoir si les circonstances générales leur permettent de demander une augmentation de salaires. Dans toutes les classes on apprend avec plaisir les chiffres du commerce, de la fortune publique, on discute sur l'augmentation et l'abaissement de l'annuité successorale. Les paysans eux-mêmes consultent les mercuriales. La diffusion des valeurs mobilières force la masse à s'intéresser aux affaires les plus diverses, à suivre

les cours de la Bourse, à observer l'effet des événements sur les fluctuations des valeurs. On peut espérer que la discussion de questions économiques précises tendra de plus en plus à remplacer les oiseuses déclamations de la politique actuelle.

Mais si la science économique commence à se vulgariser, qu'il en est encore différemment des sciences sociales et politiques, de la démographie par exemple, qui donne la solution simple, incontestable de problèmes qu'on ne cesse de discuter vainement! Combien peu connaissent les statistiques criminelles, les statistiques vitales et quel pauvre usage en font ceux qui les connaissent superficiellement! Combien de statistiques nous manquent encore! Dans combien de pays la masse ne répugne-t-elle pas aux recensements de toute nature et les fonctionnaires n'apportent-ils pas la plus coupable légèreté dans leurs compilations et leurs calculs!

Cependant le temps n'est sans doute pas éloigné où, pour traiter une question de politique ou de morale, on consultera les statistiques, on étudiera l'évolution de la civilisation, on emploiera des méthodes vraiment scientifiques, comme aujourd'hui pour déterminer la nature d'un climat ou consulte les tables météréologiques et l'on fait le relevé du terrain avant de construire une ligne de chemin de fer.

En ce domaine aussi l'Asie ne diffère pas de l'Europe. Si plus longtemps le peuple y est resté attaché à ses croyances traditionnelles et l'élite à un rationalisme dédaigneux des faits, à la fin du

dix-huitième siècle et au dix-neuvième l'influence de l'Europe y a réveillé l'ardeur scientifique, depuis trente ans les progrès y ont été rapides et décisifs. L'Inde compte aujourd'hui de grands savants, la Chine se renouvelle et du Japon l'on peut dire qu'il a fait dans l'instruction publique, l'administration, l'organisation politique, militaire, économique et sociale une part plus grande à la science et à l'esprit de méthode qu'aucun autre peuple du monde.

La société.

Sous l'influence des changements que nous venons d'examiner la société elle aussi a changé. Dans cette première section de notre étude nous nous efforcerons de dégager ce qui semble l'évolution naturelle, on peut même dire nécessaire, de la société moderne; l'étude des luttes, des bouleversements que dans certains pays a produits la trop brusque substitution d'une nouvelle organisation à l'ancienne sera réservée pour la seconde section.

I

Les sociétés du moyen âge et de l'époque de la monarchie absolue étaient fondées sur une division en classes, en castes hiérarchisées. Pareille classification, pareille hiérarchie supposaient une population peu nombreuse et relativement constante,

une civilisation lente à se transformer; l'augmentation rapide de la population, la transformation brusque de la civilisation au cours de l'époque moderne ne pouvaient manquer de les bouleverser.

C'est surtout en Asie que les dangers qui résultent d'une organisation sociale trop longtemps maintenue sont apparus d'une manière saisissante. Au début de l'histoire de l'Inde les brâhmanes avaient formé la classe sacerdotale, mais dès l'époque du Buddha l'on en comptait des milliers, peut-être des dizaines de milliers; tous ne pouvaient vaquer au culte ou s'occuper de recherches philosophiques; par suite, dès cette époque reculée les brâhmanes exerçaient tous les métiers et se subdivisaient en castes. Grâce au traditionalisme qui a formé la défense passive de la société hindoue contre les invasions des barbares, la classe des brâhmanes s'est maintenue; elle comprend aujourd'hui près de 15 millions de membres divisés en centaines de castes, dont on compte jusqu'à 150 dans une seule province.

Les autres grandes classes de l'Inde se trouvent aujourd'hui dans les mêmes conditions; les râjput, héritiers par le sang des barbares qui envahirent l'Inde entre le deuxième et le huitième siècle, héritiers par le rang des kshatriya, les guerriers de l'antiquité, se sont également divisés en nombre de castes qui exercent tous les métiers; l'on compte aujourd'hui 10,5 millions de râjput et plus de 29 millions de membres des castes guerrières.

Au Japon la classe militaire des samurai comprenait à l'époque de la révolution douze cent

mille membres, dont la plupart étaient misérables et dont beaucoup occupaient des charges civiles. Si le droit chinois ne reconnaît pas de castes, en réalité les membres de familles de lettrés n'exercent jamais d'autre profession que celle de lettrés; or leur nombre est devenu tel qu'il est impossible au gouvernement de leur trouver des emplois; la plupart sont des déclassés qui s'affilient aux sociétés secrètes, fomentent des troubles et préparent une révolution.

Dans les sociétés européennes du dix-huitième siècle, où la classification était moins ancienne et moins rigoureuse qu'en Asie, les mêmes faits se présentaient, encore qu'ils n'apparussent pas aussi clairement. Ainsi dans presque tous les pays les plaintes dirigées contre la noblesse comme aussi sa misère et ses rancœurs provenaient de cette seule cause que l'augmentation naturelle de la population noble et les annoblissements l'avaient rendue trop nombreuse. En Angleterre la noblesse ne s'est jamais appauvrie et elle n'est jamais devenue impopulaire parce que les privilèges en sont restreints aux chefs des familles titrées, par suite à peu de personnes.

Pour grands qu'ils soient, les inconvénients que produit l'excès de la population dans les classes privilégiées sont peu de chose près de ceux qu'a produits cet excès dans les corporations héréditaires. Au bout d'un demi-siècle ou d'un siècle de forte natalité, il peut se trouver dans un pays des millions d'ouvriers appartenant à des industries de luxe, des industries spéciales ou même des in-

dustries qui par suite de la transformation de la civilisation tendent à disparaître, par suite des millions de gens condamnés de par la loi à la paresse et à la misère. En 1891 on dénombrait dans l'Inde 1 600 000 orfèvres, 3 millions et demi de potiers, 4 millions et demi de presseurs d'huile, 3 700 000 barbiers, 2 800 000 blanchisseurs, 1 400 000 brûleurs de grains et confiseurs, 4 700 000 distillateurs et vendeurs de toddy, un demi-million de généalogistes, 1 100 000 astrologues, mimes, tambours et chanteurs ambulants.

Aussi dans tous les pays de l'Europe et de l'Asie la condition du peuple ne cessa-t-elle d'empirer au cours des dix-septième et dix-huitième siècles.

L'on donne pour l'industrie du bâtiment en Angleterre les nombres indicateurs suivants représentatifs du pouvoir d'achat des salaires qui par suite tiennent compte du mouvement des prix.

Nombres indicateurs

(100 étant pris comme base)

Périodes	
1451 à 1500	100
1501 à 1520	91
1521 à 1550	74
1551 à 1570	60
1571 à 1602	51
1603 à 1652	40
1653 à 1702	54 (1)

(1) Cf. Cauderlier d'après Wiehe, *Jahrbücher fur National Oekonomie und Statistik*. Les chiffres pour l'Allemagne d'après Dr Otto Henne am Rhyn, *Kulturgeschichte des Deutschen Volkes*, I, p. 80. Pour la France cf. les travaux du vicomte d'Avenel.

Ainsi en deux siècles les salaires avaient baissé de moitié et nous retrouverions une diminution plus ou moins forte dans les salaires de tous les métiers.

En Allemagne les salaires journaliers tombèrent entre 1450 et 1590 d'une moyenne de 3,5 marcs à 1,60; le manque de bras causé par la guerre de Trente ans les fit remonter au cours du dix-septième siècle, si bien que la moyenne était de 3 marcs en 1700, mais ce fut pour retomber ensuite si rapidement qu'en 1770 la moyenne n'était plus que d'un marc. En France, le prix du travail diminua continuellement au cours du dix-septième et du dix-huitième siècle, alors que d'une manière générale le prix des denrées augmenta au moins dans la seconde moitié du dix-huitième siècle.

II

Tandis que l'ancienne société a disparu ainsi comme d'elle-même, la nouvelle société s'est fondée par la force des choses.

La population qui pendant des siècles avait vécu dispersée tend de plus en plus à s'agglomérer. En voici la cause principale : l'invention des machines a concentré les ouvriers dans les usines et permis de cultiver la terre avec moins de bras, par suite rendu des millions de paysans disponibles pour d'autres travaux.

Ce déplacement de la population a commencé

en Angleterre dès le milieu du dix-huitième siècle ; en 1901, 77 0/0 des habitants s'y trouvaient dans les villes, dont 1,3 0/0 seulement dans des villes de moins de 3 000 âmes et 34,7 0/0 dans des villes de plus de 100 000, Londres avait en chiffres ronds 500 000 habitants en 1663 (avant la peste), 958 000 en 1801, 1 948 000 en 1841, 2 083 000 en 1861, 3 254 000 en 1871, 4 211 000 en 1891, 4 500 000 en 1906, plus de 6 millions si l'on prend l'ensemble du district de police. Glasgow a 800 000 habitants, Liverpool 740 000, Manchester 640 000, Birmingham 550 000, etc.

Au cours du dix-neuvième siècle ce mouvement s'est étendu à tous les pays. De 1880 à 1900 la population des villes a augmenté de 130 0/0 en Allemagne, 121 0/0 en Suède et en Norvège, 108 0/0 en Suisse, 99 0/0 en Russie, 75 0/0 en Autriche-Hongrie, 55 0/0 en Italie, 51 0/0 en Grande-Bretagne et en Belgique, 27 0/0 en France.

En 1849 deux États de l'Allemagne seulement, la Saxe et la Prusse, avaient une notable population urbaine (en Prusse 28 0/0) ; la population urbaine de l'empire représentait 36 0/0 de la population totale en 1871, 39 0/0 en 1875, 43 0/0 en 1885, 54 0/0 en 1900. Berlin avait 702 437 habitants en 1867 et 2 040 148 en 1905 (plus un million dans les faubourgs : Charlottenburg 239 559, etc.) ; Hambourg avait 224 974 habitants en 1867 (sans compter Altona : 67 350) et 802 793 en 1905 (sans compter Altona : 168 320) ; Breslau en avait 171 926 en 1867 et 470 904 en 1905 ; Cologne, 125 172 en 1867 et 428 722 en 1905 ; Leipzig, 90 824 en 1867 et

503 672 en 1905; Essen, 40 695 en 1867 et 231 363 en 1905, Elberfeld-Barmen, 130 266 en 1867 et 318 933 en 1905; Chemnitz, 58 573 en 1867 et 244 927 en 1905, etc.

Pour les colonies européennes nous donnerons seulement les chiffres suivants : New York (805 651 habitants en 1860, 4 113 043 en 1906), Chicago (109 260 en 1860, 2 049 185 en 1906), Philadelphie (562 529 en 1860, 1 411 735 en 1906), Sydney (93 596 en 1862, 538 000 en 1906), Melbourne (11 000 en 1841, 191 000 en 1861, 526 400 en 1906).

Le même phénomène s'est produit en Asie. Dès la fin du dix-huitième siècle la Chine comptait des villes énormes comme Han keu et Canton; le Yedo des shôgun avait plus d'un million d'habitants. Aujourd'hui 51,80 0/0 des Japonais vivent dans des agglomérations de 2 000 à 5 000 âmes, 17,70 0/0 dans des agglomérations de 5 000 à 10 000; Tôkiô a 2 millions d'habitants, Ôsaka 1 million. Dans l'Inde aussi nous voyons Calcutta, qui avait 10 000 habitants en 1710, 187 000 (?) en 1831, 447 000 en 1872, avec 847 796 en 1901 (plus d'un million en y comprenant les faubourgs).

A ce déplacement de la population correspond un changement de profession.

Sur 100 Prussiens il y avait 61,3 agriculteurs en 1843, 36,1 en 1895; 23,37 ouvriers industriels et 1,95 commerçants ou employés aux communications à la première date, 38,3 (mineurs compris) et 11,3 à la seconde. Et la tendance va toujours en s'accusant puisqu'on comptait en Alle-

magne 18,5 millions d'agriculteurs, pêcheurs, etc. en 1895 et 17,6 en 1907; 20,2 millions d'ouvriers de l'industrie et des mines en 1895 et 26,3 en 1907; 5,9 millions de commerçants en 1895 et 8,2 en 1907; 800 000 domestiques et salariés sans profession fixe en 1895 et 700 000 en 1907; 2,8 millions de fonctionnaires, militaires, membres des professions libérales en 1895 et 3,4 en 1907; 3,3 millions de personnes sans profession en 1895 et 5,1 en 1907.

Le changement de profession amène un changement de situation; le nombre des salariés, faible autrefois, augmente constamment. En 1882 il y avait encore en Prusse 1 430 465 artisans travaillant à leur compte; treize ans plus tard il n'y en avait plus que 1 237 349, tandis que le nombre des ouvriers travaillant dans des établissements occupant de 200 à 1 000 personnes avait monté dans le même temps de 644 819 à 1 114 238 et que celui des ouvriers travaillant dans des établissements occupant plus de 1 000 personnes avait monté de 205 003 à 430 286. Sur 1 000 ouvriers ou employés on en comptait en 1882 : 551 dans des entreprises n'employant pas plus de 5 personnes, 186 dans des entreprises en employant de 6 à 50, 263 dans des entreprises en employant plus de 50; en 1895 respectivement 399, 238 et 363. En effet la grande industrie, ayant moins de frais et plus de débouchés, vend ses produits meilleur marché et donne de plus gros salaires.

III

La nouvelle composition de la société en a modifié la hiérarchie.

En Europe nous comprenons mal ce qu'étaient les hiérarchies sociales d'autrefois, à peine en trouvons-nous quelques restes en Russie. Dans l'Inde l'une de ces hiérarchies subsiste; ce pays n'a pas connu de révolution, ceux qui voulaient s'affranchir du régime des castes ayant embrassé l'islam, mais la hiérarchie hindoue, que la loi a conservée intacte, nous la voyons bouleversée de fait par le simple développement de la société.

Les brâhmanes étaient et sont encore considérés comme des incarnations divines, nul ne devait et nul ne doit lever les yeux sur eux et cependant il y a des millions de brâhmanes qui, tombés dans la misère, beaucoup pour être restés fidèles à des traditions incompatibles avec les conditions de la vie actuelle, exercent les métiers les plus vils et sont heureux d'entrer comme domestiques chez des gens de basse caste ou chez des étrangers, dont le contact est une souillure.

Les écrivains publics formaient une caste inférieure. Comme ils ont atteint le nombre de 2 millions et demi, il aurait semblé qu'ils eussent dû tomber dans la misère, mais par la nature de leur métier ils avaient légalement le droit de faire des

écritures de toute sorte, aussi depuis l'occupation britannique les a-t-on vus à la première génération devenir secrétaires ou comptables dans les magasins et les banques ou petits employés de l'État, à la seconde génération banquiers et hauts fonctionnaires; de fait les écrivains publics forment aujourd'hui l'une des premières castes de l'Inde.

Comme la richesse est maintenant le principal critérium de la situation sociale, rien n'a plus contribué au renversement de l'ancienne hiérarchie que la création de la fortune mobilière, dont la valeur est telle aujourd'hui qu'au congrès de statistique de 1907 M. Neymark estimait à 730 milliards de francs le total des valeurs mobilières négociables dans le monde.

Pour assurer la position des classes privilégiées restées maîtresses du sol à titre féodal ou quasi féodal, la loi de l'ancien régime avait dans la plupart des pays rendu l'acquisition de la terre difficile aux non-nobles; dans quelques-uns, le Japon par exemple, elle la leur avait interdite; de plus les biens des grandes familles étaient substitués et par suite inaliénables; en Angleterre par la volonté d'un seul testateur un *entail* pouvait être rendu perpétuel. Mais la formation de la richesse mobilière poussa au premier rang ceux-là mêmes à qui la loi refusait tout rang; en effet l'exercice d'un métier était défendu aux hautes classes, le commerce de l'argent tenu en suspicion, le prêt à intérêt formellement prohibé. Comme au dix-huitième siècle tous les pays civilisés traversèrent la même crise, qu'il leur fallut substituer comme

moyen d'échange l'argent aux produits naturels et que l'argent leur faisait défaut, toutes les lois qui en déclaraient le commerce vil ou même criminel ne produisaient qu'un résultat, de créer le plus lucratif des monopoles pour ceux qui avaient le courage de faire ce commerce. Étant donnée la gêne que la transformation des moyens d'échange causait à ceux qui possédaient des biens difficilement liquidables, toutes les restrictions mises à la vente des terres en diminuaient la valeur, comme aussi le fait que pour obéir aux lois ou à leurs préjugés les propriétaires en abandonnaient l'administration à leurs intendants. La loi avait voulu assurer la fortune des classes privilégiées, elle en avait assuré la ruine.

Pareil renversement de la hiérarchie sociale par la formation de fortunes mobilières s'était déjà produit dans les civilisations de l'antiquité; nous l'avons signalé dans la Babylone de Nabuchodonosor et des rois perses, dans la Rome des Césars, dans l'Inde et la Chine des premiers siècles de l'ère ancienne. Au dix-huitième siècle le phénomène fut général; nous avons montré qu'au Japon, les marchands méprisés étaient les véritables maîtres du pays.

En Europe, si les premières fortunes se sont faites dans le commerce de l'argent, les plus grosses ont été créées par l'industrie. Les fortunes immobilières les plus considérables doivent elles-mêmes leur origine à l'industrie, puisqu'elles proviennent de l'énorme plus-value que celle-ci a donnée aux terrains urbains et aux régions minières.

Depuis une vingtaine d'années il s'est aussi formé en Asie d'importantes fortunes industrielles et commerciales : au Japon, dans l'Inde, parmi les Chinois des colonies européennes et même parmi les Chinois de l'empire, mais ceux-ci cachent leurs richesses dans la crainte de se voir dépouiller par des fonctionnaires avides. Combien la création de ces fortunes a changé la hiérarchie sociale, nous en pouvons juger par ce mot d'un ministre japonais : « Si dans mille ans le Japon se constituait en république, il mettrait à sa tête un Mitsui ou un Iwakami » ; les familles qui portent ces noms sont les plus riches du Japon.

IV

A la place des anciennes formations sociales ainsi disparues, il s'en est créé de nouvelles d'un caractère différent puisque, au lieu d'être héréditaires et d'embrasser tous les actes de la vie, elles sont librement constituées par des individus pour une durée limitée et dans un but déterminé. Ainsi des innombrables sociétés industrielles, commerciales ou financières, qui disposent de sommes énormes : l'annuaire statistique de l'empire allemand évalue pour 1906 le capital versé des sociétés par actions allemandes à 17,5 milliards de francs et celui des sociétés par actions du Royaume-Uni à plus de 50 milliards.

*
* *

Avec ces associations où s'unissent surtout des capitaux s'en sont constituées d'autres où s'unissent surtout des efforts. Négligeant celles qui s'occupent de science, de littérature, d'art, de philanthropie, nous nous occuperons seulement des syndicats.

La société nouvelle, qui venait à grand'peine de se délivrer des corporations, ne comprit pas au début combien les nouvelles unions différaient des anciennes et tenta d'en empêcher la formation. C'est en Angleterre que la bataille se livra tout d'abord. Henri VIII avait confisqué les biens de toutes les gildes à l'exception de celles de Londres, qui purent les conserver moyennant le payement d'une indemnité. Mais les gildes avaient subsisté et le statut V,4 d'Élisabeth *sur les apprentis* leur avait même donné une situation légale. La création de la grande industrie au dix-huitième siècle rendit les patrons hostiles aux gildes, qui disparurent progressivement. Ce fut alors que pour résister aux patrons les ouvriers formèrent des *trade unions,* dont la mieux organisée fut celle des ouvriers en drap de Halifax constituée en 1796. Hostile à des corporations qui rappelaient l'ancien régime, le législateur interdit toute coalition ouvrière par les *combination laws* de 1800; un acte de 1814 abolit le statut d'Élisabeth; mais dès 1825 on dut rapporter les *combination laws* et reconnaître de fait les *trade unions*, tout en leur refusant le droit de posséder. Ce droit, après bien des luttes,

elles l'obtinrent temporairement en 1869 et définitivement en 1871 par le *Trade Union act*. En 1900 l'ensemble des *trade unions* du Royaume-Uni comptait 1 905 116 membres; les cent principales en avaient 1 158 909.

Dans tous les pays de l'Europe et de l'Asie l'histoire du mouvement corporatif présente les mêmes phases : après une réaction générale contre les gildes de l'ancien régime, les ouvriers cherchent à fonder de nouvelles associations pour lutter contre les patrons, comme aussi les petits commerçants et les artisans pour lutter contre les grands fabricants; ceux-ci résistent longtemps avec l'appui du législateur, mais les Parlements, devenus démocratiques, soutiennent le mouvement syndical, qu'ils ont d'abord combattu et les patrons pour se défendre forment à leur tour des coalitions, des *trusts* ou des *Kartells*.

En 1906 le nombre des syndiqués était de 2 215 165 en Allemagne, 2 106 283 dans la Grande-Bretagne, 1 970 000 aux États-Unis, 896 012 en France (plus 716 530 membres des syndicats agricoles), 642 046 en Italie, 448 270 en Autriche etc. Au Japon les producteurs sont obligés d'entrer dans les syndicats, mais les associations de salariés sont interdites.

V

L'établissement de ces nouvelles associations et la disparition des anciennes formations sociales

ne peuvent se séparer du mouvement qui dans le monde entier tend à établir l'égalité entre toutes les classes. La cause première de ce mouvement est la diffusion de la richesse.

Dans la seconde partie de cette étude, qui sera consacrée aux crises produites par la constitution du régime économique moderne, nous parlerons des luttes entre le capital et le travail, des fluctuations des salaires, de la misère causée à de certains moments par la transformation des moyens de production. Ici nous examinerons l'évolution générale de la société au cours du dix-neuvième siècle. Or il n'est pas douteux que le résultat de cette évolution a été l'émancipation progressive du peuple par la diffusion de la richesse.

Nous en avons une double preuve dans la constitution de fonds importants par les associations ouvrières et dans l'élévation des salaires.

Voici l'ensemble des capitaux possédés en 1899 par les différentes banques et unions où sont intéressés des ouvriers en Angleterre.

Trade unions	£ 2 138 000
Friendly societies	24 500 000
Industrial et *Provident societies*	28 450 000
Constructions ouvrières (S. de)	56 397 000
Caisses d'épargne ouvrières	53 700 000
Caisses d'épargne postales	108 000 000
Caisses d'épargne des railways	3 120 000
Divers	910 000
	£ 278 000 000

Les chiffres suivants montrent les progrès réalisés en France par les caisses d'épargne.

Années		Montant des dépôts
1835		62 millions.
1847		358 —
1870		632 —
1892		3 227 —
		+ 616 de la caisse nationale
1905 en augmentation de	660	+ 230 —

En Allemagne (Brunswick non compris) les sommes déposées dans les caisses d'épargne dépassaient 8,8 milliards de marcs en 1900, 12,6 en 1905.

Au Japon le montant des dépôts s'est élevé de 6 millions de yen en 1893 à 106 millions en 1906.

Dans l'Inde même, ce pays si pauvre, nous voyons grossir régulièrement les fonds des caisses d'épargne.

Années	Déposants indiens (anglo-indiens non compris)	Valeur des dépôts des Indiens (déduction faite des retraits).
1900-1	739 213	Roupies : 89 309 708
1870-1	19 543	5 300 727

Dans tous les pays les salaires tendent à augmenter; la progression est rapide et considérable dans les pays les plus civilisés.

Voici quelques chiffres se rapportant à l'Angleterre.

Pour l'industrie du bâtiment A.-L. Bowley, en prenant 100 comme nombre indicateur des salaires en 1900, a trouvé 87 pour 1880, 68 pour 1860, 57 pour 1840, 40 pour les dernières années du dix-huitième siècle; nous rappellerons que les

chiffres donnés ailleurs prouvent que dans cette même industrie les salaires avaient baissé de moitié entre le seizième et le dix-huitième siècle. D'après le même auteur les salaires des typographes auraient monté entre 1801 et 1891 de 74 à 100; comme chiffres indicateurs des salaires agricoles il donne 51 en 1789, 81 en 1800, 87 en 1860, 100 en 1892; au cours de cette période les salaires subirent d'ailleurs de grandes fluctuations que nous ne pouvons retracer ici. Georges Wood montre que dans dix-sept corps de métiers les salaires s'élevèrent entre 1860 et 1896 dans la proportion de 72 à 100. Et, d'autre part, nous voyons dans les tableaux de Sauerbeck que de 1818 à 1899 les prix des trente-cinq principales denrées de consommation ont baissé dans la proportion de 111 à 68.

En France, si l'on prend 100 comme chiffre indicateur des salaires et du coût de la vie (nourriture et logement) en 1900, on trouve en 1806 pour le salaire moyen : 46,5; pour le coût moyen de la vie : 77.

Nous pourrions constater une progression analogue dans les autres pays de l'Europe et même en Asie, particulièrement au Japon où les salaires ont triplé entre 1895 et 1908.

VI

Une autre cause a contribué à créer l'égalité véritable entre toutes les classes de la société,

c'est la diffusion de l'instruction. Pour le comprendre il suffit de visiter l'Inde et la Chine, l'Inde où depuis des milliers d'années les castes élevées, principalement celles des brâhmanes, ont systématiquement interdit au peuple de s'instruire, le despotisant par la terreur de dieux cruels, dont les idoles apparaissent monstrueuses dans la pénombre des temples où conduisent les cloîtres immenses aux colonnes bizarres surmontées de bêtes fantastiques, l'Inde où cent cinquante années de domination anglaise n'ont pu faire disparaître complètement les sacrifices humains et les rites orgiaques; la Chine où depuis des siècles la loi et la philosophie ont proclamé l'égalité de tous les citoyens, fils également aimés du souverain, leur père, lui-même Fils du Ciel, mais où pratiquement les lettrés accablent le peuple ignorant de leur orgueil et de leurs exactions.

La Convention avait proclamé le principe de l'instruction obligatoire, mais c'est la Prusse qui, sous l'impulsion de Stein, un réformateur de génie, organisa la première l'enseignement primaire par la loi de 1816 complétée en 1854 et réformée en 1872.

Les chiffres suivants permettront de se rendre compte de la diffusion de l'instruction dans les différents pays de l'Europe.

Sur 1 000 recrues étaient illettrées : Belgique, 109 (1898), 98 (1906); Danemark, 2 (1897); Allemagne, 0,3 (1905), dont Prusse, 0,6 (1903); France, 43 (1901), 35 (1904); Grèce, 300; Royaume-Uni, 10 (1903-4); Italie, 306 (1905); Pays-Bas, 18 (1906);

Roumanie, 890 (1892); 690 (1904); Russie, 617 (1894); Suède, 5,9 (1904); Suisse, 1,8 (1900); Serbie, 521 (1906); Autriche, 238 (1894); Hongrie, 281 (1894).

Aux États-Unis d'après le recensement de 1900 10,9 0/0 de la population au-dessus de vingt et un ans ne savait ni lire ni écrire; soit 4,9 0/0 des Américains nés, 11,5 0/0 des immigrés européens et 46,7 0/0 de la population de couleur (1).

En Asie, l'instruction s'est très développée au Japon surtout depuis 1895; le nombre des conscrits illettrés ne dépasse guère actuellement 83 pour mille.

Dans l'Inde les progrès ont été beaucoup plus lents. En 1899-1900 il y avait environ 150 000 écoles donnant l'enseignement dans les langues vernaculaires; elles étaient fréquentées par 4 millions d'enfants (en chiffres ronds), dont moins de 400 000 filles. Quatre autres millions d'enfants recevaient une instruction rudimentaire dans les écoles de village.

Il est impossible de se procurer des chiffres exacts pour les autres Etats de l'Asie.

Les progrès de l'enseignement supérieur sont proportionnellement plus remarquables que ceux de l'enseignement primaire. En Prusse, on comptait de 1833 à 1875 38 étudiants par 100 000 habitants, 46 en 1880, 57 en 1885, 60 en 1899.

(1) D'après Deckert, *Nord Amerika*, p. 530.

VII

L'égalité créée par la loi, la richesse et l'instruction ne s'est pas seulement établie entre les classes, mais entre les sexes et les générations ; dans tous les pays développés, il y a égalité de fait entre la femme et le mari, il y aura bientôt égalité de droit.

L'État s'efforce de donner l'instruction primaire aux filles comme aux garçons, de leur rendre accessible l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur; il est plusieurs universités importantes où des femmes occupent des chaires. En France et dans d'autres pays les femmes peuvent être médecins, avocats. Il est probable que la plupart des carrières de l'État leur seront ouvertes l'une après l'autre. Même en Asie, le féminisme a fait de grands progrès, surtout au Japon.

Les femmes ont en Angleterre le droit de vote pour les conseils des écoles et les conseils municipaux; dans la Nouvelle-Galles du Sud, l'Australie Méridionale, le Tasmanie, la Nouvelle-Zélande et dans certains États de l'Union américaine le droit de vote pour les élections politiques ; en Danemark elles sont électeurs et éligibles aux conseils municipaux; en France elles sont éligibles comme conseillers prud'hommes. Il est probable que, avant un demi-siècle, les femmes auront obtenu dans la

plupart des pays l'ensemble des droits civils et politiques réservés aujourd'hui aux hommes.

VIII

L'établissement d'un régime d'égalité entre les citoyens devait avoir pour conséquence l'émancipation de l'individu. La création des nouvelles associations n'y a pas nui, parce que ces associations sont constituées dans un but déterminé, que par suite elles restent sans influence sur l'ensemble de la vie, que d'ailleurs elles ne sont pas héréditaires et qu'à peu d'exceptions près la loi ne rend pas obligatoire d'en faire partie.

L'individualisme est probablement le trait le plus caractéristique des sociétés modernes. La meilleure preuve en est que tous les partis, même les partis de tendances traditionnelles, se réclament de la liberté comme d'un principe sacré, tandis qu'autrefois on considérait la liberté comme un affranchissement criminel de tous les devoirs. Dans la plupart des pays la liberté de penser et la liberté de la vie privée sont aujourd'hui complètes, aucune association ne peut exercer d'autre contrainte sur ses membres que de réclamer aux tribunaux des dommages-intérêts pour la non-exécution d'engagements formels. De fait, les droits de l'homme majeur et de la femme majeure non mariée ne sont plus limités que par les droits supé-

rieurs de l'État, mais les relations qui existent entre le citoyen et l'État ne sont plus celles d'autrefois (1).

L'État.

I

Tout changeant, l'État ne pouvait rester immuable.

Son organisation dut s'adapter aux besoins d'une population énormément accrue, d'empires rendus immenses par la conquête et la colonisation.

Le territoire même de l'Angleterre (315 197 kilomètres carrés) ne pouvait s'étendre, mais son empire colonial a passé de 5 478 820 kilomètres carrés en 1810 à 29 241 900 au début du vingtième siècle (sans compter l'Égypte (994 300 kilomètres carrés) et le Soudan) ; c'est le plus grand empire que le monde ait jamais connu.

L'empire russe, qui prend le second rang avec 22 840 800 kilomètres carrés, s'est immensément accru au cours du dix-huitième et du dix-neuvième siècle ; par contre il a vendu les 1 530 000 kilomètres carrés de l'Alaska aux États-Unis.

La France, qui après la cession de la Louisiane (1803) n'avait pas 100 000 kilomètres carrés de

(1) Pour la *société* et *l'État*, cf. outre les auteurs et documents cités plus haut, l'Annuaire statistique de l'empire allemand et le tome I[er] paru en 1909 de *Berufstatistik* (recensement du 12 juin 1907) ; E. Cauderlier, *l'Évolution économique du dix-neuvième siècle*.

colonies, en possède maintenant 10 984 700.

L'Italie s'est unifiée.

L'empire allemand s'est d'abord unifié, puis il s'est créé un domaine colonial de 2,5 millions de kilomètres carrés, le Congo annexé par la Belgique en 1908 a plus de 2 millions de kilomètres carrés.

Le territoire des États-Unis est de 8,8 millions de kilomètres carrés auxquels s'ajoutent 1 530 000 kilomètres carrés de l'Alaska et 460 000 de Hawai et des colonies.

En Asie il faut surtout mentionner les grandes conquêtes de la Chine au dix-huitième siècle, conquêtes qui, malgré ses pertes récentes, en font encore le troisième empire du monde avec 11,1 millions de kilomètres carrés et celles du Japon au dix-neuvième siècle.

Comment ces énormes empires avec leurs dizaines de millions d'habitants, ou même leurs centaines de millions d'habitants, pourraient-ils être gouvernés comme les petits royaumes d'autrefois?

II (1)

L'enrichissement de l'humanité a mis à la disposition de l'État des ressources qui font paraître insignifiantes celles dont il disposait auparavant.

(1) Les chiffres de quelques-uns de ces budgets peuvent avoir été rectifiés par les Cours des comptes, mais les différences importent peu pour les tableaux présentés ici. Pour Sully, voir J. Mariéjol dans l'*Histoire* de Lavisse.

Les recettes du gouvernement anglais auraient été de £ 264 000 sous Henri III, £ 162 000 sous Édouard IV, £ 1 300 000 sous Henri VIII, £ 950 000 sous Charles Ier. Nous trouvons pour 1700 : £ 4 135 000; pour 1728 : £ 9 030 000; pour 1810 : £ 52 810 000; pour 1860 : £ 71 100 000; pour 1888 : £ 89 800 000; pour 1906-1907 : £ 164 millions (en chiffres ronds) (198 avec les recettes extraordinaires. Et pour juger des recettes de l'empire britannique, il faudrait ajouter à ces chiffres ceux des budgets de l'Inde et des colonies.

Le budget de la France au début de l'administration de Sully portait 16 300 000 écus pour les dépenses; 10 300 000 pour les recettes; à la fin de cette administration on avait 30 010 000 et 30 017 816 livres.

Voici deux autres budgets de l'ancien régime :

Année	Recettes	Dépenses
1679.....	(?) 126 132 816	(?) 128 235 000 livres(1).
1789.....	585 000 000	531 540 000
	(619 000)	(610 000 000)

Et voilà un tableau qui montrera la progression des budgets au cours du dix-neuvième siècle :

Année	Recettes	Dépenses
1815.....	931 441 404	931 441 404
1831.....	1 305 550 970	1 219 310 975
1847.....	1 372 387 450	1 629 678 089
1852.....	1 487 344 984	1 513 103 997
1869.....	2 203 404 823	2 145 431 256
1876.....	2 570 505 513	2 575 028 582
1907.....	3 832 305 648	3 833 825 305

(1) Le produit des impôts était de 84 millions en 1661, 112 en 1683.

Le budget-recettes de l'Allemagne était en 1871 de 78 millions de mares, en 1876 de 474 et en 1907-1908 de 2 596; celui de la Prusse était en 1849 de 282 millions de mares (94 millions de thalers), en 1876 de 651 (net 381) et en 1907-1908 de 3 200 (net 1 524).

On trouverait la même progression dans les budgets asiatiques. Ainsi du Japon, dont le budget-recettes était de 20,9 millions de yen en 1869-1870, 63,3 en 1880-1881, 635,9 en 1907-1908.

Ainsi encore de l'Inde. Sans doute les budgets des Grands Mongols nous apparaissent comme considérables (£ 42 millions sous Akbar, £ 80 millions sous Aurangzeb); mais il est permis de douter de leur sincérité, d'ailleurs le souverain, seul propriétaire du sol, prenait alors le tiers de la récolte. Si nous nous en tenons à l'époque de l'occupation britannique, nous voyons que les budgets-recettes de la Compagnie de l'Inde Orientale étaient en chiffres ronds de £ 8 millions en 1793, £ 15 millions en 1808-1809, £ 21 millions en 1840 (il faut tenir compte de la différence de territoire); ceux de l'empire indien (moins les États des râja) de £ 75 millions en 1900-1901, £ 84 millions en 1905-1906.

Au dix-neuvième siècle cet accroissement continuel des budgets a été pour une grande part le résultat nécessaire de l'accroissement de la population et de la fortune publique; pour une grande part aussi le fait d'imprudences ou de malheurs : les dépenses exagérées de certains États risquent d'y arrêter le développement de la richesse.

III

A cette augmentation énorme des recettes de l'État correspond d'ailleurs une augmentation énorme de ses charges.

De tous temps l'État a dû assurer une partie des services relatifs à la civilisation matérielle, mais le développement de cette forme de la civilisation a beaucoup étendu sa tâche. Souvent même, se trouvant en face de masses pauvres et routinières, il lui a fallu les initier de force à la vie moderne, assumer toutes les fonctions qui chez les peuples les plus avancés incombent aux particuliers. Dans tous les pays, fors la Chine, le gouvernement se charge des postes, dans presque tous des télégraphes et des téléphones. Dans tous les pays le gouvernement seul ou avec l'aide des départements et des communes fait construire les routes, les ponts, les canaux, les chemins de fer, ou s'il a laissé ce soin à des compagnies privées il a promulgué les lois d'expropriation et contrôle le service. Beaucoup d'États possèdent des biens-fonds considérables : mines, forêts, rives de la mer et des fleuves; beaucoup, pour augmenter leurs recettes, ont établi des monopoles : l'État français a le monopole de la vente du tabac et des allumettes, l'État russe celui de la vente de l'alcool, l'État indien le monopole de la vente de l'opium, les

États italien et japonais le monopole de la vente du tabac et du sel, ce dernier aussi le monopole du camphre. En Allemagne, les recettes des entreprises assumées par l'empire ou par les divers États s'élevaient en 1907-1908 à 4 750 millions de marcs. Le rôle économique de l'État augmentera certainement. L'industrie et le commerce modernes veulent une direction. C'est avec raison que lord Rosebery disait de l'Angleterre qu'on y gâchait énormément parce qu'on y agissait sans méthode. Ce que l'Angleterre pouvait quand sa prépondérance industrielle était indiscutée, elle ne le peut aujourd'hui. N'attribuait-on pas la décadence du port de Londres à ce fait qu'il relevait d'une trentaine de sociétés différentes et ne dut-on pas lui donner l'organisation des ports continentaux par l'*act* de décembre 1908? Quand on commença de créer dans l'Italie septentrionale des industries mues par la force des chutes d'eau transmise à distance, les demandes de prises d'eau étaient si faibles qu'on craignit de voir gâcher les plus belles chutes; heureusement le capital étranger intervint et les demandes se firent de plus en plus considérables. Il est certain cependant que les ressources des chutes ne sont presque nulle part utilisées d'une manière scientifique. Aussi dans le canton de Zurich et dans la Bavière est-il question de faire de la captation et de la distribution des forces naturelles un monopole d'État; il est probable que la plupart des pays suivront cet exemple.

D'autre part, dans toutes les industries des transports les employés, pour éviter les accidents et les

querelles entre voyageurs, sont obligés d'exercer de véritables fonctions de police qui conviendraient mieux à des fonctionnaires de l'État qu'aux agents de compagnies privées. Grâce au développement de la civilisation matérielle, l'individu dépend chaque jour davantage de la communauté pour se chauffer, s'éclairer, se nourrir; aussi dans le but d'éviter des grèves, qui arrêtent la vie même de la société, l'État est-il obligé d'intervenir, ce qui le conduira à revendiquer certaines industries. Ne doit-il pas d'ailleurs assurer son propre fonctionnement contre la mauvaise volonté de compagnies hostiles, surtout si ce sont des compagnies étrangères servies par des étrangers?

Pareille socialisation effraie les uns outre mesure et inspire aux autres des espérances exagérées. En Allemagne cette socialisation est arrivée à un degré tel qu'il faudrait un demi-siècle aux peuples anglo-saxons pour obtenir les mêmes résultats. Cependant on ne voit pas que l'Allemagne diffère de ces peuples par la constitution de la société ou la répartition de la richesse.

Dans beaucoup d'industries qui par leur nature sont centralisées et dont dépend la vie même de la nation les bénéfices tendront, sous la pression de l'opinion publique, à devenir très faibles ou même à disparaître, si bien qu'avec le temps les particuliers s'en détourneront d'eux-mêmes et qu'elles incomberont par force à l'État. D'autre part tous les jours les progrès des sciences appliquées feront naître des industries nouvelles qui attireront l'argent et les efforts des particuliers et entretien-

dront l'initiative individuelle à côté des monopoles officiels. Sans doute chaque peuple devra tenir compte de ses traditions, de ses habitudes, de son caractère national, de son régime politique : plus la constitution d'un État est démocratique, moins il semble propre à se charger de services qui veulent être conduits par des spécialistes avec la stricte économie d'affaires industrielles. C'est d'ailleurs chose certaine que, quelle que soit la forme du gouvernement, la socialisation des voies de communication et de certains moyens de production entraînera de graves inconvénients, mais tout régime économique n'a-t-il pas ses inconvénients et dans quel temps, sous quel régime, l'humanité a-t-elle toujours été inspirée au mieux de ses intérêts?

IV

Nous avons étudié d'abord ceux-là des changements survenus dans le rôle de l'État qui sont le plus faciles à saisir et qui ont trait exclusivement à la civilisation matérielle; nous étudierons maintenant les changements qui ont porté sur l'organisation même de l'État et qui tiennent de la civilisation morale aussi bien que de la civilisation matérielle.

L'État a perdu dans les sociétés modernes une partie des fonctions qu'il exerçait autrefois. Au

moyen âge la nation se composait d'un ensemble de formations sociales et politiques : l'Église, les différentes classes de la noblesse et de la bourgeoisie, les corporations, les communautés villageoises, les villes, les provinces. Ces formations, la monarchie absolue les soumit, elle ne put les détruire, ni même les asservir complètement. En Angleterre, où elles avaient leur représentation dans le Parlement, deux révolutions punirent la royauté de ne le plus convoquer. En France, si les États généraux ne furent pas réunis pendant deux siècles, la magistrature héréditaire, appelée le Parlement, en usurpa les pouvoirs, tandis que le clergé et la noblesse déchus de leur puissance n'en gardèrent pas moins leurs privilèges, que les provinces et les villes conservaient leurs constitutions propres. Après avoir longtemps combattu ces formations politiques, la monarchie comprenant qu'elles ne lui étaient plus un danger mais un appui, se fit leur tuteur et c'est pourquoi même à l'époque de l'absolutisme, elle ne nous apparaît pas comme une puissance unique mais comme une hiérarchie de puissances qui tout à la fois se limitaient et se soutenaient les unes les autres.

Le rôle que l'État remplissait à l'égard des anciennes formations politiques et sociales a disparu avec ces formations. Une seule a subsisté, l'Église, mais dans tous les pays où l'Église est restée forte elle tend à se séparer de l'État, qui lui-même ne veut plus la protéger. Toutes les nations de l'Europe et de l'Amérique ont, avec plus ou moins de restriction, admis la liberté de conscience, que le Japon et la

Turquie ont formellement reconnue et qui existe de fait en Chine. L'union que l'ancien régime avait créée entre l'Église et l'État a été rompue au moins théoriquement dans beaucoup de pays, dont les États-Unis, la France (1905), plusieurs cantons suisses (Genève, 1908), l'Irlande (1869), le Brésil qui a cependant un budget des cultes, l'Inde et le Japon. Plusieurs pays tels que la Prusse, tout en ayant une religion d'État, subventionnent d'autres cultes.

D'autre part, tandis que la monarchie absolue, dont le caractère participait du caractère général de la société, exerçait sur ses sujets une autorité patriarcale, s'occupait de leurs croyances, de leurs pratiques, de leurs mœurs, surveillait tous les actes de leur vie privée, aujourd'hui, la société s'étant faite égalitaire et individualiste, l'État a renoncé à sa mission paternelle comme à ses procédés d'inquisition; il reconnaît la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile, le secret de la correspondance, le droit pour les citoyens d'habiter et de voyager où bon leur semble, il n'intervient plus dans la vie privée et ne punit que les fautes intéressant l'ordre général.

V

S'il a résigné une partie de ses anciennes fonctions, l'État a dû en assumer de nouvelles.

Nous avons déjà indiqué celles que lui a imposées la transformation de la civilisation matérielle, il nous reste à étudier les fonctions beaucoup plus importantes que lui a imposées la transformation de la civilisation morale.

Au cours du dix-huitième et du dix-neuvième siècle la pensée a traversé trois phases : le rationalisme, le romantisme et la mentalité scientifique; chacune de ces phases a laissé sa trace dans la constitution de l'État moderne.

Dans le tome consacré aux Tokugawa, il a déjà été parlé de la constitution rationaliste de l'État et du principe de la *raison d'État,* tel que l'ont compris au dix-huitième siècle tous les grands peuples civilisés de l'Europe et de l'Asie. Un seul point nous retiendra encore. Le rationalisme fit concevoir la loi non plus seulement comme la codification et la classification des coutumes, mais comme la systématisation du droit naturel, l'émanation des principes immuables de la raison souveraine. C'est pourquoi au Japon et en Chine, comme en France, en Autriche, en Prusse, la fin du dix-huitième siècle et le début du dix-neuvième virent s'accomplir une œuvre législative colossale. Les États-Unis et la France formulèrent leurs déclarations des droits de l'homme. La philosophie, synthétisant les aspirations et les croyances de l'époque, considéra l'État comme l'homme affranchi en quelque sorte des contingences du temps et de l'espace, l'homme sans passions, sans instincts et guidé par la seule raison.

D'une pareille conception découlait comme une

conséquence forcée que l'État devait reprendre sous une autre forme et dans un autre esprit une partie des attributions de la monarchie patriarcale et des formations politiques disparues. Si l'État apparaissait comme l'émanation de la raison, ne lui appartiendrait-il pas d'instruire et d'éduquer et l'enfant et l'adulte? ne lui appartiendrait-il pas aussi — mission plus grave encore — d'établir le règne de la raison et de la justice absolues, de détruire tout ce qui leur semblait contraire, si sacrés que la prescription eût pu rendre certains droits?

Quand l'affranchissement des nations et des classes sociales moins civilisées eut amené ce débordement de la passion et de l'instinct que nous appelons le romantisme, quand le romantisme en se combinant avec le rationalisme finissant eut produit l'idéalisme, l'État n'apparut plus seulement comme l'émanation de la raison et l'exécuteur de la justice, mais encore comme l'émanation de l'amour, l'initiateur de la liberté, de l'égalité, de la fraternité. Une nouvelle mission ne sembla-t-elle pas alors lui incomber, celle de soulager les infortunes, de réparer les inégalités qu'ont produites entre les hommes la nature, les événements et l'évolution de la société?

Sans doute la conception rationaliste et la conception romantique de l'État n'ont pas disparu, mais les maux qu'a produits toute réforme fondée sur des principes *a priori* les a fait subordonner à

la conception nouvelle de l'État qu'a suscitée la transformation nouvelle de la pensée, la conception scientifique.

Le premier besoin d'un peuple est de vivre, le premier devoir de l'État sera donc de rendre le peuple sain et robuste. Or pareille œuvre n'est possible que par l'organisation : l'État empêchera les femmes enceintes de travailler dans les usines; nombre de femmes ne nourrissant pas leurs enfants, il réglera la vente du lait; il entraînera la jeunesse aux exercices physiques, construira des canalisations d'eau potable et des égouts, surveillera la propreté générale, désinfectera les malades et les objets qu'ils ont contaminés, établira des quarantaines, examinera les aliments et les produits pharmaceutiques. Ainsi dans presque tous les pays la vaccine est aujourd'hui obligatoire, dans quelques-uns la surveillance de l'hygiène tend même à prendre un caractère vexatoire, certains États de l'Union américaine prétendent ne permettre le mariage qu'aux sujets dont un examen médical a reconnu l'aptitude.

Le second besoin d'un peuple est de vivre moralement comme il vit physiquement; le second devoir de l'État sera donc de donner au peuple une forte instruction et une forte éducation, ou du moins de veiller à ce que l'une et l'autre lui soient données. Or pareille œuvre n'est possible que par l'application d'une méthode toute scientifique. Il faut enseigner aux enfants à devenir de bons agriculteurs, de bons artisans, de bons industriels, de bons commerçants : il le faut parce que toutes les

professions sont aujourd'hui des sciences et parce qu'il n'y a plus de corporations ni de métiers héréditaires. Il faut aussi et surtout enseigner aux enfants à devenir de braves gens, de bons fils, de bons époux, de bons pères de famille, de braves soldats, des citoyens soucieux de la chose publique; il le faut parce que les bons sentiments ne sont pas innés chez l'homme, que dans des sociétés bouleversées les instincts sociaux s'affaiblissent, que les parents, absorbés par la lutte pour la vie, tendent malheureusement à se désintéresser de l'éducation de leurs enfants; il le faut parce que tout s'apprend, même la bravoure, même la vertu, mais ce n'est pas avec des paroles vides ou des déclamations révolutionnaires, ce n'est pas par la haine du passé, le goût de l'utopie, c'est par la compréhension exacte de la part qui dans l'éducation doit être faite à la tradition, aux besoins du présent et à une prudente prévision des besoins de l'avenir, c'est grâce à la patience, à la persévérance, à la méthode qui sont le propre de l'esprit scientifique.

L'enfant devenu un homme, l'État fait de lui un soldat, puis un citoyen, et c'est encore par la méthode scientifique, comme aussi et surtout c'est par cette méthode qu'il maintient l'ordre entre les citoyens et assure le fonctionnement des services publics. La législation, l'administration, la police, l'armée, autant de conceptions qui se sont lentement formées au cours des siècles grâce aux efforts successifs des Babyloniens, des Égyptiens, des Assyriens, des Perses, des Grecs, puis en Europe

des Romains, des Français, des Allemands, des Anglais, en Asie des Indiens, des peuples de l'Asie antérieure et de l'Asie Centrale, des Chinois et des Japonais. Mais au dix-neuvième siècle l'énorme accroissement du territoire des empires, de leur population et de leur richesse, les perfectionnements des sciences appliquées, la diffusion de l'instruction, l'émancipation du peuple, les progrès de l'esprit scientifique ont transformé des conceptions simples et surtout dogmatiques en des conceptions complexes et basées sur les faits.

L'État moderne est organisé d'une manière sensiblement analogue chez tous les peuples civilisés, quoique avec des différences notables provenant des tempéraments que leur ont donnés leur situation géographique et leur histoire, mais surtout du fait qu'à l'époque où ces peuples ont atteint leur apogée prévalait le rationalisme, l'idéalisme romantique ou l'esprit scientifique et que l'une ou l'autre de ces tendances correspondait le mieux à leur génie national.

VI

L'État moderne est par sa nature même démocratique dans ce sens qu'il régit le peuple dans l'intérêt du peuple. Le moyen âge a connu le véritable gouvernement des classes, au dix-septième siècle le gouvernement se confondit avec la volonté

du souverain, au dix-huitième l'État fut considéré comme un être en soi, dès la fin de ce siècle on parla des droits du peuple et, quand toutes les anciennes formations sociales eurent disparu, l'intérêt populaire devint le but du gouvernement, encore qu'ait persisté l'habitude rationaliste de tenir l'État pour une entité propre.

Par contre l'État moderne n'est pas forcément démocratique dans ce sens que le peuple doive y exercer l'autorité. Encore que dans tous les pays les lois et le budget soient aujourd'hui soumis à la sanction d'assemblées élues, l'Etat moderne et l'État populaire sont distincts; on peut même dire qu'à de certaines périodes du développement d'une nation ils s'excluent. Pour que le peuple puisse se gouverner lui-même, il doit s'être vraiment et complètement civilisé de cette civilisation qui s'est formée par sélection dans quelques classes seulement. Ainsi les grandes réformes accomplies au Japon n'ont pu l'être que par un gouvernement autocratique, aucune Chambre ne les eût acceptées. Un peuple illettré n'établirait jamais l'obligation scolaire et nous voyons qu'elle est faiblement imposée dans les États démocratiques. Dans combien de pays peut-on attendre d'une Chambre élue une loi sérieuse sur l'alcoolisme? D'ailleurs peu de nations même parmi les plus développées possèdent un gouvernement véritablement populaire; en effet, façonnées dans leur esprit et dans leurs mœurs par une tradition séculaire, elles n'ont pas réussi à se créer des institutions nouvelles et se sont inconsciemment redonné sous une autre

forme les institutions du passé. Il semblerait aussi que deux dangers doivent toujours menacer les gouvernements démocratiques : l'oppression de la minorité par la majorité; l'abandon que la masse trop occupée ferait de l'exercice du gouvernement à des politiciens de métier qui ne seraient peut-être pas les citoyens les plus instruits, les plus sages et les plus désintéressés.

Néanmoins, la constitution de l'État deviendra toujours plus démocratique; ce qui subsiste des institutions du passé disparaîtra progressivement et les institutions nouvelles seront faites à l'image de la société nouvelle dont le principe est l'égalité. L'ordre qui tend à s'établir a des défauts comme en a l'ordre qui tend à disparaître. Les anciens défauts semblaient insupportables quand on les subissait, et si l'on commence à croire qu'ils ne l'étaient pas, c'est qu'on ne les subit plus. De même les défauts de l'ordre nouveau qui paraissaient légers quand on ne faisait que les pressentir ont été trouvés assez lourds quand on les a sentis pleinement.

VII

Nous avons jusqu'ici envisagé l'État comme le principe de l'autorité et nous l'avons opposé aux citoyens, ses sujets; nous l'envisagerons maintenant comme nation, c'est-à-dire comme le repré-

sentant des citoyens, surtout dans leurs relations avec l'étranger.

Les nations d'aujourd'hui diffèrent beaucoup des nations d'autrefois et d'abord par leur constitution morale. Suivant l'expression des juristes, la nationalité n'est plus un *état* mais un *contrat*. Dans l'ancien droit on naissait sujet d'un prince et toute sa vie on le restait, sauf dans les rares cas où le prince cédait un de ses sujets à un autre prince qui l'acceptait; l'exilé était à la merci de ceux dont il réussissait à franchir les frontières. Aujourd'hui, si l'on naît citoyen d'un État, on ne le reste que volontairement; quiconque le désire n'a qu'à s'expatrier; dans beaucoup d'États il peut facilement obtenir la naturalisation, dans tous il conserve des droits, même s'il ne l'obtient pas. Et l'expatriation n'est pas un fait exceptionnel. Les États-Unis seulement ont reçu au cours du dernier siècle plus de 20 millions d'émigrés, dont la plupart ont résilié le contrat qui les liait à l'État dont ils étaient nés les sujets pour en faire un autre avec l'État qu'ils avaient choisi et qui les avait acceptés.

Le fait que tous les citoyens d'un pays le sont librement et qu'ils y participent au gouvernement a permis aux États modernes d'imposer certains devoirs civiques plus rigoureusement que ne le faisait l'ancien régime, tel le service militaire. En effet l'amour de la patrie se confond aujourd'hui avec le sentiment de la solidarité qui lie tous les citoyens ayant accepté le même contrat, s'étant donné le même gouvernement, s'étant créé les mêmes intérêts. Et c'est pourquoi les conflits des

nations modernes prennent un caractère de plus en plus grave, ce ne sont plus querelles de souverains, les peuples y luttent pour la vie.

A cette nouvelle constitution morale de la nation correspond une nouvelle organisation matérielle. La centralisation, qui impose à tous les citoyens d'un pays la même langue, les mêmes lois et dans une grande mesure les mêmes mœurs, le service militaire obligatoire, le développement de l'administration et des voies de communication donnent aux États modernes une cohésion et une puissance que n'ont pas connues les États d'autrefois. Cette cohésion, cette puissance apparaissent surtout dans la défense nationale, qui affecte aujourd'hui un double caractère : défense politique par l'armée et la marine, défense économique par les douanes. Et ainsi malgré leurs relations nombreuses et plus faciles les peuples semblent par de certains côtés plus distincts, plus isolés aujourd'hui qu'ils ne l'étaient sous l'ancien régime.

B. — DES CRISES QUI ONT MIS OBSTACLE A L'ÉVOLUTION NORMALE DE LA CIVILISATION

Nous venons de retracer l'évolution de la civilisation au dix-neuvième siècle telle qu'elle nous apparaît quand nous prenons ses résultats d'ensemble. Mais cette évolution a été entravée par bien des crises. Nous en distinguerons de quatre classes dont les deux premières ont trait à la civi-

lisation matérielle et les deux dernières à la civilisation morale. Ce sont les crises se rapportant à l'accroissement de la population, les crises se rapportant à l'accroissement de la richesse, les crises morales et sociales et les crises politiques.

Crises se rapportant à l'accroissement de la population

Les crises se rapportant à l'accroissement de la population sont de deux sortes. Les premières, particulières aux peuples dont la civilisation matérielle est en voie de développement, proviennent du fait que la population s'accroît plus vite que la richesse; les secondes, plus communes au contraire chez les peuples dont la civilisation matérielle est déjà développée, comprennent, avec la diminution de la natalité, l'ensemble des phénomènes que l'on réunit sous le nom de dégénérescence.

I

L'accroissement de la population, qui devient très rapide dès que l'établissement d'un gouvernement fort met fin aux guerres et diminue les épidémies, précède d'ordinaire l'extension de la richesse, d'abord parce que l'homme est porté à se

reproduire avant de songer à économiser, ensuite parce que l'accroissement de la population devient avec le temps et dans de certaines conditions l'une des causes de l'extension de la richesse.

A la fin du dix-huitième siècle l'augmentation de la population avait tellement devancé celle de la fortune que dans tous les pays la misère devint affreuse. Malthus a eu raison de voir dans ce phénomène le trait saillant des sociétés de son époque.

En France le gouvernement ayant abandonné les colonies, par suite supprimé l'émigration, l'industrie étant médiocre, le commerce entravé par une réglementation surannée, la pauvreté de la masse empirait sans cesse : la mortalité annuelle aurait été si élevée que dans son ouvrage *L'administration des finances* (1, 9) Necker a eu raison de la fixer à un décès par 30 ou 31 1/8 habitants; d'après lui la misère des paysans était telle que la plupart de leurs enfants mouraient avant d'atteindre l'âge de quatre ans. Le surcroît de population fut sûrement une des causes de la Révolution; au dix-neuvième siècle, les conditions de la nation française ont complètement changé, comme nous le dirons plus loin.

Les autres pays de l'Europe développés plus tard que la France ont pu combattre l'excès de la natalité par l'émigration. Malgré sa richesse, le Royaume-Uni n'a pas réussi à employer et à nourrir tous ses habitants; entre 1815 et 1898 le chiffre des émigrants y a été de 12 millions; il dépasse encore 200 000 par an (325 130 en 1906, dont 219 765 Anglais, 53 162 Écossais, 52 210 Irlandais.)

Cinq millions et demi d'émigrants ont quitté l'Allemagne de 1820 à 1890; grâce à son développement industriel, le nombre des émigrants y est tombé dans ces dernières années à une trentaine de mille, c'est peu pour un pays qui compte 60 millions d'habitants et seulement 540 000 kilomètres carrés.

Les 25 millions d'Européens qui se sont établis dans les États-Unis, de 1821 à 1907, se répartissent ainsi (en chiffres ronds) : sujets britanniques : 7,5 millions; Allemands : 5,3; Italiens : 2,5; Austro-Hongrois : 2,5; Suédois et Norvégiens : 2; Russes : 1,5, etc.

L'Argentine a reçu plus de 3 millions d'Européens de 1857 à 1903, plus de 161 000 en 1904, de 221 000 en 1905, de 302 000 en 1906, de 257 000 en 1907; le Brésil plus de 2 millions de 1855 à 1904; le Canada (en chiffres ronds), 49 000 en 1901; 67 000 en 1902; 128 000 en 1903; 130 000 en 1904; 146 000 en 1905, 189 000 en 1906, plus de 250 000 en 1907. A ces chiffres il faudrait ajouter ceux de l'émigration en Australie, à la Nouvelle-Zélande, dans l'Afrique australe et dans les États du Sud-Amérique que nous n'avons pas nommés. En 1906 le nombre des émigrants européens a dépassé 1 700 000.

Malgré ce grand mouvement d'expatriation dans peu de pays la masse a pu échapper à la misère; la Russie, la Galicie, et d'autres pays exportateurs de grains, connaissent encore la famine.

*
* *

C'est en Europe que Malthus avait recueilli la plupart des faits sur lesquels il a basé son système, mais c'est en Asie qu'on en trouve la démonstration la plus complète. Au Japon pendant un siècle et demi la population demeura stationnaire à cause des famines. En Chine les famines sont encore fréquentes, la dernière est de 1907. Dans l'Inde, où la mortalité moyenne n'est pas cependant très élevée (de 5 à 6 millions par an, soit environ 20 0/00), de 1770 à 1900 les Anglais ont reconnu officiellement vingt-deux grandes famines; au cours de celle de 1900-1901 le gouvernement dut secourir jusqu'à 6 millions de personnes à la fois dans la première semaine d'août 1900 et la mortalité pour 1900 dépassa 8 millions.

II

Si à de certaines périodes de leur développement les pays civilisés souffrent de l'excès de la natalité, dans d'autres périodes au contraire la natalité y diminue d'une manière inquiétante.

Ce phénomène se manifeste en France.

Westergaard a dressé la table suivante du mou-

vement de la population en France au dix-neuvième siècle.

Années.	Sur mille habitants. Naissances.	Décès.	Excédent des naissances
	Moyenne annuelle :		
1801-1810....	329	286	43
1811-1820....	318	261	57
1821-1830....	306	248	58
1831-1840....	288	247	41
1841-1850....	273	232	41
1851-1860....	261	237	24
1861-1870....	262	235	27
1871-1880....	254	237	17
1881-1890....	239	221	18
1891-1900....	221	215	6 (1)

Cette diminution de la natalité se manifeste dans d'autres pays, bien que d'une manière moins générale.

Voici deux tableaux se rapportant aux États-Unis.

Nombre d'enfants (légitimes ou illégitimes) au-dessous de cinq ans, pour 1 000 femmes mariées ou non mariées entre 15 et 49 ans :

États	1900	1880	1850
Nord-Atlantiques.....	390	423	507
Nord-Centraux.....	457	566	717
Ouest.....	439	575	621
Sud-Atlantiques.....	560	657	675
Sud-Centraux.....	596	710	725
Moyenne.....	474	559	626

(1) *Archiv für Rassen u. Gesellschafts-Biologie* III, 4. Dr Fehlinger, *Die natürliche Bevölkerungszunahme in den V. S.*

Nombre d'enfants au-dessous de cinq ans pour 1 000 femmes (de 15 à 44 ans) :

Américaines nées :

	1890		1900	
	Villes	Ailleurs	Villes	Ailleurs
Nord-Atlantiques ...	292	390	298	398
Sud-Atlantiques.....	345	626	325	639
Nord-Centraux	326	496	285	475
Sud-Centraux	355	688	350	684
Ouest.....	271	526	245	485
MOYENNE	309	522	296	522

Immigrées :

	1890		1900	
Nord-Atlantiques....	515	589	584	681
Sud-Atlantiques	614	642	657	718
Nord-Centraux	664	906	677	970
Sud-Centraux.....	688	783	714	882
Ouest.....	484	737	525	816
MOYENNE	565	776	612	841

Races de couleur :

En tout.....	305	672	260	651 (1)

Il apparaît ainsi que dès la seconde génération les Européens établis aux États-Unis y ont peu d'enfants : 245 pour 1 000 femmes dans les villes de l'Ouest, qui sont toutes d'origine récente.

Même en Allemagne où l'excédent des naissances

cf III, 3, Dr WESTERGAARD *Zur Bevölkerungsfrage in der Neuzeit.*

(1) Cf. A. YOUNG, W. WILLCOX, W-A. KING, *Census Bulletin* VIII (1904).

sur les décès dépasse 800 000 par an, la natalité tend à baisser dans les villes, comme le prouve la table suivante.

Nombre de naissances légitimes annuelles à Berlin, sur 1 000 femmes mariées :

1853-1862	217
1863-1872	220
1873-1882	219
1883-92	173
1892-1902	134
1903	113
1904	111 (1)

Les causes de cette diminution de la natalité sont multiples : les unes sont physiques et tiennent à la dégénérescence ; les autres sont morales ; en France c'est surtout le désir qu'ont les parents d'élever leurs enfants au-dessus de leur propre condition, en Amérique c'est la crainte qu'a la femme de la maternité.

***

La question de la dégénérescence est difficile à traiter parce que les données en sont complexes et les faits recueillis en apparence contradictoires. La déclamation y est d'ailleurs de mode. Ainsi depuis un siècle n'est-t-il pas habituel de traiter les riches de dégénérés? Or les observations faites par le docteur Manouvrier sur les tableaux des conseils de révision parisiens montrent que la taille moyenne des conscrits est élevée dans le VIII[e] arron-

(1) *Statistisches Jahrbuch der Stadt Berlin*, XXIX (1905).

dissement, s'abaisse à mesure qu'on s'éloigne du centre et devient très basse dans le XX^e^ arrondissement; les constatations faites dans la ville de Lausanne ont également permis de constater que la population y était plus grande et plus vigoureuse dans les quartiers riches.

N'a-t-on pas dit également que la stature et la force tendaient à diminuer chez les peuples civilisés? Cependant les mensurations des squelettes, des vieux vêtements, des vieilles armures sembleraient prouver le contraire.

D'une manière générale la diffusion de l'hygiène et du bien-être a pour résultat l'amélioration de la race comme aussi la prolongation de la vie.

Il n'en est pas moins vrai que des phénomènes de dégénérescence se produisent. C'est là une des crises que traverse la civilisation moderne.

La cause principale de ces phénomènes paraît être l'agglomération de la population dans les villes. Sans doute la mortalité tend à y diminuer par suite de la construction d'égouts et de conduites d'eau, de la vaccination, des lois sur les maladies contagieuses et les produits frelatés, de l'élévation des salaires et de la construction de maisons plus saines. On ne doit pas cependant comparer les statistiques urbaines avec les statistiques rurales, car la population des villes est composée d'une manière particulière. La mort frappe surtout les enfants et les vieillards, et les grandes villes rejettent les uns et les autres, nombre d'enfants sont mis en nourrice à la campagne et les vieillards se retirent d'ordinaire dans

de petites localités où la vie est peu chère; par contre les grandes villes attirent pour leurs besognes intellectuelles et matérielles les hommes les plus sains, les plus forts qui se puissent trouver à la campagne; la population urbaine se trouve donc composée en majorité par les gens qui sont le moins exposés à la mort.

Il n'est pas douteux que la population s'affaiblit dans les grandes agglomérations. On a constaté dans certaines écoles anglaises que de 400 à 500 enfants sur 1 000 avaient des déformations de la colonne vertébrale.

En effet il est difficile aux gens du peuple d'élever convenablement leurs enfants au biberon ou avec des aliments autres que le lait, or dans les villes la plupart des femmes sont trop débiles ou trop occupées pour nourrir leurs enfants.

Voici une statistique empruntée à Berlin *(Bevölkerung und Wohnungsaufnahme der Stadt Berlin.)*

Sur 100 enfants, étaient nourris par la mère :

Années	dans le 1er mois	dans le 8e mois.
1885	74,25	49,01
1890	71,97	42,71
1895	66,77	35,83
1900	55,15	22,70 (1)

La tuberculose sévit dans les logements insalubres. Cette affection est celle qui fournit le plus

(1) Ce tableau et beaucoup des renseignements suivants concernant l'Allemagne sont empruntés à : Dr Claassen, *Entartung der Volksmassen (A. F. R. U. G. Biologie)*, III, 4, 5, 6.

grand nombre de décès dans beaucoup de pays, notamment en France et au Japon. On peut cependant beaucoup pour en arrêter la diffusion : en Allemagne, où le mal est combattu méthodiquement, la mortalité annuelle par la tuberculose pulmonaire dans les villes de 15 000 habitants et au-dessus, qui était de 357,7 pour 100 000 habitants dans la période 1877-81, était tombée à 191,2 en 1904 (1).

Les grandes agglomérations contribuent beaucoup aussi à la diffusion des maladies vénériennes. En 1903 40 0/0 des ouvriers inscrits aux assurances contre la maladie (*Gewerkskrankenvereine*) de Berlin étaient atteints de la syphilis, qui est sans doute la pire cause de dégénérescence. Les autres maladies vénériennes, encore beaucoup plus répandues, contribuent à rendre la stérilité fréquente.

Un mal également dangereux pour l'avenir de la race, qui a commencé dans les villes mais s'est depuis étendu aux campagnes, est la diffusion de l'alcoolisme qu'aggrave l'abus du tabac.

Voici la progression de la consommation de l'alcool en France, d'après un rapport du sénateur Claude (des Vosges) du 7 février 1887 et les statistiques officielles :

Moyenne annuelle par tête d'habitant.

Années.	Alcool à 50 °/₀ en litres.	Chiffres en alcool pur en litres.
1830 à 1839.....	2,41	1,205
1840 à 1849.....	3,28	1,64

(1) Annuaire statistique de l'empire allemand, 1908, p. 361.

Années	Alcool à 50 °/₀ en litres.	Chiffres en alcool pur en litres.
1850 à 1854	3,40	1,70
1855 à 1860	4,52	2,26
1860 à 1869	4,80	2,40
1870 à 1879	5,40	2,70
1880 à 1886	7,74	3,87
1896	8,08	4,04
1897	9,08	4,54
1898	10,16	5,8
1899	9,62	4,81
1900	9,76	4,88 (1)

En Allemagne la consommation annuelle d'alcool est en moyenne de quatre litres par habitant.

Le tableau suivant donne les dépenses pour bières, vins et liqueurs dans le Royaume-Uni par périodes décennales (il faut tenir compte de l'augmentation des droits sur les spiritueux) :

	Livres
1860-1869	1 021 732 499
1870-1879	1 359 787 804
1880-1889	1 255 388 518
1890-1900	1 621 290 854

D'après les calculs de M. Cauderlier pour le début du dix-neuvième siècle, la France aurait dépensé 4 milliards par an pour les boissons alcooliques (dont 1 130 millions pour l'alcool) et un demi-milliard pour le tabac; la Belgique

(1) Ce tableau ne comprend ni la fraude, ni la consommation des bouilleurs de cru. Il n'y est pas tenu compte de l'alcool contenu dans les vins, cidres et bières.

530 millions de francs par an en vins, bières et alcools.

Et le gaspillage de ces sommes énormes, qui pourraient soulager tant de misères, n'est rien près des ravages physiques que cause l'alcoolisme chez le buveur et chez ses enfants. On en peut juger par l'augmentation constante du nombre des aliénés; en Allemagne on comptait en 1877 33 000 aliénés dans les hospices publics et 7 000 dans les hospices privés, en 1901 98 000 et 21 000; en Autriche il y avait 5,9 aliénés *(Irrsinnige)* sur 100 000 habitants en 1880 et 12,5 en 1900; or la folie est presque toujours le résultat de l'alcoolisme ou de la syphilis.

Grâce à une législation sévère, les États-Unis, la Suède et la Norvège ont réussi à triompher de l'alcoolisme; la Chine lutte énergiquement depuis quelques années contre l'usage de l'opium aussi meurtrier que l'alcool; il faut espérer que les autres peuples auront quelque jour le courage de les imiter. Sans doute on peut penser que l'alcoolisme est un mal transitoire, causé en grande partie par le trouble qu'a porté dans le peuple la transformation brusque de la civilisation morale et matérielle, mais, l'alcoolisme disparu, les races dont l'alcool aura provoqué la dégénérescence recouvreront-elles jamais leur ancienne vigueur? (1)

(1) Cf. E. Cauderlier, *L'évolution économique au XIX^e^ siècle*. W. Hoyle, *National drink bill*, etc. Le chiffre de la consommation en Allemagne est donné d'après l'Annuaire statistique allemand de 1908.

Des crises se rapportant au développement de la richesse

Comme l'accroissement de la population, celui de la richesse n'a pas laissé que de traverser des crises graves, on en peut distinguer de trois sortes : les premières proviennent de la perturbation des moyens d'échange, les secondes d'un excès de production, les troisièmes de luttes entre les donneurs d'ouvrage et les salariés.

I

Pour faciliter l'échange de leurs produits les hommes ont dû adopter des critériums des valeurs; dans les civilisations primitives ce furent les animaux domestiques, les femmes, divers métaux; dans les civilisations avancées ce furent l'argent et l'or; aujourd'hui, c'est l'or. Les hommes ont dû également se donner des moyens d'échange, c'est-à-dire des objets maniables dont fût attestée la valeur réelle ou arbitrairement fixée, valeur calculée d'après le critérium adopté; ce furent au début ces objets eux-mêmes qui servaient de critérium, dans la suite ce furent exclusivement ou presque exclusivement des monnaies de métal; aujourd'hui ce sont et des monnaies, et des certificats attestant

l'existence d'un produit quelconque, billets de banque, chèques, warrants, actions et obligations, traites, etc.; de plus on tend à remplacer l'usage des moyens d'échange par ces transferts de compte à compte qu'on appelle des compensations.

Les crises qui portent sur les critériums des valeurs ou les moyens d'échange ou, ce qui est le plus fréquent, sur les uns et les autres à la fois, proviennent d'ordinaire de l'une des trois causes suivantes : dépréciation brusque et considérable du critérium des valeurs, rareté des moyens d'échange, surabondance des moyens d'échange.

Les crises du premier ordre se comprennent facilement si l'on en cherche l'exemple dans des sociétés isolées ou peu développées. Une peuplade nègre de l'intérieur de l'Afrique emploie-t-elle comme moyen d'échange des coquilles marines qu'elle se procure difficilement, voici son économie bouleversée par l'arrivée de marchands de la côte apportant des ballots de ces coquilles. Un exemple plus intéressant est celui du Japon en 1858 : isolé du monde et dans des conditions économiques particulières, il avait admis que l'argent valait cinq fois moins que l'or, tandis que dans le monde entier on admettait que l'argent valait quinze fois moins que l'or; aussi, quand ses ports furent ouverts de force au commerce, les Européens s'empressèrent-ils d'échanger au taux légal de l'argent contre de l'or japonais, qu'ils revendaient au taux établi dans le monde. Depuis 1875 l'un de nos critériums des valeurs, l'argent, a baissé de plus de moitié par suite de l'exploitation des mines des États-Unis et du

Mexique En effet le rapport entre l'or et l'argent était de 10,50 à la fin du quinzième siècle; 11,80 à la fin du seizième; 15 à la fin du dix-septième; 15,09 à la fin du dix-huitième; 15,97 de 1871 à 1875; 17,81 de 1876 à 1880; 18,63 de 1881 à 1885; 21,16 de 1886 à 1890; 26,32 de 1891 à 1895; 33,54 de 1896 à 1900; 39,15 en 1902 (maximum); 30,54 (?) en 1906.

*
* *

Pour les crises dues à la rareté des moyens d'échange, crises qu'il ne faut pas confondre avec les crises dues à la pauvreté ou à l'appauvrissement, elles forment le trait le plus saillant de l'histoire économique des nations civilisées au cours du dix-huitième siècle. Au moyen âge les métaux précieux, devenus très rares, ne servaient pas à proprement parler de moyen d'échange. Le Japon avait adopté comme unité d'échange le koku de riz et les autres pays asiatiques avaient des unités analogues. En Europe, où dominaient les traditions romaines, on continuait de parler d'or et d'argent, mais on en voyait si peu que la découverte de quelques monnaies romaines apparaissait comme un événement, les monnaies frappées par les gouvernements d'alors étaient toujours falsifiées; dans la pratique on échangeait des produits et comme unité de valeur chaque région employait un produit à la fois relativement commun et suffisamment important. Les métaux précieux ne devinrent véritablement moyen d'échange

et critérium des valeurs qu'au seizième siècle : l'exploitation des mines américaines augmenta au cours de ce siècle le stock d'or de 754 800 kilogrammes, le stock d'argent de 22 834 400; pour le dix-septième on a les chiffres respectifs de 912 300 et 37 234 000; en même temps le développement des transactions, surtout des transactions internationales, faisait comprendre la nécessité de la monnaie. Mais, malgré un nouvel accroissement de 1 900 100 kilogrammes d'or et 57 034 900 kilogrammes d'argent au dix-huitième siècle, le stock des métaux précieux devint insuffisant quand la richesse et la population se furent accrues. D'où ce continuel besoin d'argent, qui troubla toute la vie économique d'alors, fit confondre la richesse avec la possession du numéraire et détermina cette conception fausse de tout le système économique qui s'est formulée dans le mercantilisme, conception dont pratiquement nous n'avons pu nous délivrer.

Dans l'état actuel du monde, les crises résultant du manque de numéraire ont pris un caractère particulier. Les métaux précieux ne font plus défaut, puisqu'on a extrait 11 608 842 kilogrammes d'or et 157 237 613 kilogrammes d'argent au cours du dix-neuvième siècle, 4 011 259 kilogrammes d'or dans les huit premières années du vingtième. On ne peut d'ailleurs plus dire que nos transactions soient basées sur les métaux précieux, elles sont de fait basées sur le crédit.

Mais le crédit est chose délicate et la masse ne possède que des renseignements vagues sur la

plupart des établissements auxquels elle s'adresse; imbue de la superstition mercantiliste, elle n'a confiance que dans la possession de l'or. Aussi, une crise se produit-elle, chacun de retirer ses dépôts des banques et de garder son or chez soi jusqu'à la fin de la panique. Le stock d'or des États-Unis est beaucoup plus considérable que celui d'aucun autre pays, excepté la France, ce qui n'a pas empêché la crise monétaire de 1907.

*
* *

Aux crises que nous venons d'examiner s'opposent celles qu'amène la surabondance des moyens d'échange. Il n'y a jamais eu de crise pour surabondance de l'or et nous avons déjà parlé des crises qu'a causées la surabondance de l'argent. Dans beaucoup de pays le change est bas par suite d'émissions exagérées de billets à cours forcé. Au dix-huitième siècle, où le stock des métaux précieux était insuffisant, où l'émission de billets était chose nouvelle, au moins en Europe, les crises furent fréquentes; il suffit de rappeler le *South Sea bubble* et les spéculations de Law. La pléthore des moyens d'échange succédant brusquement à la pénurie causait une activité factice, qui aboutissait à une spéculation effrénée et se terminait par la banqueroute. La crise la plus grave et la plus typique de ce genre qu'ait connue le dix-neuvième siècle se produisit au Japon de 1878 à 1885; nous l'étudierons dans cet ouvrage.

*
* *

D'une manière générale, il semblerait qu'on puisse dire que les crises se rapportant aux moyens d'échange doivent perdre de leur intensité, au moins dans les pays les plus développés; elles sont dues surtout aux préjugés de la masse qui ne comprend pas bien le mécanisme des échanges, qui ne peut se déshabituer de la mentalité de l'âge où le crédit faisait défaut, où les transactions reposaient uniquement sur les métaux précieux, où ces métaux étaient rares, où par suite l'intérêt de l'argent était élevé; c'est de cette mentalité que proviennent et la jalousie du peuple contre ceux qui détiennent de grosses sommes d'argent et l'idée des socialistes de revenir à l'échange, ce moyen des sociétés primitives.

II

Nous arrivons au second ordre de crises qu'on appelle crises de surproduction. En cette matière l'ignorance et les préjugés sont pires encore qu'au sujet des crises financières; il est constamment parlé de la pléthore de produits inutiles causée par l'activité dangereuse de l'industrie. Tout l'ouvrage de Proudhon est fondé sur cette idée. A l'en croire, la surproduction générale devait conduire les sociétés modernes à leur ruine et cependant

cette surproduction du temps de Proudhon nous apparaît aujourd'hui comme une production d'une faiblesse dérisoire.

Il ne saurait être question de surproduction générale, les besoins de l'homme étant sans limite ; d'ailleurs la plus grande partie de l'humanité manque encore de presque toutes les choses nécessaires à la vie. Il ne peut y avoir de surproduction que par rapport à une matière déterminée, comme c'est le cas actuellement pour le café, un seul État du Brésil en produisant beaucoup plus que le monde n'a pour l'instant le goût d'en consommer, ou par rapport à un peuple déterminé, la quantité de marchandises qu'on lui fournit ou qu'il se fournit à lui-même dépassant sa faculté de consommation ou sa faculté d'achat.

De pareilles crises se sont surtout manifestées dans la période où s'est créé le régime économique moderne. Rien n'est poignant comme de lire l'histoire des débuts de l'industrie cotonnière dans le Royaume-Uni. Trouvait-on un nouveau métier à filer, on prenait des milliers d'ouvriers à la terre pour les employer à ce métier, mais, comme l'industrie du tissage restait en retard, il y avait bientôt surproduction de filés et l'on jetait dans la rue la plupart des ouvriers fileurs dont on ne savait que faire ; le tissage se perfectionnait-il à son tour, on embauchait des paysans pour manufacturer les filés non employés, mais bientôt l'industrie du tissage se trouvait elle-même en avance sur celle du filage et devait, elle aussi, renvoyer ses ouvriers.

Dans les pays où l'industrie est ancienne, de pareilles crises sont plus rares et moins graves. Plusieurs causes contribuent cependant à en permettre le retour.

Parmi les grandes nations, ce sont les plus jeunes qui donnent l'impulsion : riches, mais pas autant qu'elles le souhaiteraient, sans cesse elles tentent la fortune, fabriquent des produits nouveaux, cherchent une clientèle pour leurs produits, mais leur hardiesse, même leur science ne peuvent toujours suppléer à leur manque d'expérience, et, si leurs capitaux sont énormes, elles les consacrent aux affaires et, quand le marché se resserre, elles manquent d'argent disponible. L'âpreté au gain des peuples modernes a fait du monde commercial un champ de bataille où chacun ne vit que de conquêtes et veille en armes sur ce qu'il a conquis. A l'utopie du libre échange, tel qu'on le rêvait il y a un demi-siècle, a succédé une sorte de protectionnisme militaire; comme les flottes et les armées, les douanes sont devenues une forme de la défense nationale; bien plus, passant de la défensive à l'offensive, les nations ouvrent de force des marchés à leurs industries au moyen de primes de toutes sortes, primes à l'exportation, à la navigation, à la construction maritime, quand elles ne vont pas jusqu'à le faire à coups de canon. Par suite, encore que toutes les nations du monde commercent entre elles, il n'existe pas vraiment de marché mondial et ces produits dont il y a pléthore dans un pays ne s'écoulent souvent que difficilement dans les autres pays.

Mais les crises commerciales proviennent surtout du fait que le plus grand nombre des objets fabriqués ne sont pas nécessaires à la vie; or la rétraction de la consommation est beaucoup plus grande quand il s'agit de superflu. En effet, il y a 1 500 millions d'hommes sur la terre : si l'industrie et l'agriculture avaient pour but de fournir à tous ces hommes de quoi se nourrir, se vêtir, se loger et travailler, il est certain qu'il faudrait une crise bien grave et bien générale pour qu'ils renonçassent à ce qui pour eux serait presque l'indispensable. Mais l'immense majorité de ces 1 500 millions d'hommes est plus que misérable, dans l'Inde on compte des millions de gens qui ne possèdent aucun vêtement, aucun abri, qui se nourrissent insuffisamment dans les temps ordinaires et qui, si la récolte est mauvaise, se laissent mourir de faim; il en est de même dans une grande partie de l'Asie continentale, des îles de la Sonde et de l'Afrique. Dans l'Europe orientale, l'Europe méridionale et le nord de l'Amérique du Sud la population est très pauvre. La grande industrie et le commerce ne travaillent guère que pour six ou sept peuples enrichis : France, Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique, Hollande, Suisse, États-Unis, Argentine, Australie, dont on peut dire qu'ils forment une véritable aristocratie imposant sa domination par la force. Bien que dans ces pays la masse ne soit pas encore ce que nous appellerons riche, elle a cependant beaucoup plus que le nécessaire, et par suite, s'il se produit une panique, des chômages, elle peut s'abstenir de

dépenser la moitié ou même les trois quarts de ce qu'elle dépensait et cela d'autant plus facilement que nombre de gens élevés dans des conditions de vie plus modeste considèrent encore comme du superflu ce que dans trente ou quarante ans on tiendra sans doute pour le nécessaire. Il faut ajouter que le désir de gros profits et de gros salaires attire de plus en plus patrons et ouvriers vers les industries de luxe et que dans ces industries la demande peut du jour au lendemain disparaître complètement. Cette condition du marché sollicite la spéculation, que favorisent également les tarifs de douane très élevés que presque tous les pays ont établis; la liberté de la spéculation ne peut être supprimée, sinon l'offre et la demande ne se produiraient plus normalement, les prix deviendraient factices, mais l'abus de la spéculation rend toutes les transactions incertaines.

Rien n'indique donc que les crises de surproduction doivent diminuer, mais tout indique qu'elles perdront de leur gravité par l'extension que prendront les assurances contre la mévente et contre le chômage.

III

Le troisième ordre de crises se rapporte aux relations des donneurs d'ouvrage et des salariés.

Dans l'histoire des industries il faut distinguer trois périodes.

La première est celle où la grande industrie se fonde dans un pays sans capital; tout doit être sacrifié à cette fondation. Prenons comme exemple le Japon de 1885 à 1895. Nous voyons alors l'ouvrier japonais embauché à des salaires dérisoires, les femmes et les enfants condamnés à travailler jour et nuit, et nous ne pouvons que déplorer pareils faits, que flétrir l'âpreté de certains patrons, mais nous sommes obligés de reconnaître que dans la lutte acharnée que se livrent les grandes nations, le Japon avait pour seule arme l'extrême bon marché de sa main-d'œuvre. Les industriels japonais ne pouvaient vendre dans leur pays qui était trop pauvre, ils ne pouvaient vendre aux autres peuples de l'Asie plus pauvres encore; ils devaient vendre à l'Amérique et à l'Europe, mais l'une et l'autre se fournissaient elles-mêmes, l'une et l'autre avaient de bons ouvriers, tandis que les ouvriers japonais ignoraient et les métiers modernes et les goûts de clients lointains, que l'outillage japonais n'existait pas Quelle ressource restait-il donc aux industriels japonais? Celle-ci seulement : faire fabriquer des produits d'un travail facile comme des allumettes par des femmes et des enfants mal payés et les vendre aux prix les plus bas. Si dès 1885 le gouvernement leur avait imposé les prescriptions établies en Europe, il n'y aurait jamais eu d'industrie au Japon, par suite jamais de richesse, de puissance militaire, de civilisation développée.

La seconde période est celle de la lutte entre le patron et l'ouvrier, période où, grisé par l'ardeur

de la lutte entre individus, de la lutte entre peuples, grisé par l'exemple d'énormes fortunes rapidement amassées, le patron a trop souvent tort. L'Europe se trouvait dans cette période à l'époque où écrivit Karl Marx. Les misères dont il fut le témoin font comprendre l'esprit de son œuvre. Suivant le mot de Nietzsche, tous les livres ne sont guère que les mémoires de leurs auteurs. L'ouvrage de Karl Marx garde sa valeur comme mémoires du milieu du dix-neuvième siècle, comme ceux de Malthus et de Ricardo gardent leur valeur comme mémoires du début de ce siècle. Mais comment nous en servirions-nous pour l'étude de notre époque? Marx disant que le capitalisme a ruiné l'ouvrier allemand vaudrait Malthus disant que l'accroissement du peuple allemand l'a réduit à la famine.

Nous voici en effet dans la troisième période de l'histoire de la grande industrie, celle où les salaires dépassent de beaucoup les bénéfices des patrons. Dans tous les pays développés, le peuple prend la plus large part des revenus nationaux, et non plus pour thésauriser, mais pour augmenter son bien-être. Encore que cette diffusion du bien-être soit le but auquel tendent et doivent tendre toutes les sociétés, on peut se demander si dans certain pays où cette diffusion amène une diminution de l'intensité du travail, on n'a pas tort de commencer de mépriser l'épargne; il pourrait s'y produire un ralentissement dans la formation de la richesse, peut-être même un arrêt ou un recul passager. Or, pour être beaucoup plus riches qu'il y a

trente ans, énormément plus riches qu'il y a un demi-siècle, les plus grands peuples ne sont pas encore véritablement riches. Et s'il est probable que l'humanité continuera pendant des siècles à développer ses ressources, il semble douteux que les pays où la civilisation est ancienne conservent longtemps les facultés de le faire rapidement qui leur sont offertes aujourd'hui.

La diffusion du bien-être rendra sans doute les relations entre patrons et ouvriers plus faciles, les sociétés de l'avenir n'en auront pas moins leurs troubles comme celles du passé. Nous avons examiné les rapports du capital et du travail au point de vue économique, les désordres qui en résultent se confondent avec les crises sociales et politiques que nous allons étudier.

Des crises morales et particulièrement des crises sociales.

I

Nous aborderons donc l'étude des crises qui se rapportent à la civilisation morale. Si le sacrifice de l'individu à la communauté, de la génération présente aux générations à venir s'impose sous peine de mort aux jeunes sociétés menacées de périls de toute sorte, dans les sociétés développées, dont l'organisation a pris un caractère scientifique, ce sacrifice devient moins rigoureusement néces-

saire; est-il même refusé, les conséquences de ce refus se font moins immédiatement sentir. Par suite les traditions se perdent, les classes se confondent, la famille perd de sa cohésion, la loi ne reconnaît plus que des individus, tous les citoyens sont égaux devant elle et le résultat de cette extension de la démocratie est l'affaiblissement progressif des instincts sociaux qui ont fait la cohésion des sociétés du passé.

Tous ces caractères se sont déjà manifestés dans les sociétés très civilisées des premiers siècles de l'ère moderne. Mais ces sociétés ne pouvaient se prêter à une semblable transformation; à toutes les frontières les barbares se pressaient menaçants et chez ces peuples eux-mêmes qui s'énorgueillissaient de leur culture raffinée, moralement la masse était encore voisine de la barbarie; la richesse était peu considérable et, si le système du gouvernement était développé, l'état précaire de la civilisation matérielle en rendait l'exercice inégal et difficile. Aussi dans toutes ces sociétés la décadence des instincts sociaux qui les avaient fondées en amena-t-elle la dissolution; leurs richesses, leur civilisation même disparurent; des hommes qui les formaient, le plus grand nombre périrent et les autres, conquis par les barbares, perdirent et leur culture et leur caractère national.

Quinze cents ans se sont écoulés depuis lors et voici que les nations modernes, nées de la fusion des barbares et des peuples de l'antiquité, sont elles aussi parvenues à cette période critique

où s'affaiblissent les anciens instincts sociaux.

Par de certains côtés la crise que traverse notre civilisation semblerait aussi grave que la crise traversée par la civilisation antique. L'issue cependant n'en saurait être la même. Les sociétés antiques ont été détruites par les invasions des barbares. Or, dans le monde actuel que peuvent les barbares? Ces races ont succombé qui se montraient irréductibles à la civilisation, les unes pour disparaître, les autres pour se fondre dans les races civilisées, qui les ont conquises; de barbares au propre sens du terme il ne reste plus que les nègres d'Afrique, décimés par des épidémies locales, comme la maladie du sommeil, que les communications ouvertes par les Européens ont répandues dans tout le continent, décimés par les maladies et les vices apportés d'Europe, surtout l'alcoolisme; les Européens réussiront-ils même à conserver aux régions tropicales les travailleurs indigènes qu'ils ne peuvent y remplacer?

D'autre part, pour perfectionnée qu'elle fût, la constitution des anciens empires ne put les sauver parce que leur civilisation matérielle était trop peu développée. Il n'en est plus de même aujourd'hui où la facilité des communications permet au gouvernement de lutter efficacement contre l'anarchie qui a perdu ces empires. Enfin et surtout la diffusion du bien-être intéresse les masses à la défense des sociétés modernes, l'instruction les initie à la civilisation, tandis que chez les peuples antiques les masses inéduquées n'étaient pas civilisées, les masses réduites en esclavage,

loin de prendre intérêt à la défense de l'organisation sociale, ne pouvaient prendre intérêt qu'à sa destruction.

Cependant nous devrons nous poser ces questions : les instincts sociaux, qui jusqu'à maintenant ont fait la cohésion des sociétés, qui bien plus semblaient leur essence même, sont-ils destinés à disparaître ou, après avoir subi une crise passagère, à se reconstituer au moins en partie et sous une forme nouvelle? Dans notre civilisation, toute de science et de raison, peut-il se créer de nouveaux instincts sociaux et combien de temps faudrait-il pour qu'ils se créassent? L'organisation scientifique de l'État d'une part, le développement de la civilisation d'autre part, c'est-à-dire les progrès chez tous de l'instruction, de l'éducation, de l'esprit scientifique, de la faculté de raisonner, la conscience que l'intérêt individuel est intimement lié à l'intérêt collectif, peuvent-ils remplacer les instincts sociaux? Comme nous ne pourrions traiter ces questions sans sortir du cadre de cette introduction, nous ferons seulement les remarques suivantes. Il est incontestable que dans la civilisation moderne l'organisation tend, au moins dans une certaine mesure, à suppléer les instincts sociaux; encore qu'il ne faille point, comme les auteurs du dix-huitième siècle, parler de l'homme idéal, il faut reconnaître à l'organisation des sociétés modernes un caractère général et scientifique et c'est là même une des raisons qui expliquent que le Japon et les autres pays de l'Asie puissent adopter la législation, l'administra-

tion et le système constitutionnel de l'Europe; le dernier code japonais rédigé exclusivement par des Japonais se place au point de vue de la science du droit telle qu'elle s'est formée par le concours de tous les peuples.

Seule l'organisation ne saurait cependant suffire à maintenir une société, mais, si certains instincts sociaux s'affaibliront peut-être, ceux-là ne disparaîtront pas qui tiennent à la nature même de l'homme et, s'il est douteux que dans l'état actuel de nos sociétés de véritables instincts puissent naître, sans doute il peut encore se former des sentiments sociaux. Ces sentiments n'agiront pas de la même manière réflexe et impérative que l'instinct, mais ils trouveront un guide dans la raison, un appui dans cette morale utilitaire dont l'école de Bentham a eu tort de faire la seule morale, mais qui est incontestablement une des formes de la morale.

Il importe d'ailleurs de ne pas confondre les phénomènes appartenant à l'évolution même de l'humanité avec les phénomènes se rapportant à une crise passagère qui entrave cette évolution. L'humanité a traversé bien des crises graves; en Europe comme en Asie le seizième siècle nous apparaît comme une époque particulièrement troublée; et cependant en Europe comme en Asie le dix-septième siècle fut une époque de paix et de recueillement.

Il importe plus encore de distinguer nettement les phénomènes communs à tous les peuples des phénomènes qui sont particuliers à quelques-

uns, ou qui du moins ne présentent pas chez les autres les mêmes caractères de gravité. Si dans son ensemble la civilisation humaine semble non pas menacée mais entraînée irrésistiblement vers le progrès, il y a lutte pour la vie entre les nations, beaucoup d'entre elles ne pourront s'adapter à la civilisation moderne. Nous voyons périr rapidement les Indiens du Canada et des États-Unis, les Australiens, les Maoris, les Négritos, les nègres de plusieurs régions de l'Afrique. Sans doute aucune des nations civilisées ne saurait montrer pareille inaptitude à l'état social nouveau, ni disparaître brusquement; mais combien d'entre elles réussiront au cours des siècles à conserver leur autonomie politique, économique, intellectuelle et morale?

II (1)

Quelques chiffres feront comprendre l'intensité de la crise morale que traverse l'humanité.

En parlant de la population, nous avons déjà

(1) Ces renseignements d'après *Criminal Statistics (England and Wales) for the year* 1905, p. 15 — *Compte général de l'administration de la justice criminelle pendant l'année* 1905 (IX-XIX-XXI) — *Kriminalstatistik des Deutschen Reichs für das Jahr* 1905 (II, 2) — *OEsterreichische Statistik (Strafrechtspflege) im Jahre* 1904 — Bracheli et Jurascheck. Il est impossible de

montré la diffusion de l'alcoolisme et des maladies qu'entraine la débauche. Nous nous occuperons maintenant de la criminalité. La question est complexe. Nous chercherons à en dégager les traits généraux.

L'Angleterre doit être étudiée tout d'abord parce que c'est le pays où la civilisation matérielle s'est le plus tôt développée. Depuis le milieu du dix-huitième siècle jusque vers 1842 la criminalité n'a cessé d'y augmenter; au contraire le bien-être résultant de la hausse des salaires et de l'octroi du libre échange l'ont d'une manière générale fait constamment baisser, comme le prouve le tableau suivant.

Proportion pour 100.000 habitants	Périodes 1857-60	1905
Personnes poursuivies pour crimes *indictables*	262,69	179,96
Personnes poursuivies pour crimes *not indictables*	579,92	249,29
Personnes poursuivies pour délits.	1 165,64	1 887,35
Crimes *indictables* connus de la police	450,09	277,15

Si le nombre des délits est plus considérable qu'en 1857, par contre le nombre des crimes a sensiblement diminué.

Cette statistique est intéressante parce qu'elle semblerait montrer que l'accroissement de la crimi-

comparer les statistiques des différents pays, parce que les législations diffèrent, que les mots *crime* et *délit* sont pris dans des sens différents, que les statistiques n'ont pas la même base, etc.

nalité est seulement le fait d'une crise passagère de la civilisation moderne. Encore que l'exemple des châtiments puisse être efficace, c'est juger superficiellement que d'attribuer la diminution de la criminalité en Angleterre à l'application du fouet et de la peine de mort, car la peine de mort y a toujours été appliquée, la peine du fouet presque toujours; depuis quelques années d'ailleurs la criminalité anglaise s'est assez sensiblement relevée.

En France le nombre des actes mettant l'action publique en mouvement était en chiffres ronds de 114 000 en 1835; il a dépassé 200 000 en 1850, 300 000 en 1875, 400 000 en 1880, 500 000 en 1892 et atteint 546 000 en 1905. En tenant compte de l'accroissement de la population, on a 34 plaintes par 10 000 habitants vers 1830, 133 en 1905. Le nombre des affaires jugées contradictoirement n'a cessé également d'augmenter : soit 1 087 crimes contre les personnes en 1901, 1 216 en 1905; 2 103 crimes contre la propriété en 1901, 2 236 en 1905; 161 010 délits en 1901, 173 804 en 1905. Le chiffre des affaires abandonnées parce qu'on n'a pu découvrir les coupables était en chiffres ronds de 96 000 en 1901, 107 000 en 1905.

En Allemagne, le nombre des personnes condamnées annuellement pour 100 000 habitants en âge d'être condamnés (crimes et délits militaires non compris) était de 996 en 1882, 1 049 en 1890, 1 164 en 1900, 1 201 en 1905.

Pour l'Italie, le fait qu'un nouveau code pénal a été mis en vigueur en 1890 rend difficile toute comparaison entre l'état actuel et les années anté-

rieures à cette date, on peut dire cependant que la criminalité y augmente; exception doit être faite pour les assassinats et les meurtres dont le nombre a diminué (pour les assassinats c'est d'ailleurs le cas dans tous les pays).

Les autres États de l'Europe présentent des symptômes analogues; la criminalité asiatique sera étudiée ailleurs.

La criminalité des femmes semble dépendre de la liberté que leur laissent la loi et les mœurs, surtout entre quinze et vingt-cinq ans. Dans l'Inde, où prévaut encore la contrainte, la criminalité féminine est à la criminalité masculine dans la proportion de un à vingt; au Japon c'est d'un à treize; en France et en Autriche, d'un à sept et demi, en Allemagne, d'un à cinq et demi. En Angleterre le rapport est d'un à trois : en 1905, sur 100 crimes commis en Angleterre et dans le pays de Galles 21,3 l'avaient été par des femmes; sur 100 crimes commis en Écosse 25 l'avaient été par des femmes.

Dans tous les pays ce sont les jeunes gens de seize à vingt et un ans qui fournissent le plus grand nombre de criminels, et la proportion de la criminalité juvénile à la criminalité totale tend à augmenter. En Autriche les mineurs de vingt ans (sans distinction de sexe) formaient de 1881 à 1885 les 18,7 pour 100, en 1904, les 23,3 pour 100 des criminels condamnés. En France (1905) la proportion des accusés masculins à 100 000 personnes de

leur âge était de 0,91 pour les mineurs de seize ans, de 32,7 pour les jeunes gens de seize à vingt ans, de 19,4 pour les majeurs, celle des prévenus masculins respectivement de 174, 1702 et 1056. En Allemagne, le nombre des jeunes gens de 12 à 18 ans (sans distinction de sexe) condamnés annuellement était de 564 par an pour 100 000 personnes de cet âge dans la période 1882-86, 618 de 1887 à 1891, 707 de 1892 à 1896, 745 en 1900, 717 en 1905. 47,9 pour 100 des crimes commis par les enfants et jeunes gens étaient des vols.

La criminalité juvénile a cependant diminué en Angleterre. Sur 100 000 personnes de leur âge avaient été condamnés, pour *indictable offenses,* 24 enfants au-dessous de 12 ans en 1893 et 23 en 1905, 261 de 12 à 16 ans en 1893 et 218 en 1905, 321 jeunes gens ou jeunes filles de 16 à 21 ans en 1893 et 275 en 1905.

*
* *

D'autres observations contribueront à faire comprendre la nature de la crise morale et sociale que traversent actuellement les peuples civilisés.

Rien ne révèle plus clairement le trouble causé par la transformation brusque des conditions sociales que la progression constante du nombre des suicides, car, avec les suicides provoqués par des maladies incurables, qu'il faut classer à part, ceux qu'occasionnent des revers de fortune sont de beaucoup plus nombreux; il

y a très peu de suicides imputables à la misère proprement dite.

Proportion des suicides annuels pour un million d'habitants :

Pays	Période : 1873-77	1881-90	1891 93	1894-98	
	—	—	—	—	
France	135	207	225	246	(1897)
Danemark		255	248	238	
Suisse		207	225	223	
Allemagne		209	211	206	
Autriche	123	161	163	164	
Suède		107	136	159	
Hongrie		88	104	148	(1896)
Belgique		114	130	127	
Angleterre	65	77	87	92	
Italie	36	49	56	63	(1897)

Le nombre des personnes qui se sont suicidées en Allemagne dans l'année 1906 était de 12 495, dont 9 573 hommes et 2 922 femmes; la proportion était de 204 pour 100 000 habitants.

La multiplication des séparations de corps et des divorces montre combien l'ancienne organisation de la famille est ébranlée par le progrès de l'individualisme.

En France le nombre des séparations de corps et divorces (depuis 1885) était pour 100 000 habitants de 5,6 dans la période 1866-70, 6,9 dans la période 1876-80, 7,9 en 1883, 21,2 en 1890, 22,5 en 1892, 24,7 en 1895, 25,6 en 1896, 26,6 en 1899. Cette dernière année le nombre des divorces était de 8 042, il dépassait 10 000 en 1906.

En Angleterre on comptait 4,72 séparations et divorces pour 100 000 habitants en 1894, 5,07 en 1895, 19,29 en 1896 (par suite du *Married women act* de 1895), 20,40 en 1898.

En Allemagne le nombre des séparations et divorces par 100 000 habitants s'était élevé de 13,4 en 1891 à 17,1 en 1899, il tomba à 13,9 en 1901 par suite de la mise en vigueur (1900) du nouveau code civil, qui n'admet plus le divorce pour antipathie mutuelle, mais pour se relever ensuite constamment et atteindre 16,7 dans la période 1901-05, 19,9 en 1906.

En Hongrie il y avait 7 séparations et divorces par 100 000 habitants en 1881; par suite de la loi de 1894 applicable en 1895, qui a permis le divorce aux membres de toutes les confessions et supprimé la séparation, le chiffre, après avoir d'abord baissé, est monté à 14,7 en 1901.

Les deux pays du monde où l'on divorce le plus sont les États-Unis et le Japon (les renseignements manquant pour la Chine); aux États-Unis la cause en est l'instabilité des relations sociales dans les milieux d'immigrés; au Japon c'est le caractère particulier de la constitution familiale : depuis la promulgation du code civil le nombre des divorces y a cependant baissé.

L'on peut discuter sur l'influence que telle ou telle prescription de la morale sexuelle peut exercer sur la constitution des sociétés, mais l'ensemble des infractions à cette morale qu'on relève aujourd'hui n'en présente pas moins un caractère inquié-

tant, surtout si on en rapproche les symptômes de dégénérescence. Nous signalerons seulement l'augmentation considérable de la prostitution légale, l'augmentation énorme de la prostitution clandestine, le nombre toujours croissant des condamnations pour outrage à la pudeur, la diffusion des vices contre nature, le succès fait aux livres, aux gravures et aux spectacles obscènes.

Les statistiques que nous venons de donner confirment les réflexions que nous a inspirées la grave crise morale et sociale que traverse l'humanité. Beaucoup de phénomènes de trouble ou de corruption sont assurément dus à la brusquerie qui au dix-neuvième siècle a marqué la transformation de la civilisation dans tous les pays, mais principalement dans les pays les plus récemment renouvelés, ceux-là tendent à disparaître, d'autres persisteront plus longtemps, quelques-uns sont peut-être la conséquence forcée de la nouvelle constitution de la société.

Des crises politiques ou révolutions

I

Nous voici arrivés à l'étude des révolutions; nous n'en parlerons que brièvement : chaque révolution se présentant sous un aspect particulier, il nous faudrait, pour la rendre intelligible, raconter les événements; nous nous contenterons de mettre

en relief les caractères qui sont communs à toutes les révolutions, pour montrer qu'elles se tiennent rigoureusement comme appartenant à une même phase du développement de la civilisation.

Les différentes périodes de l'histoire ancienne se sont terminées par des révoltes ou des guerres; dans l'ère moderne la transition de l'âge des royaumes barbares à l'âge féodal, la transition d'une époque à une autre de l'âge féodal, la transition de cet âge à celui de la monarchie absolue ne se sont pas faites sans désordres. Ce qui a donné aux crises politiques des derniers siècles le caractère de révolutions, c'est la constitution particulière de la monarchie absolue, qui confondait l'État et la société. La monarchie ne pouvait se séparer de la noblesse, du clergé, des classes, des corporations; elle les protégeait, ils la consolidaient et la défendaient, et, comme ces diverses formations embrassaient toute la vie morale, intellectuelle, sociale, familiale, elle l'embrassait aussi.

Or le principe même de la monarchie absolue l'empêchait de se transformer. Au moyen âge tout était variété, chaque province, chaque ville ayant sa charte, ses coutumes particulières, et tout était aussi changement, les invasions, les guerres étrangères, les révoltes bouleversant sans cesse la condition de tous. L'œuvre propre de la monarchie absolue fut de mettre fin à cette confusion, de donner à l'ensemble d'un pays des lois communes et permanentes; son œuvre était nécessaire, à tel point qu'aujourd'hui nombre d'historiens lui reprochent

de l'avoir laissée inachevée. Mais du jour où les coutumes furent changées en lois, elles apparurent comme sacrées, d'autant plus sacrées même qu'en l'absence de corps représentatif les sujets n'avaient qu'une défense contre le bon plaisir du souverain, leur recours à la loi fondée sur la tradition. Comme les lettrés chinois en appellent de l'empereur, père de ses sujets, à la tradition de ses aïeux, de même en face de la royauté française se dressait le Parlement chargé de défendre les us et coutumes du royaume. Là d'ailleurs se bornait sa mission; le Parlement était le gardien du passé; à une époque où tout se transformait, nul corps n'existait pour subvenir aux besoins du présent ou prévoir ceux de l'avenir. Bien plus, les progrès du rationalisme firent apparaître la loi, qui était la coutume codifiée, comme l'émanation de la justice et de la raison.

C'est ce caractère immuable de la monarchie absolue, c'est sa foi dans l'intangible perfection de son œuvre qui au dix-septième siècle lui ont permis d'accomplir toute sa mission et au début du dix-huitième siècle l'ont revêtue d'une si harmonieuse grandeur qu'à beaucoup elle apparaît encore comme le gouvernement par excellence, mais ce sont eux aussi, qui en la mettant en contradiction avec une civilisation changée du tout au tout, ont entraîné sa perte.

En étudiant dans leurs détails l'histoire des révolutions, on se trouve porté à les considérer comme les œuvres voulues et raisonnées de certains hommes ou de certaines collectivités; c'est

bien plutôt le résultat de mouvements inconscients ; il faut y voir les convulsions par lesquelles les peuples ont dû passer pour transformer le régime de la monarchie absolue en régime moderne et ces convulsions ont été d'autant plus grandes que leurs auteurs savaient moins bien, et non pas qu'ils savaient mieux le but qu'ils poursuivaient.

Ceux qui admirent les révolutions comme ceux qui les condamnent y cherchent d'ordinaire l'origine des sociétés modernes; les révolutions ne peuvent rien créer, d'abord parce que rien ne se crée, ensuite parce que leur but n'est pas d'édifier; nos sociétés modernes, avec leurs ressources matérielles et leur mentalité, avec leurs qualités et leurs défauts, c'est dans l'ensemble le temps qui les a faites, l'évolution séculaire de la civilisation humaine, c'est l'accroissement de la richesse et de la population, la formation de l'esprit scientifique, le développement en quelque sorte naturel de l'organisation politique et sociale. Mais l'évolution pacifique et progressive qu'ont imaginée les Spencer et les Darwin est le rêve de sages; l'évolution se fait par *mutations,* c'est-à-dire par à-coups. Hugo de Vries a montré que c'est brusquement, sous l'action du changement de milieu, qu'apparaissent dans un genre végétal des espèces nouvelles et que ces espèces présentent dès le début tous leurs caractères généraux. Ainsi de la civilisation. Si nous embrassons une longue période de siècles, son cours nous apparaît comme régulier; que si nous étudions au contraire telle ou telle de ses

phases en particulier, nous y découvrons non pas un développement méthodique, mais des alternatives de calme, parfois même de torpeur et de changements violents (1).

D'autres écrivains ont condamné les révolutions pour avoir fait œuvre de destruction; leur œuvre de destruction était au moins en partie nécessaire; là où elle fut terrible, c'est surtout pour avoir été trop longtemps différée, et, si les révolutions ont renversé, avec des institutions condamnées, d'autres institutions qui auraient pu ou même dû survivre, c'est que dans les calamités sociales, comme dans les calamités naturelles, les forces mises en jeu ne se bornent jamais à écarter les obstacles qui en ont provoqué l'explosion.

II

Toutes les nations ont eu leurs révolutions, mais ces révolutions ont affecté des caractères particuliers suivant l'époque où elles se sont produites et le génie des peuples qui les ont faites.

La révolution anglaise, qui eut lieu au dix-septième siècle, participa des tendances de l'époque,

(1) Les expériences de H. de Vries ont principalement porté sur *OEnothera lamarckiana*. Cf. *Die Mutationstheorie*, I, 5, *Die Entstehung der Arten durch Mutation*.

qui étaient surtout religieuses. Comme à la fin du dix-huitième siècle, où se produisit la révolution française, le surcroît de population avait causé la misère, cette révolution prit la forme d'un mouvement agraire et, comme l'organisation vieillie de la société en arrêtait le développement, cette révolution fut marquée par une violente hostilité contre toute hiérarchie sociale. Au contraire, le principe des nationalités a dominé les révolutions des États-Unis, du Mexique, des républiques sud-américaines, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Belgique, de la Hongrie, des principautés balkaniques. Mais ce que ces peuples synthétisaient dans leurs revendications nationales, c'étaient leurs besoins de liberté, d'égalité, leurs intérêts économiques, leur désir d'établir un gouvernement moderne, aussi les États-Unis fondèrent-ils leur proclamation d'indépendance du 4 juillet 1776 sur une déclaration des droits de l'homme, qui, rapportée par Lafayette en France, servit de base à celle de l'Assemblée Constituante. Cette proclamation s'inspirait d'ailleurs de la *Pétition de droit* de 1628 et de la *Déclaration des droits* de 1689, mais les deux manifestes anglais n'avaient pas le caractère général et philosophique que donnèrent au manifeste américain l'enthousiasme des colons pour la liberté et le rationalisme du dix-huitième siècle. En Autriche, en Espagne, au Portugal les révolutions se présentent sous une forme très complexe. Les événements qui se sont produits en Russie ont affecté un caractère plus complexe encore : la population s'y étant accrue beaucoup plus vite que la

richesse, on y a vu des troubles agraires; la Russie n'ayant pu fondre encore tous les éléments de son empire, les revendications démocratiques se sont mêlées dans certaines régions de revendications nationales, enfin, comme ce pays est en pleine période de transformation industrielle, les luttes politiques s'y sont compliquées de luttes entre patrons et ouvriers, tandis que les pays de l'Europe ont vu leurs plus graves crises économiques se produire postérieurement à leurs révolutions politiques.

La révolution du Japon, qui eut pour causes principales l'excès de population et l'absence de tous rapports commerciaux, s'inspira surtout de deux sentiments : la haine du régime féodal et la volonté de rendre le pays assez fort pour lutter contre l'étranger; celles de la Perse, de l'Égypte et de la Turquie sont à la fois démocratiques et nationalistes.

En étudiant la révolution chinoise dont on peut dire qu'elle dure depuis un siècle, nous y reconnaissons les efforts d'une immense masse d'hommes pour organiser un État moderne indispensable à leur vie même; ces efforts sont jusqu'ici demeurés impuissants parce que les traditions séculaires y ont opposé un insurmontable obstacle et que les révolutionnaires eux-mêmes ne peuvent s'en dégager, tant leur esprit, leurs sentiments, leurs caractères sont faits de ces traditions.

Dans l'Inde, le passé s'est si fortement marqué dans la constitution sociale sous la forme de la division en castes, que les Indiens n'ont pu s'en affran-

chir; il a fallu que le peuple le plus étranger qui se pût trouver à leurs mœurs, l'Angleterre, créât en dehors de leur organisation un État moderne fondé sur le principe de l'égalité. Mais, un mouvement national ayant tourné leurs haines contre l'Angleterre, les révolutionnaires ne dirigent que des efforts inconsistants contre des traditions qui sont le véritable obstacle à leur unité nationale et par suite à leur indépendance.

Comme ces révolutions asiatiques s'accomplissent plus tardivement que les révolutions européennes, elles nous donnent un double enseignement : elles nous montrent que le caractère de l'État moderne est moins la démocratie qu'une forme particulière d'organisation; nous nous rendons bien compte que de 1868 à 1890 le Japon était, encore que sous un gouvernement autocratique, un État moderne et que l'établissement du régime constitutionnel n'a été qu'un épisode dans l'histoire de sa transformation. Ces révolutions nous montrent aussi (ce que nous discernons mal en Europe) comment l'organisation ancienne de l'État et de la société s'opposait aux progrès de notre civilisation matérielle. C'est en voyant ce qui s'est passé au Japon, en voyant ce qui se passe en Chine, dans l'Inde, en Perse que nous comprenons que la liberté individuelle, la liberté des transactions, une claire gestion financière, la presse sont nécessaires pour qu'un pays possède des banques, des chemins de fer et des lignes de bateaux. Peut-on imaginer notre commerce et nos finances sans la facilité des com-

munications : chemins de fer, bateaux, postes et télégraphes? Peut-on admettre pareille facilité sans la liberté individuelle et le secret de la correspondance, ou pareille liberté, pareil secret sous le régime *des lettres de cachet?*

III

Il nous reste à parler de l'action que les révolutions de certains peuples ont exercée sur le développement politique et social des autres peuples.

Les révolutions étant les crises qui ont marqué la transition du régime de la monarchie absolue au régime moderne, elles se sont produites d'abord dans les pays où l'évolution de la civilisation était le plus avancée, par suite dans les pays de l'Europe nord-occidentale, puis dans les autres pays dès que les progrès de l'instruction, l'accroissement de la population et de la richesse et de plus les circonstances particulières de leur histoire y ont rendu cette transition nécessaire.

Sans doute l'exemple des nations qui s'étaient déjà modernisées n'a pas laissé que de s'imposer aux nations qui étaient en voie de le faire, mais cet exemple n'a pas été déterminant comme beaucoup le prétendent; la preuve en est qu'en Asie la première nation à se donner des institutions analogues à celles de l'Europe a été le Japon resté sans relations avec l'Europe depuis trois siècles et la

dernière la Turquie, dont la culture, la population et le territoire sont en partie européens ; aucune colonie européenne d'Asie n'a pu faire ce qu'a fait le Japon, pas même le Bengale anglicisé depuis deux siècles et les Philippines converties au christianisme ; la rénovation du Japon a été beaucoup plus complète que celle des peuples de l'Europe méridionale et de l'Europe occidentale, de plus antérieure à celle des peuples de cette dernière région.

Dans les cas où l'influence d'une nation sur une autre est indéniable, cette influence n'a pu se produire avant qu'il se présentât un ensemble de conditions favorables. Indifférente d'abord aux deux révolutions qui changèrent la constitution de l'Angleterre au dix-septième siècle, la France en subit l'action au dix-huitième, mais par l'entremise de l'Amérique où les idées qui avaient inspiré ces révolutions s'étaient pendant cent ans fortifiées sous l'action du puritanisme pour lequel le génie français éprouve cependant peu de sympathie et le développement que les idées révolutionnaires d'origine anglaise reçurent en France de 1789 à 1794 ne rencontra pas de faveur dans l'Angleterre enrichie, qu'absorbait l'organisation de son nouveau régime industriel. Les conquêtes accomplies par les armées de la République et de l'Empire provoquèrent en Italie et en Allemagne un grand enthousiasme démocratique, mais les aspirations révolutionnaires s'y convertirent rapidement en aspirations patriotiques, et ces aspirations se tournèrent contre la France dans le second de ces pays comme aussi en Espagne et en Portugal ;

l'occupation de la Belgique et de la Suisse par la France anticatholique de la Révolution provoqua la révolution belge et plus tard la guerre de la sécession helvétique, qui furent surtout des mouvements catholiques. L'Autriche et la Hongrie hostiles aux idées de la Révolution française sous Napoléon les accueillirent avec transport en 1848; l'influence de ces idées, grande dès le début en Pologne, où elles se confondirent avec les revendications nationales et aussi avec la ferveur catholique, ne s'est fait sentir en Russie qu'au début du vingtième siècle. L'étude des révolutions asiatiques nous inspirera des réflexions analogues quand nous les étudierons dans leur connexion avec la révolution japonaise.

Nous résumerons maintenant, avec ce que nous avons dit des révolutions, la première partie de cette introduction.

En Europe et en Asie le moyen âge a été une époque de luttes et d'efforts où par l'union des coutumes des barbares avec les lois et les mœurs des anciens peuples civilisés se sont élaborés les institutions, les modes de pensée, les formes d'art qui ont fait la base de la civilisation moderne. Ces institutions, ces modes de pensée, ces formes d'art, l'œuvre de la monarchie absolue, victorieuse de la confusion du moyen âge, fut précisement de les fixer, de les achever, de les coordonner en cet ensemble harmonieux qui nous en impose encore

par sa belle ordonnance et sa solidité. Dans cet État, cette société si fortement organisés on vit la civilisation se développer avec une rapidité que le monde n'avait pas connue, parce que jamais encore il ne s'était produit de circonstances aussi favorables.

Mais la monarchie absolue ne pouvait se transformer progressivement comme les régimes antérieurs, puisqu'elle avait pour raison d'être d'imposer l'ordre immuable du traditionalisme, du rationalisme, d'une hiérarchie héréditaire au chaos du moyen âge. Et c'est pourquoi le grand développement de la civilisation qu'elle avait provoqué fit s'effondrer comme de soi une organisation toute de logique et d'harmonie et rendue intangible par son excellence même.

Quand cette organisation eut succombé aux révolutions, il put sembler d'abord que rien ne subsisterait du passé; mais il apparut bientôt que ce qui avait succombé, c'était seulement l'ordonnance parfaite et par suite immuable que la monarchie absolue avait donnée aux institutions du moyen âge; ces institutions elles-mêmes, produites par une élaboration de quinze siècles et modifiables pour n'être pas parfaites, sont restées dans une grande mesure à la base de notre civilisation moderne, bien que sous une forme modifiée qui rend souvent difficile de les reconnaître.

Notre civilisation, où se rencontrent avec les ruines de la monarchie absolue les anciennes institutions en cours d'évolution et les ébauches des institutions exigées par le renouvellement de

la culture générale, se présente donc comme en contraste saisissant avec l'ordre et la beauté du régime antérieur, par de certains côtés même elle semble voisine de l'anarchie. Mais ce manque de composition, de précision est justement le caractère qui convient à une société dont le mérite est de permettre tous les progrès, par suite toutes les innovations et même tous les essais dans la civilisation matérielle comme dans la civilisation morale.

Ainsi nous voyons se créer une nation géante, les États-Unis : comment cette nation, qui prend à tous les pays du monde des millions d'émigrants et des milliards de francs de capitaux en les séduisant par l'appât d'une liberté confinant à la licence, comment cette nation aurait-elle pu se constituer sous le régime étroit que l'Angleterre du dix-huitième siècle imposait à ses colonies et avec les restrictions que les États de cette époque mettaient à la sortie de leurs nationaux et de leurs capitaux?

Il ne faudrait pas en conclure, comme on l'a fait souvent, que les sociétés de l'avenir ne doivent plus exercer aucune contrainte sur ceux qui les composeront. Les États-Unis, où des circonstances exceptionnelles, l'immensité et la richesse du territoire, le nombre encore restreint des habitants permettent un développement de l'individualisme impossible ailleurs, les États-Unis travaillent à se créer une organisation sociale, et la base de cette organisation future comme aussi le principe de cohésion qui empêche la liberté actuelle d'aboutir à l'anarchie, c'est l'esprit étroit du puritanisme.

Et à côté des États-Unis ne voyons-nous pas l'Angleterre rapporter ses succès à son culte de la tradition, le Japon et l'Allemagne tirer leur force d'une constitution presque despotique?

C'est l'esprit de lutte provoqué par les révolutions qui a fait opposer brutalement l'ancien régime et le régime moderne comme deux types de société parfaitement nets et entièrement contraires, alors que, malgré le caractère tout particulier de la monarchie absolue où aboutit l'ancien régime, ce sont les phases successives d'une même évolution et que l'un et l'autre se présentent à nous avec des caractères très complexes.

Si maintenant nous abandonnons ces considérations générales pour revenir au but précis de cette introduction, qui est la comparaison de la civilisation asiatique et de la civilisation européenne, nous conclurons cette première partie en disant qu'au cours des trois derniers siècles l'Asie et l'Europe ont dans l'ensemble évolué de la même manière; on a donc tort de dire que le Japon s'est adapté de toutes pièces la civilisation occidentale et que les autres États de l'Asie tentent la même adaptation paradoxale; c'est par le fait de leur propre développement que tous les peuples asiatiques sont arrivés à une constitution de l'État et de la société analogue à celle des peuples européens; seulement, comme, par suite de causes que nous allons maintenant examiner l'Asie était en retard sur l'Europe nord-occidentale, elle s'est inspirée pour sa transformation des résultats acquis par les peuples les plus avancés.

DEUXIÈME PARTIE

LES DIVERGENCES DES DEUX CIVILISATIONS

A. — DES DIVERGENCES QUI SONT LE RÉSULTAT DIRECT DE CAUSES PHYSIQUES

I

La deuxième partie de cette introduction sera consacrée à l'étude des divergences qui se sont produites entre la civilisation européenne et la civilisation asiatique, principalement au cours des trois derniers siècles.

Nous étudierons d'abord celles de ces divergences que l'on peut regarder comme le résultat direct de causes physiques.

L'on a souvent tenté d'expliquer toutes les qualités des grands groupements ethniques par la triple influence du milieu géographique, de la race et de l'hérédité.

La théorie du milieu tire son origine du romantisme. Réaction de classes moins cultivées contre des classes plus cultivées, de peuples moins civi-

lisés contre des peuples plus civilisés, le romantisme ne se donna-t-il pas comme double but de défendre les traditions et les mœurs des diverses nations contre l'utopie d'un homme-type chère aux rationalistes et d'exalter l'instinct, la passion, les sensations, les perceptions et par suite aussi ce qu'en littérature on appela la couleur locale, au détriment de la raison jusqu'alors prépondérante? Dès 1764 Winckelmann opposait à l'esthétique rationaliste, qui ramenait la beauté à des principes absolus, même à des principes mathématiques, sa théorie romantique, qui faisait de chaque art national le produit du milieu, c'est-à-dire des conditions physiques, politiques et sociales où se trouvaient les artistes. Cette théorie a dominé toute la critique et l'histoire de l'art au dix-neuvième siècle. Dans la seconde moitié de ce même siècle, de nombreux auteurs, Taine entre autres, se sont efforcés d'expliquer par la théorie de Winckelmann non plus seulement l'art de chaque pays, mais ses institutions religieuses, politiques et sociales; pour eux les institutions étaient le résultat forcé de la manière de vivre qu'imposaient le climat, la configuration géographique, les ressources du sol et du sous-sol.

Comme on ne pouvait nier que des groupements ethniques différents par le type physique, les qualités et les mœurs ont coexisté pendant des siècles dans les mêmes régions, on compléta la théorie du milieu par celle de la race en admettant que les hommes actuels étaient issus d'un certain nombre de grandes races formées séparément et distinctes

les unes des autres par leur aspect et leur constitution physique comme par leurs tendances intellectuelles et morales.

Enfin, le milieu et la race ne suffisant pas à expliquer toutes les particularités des tempéraments nationaux, on eut recours à l'atavisme et l'on soutint que les qualités physiques et morales acquises par une génération se transmettaient intégralement aux générations suivantes.

Nous avons déjà dit ailleurs que l'on ne connaissait pas de différences morales entre les races humaines, que pour les différences physiques il était malaisé de les déterminer nettement, tous les groupements ethniques actuels étant le résultat de croisements et que d'ailleurs l'Asie et l'Europe avaient été dans une large mesure peuplées par les mêmes races. Nous ne reviendrons pas sur cette question, car dans l'état actuel de l'ethnographie et de la sociologie il est impossible d'attribuer aucune différence existant entre la civilisation de l'Asie et celle de l'Europe aux caractères des races qui les ont peuplées.

Il serait trop long d'examiner ici la doctrine de l'hérédité, les différentes formes que l'on a cherché à y déterminer (hérédité *amphigone, latente, homochrone, accumulative,* etc.), les nombreux systèmes par lesquels on a tenté de l'expliquer : aussi bien, quelque rang que la biologie doive un jour leur assigner, ne sauraient-ils être utilisés par la sociologie; l'application que nombre d'auteurs, Zola entre autres, ont voulu faire de ces systèmes à l'étude des milieux sociaux, ne présente au-

cun intérêt scientifique et l'application que d'autres en ont faite paraît encore trop hasardée. D'ailleurs les physiologistes ne peuvent se mettre d'accord sur le point de savoir si des caractères acquis peuvent être transmissibles. Quelque importantes que soient les applications pratiques de la doctrine de l'hérédité dans tous les domaines de la sociologie, elle ne peut encore employer cette théorie qu'avec beaucoup de discrétion pour la construction d'un système (1).

Pour la théorie du milieu il faudrait distinguer entre les systèmes littéraires qu'on a tirés des idées de Winckelmann et les systèmes scientifiques qui se rattachent au transformisme : les néodarwiniens extrêmes admettent moins une influence directe du milieu que la faculté chez certaines espèces de s'adapter progressivement à un milieu déterminé; Hugo de Vries croit au contraire à la *mutation* sous l'influence du changement de milieu. Pour l'étude qui nous occupe ici nous nous en rapporterons à la définition que nous avons donnée de la civilisation. C'était, avons-nous dit, l'affranchissement pour l'homme de l'état de nature. L'influence du milieu doit donc tendre à disparaître quand la civilisation se développe. La couleur locale tant regrettée n'était-elle pas le

(1) Les mots d'atavisme et d'hérédité sont pris ici dans leur sens le plus commun. Il va de soi que dans son sens scientifique la théorie de l'hérédité comprend celle de la race. Atavisme, pris exactement, n'est pas synonyme d'hérédité mais désigne la réapparition chez un individu de qualités ayant appartenu à des aïeux, plus spécialement même à des aïeux éloignés.

résultat d'une culture primitive qui, dépendant étroitement de la nature, se modelait exactement sur elle? Quand l'homme n'avait que l'expérience limitée de ses ancêtres, il se servait seulement des produits de la région peu étendue où ses ancêtres avaient vécu et les extrayait ou les assemblait d'après les procédés séculaires que le hasard leur avait révélés. Mais aujourd'hui que l'homme s'inspire de principes scientifiques et trafique dans le monde entier, il tire de toutes les parties du globe les produits le plus favorables à l'exécution d'une œuvre donnée et les façonne d'après les plans que le calcul lui fournit. C'est ainsi qu'autrefois l'on connaissait des véhicules italiens, espagnols, français, chinois et japonais et nous voyons encore que les Français se servent pour le transport des matières pesantes de charrettes à deux roues et les Allemands de chariots à quatre roues. Mais il n'y a pas à proprement parler de types français, allemand, anglais, américain ou japonais de chemins de fer, de bateaux, d'automobiles ou de ballons, tous les peuples adoptant et les meilleures inventions et les procédés de fabrication qui sont le plus simples, le plus rapides et le moins coûteux.

*
* *

Ces trois théories du milieu, de la race et de l'hérédité, qui présentent de l'intérêt pour l'histoire des peuples, s'appliquent malaisément à

l'étude des civilisations; nous ne saurions donc les employer à une comparaison méthodique de la civilisation asiatique et de la civilisation européenne. Nous nous contenterons de montrer que les différences matérielles auxquelles s'arrête d'ordinaire le voyageur, et qu'il prétend expliquer par l'une ou par l'autre de ces théories, sont superficielles ou destinées à disparaître.

Si, venus directement d'Europe, nous débarquons à Colombo; que sous un ciel orageux, où le soleil des tropiques brille entre les nuages bas, nous apparaissent les forêts de palmiers, de banians; que dans la baie les Cinghalais aux longs cheveux se jouent sur leurs petites barques qu'une poutre parallèle maintient en équilibre, ne nous semble-t-il pas que nous abordions un monde nouveau sans rapports avec le nôtre? Et telle est encore notre impression quand, arrivés d'Amérique, nous visitons un village japonais, ses petites maisons de bois sur le bord du sentier que borde d'une part une montagne abrupte plantée de gigantesques cryptomeria, de l'autre un précipice caché dans le brouillard, ou quelque cité chinoise, dont le rectangle de larges murailles flanquées de tours aux toits recourbés entoure un dédale de rues étroites aux maisons sordides. Notre impression est que, sous des climats différents des nôtres, des races différentes des nôtres, formées physiquement et moralement par la tradition séculaire de mœurs et de croyances différentes de nos mœurs et de nos croyances, ont créé une civilisation sans point de contact avec notre civilisation.

Mais cette impression est fausse. Parmi ces hommes qui au premier abord nous semblent si dissemblables à nous, combien à l'examen nous apparaissent comme nos proches alliés par le sang : Ainos, Todas, Polynésiens, Chamites du Nord de l'Afrique! Les Indo-Afghans, les Arméniens, les Syriens, les Arabes n'ont-ils pas contribué à former ce type qu'on appelle aujourd'hui méditerranéen? Dans l'Europe orientale des nations entières ne sont-elles pas d'origine mongolique? Le nombre des brachycéphales n'augmente-t-il pas sans cesse en Europe?

Dans les pays asiatiques non soumis à une puissance européenne ou à un gouvernement soucieux d'imiter l'Europe, tout nous semble désordre et incurie : n'est-ce pas là, pensons-nous, la preuve d'une culture inférieure? Mais dans combien de pays de l'Europe méridionale et de l'Europe orientale ne retrouvons-nous pas les mêmes symptômes? Depuis combien d'années ont-ils disparu dans les pays les plus développés? L'ordre est le fait de gouvernements fortement organisés et disposant d'importantes ressources, or c'est tout récemment que les États le plus civilisés ont pu s'organiser et se procurer les ressources dont ils avaient besoin; avant longtemps les États de l'Asie auront fait de même et le Japon a déjà devancé la plupart des nations de l'Europe et de l'Amérique.

Plus encore que le désordre de l'Asie sa misère nous fait horreur : nous ne pouvons supporter la vue de millions de gens presque nus même sous des climats rigoureux, vivant dans des paillotes ou

des huttes de boue, se nourrissant de légumes et de fruits ou même d'herbes grossières. Mais en Irlande, en Espagne, dans l'ancien royaume de Naples, en Russie ne rencontrerions-nous pas une pénurie presque égale? et ce que nous savons de l'Europe du dix-huitième siècle nous permet d'affirmer que la pauvreté y était alors aussi terrible que dans l'Asie d'aujourd'hui; il n'est encore dans le monde qu'une dizaine de peuples riches, et ces peuples le sont devenus récemment.

Cette première et pénible impression dissipée, notre goût romantique se laisse séduire par l'originalité des édifices et des costumes. Mais l'art musulman, qui est l'art d'une grande partie de l'Asie, ne procède-t-il pas de l'art copte et de l'art byzantin, son influence ne se fait-elle pas sentir dans certaines parties de notre art gothique? L'architecture bouddhiste ne procède-t-elle pas de l'architecture de l'Assyrie et de la Perse, dont se sont inspirés les Grecs et les Romains? La sculpture bouddhiste ne trahit-elle pas au premier coup d'œil ses origines hellènes? Quant aux costumes de l'Orient, s'ils diffèrent de ceux que nous portons, ils présentent de grandes analogies avec ceux qu'ont portés nos pères. Les Chinois, les Japonais, les Indiens, les Persans, qui se sont bardés de fer à la même époque que nos chevaliers, n'ont-ils pas allégé, puis quitté leurs armures quand s'est répandu l'usage des armes à feu, tandis que beaucoup de régiments européens ont conservé les casques et les cuirasses d'autrefois? Les Japonais, qui avaient la barbe au moyen âge, n'ont-

ils pas commencé de se raser le visage à la même époque où la coutume s'en répandit en Europe et pour la même raison, le raffinement des mœurs produit par l'établissement de la monarchie absolue? La révolution du Japon, comme les révolutions de l'Europe, n'a-t-elle pas ramené l'habitude de laisser pousser la moustache et la barbe? Les coiffures compliquées des femmes japonaises que nous représentent les estampes ne datent-elles pas de la même époque que celles de Marie-Antoinette et de ses imitatrices? Nombre de modes asiatiques diffèrent moins des modes répandues autrefois en Europe que celles-ci de nos modes européennes d'aujourd'hui; progressivement tous les costumes de l'Asie disparaîtront; l'Indien, le Turc, le Japonais, le Chinois des colonies européennes portent déjà, s'ils sont éduqués, ce que nous appelons le costume européen, mais ce qui est de fait le costume moderne.

Comme nous ne traitons ici que des différences résultant directement de causes matérielles, nous ne pouvons aborder l'examen de la civilisation morale, mais, pour achever de montrer la fausseté de ces impressions premières qui troublent le jugement de l'Européen voyageant en Asie, nous ferons une brève allusion à quelques points où la civilisation morale se confond presque avec la civilisation matérielle et semble directement influencée par des causes physiques. Les amateurs de la couleur locale se plaisent à mettre en relief la singularité des superstitions asiatiques, mais les étudiants de notre *folk-lore* n'ont-ils pas retrouvé

dans tous les pays de l'Europe, même dans ceux de l'Europe occidentale, des superstitions analogues, les unes disparues d'hier seulement, les autres encore très vivaces? La vendetta chère aux Corses et aux Italiens du Sud, le duel, l'obligation de se suicider imposée pour affaires d'honneur aux officiers de certaines armées, beaucoup de sports, la chasse à courre par exemple, ne subsistent-ils pas dans la civilisation de l'Europe moderne comme des vestiges d'états de civilisation disparus, vestiges aussi curieux qu'aucun de ceux que nous pourrions signaler en Asie?

De fait, par ces mots d'Orient et d'Occident nous entendons le plus souvent des formes différentes de civilisation. Ceux qui ont vécu en Asie et dans le Nord de l'Afrique, que nous appelons naïvement l'Orient, ont l'habitude de dire que tous les peuples de ces régions présentent des caractères communs. Mais pour l'Anglais ou le Scandinave, l'Espagne, l'Italie méridionale, la Hongrie, les principautés balkaniques, la Russie par de certains cotés rappelleraient l'Orient, tandis que du Japon actuel le touriste dit avec mépris que c'est déjà l'Europe. La vérité, c'est que la civilisation moderne s'est développée d'abord dans l'Europe nord-occidentale mise à l'abri des invasions des barbares et qu'elle s'impose progressivement à toutes les autres régions du monde.

II

Laissant donc de côté des théories qui ne nous seraient ici d'aucun secours, nous prendrons la configuration géographique de l'Asie et de l'Europe comme point de départ de nos recherches.

Souvent on s'est plu à comparer le contour et le relief des deux continents, à montrer la supériorité que donnaient à l'Europe ses côtes découpées, ses presqu'îles nettement détachées, la direction de ses montagnes et de ses fleuves. En effet la carte de l'Europe présente plusieurs caractères saillants. L'Europe est petite, les communications y sont faciles, il peut s'y former une civilisation homogène. Cependant les frontières des grandes unités géographiques y sont si marquées, l'aspect de ces grandes unités est en quelque sorte si personnel que du premier coup on reconnaît que dans cette Europe homogène il doit exister des peuples à la physionomie tranchée. Enfin on voit qu'à l'époque où le Nord et le centre de l'Asie serviraient de dernier refuge aux barbares, la région occidentale de l'Europe devait se trouver la première à l'abri de leurs invasions.

En Asie, au contraire, tout est énorme et tout confus. Au centre même s'élève un haut plateau desséché; tel est le chaos des montagnes situées au midi de ce plateau qu'en 1908 seulement on a pu

distinguer de l'Himâlaya, une chaine située à quelques centaines de kilomètres plus au Nord, dont les pics dépassent 6 000 mètres. Entre les régions fertiles de l'Asie il y a donc le désert et ces régions sont trop vastes, trop vagues; la Chine, la Perse, l'Asie antérieure n'ont pas de frontières et l'Inde, qui forme une unité géographique distincte, est grande comme l'Europe moins la Russie. Par suite, la configuration même de l'Asie nous apprend qu'elle n'aura ni civilisation générale homogène, ni peuples au tempérament marqué, mais trois ou quatre grands foyers de civilisation aux traits indécis; de plus, que, le plateau central, dernier refuge des barbares, se trouvant au centre de ces foyers, ils resteront exposés aux invasions jusqu'à la disparition complète des barbares.

*
* *

Il ne peut être question de pousser plus loin cet examen géographique, nous nous bornerons à deux observations.

C'est à la fin du moyen âge que la conquête de la Perse et du Califat par les Turcs et les Mongols a séparé l'Asie de l'Europe; c'est aussi à la même époque que par la formation de certains peuples et la disparition d'autres peuples s'est créée l'Europe politique, l'Europe morale. Jusqu'alors l'occident avait été non pas l'Europe mais le bassin de la Méditerranée. La Russie, la Prusse, le Danemark, la Hongrie, la Norvège, l'Écosse,

l'Irlande, la Hollande n'y avaient joué aucun rôle, tandis que pendant des siècles Byzance avait conservé des possessions en Asie; que les Latins avaient conquis le Bosphore, la Grèce, la Syrie; que Venise et Gênes avaient fondé des colonies dans tout l'Orient; que jusqu'au quinzième siècle l'Espagne avait été unie à la Mauritanie; que les Sarrasins s'étaient établis sur les côtes de l'Italie et de la France méridionale et que pendant plusieurs centaines d'années l'Europe avait dû apprendre des Arabes la civilisation gréco-romaine; or les lettrés musulmans ne cessaient de visiter toutes leurs universités du Turkestan en Espagne; des deux grands maitres de la philosophie arabe, l'un Avicenne, naquit dans la Boukharie, l'autre, Averrhoès, à Cordoue. Dès le quinzième siècle on peut au contraire parler de l'Europe : les peuples du Nord et du Centre, enfin civilisés et protégés des barbares par les peuples demi-civilisés de l'Est, prennent alors dans son histoire la place occupée jusque-là par ceux de l'Afrique septentrionale et de l'Asie antérieure. La prise de Constantinople par les Turcs, l'ouverture de nouvelles voies commerciales par la découverte du cap de Bonne-Espérance et de l'Amérique rompent définitivement cette union qu'avaient créée entre les peuples de la Méditerranée tant de siècles d'une civilisation commune. Par conséquent, c'est seulement dans les trois derniers siècles qu'il est possible de faire valoir les avantages de la configuration géographique de l'Europe, car, parmi ces avantages, il en est que

la civilisation méditerranéenne ne partageait pas, elle semblait plutôt un campement puisqu'elle n'avait point de frontières qui la séparassent de l'Afrique sauvage, de l'Europe nord-orientale restée barbare et de l'Asie antérieure sans cesse dévastée par les invasions.

D'autre part certains dangers de la configuration géographique de l'Asie ont été aggravés au cours des siècles par le desséchement de sa région centrale. Dans l'antiquité les peuples de cette région étaient beaucoup plus civilisés et les relations entre l'Asie antérieure, l'Inde et la Chine beaucoup plus fréquentes.

*
* *

Voici la seconde observation.

L'infériorité qui a longtemps résulté pour l'Asie de sa situation géographique disparaît aujourd'hui. Si l'Inde, la Chine, l'Arabie, la Sibérie étaient trop vastes pour qu'elles pussent être unifiées avec les moyens dont on disposait autrefois, les nouvelles méthodes d'administration civile et d'organisation militaire, les chemins de fer, les postes, les télégraphes rendent maintenant facile et même avantageuse la création de grands États comme le prouve l'exemple des États-Unis. Et d'autre part les peuples de l'Asie ont cessé de vivre isolément. Les ports s'améliorant, la navigation à vapeur ne craignant plus les grandes distances, des services de bateaux y mettent en rapports réguliers les États maritimes; de plus, l'intérieur du continent

est maintenant traversé par des chemins de fer. Moscou est uni à Pe king, dont on veut assurer les communications avec l'Indo-Chine, et le sera bientôt au Japon par la Mandchourie orientale et la Corée. Moscou sera également uni à Merv par Orenburg, tandis que la Caspienne l'est déjà au Turkestan ; la résistance de l'Afghanistan vaincue, il sera facile de relier ces lignes à celles du Beluchistan. Bientôt on ira de Constantinople à la Mecque; quelque jour la ligne de Bagdad se raccordera au réseau persan déjà ébauché, lequel se raccordera au réseau russe et au réseau indien. Le Plateau Central lui-même ne présente pas un obstacle insurmontable à la science de l'ingénieur.

De ces remarques il est donc permis de conclure que la configuration géographique de l'Asie ne lui impose pas une civilisation différente de celle de l'Europe, mais qu'elle a seulement retardé son évolution.

B. — DES DIVERGENCES MORALES

I

Si l'origine de toutes les divergences existant entre la civilisation de l'Europe et celle de l'Asie peut être ramenée à leurs configurations géographiques, cette cause première et lointaine a uniquement donné aux évolutions des deux civilisa-

tions des directions différentes, c'est du fait de ces évolutions mêmes, c'est par le développement séculaire des institutions religieuses, politiques et sociales de l'Asie et de l'Europe que leurs divergences morales se sont accusées. Pour expliquer ce développement nous ne retiendrons pour l'instant qu'un seul des trois résultats de leurs configurations géographiques signalés plus haut et ce sera celui-ci : l'Asie a été plus exposée que l'Europe aux envahissements des barbares, particulièrement dans les trois derniers siècles, et nous rechercherons toutes les conséquences qui découlent de ce fait.

Il faut distinguer deux périodes dans les migrations des barbares. La première fut celle des grandes invasions, qui s'étendirent à tous les pays du vieux continent. Mais si les nations modernes sont sorties de la fusion des barbares et des anciens peuples, ces nations ne se sont pas formées de la même manière en Europe et en Asie : en Europe l'élément barbare l'emporta, en Asie ce fut l'élément civilisé. La principale raison en fut que, comme l'Europe septentrionale et centrale possédait de grandes richesses inexploitées à l'opposé de l'Europe méridionale, dont les ressources commençaient à s'épuiser, et que, les Huns exceptés, les envahisseurs n'étaient plus des barbares mais des demi-civilisés, les grandes nations européennes se formèrent dans des pays qui n'avaient pas connu la culture antique comme la Saxe et la Bavière, dans des pays qui en avaient été peu touchés comme l'Allemagne Rhénane et

l'Angleterre, ou dans des pays qui avaient été civilisés tardivement comme le Nord de la France et la Belgique. Au contraire, par suite de la stérilité du Plateau Central et du fait que les envahisseurs asiatiques étaient de vrais barbares sortis du foyer même de la barbarie, les nouvelles nations de l'Asie se constituèrent dans les mêmes lieux où avaient dominé les anciennes, si bien que, sauf pour le califat arabe, les anciens noms se conservèrent et que l'on continua de parler de Chinois, d'Indiens et de Persans comme dans le passé. Combien grandes furent les différences qui en résultèrent entre ces nations et les nouvelles nations de l'Europe, nous en pouvons juger en comparant celles-ci aux populations du midi de la France et de l'Italie. Dans les bassins du Gange, de l'Euphrate et du Hwang ho comme dans ceux du Bosphore, de la Garonne et du Tibre l'ancienne civilisation survécut à l'écroulement des empires qui l'avaient développée; aussi ces régions étaient-elles autrement policées au début du moyen âge que les pays du Nord de l'Europe, cependant il apparut avec le temps qu'une tradition trop ancienne y gênait les progrès de la culture, qui toujours veut se renouveler, et que ces nations où les anciens peuples s'étaient assimilé les barbares n'avaient pas toute la jeune vigueur, toute l'initiative de celles où les barbares s'étaient assimilé les anciens peuples. Mais, tandis que l'Italie, continuellement envahie, le fut par des peuples déjà civilisés, que la France du midi fut conquise par les Français du Nord que, vainqueurs et vaincus se mêlant, l'une et l'autre, bien-

tôt régénérées, témoignèrent d'un génie original et fécond, les nouveaux empires asiatiques furent continuellement dévastés ou même soumis par les nomades, dont ils ne savaient repousser les attaques, tant leur culture trop ancienne les avait énervés.

*
* *

Nous voici donc arrivés à la seconde période des migrations des barbares. Ces migrations, qui touchèrent peu l'Europe orientale et point du tout l'Europe occidentale, furent continuelles en Asie; mais on ne peut plus alors parler d'invasions au propre sens du terme, la disproportion étant trop grande entre le nombre restreint des barbares et le nombre élevé de ceux qui composaient les peuples civilisés, la constitution et les mœurs de ces peuples ne furent pas d'ailleurs renouvelées comme au septième et au huitième siècle. Cependant les incursions continuelles des nomades suffirent à entretenir une part de barbarie même dans les pays les plus policés : ils n'y faisaient pas seulement à des intervalles rapprochés de grandes destructions de biens, ils se mêlaient continuellement aux habitants des frontières, et réussirent même à s'établir dans certaines régions. Quelquefois les nomades se fondaient dans le peuple, auquel cas la rudesse de la masse s'en trouvait augmentée; d'autres fois ils formaient des classes distinctes, dont les mœurs particulières et à demi sauvages nuisirent à l'homogénéité de la culture

générale; d'autres fois encore ils imposaient aux nations civilisées une maison souveraine et une noblesse barbares, telles les dynasties actuelles de la Chine et de la Perse, et celle des grands Mongols de l'Inde, qui disparut après la révolte de 1857.

Un seul pays fait exception : le Japon, que la mer a protégé des invasions, et c'est pourquoi, encore que de tous les pays asiatiques le plus étranger à l'Europe, le Japon est celui dont l'histoire ressemble le plus à celle des peuples occidentaux et qui a le plus facilement adopté leur culture. Cependant le Japon, dont les guerres civiles du moyen âge rendirent pour un temps les mœurs presque féroces, ne pouvait s'isoler complètement des nations continentales, il subit constamment l'influence de la Chine, les habitants du nord restaient en relation avec les Ainos, ceux du sud avec les indigènes de Riû kiû et de Formose, aussi ne serons-nous pas étonnés de retrouver dans sa civilisation quelques restes de barbarie.

Et voilà pourquoi l'Inde, la Chine et même le Japon avaient conservé il y a quelques années l'usage de supplices atroces, la pratique de l'infanticide; l'empereur de Chine et les souverains musulmans ont encore des harems gardés par des eunuques, et chez les Nairs, une caste guerrière de l'Inde, l'organisation sociale est basée sur la polyandrie et le matriarcat. La coutume féroce des primitifs d'ensevelir avec le chef ses femmes et ses serviteurs s'est longtemps conservée sous une forme ou sous une autre chez tous les peuples

de l'Asie; on enterrait les femmes des empereurs Ming dans leurs tombeaux; au milieu du dix-septième siècle les kerai des princes japonais s'ouvraient le ventre dans le temple où était déposé le corps de leur maître; jusqu'en 1829 les *sati*, les veuves hindoues de haute caste, ont été brûlées vives sur le bûcher de leurs maris.

II

A cette pénétration continuelle de la barbarie les nations civilisées de l'Asie opposèrent une seule défense, le traditionalisme passif. N'est-ce pas la mentalité des peuples dont la culture ne peut se renouveler? Or, tandis que les coutumes germaniques modifiaient heureusement la civilisation gréco-romaine, que l'Europe subissait l'influence des Arabes, les nations de l'Asie, trop isolées, apprenaient peu les unes des autres et ne trouvaient presque rien à s'assimiler dans les mœurs presque incultes des Turcs et des Mongols. Le traditionalisme passif, n'est-ce pas aussi l'arme des faibles qui se sentent toujours et partout menacés? la lutte pour la vie menée par l'apathie et la ténacité?

Sans doute la tradition est la base même de toute civilisation. Comme l'homme ne peut rien faire matériellement s'il ne recueille le capital accumulé par ses ancêtres, il ne peut rien faire

moralement s'il n'hérite de leurs sciences, de leurs lois, de leurs sentiments et de leurs pensées. Mais le culte de la tradition considérée comme le point de départ de conquêtes et de découvertes nouvelles ne doit pas être confondu avec un traditionalisme ennemi de tout changement.

On pourrait marquer trois phases dans l'évolution des peuples sous le rapport du traditionalisme. Dans la première phase, le traditionalisme, inconscient et actif, est l'instinct nécessaire de sociétés encore peu développées qui, devant leurs premiers succès à un heureux concours de circonstances, sont plus préoccupées d'en conserver les profits que de rien tenter de nouveau.

A l'apogée de leur carrière la personnalité des peuples est si débordante qu'ils ne s'imaginent pas qu'elle puisse courir aucun danger. Leur ambition est de tout conquérir moralement comme de tout conquérir physiquement. Ainsi des Grecs et des Romains, qui se sont assimilé la civilisation des nations de la Méditerranée et de l'Asie antérieure, ainsi de l'Inde d'Açoka, de la Chine des Han et de celle des T'ang, des Arabes du Califat. Il est alors presque impossible de parler de traditionalisme, mais ces peuples vainqueurs sont alors si fortement empreints du génie propre de leur race que nul ne confondrait l'art romain avec ceux de la Grèce et de l'Orient qu'il imite, ni la littérature du siècle de Louis XIV avec les modèles hébreux, grecs, latins et espagnols dant elle s'est inspirée.

Dans leur décadence, les peuples perdent toute tradition et se désagrègent, ou bien ils cherchent

leur refuge dans un traditionalisme conscient et passif; que si, hautement civilisés, ils ne se sentent plus le courage de combattre ou de se transformer, ils opposent systématiquement la force d'inertie aux envahissements d'adversaires plus jeunes et plus énergiques, que ce soient des barbares ou civilisés. C'est de pareille manière que se défendirent pendant des siècles les Babyloniens, les Égyptiens, les Grecs au début de l'ère moderne, les Romains après l'invasion des barbares. C'est de pareille manière aussi que toutes les grandes nations asiatiques se sont longtemps défendues et que plusieurs cherchent encore à se défendre.

Tout au contraire l'Europe du moyen âge ne connut pareil traditionalisme qu'à Byzance, l'un des deux grands foyers de la culture antique; l'autre, l'Italie, subit l'influence des envahisseurs germaniques et sarrasins, qui renouvela le génie national dans le domaine des lettres, des sciences et des arts sans pouvoir triompher cependant des anciennes traditions politiques et sociales; partout ailleurs, les envahisseurs devinrent les maîtres, ils mêlèrent leur propre culture à celle des anciens peuples et le mélange fut si fécond qu'on peut appeler leur civilisation originale.

Cependant, le voisinage de royaumes demi-barbares et la rudesse des mœurs causée par les guerres et les troubles continuels forcèrent peu à peu les nouvelles nations de l'Europe à chercher elles aussi leur défense dans le culte du passé (culte de la civilisation antique, culte de la civilisation germanique, culte des institutions qu'elles s'étaient

elles-mêmes données) ; quand elles se policèrent tout à fait, ce fut sous la monarchie absolue dont la mission fut justement de fixer, de classer et de systématiser les coutumes : aussi du neuvième au dix-huitième siècle ces nations nous apparaissent-elles dans l'ensemble comme traditionalistes ou, si l'on préfère, comme soucieuses de leurs traditions, mais ce ne fut pas de la même manière que les nations de l'Asie, parce qu'elles n'avaient pas à redouter les nomades, surtout parce que leur culture plus complexe renfermait des éléments d'origines et d'époques diverses. Sous l'influence de ces deux causes les peuples de l'Europe nord-occidentale se firent franchement progressistes au cours du dix-huitième et du dix-neuvième siècle, tandis que la décadence générale de l'Asie y exagérait le traditionalisme, si bien qu'au dix-neuvième siècle les civilisations des deux parties du vieux continent présentèrent sous ce rapport un grand contraste.

III

La première et la principale conséquence du traditionalisme de l'Asie fut d'y rendre les sociétés proprement communautaires en détruisant par sa rigoureuse discipline intellectuelle et sociale toutes les tentatives d'émancipation individuelle. Que de fois n'a-t-on pas opposé ces sociétés à nos sociétés

individualistes de l'Europe ! On voit qu'on ne peut admettre cette antinomie qu'en y apportant de nombreuses restrictions. C'est seulement depuis deux ou trois siècles que l'individualisme s'est développé en Europe; encore est-ce seulement dans l'Europe nord-occidentale. De plus, comme nous l'avons montré dans la première partie de cette introduction, l'Asie n'a pas laissé que de suivre une lente évolution vers l'individualisme et depuis cinquante ans cette évolution s'est précipitée sous l'influence de l'Europe.

Nous mettrons en relief les principales divergences que le traditionalisme passif et particulièrement le communisme de l'Asie ont produits entre ses institutions et celles de l'Europe. Encore que ces divergences n'aient acquis toute leur importance qu'au dix-huitième siècle, nous devrons pour les bien saisir en rechercher les origines. Les indications que nous donnerons ici seront d'ailleurs sommaires; nous avons déjà étudié les institutions de l'Asie au cours des trois premiers volumes de cet ouvrage et nous le ferons d'une manière plus complète dans les volumes consacrés à la transformation du Japon.

*
* *

L'État asiatique et l'État européen se sont également fondés sur les principes de gouvernement qu'ont élaborés dans les trois derniers millénaires de l'ère ancienne les monarchies de l'Asie antérieure et de l'Égypte; de plus les grandes

phases de leurs évolutions ont été les mêmes, soit la constitution d'empires centralisés, la décadence de ces empires, la création par les barbares envahisseurs de royaumes qui prétendaient continuer les anciens empires, la dissolution rapide de ces royaumes et l'établissement de la féodalité, l'unification progressive des pays morcelés et la fondation de la monarchie absolue, qui partout, au milieu de crises plus ou moins graves, s'est transformée ou tend à se transformer en État moderne.

Malgré ces similitudes l'évolution de l'État asiatique et celle de l'État européen n'en présentent pas moins de grands contrastes. En effet, tandis que les idées impériales qui étaient nées dans les monarchies de l'Asie antérieure s'exagéraient en Asie sous l'influence simultanée du traditionalisme patriarcal et des invasions barbares, en Europe il s'y opposa de bonne heure le principe de la cité, qui en Phénicie, en Grèce, en Italie devint bientôt la république. Les causes qui produisirent l'élaboration des institutions municipales et leur transformation d'un régime aristocratique en un régime à tendances démocratiques paraissent multiples; il faut mentionner d'abord la configuration du bassin de la Méditerranée, dont les côtes aux bons ports, bien défendus, permettaient la fondation de petites colonies civilisées sur le seuil de ces grandes régions barbares que furent, pendant des siècles, l'Afrique, l'Europe centrale, l'Europe orientale et le nord de l'Asie antérieure; nous signalerons ensuite l'aspect de ce bassin, dont les paysages

nettement découpés favorisaient en politique comme en art le développement d'une mentalité réaliste; l'esprit égalitaire que donnèrent aux peuples sémitiques tant de siècles de vie nomade dans le désert; les idées, les institutions spéciales qu'imposa aux colonies phéniciennes et grecques la prépondérance de leurs intérêts commerciaux; la rivalité d'intérêts qui opposa ces colonies aux grands empires, si bien qu'en toutes choses elles finirent par prendre le contre-pied de ces empires détestés. Les petites cités républicaines valaient peu assurément près des grands empires, mais il arriva que ces cités se firent conquérantes et qu'elles formèrent à leur tour des empires. Sans doute dans l'empire grec d'Alexandre, dans l'empire carthaginois, dans l'empire romain les principes républicains des cités fondatrices s'effacèrent sous l'influence des principes d'administration autocratique et centralisatrice trouvés dans les antiques monarchies de l'Euphrate et du Nil, mais ils ne disparurent pas complètement et ce ne fut pas sans importance pour l'évolution des États demi-barbares de l'Europe médiévale qu'ils dussent emprunter l'idée et l'organisation de la tyrannie à l'empire romain, qui, sorti d'une république, conserva jusqu'à la fin des institutions républicaines.

Grâce à ces institutions la Rome impériale sut distinguer clairement l'idée de l'État, confondue ailleurs avec celle du souverain; grâce à l'exemple de Rome les légistes du moyen âge, les écrivains et les ministres du dix-septième et du dix-huitième siècle réussirent à concevoir la monarchie absolue

comme la forme de gouvernement la plus progressiste, finalement même comme une forme de gouvernement impersonnelle, si bien qu'aujourd'hui tous les pays européens ont des constitutions presque identiques, que ce soient des monarchies d'esprit autocratique, des monarchies proprement constitutionnelles ou des républiques.

En Extrême-Asie, un seul pays a réussi à se faire de l'État une conception nette, c'est la Chine, mais le fondement de l'État y est la puissance patriarcale de l'empereur; et c'est pourquoi ni la Chine, ni le Japon, tant qu'il l'a imitée, ne purent échapper à ce double danger : les caprices du souverain rendus pires par les intrigues de harem, l'anarchie résultant de ce fait que la constitution de l'État était assez développée pour paralyser la volonté du maître et pas suffisamment pour fonctionner sans cette volonté. Quant aux autres peuples de l'Orient propre, encore que sous de certains rapports leur système d'administration se soit amélioré, non seulement ils n'ont pas fait progresser la notion de l'État qu'avaient eue les empires de l'antiquité, mais encore ils l'ont obscurcie en y mêlant des idées empruntées à leurs diverses religions ou à la féodalité.

*
* *

L'origine et les premiers développements des sociétés asiatiques et des sociétés européennes, issues également des sociétés de l'Asie antérieure, furent les mêmes. Mais leurs divergences apparu-

rent à l'époque où dans les deux parties du vieux continent l'organisation sociale, fondée sur la conquête, se présentait avec des inégalités terribles.

L'esclavage semble aussi ancien que les sociétés humaines; l'homme a toujours abusé de sa force pour réduire en servitude quiconque ne pouvait lui résister. Ce qu'avait fait l'individu, les tribus et les peuples le firent aussi, condamnant leurs prisonniers de guerre à de pénibles travaux. Mais au cours des derniers siècles de l'ère ancienne, l'esclavage devint moins général et moins rigoureux dans les États de l'Asie, tandis qu'il s'aggrava dans le bassin de la Méditerranée. En effet, les États asiatiques, composés depuis longtemps d'éléments multiples, avaient cherché et en partie réussi à fondre ou tout au moins à unir ces éléments; de plus, leurs gouvernements despotiques étaient hostiles aux classes privilégiées. Au contraire, les petites républiques phéniciennes, grecques et italiennes de la Méditerranée, qui comprenaient un nombre restreint de citoyens égaux et de même origine, ne purent s'assimiler les masses énormes d'étrangers que leur supériorité militaire leur permit brusquement de conquérir, elles les réduisirent en esclavage. Les gens du peuple, qui dans toutes ces républiques devinrent avec le temps les maîtres, furent grisés de la richesse et de la puissance que leur donna l'achat de prisonniers de guerre; entre eux et les prisonniers ils ne voulaient, ils ne pouvaient reconnaître d'autres relations que celles de maître et d'esclave.

Pour faire comprendre l'influence que ces orga-

nisations sociales différentes eurent sur l'évolution postérieure des sociétés asiatiques et européennes, nous comparerons Rome à l'Inde.

La population de Rome était de fait divisée en deux grandes classes : les citoyens et les esclaves. Les citoyens étaient individualistes puisqu'ils possédaient, qu'ils votaient, qu'ils gouvernaient. Mais on peut dire sans paradoxe que les esclaves l'étaient plus encore; la servitude, qui les avait dépouillés de tout droit, les avait aussi délivrés de tout devoir; pour eux il n'existait plus de religion, plus de patrie, plus de classe sociale, plus de famille. Sans doute l'esclave était forcé de se soumettre à son maître, mais ce maître, il le haïssait; ce maître, il avait le droit de le hair puisque entre eux, et de par la volonté même du maître, n'existait aucun lien moral. Il n'était pas non plus de solidarité entre des compagnons de misère pris dans des classes et des pays différents, fréquemment vendus et revendus, et qui d'un jour à l'autre pouvaient recevoir leur liberté. Nietsche a donc tort d'opposer la morale des maîtres et la morale des esclaves; en vérité, la morale des maîtres, c'est la révolte des esclaves qui l'a faite.

Certes le régime de l'Inde était moins odieux et, près du sort de l'esclave, le sort de l'homme de basse caste semblait doux, qui avait une femme, des enfants, la liberté, son métier et même le monopole de son métier. Mais combien les inégalités de l'organisation indienne devaient être plus durables que celles de l'organisation romaine qui ne pouvait longtemps infliger à des centaines de mil-

liers d'esclaves le joug de quelques milliers de citoyens! Et combien ces inégalités étaient propres à tuer l'individualisme au lieu de l'exaspérer comme la servitude romaine! Les membres des castes infâmes n'appartiennent-ils pas à des races inférieures même physiquement? L'endogamie n'exagère-t-elle pas toujours leur infériorité? Ne professent-ils pas la même religion que les brâhmanes et cette religion ne leur montre-t-elle pas leur déchéance comme le résultat de crimes commis dans des vies antérieures, ne leur promet-elle pas dans une vie future un rang plus élevé en récompense de leur soumission dans celle-ci?

L'opposition qui tendait à se créer au début de l'ère moderne entre les sociétés asiatiques et les sociétés européennes fut retardée par la décadence de tous les États du vieux continent, la disparition progressive de l'esclavage en Europe, l'invasion des barbares, l'établissement de la féodalité, qui, tout en développant l'individualisme chez les nobles, a dans le peuple substitué ou superposé aux anciennes formations sociales la formation nouvelle du servage moins rigoureux que l'esclavage mais plus général, plus durable et favorable au communisme autant que l'esclavage l'était à l'individualisme.

Cependant l'opposition ancienne ne tarda pas à reparaître et même à s'accuser. En Asie, les nouveaux États continuant les anciens, les institutions sociales restèrent, pour une grande part, celles d'autrefois, par suite communautaires. En Europe, où s'étaient fondés des États nettement distincts de

ceux de l'antiquité, où les conquérants, Germains ou Slaves, avaient leurs traditions personnelles, il se créa progressivement des institutions nouvelles que l'influence du christianisme, des mœurs germaniques et des lois républicaines de l'antiquité, puis les révolutions, le développement de l'instruction et de la richesse ont rendues au dix-huitième et au dix-neuvième siècle de plus en plus individualistes et démocratiques.

*
* *

Dans tous les pays la famille semble s'être constituée de la même manière; il n'y a aucune différence à signaler sous ce rapport entre les mœurs des peuples primitifs de l'Asie et de l'Europe. Mais dans l'une et l'autre partie du vieux continent l'évolution de la famille n'a pas été la même.

Grâce à leur civilisation millénaire, qui avait favorisé le développement de l'individualisme, l'Égypte et la Babylonie de l'époque historique nous apparaissent avec une organisation familiale affaiblie. Les mœurs de ces pays antiques se répandirent dans le bassin de la Méditerranée, en Grèce, puis à Rome. Un coup durable y fut porté à la famille par l'extension de l'esclavage, qui enlevait à des millions d'hommes le droit d'avoir une famille; plus tard les esclaves affranchis formèrent la masse des citoyens, or ils n'avaient plus de tradition familiale. Les invasions des barbares produisirent le même résultat : les citoyens romains, à leur tour vaincus, furent réduits à une condition infé-

rieure ou même condamnés à la servitude; ce fut seulement dans le midi de la France et en Italie que subsista, mais affaibli, l'ancien droit familial romain. D'autre part la famille germanique, déjà moins forte que la famille romaine, perdit encore de sa cohésion par suite des invasions et de l'influence de la corruption antique, puis de la féodalité. Tout en proposant aux hommes le type le plus pur et le plus noble de la famille qu'ils aient conçu, le christianisme n'en fit pas, comme les religions anciennes, le fondement de la société et le but de la vie; il n'impose pas des devoirs, il ne promet pas le salut éternel ou la réprobation éternelle à la collectivité familiale, mais à chaque individu pris isolément; anathème au fils de famille qui assassinerait l'ennemi de son père; anathème au chef de famille qui pour maintenir la dignité de sa maison imposerait à son fils le suicide, tuerait sa fille enfant ou, grande, la vendrait à une maison de débauche ou seulement épouserait plusieurs femmes pour avoir un héritier.

Par contre l'influence des anciens empires ne s'étant fait sentir que d'une manière intermittente et indirecte dans la Chine et dans l'Inde, leur conception de la puissance paternelle n'en fut pas affectée, encore que les comédies composées dans l'Inde au septième et au huitième siècle nous y révèlent une décadence temporaire de toutes les formations sociales. Aussi jusqu'au dix-neuvième siècle les États de l'Extrême-Asie ont-ils continué à ne pas reconnaître d'individus, mais seulement

des familles dont le chef est responsable pour la bonne conduite de tous les membres. Cette conception a son fondement dans la religion. Le shintô, le confucianisme, l'hindouisme ne permettent pas à l'individu de faire son salut tout seul; en continuant le culte des ancêtres il assure leur salut et ses descendants assureront son salut en l'associant à ce culte. La seule religion de l'Extrême-Orient qui ait tenté de permettre le salut individuel fut le bouddhisme, mais cette tentative fut faible, puisque le bouddhisme ne s'adresse qu'aux moines et qu'il admet la métempsycose.

Dans les pays musulmans, qui ont hérité de la culture de l'Arabie, de la Perse, de la Grèce, de Rome et par elles de la culture des anciens empires, l'organisation familiale est moins puissante; elle a néanmoins conservé un caractère patriarcal.

Entre la famille asiatique et la famille européenne l'antinomie n'est cependant pas aussi profonde qu'elle le semblerait au premier abord. Pour les mêmes raisons qui ont rendu les sociétés de l'Europe traditionalistes et communautaires au moyen âge et sous la monarchie absolue, la constitution de la famille européenne, ébranlée à l'époque de la décadence romaine et des invasions barbares, se fortifia d'abord, puis se conserva très forte jusqu'au dix-huitième siècle; d'autre part, la famille asiatique actuelle perd de sa cohésion, non pas seulement sous l'influence de l'Europe mais par l'effet d'une lente évolution qui lui est propre. Le droit hindou y a reconnu trois étapes : dans la première le père était propriétaire

absolu de ses biens, comme de ceux qu'avaient gagnés tous ceux qui habitaient sous son toit et ses enfants vivant hors de sa maison; dans la seconde le père et les enfants étaient copropriétaires; dans la troisième apparut la propriété individuelle reconnue par la loi, mais de fait peu répandue jusqu'à la transformation accomplie par la domination anglaise.

* * *

En Asie, le traditionalisme ne s'est pas seulement marqué dans les formations politiques et sociales, on peut dire qu'il y pèse sur l'ensemble de la civilisation. Il apparaît dans les vieilles maisons, les vieux costumes, les rites, l'horreur de toute innovation matérielle, il apparaît dans l'art, qui a ses *canons;* la littérature, qui a ses *genres;* la philosophie, qui est purement déductive; la science, qui se borne à cataloguer dans de vastes encyclopédies les connaissances précédemment acquises. Il apparaît surtout dans ce pessimisme fataliste, qui fait des hommes vivants les victimes respectueuses d'un passé à la fois saint et odieux. Qu'on lise un livre d'histoire, un roman indien, chinois ou japonais, la donnée en est toujours la même : des hommes criminels malgré eux parce qu'ils portent la peine des crimes commis par leurs ancêtres ou par ceux dont les âmes se sont réincarnées en eux. Ce qui est vrai de l'individu l'est aussi de la société tout entière. Dans nos sociétés anarchiques de l'Europe moderne, beau-

coup cherchent, avec raison d'ailleurs, un appui dans la tradition oubliée, rappelant à ceux qui se glorifient de leur ignorance du passé que de toutes manières ce passé vit autour d'eux, vit en eux, et que, s'ils ne le connaissent, ils ne peuvent comprendre ni les êtres et les choses qui les environnent, ni leur propre esprit et leur propre cœur. Mais tout aussi grands sont les dangers d'un traditionalisme exclusif. Condamner l'individualisme, c'est condamner le progrès, condamner l'émancipation morale, river l'homme aux faiblesses, aux fautes, aux crimes même de ses ancêtres. Le christianisme n'a pas accompli d'œuvre plus belle et plus utile que d'affranchir l'individu de la solidarité terrible à laquelle les religions antiques le condamnaient. Cette libération que le Dieu mort sur la croix devait donner aux hommes, tous les mystères antiques l'avaient avec angoisse réclamée. Eschyle la pressentait dans son Orestie : en face des Erinnyes que l'odeur du sang fait aboyer comme des chiens, Apollon et Pallas se dressent pour défendre un assassin digne de pardon. « Quoi, s'écrient les déesses de la nuit, de nouvelles lois bouleverseraient le monde, notre courroux ne poursuivrait plus le criminel ». Mais quand l'aréopage a prononcé sa sentence d'acquittement les Euménides vaincues s'enfermant dans leur temple souterrain font ce vœu que « pour venger un meurtre jamais ne se lève plus un meurtrier ». La volonté des *dieux nouveaux* a rendu aux morts avec l'oubli la douce paix de la mort, rendu avec la liberté la vie sainte aux vivants.

IV

Après avoir étudié séparément les caractères qu'ont donnés aux sociétés asiatiques d'une part la persistance de la barbarie, d'autre part le traditionalisme exagéré de leur culture séculaire, nous rechercherons les caractères produits par l'action que ces deux tendances ont exercée l'une sur l'autre.

Il en est résulté deux séries de phénomènes : des phénomènes d'union, des phénomènes d'opposition.

Comme un exemple saisissant de l'union d'une haute civilisation et de la barbarie, nous pouvons citer le bouddhisme lui-même, qui a imaginé la doctrine subtile et profonde du *karma* pour expliquer et justifier cette grossière superstition des sauvages qu'est la métempsycose. Et nous pourrions citer aussi l'ancien *bushidô* des Japonais, où un confucianisme austère, égal au stoïcisme, le plus noble esprit chevaleresque, la plus vigoureuse philosophie rationaliste, la plus belle conception des devoirs civiques qui se puissent imaginer étaient mis au service de la vendetta et du culte du dieu féroce Hachiman, qui réclame des sacrifices humains.

Sans doute ce n'est pas en Asie seulement que la philosophie a couvert de ses raisonnements les

plus subtils et la poésie de ses images les plus brillantes des traditions fondées sur les coutumes barbares des âges disparus; sans doute aussi — et cela en Asie comme en Europe — on a vu de vieilles traditions barbares transformées, épurées par l'œuvre des générations jusqu'à devenir le fondement de pratiques saines, morales et même sublimes, mais c'est dans l'Asie seulement que l'on pourrait retrouver la barbarie et la civilisation aussi étrangement fondues.

Plus nombreux et plus importants encore sont les phénomènes d'opposition.

Les différents éléments dont la réunion constitue la civilisation se formant par sélection, dans toute société il y a inégalité et diversité de culture entre les classes et tel était surtout le cas dans les sociétés anciennes, où la richesse et l'instruction n'étaient pas répandues. Mais les contrastes que nous pourrions signaler dans l'Europe actuelle ou même dans l'Europe de l'ancien régime sont peu de chose près de ceux qui nous frappent en Asie. Dans l'Inde, par exemple, non seulement les Hindous et les Musulmans ont des civilisations complètement différentes, mais chaque grande caste hindoue a par le fait sa culture particulière. Et c'est pourquoi à côté de certains brâhmanes de haute caste, qui sont des savants et des sages, on y trouve des râjput chevaleresques et courageux, mais pleins des préjugés d'une noblesse qui touche à la barbarie et des Santals jouissant paisiblement de par la loi civile et religieuse et depuis des siè-

cles d'une sauvagerie idyllique qui rappelle celle de l'Afrique centrale. En Chine, on trouve des Miao demi-sauvages et des mandarins à l'esprit contourné se plaisant aux petits vers, aux jeux de mots, à ces jardins en zigzags où des arbres nains, tordus, se dressent au milieu de pierres choisies avec soin parmi les plus bizarres.

V

Jusqu'ici nous avons ramené à une seule cause toutes les différences existant entre la civilisation asiatique et la civilisation européenne; cette cause est la persistance en Asie des invasions des barbares refoulés par les empires de l'antiquité dans les grandes plaines de la Mandchourie, de la Sibérie et du Plateau Central; ces invasions ont produit sur la civilisation asiatique deux résultats différents : la semi-barbarie du peuple sans cesse mêlé à de nouveaux nomades et des dynasties sorties de ces nomades; l'excès du traditionalisme dans les classes cultivées soucieuses de défendre la civilisation du passé contre la demi-barbarie du peuple et des grands.

Nous ferons maintenant intervenir deux autres causes que nous avons déjà signalées : le manque d'homogénéité des nations asiatiques, l'absence de relations suivies entre ces nations.

La première de ces causes se rattache intime-

ment au dernier point que nous venons de traiter, la juxtaposition chez les peuples de l'Asie de la barbarie et de la civilisation. Mais les grandes inégalités existant dans la culture de leurs différentes classes ne sont pas la seule raison de leur manque d'homogénéité; nous en avons déjà indiqué une autre, la trop grande étendue des unités géographiques.

Peut-être aussi les groupements ethniques de l'Asie sont-ils trop anciens, les nouveaux peuples s'y étant formés dans les mêmes régions que ceux de l'antiquité, dont ils ont adopté le nom, la langue et les mœurs. Avec le temps les raisons qui avaient produit la constitution de ces groupements ont disparu et les liens qui les unissaient se sont relâchés; par les mots d'Inde et de Chine nous entendons moins des nations que des civilisations. Aussi dans l'intérieur de ces grands groupements s'en est-il formé de plus petits tout autrement homogènes et vivaces : tels dans l'Inde les Bengalis, les Râjput, les Marâthes, etc.; dans l'empire chinois les Cantonais, les Chinois du centre, les Chinois du nord, sans parler des peuples restés étrangers à la civilisation chinoise, et ces petits groupements hostiles les uns aux autres contribuent à augmenter l'hétérogénéité des nations asiatiques.

Aussi, à l'exception du Japon, qui, grâce à sa situation insulaire, a connu une évolution analogue à celle des États européens, ne trouvons-nous pas en Asie de ces belles unités de peuple que nous admirons en Europe. L'Angleterre, la

France, l'Espagne, la Hollande, même l'Allemagne et l'Italie si tardivement unifiées, même la Russie, où la centralisation est d'origine récente, même la Pologne aujourd'hui démembrée se présentent à nous comme des individus ayant un caractère, une mentalité propre qui se révèle dans tous leurs actes, leurs guerres, leurs révolutions, leurs lois, leurs procédés d'administration, de commerce, d'agriculture, d'industrie, leurs poèmes, leurs livres, leurs monuments, leurs œuvres d'art.

Il y a une histoire de la France parce que pendant des siècles une seule dynastie y a poursuivi un seul but qui était de créer l'unité nationale par la conquête de toutes les régions constituant la France géographique, l'imposition aux régions conquises d'institutions, de mœurs et d'une langue communes. Il y a une histoire de l'Espagne parce que pendant cinq siècles les descendants chrétiens des Goths et des Ibères luttent contre les Maures, que ces cinq siècles de luttes les unissent si bien et les rendent si forts qu'ils tentent et réussissent en partie la conquête de l'Europe et du monde, puis que, vaincus par l'exagération même de leur ambition, ils disputent pied à pied chaque région de leur empire bientôt morcelé aux ennemis du dedans et du dehors.

Et, comme il y a une histoire de France, une histoire d'Espagne, une histoire d'Angleterre, une histoire d'Allemagne, il y a une histoire de la littérature et de l'art français, des histoires de la littérature et de l'art espagnol, anglais, allemand. C'est que la langue, le style, les idées s'y dévelop-

pent normalement par suite de leur évolution propre et sous l'influence de l'évolution générale. Il est à la fois logique et naturel que l'art et la littérature de la Renaissance française succèdent a ceux du moyen âge, comme il est logique et naturel que la monarchie de François Ier et d'Henri II succède à celle de Charles VII et de Louis XI. Descartes et Corneille continuent la Pléiade, Montaigne et Rabelais, comme Henri IV et Richelieu continuent François Ier. La littérature de l'âge de Louis XIV complète celle de l'âge de Louis XIII comme l'autocratie du grand roi complète l'œuvre de ses prédécesseurs, le dogmatisme philosophique de Voltaire et des encyclopédistes succède au dogmatisme religieux de Bossuet quand le principe de la raison d'État succède au principe du droit divin. La Révolution, la Restauration, le règne de Louis-Philippe, le second empire, la troisième République marquent autant de phases distinctes de l'évolution politique et sociale de la France ; le romantisme, le libéralisme doctrinaire, le naturalisme marquent des phases analogues dans son évolution intellectuelle.

Au contraire il n'y a pas d'histoire de l'Inde au propre sens du terme. Toujours les différents peuples de la péninsule se combattent les uns les autres ou, s'ils cherchent à repousser les invasions étrangères, c'est individuellement, jamais ils ne s'unissent pour faire des conquêtes, pour imposer leur civilisation ou même pour défendre leur territoire, leurs lois et leurs croyances; les grandes dynasties indiennes sont étrangères et poursuivent

leurs ambitions propres en dehors des intérêts de l'Inde ou même contre ses intérêts; on trouve dans la péninsule nombre de religions, de philosophies, de littératures, d'arts indépendants et hostiles, pas une fois, au moins dans l'ère moderne, un grand mouvement n'entraîne le pays tout entier, donnant à tous les habitants en même temps les mêmes idées et les mêmes sentiments.

Sans doute la Chine est moins hétérogène que l'Inde, mais peut-on parler d'une histoire de la Chine, comme on parle d'une histoire de la France? Des nombreuses dynasties impériales combien y en a-t-il qui soient vraiment chinoises? Voyons-nous aucune de celles-ci tendre pendant des siècles à un but déterminé, soit dans la politique intérieure, soit dans la politique extérieure? La Chine a eu de grands conquérants, mais presque à la façon des Turcs et des Mongols; il ne semble pas que ses hommes d'État aient travaillé d'une manière continue à lui donner des frontières géographiques précises. La Chine a eu de grands législateurs, de grands administrateurs et de grands centralisateurs, mais sous aucune dynastie le gouvernement chinois ne paraît avoir systématiquement poursuivi l'établissement progressif d'un système déterminé de législation ou d'administration, encore que la persistance des traditions confucianistes ait donné à l'ensemble de sa politique une incontestable unité.

Pareil manque de précision ôte à l'histoire de l'Asie beaucoup de son intérêt. L'on n'y voit point de grands duels de peuples comme celui de la

France contre l'Angleterre, puis contre la maison d'Autriche et l'Allemagne, de meurtre national comme le démembrement de la Pologne. Et l'on n'y voit pas non plus la lutte du génie chinois et du génie persan, du génie indien et du génie japonais, comme nous voyons en Europe se combattre d'une manière générale le génie latin et le génie germanique, d'une manière particulière le génie de l'Italie et celui de l'Allemagne, le génie de la France et celui de l'Angleterre, si bien qu'il est peu de monuments dans aucun pays qui ne porte plus ou moins la trace d'un pareil conflit. Il nous faut néanmoins tenir compte de nos préjugés et de notre ignorance, l'histoire de l'Asie se présenterait à nous avec une vie, un relief tout autres si nous la connaissions plus exactement, que nous comprissions mieux ce que nous en savons et si nous parvenions à partager les sentiments que nous y décernons. Dans les luttes des Chinois contre les Mongols et les Mandchous il y a des épisodes héroïques et le morceau que Wen tien siang (1235-82), vaincu par les Mongols, écrivait dans sa prison, est égal aux plus belles pages que le patriotisme ait inspirées à aucun Européen. Cependant dans l'ensemble l'antinomie que nous avons marquée entre les civilisations des deux parties du vieux continent est incontestable.

*
* *

En dépit de sa diversité la civilisation de l'Europe est une; ce qui en fait la beauté plus encore

que le violent antagonisme des peuples qui la composent, c'est leur solidarité ; tous sont chrétiens, tous imbus de la civilisation gréco-latine et des traditions slavo-germaniques. Parfois tous se sont unis comme aux Croisades, il n'est pas d'époque où plusieurs d'entre eux n'aient noué des alliances; l'histoire d'aucun d'eux ne pourrait se comprendre sans la connaissance de l'histoire des autres. Chez tous se sont produits simultanément, ou presque, les mêmes mouvements religieux, politiques, sociaux, littéraires, artistiques, philosophiques, scientifiques. Encore que les génies de ces peuples se soient combattus sans relâche, il n'est aucune tendance artistique ou littéraire qui ait été représentée exclusivement par un seul d'entre eux : les romantiques français, italiens, allemands, anglais ne se sont-ils pas unis pour faire front aux classiques d'abord, aux naturalistes ensuite, quel que fût le pays d'origine des uns et des autres? On ne pourrait écrire l'histoire du Cartésianisme, qui est d'origine française, sans parler de Leibniz et de Spinosa, ni celle du sensualisme, qui est d'origine anglaise, sans mentionner Condillac. Entre les savants l'union est encore plus étroite; il n'y a pas de science anglaise, de science allemande, de science française, il n'y a qu'une science européenne.

En Asie, au contraire, cette solidarité n'existe pas. Sans doute les différents peuples de l'Asie n'ont pas vécu indépendamment les uns des autres comme on l'a cru longtemps; il n'y est pas de pays où n'ait pénétré le bouddhisme et le Japon est le

seul où n'ait pas pénétré l'islam ; on suit la marche de l'art gréco-bouddhiste à travers l'Asie entière jusqu'au Japon. Mais ce furent là des infiltrations lentes qui parfois ont demandé des siècles. Si les invasions des Mongols mirent rapidement en contact les différents peuples de l'Asie, en dépit de leur bonne organisation militaire et de leur faculté d'assimilation, les Mongols étaient des barbares.

C'est pourquoi, pas plus que l'histoire politique, l'histoire de la civilisation ne présente en Asie cette vie intense que nous lui trouvons en Europe. Et ce manque de vie y fut une nouvelle cause de l'absence de cet individualisme ardent, exalté que suscite le conflit des besoins et des croyances.

VI

Les divergences que nous venons d'étudier font apparaître la civilisation asiatique du dix-huitième et du dix-neuvième siècle comme très inférieure à la civilisation européenne ; mais avec ces divergences n'en existerait-il pas d'autres qui la rendraient par de certains côtés égale ou supérieure à cette dernière ?

L'étude complète de cette question, qui présente plus d'intérêt pour l'avenir que pour le passé, fera l'objet de la conclusion de cet ouvrage. Nous devons ici nous borner à un aperçu très général.

Occupons-nous d'abord de ces traits du caractère asiatique qui sont dus à la persistance de la barbarie. Tout n'est pas progrès dans la civilisation, tout n'est pas horreur dans la barbarie. Physiquement et moralement l'homme civilisé tend à s'affranchir toujours davantage de l'état de nature, mais il ne doit pas le faire tant qu'il devienne en quelque sorte un être contre nature; et l'on peut se demander si dans les plus vieilles nations de l'Europe la conception que beaucoup se font de la vie n'a pas déjà quelque chose de malsain et de factice.

L'Asie renferme tant de races dont la culture est à peine ébauchée que pour des siècles elle ne court aucun danger sous ce rapport. Dans tous les pays qui la forment le peuple s'est gardé sain physiquement et moralement, sobre, dur au travail, docile et courageux, ces vertus donneront aux masses asiatiques de grands avantages dans la lutte pour la vie. Et ce qui est vrai de leur caractère l'est aussi de leur esprit. Restées en contact avec la nature par le fait de leur pauvreté, elles se plaisent à ce contact par le fait de leur demi-barbarie. Les hautes classes de l'Asie, qui sont civilisées au point de le paraître trop, n'échappent pas à l'influence populaire et c'est pourquoi au milieu de leur littérature et de leur art conventionnels on retrouve cette fraîcheur, ces notations spontanées qui font le charme et le succès de l'*ukiyoe*. Que sera-ce donc quand le peuple enfin éduqué pourra produire à son tour? Les qualités qui font le savant ne sont pas si différentes de celles qui font l'artiste

véritable. La pensée s'énerve à suivre toujours les mêmes voies; et, si l'on ne comprend pas la science sans l'observation, l'attention et la méthode, qualités des peuples civilisés, on ne la comprend pas non plus sans cette spontanéité, cette curiosité naïve, cette sincérité libre de tout préjugé, de tout procédé, cette vivacité de l'imagination qui sont les qualités par excellence des peuples à peines policés. Assurément, ces qualités, les Asiatiques les perdront avec le temps, mais bien des siècles s'écouleront avant que les descendants des huit cent millions d'asiatiques d'aujourd'hui les aient toutes perdues.

Passons maintenant à ces qualités qui sont dues à l'ancienneté de la civilisation, c'est-à-dire au traditionalisme et au caractère communautaire des sociétés asiatiques.

Il n'est pas de domaine où les avantages de la civilisation soient aussi étroitement liés à ses désavantages que dans le développement de l'individualisme. L'indépendance de l'individu, l'originalité de son imagination, l'exubérance de son tempérament, la force de son caractère, voilà peut-être les principaux éléments du progrès; les restreindre, les détourner d'aucune manière, c'est empêcher une découverte de la science, une vision de l'art, une conquête de la pensée, un progrès moral ou social. Mais, d'autre part, laisser pleine liberté aux individus, c'est ramener l'anarchie, c'est rendre inutiles et les visions de l'art, qui pour les exprimer a besoin du secours de la tech-

nique créée collectivement; et les conquêtes de la pensée, qui veulent la base d'un corps de doctrines élaborées par la tradition, le contrôle de nombreuses intelligences rendues par un enseignement similaire capables de refaire elles-mêmes ces conquêtes; et les découvertes de la science, qui, sorties des expériences de milliers de savants, ne s'appliquent que par les efforts coordonnés de centaines de milliers de travailleurs; c'est surtout mettre en péril la morale, la société elles-mêmes, qui trouvent leur plus solide appui dans la discipline imposée à l'esprit par la tradition, au caractère par l'habitude et dans la spontanéité toute réflexe que peut seul produire l'instinct.

Aussi l'organisation communautaire des sociétés asiatiques leur est-elle une force autant et plus même qu'une faiblesse. Sans doute cette organisation ne pourra résister à la désagrégation que produisent la disparition des anciennes formations sociales et les nouvelles conditions de vie amenées par le renouvellement de la civilisation matérielle; on peut déjà suivre les progrès de cette désagrégation au Japon, dans l'Inde et dans les communautés chinoises des colonies européennes. Les Asiatiques n'en conserveront pas moins pendant des siècles une forte constitution familiale, des mœurs saines, un profond sentiment des devoirs de l'individu envers la société.

VII

Nous voyons donc que dans l'ensemble il n'existe pas de divergences foncières entre les deux grandes branches de la civilisation asiatico-européenne. Sans doute du seizième au dix-neuvième siècle la civilisation de l'Asie et celle de l'Europe ont présenté de profonds contrastes, mais les grandes lignes de leurs évolutions furent cependant les mêmes et le retard de l'une sur l'autre est peu considérable. D'autre part, leurs contrastes sont destinés à s'effacer parce que, les barbares se civilisant, la demi-barbarie des peuples asiatiques est destinée à disparaître et avec elle le traditionalisme passif, qui se produisit par réaction contre elle, comme aussi parce que, grâce aux progrès de la richesse et de la science, la configuration géographique de l'Asie a cessé de nuire à son développement.

TROISIÈME PARTIE

LA CONQUÊTE DE L'ASIE PAR L'EUROPE

A. — L'INFLUENCE RÉCIPROQUE DES DEUX CIVILISATIONS

I

La troisième partie de cette introduction a pour but de montrer comment, rendue semblable à l'Europe par les convergences mais inférieure à elle par les divergences de leurs civilisations, l'Asie devait être conquise puis transformée par l'Europe.

Nous examinerons d'abord les relations morales de l'Europe et de l'Asie, puis nous traiterons de leurs rapports politiques.

La scission qu'avait produite entre les deux civilisations du vieux continent l'occupation de l'Asie antérieure par les Turcs et les Mongols ayant cessé avec l'établissement de communications maritimes régulières et l'extension russe en Sibérie, l'influence de l'Europe plus développée s'imposa bientôt à l'Asie et ne cessa d'augmenter du seizième au dix-neuvième siècle; cette influence se

manifesta d'une manière différente dans les pays de l'Asie antérieure, dans les pays de l'Extrême-Asie et dans les colonies européennes.

Nous ne pouvons que signaler la diffusion de la culture occidentale dans l'empire ottoman et en Perse; l'histoire en serait trop longue et ne se rapporterait qu'indirectement aux événements dont nous devons traiter. L'influence de l'Occident sur l'Extrême-Asie fait l'objet même de cet ouvrage. Nous avons déjà exposé dans le tome consacré aux Tokugawa les progrès de la science européenne au Japon et nous consacrerons au même sujet un chapitre du présent volume. Nous avons également raconté dans le tome III les efforts que firent les missionnaires et particulièrement les jésuites pour initier les empereurs Ming et Mandchous aux sciences occidentales. Nous nous bornerons donc à rappeler les noms des pères Ricci (1552-1610), Schall († 1666), Gerbillon (1634-1707), Bouvet (1662-1732), Thomas, Pereira, Brocart, Le Gobien (1653-1708), Gaubil (1689-1759), etc. Sans doute ces pères et leurs successeurs ne réussirent pas à rien changer aux mœurs et aux croyances de la Chine, mais ils y répandirent la science de l'Europe et même le goût de son art; c'est ainsi que l'empereur K'ien lung fit exécuter seize dessins représentant sa campagne de 1759 contre les Eleuthes par les missionnaires qui se trouvaient à sa cour.

Dans les colonies européennes l'histoire des progrès de la civilisation occidentale se confond presque avec l'histoire politique. Nous ferons

seulement quelques remarques sur le développement moral de l'Inde. La civilisation musulmane, toute imprégnée de traditions juives, chrétiennes et gréco-latines, et continuellement influencée par la civilisation occidentale, avait préparé pendant des siècles la pensée indienne à subir l'influence de cette dernière. L'hindouisme se rapprocha du christianisme par l'intermédiaire de l'islam : Svâmi Nârâyana (1780-1829), tout en conservant le polythéisme, ne voyait déjà plus dans les dieux que des émanations de Krishna; Râm Mohan Rai (1774-1833), le célèbre fondateur du Brâhma Samâj (1830) se rallia expressément au monothéisme. Dans le Bengale le goût de la culture européenne se répandit si rapidement qu'en 1834 la *société des livres* de Calcutta vendait 31 500 livres anglais contre 52 livres arabes ou sanscrits, que le plus grand poète bengali Madhu Sudan Datta (1824-73), après avoir débuté par la publication de vers imités de Byron, composa sur le modèle de l'Iliade son épopée *Meghanâd Badh* inspirée par le *Râmâyana* de Vâlmîki, qui lui-même avait peut-être connu le poème d'Homère.

II

Si l'Europe ne subit pas directement l'influence de l'Asie, elle prétendit en étudier la civilisation d'une manière systématique.

C'est d'abord par son art que l'Orient se fit connaître. Le goût de la soie et de la porcelaine mirent la Chine à la mode : on lui acheta des étoffes et des vases, on lui en fit fabriquer sur des modèles européens, puis on commença de copier ses produits. L'architecture s'inspira aussi de modèles chinois : le *Trianon de porcelaine* et Marly se composaient de pavillons polychromes. Comme on découvre une influence générale de l'Orient dans la baroque, on trouve une influence directe de la Chine dans le rococo, qu'il s'agisse d'architecture et du Zwinger de Dresde, du palais de Pillnitz ou qu'il s'agisse du mobilier; en 1750, Chippendale faisait déjà des meubles chinois, bientôt il y eut des pièces chinoises dans tous les châteaux et les hôtels de France, d'Angleterre et d'Allemagne, Watteau et Huet en décorèrent plusieurs de manière exquise; Boucher et ses émules firent des cartons pour des tapisseries à sujets chinois. Le bibelot de l'Extrême Asie était à la mode. Les produits des autres parties de l'Orient ne tardèrent pas à se répandre : cachemires et mousselines de l'Inde, faïences persanes et turques. Dans les parcs de l'Allemagne, à Wilhemshöhe, à Schwetzingen par exemple, on trouvait, à côté de ruines du moyen âge, de temples grecs, d'antres sybillins et de tombeaux de Virgile ou de Rousseau, des mosquées, des pagodes, des tours du dragon, des villages orientaux.

Les ouvrages des voyageurs, des fonctionnaires de l'Inde, des missionnaires, surtout des jésuites de Pe king, éveillaient chez les esprits cultivés une

grande curiosité des êtres et des choses de l'Asie. Anquetil Duperron (1731-1805) rapporta en 1762 de l'Inde, traduisit et publia en 1771 le *Zend-Avesta;* Sir W. Jones (1746-94), fondateur en 1784 de la Société asiatique de Calcutta, et Colebrooke (1765-1837) commencèrent l'étude du sanscrit, dont Bopp (1791-1867) publia en 1834 la grammaire critique; Marracci (1612-1700) traduisit en latin (1698), Sale (1690-1736) en anglais (1734) le *Coran*, dont le texte fut imprimé à Saint-Pétersbourg en 1787. Les français du Halde (1674-1743), Sonnerat (1749-1814) (ce dernier également connu pour ses relations sur l'Inde), les anglais Sir G. Leonard Staunton (1737-1801) et Sir G. Thomas Staunton (1781-1859), le hollandais Braam Houkgeest (né en 1739), donnèrent sur la Chine des ouvrages documentés. Intorcetta (1625-96) et Noël (1651-1729) traduisirent les *Classiques* en latin, le premier en 1662, 1669 etc., le second en 1711. Gaubil (1689-1759) fit une traduction française du *Shu-King* qu'édita en 1770 Joseph de Guignes (1721-1800), l'auteur de l'*Histoire générale des Huns, Tartares* etc. (1756-58). En 1727 parut le livre posthume de Kämpfer, son histoire anglaise du Japon et du Siam. J. Amiot (1718-94) fit imprimer de nombreux mémoires sur la Chine et les pays adjacents. (1)

(1) Conf. au sujet des études et de l'influence chinoises la belle communication de M. Henri Cordier sur *la Chine en France au dix-huitième siècle*, dans la séance de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres du 20 novembre 1908 et son article de la Grande Encyclopédie.

Les ouvrages didactiques écrits en Europe au dix-huitième siècle, l'*Esprit des lois* entre autres, prouvent qu'on y connaissait assez bien l'histoire et l'organisation des principaux États de l'Asie, encore qu'on les jugeât sans beaucoup de critique. Les philosophes, Voltaire tout le premier dans l'*Essai sur les mœurs*, présentent le gouvernement chinois comme un modèle : le clergé n'y est ni puissant ni estimé, l'autorité n'y appartient pas de fait à l'empereur mais à des conseils, qui se surveillent les uns les autres, le recrutement des membres des conseils et des fonctionnaires se fait par des examens. Il n'est pas douteux que cette conception du gouvernement chinois a contribué à donner à des hommes comme Sieyès l'idée de constitutions où toutes les autorités seraient impersonnelles et à faire établir en France d'abord, puis dans les autres États de l'Europe le système des examens. De même, bien que mal comprises encore, les religions orientales exercèrent une puissante action sur les esprits qui se laissaient gagner au romantisme : le Nirvâna tenta Gœthe et dès 1819 Schopenhauer publia son ouvrage *Du Monde comme vouloir et perception*, qui est tout bouddhiste. Nous ne pouvons rappeler ici les progrès des sciences orientales au cours du dix-neuvième siècle, les noms des grands savants qui les ont développées, les noms des grands poètes, des grands littérateurs, des grands artistes qui s'en sont inspirés.

Ainsi l'influence de l'Asie ne cessa de s'étendre en Europe : à la curiosité succéda l'admiration, au goût des bibelots et des gravures de l'Orient le

désir d'en connaître les langues, l'histoire et les mœurs, le besoin chaque jour plus grand d'en pénétrer les religions et les philosophies.

B. — LA CONQUÊTE DE L'ASIE PAR L'EUROPE

I

Ni la curiosité scientifique, ni les relations commerciales ne suffisent à mêler deux civilisations. Pareille union, capitale pour l'histoire de l'humanité, ne s'accomplit jamais que par la conquête. Entre l'Asie passagèrement en décadence et l'Europe en pleine activité, l'issue d'une lutte ne pouvait être douteuse : l'Asie devait être conquise et renouvelée par l'Europe. Depuis le seizième siècle l'avance des Européens en Orient avait été continuelle, mais ce fut au dix-neuvième siècle que cette avance devint décisive avec ce double résultat que l'Asie dut subir l'influence de la civilisation européenne et que cette influence y précipita, au milieu de crises sans nombre, la transformation de la monarchie absolue en État moderne.

Après les Portugais, les Espagnols et les Hollandais, dont nous avons dit ailleurs les victoires et les défaites, ce furent les Anglais qui entreprirent la conquête de l'Asie méridionale.

La Compagnie de l'Inde orientale, fondée en 1600, commença d'établir des comptoirs dans la péninsule en 1615. Au cours du dix-septième

siècle elle prit pied à Madras, à Bombay, dans le bassin de l'Hûglî. Après une longue rivalité avec la Hollande qui se poursuivit jusqu'en 1759, après une âpre lutte contre la France, maîtresse de Pondichéry depuis 1674, lutte qui ensanglanta le Deccan de 1746 à 1761, la Compagnie, reconstituée en 1708-09, commença ses grandes conquêtes; en 1757 Clive la fit maîtresse du Bengale, qu'il gouverna de 1758 à 1760 et de 1765 à 1767; Warren Hastings étendit et surtout organisa les conquêtes de Clive de 1772 à 1785. Le marquis de Wellesley (1798-1805) vainquit les Marâthes (1802-04), conquit les provinces du nord-ouest et fit de l'empereur mongol son otage (1801-03). L'Assam fut annexé en 1826, le Panjâb en 1849 après les défaites des Sikhs en 1845 et 1848-49. Lord Dalhousie (1848-56) réunit au territoire britannique la Birmanie inférieure (1852), le Nâgpur (1853), l'Oudh (1856), etc. Ces conquêtes amenèrent la grande insurrection de 1857-58, dont lord Canning (1856-62) réussit à triompher. L'Inde fut réunie à la couronne le 2 août 1858, érigée en empire le 1er janvier 1877. L'Inde s'est encore agrandie du royaume de Birmanie en 1885 et de plusieurs États et territoires sur sa frontière occidentale, dont le plus important est le Beluchistan.

Nous ne ferons que mentionner ici les autres conquêtes de la Grande-Bretagne en Extrême-Orient : la colonisation de l'Océanie, l'occupation de Ceylan (1802), de Malacca, Penang et Singapore en 1824-1836, d'Aden (1839).

*
* *

Ce que nous devons exposer à grands traits, c'est l'œuvre accomplie par l'Angleterre dans l'Inde, puisqu'elle marque le début de la transformation de l'Asie par l'Europe.

Le premier, Warren Hastings a donné à un pays oriental l'organisation judiciaire, administrative et financière des États européens; lord Cornwallis (1786-93) compléta l'œuvre de Hastings par sa réforme de l'impôt foncier dans le Bengale (1789-93). Après la dissolution de la Compagnie en 1858 commencèrent les grandes réformes de l'armée (1861-62), des conseils législatifs et de la magistrature (1861), des finances, réformes complétées en 1871; le code pénal fut promulgué en 1860, le code de procédure civile et le code de procédure criminelle en 1861. Depuis 1855 on développa l'enseignement à tous les degrés; des universités furent fondées à Calcutta, Bombay, Madras (1857), dans le Panjâb (1878) et à Allahâbâd (1887). Le marquis de Ripon (1880-84) accorda aux Indiens la liberté de la presse et les libertés municipales; l'organisation des conseils législatifs fut remaniée en 1892. La constitution de l'Inde contemporaine sera étudiée dans le Tome VII.

Parmi les mesures se rapportant à la civilisation générale, mentionnons au moins la défense faite en 1829 aux veuves de se faire brûler avec le corps de leur mari.

Enfin il faut rappeler les efforts accomplis par le

gouvernement indo-britannique pour développer la civilisation matérielle, la construction de voies ferrées, de ports, de canaux, de routes, de télégraphes et le mouvement industriel qui en est résulté.

La conquête politique et morale de l'Inde par l'Angleterre doit être considérée comme l'un des faits les plus importants de l'histoire de l'humanité, tant à cause du nombre des Indiens et de l'ancienneté de leur civilisation qu'à cause du rôle particulier rempli par l'Angleterre au dix-neuvième siècle; elle fut alors sans contredit la première puissance du monde par l'étendue de son empire, sa richesse, sa prépondérance industrielle et commerciale, ses idées libérales, l'influence qu'exercèrent ses institutions politiques, sa littérature, sa philosophie et ses systèmes scientifiques. L'insurrection de 1857 doit être regardée comme la dernière révolte du vieil esprit indien contre la culture anglaise. Le mouvement suscité par le *Congrès national*, que nous étudierons dans le Tome VII, est d'une tout autre nature; bien que dirigé contre l'Angleterre il s'inspire de l'Angleterre, son but est de faire de l'Inde un grand État autonome, riche, bien administré et d'une constitution démocratique.

II

Pendant que l'Angleterre conquérait le sud de l'Asie, la Russie en conquérait le nord et le centre.

Pour le nord, nous rappellerons seulement l'occupation de la Sibérie occidentale en 1563, de la Sibérie orientale dans la première moitié du dix-septième siècle. L'histoire des conquêtes de la Russie dans le nord-est ne saurait être séparée de celle de ses relations avec le Japon.

Voici les dates les plus intéressantes de l'extension russe dans l'Asie centrale.

La Géorgie orientale et Tiflis furent annexés en 1799; la Ghurie en 1801; la Mingrélie et l'Iméréthie en 1803 et 1804, la Géorgie occidentale en 1810 et 1829; le Daghestan, Derbent (occupé en 1796-97), le Chirvan (conquis en 1797 et 1805) et Baku (pris en 1806), furent cédés dans le traité de Gulistan (1813) par la Perse, qui en 1828 dut céder aussi l'Arménie russe avec Erivan; mais la pacification du Daghestan, régi depuis 1834 par Chamyl (1797-1871), demanda près de trente-cinq ans (1824-59). La conquête du Turkestan russe, déjà tentée malheureusement en 1717 et plusieurs fois depuis, commença en 1819 par l'expédition de Muravief, qui, parti de la Caspienne, atteignit le lac d'Aral. Les Kirghis de la Petite et de la Moyenne Horde furent d'abord soumis, puis ceux de la Grande-Horde acceptèrent le protectorat russe en 1846. Le khanat de Khiva, attaqué dès 1839, fut définitivement occupé en 1873. Les Russes s'emparèrent de tout le pays jusqu'à Tachkend en 1864, de Tachkend, de Khodjend (1866) et de Samarkand (1865-68). Le khan de Bukhara se mit sous le protectorat russe en 1868. Khokand fut annexé en 1876 et devint la province de Fer-

gana. L'ensemble des pays conquis forma le gouvernement général du Turkestan. Le congrès de Berlin (1878) valut à la Russie Kars, Batun et une partie de l'Arménie turque. La constitution de la province de Transcaspienne (1881) marqua une reprise de l'avance russe, qui amena l'occupation de Merv (1884), de Pendjdeh (1885), la construction du chemin de fer transcaspien (1885-88) et l'occupation des Pamirs (1891-93).

La mission de la Russie nous apparaît comme très différente de celle de la Grande-Bretagne. Celle-ci imposait par une conquête lointaine à l'une des nations les plus civilisées de l'Asie une culture très développée et totalement étrangère, si bien que l'Inde indienne et l'Inde britannique sont restées longtemps et restent encore dans une grande mesure comme séparées l'une de l'autre. Tout au contraire les territoires que la Russie a occupés appartiennent à son empire par leur situation géographique, les peuples qu'elle a soumis lui sont alliés par le sang, par nombre de croyances, de traditions et de coutumes. Ces peuples comme d'ailleurs la plupart de ceux de la Russie sont les descendants de ces barbares mêmes que dans l'antiquité et au moyen âge les lents progrès de la civilisation avaient rejetés dans les steppes du Nord. Il n'y a donc pas dans l'empire russe antinomie entre deux cultures, opposition entre les vainqueurs et les vaincus. En Asie et en Europe la Russie a formé au cours des siècles les derniers nomades à la civilisation.

III

Après les deux grands empires, les plus importantes possessions européennes en Asie étaient celles des Pays-Bas, qui comprenaient à la fin du dix-huitième siècle les îles de la Sonde et une partie de la presqu'île de Malacca. Ces possessions appartenaient à la *Compagnie des Indes Orientales*, fondée par la charte de 1602, qui avait également le monopole du commerce néerlandais dans l'Extrême-Orient et le monopole du commerce européen au Japon. Très prospère au cours du dix-septième siècle et dans la première moitié du dix-huitième, la Compagnie, mal gérée, s'endetta dans la seconde moitié de ce même siècle; elle fut supprimée par la République Batave le 12 septembre 1795. Administrées dès lors par l'État, les colonies hollandaises passèrent à la France lors de l'annexion des Pays-Bas en 1810, mais furent conquises par la Grande-Bretagne, qui les leur restitua en 1814-15, moins Ceylan, déjà cédé en 1802, et les établissements de la presqu'île de Malacca rendus cependant en 1818 mais rachetés par la Grande-Bretagne en 1824. Une nouvelle compagnie *(Nederlandsche Handelsmaatschappij)*, fondée en 1824 avec un privilège renouvenable tous les vingt-cinq ans, ne possède aucun pouvoir politique. Les Indes orientales sont placées sous l'autorité d'un conseil nommé par le roi, qui

comprend un président, le gouverneur général, dont le mandat est de cinq ans et la résidence établie à Buitenzorg, un vice-président et quatre membres.

Encore que les Hollandais aient peu fait pour répandre leur langue et leur culture parmi les indigènes, leur empire n'en forme pas moins depuis trois siècles un centre important de diffusion de la civilisation européenne en Asie.

Il faut en dire autant des Philippines, où les Espagnols s'étaient établis en 1569. Le gouverneur général y exerçait une autorité presque absolue avec l'assistance d'un conseil suprême dit *audience royale;* l'influence de l'archevêque de Manille et des congrégations y était prépondérante, les catholiques *(indios)* y formant la grande majorité des habitants. Par contre les souverains musulmans *(Moros)* de Mindanao, de Palauan et des îles du sud étaient presque indépendants.

Le régime espagnol, après avoir réussi à maintenir la paix dans l'archipel jusqu'en 1872, y amena depuis lors une suite d'insurrections qui devaient aboutir en 1898 à la cession des Philippines aux États-Unis.

La France, dont nous dirons dans le Tome VII l'établissement dans l'Indo-Chine, ne possédait au début du dix-neuvième siècle que ses colonies de l'Inde (Pondichéry, Yanaon, Mahé, Carical, Chan-

dernagor) quatre fois perdues dans ses guerres contre la Grande-Bretagne, quatre fois recouvrées en 1763, 1783, 1802, 1814-15.

Le Portugal n'avait conservé de son ancien empire que Goa et Macao.

Sous combien de formes diverses la culture européenne se présentait donc en Asie! Avec l'Angleterre, avec la Russie c'étaient la France militaire, centralisée et pleine d'enthousiasme pour les principes de la Révolution; l'Espagne et le Portugal catholiques; la Hollande protestante et d'esprit commercial, chacune de ces puissances modelant ses colonies à son image, imposant à ses sujets et donnant en exemple aux États indépendants de l'Asie sa conception particulière de la civilisation.

IV

Nous résumerons maintenant l'histoire des États asiatiques restés indépendants; nous montrerons dans quelle mesure ils avaient subi l'influence de l'Europe et quelle résistance ils pouvaient opposer à ses conquêtes; nous montrerons aussi quelles réformes ils avaient tentées pour substituer le régime moderne au régime de la monarchie absolue et par quelles crises s'y manifestaient les tendances révolutionnaires.

*
* *

Dans l'Asie antérieure, trois États musulmans conservaient leur indépendance, bien que resserrés chaque année davantage entre l'empire russe et l'empire britannique.

L'Afghanistan, affranchi de la domination persane à la fin du dix-huitième siècle, essaya vainement au dix-neuvième d'échapper à celle de l'Angleterre; les guerres de 1839, 1842, 1878-1880, devaient faire de cet État déchiré par les guerres civiles et menacé par la Perse, puis par la Russie, un vassal de l'empire indien.

En Perse, la dynastie des Safides (1502-1736) rétablit le royaume d'Iran, disparu depuis la conquête arabe et gouverna d'abord avec gloire, puis avec mollesse et incapacité. L'aventurier Nadir shah, qui avait dirigé les affaires sous les derniers Safides, s'empara du trône en 1736; il fit des conquêtes dans l'Asie centrale et dans l'Inde, pilla Delhi (1739), battit les Turcs près d'Erivan (1745) et périt assassiné le 20 juin 1747. Après un demi-siècle d'anarchie, le Turkoman Aga-Mohammed fonda la dynastie actuelle avec Téhéran pour capitale (1794). Nous avons déjà mentionné les principales guerres de la Perse contre la Russie et les pertes que cette puissance lui fit subir; ses luttes contre la Turquie (1822) furent également malheureuses. Tombée sous l'influence de la Russie, la Perse se fit l'ennemie de l'Angleterre et voulut à plusieurs reprises

s'emparer d'Hérat dans l'Afghanistan ; l'Angleterre occupa plusieurs fois le port d'Abushir, entre autres en 1856, et la Perse dut, par le traité de 1857, accepter les conditions qu'elle lui imposa.

Cependant la fondation vers 1838 de la secte religieuse de Babi († 1850) compliquait les luttes politiques et sociales de luttes religieuses et mettait le pays dans un état constant d'anarchie qui devait aboutir à la révolution de 1909. Les doctrines du Babisme sont fort intéressantes, car elles révèlent un mysticisme démocratique analogue à celui que nous trouverons en Chine chez les T'ai-ping et en Corée chez les Tung hak.

L'histoire de la Turquie au dix-huitième et au dix-neuvième siècle est si compliquée, ses rapports avec l'Extrême-Asie sont si vagues que nous devrons nous borner à en donner les dates les plus importantes, soit ses guerres malheureuses contre la Russie qui aboutirent aux traités de Kainardshe (1774) et d'Iassy (1792), l'expédition de Bonaparte en Égypte et en Syrie (1798), l'alliance avec Napoléon, la paix de Bukharest conclue avec la Russie en 1812, l'émancipation de la Serbie (1816) et de la Grèce (1821-29), les guerres malheureuses de 1826 et 1828-29 contre la Russie, la paix d'Andrinople (1829), qui ne laissa plus à la Porte qu'une autorité nominale dans les provinces balkaniques, l'émancipation de l'Égypte sous Mehemet Ali, les expéditions de ce dernier en Syrie et en Asie Mineure (1831-33 et 1839), la convention de Budapest et la soumission de Mehemet Ali (1841), qui

dut cependant être reconnu comme khédive héréditaire, la guerre contre la Russie suivie de la guerre de Crimée (1853-56), la fondation de la Roumanie (1859), la guerre contre les puissances balkaniques (1876) et la Russie (1877-78), qui se termina par la paix de San Stefano, le congrès de Berlin (1878), l'émancipation de la Bulgarie (1878-1908) et de la Roumélie Orientale (1885).

Tandis que les possessions des Ottomans étaient ainsi démembrées par la révolte de leurs sujets chrétiens et les conquêtes des puissances voisines, ils tentaient vainement de réorganiser leur gouvernement déchu. Mahmud II (1808-39), souverain énergique, fit massacrer la milice turbulente des *Janissaires* et reconstitua son armée sur le modèle des armées européennes. En novembre 1839 Abd ul Mechid (1839-61) accorda la liberté de conscience et promit justice égale à tous ses sujets. Mais l'anarchie augmenta sous Abd ul Asis (1861-76) qui ne sut rien faire que dilapider le trésor. Après sa déposition et celle de son successeur Murad, Abd ul Hamid II (1876-1908) octroya la constitution du 27 décembre 1876, qui fut appliquée seulement pendant quelques mois. Plus de trente ans devaient s'écouler avant que sa mise en vigueur marquât la fin du despotisme.

*
* *

Au milieu du dix-neuvième siècle l'Extrême-Asie continentale tout entière avait conservé son indépendance.

Dans le Siam, qui pendant des siècles n'avait guère connu le monde que par ses guerres avec la Birmanie, le Laos et le Cambodge, un aventurier grec, Phalcon, devenu premier ministre au milieu du dix-septième siècle, fit beaucoup pour introduire la civilisation européenne et envoya une ambassade à Louis XIV, mais il fut renversé par un soulèvement en 1682. Après la chute de la dynastie royale et la destruction de la capitale, Ayuthia, par les Birmans en 1767, un Chinois, Phaya tak réussit à reconstituer le royaume (1767); il périt en 1782, assassiné par son général Chakkri, qui fonda une nouvelle dynastie avec Bangkok pour capitale. L'un de ses petits-fils, Chrom Chiat (1824-51), le conquérant du Laos (1829), rendit par son testament le trône à un héritier de l'ancienne dynastie, Khan Fa Mongkut (1851-52); celui-ci et son frère, Somdet Phra Pavarander Maha Mongkut (1852-68) commencèrent de nouer des relations avec les Européens et d'initier leur pays à la civilisation occidentale. Cette initiation, comme aussi un mouvement national contre l'autocratie, devait aboutir en 1874 à l'établissement d'un régime constitutionnel d'esprit aristocratique.

L'Annam, déchiré par la guerre civile dans le dernier tiers du dix-huitième siècle, fut pacifié et unifié en 1802 par Gia long († 1820), le fondateur de la dynastie actuelle. Pour y parvenir celui-ci avait eu recours à l'aide de missionnaires et d'officiers français; il se montra donc assez favorable aux

étrangers. Au contraire, Minh-Mang (1820-41), qui lui succéda, persécuta les missionnaires et interdit tout commerce extérieur. Sous Thieu-tri (1841-47) la France fit en 1843, 1844, 1847, trois démonstrations navales destinées à protéger les chrétiens; ces démonstrations préparèrent l'expédition de 1858-62, qui se termina par le traité de Saïgon signé par Tu duc et la cession à la France des trois provinces méridionales de la Cochinchine complétée par l'annexion en 1867 des trois provinces de l'Ouest.

Le Cambodge (Khmer), après avoir été le principal État de l'Indo-Chine, fut démembré au dix-septième siècle par l'Annam, au début du dix-neuvième par le Siam. Il se mit sous le protectorat de la France par le traité du 11 août 1863, que devait compléter celui du 17 juin 1884.

En Birmanie, après des luttes séculaires entre les deux royaumes d'Ava et de Pegu, Alompra émancipa Ava (1754), conquit Pegu (1757) et fonda une dynastie, qui, malgré trois invasions chinoises, conquit le Siam (1767) aussitôt reperdu, les États qui forment le fond du golfe du Bengale et l'Assam. Les victoires de la Birmanie furent la cause même de sa perte; elles lui valurent l'hostilité des Anglais, qui, dans la campagne de 1824-26, lui enlevèrent toutes ses conquêtes et les provinces d'Aracan et de Tenasserim; la guerre de 1852-53 lui fit perdre Pegu, qui, avec les provinces déjà conquises, forma la Birmanie britannique dont

Rangoon devint la capitale. La Birmanie septentrionale devait elle aussi être annexée à l'empire indien en 1885.

Dans la Corée, qui refusait d'entrer en relations avec aucune puissance, les partis politiques formés par les clans nobles se poursuivaient d'une haine séculaire, la maison royale essayait de mettre fin à leur domination par un coup d'État, tandis qu'une secte religieuse, le Tung hak, soulevait le peuple au nom de l'égalité.

Ainsi dans toute l'Asie s'est préparé au cours du dix-neuvième siècle le grand mouvement révolutionnaire et nationaliste qui a éclaté au début du vingtième; nous étudierons ce mouvement dans le Tome VII du présent ouvrage.

C. — LA CHINE ET SES RELATIONS AVEC LES PUISSANCES EUROPÉENNES (1)

I

L'importance de la Chine et son influence sur le Japon veulent que nous lui consacrions une notice spéciale.

(1) Consulter principalement les œuvres de M. Henri Cordier; le premier volume de l'*Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales* donne une étude complète du gouvernement chinois au dix-neuvième siècle; on y trouve également une étude des sociétés secrètes, dont le savant auteur a

Malgré les succès militaires du règne de K'ien lung — succès d'ailleurs plus apparents que réels — l'empire mandchou et la Chine étaient l'un et l'autre en pleine décadence.

L'établissement de la dynastie Ts'ing ne marquait-elle pas un nouveau triomphe de la barbarie sur la civilisation? A ce triomphe la Chine n'avait-elle pas répondu par un redoublement de son traditionalisme passif, qui achevait de la rendre faible et routinière, par suite incapable de toute résistance et de tout progrès?

Aussi le grand empire, dont la population dépassait 300 millions d'habitants au début du dix-neuvième siècle, éprouvait-il les plus grandes difficultés à s'organiser.

Les Mandchous accomplirent cependant de nombreuses réformes.

Nous exposerons ici l'organisation du gouvernement chinois tel qu'il existait dans les deux premiers tiers du dix-neuvième siècle; c'est dans le Tome VII que nous traiterons de la constitution actuelle où se retrouvent, avec quelques institutions nouvelles, la plupart des institutions décrites ici mais sous une forme modifiée.

Le principal organe du gouvernement central était le grand conseil (*kiun ki chu*) fondé en 1730; le nombre des membres n'était pas fixé, l'on en comptait rarement plus de cinq; soixante secrétaires leur étaient attachés.

aussi traité dans d'autres ouvrages. Cf. pour l'histoire WILLIAM's *Middle Kingdom*, GÜTZLAFF, R.-K. DOUGLAS, etc.

La chancellerie impériale *(nei ko)* se composait de quatre grands secrétaires, deux mandchous et deux chinois, aux charges surtout honorifiques.

Il y avait six ministères *(liu pu)* : l'intérieur *(li)*, les finances (*hu*), les rites (*li*), la guerre *(ping)*, la justice (*hing*), les travaux publics *(kong)*; dans chaque ministère deux présidents et quatre vice-présidents, moitié mandchous et moitié chinois, et de nombreux fonctionnaires répartis en bureaux.

Tous ces fonctionnaires étaient soumis à la surveillance de la cour *(tu cha yuen)* des censeurs (*yu she*), qui, en s'adjoignant la cour criminelle et la cour d'appel, formait le tribunal supérieur; il y avait deux censeurs et quatre censeurs adjoints, de plus un certain nombre de hauts fonctionnaires remplissaient les fonctions de censeur adjoint.

La Chine propre avait été divisée par la dynastie mandchoue en dix-huit provinces *(she pa sheng)*, dont voici la liste avec leurs noms sino-japonais :

1. Chi li *(Chŏk rei)*.
2. Shan tung *(San tŏ)*.
3. Shan si *(San sei)*;
4. Ho nan *(Ka nan)*;
5. Kiang su *(Kŏ so)*;
6. Ngan hwei *(An ki)*;
7. Kiang si *(Kŏ sei)*;
8. Che kiang *(Sek kŏ)*;
9. Fu kien *(Fuk ken)*;
10. Hu pe *(Ko hoku)*;
11. Hu nan *(Ko nan)*;
12. Kwang tung *(Kan ton)*;

13. Kwang si *(Kan sei)*;
14. Yun nan *(Un nan)*;
15. Kwei cheu *(Ki shù)*;
16. Shen si *(Sen sei)*;
17. Kan su *(Kan shù)*;
18. Se ch'wen *(Shi sen)*;

La Mandchourie forme elle-même trois provinces :

1. Shing king *(Sei kei)* ou Muk den;
2. Ki lin *(Ki rin)*,
3. He lung kiang (*Kok-riu kó*).

Il existait trois autres grandes divisions administratives : la Mongolie, l'Ili et le Thibet.

Les principaux représentants de l'autorité centrale étaient les *tsong tu* des huit vice-royautés : Chi li; deux Kiang (Kiang su, Ngan Hwei, Kiang si); Min che (Fu kien et Che kiang); deux Hu (Hu pe et Hu nan); deux Kwang (Kwang tung et Kwang si); Yun kwei (Yun nan et Kwei cheu); Shen kan (Shen si et Kan su); Se ch'wen; plus les gouvernements généraux de la Mandchourie et du Turkestan (Sin kiang).

Le Shan tung, le Shan si et le Ho nan étaient administrés par des *fu tai* ou *sun fu*. Des fu tai régissaient douze autres provinces sous l'autorité des vice-rois; le Chi li, le Kan su et le Se ch'wen n'avaient pas de fu tai.

Les vice-rois avaient sous leurs ordres directs le receveur général des finances *(fan tai)*, le juge provincial *(nie tai)*, le contrôleur de la gabelle *(tu*

chwan), le contrôleur de l'impôt sur les grains *(liang tao)*.

Les provinces étaient divisées en préfectures *(fu)*, sous-préfectures indépendantes *(t'ing)*, arrondissements indépendants *(che li cheu)*, arrondissements dépendants d'un fu *(cheu)* et districts *(hien)*, administrés respectivement par des *che fu*, des *tong che*, des *che cheu* et des *che hien*. Il y avait de plus 92 *tao tai* ou intendants de circuit dirigeant deux ou plusieurs fu.

Les fonctionnaires *(kwan)*, que nous appelons mandarins, du portugais *mandar*, étaient répartis en neuf rangs, dont les insignes étaient le pectoral, la boucle de ceinture, les globules du chapeau (rubis, corail, saphir, lapis-lazuli, cristal, pierre de lune, or uni, or ciselé, argent).

L'armée chinoise comprenait trois classes de troupes.

Les hommes des *huit bannières* étaient les descendants de ceux qui, mandchous, mongols ou chinois, avaient combattu pour assurer à la dynastie Ts'ing la possession de l'empire, ils formaient de fait une caste assez analogue à celle des samurai.

L'*étendard vert* était la milice chinoise, telle que l'avaient organisée les Ming sur les principes des T'ang et des Sung, que nous avons fait connaître en parlant des réformes japonaises du huitième siècle.

De plus les vice-rois formaient des corps spéciaux avec des engagés volontaires appelés les *braves*, c'étaient de fait les seules troupes régulières.

Il n'existait pas à proprement parler de statut

des fonctionnaires, le gouvernement les nommait et les déplaçait comme il l'entendait; mais nul ne pouvait être nommé qui n'avait passé les examens requis. Il y avait trois grades : celui de *siu tsai* ou bachelier, qui était conféré au chef-lieu de département; celui de *ku jen* ou licencié, qui était conféré au chef-lieu de la province; celui de *tsin she* ou docteur, qui était conféré à Pe King; plus le grade honorifique de *han lin* ou académicien. Les mandchous avaient créé des grades militaires analogues aux grades civils.

II

Bonne en principe, cette organisation était impuissante dans la pratique par suite du désordre général qui apparut dans l'État et la société sous Kia k'ing *(Ka kei)* (1796-1820), l'indigne successeur de K'ien lung (Ken riu) (1736-96 † 1799) et Tao kwang *(Dô kô)* (1821-50).

La révolution commença dans les sociétés secrètes. Ces sociétés, dont plusieurs ont une origine très ancienne, semblent naturelles à la Chine parce qu'elles correspondent aux principes égalitaires de sa philosophie, qu'elles flattent son goût du merveilleux et qu'elles s'appuient sur les institutions traditionnelles : la province, le clan, la famille. La conquête mandchoue leur donna leur forme définitive, les derniers partisans des Ming

et de l'indépendance nationale y ayant cherché leur refuge. Aussi, quelle qu'en soit la tendance, toutes, même chez les émigrés de l'Archipel malais, de l'Australie ou de l'Amérique, ont-elles conservé comme but premier le renversement de la dynastie étrangère.

A la fin du dix-huitième siècle, au commencement du dix-neuvième, en Chine et en Europe la révolution se prépara dans les sociétés secrètes; comme en Orient et en Occident ces sociétés poursuivaient le même but, elles se servirent des mêmes moyens. A lire les initiations des sociétés chinoises on croirait se trouver dans ce monde des francs-maçons, dont les cérémonies produisirent une si profonde impression sur les meilleurs esprits de l'époque que l'on en retrouve l'évocation dans *la Flûte enchantée* de Mozart, le second *Wilhelm Meister* de Gœthe et le *Titan* de Jean Paul. Ainsi les néophytes des associations chinoises traversaient les salles de la *sincérité* et de la *justice*, le *pavillon fleuri rouge*, le *cercle du Ciel et de la Terre*, la fournaise incandescente, le *marché de la paix universelle*, pour aboutir au *temple de la vertu et du bonheur*. Les ressemblances sont même trop frappantes pour être fortuites : la franc-maçonnerie européenne a dû s'inspirer de la Chine si vantée au dix-huitième siècle et plus tard, notamment à Singapore, les Chinois ont dû copier les loges anglaises et écossaises.

La première société qui se mit en avant fut celle du Nénuphar blanc *(Pe lien kiao)*, qui fait remonter son origine jusqu'en 1350. Une première révolte

éclata dès 1796 dans les provinces de Ho nan, Shen si, Kan su et Se ch'wen; les insurgés épuisaient les armées impériales par leurs guerillas, mais leur manque d'organisation, leurs pillages forcèrent la masse de la nation à se rejeter vers la dynastie mandchoue (1804).

Des conspirateurs attentèrent deux fois aux jours de l'empereur; le 18 juillet 1813 ils réussirent à s'emparer par surprise du palais impérial de Pe king. Kia k'ing a lui-même raconté cette occurrence. « Le 15e jour de la 9e lune, écrit-il, la rébellion s'éleva sous mon propre bras. Environ soixante-dix bandits de la secte *T'ien li* (préceptes célestes) violèrent la porte *prohibée*, blessèrent les gardes et se précipitèrent dans l'intérieur du palais. Quatre furent pris et garrottés; trois autres montèrent sur la muraille intérieure avec un drapeau. Mon impérial fils cadet, Tao kwang, saisit une arquebuse et en tua deux; mon neveu tua le troisième (1). »

En 1816, il y avait dans les prisons plus de 10 000 condamnés à mort attendant leur supplice.

Dans le même temps une confédération de pirates se rendit maîtresse des mers et des fleuves; les forces des rebelles se seraient élevées à 800 jonques, 1 000 bateaux et 70 000 matelots. Sous les ordres d'une femme, la veuve de leur ancien chef, les pirates remportèrent de grandes victoires sur les flottes péniblement construites ou rassemblées

(1) Il y a quelques variantes dans les diverses traductions de ce texte.

par le gouvernement impérial. Enfin en 1810 les mandarins achetèrent les chefs pirates, qui reçurent des grades dans la marine impériale; leur vieille commandante, richement récompensée, établit à Canton une colossale maison de prostitution, restée longtemps célèbre.

III

Pas plus qu'il ne savait s'organiser, l'empire chinois ne savait s'imposer aux autres États.

Encore que rendus difficiles par les lois de K'ien lung, les rapports commerciaux avec l'étranger n'étaient pas prohibés. Au cours du dix-huitième siècle des vaisseaux anglais, français, hollandais, portugais, espagnols visitèrent régulièrement Canton et à plusieurs reprises A moi, Ning po, etc. Un consulat français avait été créé à Canton en 1776; il fut supprimé pendant la Révolution et rétabli en 1829. Les guerres des premières années du dix-neuvième siècle, qui donnèrent à l'Angleterre l'empire des mers, firent de la *Compagnie de l'Inde orientale* la grande puissance commerciale de l'Asie. Ce fut elle qui introduisit l'opium en Chine, car la vente de l'opium indien était devenue son monopole et la principale ressource de son budget. Le gouvernement chinois haïssait les étrangers, les progrès de l'usage de l'opium l'effrayaient, aussi ne cessait-il de persécuter les marchands

anglais et étrangers, qu'il confinait dans un quartier de Canton, il n'osait cependant supprimer un commerce qui faisait vivre des millions de Chinois, tant était grande la demande anglaise pour le thé, la demande européenne pour les satins, les velours, les laques et les porcelaines. D'ailleurs la Compagnie n'expédiait pas l'opium sur ses propres vaisseaux et les mandarins, que l'on achetait, trouvaient leur intérêt à en permettre la contrebande.

Le gouvernement britannique envoya en Chine deux ambassades solennelles : la première (1793), sous lord Macartney, fut reçue avec grands honneurs à Pe king et à Je hol, en Mongolie, où se trouvait K'ien lung, mais elle n'obtint aucune concession sérieuse; la seconde (1816), sous lord Amherst, ne put avoir d'audience parce qu'il refusa de pratiquer le k'o teu, c'est-à-dire de s'agenouiller en frappant le sol du front; K'ien lung avait dispensé lord Marcartney de cette cérémonie.

La charte, qui conférait à la Compagnie de l'Inde orientale le droit exclusif de commercer en Chine, expirait en 1834; elle ne fut pas renouvelée; le Royaume Uni se fit représenter à Canton par un agent, auquel la Chine ne reconnut pas d'ailleurs de caractère officiel; cet agent, lord Napier, mourut à Macao peu de mois après son arrivée (1834).

Le gouvernement chinois prétendait alors mettre fin au commerce de l'opium; une consommation exagérée en avait rendu l'usage dangereux pour la santé publique, l'importation qu'on en faisait se compensait par de telles sorties d'argent que la

circulation monétaire devenait difficile; d'ailleurs la culture s'en était répandue en Chine et l'on désirait protéger la production nationale.

Lorsqu'en 1836 le capitaine Elliot fut nommé agent britannique à Canton, la situation empira; en 1839 une petite escadre anglaise coula, dans la baie de Chwan pi, quelques jonques chinoises armées en guerre. En 1841, la flotte britannique sous les ordres de sir Gordon Bremer prit Ting hai dans les îles Chu san, puis atteignit Ta ku à l'embouchure du Pei ho, mais les Chinois furent assez habiles pour déterminer l'amiral à retourner à Canton. Là, s'apercevant qu'on l'avait joué, sir Gordon s'empara des forts de la rivière. En mai, une attaque des Chinois détermina le nouvel amiral, sir Fleming Senhouse, et le commandant des troupes, sir Hugh Gough, à investir la ville, qui consentit à traiter. Sir Henry Pottinger, nommé ministre, et sir William Parker, promu commandant de la flotte, s'emparèrent d'A moi, de l'île Chu san, de Chin hai, de Ning po, de Wu sung, de Shang hai et de Chin kiang sur le Yang tse. La paix fut signée sous les murs de Nan king le 29 août 1842. La Grande Bretagne obtenait l'île de Hong kong, le droit de commercer librement à Canton et dans quatre autres ports : A moi, Fu cheu, Ning po, Shang hai et une indemnité de 21 millions de dollars.

Les États-Unis signèrent avec la Chine le traité de Wan ghia le 3 juillet 1844, la France, représentée par M. de Lagrené, le traité de Wan poa du 24 octobre 1844, la Suède celui de Canton du

20 mars 1847. La Grande-Bretagne, la France et les États-Unis établirent des consulats dans les ports ouverts.

IV

Cette première période de troubles intérieurs et de guerres extérieures devait être suivie d'une période pire encore sous les règnes de Hien feng *(Kan hô)* (1851-62) et de Tung chi (*Dô ji*) (1862-75).

L'arrivée des étrangers, la faiblesse du gouvernement avaient bouleversé le pays et les sociétés secrètes crurent le moment venu de prendre leur revanche. Au premier rang se trouvait la *Triade*, *(San ho hwei,* dite aussi *société du Ciel et de la Terre, T'ien ti hwei)* constituée comme une société de secours mutuels. Ses idées politiques se complétaient d'idées religieuses et mystiques : s'appuyant sur le *Yi King*, *le livre des changements*, elle admettait l'existence du Li et du Ki, du Yang et du Ying, et reconnaissait cette trinité qui est dans la famille le père, la mère et l'enfant, dans le monde le ciel, la terre et l'homme. Les symboles favoris de la Triade sont le triangle, représentant cette double trinité ; le *tai ki*, figurant les principes mâle et femelle ; le *sien t'ien*, les huit combinaisons de la ligne droite et de la ligne brisée disposées en cercle. La Triade, dont l'origine semble ancienne, n'acquit d'importance qu'au

cours des révoltes qu'amena l'établissement de la dynastie mandchoue; ses membres par horreur de la natte, symbole de servitude, dénouaient leurs cheveux dans leurs cérémonies et les laissaient pousser pendant leurs révoltes.

Vers 1845 la Triade se souleva dans le midi, tandis que les *Nénuphars blancs* s'insurgeaient dans le nord et les musulmans dans le sud, au Yun nan, et à l'extrême-ouest en Kachgarie.

La révolte de la Triade se confondit bientôt avec celle des T'ai ping, dont le nom signifie grande pureté. Leur secte, dite la *société secrète de Dieu (Shang ti hwei)*, avait été fondée par un illuminé, Hung siu ts'wan (1813-64), qui mêlait les dogmes du christianisme à ceux de la philosophie chinoise et finit par se faire adorer comme le Messie; il portait le nom de roi céleste, T'ien Wang *(ten ô)*, tandis que ses généraux étaient connus sous les titres de rois du Nord, du Midi, de l'Est et de l'Ouest. Grâce aux efforts de la Triade et au mécontentement général les dogmes de la nouvelle secte se répandirent avec une grande rapidité (1847-49). Son enseignement n'était-il pas démocratique et mystique? Ne prêchait-elle pas l'égalité des hommes, la division des biens, la nécessité de faire une part à tous dans le gouvernement? Telles sont les doctrines du babisme persan, de nombreuses sectes indiennes, du *tung hak* coréen; en Asie la Révolution a pris partout à ses débuts un caractère religieux.

En 1850 la rébellion éclate dans les provinces du sud; Yon ngan dans le Kwang si tombe au

pouvoir des T'ai ping (1851) ; traversant cette province et le Hu nan, ils pénètrent dans la vallée du Yang tse (1852), descendent le fleuve jusqu'à son confluent avec le Han, prennent sur la rive gauche Han keu, la ville la plus populeuse de la Chine, et sur la rive droite Wu chang, la capitale du Hu pe (janvier 1853), puis, après avoir conquis toutes les villes des deux rives, entre autres Ngan king (février), ils emportent d'assaut (29 mars) Nan king, qui restera pendant onze ans leur capitale.

Dans le printemps et l'été de 1853, une partie de leurs forces traverse le Kiang, puis le Fleuve Jaune et par le Shan si pénètre dans le Chi li en septembre, mais sans prendre Tien tsin, ni marcher sur Pe king faute de cavalerie. Les T'ai ping se sentent dépaysés au milieu de la Chine du nord dont ils ne comprennent pas la langue. Malgré les victoires d'une seconde armée envoyée dans le Shan tung pour dégager la première, ils battent en retraite vers le sud (1854), et doivent même repasser le Yang tse; en mars 1855 il ne reste plus aucun rebelle sur la rive gauche.

Cependant l'incapable gouvernement de Pe king est représenté dans le centre et le sud par quelques fonctionnaires énergiques : le gouverneur du Hu nan, Lo Ping Ch'ang (1798-1867); son élève Ts'eng kwo fan (1807-72), un mandarin habile et hardi, qui deviendra le premier homme d'État de la Chine moderne; Hu lin yi (1812-71), que l'on nomme gouverneur du Hu pe; Li hung Chang (1823-1901), dont le rôle sera surtout important dans la dernière phase de la révolte.

Ce qui perd les rebelles, c'est l'incapacité de leurs chefs. Hun est un mystique et un fou, les wang sont de hardis chefs de bande. Aucun d'eux ne comprend qu'ils ont seulement le choix entre deux partis : ou rester des aventuriers et dans ce cas tout sacrifier à la marche sur Pe king, ou séparer la Chine du Sud de la Chine du Nord et y fonder un gouvernement. Les T'ai ping se sont recrutés des éléments les plus divers : illuminés qui croient à la mission céleste de Hun; membres de la Triade, que Hun n'aime pas mais qui forment le noyau de son armée; mécontents, déclassés, miséreux, bandits, et c'est là bientôt l'élément prépondérant. D'abord les rebelles n'ont massacré que les Mandchous; puis, dès qu'ils ont rencontré de la résistance, ils ont fait périr la population de villes entières; la difficulté de s'approvisionner les a poussés au pillage, et le pillage devient leur seul but : avant 1855 la ville de Han keu a été prise cinq fois, cinq fois brûlée, si bien qu'il n'y reste que des ruines. Aussi la population du sud, longtemps favorable aux insurgés, finit-elle par souhaiter leur extermination. Petit à petit le cercle se resserre autour d'eux, il sont réduits à la possession de la rive droite du Yang entre Nan king et Ngan king conservé sur la rive gauche; pendant trois ans les troupes impériales font le siège de la capitale, que les T'ai ping réussissent à garder (1857-60). Ils paraissent cependant perdus quand une diversion vient les sauver.

V

En effet le gouvernement impérial se refusait à exécuter loyalement les traités que lui avaient imposés les puissances occidentales. Le vice-roi de Canton, Ye, ne cessait d'y soulever la population contre les étrangers. En 1856 il fit arracher le drapeau du bateau *Arrow*. Harry Parkes (plus tard Sir Harry), consul britannique à Canton (1856), demanda secours à la flotte, qui s'empara des forts, puis de la ville, qu'on ne put conserver faute de troupes. La Grande-Bretagne et la France résolurent d'agir de concert. En 1857 la première se fit représenter en Chine par lord Elgin, qui arriva sans ses troupes laissées dans l'Inde pour la répression des Cipayes révoltés, et la France par le baron Gros. Le 29 décembre Canton fut de nouveau emporté d'assaut par les contingents des deux puissances. Le vice-roi Ye fut envoyé prisonnier à Calcutta, où il mourut.

Les plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne se rendirent alors à l'embouchure du Pei ho; les Chinois les traitant discourtoisement, ils pénétrèrent de force jusqu'à Taku (20 mai 1858). La Chine dut signer deux traités, l'un avec la Grande-Bretagne le 26 juin 1858, l'autre avec la France le 27 juin 1858, mais quand en juin 1859 M. de Bourboulon et F. Bruce,

le frère de lord Elgin, nommés ministres à Pe king, se présentèrent devant le Pei ho, ils le trouvèrent barré. L'amiral Hope s'efforçant de le déblayer, les forts ouvrirent le feu, les ministres et la flotte durent retourner à Shang hai.

Les deux puissances déclarèrent alors la guerre à la Chine. La flotte française était commandée par le vice-amiral Charner; l'armée de 8 000 hommes par le général Cousin-Montauban. L'escadre britannique était sous les ordres de James Hope, l'armée de 13 000 hommes sous les ordres de Sir Hope Grant. Les troupes débarquèrent à l'embouchure du Pe tang le 2 août et, prenant à revers les forts de Taku, les bombardèrent, puis les emportèrent d'assaut (21 août); elles entrèrent sans coup férir à Tien tsin, et poursuivirent leur route, harcelées par des plénipotentiaires chinois, qui demandaient à traiter sans avoir de pouvoirs valides. A Tungcheu quelques diplomates européens et leur escorte tombèrent le 18 septembre, dans un guet-apens où les Chinois se flattaient d'attirer l'armée entière; 11 français et 26 anglais furent faits prisonniers; deux d'entre eux, le capitaine Brabazon et l'abbé Deluc furent décapités le 21, les autres mis à mort plus tard. Parkes et l'interprète anglais Loch, conduits à Pe king, devaient être soumis à la torture; quelques princes, mieux avisés, réussirent à leur sauver la vie; on les renvoya aux alliés le 8 octobre, ainsi que M. d'Escayrac de Lauture et cinq soldats. L'empereur s'était retiré à Je hol en Mongolie. Aussitôt le guet-apens connu, les forces alliées attaquèrent et

battirent les Chinois le 18 septembre; le 21 elles dispersèrent la cavalerie tartare placée derrière le *pont situé à huit milles (pa li kiao)*. Cette victoire fut suivie de l'occupation du palais d'été, incendié le 10 octobre, et de la reddition de Pe king (13 octobre).

Le prince Kung, chargé des affaires depuis la fuite de l'empereur, son frère, conclut la paix le 24 octobre avec lord Elgin représentant la Grande-Bretagne et le 25 avec le baron Gros représentant la France. Les traités signés l'année précédente à Tien tsin étaient ratifiés. Il fut convenu que désormais les ministres de France et de Grande-Bretagne ne résideraient plus à Canton, mais à Pe king. De nouveaux ports étaient ouverts au commerce européen : Kiung cheu dans l'île de Hai nan, Chao cheu dans le Kwang tung, Tai wan et Tam sui à Formose, Tang cheu dans le Shan tung, Tien tsin dans le Chi li et Nan king dans le Kiang su, remplacé plus tard par Han keu dans le Hu pe; en dehors de ces ports les étrangers ne pouvaient circuler dans l'empire que s'ils étaient munis de passeports. L'émigration des coolies était permise. Des indemnités étaient allouées à la France et à la Grande-Bretagne. Cette dernière puissance obtenait en plus la cession du promontoire de Kao lung situé en face de Hong kong où s'élevait déjà la ville de Victoria. Il était établi un tarif de douane et des règlements commerciaux. La France obtenait des conditions favorables pour les missions catholiques, dont elle avait le protectorat et le terrain du Pe tang pour y construire la cathédrale de Pe king.

Le 2/14 novembre 1860, la Russie signait elle aussi à Pe king un traité, que nous analyserons ailleurs, avec les deux traités d'Ai gun et de Tien tsin de 1858; les États-Unis se contentèrent de réclamer l'exécution du traité signé le 18 juin 1858 à Tien tsin, traité qui leur ouvrait Canton, Swa teu, A moi, Fu cheu, Tai wan dans le Fu kien, Ning po, Shang hai.

VI

Délivré enfin des dangers extérieurs, le gouvernement chinois put se tourner vers les ennemis de l'intérieur.

La campagne des puissances alliées avait rendu courage et force aux T'ai ping. Tandis que Hun, le roi céleste, demeurait à Nan king, achevant de perdre la raison dans le mysticisme et la débauche, son meilleur général Li sieu cheng, le Chun Wang ou *roi fidèle,* retournait dans l'est et y faisait plusieurs campagnes remarquables; les T'ai ping prirent deux fois Hang cheu en mars 1860 et le 29 décembre 1861, Su cheu, le 24 mai 1860, Ning po et à plusieurs reprises ils menaçèrent Shang hai. En 1860 et 1861 leurs principaux chefs se concertèrent pour exécuter sur l'une et l'autre rive du Yang tse une grande marche de l'Est à l'Ouest dans le but de sauver Ngan king, qui n'en tomba pas moins au pouvoir des impériaux en novembre 1861.

Sans attendre même la fin de la guerre dans le Nord les impérialistes effrayés s'adressèrent aux Européens, qui s'étaient d'ailleurs chargés de défendre Shang hai. Un Américain, du nom de Ward, leva un petit corps d'aventuriers, qui forma plus tard les cadres de solides troupes chinoises exercées à l'européenne. Ces troupes remportèrent de tels succès sur les rebelles que les Chinois leur donnèrent le nom de *toujours victorieuses*. Après la mort de Ward, tué à l'ennemi le 21 septembre 1862, le commandement échut à Burgevine, qui se fit chasser et passa aux insurgés, puis à des officiers étrangers, dont le fameux Gordon (1833-85), qui s'empara de plusieurs places importantes. Après la prise de Su cheu (5 décembre 1863), il se brouilla avec Li Hung Chang, gouverneur du Kiang su, qui avait fait massacrer les *Wang*, les chefs rebelles prisonniers, à qui la capitulation accordait la vie sauve. Gordon quitta même son commandement, mais il ne tarda pas à le reprendre. Cependant les amiraux étrangers avaient dégagé Shang hai, le contre-amiral français Protet avait été tué le 17 mai 1862 à la prise de Nan k'iao, des bâtiments anglais et français avaient enlevé aux rebelles Ning po le 10 mai 1862 et deux officiers de marine français Le Brethon de Coligny et Giquel avaient formé un corps franco-chinois.

Cette intervention européenne dans l'est permettait à Tseng kwo fian, le vice-roi des deux Kiang, de dégager les rives du fleuve et d'enfermer le Chun Wang dans Nan king. La place

résista jusqu'au 19 juillet 1864; Hun, le roi céleste, se sentant perdu, s'empoisonna; le Chung Wang fut pris et périt dans les supplices. Différents corps dispersés des T'ai ping résistèrent encore pendant plus d'une année, enfin tous succombèrent, à l'exception de ceux qui passèrent au Ton king et y continuèrent leurs déprédations pendant vingt ans sous les noms de *Pavillons noirs* et de *Pavillons jaunes*. La dernière période de la révolte des T'ai ping, de 1860 à 1865, est un récit d'horreur tel qu'il s'en présente peu dans l'histoire. Les forces impériales exécutaient tous les rebelles dont elles s'emparaient; la population, qui leur avait été d'abord favorable, était maintenant exaspérée, il n'est pas de cruauté qu'elle ne commit sur les blessés, les malades, les traînards dont elle réussissait à s'emparer; acculés, les T'ai ping massacraient tout, détruisaient tout, on prétend que pendant leur lutte de quinze ans vingt millions de personnes auraient péri. Partout les rives du Yang tse redisent encore ce récit d'horreur.

*
* *

Les rébellions qu'avait suscitées celle des T'ai ping furent réprimées; mais les deux insurrections musulmanes se poursuivirent longtemps (1). Il existe deux grands centres musulmans dans l'empire chinois : le premier au Turkestan, le second

(1) Il y avait en Chine une vingtaine de millions de musulmans dont huit dans le Kan su, six dans le Chen si, quatre dans le Yun nan.

au Yun nan. Dans cette dernière province où des musulmans semblent avoir pénétré d'assez bonne heure et avoir converti la population indigène, les premiers troubles éclatèrent vers 1855 entre ouvriers musulmans et chinois employés à l'extraction de galène argentifère. Des Chinois, repoussés par les musulmans, en préparèrent le massacre pour le 19 mai 1856; les musulmans prévenus échappèrent pour la plupart; sous leur grand ulema Ma te sing, né en 1793, ils se rendirent maîtres de Ta li fu et dominèrent le pays, mais tout à coup Ma traita avec le gouvernement (1860). Cet arrangement divisa les musulmans : les uns se soumirent, les autres se rallièrent sous un chef plus énergique, Tu wen siu, qui, établi à Ta li, s'y proclama sultan en 1868; il se maintint jusqu'en 1873 dans cette position presque imprenable, mais alors ses généraux, las d'une lutte de dix-sept ans, le forcèrent à capituler; sachant ce qu'on peut attendre de promesses faites par des mandarins, il ne se rendit qu'après avoir absorbé du poison. Généraux, soldats, vieillards, femmes, enfants, tous ceux qui s'étaient fiés à la parole donnée furent massacrés et la plupart avec des raffinements de cruauté.

Dans la Kachgarie et la Dsungarie annexée par K'ien lung en 1759 l'islam était plus fort puisqu'il y avait été prêché dès le septième siècle et que tous les pays environnants étaient musulmans. Les révoltes y avaient d'ailleurs été continuelles. Un aventurier, connu sous le nom de Yakub beg, s'y souleva en 1857, d'abord au nom des anciens chefs,

puis en son nom propre (1866). Il fonda dans le Turkestan un véritable empire qui comprit Kachgar (1864-5), Yarkand (1865), Khotan (1867), Sarikol (1869), etc. Mais les Chinois reprirent l'offensive sous le général Tso (1874-76) et, quand Yakub mourut presque fou en 1877, ils s'emparèrent de Yarkand, de Kachgar (1877) et de Khotan (1878).

Cette soumission amena des difficultés avec la Russie, qui, en 1871, avait occupé l'Ili, le pays situé au nord de la chaîne des T'ien shan sous prétexte de le ravir au beg et de le conserver à la Chine; le beg disparu, elle se montrait peu disposée à restituer son dépôt; le traité de Livadia d'octobre 1879, signé par un diplomate incapable, lui en attribuait la plus grande partie; l'empereur de Chine refusa de le ratifier et le nouveau traité de Saint-Pétersbourg du 12/24 février 1881 fit rentrer le pays d'Ili sous la domination chinoise (art. I), à l'exception de la partie occidentale, qui fut incorporée à la Russie (art. VII).

Telles étaient les convulsions qui agitaient l'empire le plus ancien et jadis le plus prospère du monde, parce que son immensité lui imposait plus impérieusement qu'à tout autre de se transformer en État moderne, que la demi-barbarie de ses maîtres mandchous et son traditionalisme séculaire lui rendaient cette transition particulièrement difficile. Le long espace de temps qu'aura duré la révolution chinoise, les masses énormes qu'elle aura remuées, les grandes destructions de vies et de biens qu'elle aura causées en rendront l'histoire d'un intérêt extrême, quand cette révolution aura

produit toutes ses conséquences et que les faits en seront mieux connus; grâce à la Chine nous comprendrons nettement que les horreurs des révolutions ont été causées par l'ignorance où étaient les peuples des moyens à employer pour adapter leurs anciennes institutions aux nouvelles conditions de vie créées par les grands progrès brusquement accomplis.

Ainsi la première moitié du dix-neuvième siècle nous montre d'une part l'Asie cherchant au milieu des révoltes et des guerres civiles à fonder des États et des sociétés modernes, tâche où elle ne réussira que plus tard sous l'influence de l'Europe, et d'autre part l'Europe partout victorieuse de l'Asie, s'imaginant que cette impuissance de l'Asie à entrer d'elle-même dans la voie du progrès la condamne à perdre son indépendance. N'échappent alors à la domination des nations occidentales que l'empire ottoman, la Perse, l'Afghanistan, le Siam, la Chine, la Corée et le Japon. Mais tous ces États, même la Chine immense, sont à la merci de l'Europe, qui les a vaincus et qui vaincra la Corée quand il lui conviendra. Seule la rivalité des puissances arrête leurs conquêtes en Orient et en Extrême-Orient. Le Japon lui-même est ouvert de force au commerce international, il semble près de succomber. Tout à coup il se ressaisit. Comme sa situation insulaire l'a mis à l'abri des invasions, lui a permis de fonder un

État et une nation, le Japon isolé, le Japon, qui n'a eu que de vagues relations avec l'Europe, est de tous les pays asiatiques le plus proche de l'Europe par sa civilisation. Aussi comprend-il rapidement que le seul moyen pour lui d'échapper au péril est de se transformer. Aussitôt transformé, il se place au nombre des premières puissances, il réussit à vaincre l'une des grandes nations militaires de l'Europe et du coup ses victoires renouvellent l'Asie tout entière.

Tel sera le sujet de ces volumes consacrés au Japon moderne.

Dans le Tome IV nous montrerons d'abord comment le Japon se préparait à ce qui nous a semblé une brusque transformation; ensuite comment, sous la menace de l'occupation étrangère, s'accomplit sa révolution.

Dans les Tomes V et VI nous étudierons la fondation du Japon moderne; la manière dont il a reconstitué toutes ses institutions politiques, religieuses, sociales, économiques par l'union des traditions japonaises et asiatiques avec l'influence européenne, nous permettra de prévoir la manière dont se réformeront les autres pays de l'Asie.

Dans le Tome VII nous verrons d'une part comment la reconstitution du Japon lui a permis de prendre une situation prépondérante en Extrême-Orient; d'autre part comment l'influence de ses réformes et le prestige de ses victoires a suscité

dans toute l'Asie le grand mouvement qui change rapidement les mœurs, les croyances et les destinées de plus de huit cents millions d'hommes (1).

(1) Cette introduction porte sur les quatre volumes consacrés au Japon moderne, qui ne peuvent être publiés ensemble mais qui forment cependant un tout, c'est pourquoi il y est traité de matières qui se rapportent surtout aux volumes consacrés à la transformation du Japon et de l'Asie. Cette introduction forme d'ailleurs la suite de l'introduction générale donnée dans le tome I et des introductions spéciales données au début des différents livres des tomes I, II, III; si elle traite de matières étrangères à l'histoire propre du Japon, c'est que le problème le plus intéressant pour nous est celui de la transformation qui s'est accomplie au Japon et de la transformation qui s'accomplit en Asie et que ce problème peut seulement être résolu par la comparaison de la civilisation asiatique et de la civilisation européenne. — La bibliographie générale, qui avait été par erreur indiquée comme devant paraître dans le tome III, figurera dans le dernier tome de cet ouvrage. Dans les présents volumes comme dans les volumes précédents je ne puis qu'indiquer les principales sources où j ai puisé. Je tiens à mentionner un ouvrage important qui a paru trop tard pour que je pusse le mentionner dans les notes des ouvrages précédents, Nachod *Geschichte von Japan*. Vol. I. *Die Urzeit bis 645 n. Chr.* (1906).

LE JAPON MODERNE

LA RÉVOLUTION ET LA RESTAURATION

LE JAPON MODERNE

LIVRE PREMIER

LA RÉVOLUTION ET LA RESTAURATION

Ce premier livre, où nous appliquerons à l'histoire du Japon les principes que nous a révélés l'histoire comparée des nations modernes, sera consacré à la dernière période de l'ancien régime ; dans le troisième volume de cet ouvrage, *le Japon des Tokugawa*, nous avons déjà étudié la constitution et la civilisation du Japon au cours de cette période mais nous avons réservé pour le présent volume les faits se rapportant à la Révolution. C'est l'histoire de cette Révolution que nous allons raconter : dans l'Introduction nous résumerons les causes qui l'ont provoquée et nous étudierons les idées qui l'ont inspirée ; dans les deux premiers chapitres nous en exposerons les prodromes à la fin du dix-huitième siècle et dans la première moitié du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire la décadence de toutes les institutions de la monarchie absolue et la fin de

l'isolement séculaire; les trois chapitres suivants relateront les événements se rapportant à la Révolution même et à l'établissement des Européens au Japon; car les deux ordres de faits sont connexes; c'est la décadence du gouvernement central, le mécontentement de toutes les classes, l'indépendance recouvrée des clans du Midi, ce sont les révoltes répétées qui ont permis aux Européens de s'établir au Japon et d'imposer leurs conditions au shôgunat; c'est le mouvement patriotique suscité par la dureté de ces conditions qui a précipité la Révolution et déterminé la réforme de toutes les institutions.

Et, malgré l'originalité de l'ancien régime du Japon, le caractère tout particulier de son histoire, ce récit nous fournira plus d'un élément capable de nous faire comprendre les révolutions des autres peuples de l'Asie et leur transformation sous l'influence de l'Europe.

INTRODUCTION

LES CAUSES DE LA RÉVOLUTION JAPONAISE ET LES IDÉES QUI L'ONT INSPIRÉE

A. — LES CAUSES DE LA RÉVOLUTION JAPONAISE (1).

Entre les causes qui ont provoqué la Révolution nous distinguerons celles qui ont trait à l'État, celles qui ont trait à la société et celles qui ont trait au régime économique et, pour plus de clarté, nous étudierons d'abord les causes politiques bien que les autres causes soient plus importantes; d'ailleurs les réformes politiques sont toujours les premières tentées comme étant les plus faciles à concevoir et à exécuter.

Les causes politiques.

Pour faire comprendre les causes politiques, il convient de résumer l'histoire du Japon.

L'archipel, peuplé à l'époque préhistorique par

(1) Pour les sources, cf. le tome III, *le Japon des Tokugawa*.

les ancêtres des Ainos, fut envahi dans les derniers siècles de l'ère ancienne par des Malais venus de l'Océanie en traversant les Philippines, Formose et les Riû kiû et des Ouraliens venus de Corée. Les envahisseurs s'unirent après s'être combattus, soumirent les Ainos ou les repoussèrent vers le Nord et fondèrent dans les régions qui bordent la mer Intérieure des États indépendants, où le pouvoir appartenait moins aux souverains qu'aux chefs des clans; entre le troisième et le sixième siècles, ces États commencèrent de se confédérer; au septième siècle, ils furent réunis dans un empire par le souverain du Yamato, qui acheva la conquête de la grande île et commença celle de Yezo. En même temps, les relations établies avec la Corée amenèrent la diffusion de la civilisation chinoise et du bouddhisme.

La monarchie qui se fonda sur le modèle de l'empire chinois peut être comparée aux monarchies qui, après l'invasion des barbares, se fondèrent en Europe sur le modèle de l'empire romain. Le chef de l'empire était le *tennô* ou *mikado*, qui au huitième siècle établit sa résidence à Kiôto. Mais son autorité n'était guère que nominale; l'exercice du pouvoir appartenait au maire du palais, le *kambaku*, assisté du *daijô daijin* ou *grand ministre*, du *sa daijin* ou *ministre de gauche*, de *l'u daijin* ou *ministre de droite* et du *nai daijin* ou *ministre de l'intérieur*, plus de huit conseils de *secrétaires d'État* (palais, cérémonies, rites, population, guerre, justice criminelle, maison impériale).

Au Japon comme en Europe, la centralisation

était prématurée : du huitième au douzième siècle, la monarchie fut mise en tutelle par les chefs des anciens clans devenus, sous le nom de *kuge,* des familles de cour, principalement par les Fujiwara; au onzième et au douzième siècles, ces familles, retenues à Kiôto, furent elles-mêmes vaincues par les *buke,* les familles nouvelles de la noblesse militaire, qui s'établirent dans les provinces mal reliées à la capitale, et le Japon, comme l'Europe, fut morcelé en principautés féodales, où les gentilshommes, les samurai, formaient des *han,* des clans militaires, sous le commandement de leurs chefs, les *daimiô.*

Mais au Japon, comme dans les États de l'Europe, l'unité nationale, une fois créée, ne put disparaître complètement; l'histoire du moyen âge est celle de la lutte entre un gouvernement centralisateur et les principautés féodales : seulement en Europe ce gouvernement centralisateur fut l'héritier de l'ancienne monarchie; au Japon, le pouvoir de l'empereur, bien qu'intangible en principe, s'effaça devant celui du *shôgun,* le chef de la noblesse féodale et militaire. Le shôgun appartenait à la maison de Minamoto issue de la famille impériale; il exerçait le pouvoir avec l'aide du conseil de la caste militaire, le *bakufu;* ce conseil fut au début l'assemblée des grands vassaux, au cours des siècles ce devint une véritable administration avec quatre ministères : le *mandokoro* chargé des affaires intérieures et extérieures, le *monchusho* ou haute cour de justice, le *samuraidokoro* chargé de tout ce qui concernait les samurai et le *jishadokoro,* qui réglait les affaires de l'Église bouddhiste

et des temples shintô. Aux Minamoto directs (1192-1333), qui eurent pour régents, pour *shikken*, les Hôjô, succédèrent, après une restauration éphémère de l'autorité impériale, les Ashikaga d'une branche cadette des Minamoto (1336-1573). Puis, les Ashikaga tombés, après la dictature du noble Oda Nobunaga (1573-82), et de l'aventurier Hideyoshi (1586-98), le pouvoir échut à une troisième branche des Minamoto, les Tokugawa (1603-1867), qui choisirent Yedo pour capitale.

Les Tokugawa s'efforcèrent d'établir à leur profit la monarchie absolue. Ils y réussirent pleinement quant à la politique extérieure, que le shôgun fut seul à conduire, comme aussi pour le gouvernement du Kantô et des grandes villes. Le bakufu, qui les assista d'abord, qui ensuite gouverna en leur nom, comprenait : le conseil suprême des anciens ou *gorôjû*, le conseil des suppléants *(wakadoshiyorï)*, le conseil des censeurs *(metsuke)*, les collèges des hauts fonctionnaires *(jishabugiô* chargés des temples, *kanjôbugiô* chargés des finances, *machibugiô* chargés de Yedo). Ces conseils avaient sous leurs ordres les *bureaux intérieurs* pour l'administration centrale et les *bureaux extérieurs* pour l'administration des grandes villes ; les districts ruraux étaient régis par des *daikan*, qui dirigeaient tous les services.

Mais la monarchie absolue des Tokugawa ne réussit à faire disparaître ni le dualisme, ni le fédéralisme.

D'une part, l'empereur, le *tennô* ou *mikado*, restait dans son palais de Kiôto le maître inviolable du

pays; les *kuge,* qui l'entouraient, avaient conservé leurs anciennes charges; pour honorifique qu'elle fût, leur administration n'en était pas moins une menace puisque même une courte période de désordres pouvait lui permettre de se susbtituer au bakufu.

D'autre part, en dehors du Kantô et des grandes villes la féodalité subsistait. Le premier shôgun Tokugawa, Ieyasu, avait brisé la puissance des seigneurs féodaux; le troisième, Iemitsu, les avait rabaissés au rang de nobles de cour; ni l'un ni l'autre n'avait osé leur enlever leurs fiefs. En 1862 il y avait 266 daimiats, dont 160 de *fudai,* anciens vassaux des Tokugawa, seuls capables de faire partie du bakufu, et 106, de *tozama* ou nouveaux vassaux des Tokugawa. Parmi ceux-ci, les *kokushu* (de 16 à 22) avaient conservé une grande indépendance et quelques-uns une indépendance presque complète, comme Maeda de Kaga, Date de Sendai, Môri de Chôshû, Nabeshima de Hizen, Shimazu de Satsuma, Yamanouchi de Tosa.

Ce système compliqué avait permis au shôgun Ieyasu de mettre fin aux guerres civiles et d'assurer la suprématie de sa maison; ses descendants tentèrent de développer sa politique et de réaliser progressivement l'unité nationale, mais ils n'y réussirent pas car au Japon, plus encore que dans les autres États, la monarchie avait accompli une œuvre de consolidation qui la rendait inapte à toute réforme. Par suite le système d'Ieyasu était destiné à disparaître quand le Japon, après s'être développé grâce à la monarchie absolue, se sentit arrêté

dans son développement par cette monarchie demeurée trop fidèle aux traditions médiévales et quand les progrès des nations de l'Europe et de l'Amérique lui eut rendu impossible de rester dans l'isolement.

Les causes sociales.

Au point de vue social comme au point de vue politique la monarchie absolue des Tokugawa avait exagéré l'œuvre de consolidation; en régularisant, en fixant les institutions du moyen âge, elle les avait sans doute rendues plus utiles et plus durables, mais elle avait aussi arrêté leur évolution, emprisonné la société dans un régime compliqué, qui empêchait son développement normal, entravait tout travail fécond et précipitait la corruption générale.

Les Tokugawa avaient maintenu les anciennes classes, on peut dire les anciennes castes, car le mariage n'était pas permis entre des personnes appartenant à des classes différentes et chaque classe devait se consacrer à sa profession héréditaire.

Il y avait les *kuge* ou nobles civils de la cour de Kiôto; les *samurai (bushi)* ou nobles militaires, qui comprenaient les daimiô et les samurai, ces derniers subdivisés eux-mêmes en grands samurai *(seishi)* et samurai du commun *(kashi)*; les *nagasode*, bonzes et médecins; les *heimin* partagés en agriculteurs *(nô)*, artisans *(kô)* et marchands *(shô)*; enfin les *semmin* ou hors-caste, parmi lesquels on distinguait encore les *eta* et les *hinnin*.

Les paysans formaient des communautés villageoises sous des maires élus ou héréditaires ; les artisans et les marchands, des gildes, qui avaient le monopole d'un métier et étaient régies par des statuts sévères; toute la population était répartie en groupes de cinq familles ou maisons s'observant les unes les autres; enfin dans chaque famille l'autorité du chef était absolue sur sa femme, ses enfants et tous les parents qui habitaient sous son toit.

Cette organisation sociale était mauvaise parce qu'elle avait été la conciliation forcée de deux organisations de tendances opposées, la féodalité japonaise et la démocratie patriarcale des Chinois. Elle l'était devenue plus encore au cours des deux derniers siècles. Des conditions de vie nouvelle avaient détruit de fait une hiérarchie que la loi continuait d'imposer : les samurai n'étaient plus des soldats, ils vivaient des pensions qu'on leur payait pour des services militaires, qu'ils ne rendaient plus et, misérables tant ces pensions s'étaient abaissées, ils n'avaient le droit d'exercer aucun métier qui les tirât de la misère ; les marchands méprisés, mis au-dessous des paysans, étaient les véritables maîtres, car seuls ils étaient riches et tous leur devaient de l'argent, le gouvernement même était à leur merci; affranchis légalement du servage, les paysans étaient restés de fait attachés à la glèbe ; prisonnier de sa famille et de sa caste, l'homme le plus intelligent, le plus hardi ne pouvait exercer son énergie et ses talents. Le pire défaut de cette organisation était de supprimer toute initiative; tant que subsista le régime factice des Tokugawa elle se main-

tint, malgré les révoltes individuelles et les soulèvements collectifs, parce que la moindre initiative eût été dangereuse dans une société où tout était tradition et convention, mais le jour que l'isolement du Japon cessa, cette organisation s'écroula d'elle-même parce que tout était à faire dans un pays brusquement remis en relations avec le monde oublié et qu'avec elle rien ne pouvait être fait.

Les causes économiques.

Comme dans le gouvernement et dans l'organisation sociale, le Japon avait exagéré dans son régime économique les défauts de la monarchie absolue.

Le principe du régime était l'isolement; fors les rapports avec les Hollandais et les Chinois de Nagasaki, le commerce extérieur était interdit; quiconque tentait de faire ce commerce ou d'émigrer était condamné à mort; nul ne pouvait construire un bâtiment capable de s'éloigner des côtes.

Les relations entres les daimiats étaient rendues difficiles par des douanes, des prohibitions de toute espèce, la diversité des législations, même matériellement par l'absence voulue de bonnes routes et de ponts.

Dans toutes les branches du régime économique prévalait la contrainte : les ventes d'immeubles étaient prohibées, il était interdit aux samurai de cultiver la terre, aux paysans de la posséder; les terrains où se trouvaient des rizières ne devaient pas être affectés à d'autres cultures; aucun paysan

ne pouvait émigrer d'un district dans un autre; seule pourtant l'émigration intérieure aurait permis d'augmenter la superficie des terres cultivées, qui était de moins de 4 millions d'hectares pour 30 millions d'habitants. C'étaient aussi les privilèges des gildes, l'hérédité des métiers, la constitution familiale, des lois somptuaires de toute sorte, la défense bouddhique d'user de viande et de lait.

Avec une pareille tyrannie, basée sur des principes d'un autre âge, le pays n'aurait jamais pu se développer, avoir de commerce ou d'industrie, perfectionner son agriculture restée primitive; par suite tôt ou tard le régime aurait dû disparaître ou le Japon serait tombé dans une irrémédiable décadence. Mais dans un pays isolé du monde le malaise résultant d'un arrêt de développement ne se serait produit que lentement; ce qui rendit la crise immédiate et vitale, c'est l'excès de la population.

Nous avons vu que la population avait doublé au cours du dix-septième siècle, puis qu'ayant atteint le chiffre de 30 millions dans le premier tiers du dix-huitième, elle était dès lors demeurée stationnaire, des famines périodiques la ramenant à ce chiffre dès qu'elle s'était élevée au-dessus. Le Japon avait atteint le maximum de population possible sous son régime économique; comme la fécondité de la race n'était pas diminuée puisque de 1872 à 1909 la population s'est élevée de 30 à 50 millions, la mort devait faire son œuvre; l'histoire du Japon sous les Tokugawa est la démonstration complète du système de Malthus.

Il faut attribuer à la pression de la population

non seulement la misère générale et les grandes calamités, mais encore bien des manifestations que l'on rattache d'ordinaire à des causes sociales.

Ainsi ce furent les famines et les épidémies qui provoquèrent les premiers mouvements insurrectionnels d'un peuple connu jusqu'alors pour sa docilité, lui donnèrent l'habitude de la résistance en lui rendant la résistance forcée et le poussèrent ainsi à se soulever pour des revendications politiques alors qu'il s'était soulevé tout d'abord pour trouver de quoi se nourrir. C'est à la misère qu'il faut attribuer la haine du peuple pour l'ancien ordre social tout entier, dont il s'exagérait les injustices parce qu'il ne pouvait ni ne voulait comprendre la véritable solution de la crise : l'ouverture du Japon au commerce extérieur. Sans doute ce qui subsistait du régime féodal était dur aux paysans, mais point tellement qu'ils se fussent révoltés si la faim ne leur avait fait voir des tyrans dans les daimiô et les samurai; et l'organisation des gildes, défavorable au commerce, ne leur eût pas paru monstrueuse s'ils ne s'en étaient exagéré la puissance et les accaparements et ne s'étaient figuré les grands marchands coalisés pour un pacte de famine.

La pauvreté donna aux paysans leur âpre désir de posséder la terre. Encore qu'ils eussent toujours souhaité d'avoir à eux le sol qu'ils fertilisaient de leur labeur, dans un pays et un état de société où la notion de la propriété foncière, encore très vague, n'avait jamais été bien distinguée de celle de la souveraineté, ils n'auraient

jamais conçu pareille ambition, si, dans les années de disette, le collecteur de la taxe se faisant attribuer jusqu'à 60 ou 70 0/0 d'une récolte insuffisante à les nourrir, ne leur était apparu comme un véritable meurtrier. Aujourd'hui même l'impôt foncier est resté impopulaire.

Trop nombreux, les paysans cherchaient à se faire accepter comme domestiques, apprentis, fonctionnaires; trop nombreux aussi, les samurai sortaient de leur clan pour devenir rônin; ainsi surgissaient dans la campagne des bandes de brigands et les faubourgs des grandes villes se remplissaient de déclassés, d'aventuriers et de criminels. Dans un pays trop peuplé, dans une société incapable de se développer normalement, il était naturel que des millions de gens se trouvassent sans emploi, qu'ils vécussent du produit de leurs crimes ou de celui de métiers illicites et en quelque sorte dans un état constant de révolution.

Enfin c'est seulement en admettant un excès de population que nous résoudrons un problème embarrassant : le Japon du dix-septième siècle nous apparaît comme un pays relativement prospère, le Japon de la première moitié du dix-neuvième siècle comme un pays malheureux et cependant toutes les données économiques tendent à prouver que la fortune générale y avait augmenté. Mais d'une part la fortune n'y avait pas augmenté dans la même mesure que la population; d'autre part les graves crises qu'occasionnait la surpopulation, crises aggravées par les lois féodales et l'isolement du Japon, avaient amené, grâce à l'agiotage, une

distribution nouvelle des richesses à l'avantage des riches marchands et dans une certaine mesure de tous les bourgeois des villes, au désavantage des paysans comme aussi de la plupart des daimiô et des samurai.

Le régime économique du Japon se présente ainsi comme entièrement vicié. En effet, le premier résultat d'une période d'ordre et de paix est l'accroissement de la population et cet accroissement est le facteur principal du progrès matériel puisqu'il augmente dans un pays la capacité de production et d'épargne et qu'il y amène une plus grande division du travail. Mais c'est à la condition que le régime économique et social permette aux nouveaux habitants de s'employer, que la superficie du sol cultivé soit étendue, qu'il se crée de nouvelles professions et de nouveaux métiers, que le commerce assure l'exportation des produits manufacturés devenus trop nombreux pour la consommation intérieure, l'importation des produits agricoles nécessaires à l'alimentation d'une population que son sol ne suffit plus à nourrir et des produits bruts exigés par les progrès de l'industrie qui ne peut plus se fournir exclusivement dans le pays lui-même.

Nous avons exposé successivement ces trois classes de causes pour les faire mieux saisir, mais elles étaient rigoureusement interdépendantes.

Un État arrivé à un certain degré de développement ne peut plus subsister que par ce que nous

voulons appeler le régime moderne et ce régime exige, comme la liberté au point de vue économique, l'égalité au point de vue social et politique. Si nous examinons la situation du Japon, nous voyons que la réclusion de l'empereur et des kuge, la demi-indépendance des daimiats, l'organisation du bakufu avaient pour base les droits de la caste militaire, lesquels impliquaient également le demi-servage des paysans, la condition inférieure des artisans et des marchands, le privilège des gildes, par suite la mauvaise organisation économique générale. De même l'isolement du Japon maintenait seul le dualisme et le fédéralisme, qui devinrent impossibles le jour où le Japon dut avoir une politique extérieure et cet isolement ruinait le pays, ramenait périodiquement la famine. C'est pourquoi l'arrivée des étrangers entraîna la ruine du shôgunat, laquelle entraîna celle de la féodalité, laquelle entraîna celle de toutes les institutions religieuses, sociales et économiques, au point que la famille dut être reconstituée sur une base nouvelle et que l'on ne trouva plus d'autre fondement à la morale que le patriotisme.

L'ancien régime était donc condamné à disparaître, mais on peut se demander si des réformes n'auraient pu prévenir une révolution. La réponse sera négative.

La constitution des Tokugawa avait été si forte et avait duré si longtemps, la consolidation accomplie répondait si bien aux besoins de la société dans le début et à certains traits permanents du caractère japonais que cette constitution n'était

plus seulement une organisation politique et même une organisation sociale et économique, mais qu'elle s'était marquée profondément dans les mœurs, dans les croyances, les sentiments, les habitudes de l'esprit et du caractère, qu'elle avait donné à chaque classe une mentalité et même une morale particulières, qu'enfin tous les Japonais en ont tiré des habitudes intellectuelles et morales de solidarité, de fidélité, d'honneur chevaleresque qui, dans une grande mesure, subsistent encore. Or ce qui est simplement organisation peut se détruire législativement et être remplacé par une organisation nouvelle; ce qui est devenu mœurs, idées, sentiments, ne disparaît qu'après des luttes et des bouleversements, que par une révolution.

B. — LES IDÉES QUI ONT INSPIRÉ LA RÉVOLUTION (1).

Les instincts et les besoins qui provoquèrent la Révolution se retrouvent dans les doctrines philo-

(1) Cf., outre les ouvrages cités, pp. 305, 346, 486, 491 du tome III (principalement les traductions de Kiûsô par Knox, Arai Hakuseki par le même et Aston, Kaibara Ekken par Aston), Legge pour les traductions de Mi Ti et de Mencius, Arthur Lloyd : *Historical development of the Shushi philosophy in Japan* (T. A. S. J., XXXIV, 4), où se trouvent traduits plusieurs des passages cités dans cette introduction; Sir E. Satow, *Revival of pure Shintau*, où ont été traduits la plupart des passages de Mabuchi, Motoori, Hirata cités plus bas. L'important ouvrage sur le shintô publié récemment par Aston s'occupe presque exclusivement du shintô primitif.

sophiques dont les révolutionnaires s'inspirèrent. Dans le domaine de la pensée comme dans celui des faits, le régime des Tokugawa n'avait-il pas établi la tyrannie, imposé l'isolement? les doctrines des révolutionnaires n'étaient-elles pas le produit de cette tyrannie et de cet isolement en même temps qu'une réaction contre eux? Et, comme la situation politique et sociale du Japon ressemblait assez à la situation de l'Europe au dix-huitième et au dix-neuvième siècle, la philosophie japonaise rappelle la philosophie contemporaine de l'Europe encore qu'elle en diffère par sa forme empruntée aux traditions indiennes et chinoises.

Un exposé général de la philosophie japonaise ayant été donné dans le tome III, nous nous bornerons ici à traiter des doctrines qui ont directement inspiré les révolutionnaires; ces doctrines peuvent se ramener à trois idées principales : l'idée démocratique, l'idée patriotique, l'idée impériale.

L'idée démocratique.

L'organisation surannée du gouvernement et de la société, qui suscitait dans toutes les classes des souffrances et des rancœurs; la décadence de ce gouvernement et de cette société, qui laissait le champ libre aux révoltes des déclassés et remettait en questions dans l'esprit des meilleurs les solutions reconnues jusqu'alors intangibles des problèmes politiques et sociaux; la conviction chez tous qu'ils contribueraient à fonder des institutions nouvelles et que par suite leurs rêves jadis condamnés étaient

la vision même de l'avenir, toutes ces causes et d'autres avaient développé les instincts démocratiques.

Mais au Japon, comme en tous pays, de pareils instincts sont vagues et faits surtout de révolte; on attaquait donc, avec les institutions tombées vraiment en décadence, celles-là aussi qui étaient destinées à survivre.

Voici comment les aspirations démocratiques se formulèrent en doctrines sous l'influence de la philosophie.

I

Tel qu'il s'est constitué par la persistance de certaines institutions politiques et sociales, surtout par le culte du moyen âge glorifié dans la littérature romanesque, le caractère japonais, comme le caractère allemand, n'a pas à proprement parler de tendances démocratiques; il incline plutôt vers la discipline militaire et le dévouement féodal. C'est des Chinois que les Japonais ont pris leurs doctrines démocratiques comme les Allemands ont emprunté les leurs aux Latins.

La conception démocratique de la Chine s'est formée dans les derniers siècles de l'ère ancienne, c'est-à-dire vers la même époque que la conception démocratique de la Grèce, et elle reflète un état de société assez semblable par de certains points à celui

de la Grèce ancienne. Seulement ce qui prévalait dans les petits États grecs, c'était l'esprit républicain ; ce qui prévalait dans les petits États chinois, c'était l'esprit de clan, de solidarité féodale ; de plus la constitution de la famille était alors faible en Grèce et forte en Chine. De ces différences il résulta deux idéals démocratiques, qui ont diversement influencé l'Europe et l'Extrême-Asie.

Issue d'une société fortement hiérarchisée, la conception démocratique de la Chine est patriarcale et monarchique ; issue d'une société voisine de l'anarchie, celle de la Grèce, est individualiste et républicaine. En outre, la conception grecque tient de la Grèce réaliste mais amoureuse de la beauté, elle met haut la liberté et la dignité humaines ; la conception chinoise est toute chinoise, c'est-à-dire purement matérialiste, son but est le bien-être assuré par l'ordre. La philosophie chinoise se représente l'État comme une grande famille où le père, le souverain, est tenu de donner la prospérité matérielle, de défendre les traditions familiales. Cette conception est doublement démocratique. D'abord, si elle reconnaît la supériorité du monarque, père de ses sujets, elle proclame l'égalité de tous ses sujets regardés comme ses enfants ; sans doute les fonctionnaires ont le rang de fils aînés, mais ils ne doivent pas leur rang à leur naissance, ils le doivent à leur vertu et à leur connaissance de la tradition. On peut même dire que le système chinois est par le fait plus démocratique que les systèmes de l'Europe, car ceux-ci ne connaissent que l'égalité civile, ils ne suppriment pas les dis-

tinctions que créent la naissance et la fortune et, avec de pareilles distinctions, il n'existe pas à proprement parler d'égalité individuelle; tous les Chinois, au contraire, quels que soient leur richesse et leur rang, sont les enfants d'un même père et si, les uns à l'égard des autres, il ne sont pas égaux, ils le sont par rapport à leur père commun et ce père est tout-puissant.

La doctrine chinoise est encore démocratique sous un autre rapport. En principe le pouvoir du souverain semblerait absolu comme le pouvoir du père mais pratiquement il n'en est pas ainsi. La position du père étant indiscutable, peu importe qu'il fasse un bon ou un mauvais usage de son autorité; la position de l'empereur est au contraire discutable, il n'est le père que s'il représente le Ciel et il ne représente le Ciel que s'il est vertueux, c'est-à-dire s'il respecte les traditions et rend ses sujets heureux. Une pareille idée de la souveraineté est analogue à celle que s'en faisaient les protestants refusant obéissance au souverain qui n'était pas en état de grâce. Pour les Chinois l'empereur qui n'est pas en état de grâce n'est plus un souverain, c'est un tyran. Et, comme la philosophie grecque, la philosophie chinoise réserve ses meilleures louanges pour ceux qui ont combattu la tyrannie.

Déjà dans le *Shu King,* une compilation historique attribuée à Confucius, nous voyons chaque dynastie renversée par un usurpateur qui déclare le souverain illégitime pour manque de vertu et se proclame lui-même *Fils du Ciel.*

Wu Wang, le fondateur des Cheu, soulève les

nobles et le peuple contre la dynastie de Shang, il prononce un long réquisitoire contre l'empereur coupable.

Le ciel et la terre sont les progéniteurs de toutes choses; les hommes forment la partie la plus intelligente des choses sublunaires; les hommes les plus intelligents deviennent des chefs et le chef est le père du peuple.

Or Sheu (l'empereur Shang), s'est montré irrespectueux envers le Ciel et a fait fondre des calamités sur le peuple.

Suit l'énumération des crimes de Sheu.

Les crimes de Shang débordent comme une mer et c'est pourquoi le Ciel a ordonné de détruire Shang; ne pas obéir au Ciel, c'est se rendre aussi criminel que Shang.

Et plus loin :

Voici un proverbe des Anciens : Qui m'apaise est mon prince; qui m'opprime est mon ennemi. Sheu, abandonné du Ciel et des hommes, vous a opprimés; Sheu est votre ennemi. (*Shu King* IV, 1 à 4.)

Ces doctrines démocratiques furent en quelque sorte codifiées par Mencius. Il pose d'abord en principe que le premier devoir d'un gouvernement est d'assurer le bonheur du peuple.

Dans un pays, l'élément primordial est le peuple; viennent ensuite les esprits de la terre et du grain; le souverain est l'élément le moins important.

Qui ne gouverne pas dans l'intérêt du peuple n'est plus un souverain, fils du Ciel, c'est un tyran.

Quand le souverain considère ses ministres comme

ses pieds et ses mains, les ministres considèrent leur souverain comme leurs entrailles et leur cœur. Quand il considère ses ministres comme ses chiens et ses chevaux, les ministres le considèrent comme un homme quelconque. Quand il les considère comme de la terre et de l'herbe, les ministres le considèrent, lui, comme un voleur et un ennemi (IV, 2, 3).

Mencius accorde donc formellement aux ministres appartenant à la famille royale le droit de déposer le souverain, c'est là du reste une simple application du principe de la solidarité de clan; à défaut de parents, il accorde ce même droit aux ministres non apparentés au souverain (V, 2, 9. — VII, 1, 31).

Contre un souverain, devenu un tyran, Mencius permet l'assassinat.

Le roi, parlant du meurtre de Cheu (ou Sheu) par Wu Wang, demande à Mencius :

— Un ministre peut-il donc mettre à mort son souverain?

Et Mencius :

— Celui qui outrage la bienveillance est un voleur; celui qui outrage la droiture est un félon. Le voleur et le félon sont de simples individus. J'ai ouï parler du meurtre de l'individu Cheu, je n'ai pas ouï dire que dans ce cas un souverain eût été mis à mort (I, 2, 8).

Mais qui décidera si le souverain est un fils du Ciel ou un tyran? Le peuple lui-même, fait ainsi juge dans sa propre cause.

Le Ciel présente le souverain au peuple et le peuple l'accepte... Le Ciel voit comme le peuple voit, le Ciel entend comme le peuple entend (V, 1, 5).

Kieh et Cheu perdirent l'empire parce qu'ils perdirent

le peuple. Perdre le peuple c'est perdre le cœur du peuple. Il n'y a qu'un moyen de gagner l'empire : gagnez le peuple et l'empire est gagné. Il n'y a qu'un moyen de gagner le peuple : gagnez son cœur et le peuple est gagné. Il n'y a qu'un moyen de gagner le cœur du peuple : lui donner ce qu'il désire et ne pas lui imposer ce qu'il repousse (IV, I, 9).

Si la voix du peuple doit être tenue pour la voix même du Ciel, c'est que la bonté est de l'essence du cœur humain. Nous avons étudié cette doctrine dans les volumes précédents. Le passage suivant explique bien la pensée de Mencius :

Tous les hommes ont l'esprit fait de telle manière qu'ils ne supportent pas le spectacle des souffrances d'autrui... Si quelqu'un voit un enfant près de tomber dans un puits, il ne pourra, quel qu'il soit, s'empêcher de ressentir de l'angoisse... Le sentiment de la commisération est de l'essence de l'homme, et de même celui de la honte, et de même celui de la modestie, et de même ce sentiment qui lui fait solliciter l'approbation et fuir le blâme. Or c'est dans ces sentiments qu'il faut chercher le principe de la bienveillance, de la droiture, des rites et de la connaissance. Les hommes ont ces quatre principes comme ils ont quatre membres (II, I, 6).

Appliquant à la politique l'axiome moral de la bonté naturelle de l'homme, Mencius admet que le peuple n'a jamais tort ; si le peuple est corrompu, le souverain doit être déclaré coupable de cette corruption.

Redressez le souverain et l'État aura une base solide (IV, 1, 20).

Généralement, en vrai philosophe chinois, Mencius fait dépendre l'ordre et le bon gouvernement du bien-être matériel.

Quand les légumes et le grain sont aussi abondants que l'eau et le feu, comment se trouverait-il dans le peuple des gens qui ne soient pas vertueux ? (VII, 1, 23.)

Cependant Mencius s'élève quelquefois à une conception plus morale :

Il y a la noblesse du Ciel et la noblesse de l'homme. La bienveillance, la droiture, l'estime de soi, la fidélité, voilà la noblesse du Ciel. Les rangs de duc, de ministre, de haut fonctionnaire, voilà la noblesse de la terre (VI, 1, 16).

Au cours des siècles cette philosophie démocratique ne cessa de se développer ; elle reçut sa forme classique sous les Sung, sa forme didactique sous les Ming, sa forme révolutionnaire au cours des révoltes contre la dynastie mandchoue, mais il est inutile de faire d'autres citations, le style de Mencius a donné de cette philosophie l'expression la plus nette.

*
* *

Malgré les défenses sévères du bakufu, qui proscrivait les œuvres de Mencius et de ses imitateurs, la philosophie démocratique de la Chine se répandit au Japon grâce surtout à la propagande d'Itô Jinsai (1625 ou 1627-1706) et si bien même qu'un chef du bakufu, Hotta Masatoshi, ministre d'Ietsuna (1652-80) et de Tsunayoshi (1681-1709) pré-

tendit y appliquer la doctrine de Mencius d'un gouvernement pour le peuple. Dans la société fortement hiérarchisée du dix-septième siècle, les idées d'Itô Jinsai et de Hotta firent scandale, mais le succès en fut rapide et complet au dix-huitième siècle; toutes les institutions du passé ne furent-elles pas alors simultanément attaquées? et cela comme naturellement, car si les philosophes rationalistes revendiquaient le droit de tout discuter, c'était inconsciemment que les romanciers et les caricaturistes couvraient de ridicule ce qu'on avait jusqu'alors respecté.

Aussi tous les mécontents trouvèrent-ils juste de rendre le gouvernement responsable de leurs maux, de condamner au nom de la philosophie chinoise les inégalités d'une société restée féodale. Les bourgeois méprisés par les samurai revendiquaient leur droit d'être traités comme les fils d'un même père; par le théâtre et le roman cette doctrine pénétrait chez les artisans des villes et avait même son écho chez les paysans.

Cependant le peuple était trop inéduqué, les bourgeois étaient trop humbles et trop occupés de leurs affaires pour comprendre et goûter pleinement pareille philosophie. Ce fut chez les samurai que se répandirent les idées démocratiques. Entre le daimiô ou le grand samurai et le piqueur, le maître d'armes, le simple soldat couchant par chambrées, mal nourris, traités comme des domestiques, le rônin, chassé de sa caste, tombé dans la plèbe ou devenu voleur de grand chemin, l'inégalité sociale était la plus grande possible et cependant le piqueur, le soldat, le rônin pouvaient se dire les

égaux des daimiô puisque eux aussi étaient des nobles militaires. D'autre part chez ces hommes misérables la haine du luxe des grands s'exaspérait tous les jours; en attaquant par envie les débauches, les dépenses extravagantes, les mœurs efféminées des princes et des riches, ils ne faisaient que se conformer aux préceptes des classiques chinois, aux traditions de la caste militaire, aux lois mêmes du bakufu.

Enfin, le confucianisme avait pris chez les samurai une forme spéciale : sous l'influence de la législation féodale, qui rendait tous les membres d'un clan solidairement responsables des fautes du chef et de chaque membre en particulier, sous l'influence aussi de la législation shôgunale, qui conférait à tout samurai des pouvoirs de police judiciaire, lui commandait de poursuivre les auteurs des crimes commis dans son voisinage, de les arrêter et de les tuer s'ils résistaient, l'idée se développa que chaque samurai avait un droit de contrôle sur les affaires de l'État, et, qu'étant soldat, il devait affirmer ce droit par un acte militaire, soit son suicide ou le meurtre du coupable.

Les petits clans, où le pouvoir du daimiô était nul, devinrent ainsi des associations militaires, les grands clans suivirent cet exemple et les samurai rêvèrent de faire du Japon un État guerrier gouverné par les samurai et pour les samurai; en 1868, sous l'influence, il est vrai, de l'Amérique, il se fonda même à Yezo une république de samurai.

D'autre part la distinction qu'admet la philosophie chinoise entre le souverain et le tyran sem-

blait aux samurai facile à établir : le mikado était le souverain, le shôgun le tyran. On pouvait donc appliquer à ce dernier tout ce que la philosophie chinoise enseigne du tyran. S'il y avait misère et famine, si les bushi perdaient leurs mœurs austères et les gens du peuple le sentiment de l'obéissance, si tous les sujets n'étaient plus les fils égaux d'un même père, on n'en devait donner qu'une raison, une seule : le pays n'était pas gouverné par son souverain patriarcal mais par un usurpateur, un tyran. Par suite chaque bushi, chaque citoyen militaire, personnellement responsable de la bonne organisation de l'État et du bien-être général, était tenu d'appliquer la sanction édictée par Mencius contre le tyran : la déposition, au besoin l'assassinat.

Ainsi à la même époque qu'en Europe et sous la pression des mêmes besoins, grâce à l'influence d'une philosophie née dans le même siècle que la philosophie grecque et dans un état social qui rappelle par de certains côtés celui de la Grèce, il se produisit au Japon un mouvement démocratique analogue par l'esprit, les sentiments et même la phraséologie à celui de l'Europe révolutionnaire. De part et d'autre, on put voir la même affectation de vertu, d'égalité, d'austérité, les mêmes déclamations contre les tyrans et, comme en Europe il était constamment parlé de Harmodius et d'Aristogiton, des Brutus, de Cassius, au Japon il était constamment parlé du Wu Wang, destructeur des Shang, des Han vainqueurs des Ts'in, de tous les héros des grandes rébellions chinoises.

II

Au concept austère de la démocratie fondée sur la justice s'oppose le concept de la démocratie réalisée par l'amour. Par réaction contre la dureté de Sparte et sous l'influence des religions orientales, ce concept cher à Platon se développa en Grèce, en Asie Mineure, dans l'école d'Alexandrie pour aboutir en pays latins à la philosophie de Cicéron, de Sénèque, et de Marc-Aurèle, puis pour être renouvelé par la conception plus haute et plus large du christianisme. De même en Chine le principe de la charité universelle apparut dès l'époque de Confucius, probablement sous l'influence des religions de l'Inde et de l'Asie Antérieure; transformé par le bouddhisme des écoles mystiques, il inspira pendant des siècles et les Taoistes et les Confucianistes orthodoxes.

Celui qui le premier le formula nettement fut Mi Ti, que combattit Mencius; il vivait probablement à la fin du quatrième siècle avant J.-C.

Le devoir des sages est d'établir partout le bon gouvernement. Pour ce faire, ils rechercheront d'abord la cause du désordre et ils verront que la seule cause en est le manque d'amour... Si, en vérité, l'amour prévalait partout, si aucun État n'attaquait l'État voisin, qu'aucune famille ne cherchât à troubler la famille voisine, qu'il n'y eût ni voleurs, ni brigands, que souverains et

ministres, pères et fils fussent dévoués et bons, tout royaume serait bien gouverné... Et c'est pourquoi notre maître Mi disait : N'enseignez qu'une chose, enseignez aux hommes à s'aimer.

Comment s'établira cette loi de l'amour universel?

Qu'un roi aime les royaumes des autres rois comme son royaume, qu'un père aime les familles des autres pères comme sa famille, qu'un homme aime les autres hommes comme lui-même!

De semblables préceptes se retrouvent dans les œuvres de tous les démocrates chinois, en particulier de Wang Shou Jen ou Wang Yang Ming (Ôyômei).

L'influence des sectes mystiques bouddhistes, principalement Zen, Jôdo et Nichiren, répandit au Japon l'idée de la fraternité universelle. Tous, plus ou moins troublés par le laoïsme dans leur austère orthodoxie confucianiste, les philosophes classiques du dix-septième et du dix-huitième siècles ne se lassent pas de parler de l'amour.

Kiûsô (1658-1734) écrit :

La charité est à l'esprit ce que la vie est au corps. Quand la vie cesse, le corps meurt; quand la charité a cessé, l'âme est morte.

Nakamura Tekisai (1629-1702) :

Un seul grand principe opère dans le monde. Considérez-le comme une loi de la nature, vous l'appellerez : la vie; considérez-le comme une vertu morale, vous l'appellerez : l'amour. Il n'existe qu'un obstacle à son efficacité, cet obstacle, c'est le *moi*.

Kaibara Ekken (1630-1714) :

Notre vie même provenant du Ciel et de la Terre, nous avons pour premier devoir d'honorer le Ciel et la Terre. Et ce premier devoir, il n'y a qu'un moyen de l'accomplir : l'amour. Comme le Ciel et la Terre aiment toutes choses, et celles qui aiment, et celles qui ne peuvent aimer, ainsi notre amour doit tout embrasser... Qu'est la piété filiale sinon l'amour des parents? la loyauté, le patriotisme sinon l'amour du souverain? En vérité, toutes les vertus de l'homme ne sont que les manifestations multiples de ce principe unique qui est l'amour. Toutes choses, animées ou inanimées, sont des preuves de l'amour du Ciel et de la Terre, car toutes existent uniquement en vertu de l'amour.

Quand le rationalisme du dix-septième siècle céda devant le romantisme du dix-huitième et que les écoles orthodoxes eurent été vaincues par les écoles hétérodoxes, les samurai furent comme enivrés de mysticisme démocratique et de panthéisme sentimental.

Au dix-neuvième siècle, ils en arrivèrent à dire avec Heihachirô (1791-1837) que, si dans le monde des apparences le corps contient le cœur, dans le monde de la réalité c'est le cœur qui contient le corps, et avec Ôhashi Junzô (1816-62) que le Ciel et l'homme sont identiques, que le Ciel est la loi vivante et qu'on l'adore seulement par la bienveillance universelle.

Ces idées ont reçu leur expression la plus complète dans ce passage de Motoda Tôya (1818-91) :

Les plus hardies décisions, les plus vigoureuses actions, les résolutions les plus fortes et le mieux tenues

n'ont qu'une source : l'amour ; plus l'amour sera chaud, plus féconde l'action. L'amour peut tout mouvoir. L'amour embrasse tout, même le Ciel et la Terre... C'est l'amour qui a séparé le Ciel et la Terre du chaos primordial, l'amour qui fait briller le soleil et la lune, l'amour qui fait couler les fleuves, bourgeonner et fleurir les plantes C'est la source de vie dans tout ce qui vit. L'homme lui-même a été conçu et mis au monde en vertu de l'amour ; tous ses actes, tout son souffle ne sont que des manifestations de ce principe unique, l'amour. L'amour doit commencer avec les objets qui sont le plus rapprochés, puis il ira toujours s'élargissant. Car l'amour est infini, sa force ne s'épuiserait pas à embrasser tous les peuples, tous les âges, toutes les choses visibles et invisibles.

Il ne faut donc pas voir une imitation de la poésie et de la philosophie européennes dans les déclamations humanitaires des écrivains japonais modernes, ils continuent directement les philosophes chinois, les romantiques et les révolutionnaires japonais.

Dans la société japonaise il s'est ainsi produit en même temps que dans les sociétés européennes la même réaction contre le rationalisme et la sécheresse affectée du cœur, le même débordement de sentimentalité, le même rêve d'une société fondée uniquement sur l'amour universel.

Une autre ressemblance à signaler, c'est qu'au Japon comme en Europe cette conception mystique et sentimentale de la démocratie ne s'est pas formée dans le peuple mais dans la noblesse et la bourgeoisie et que le peuple, dont cette conception hâta

les progrès matériels, l'instruction et l'émancipation politique, n'a, sous la pression des besoins quotidiens, pas semblé s'y intéresser.

L'idée patriotique.

Aux instincts qui produisirent l'idée démocratique se rattachent intimement ceux qui produisirent l'idée patriotique. Le développement de la société au cours du dix-huitième et du dix-neuvième siècles, le désir de l'égalité qui en était résulté avaient rendu odieux tout ce qui subsistait de la féodalité; mais la plupart comprenaient que l'on ne pourrait supprimer la hiérarchie des classes et des castes, les restes du servage, les douanes intérieures, les privilèges des gildes sans abolir aussi les clans, et la centralisation accomplie au dix-septième siècle dans les États des Tokugawa, quoiqu'elle eût perdu depuis de son importance par la concession de fiefs aux hatamoto, avait fait naître l'espoir qu'on pourrait un jour l'étendre à tout l'empire; l'œuvre de Hideyoshi, d'Ieyasu et d'Iemitsu avait produit ses fruits et l'on souhaitait de rétablir l'unité nationale.

A ce patriotisme démocratique s'en joignait un autre plus proprement nationaliste. L'isolement que les Tokugawa imposaient au Japon depuis deux siècles avait singulièrement fortifié le sentiment national : à cette curiosité des choses de l'étranger qui avait si vivement marqué le seizième siècle avait succédé l'admiration exclusive de tout ce qui était japonais, le désir de présenter la civilisation

de l'archipel comme autochtone, le mépris de toutes les coutumes, toutes les idées empruntées à l'étranger, mépris que semblait justifier la décadence où était tombée la Chine, considérée jusqu'alors comme le pays modèle dont tous les peuples devaient s'inspirer. Et ce fut au moment où le Japon se crut à jamais délivré non seulement de toutes relations suivies avec l'étranger mais de toute influence venue de l'étranger que brusquement l'extension de l'empire russe dans le bassin de l'Amur, l'établissement des Anglais à Hong kong et celui des Américains sur les côtes du Pacifique mirent en danger l'indépendance même du Japon. C'est ailleurs que nous étudierons les efforts que bakufu et daimiats firent pour se préparer à une agression reconnue inévitable comme aussi la constitution des grands partis politiques qui devaient se disputer la prépondérance, le parti des conservateurs opposant à tout ce qui venait de l'étranger la même haine que les Chinois et celui des réformistes voulant emprunter à l'étranger ses armes pour le mieux combattre, l'un et l'autre, il est vrai, d'accord pour reconnaître que la défense nationale était impossible sans l'unité nationale. Ici nous examinerons seulement comment se développa et se précisa cette idée de l'unité nationale d'une part grâce à l'influence de la philosophie chinoise, d'autre part grâce à l'influence du romantisme japonais.

I

D'une manière générale, on peut dire que les Chinois, tout au moins les philosophes chinois, se sont moins intéressés à la patrie qu'à l'État. Des premiers philosophes japonais qui s'inspirèrent de la Chine on peut le dire d'autant plus que leur conception de l'État est empruntée à la Chine, qu'ils regardent la Chine comme supérieure au Japon et que souvent ils s'appellent eux-mêmes « des barbares ». Ce sont donc les droits de l'État que soutinrent d'abord les sinologues japonais. Au dix-septième siècle comme ils étaient les protégés des Tokugawa et que les progrès de la centralisation ne semblaient possibles que par l'extension de la puissance de ces derniers, ils soutinrent le shôgunat. Au dix-huitième siècle, quand l'extinction de la ligne directe des Tokugawa eut donné au bakufu la faculté de désigner le shôgun et la prépondérance dans le gouvernement, quand l'influence des légistes, des philosophes l'eut emporté dans le bakufu sur celle des nobles et des soldats, ces légistes, ces philosophes rêvèrent même de réformer complètement la constitution de l'État et d'établir au profit des Tokugawa, c'est-à-dire du bakufu, un empire absolu comme celui de la Chine. Beaucoup de samurai confondirent leur rêve d'un État idéal avec leurs aspirations démocratiques, ils imaginaient une sorte de république de samurai sous un sou-

verain sans autorité ; leur conception de l'État devint ainsi révolutionnaire ; ils ne voulaient plus d'un État fondé sur la tradition, sur les droits acquis, sur la mentalité nationale mais d'un État fondé purement sur la raison et la vertu.

Les ministres, responsables de la bonne conduite des affaires publiques, durent se séparer de ces rêveurs, de ces raisonneurs, qui se refusaient à étudier la réalité pour imaginer plus librement leurs utopies ; rêveurs et raisonneurs se tournèrent contre le shôgunat qu'ils avaient adulé, c'est dans les écoles des philosophes que la jeunesse prépara la Révolution.

Or cette évolution de l'idée de l'État au Japon n'est-elle pas identique à celle que nous remarquons dans les autres nations modernes? Chez toutes, c'est la philosophie du dix-huitième siècle qui a conçu la doctrine de la *raison d'État,* cherché une formule générale et *a priori* de l'État basée sur ces deux idées que l'homme est naturellement bon et qu'il existe un type idéal de l'homme. Chez toutes le gouvernement fit d'abord cause commune avec la philosophie, qui le flattait, puis rompit avec elle, quand elle lui sembla dangereuse, mais ce fut trop tard et la philosophie condamnée devint un agent de révolution.

II

A cette conception chinoise un peu sèche des devoirs des citoyens envers l'État il se substitua

peu à peu une conception japonaise et mystique du patriotisme. Mais, pour en comprendre la portée, il faut rappeler l'évolution qui s'accomplit dans les idées à la fin du dix-huitième et au début du dix-neuvième siècle, évolution analogue à celle qui, en Europe, substitua au rationalisme et au sensualisme sceptique de Voltaire et de son école le romantisme de Rousseau, de Diderot, de Gœthe, de Schiller, de Burns et de Chateaubriand. En étudiant les tendances démocratiques des samurai, nous avons déjà montré comment les doctrines puritaines des confucianistes orthodoxes se confondirent avec les doctrines humanitaires des Laoistes et d'Ôyômei. Dans la conception que les Japonais se firent alors du patriotisme le changement fut beaucoup plus considérable : en effet le culte romantique de l'humanité et l'amour universel s'accordaient assez bien avec le rationalisme comme nous pouvons le voir par l'exemple de Rousseau et des révolutionnaires français; mais, pour formuler leur nouveau dogme du patriotisme, les romantiques japonais durent faire davantage, ils durent véritablement se convertir, eux les rationalistes impies, à la religion du peuple.

Au début du dix-huitième siècle, tous les philosophes, l'on peut même dire tous les samurai, haïssaient et les religions quelles qu'elles fussent, et l'idée même d'une religion. Raisonneurs, ils repoussaient jusqu'à la pensée qu'il pût y avoir un dogme, une révélation, que l'esprit pût se soumettre à une autorité indiscutée; philosophes de tendances austères, ils condamnaient ce qui dans la religion

flatte les sens ou fait appel au sentiment; la piété, l'union mystique de l'homme avec la Divinité leur était incompréhensible.

Pour expliquer leur mentalité, nous citerons leurs jugements sur les diverses religions qu'ils furent à même de connaître. Voici comment Kiûsô s'exprime au sujet du bouddhisme :

Dans le bouddhisme *être* devient *n'être pas*, le mensonge se transforme en vérité. Nous savons que tout est mensonge dans la doctrine du paradis et de l'enfer, on n'en continue pas moins de l'enseigner, comme si le mensonge et la vérité ne faisaient qu'un.

Et ailleurs :

Longtemps le bouddhisme a persuadé les Japonais qu'il existait seulement une vertu : honorer le Buddha. Aussi toutes les vilenies prospérèrent; il n'était personne qui ne trouvât son plaisir dans le vice... Pendant son emprisonnement, Shigehira n'éprouvait aucune honte à boire et à passer son temps avec des filles, mais son cœur était torturé de remords parce que, sur l'ordre de son père, il avait mis le feu au Dai-Butsu de Nara. Ainsi le bouddhisme sait tromper le cœur de l'homme. Dans la période Kambun, (1661-1672), Matsudaira Nobutsuna fit briser les images de Nara que l'on adorait depuis des siècles et convertir le Dai-Butsu en gros sous. Voilà un profit sans précédent pour l'empire, une sagesse sans pareille! Depuis que les Tokugawa ont fait avancer la civilisation, de pareils hommes ne sont plus rares. *(Shundai Zatsuwa.)*

C'est dans le même esprit qu'Ichikaha Tatsumaro juge le shintô. Il en explique les mythes à la manière des rationalistes français racontant que

Jupiter, Neptune et Pluton, trois frères, se partagèrent le royaume de Grèce, le premier prenant les régions fertiles des plateaux, le second les côtes et les îles, le troisième les montagnes et les mines. D'après lui les anciens mikado ont inventé le mythe de l'origine japonaise du soleil afin de prouver la prééminence de leur pays; pour les dieux, il n'y a pas de différence entre les races humaines.

Le mot *kami,* écrit-il, était un simple titre honorifique mais, comme on l'a employé pour traduire le caractère chinois de *shin,* on a fini par lui attribuer le sens de dieu. Les ancêtres des mikado n'étaient pas des dieux, c'étaient de simples hommes, dignes d'être honorés pour leurs vertus, mais dont les actes n'avaient rien de miraculeux ou de surnaturel. Si les ancêtres premiers des hommes n'étaient pas des hommes, c'étaient plus probablement des bêtes que des dieux. *(Mayanohire.)*

Arai Hakuseki, le célèbre homme d'État philosophe, s'est attaqué au christianisme. Dans le *Seiyô Kibun,* il rapporte ses entretiens avec le jésuite italien Sidotti.

Le mot étranger de Dieu *(Deus),* dont l'homme de l'Ouest s'est servi, est l'équivalent du mot *Créateur* et désigne simplement Qui a fait le ciel et la terre et toutes les choses de ce monde. L'argumentation de l'étranger repose en effet sur l'idée que le monde n'a pu naître de lui-même. Le monde, à l'en croire, doit avoir un créateur. Mais s'il en était ainsi, qui donc aurait créé Dieu? Comment Dieu aurait-il pu naître alors qu'il n'existait ni ciel ni terre? Et, si nous admettons que Dieu a pu exister de lui-même, pourquoi ne l'admettrions-nous pas aussi bien du ciel et de la terre? L'étranger professait aussi cette doctrine qu'avant la création

du monde il existait un ciel pour les bons; je ne comprends pas comment les hommes pouvaient avoir aucune connaissance du bien et du mal avant la création du ciel et de la terre. Il est inutile de discuter ces notions sur l'origine du monde et de l'humanité, du paradis et de l'enfer, car elles sont empruntées au bouddhisme.

Que penserons-nous de cette idée que Dieu, par pitié pour les hideux pécheurs qui avaient manqué aux commandements du Ciel et qui ne pouvaient réparer eux-mêmes leur faute, trois mille ans après se fit homme pour eux sous le nom de Jésus et racheta leur offense à leur place?... Pourquoi Dieu n'aurait-il pas simplement pardonné comme un juge l'offense qu'on lui avait faite ou n'aurait-il pas abaissé la peine? C'eût été d'autant plus naturel que Dieu était lui-même l'auteur de la défense qui avait été violée.

Ainsi les idées d'éternelle justice, d'amour divin, d'offense à la justice et à cet amour, de rédemption ne peuvent toucher Arai parce qu'il les juge d'après sa philosophie purement rationaliste et qu'il ne comprend pas la foi, l'espérance, la charité, tous les sentiments mystiques dont elles sont l'expression.

*
* *

Ce parti pris d'ignorer des élans, des besoins, des instincts naturels au cœur humain fut justement la principale cause de la réaction violente contre le rationalisme qui est l'un des traits caractéristiques de la fin du dix-huitième siècle et du commencement du dix-neuvième.

Dans tous les pays cette réaction contribua non seulement à ramener les esprits et les cœurs vers la religion longtemps méprisée mais à réveiller les traditions nationales tenues en suspicion par la philosophie classique. Au Japon l'une et l'autre tendances se confondent; les mystiques, les croyants ne revinrent pas au bouddhisme, ils se tournèrent vers le shintô. Deux siècles d'isolement n'avaient-ils pas donné aux Japonais la haine de l'étranger comme aussi le besoin d'avoir un art, un gouvernement, une religion purement nationale? Sans doute ce qu'on s'imaginait national était dans le fond d'origine étrangère, mais avec quelle foi, quelle fierté, quelle subtilité vraiment nationales on réussit à le rendre japonais!

La philosophie chinoise, à l'exemple d'ailleurs de toutes les philosophies contemporaines, enseignait le dogme de la bonté naturelle de l'homme; les romantiques japonais, en torturant le sens des vieilles annales, des vieux poèmes, prouvèrent qu'il ne s'agissait pas de l'homme en général mais du Japonais en particulier, qui tenait ce don de sa naissance même dans l'archipel sacré; Hirata enseigne formellement que « les Japonais sont honnêtes et droits dans leur cœur, dédaigneux des vaines théories et des mensonges où se plaisent les autres peuples ».

S'inspirant des anciennes religions, en même temps que d'idées communes à toutes les philosophies d'alors, la philosophie chinoise tenait l'homme pour le fils du Ciel, le cœur humain pour l'émanation du Ciel, la raison humaine pour la voie

céleste; aux romantiques japonais cette théorie n'apparaissait plus comme un symbole mais comme la réalité même, seulement ils n'en faisaient pas l'application à tous les hommes mais aux seuls Japonais issus physiquement de la déesse Amaterasu et des dieux créateurs des îles bénies.

C'est lamentable, écrit Hirata (1776-1843) dans le *Ko dô tai i, le Sommaire de la Voie Ancienne*, qu'il prévale une si grande ignorance de ces deux doctrines capitales : le Japon est la patrie des dieux, ses habitants sont les descendants des dieux. Entre les Japonais et les autres peuples du monde, la différence n'est pas seulement quantitative, elle est proprement qualitative. Ce n'est pas par vain orgueil que les habitants de ces îles les ont appelées le pays des dieux. Les dieux qui ont créé tous les pays appartenaient sans exception à l'âge divin, tous sont nés au Japon, le Japon est donc leur patrie et tout l'univers lui reconnaît ce titre.

Toutes les nations civilisées avaient connu dans la première moitié du dix-huitième siècle le rationalisme et le sensualisme; s'inspirant des déclamations du rationalisme contre le sensualisme et s'appuyant sur le principe de la bonté naturelle de l'homme, le romantisme prêcha le retour à la vie frugale des âges primitifs. Le Japon connut donc une réaction analogue à celle que Rousseau suscita en France : on y promulgua des édits somptuaires, on y encouragea les exercices physiques et les habitudes militaires. Cette réaction trouva sa suprême expression dans le shintô. Comme Klopstock, Ossian, Chateaubriand se plaisaient à chanter les barbares, les romantiques japonais présentèrent la simplicité

forcée des premiers habitants de l'archipel comme le type de la vertu ; ils flétrissaient la pompe et la décoration artistique des temples bouddhistes, ils résolurent de purifier le shintô, d'en construire les sanctuaires de bois blanc sans aucun ornement. Ainsi s'opposaient en Europe la nudité des temples méthodistes à la splendeur des églises anglicanes, la simplicité de Trianon à la pompe de Versailles et les salons de bois blanc aux salons surchargés de la Régence et de Louis XV. La simplicité du shintô, c'est l'esprit démocratique de la Révolution et aussi son esprit inconoclaste mêlé à son romantisme.

Si dans tous les pays, la raison à force de tout analyser en étant arrivée à douter d'elle-même, les penseurs cherchaient un autre critérium de la vérité, pensaient le trouver dans le sentiment, l'instinct, la passion, par suite, revenant à la religion, célébraient le mysticisme, les miracles, la conscience de la grâce divine, les Japonais, en obéissant à cette tendance générale, ne s'occupaient que de leurs traditions nationales, de leurs rites, de leurs livres nationaux.

Dans l'âge des dieux, écrit Motoori (1730-1801), bien des miracles eurent lieu dont personne ne disputait l'authenticité tant que la philosophie chinoise ne persuada pas les hommes de vouloir mesurer les actes des dieux à leur faible intelligence. Pour refuser de croire aux miracles on n'allègue qu'une raison, c'est que nous ne pouvons les expliquer, mais aujourd'hui même que l'âge des dieux est passé de combien de miracles ne sommes-nous pas entourés? La terre est-elle suspendue

dans l'espace ou sur quoi repose-t-elle?... Et le corps humain! Voir avec ses yeux, entendre avec ses oreilles, parler avec sa bouche, autant de miracles en vérité!... Quelle absurdité d'admettre tous ces miracles et de nier ceux de l'âge des dieux! *(Kuzuhana.)*

Il est remarquable que nous retrouvons des arguments analogues dans les premiers ouvrages écrits en Europe contre le déisme rationaliste.

Motoori formulait aussi nettement ce qu'on pourrait appeler le dogme de la morale instinctive cher au romantisme.

Toutes les idées morales de l'homme lui ont été mises au cœur par les dieux et sont analogues aux instincts qui le portent à manger quand il a faim et à boire quand il a soif. *(Kuzuhana.)*

Dans le monde entier, en Chine même, ce réveil des aspirations religieuses aboutissait au besoin de sentir la présence d'un Être Suprême qui veillât sur l'homme, qui le secourût, qui l'aimât et qui lui permit de l'aimer. Pour les romantiques japonais enfermés dans leur patrie volontairement isolée du monde, cet Être Suprême, c'est leur pays même, leur pays créé miraculeusement, conservé miraculeusement par la providence de leurs ancêtres, devenus des dieux. Ce qu'ils adorent, ce n'est pas la Nature, c'est leur nature faite des âmes de leurs morts restées toujours présentes et dans les tablettes de la maison familiale, et dans les tombeaux pieusement entretenus, et dans les bois, les fontaines, les montagnes, qu'elles animent de leur souffle, et dans les hommes, les bêtes, où les fait revivre la

métempsycose. Comme Faust, les Japonais s'adressent bien aux arbres, aux rochers, aux cascades, mais ils n'aiment, ils n'invoquent que leurs arbres, leurs rochers, leurs cascades à eux Japonais, et s'ils ne peuvent nier que la mer baigne aussi les rivages des étrangers, que le soleil les éclaire, à leurs yeux la mer, le soleil n'en sont pas moins créés pour le Japon par les dieux du Japon; c'est dans l'archipel qu'est née la grande déesse Amaterasu et c'est par pure charité japonaise qu'elle daigne répandre ses rayons sur le reste du monde. Au milieu de l'univers, produit informe du conflit des forces naturelles, le Japon apparaît pur et beau, que les dieux ont créé de leurs mains comme un temple où ils continuent de résider auprès de leurs descendants soucieux de leur rendre de perpétuels honneurs; bien plus, les arbres, les rochers étant les ancêtres mêmes, le temple et les dieux se confondent. Aussi le Japonais ne doit-il jamais oublier que, vivant dans un sanctuaire, il ne doit faire aucun acte qui ne soit un acte religieux.

Les premiers qui enseignèrent ces doctrines, Mabuchi et Motoori, étaient des archéologues et des philosophes; leur culte du Japon n'était qu'intellectuel. Hirata fit du nouveau shintô une religion véritable, le culte de la patrie; il était lui-même entraîné par le grand mouvement mystique qui aboutit vers le milieu du dix-neuvième siècle à la fondation de puissantes sectes shintôistes; partout malgré les défenses du bakufu, la foule se pressait autour de prophètes et de prophétesses inspirés; les morts apparaissaient, des voix retentissaient sur

le bord de la mer et dans les gorges des montagnes, les aveugles recouvraient la vue et les paralytiques l'usage de leurs membres, les muets parlaient; touchés de la grâce, les incrédules, les libertins suivaient, baignés de larmes, les processions du *Ten ri kiô* fondé par la voyante Omiki (1798-1887) ou celles du *Rem mon kiô* fondé par Yanagita Ichibeimon (1798-1877) et célèbre surtout depuis 1841 pour les miracles de la prophétesse Shimamura Mitsu, née en 1831.

Le shintô de Hirata et d'Omiki devint la religion de la Révolution. L'âge du Japon primitif, ce Japon qui ne savait rien de la Chine, rien d'un gouvernement et d'une organisation sociale compliquée, apparaissait aux savants et au peuple comme l'âge d'or; le pont subsistait alors qui unissait le ciel à la terre, les dieux commerçaient librement avec les mortels; le marin voyait les filles de l'océan lever leur tête au-dessus des vagues écumantes pour guider son bateau et séduire son cœur; le jeune homme qui s'égarait dans les bois touchait la fée des cascades ou le saule qui aime à prendre la forme d'une belle jeune fille; au moindre appel de la veuve et de l'orphelin, un dieu apparaissait pour les défendre contre leurs oppresseurs, ces oppresseurs étaient les derniers troglodytes, les derniers Ainos chassés vers le Nord, car les fils du Yamato étaient tous bons, puisqu'ils ne connaissaient ni la richesse, ni la misère, que tous vivaient libres et fortunés sous la protection des *kami*, leurs aïeux divinisés. Mais cet âge d'or avait-il donc disparu pour toujours? Non, seuls les égarements des Japonais

étaient la cause de leurs maux présents. Pour s'en délivrer, il leur suffisait de se détourner des dieux étrangers, des mœurs étrangères, d'un gouvernement d'esprit étranger et de revenir aux dieux dont ils descendaient, à leurs anciennes coutumes, à leur régime national; quiconque avait la foi devait donc se soulever contre le shôgunat sacrilège.

Les crimes du shôgunat apparurent d'ailleurs aux plus aveugles quand la colère des dieux contre leurs enfants ingrats permit aux étrangers de s'approcher des îles saintes, d'y aborder, de s'y établir. Arrogants, ceux-ci, au lieu d'être touchés par la vue du sanctuaire, s'y conduisaient comme dans un lieu profane, ils en violaient les rites sacrés, ils prétendaient s'emparer d'une partie du territoire inviolable.

Alors le néo-shintô, basé sur l'union mystique des vivants et des ancêtres devenus les dieux du pays, se confondit avec le culte de Hachiman, le dieu de la guerre des samurai, incarné d'abord dans l'empereur Ôjin, le conquérant de la Corée, puis dans tous les héros nationaux. La religion militaire du Japon moderne n'est par le fait que la religion militaire des bushi du moyen âge; en 1863, quand le mikado et le shôgun prétendirent chasser les étrangers, ils décidèrent de se rendre dans le temple de Hachiman; six ans plus tard, on éleva le Shôkonsha de Tôkiô en l'honneur des soldats tombés dans les guerres civiles; c'est aujourd'hui le sanctuaire de tous ceux qui sont morts pour la patrie; ils sont considérés comme des émanations

de Hachiman, le symbole ou mieux l'incarnation de l'âme guerrière du Japon. Dans son célèbre tableau de la *Bataille des Huns,* Kaulbach peint les âmes des guerriers morts continuant leur lutte dans les airs ; c'est la croyance même des Japonais d'aujourd'hui ; comme le fils sent les mânes de ses parents autour du foyer ou de la table familiale, le soldat sent les mânes de ses compagnons tués toujours présents à ses côtés dans la tranchée bouleversée par les obus.

Et sans doute au premier abord rien ne nous paraît plus asiatique, plus japonais, plus contraire à nos idées européennes que ce culte païen du Japon. Cependant, en l'analysant, nous verrons que, s'il diffère par sa forme de nos croyances et de nos sentiments, il s'en rapproche par le fond. D'abord le patriotisme des Japonais s'est développé à la même époque que le patriotisme des autres grandes nations du monde et sous l'influence des deux mêmes sentiments, qui sont la conscience de l'unité nationale fondée par la centralisation, des lois, des mœurs, une langue, une littérature communes, par la fusion de toutes les classes, grâce aux progrès de la démocratie et d'autre part le besoin de défendre l'unité nationale, ainsi fondée, contre les ambitions des nations voisines dans ce grand conflit des peuples et des races que fut l'histoire du dix-neuvième siècle. Or dans toutes les nations cette exaltation de l'idée de patrie, qui fut le sentiment propre du peuple, tandis que les membres des classes privilégiées s'étaient surtout attachés au souverain,

produisit ce qu'on pourrait appeler un dogme nationaliste. A l'époque de la Révolution, les Français ne sentaient-ils pas que leur mission propre était de répandre dans le monde l'égalité, la liberté, la fraternité? au cours du dix-neuvième siècle, les Anglais ne se regardèrent-ils pas comme chargés spécialement par la Providence d'établir dans tous les États d'Europe le régime constitutionnel et de conquérir les peuples non européens pour leur enseigner le christianisme et la civilisation? Enfin, depuis leurs victoires militaires, leur extension économique, les Allemands ne se plaisent-ils pas à présenter la race germanique comme la race forte entre toutes, celle qui doit imposer au monde sa culture et ses idées? Et ces dogmes du patriotisme européen diffèrent peu en vérité du dogme formulé par Motoori et Hirata de l'origine divine et de la nature supérieure de la race japonaise.

Dans tous les pays du monde la religion de la patrie n'a-t-elle pas aussi son culte? Ne construit-elle pas des Panthéon et des Walhalla? Ne fait-elle pas des pèlerinages aux statues des grands hommes, aux monuments élevés en l'honneur des soldats tombés sur les champs de bataille? Seulement le christianisme ayant détruit toutes les religions primitives, ni la Tétralogie wagnérienne, ni le culte de Vercingétorix, d'Arminius, de Bismarck, de Garibaldi, de Kossuth, de Rakoczy n'ont pris une forme vraiment religieuse; le culte de la patrie lui-même n'est pas devenu une religion au propre sens du terme. Au Japon, il l'est devenu par le shintô.

L'idée impériale.

L'idée démocratique, l'idée patriotique étaient la conscience de simples désirs; pour réaliser ces désirs, pour faire disparaître la féodalité et la division en classes, pour réaliser l'unité nationale et mettre le Japon à même de résister à l'invasion étrangère, il n'y avait qu'un moyen : la restauration de l'empereur dans ses droits souverains. Et c'est ainsi que le dévouement à l'empereur devint le véritable culte des révolutionnaires. Sans doute les Japonais ont toujours adoré Amaterasu, toujours fait le pèlerinage d'Ise et l'empereur a toujours été honoré comme le descendant, le vicaire de la déesse, mais au cours du moyen âge la suprématie du bouddhisme était telle qu'Amaterasu était seulement invoquée comme un avatar du Buddha et dans la confusion féodale nul ne se souciait de l'empereur; il fallut l'invasion des Mongols pour lui rendre un moment son prestige. Au dix-huitième siècle le véritable culte des Japonais était celui du Gongen sama, d'Ieyasu, l'homme dont le génie avait mis fin à deux siècles d'atroces guerres civiles; même entre 1850 et 1868, à l'époque de la lutte entre l'empire et le shôgunat, le mikado ne manqua jamais d'envoyer tous les ans un ambassadeur au temple du grand shôgun et les kuge, ennemis des Tokugawa, dans leurs plus violentes diatribes contre cette maison, avaient soin de dire : « Nous ne devons jamais oublier les incomparables bienfaits d'Ieyasu. »

Mais quand, par la faiblesse des derniers Tokugawa, le pays, presque centralisé au dix-septième siècle, fut tombé dans cet état d'anarchie où le trouvèrent les Européens, les philosophes se tournèrent vers l'empereur, leurs doctrines répandirent l'idée impériale chez les samurai et des samurai elle gagna le peuple. Comme le patriotisme, l'idée impériale est sans doute l'aboutissement d'une évolution séculaire, mais c'est seulement à la fin du dix-huitième siècle et au dix-neuvième, qu'elle a trouvé sa forme définitive. Pour en faire saisir le sens, nous étudierons d'abord la conception que se font de l'empereur les philosophes chinois et les sinologues japonais, puis celle que s'en font les romantiques.

I

La conception sino-japonaise de l'empereur a une double base.

Dans la philosophie politique l'État est considéré comme l'image de la famille : l'empereur est le père et la mère, les sujets sont les enfants, par suite les sujets doivent à leur souverain le même respect, la même affection qu'ils doivent à leurs parents, comme le souverain est tenu de leur témoigner sans cesse sa sollicitude et son amour; nous avons vu que cette conception d'une monarchie patriarcale s'accorde très bien avec celle d'un État démo-

cratique, puisque tous les citoyens sont considérés comme des frères par le sang, par l'esprit, par le cœur et qu'ils reconnaissent une seule autorité, celle de leur père.

La conception sino-japonaise de l'empereur se rattache aussi à la métaphysique cosmogonique. Le Ciel est le père, la Terre est la mère, l'homme est l'enfant, par suite l'empereur est le Fils du Ciel, le représentant du Ciel, on pourrait même dire l'incarnation du Ciel. Mais pour les philosophes austères de l'orthodoxie, le Ciel est le *li (ri)*, la loi suprême, par suite l'empereur est le Fils de la loi, le représentant de la loi, la loi incarnée; pour les philosophes qui s'inspirent de Lao tse, de Chwang tse, de Mi ti et de Wang sheu jen le Ciel est l'amour, par suite l'empereur est le fils, le représentant de l'amour, l'amour incarné. Beaucoup de philosophes de cette seconde école identifient même le macrocosmos et le microcosmos; pour eux le cœur de l'homme est le Ciel et le Ciel le cœur de l'homme; et ce qu'ils nomment le Ciel, nous l'appellerions l'idéal de tout ce qui est bon et grand dans l'homme, par suite l'empereur est à leurs yeux l'image vivante, l'incarnation tangible de tout ce que l'homme peut imaginer de progrès matériel et moral, de vertu et de dévouement; le Ciel est ce qui est divin dans la nature, le cœur ce qui est divin chez l'homme, l'empereur est donc l'incarnation de tout ce qui est divin dans la nature et dans l'homme, l'empereur est dieu.

Comme le culte de l'empereur se conciliait avec les aspirations démocratiques, il se conciliait avec

les préceptes féodaux, dont le premier est le loyalisme, et ces préceptes s'accordaient eux-mêmes avec ceux de Confucius, qui s'était inspiré des obligations féodales. Le loyalisme que les penseurs chinois exigent à l'égard de l'empereur est le dévouement féodal tel que nous le trouvons dans l'histoire de l'orphelin de Chao.

Azaka Gonsai (1785-1860) écrit :

Aucun sage de l'antiquité n'a été plus grand que Confucius et aucune œuvre de Confucius n'est plus précieuse que les *Annales (rongo)* où reviennent sans cesse les mots de *chû,* loyalisme, et de *shin,* loyauté. Dire *chûshin,* c'est dire un cœur pur, une fidélité sans mélange; c'est le devoir de l'homme de faire tout avec *chûshin* au mieux de ses talents et de ses forces. Voilà la vraie manière de se cultiver moralement.

Cette même admiration de la fidélité, principalement de la fidélité due à l'empereur, s'est conservée jusqu'à nos jours. Nitobe écrit dans son *Bushidô :*

Hegel réprouve la fidélité des vassaux féodaux comme une obligation envers un individu, non envers la communauté, un lien établi sur des principes injustes et pourtant l'un de ses plus illustres compatriotes a dit avec orgueil que le loyalisme, la fidélité envers un individu était vertu germanique : Bismarck avait raison de parler ainsi; non pas que la *Treue* dont il se vante soit le monopole du *Vaterland* ou de n'importe quelle nation, n'importe quelle race, mais parce que ce fruit favori de la chevalerie s'est conservé le plus longtemps dans les pays où la féodalité s'est le plus longtemps maintenue.

La fidélité, telle que nous la concevons, peut trouver

peu d'admirateurs en dehors de notre pays; ce n'est pas que notre conception soit fausse, c'est que cette vertu commence, je le crains, à se perdre et que d'ailleurs nous l'avons portée à un degré où aucun autre peuple ne l'a portée.

Dès le début du dix-huitième siècle, la loyauté envers la maison impériale était déjà considérée par tant de penseurs comme le fondement même de toute loyauté que dans l'affaire du clan d'Akò la cour de Kiôto ne cacha pas son intérêt pour les 47 rônin. Le bakufu refusa de leur faire grâce, d'abord parce qu'ils avaient tué un de ses membres, ensuite parce qu'il les considérait comme des impérialistes; il proscrivit leur mémoire : dans toutes les pièces, tous les romans où il est parlé d'eux l'intrigue est transportée à l'époque des Ashikaga et leurs noms sont remplacés par des noms d'emprunt. Pour les impérialistes, les rônin devinrent le symbole non seulement de la fidélité féodale mais du loyalisme à l'empereur et le meurtre qu'ils avaient commis fut considéré comme le type des meurtres saints. Quand en 1868, au milieu de la Révolution et de la guerre civile, l'empereur Mutsuhito entra pour la première fois à Tôkiô, que ses troupes venaient d'enlever au shôgun, il se fit arrêter devant la tombe des rônin et les consacra comme les dieux japonais du loyalisme et de la fidélité.

Ce loyalisme austère, avide de martyre, fortifia encore la conception confucianiste des Japonais que le citoyen doit intervenir dans les affaires de l'État, et que pour un noble militaire pareille intervention ne peut se comprendre sans le sa-

crifice d'une vie. Si ce loyalisme inspira le courage et le dévouement des soldats mourant au cri de *banzai* (dix mille ans de vie pour l'empereur) comme tant de suicides destinés à expier des actes offensants pour l'honneur du pays ou la majesté impériale, c'est lui aussi qui a provoqué tant d'assassinats politiques exécutés d'après les rites chevaleresques tirés eux-mêmes des anciens rites sanglants du culte de Hachiman.

Si nous comparons maintenant le concept philosophique que les Japonais se font du souverain avec celui qu'en eurent ou même qu'en ont encore beaucoup de nations européennes, nous pourrons facilement découvrir des similitudes. Dans tous les pays, la monarchie, qui détruisit la féodalité, apparut, à un moment ou à l'autre de son développement, comme le champion du peuple, le représentant des idées démocratiques. Qu'on lise dans les *Grands Jours d'Auvergne* de Fléchier les révoltes contre la noblesse produites par les réformes de Louis XIV, on dirait d'un récit écrit au début de la Révolution. Qu'on se rappelle l'enthousiasme suscité chez les libéraux allemands par les victoires de Frédéric II, les lois de Joseph II, les sympathies que valurent à la Prusse les réformes de Stein et de Hardenberg, l'ardeur monarchique des patriotes démocrates de 1812, la couronne impériale offerte à Frédéric-Guillaume IV par le Parlement de Francfort en 1849!

L'identification de l'empereur avec la Loi incarnée, l'Amour incarné, le Ciel incarné n'est

pas non plus proprement japonaise. Avec une phraséologie différente, ne retrouvons-nous pas des idées analogues chez les théologiens épris de la doctrine du droit divin, principalement des Anglicans comme Laud, chez des philosophes partisans de la monarchie absolue comme Hobbes, et chez Maistre, Bonald, les Hegeliens, Carlyle écrivant la vie de Frédéric ou parlant du héros-roi?

II

A cette conception puritaine des partisans de la philosophie chinoise s'opposa d'abord, puis s'unit la conception mystique des romantiques japonais. En s'inspirant des traditions de l'époque préféodale comme des légendes et des coutumes populaires, les romantiques avaient créé le culte de la patrie, mais ce culte un peu vague voulait un dogme plus précis comme un objet plus concret. Ce dogme, ce fut l'idée impériale; cet objet d'adoration, ce fut l'empereur. La succession ininterrompue des empereurs prouve l'origine divine du Japon : que l'archipel ait été véritablement créé par Izanagi et Izanami, que la reine céleste Amaterasu veille sur cette terre bénie, la preuve en est dans la présence de l'empereur et dans son don des miracles; quand Kubilai Khan envoya ses flottes contre l'archipel, le mikado invoqua la déesse d'Ise, une tempête les détruisit; de même si les étrangers osaient tenter la

conquête du Japon, le mikado n'aurait qu'à invoquer la déesse, son aïeule, pour qu'elle repoussât les barbares loin des côtes sacrées.

Le Japon, écrit Motoori, est le pays qui a donné naissance à la déesse du soleil, Amaterasu; ce fait prouve la supériorité du Japon sur tous les autres pays qui se réjouissent aussi des faveurs de la déesse. Elle a cédé à son petit-fils Ninigi no mikoto les trois trésors sacrés en le proclamant le souverain à perpétuité du Japon. Ses descendants continueront de régner tant que dureront le ciel et la terre... Jusqu'à la fin des temps chaque mikado sera le fils de la déesse. Son esprit sera en parfaite harmonie de pensée et de sentiment avec celui d'Amaterasu. Il ne cherchera rien de nouveau mais gouvernera en conformité avec les traditions de l'âge des dieux; s'il a des doutes, il aura recours à la divination qui lui rappellera l'esprit de la grande déesse. Ainsi l'âge des dieux et l'âge actuel ne sont pas deux âges mais un seul et même âge...

Le mikado est le souverain désigné par Izanagi et Izanami, les dieux créateurs de ce pays. La déesse du soleil n'a jamais dit : Désobéissez au mikado s'il est mauvais; ainsi, qu'il soit bon ou mauvais, personne n'essaye de le dépouiller de son autorité. C'est le maître intangible qui doit demeurer jusqu'à la fin des temps tant que le soleil et la lune continueront de luire. Dans le langage d'autrefois le mikado était appelé un dieu et tel est son véritable caractère — *(Nahobi no Mitama)*.

Hirata, qui avait fait du patriotisme une religion, donna pour dieux à cette nouvelle religion les ancêtres de l'empereur et l'empereur lui-même.

Dédaigneux de la science politique des Chinois, il disait : Gouverner, c'est prier; c'est se mettre en communion avec les dieux et les âmes des morts,

qui ont créé le Japon, qui le conservent et qui le défendent.

Pour Hirata, toute la politique du maître et des sujets se résume dans un acte d'adoration. Le premier devoir de l'empereur est d'adorer ses ancêtres. Le premier devoir du peuple est de régler sa conduite sur celle de l'empereur, le dieu incarné *(ara hito gami)*, et d'adorer les dieux, principalement les ancêtres de la maison impériale, mais, comme le nombre des dieux est trop grand, il pourra se contenter d'adorer le palais où chaque jour l'empereur transmet au nom de son peuple des demandes que les dieux accueillent beaucoup plus favorablement que s'ils les recevaient directement du peuple. *(Tama dasuki* et *Mai tefu shin pai shiki.)*

Et dès lors kuge rêvant la restauration de leur puissance déchue, samurai des clans du midi hostiles au bakufu, bourgeois irrités de la morgue des samurai, paysans traités comme des serfs, patriotes inquiets pour l'avenir de leur pays, tous se tournèrent vers le palais de Kiôto, priant l'invisible *intercesseur*, qui priait pour eux. A l'époque où les Européens s'établirent au Japon, c'est à bon droit qu'ils considérèrent le mikado comme le pontife suprême de son peuple. Mais ce n'était point là son rôle historique, c'était le rôle que lui attribuait le grand mouvement mystique, romantique et révolutionnaire dont devait sortir le Japon moderne.

D'esprit pratique, de caractère résolu, tout imbus encore, malgré leur mysticisme romantique, de rationalisme classique, pressés d'ailleurs par l'anar-

chie intérieure et les menaces extérieures, les Japonais ne pouvaient se contenter d'adorer un maître invisible. Leur mikado, leur dieu incarné ne devait pas rester dans le temple et prier, il devait en sortir pour combattre et régner.

Déjà Mabuchi (1697-1769) écrivait :

Au huitième siècle, la Cour adopta le costume et l'étiquette des Chinois. Cette pompe étrangère couvrit la rapide dépravation des cœurs, un abîme sépara le mikado de son peuple... Si le mikado avait continué de vivre dans une maison couverte de chaume et bâtie de boue, de porter des vêtements de chanvre et un sabre dans un fourreau entouré de pousses de plantes grimpantes, d'aller à la chasse avec son arc et ses flèches, jamais nous n'aurions vu l'état de choses d'aujourd'hui. Mais depuis l'introduction des coutumes chinoises, l'empereur, tout en occupant un haut rang, a été dégradé au niveau intellectuel d'une femme. Le pouvoir est tombé aux mains des serviteurs et, quoiqu'ils n'aient pas osé prendre le titre suprême, ce sont des souverains de fait tandis que le mikado n'est plus qu'une nullité. *(Koku i kô).*

Ces idées ne cessèrent de se répandre. C'est à tort qu'on attribue à l'influence européenne la résolution prise par l'empereur Mutsuhito de se montrer à son peuple et de le gouverner; les loyalistes poursuivaient ce but depuis deux siècles.

Et si nous examinons maintenant ce culte des Japonais pour leur empereur, nous y retrouvons sous une forme asiatique ces sentiments, ces aspirations que l'on aime à réunir sous le nom d'impérialisme. Les doctrines de la Révolution française ne

se sont-elles pas synthétisées, suivant l'expression de Carlyle, en la personne de Napoléon? Français, Polonais, Italiens n'admiraient-ils pas, n'adoraient-ils pas en lui l'incarnation sublime des idées de la Révolution? Les Italiens du *risorgimento* n'ont-ils pas identifié leurs rêves patriotiques, leurs revendications libérales avec les ambitions de la maison de Savoie? Les partisans de la *Plus Grande-Bretagne* n'ont-ils pas voulu pour leur souverain la couronne impériale? L'enthousiasme des Allemands pour le Saint-Empire, leur dévotion à Charlemagne, leur légende de Barberousse réveillé dans sa tombe par les corbeaux ne rappellent-ils pas l'enthousiasme et les légendes du Japon? Le culte du mikado est un mode de l'impérialisme qui est la conscience chez certaines nations de leur force et de leur besoin d'expansion.

Pour comprendre la mentalité des révolutionnaires japonais, il ne nous reste plus qu'à montrer comment se sont fondues les diverses tendances que nous venons d'indiquer, et celles qu'avait suscitées le rationalisme chinois, et celles qu'avait suscitées le romantisme japonais, les tendances démocratiques avec les tendances patriotiques et les tendances impérialistes.

La fusion de ces tendances qui sembleraient contraires commença cependant dès leur origine elle-même. Tandis que la plupart des philosophes du dix-septième siècle, se désintéressant de la maison

impériale, affectaient de mépriser d'une part tout ce qui était sentiment et religion, d'autre part tout ce qui était japonais, trois d'entre eux, Hagiwara Kanetomo, Ideguchi Enka, Yamazaki Ansai (1618-82), se proposèrent de concilier le confucianisme et le shintô.

Au dix-septième siècle, ces concessions de Yamazaki au shintô déplurent à presque tous les philosophes et même à la masse des samurai; beaucoup de ces disciples le quittèrent, les uns avec indignation, les autres avec dégoût. Mais, au cours du dix-huitième siècle, les rationalistes chinois ne cessèrent de se rapprocher des shintôistes; dans le clan de Mito les études des sinologues avaient, comme nous l'avons raconté ailleurs, provoqué celles des romantiques, suggéré l'idée de faire pour l'histoire du Japon ce que les Chinois avaient fait pour l'histoire de leur pays; les philosophes chinois restés fidèles aux Ming avaient trouvé à Mito un bienveillant accueil, ils y avaient défendu avec tant de chaleur leur loyalisme envers leur maison impériale que prince et samurai s'étaient sentis honteux de leur indifférence à l'égard du mikado et avaient résolu de travailler à sa restauration.

Sous l'influence de Mito, confucianistes et shintôistes se rapprochèrent si bien qu'au dix-neuvième siècle sinologues et japonisants, rationalistes et romantiques, démocrates et impérialistes mystiques s'unirent dans un même but : abolition du shôgunat, restauration du mikado dans ses droits souverains.

Leur alliance a contribué à former l'esprit japo-

nais moderne, si difficile à comprendre parce qu'il représente l'union non seulement d'idées contraires mais de mentalités, de tempéraments opposés.

Amaterasu, la déesse solaire de l'antique mythologie japonaise, a été identifiée avec le Ciel impersonnel des Chinois, qui lui-même a été identifié avec la Règle éternelle, l'Amour infini, l'Idéal divin existant dans le cœur de l'homme, comme aussi avec le culte de l'humanité, la foi dans la démocratie. L'empereur est à la fois le descendant par le sang de la déesse solaire, fille des dieux créateurs de l'Archipel, et l'incarnation du Ciel, par suite la Loi vivante, l'Idéal réalisé, l'Amour fait homme, le représentant par excellence des idées de liberté, d'égalité, de fraternité Le Japon est l'archipel créé par les dieux, la patrie des ancêtres, la terre où est née Amaterasu, déesse du soleil, et c'est aussi la contrée où, par l'intermédiaire de l'empereur, la Loi, l'Amour incarnés, et des Japonais, le peuple élu des dieux, se réalise le plus grand, le plus noble effort de l'activité humaine, l'œuvre de l'émancipation de tous les hommes par le développement de l'instruction et des vertus chevaleresques. Les âmes multiples des ancêtres morts continuent d'habiter le Japon, animant sa mer et ses plantes, cultivant ses champs, inspirant ses lois, combattant ses guerres, et ces âmes sont aussi les symboles du passé toujours présent dans ses effets multipliés, des actes d'autrefois restés féconds, des anciennes idées toujours suivies, les symboles surtout de cette communauté intime

que créent entre les vivants et les morts d'une part les exemples glorieux qui continuent d'enseigner, de soutenir, et de consoler, d'autre part un souvenir plein de respect assurant la survie à ceux qui matériellement ne sont plus mais moralement ne deviendront jamais des disparus.

Et sans doute pareille complexité pourra nuire un jour à cette religion patriotique d'un peuple résolu de s'élever, elle lui aurait nui déjà sans l'enthousiasme des grandes guerres, mais elle lui donne tout au moins cet avantage que chacun s'y choisit sa part suivant son éducation, ses tendances intellectuelles et morales : et de ceux qui pratiquent cette religion les uns sont athées, nient l'existence de l'âme et d'une vie future; les autres croient à un Dieu personnel ou impersonnel ou à des milliers de dieux, à une âme ou à plusieurs âmes, à une ou à plusieurs existences futures, et beaucoup même professent la première doctrine qui par leur pratique, par leurs sentiments suivent consciemment ou inconsciemment l'une des formes de la seconde. Et c'est ainsi qu'a pu s'accomplir l'union morale du peuple tout entier dans la Révolution, la Restauration et les grandes guerres qui ont créé le Japon moderne.

Et d'ailleurs sous la complexité de cette religion, il nous est facile de retrouver les deux idées, les deux besoins primordiaux, qui ont fait la révolution japonaise comme ils ont fait toutes les révolutions du monde au cours du dix-huitième et du dix-neuvième siècle : la volonté chez tous les citoyens d'un pays d'être égaux entre eux et de s'imposer

aux citoyens des autres pays, soit la démocratie et l'impérialisme, et l'un et l'autre besoins se confondent eux-mêmes dans cet instinct qu'ont tous les hommes, mais qui semble plus fort aujourd'hui, d'acquérir par la liberté, la richesse et l'instruction tout le bonheur qui peut être goûté ou qu'on s'imagine pouvoir être goûté sur terre.

PREMIÈRE PARTIE

LE JAPON AVANT L'ÉTABLISSEMENT DES EUROPÉENS LES PRODROMES DE LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

LA DÉCADENCE DU GOUVERNEMENT

A. — LE GOUVERNEMENT CENTRAL : LE SHÔGUN ET LE BAKUFU (1)

I

Au cours du dix-huitième et du dix-neuvième siècle, toutes les institutions fondées ou consolidées par les Tokugawa tombèrent en décadence, si bien que, en 1853, sans qu'il se fût encore passé aucun événement grave, le Japon se trouvait presque dans l'anarchie.

(1) Cf., outre les ouvrages cités dans le tome III, principalement pour les documents statistiques Rathgen et pour les mœurs Brinkley.

Pour déterminer les causes immédiates et précises de cette décadence, après en avoir marqué dans l'introduction les causes générales, nous étudierons l'une après l'autre les principales institutions.

*
* *

Un double changement s'était produit dans la situation du shôgun.

Entre 1600 et 1850, ses relations avec l'empereur se modifièrent complètement. Les progrès de la civilisation avaient fait apparaître le dualisme comme une tradition sans objet. Depuis la fondation du Seidô en 1690, les lettrés purent obtenir les mêmes emplois que les militaires; bientôt leur influence l'emporta dans un système de gouvernement devenu purement civil; l'esprit chinois s'étant substitué à l'esprit féodal, ils réclamaient l'unité du pouvoir souverain. Le prestige des Tokugawa directs était si grand que les ministres Arai Hakuseki et Mabe Norifusa ne songèrent à rien moins qu'à supprimer le gouvernement honoraire des kuge et peut-être même la dignité impériale; ils donnèrent aux fonctionnaires de la cour shôgunale les charges et les costumes des fonctionnaires de la cour impériale et firent prendre à Ienobu le titre de roi dans une audience accordée à l'ambassadeur de Corée Mais le règne d'Ienobu marqua l'apogée de la puissance shôgunale. L'extinction de la branche directe des Tokugawa amoindrit la situation du shôgun; le premier prince de Kii, Yoshimune, sachant son

titre contestable, fit de son mieux pour se concilier le mikado et les kuge : il abolit dans sa cour les charges, les costumes et les usages qui semblaient en faire la cour d'un souverain. Pour assurer la succession de sa dignité à son fils, il demanda — fait sans précédent — l'investiture impérale (1745). Sans doute, avec l'exercice du pouvoir, la maison de Kii prit plus d'assurance et, lorsqu'en 1793 l'empereur Kôkaku (1780-1816) sollicita pour son père Norihito shinnô, qui n'avait pas régné, le titre *d'empereur retiré (Daijô tennô),* le bakufu le lui refusa malgré les plaintes du messager impérial, le kuge Nakayama.

Cependant la propagande ardente des loyalistes rendait chaque jour plus populaire l'idée d'une restauration impériale : Yamagata Daini (1725-67) et Fujii Umon (1720-67) avaient été décapités en 1767; Takenouchi Shikibu (1716-71), arrêté en même temps qu'eux, était mort sur le bateau qui le transportait dans l'île de Hachijô ; tous les trois, on les honorait comme des martyrs. Leur œuvre avait été continuée par ceux qu'on nomme les *sanshijin* : Takayama Masayuki (1747-93), qui s'offrit en victime à la cause impériale et fit harakiri ; Hayashi Shihei (1754-93), condamné aux arrêts pour avoir écrit deux livres en faveur de la Restauration ; Gamô Kumpei (Fukuda Hidezane) (1768-1813), l'un des plus éloquents défenseurs des mikado. En 1827 parut le *Nihon Gaishi,* le fameux livre de Rai Sanyô (1780-1832). Le mécontentement qu'excitait dans le peuple le mépris du bakufu pour le divin tenshi fit comprendre aux princes de Kii que le temps

des grands shôgun était passé; ils se rapprochèrent de la maison impériale; loin de chercher à la dominer comme autrefois, ils imploraient presque sa protection et, pour se l'assurer, se créaient un parti au gosho en comblant certaines familles kuge de présents et de flatteries. Eux-mêmes avaient le sentiment que leur pouvoir était illégitime.

*
* *

D'autre part, le bakufu avait progressivement usurpé l'autorité que possédait les premiers shôgun. Dès la mort d'Iemitsu (1651) la révolte de Marubashi Chûya, fils de Chôsokabe, le daimiô dépossédé de Tosa, et sa tentative de brûler Yedo montrèrent quelles haines excitait l'établissement des Tokugawa; les plus grands personnages étaient compromis dans le complot. Aussi, dès que le shôgun Ietsuna (1652-80), enfin devenu majeur après une longue tutelle, prétendit s'affranchir du bakufu, son ministre Sakai Tadakiyo (1626-81), daimiô d'Umayabashi en Kôzuke (35 000 koku), lui enleva-t-il toute autorité par un véritable coup d'État; il avait décidé de lui donner pour successeur un prince impérial en bas âge et d'usurper lui-même le pouvoir mais Hotta Masatoshi (1631-84) avertit le shôgun mourant, reçut de lui les insignes shôgunaux, une épée et un poignard, et les transmit à Tsunayoshi (1681-1709), frère d'Ietsuna; c'est ce même Hotta, devenu en 1681 tairô et daimiô de Koga en Shimôsa (115 000 koku), qui, comme nous l'avons vu, tenta de mettre en pratique les doctrines de Mencius; il

périt, assassiné dans la salle même du conseil par Inaba Masayasu. Sous Ienobu (1710-13) et Ietsugu (1714-16), les grands ministres Arai Hakuseki et Mabe Norifusa tentèrent de rétablir l'autorité des Tokugawa ébranlée par les folies et les débauches de Tsunayoshi. Mais, pour conserver dans leur famille une dignité usurpée, les shôgun de Kii durent abandonner le pouvoir au bakufu, l'absolutisme avait disparu.

Plusieurs d'entre eux rêvèrent pourtant de le recouvrer. Habile et sage, le premier, Yoshimune (1677-1752), shôgun de 1716 à 1745, voulut en imposer à ses ministres par ses talents et se concilier le peuple par ses vertus. Ieshige (1712-61), shôgun de 1746 à 1760, qui avait dû le trône à l'abdication de son père Yoshimune, ne sortit pas du rôle effacé que lui assignait le bakufu. Poussé par son favori Tanuma Mototsugu (ou Okitsugu) (1719-88), fait rôjû et daimiô de Sagara en 1772 (1), Ieharu (1737-86), shôgun de 1760 à 1786, essaya de s'affranchir d'un joug qui lui pesait; le mécontentement fut tel qu'en 1784 Sano Masakoto tua Mototomo, fils de Mototsugu, dans le palais même. Résigné au début, Ienari (1737-1841), shôgun de 1787 à 1837, s'enhardit au cours de son long règne; souverain magnifique, que séduisaient surtout les pompes du pouvoir, il réussit d'abord à rendre à la dignité shôgunale une partie de son prestige, mais ses folles dépenses, le faste de sa cour où l'on

(1) Il y a une faute d'impression dans le tome III, p. 208, où il est parlé de la mort de Tanuma.

voyait plus de mille femmes exaspérèrent le peuple, irritèrent les ministres et les nobles et précipitèrent la chute de sa maison. Dans les dernières années de sa vie, son gouvernement et son entourage présentaient un désordre extrême et, comme il avait choisi son fils adoptif, Ieyoshi, dans la maison de Hitotsubashi et non dans celle de Kii, l'on y comptait cinq partis : le sien, celui de sa maîtresse, celui du *tairò,* le chef du bakufu, celui de l'héritier présomptif et celui de Mito. Lui-même dut abdiquer après les graves événements de 1836-37, que nous raconterons plus loin. Ieyoshi (1792-1853), shôgun de 1837 à 1853, incapable et menacé, suivit docilement les directions du bakufu, mais les sommes énormes dépensées dans la reconstruction du shiro brûlé en 1838 ruinèrent le trésor; on dut lever un lourd impôt sur le revenu, Ieyoshi fut bientôt haï comme son prédécesseur.

D'ailleurs, qu'ils se résignassent à leur sort ou qu'ils se raidissent contre, les shôgun n'en étaient pas moins ignorants des affaires et sans puissance véritable. Succombant à ces habitudes d'isolement et de mollesse qui ont perdu toutes les dynasties japonaises, ils ne vivaient plus que dans la société des femmes.

Au shiro de Yedo il y avait deux cours distinctes : celle du shôgun et celle de son épouse, la *midaidokoro,* qui était d'ordinaire une Fujiwara, quelquefois une princesse impériale ; plusieurs grandes maisons nobles, comme celle de Shimazu, eurent aussi l'honneur de donner une compagne au shôgun. Dans chacune des deux cours se trouvaient

305 dames : 214 *omemie ika* (n'ayant pas droit d'audience) et 91 *omemie ijô* (ayant droit d'audience), dont les 3 *jôrô* ou *grandes dames,* des Fujiwara; les 7 *anciennes (otoshiyori)* qui dépouillaient la correspondance; 2 *chûdoshiyori* et 5 *o kiaku ashirai.* Toutes ces dames, qu'elles appartinssent à l'une ou à l'autre cour, ne pouvaient entretenir de rapports avec aucun homme, même le shôgun. Au-dessous d'elles prenaient rang les *o chû rô,* huit dans chaque cour; celles de la cour shôgunale étaient, nominalement au moins, les concubines du shôgun, celles de l'autre cour pouvaient le devenir, mais après des négociations compliquées. L'une et l'autre cours ne comptaient que quatre hommes : des bouffons dans celle du shôgun, des pages dans celle de la *midaidokoro.*

La journée du shôgun était réglée d'une manière immuable. Levé à cinq heures, il se baignait, puis récitait ses oraisons. Après avoir déjeuné, il se faisait coiffer. Suivait une scène que Molière lui-même n'a pas imaginée. Six médecins, s'avançant sur les genoux deux par deux, lui tâtaient, chacun à son tour, le pouls de l'un et de l'autre bras. Puis le médecin en chef procédait à l'auscultation. Le reste de la matinée était consacré aux jeux. Après le dîner de midi, qui était servi soit dans le palais de la midaidokoro, soit dans l'appartement des dames anciennes, le shôgun s'occupait des affaires, mais il n'avait de relations qu'avec les *osobagoyô-toritsugi,* des fonctionnaires spéciaux bien dressés par les ministres dans l'art de dire ce qu'il convenait de dire, c'est-à-dire peu de chose, et de taire ce

qu'il convenait de taire, c'est-à-dire presque tout. Si grandes étaient les suspicions du bakufu que depuis le règne l'Ietsuna le shôgun ne pouvait passer la nuit avec une de ses concubines sans qu'une autre demeurât en tiers dans la chambre pour tout rapporter aux dames anciennes, qui le rapportaient elles-mêmes aux censeurs.

Las de cet espionnage mais n'osant s'en affranchir, le shôgun Yoshimune voulut se protéger en se créant son propre espionnage. Les *gardes du parc (oniwaban)* formaient la police secrète du shôgun; le fondateur de cette police fut Muragaki Sadayu, dont les romans et la légende ont popularisé l'habileté et les aventures. Les *oniwaban* se glissaient sous des déguisements au foyer des hauts fonctionnaires, à la cour des daimiô, et l'on ne peut s'empêcher de penser à Louis XV, qui lui aussi avait ses agents; en Asie comme en Europe, l'évolution fatale de la monarchie absolue aboutissait à la même déchéance du souverain.

II

Le bakufu avait donc le pouvoir tout entier et plusieurs de ses chefs furent des hommes d'État remarquables. Ainsi Matsudaira Sadanobu (Ecchû no Kami) (1758-1829), dit Shirakawa Rakuô, de son fief de Shirakawa en Mutsu (100 000 koku); *rôjû* en 1787, puis *hosa,* il entra dans les ordres en

1812; ainsi encore Mizuno Tadakuni (Echizen no kami), qui dirigea les affaires de 1830 à 1843, et Abe Masahiro, qui avait le pouvoir à l'arrivée des Américains en 1853. Toute leur puissance, tout leur dévouement, toutes leurs vertus ne réussirent pas à sauver un régime condamné.

L'armée du shôgun n'existait plus et les éléments manquaient pour en créer une nouvelle, car le nombre des samurai avait beaucoup diminué dans les États des Tokugawa et tous les samurai y exerçaient des fonctions civiles.

Hauts et bas fonctionnaires étaient corrompus; la plupart ne recevaient pas de traitement; le gouvernement se contentait de compléter le revenu nécessaire à l'obtention d'une charge quand le candidat choisi ne l'avait pas. Mais les fonctionnaires, les juges mêmes pouvaient recevoir des présents et ce fut la cause première de la vénalité devenue bientôt générale. En 1784 on dut juger solennellement l'un des *kanjô-bugiô*, Matsudaira Izumi no kami.

L'esprit de fidélité n'était plus le même; dans les possessions des Tokugawa, le régime centralisateur avait fait disparaître l'ancienne solidarité féodale. Beaucoup de fonctionnaires inclinaient vers la cour de Kiôto ou se laissaient séduire par la propagande démocratique des philosophes; tous prenaient parti dans les compétitions à la succession shôgunale. Aussi les grands conseils inquiets ne cessaient-ils de faire surveiller leurs agents et de les déplacer si bien qu'aucun n'avait plus d'initiative ni ne s'intéressait à des missions qu'il ne

devait pas mener à bien; toute preuve d'intérêt l'aurait d'ailleurs rendu suspect. Les membres des conseils s'espionnaient les uns les autres; craint, haï, soupçonné, aucun d'eux ne conservait longtemps son poste; il n'y avait plus ni décision, ni continuité dans la direction des affaires.

*
* *

Le désordre des finances était extrême; un membre du bakufu a pu dire que, même sans l'arrivée des étrangers et la Révolution, le régime shôgunal aurait abouti à la banqueroute.

La principale ressource du trésor était l'impôt foncier payé partie en argent, partie en nature. Le produit de cet impôt pour tout l'empire était évalué de 1870 à 1874, c'est-à-dire avant la réforme, à 12 513 274 koku, environ 52 368 055 yen, en prenant le prix moyen du riz à cette époque; le revenu total de l'empire aurait été en 1832 de 30 558 917 koku (18 700 000 pour les daimiô, 800 000 pour la maison impériale et les temples, 11 000 000 pour le shôgun); l'impôt foncier, qui comprenait aussi la rente, le shôgun et les daimiô étant propriétaires féodaux, aurait donc été de plus du tiers du revenu. Le ministre Inaba Masanori (Mino no kami) avait commencé entre 1673 et 1680 la constitution du *vieux cadastre (koken)*, qui fut achevé dans l'ère *Genroku* (1688-1703), puis refondu et complété par le *nouveau cadastre (shinken)* de l'ère *Kiôhô* (1716-35); cette cadastration ne s'appliquait qu'aux provinces directement soumises

aux Tokugawa; au cours du dix-huitième et du dix-neuvième siècles le gouvernement n'eut jamais le courage de la refaire, si bien que dans les derniers temps du shôgunat certaines provinces, qui s'étaient beaucoup enrichies, payaient une part d'impôt ridiculement faible tandis que certaines provinces, qui s'étaient appauvries, ne pouvaient payer ce qui leur était réclamé.

Ce qui augmentait la pression de l'impôt foncier sur les domaines qui l'acquittaient encore, c'était le nombre toujours croissant des domaines qui ne l'acquittaient plus. En étaient exemptés les terres de l'empereur; les domaines particuliers des daimiô et des samurai; les biens des temples bouddhistes et shintô (149 103 shô dans tout l'empire en 1870); les villes qui avaient obtenu la franchise (en 1872, 19 040 chô, valant alors 30 606 000 yen, payant de 1872 à 1877, 918 192 yen d'impôt); enfin les montagnes, les bois, les pâturages comprenant dans l'archipel moins Yezo, plus de 7 millions de chô, qui, de 1872 à 1877, payèrent 741 732 yen d'impôts, tandis que sous l'ancien régime 452 989 chô seulement étaient imposés pour une valeur de 161 169 yen. Cette dernière exemption avait sans doute eu sa raison d'être au début du régime, quand bois et pâturages ne rendaient rien et que la population peu nombreuse avait le choix des bonnes terres; elle était dangereuse au dix-neuvième siècle puisque bois et pâturages donnaient un rendement, puisque surtout l'accroissement de la population avait rendu nécessaire le défrichement de terres du second ou même du troisième ordre; ne

faire payer aucun impôt à ces terres était inique, les imposer arbitrairement était décourager les propriétaires qui avaient l'énergie de défricher des régions incultes.

Pour nous résumer et nous placer seulement au point de vue du trésor, nous dirons que le bakufu exigeait des provinces soumises aux Tokugawa un revenu beaucoup trop faible; la revision de l'impôt foncier en 1873, revision qui abandonnait la rente dûe au propriétaire féodal et maintenait seulement l'impôt dû à l'État, a augmenté, au lieu de diminuer, le produit de la contribution foncière dans les possessions des Tokugawa; pour le ken de Saitama l'augmentation a été de 23 0/0, pour l'ensemble des ken de Tôkiô, Kanagawa, Saitama, Gumma, Tochigi et Shizuoka de 17 0/0. Le bakufu exigeait trop peu et cependant ce qu'il exigeait, il ne réussissait pas à le percevoir, parce que les exemptions d'impôts étant nombreuses et le cadastre n'ayant jamais été refait depuis 1735, certaines provinces et surtout certains domaines étaient imposés au delà de leurs moyens.

En dehors de l'impôt foncier, les principales ressoures du trésor étaient les dons des cités et des gildes, les droits sur le *sake* (alcool de riz), le *shôyu* (la sauce nationale), les bateaux, etc.; le monopole de quelques denrées, celui du commerce avec les Hollandais et les Chinois; le *goyôkin* ou impôt sur le revenu perçu dans certaines occasions graves; le produit des mines; les dons et les tributs des daimiô. Nous rappellerons que le seul budget retrouvé se rapporte à la période 1770-74; les dé-

penses annuelles en argent y atteignent une somme équivalant à 550 000 yen d'or, dont les deux tiers pour l'administration; la plus grande partie des recettes et des dépenses ne ressortaient pas à la comptabilité générale; non seulement les daimiats mais les villes et les districts soumis aux Tokugawa payaient leurs dépenses avec les taxes qu'ils percevaient.

Souvent on exigeait de l'une ou l'autre gilde un prêt considérable; vers le début du dix-neuvième siècle, les marchands d'Ôsaka durent avancer au bakufu un million de riô.

Cette situation financière, déjà difficile en soi, le devenait plus encore par la rareté de l'argent. Le Japon souffrait du mal dont souffraient alors tous les pays développés; la complication du régime économique, qui était le résultat de la prospérité amenée par la monarchie absolue, tendait à lui donner comme base le contrat d'argent au lieu du contrat d'échange; or partout l'argent manquait, mais au Japon plus qu'ailleurs, parce que ce pays isolé du monde n'avait pas profité de l'afflux de l'or américain, parce que les mines y étaient peu et mal exploitées et qu'au seizième et au dix-septième siècle l'exportation des métaux précieux avait été trop considérable. Sur les conseils d'Ogiwara Shigehide (1658-1713), qui dirigea les finances sous Tsunayoshi, Ienobu et Ietsugu, le bakufu s'imagina qu'il pouvait à la fois combler le déficit du trésor et faciliter la circulation en falsifiant les monnaies; le gouvernement n'avait qu'à refondre par exemple trois milllions de riô d'or et à les remettre en cours

avec la valeur fictive de cinq pour accroître de deux millions et ses bénéfices et l'ensemble de la circulation.

Au cours du dix-septième siècle (1601-95), on aurait, au dire des Japonais, frappé 14 727 000 koban ou riô, ce qui ferait approximativement 151 millions de yen d'or, chaque koban valant 10,0642 yen d'or.

A partir de 1695, on refondit la monnaie: le nouveau koban avait la même valeur légale que l'ancien et bien aussi le même poids, mais seulement 564 parties d'or contre 432 d'argent, au lieu de 857 contre 143; il ne valait donc réellement que 6,865 yen d'or. De 1695 à 1710, on mit en circulation à ce titre près de la moitié des anciens koban refondus, plus 8 409 000 pièces nouvelles. En 1710, on éleva le taux de l'or, mais les dimensions de la pièce furent réduites et la valeur du koban tomba à 5,166 yen d'or; on fondit aussi avec l'or d'anciennes pièces 11 515 500 pièces nouvelles.

Arai Hakuseki eut assez de génie pour comprendre le danger de cette politique, assez d'autorité pour en faire prévaloir une meilleure; grâce à lui, il fut fondu de 1714 à 1716 213 500 pièces au titre ancien, puis de 1716 à 1736 8 280 000 pièces à un titre supérieur (867 millièmes).

Mais alors le bakufu recommença de falsifier les monnaies; de 1736 à 1818 on frappa ou l'on refrappa 17 436 000 koban qui n'avaient que 635 parties d'or et valaient 5,759 yen d'or; de 1818 à 1837, 16 062 000 à un titre inférieur et valant 5,292 yen d'or; de 1832 à 1858, une somme de 12 883 700 riô

en nishu (pièces faisant le huitième d'un riô), qui avaient une valeur légale de 0,66 ou plus tard 0,55 yen, une valeur réelle de 0,36, et ne contenaient que 298 parties d'or. En 1837 on falsifia de nouveau le koban qui ne valut plus que 4,366 yen d'or et l'on frappa ou refrappa jusqu'en 1858 8 120 450 riô. De 1818 à 1837 on frappa pour 16 600 000 riô de pièces d'argent d'un et de deux shu, et de 1837 à 1854 pour 19 729 000 riô de bu, de plus on estampilla 1 530 000 kilogrammes d'argent en barre, le tout à des titres de plus en plus bas ; pour augmenter son boni, le bakufu établit entre la valeur de l'argent et celle de l'or le rapport de 1 à 5.

En 1843, les agents des finances évaluaient les espèces d'or et d'argent à 27 millions de riô (120 millions de yen), plus 850 000 kilogrammes d'argent estampillé.

Cependant, hors des villes, on ne voyait que de la monnaie de cuivre.

III

Une si mauvaise administration ne pouvait manquer d'aggraver les maux causés par l'isolement du Japon et un régime économique d'un autre âge. Le pays ne suffisait pas à nourrir une population trop nombreuse. Les famines, déjà fréquentes dans les deux premiers tiers du dix-huitième siècle, se renouvelèrent presque tous les ans à partir de 1780.

Des catastrophes, des épidémies les aggravèrent et les révoltes jusque-là inconnues se multiplièrent.

D'abord les paysans ne s'attaquèrent qu'aux seigneurs ; s'ils marchaient sur Yedo, c'était pour exposer leurs griefs au shôgun.

La famine de 1780 amena la première rébellion véritable ; elle prit de suite un caractère grave parce que, à l'appel des shintôistes, le peuple réclama la restauration de l'empereur dans ses droits souverains ; la rébellion fut noyée dans le sang.

Nous avons raconté ailleurs la terrible période de 1780 à 1788, les famines répétées, les incendies et les inondations de 1783, l'éruption de l'Asama au mois de juillet de la même année, les épidémies, les crimes commis dans le nord pendant la famine de 1783, les émeutes de Yedo lors de la disette de 1787. Quelques années prospères calmèrent le mécontentement, mais il reprit dès la fin du siècle, s'aggrava lors de la famine de 1825 et atteignit son apogée pendant celle de 1833-1835.

Ôsaka était le principal centre du commerce du riz et les gildes de cette ville en réglaient le cours dans tout le Japon. Le peuple affamé les accusait d'accaparer le riz dans leurs greniers pour le revendre à de hauts prix.

Ôshio Chûsai, dit Heihachirô (1791-1837), dont nous avons exposé ailleurs les doctrines philosophiques, s'était retiré à Ôsaka. Après une jeunesse laborieuse, mais agitée, il avait hérité de son père une charge de *yoriki* ou chef de police ; imbu de la philosophie de Mòshi et d'Ôyòmei, il

souhaitait de voir le gouvernement réaliser l'idéal de l'État paternel ; lors de la famine de 1836, il ne cessa de protester auprès du gouverneur contre l'égoïsme des autorités provinciales et municipales, les spéculations sur les grains reprochées aux grands marchands.

L'année suivante il fit distribuer dans le Gokinai une proclamation conçue en ces termes :

Le gouvernement gère trés mal les affaires de l'État et administre sans discernement. Les fonctionnaires ne respectent pas la volonté de l'empereur et violent toutes les lois promulguées par la dynastie des Tokugawa. Les taxes sont sans cesse augmentées et ceux qui les recueillent semblent insatiables. Quelque grandes que soient les souffrances du peuple, les fonctionnaires ne manifestent aucun désir d'y remédier. Eux et les riches marchands s'abandonnent au luxe et aux plaisirs sans montrer la moindre sympathie pour la détresse des pauvres. C'est pourquoi il faut abolir les charges des fonctionnaires, dépouiller les marchands inhumains de leur richesse mal acquise; ainsi seulement vous, gens du peuple, pourrez échapper à votre misère présente. Si quelque insurrection éclate, choisissez vos chefs et venez à notre secours, vous passerez des tortures de l'enfer aux délices du paradis.

Le 19 avril, les deux gouverneurs d'Ôsaka devaient inspecter les différents quartiers et se reposer chez un *yoriki* dont la maison se trouvait située en face de celle de Heihachirô. Celui-ci assemble les conspirateurs : bourgeois, étudiants, rônin et fermiers. Il est convenu qu'on massacrera les gouverneurs pendant que d'autres conjurés, de garde au shiro, y mettront le feu.

Trahi par l'un de ses complices mais prévenu de la trahison, Heihachirô décide de s'insurger. A huit heures du matin, le 19 avril, des fusées et des coups de feu donnent le signal. Armés de fusils, de sabres, de lances et même de canons, les conjurés soulèvent le peuple et incendient la ville qu'ils abandonnent au pillage; cependant deux corps d'élite, l'un sous Heihachirô, l'autre sous Ôe Shôjirô, marchent sur le shiro, mais la place est forte et bien défendue; tandis que les insurgés lui donnent vainement l'assaut, les gardes municipales se reforment derrière eux; pris entre deux feux, ils sont massacrés ou dispersés après un combat qui dure jusqu'au soir. L'incendie, qui continue pendant deux jours, détruit 5 ponts, 18 247 maisons, 400 dépôts et 703 abris.

Au moment où il veut s'ouvrir le ventre, Heihachirô en est empêché par un prêtre; c'est un ancien bandit, que, enfant, il a vaincu et auquel il a pardonné; le bandit a pris le froc pour faire pénitence de ses péchés. Il passe ses habits à Heihachirô, revêt les siens, se donne aux soldats pour le chef des conjurés et, percé de coups, saute dans une maison en flammes, tous croiront ainsi à la mort du rebelle.

Réfugié chez le frère de sa concubine, Heihachirô s'y tint caché avec son fils aîné, Kakunosuke, du 23 février au 27 mars; découverts par la police, ils mirent le feu à des barils de poudre et firent harakiri. Hanjirô, fils de Heihachirô par une concubine, est devenu, sous le nom de Kirino, l'un des chefs du clan de Satsuma.

Dans l'année même qui suivit la révolte d'Ôsaka, trois provinces (Kai, Ômi, Shinano) s'insurgèrent; 3 villes et 544 villages prirent les armes. La répression fut terrible : un grand nombre de paysans périrent dans la lutte, un plus grand nombre furent arrêtés, dont 4 furent crucifiés, 9 décapités, 46 transportés, 23 bannis de leurs maisons, 34 fouettés et tatoués, 64 enchaînés pour plusieurs jours et 129 condamnés à des amendes.

Ces révoltes, d'autres plus faibles dans les années suivantes effrayèrent le bakufu. En 1832 il avait déjà commencé de combattre les gildes. En 1841 Mizuno proclama la liberté du commerce : toutes les gildes et corporations étaient dissoutes, le commerce en gros était même complètement interdit en temps de disette. Le peuple applaudit à ces mesures mais, comme les grandes gildes avaient conservé pendant deux siècles le monopole des transactions sur le riz, leur brusque disparition désorganisa le marché, les petits marchands se ruinèrent ou se rendirent odieux à tenter de les remplacer, la misère augmenta et la famine de 1843 causa de tels ravages que tous réclamèrent le retour à l'ancien régime; en 1851 le bakufu rétablit les corporations sans toutefois leur rendre leur monopole et leurs privilèges que de fait elles eurent bientôt recouvrés. Tel était alors l'effroi du shôgun et des *Anciens* qu'ils cherchèrent à constituer des assemblées provinciales de samurai et engagèrent les daimiô à les imiter.

Ainsi, dès la première moitié du dix-neuvième siècle, le gouvernement nous apparaît comme dé-

sorganisé, divisé, ruiné, impuissant à contenir une population affamée. Tout indique la révolution prochaine, et, pour sortir de l'anarchie commencée, déjà, dans les États mêmes des Tokugawa, les regards ne se tournent plus vers le shôgun déchu de Yedo mais vers le Fils des dieux dérobé aux regards dans son mystérieux palais de Kiôto; à leurs malheurs bourgeois et paysans attribuent une seule cause, celle que Heihachirô en donne dans son manifeste : « Les fonctionnaires ne respectent pas la volonté de l'empereur. »

B. — LES CLANS (1).

I

La faiblesse croissante du gouvernement central tendait à rendre aux clans longtemps contenus et comme prêts de disparaître cette indépendance et

(1) Consulter les différentes histoires (Metchnikof, Brinkley) entre autres pour les dettes des samurai (VI, 200). De plus pour *Mito*, Clément, *The Tokugawa princes of Mito* (T. A. S. J., XVIII, 1); *Mito Civil War (ibid.*, XIX, 2); *British seamen and Mito samurai* (XXXIII, 1.) Pour *Echizen*, les différents ouvrages de W. E. Griffis, qui a été professeur à Fukui en 1871. Pour *Satsuma*, M. Courant : *Ôkubo*. Pour *Tosa*, Rev. Grinnan, *Land tenure in Tosa* (T. A. S. J., XX, 2); A. Lloyd, *Historical development of the Shushi philosophy in Japan* (T. A. S. J., XXXIV, 4). Cf. aussi Lanman, *Leading men of Japan*; le *Dictionnaire d'histoire et de géographie* d'E. Papinot; les biographies données dans le *Japan year book*, etc., les statistiques surtout d'après Rathgen.

cette fierté qui a fait croire aux Américains et aux Européens que le Japon était encore sous le régime féodal. D'autre part, les progrès de la Russie et de la Grande-Bretagne sur le continent asiatique, les voyages, chaque jour plus nombreux, de bateaux venus d'Orient et d'Occident effrayèrent le bakufu; comme il lui manquait pour se refaire une armée et l'argent, et les hommes, il s'adressa aux daimiô, surtout en 1807, 1838, 1841 et 1848; poussés d'ailleurs par le mouvement patriotique qui transformait le pays, ceux-ci n'avaient pas attendu sa permission pour se mettre sur le pied de guerre. Pendant deux siècles, le shôgunat s'était proposé pour but principal d'empêcher la reconstitution des forces militaires des daimiô; dans le cours du dix-neuvième siècle il ne cessa au contraire de les encourager à se créer des armées, lui-même s'était ainsi condamné.

*
* *

Cependant la situation des clans n'était pas meilleure que celle du bakufu. L'anarchie y était même pire. Dans la première moitié du dix-septième siècle, où prévalaient encore les traditions militaires héritées des grandes guerres, le daimiô était un chef féodal et un général d'armée, que ses hommes suivaient aveuglément; il prenait pour officiers ses meilleurs soldats, de pareils officiers savaient obéir et se faire obéir. Mais deux siècles et demi de paix changèrent la constitution des clans; les samurai n'étaient plus militaires que de nom, la plupart

exerçaient ou des fonctions civiles ou des charges de cour; charges et fonctions devinrent héréditaires, l'ancienne discipline disparut. Le bakufu, qui craignait des révoltes, forçait les princes à quitter le pouvoir quand ils arrivaient à l'âge d'homme; il déplaçait si facilement les familles daimiales que beaucoup ne changèrent pas moins de douze à quinze fois de fiefs; les infractions aux règlements étaient punies sévèrement, même chez les grands; au cours de deux siècles et demi, neuf daimiô ayant plus de 100 000 koku de revenus furent proprement déposés. Bientôt amollis par le luxe et les vices, les princes devinrent eux-mêmes désireux d'abdiquer ou, s'ils conservaient le trône, d'en abandonner les charges pour se livrer au plaisir.

Les daimiô n'eurent bientôt plus comme le shôgun qu'une autorité nominale; comme les fiefs des Tokugawa étaient gouvernés par le bakufu, les fiefs des princes étaient gouvernés par le conseil des karô, les chefs héréditaires et les ministres des clans.

Afin d'assurer leur pouvoir usurpé les karô s'attribuaient le droit de régler la succession; leur prince leur semblait-il d'esprit trop indépendant, ils le forçaient à se retirer dans l'inkio, eux-mêmes lui désignaient un successeur; le prince avait-il plusieurs fils, les karô choisissaient le plus jeune ou le plus incapable; tous ses fils leur semblaient-ils dangereux, ils lui faisaient adopter un parent ou même un enfant d'une autre maison, souvent un parent des Tokugawa. A la fin du dix-septième siècle, l'histoire des grands clans est celle des in-

trigues des karô et de leurs luttes, sourdes ou même ouvertes, contre leurs seigneurs. Nous avons raconté les tragédies dont Kaga et Sendai furent alors le théâtre. L'histoire de la succession d'Echigo n'est pas moins caractéristique.

Takata, le principal fief de cette province (240 000 koku), appartenait depuis 1622 à Matsudaira Mitsunaga (1615-1707), le propre arrière-petit-fils d'Ieyasu et le fils de Tadanao (1595-1650), qui avait perdu l'Echizen pour sa mauvaise conduite. N'ayant pas de fils, il voulait adopter comme héritier son frère Nagayoshi; le karô Oguri Mimasaka proclama héritier Tsunakuni, un parent éloigné, qui était faible d'esprit. Nagayoshi, appuyé par le conseiller Ogita Shime, porta plainte au bakufu; Oguri réussit à faire traîner l'affaire en longueur mais en 1680, des troubles ayant éclaté dans l'Echigo, le shôgun Tsunayoshi voulut lui-même la juger en présence des trois conseils et des principaux fonctionnaires : Oguri et son fils furent condamnés à se suicider, Mitsunaga fut exilé à Matsuyama en Iyo, Nagayoshi et Ogita Shime furent transportés dans l'île de Hachijô. Le fief des Matsudaira fut donné en 1685 aux Inaba mais avec de moindres revenus.

Au cours du dix-huitième siècle, les karô héréditaires, suivant l'exemple de leurs princes, menaient une vie désœuvrée; le bakufu, craignant leur influence, écartait des affaires ceux qui étaient énergiques ou intelligents. De plus, les samurai qui étaient tenus pour responsables sur leur vie et leurs biens des actes du daimiô et des karô, enten-

daient être consultés sur les questions importantes. Le principe de la solidarité féodale explique bien des faits de la vie japonaise qui nous étonnent au premier abord comme la sévérité à l'égard de Sôgorô, le fermier de Sakura; dans des cas analogues, tous les samurai du clan étaient exposés à perdre leur rang, leur honneur, leurs biens, leur vie, la vie de leur femme et celle de leurs enfants.

Chaque clan fut donc dirigé par un conseil où ne furent appelés au début que les chefs des premières familles, mais où entrèrent par la suite des samurai pauvres et récemment anoblis, dont la situation sociale était certainement inférieure à celle de la plupart des hommes qui ont fait la révolution française.

Vers le milieu du dix-neuvième siècle, il y avait des clans dont le conseil était proprement révolutionnaire et d'autres où le conseil, demeuré aristocratique ou d'opinions modérées, était terrorisé par des clubs démagogiques.

Au-dessous du conseil ou ministère du clan, il y avait une hiérarchie d'officiers et de fonctionnaires; dans les grands clans l'administration était aussi compliquée que dans les États des Tokugawa et l'armée était mieux organisée, du moins au dix-neuvième siècle. Or tous les grades, toutes les charges étaient héréditaires; beaucoup se vendaient et s'achetaient. Le plus souvent, les titulaires de ces grades et de ces charges n'en exerçaient pas les fonctions, soit qu'ils préférassent l'oisiveté, soit que les opinions démocratiques du clan leur interdissent de le faire. De gré ou de force, ils

déléguaient leurs fonctions à des remplaçants, samurai pauvres et d'humble origine, fils d'hommes dupeuple ou souvent hommes du peuple eux-mêmes anoblis parce qu'on avait besoin d'eux pour tel ou tel poste ; ces hommes intelligents et hardis ne pouvaient espérer ni avancement, ni augmentation de solde, puisque toutes les charges étaient héréditaires ou vénales et trop chères pour qu'ils pussent les acheter. Et c'est pourquoi l'administration entière des clans était aux mains d'hommes malheureux, aigris et exaltés.

*
* *

Pour expliquer et l'état politique des clans, et le mouvement révolutionnaire, il faut compléter ce que nous avons dit dans le tome III de la caste militaire. L'accroissement de la population au cours du dix-septième siècle et de la première moitié du dix-huitième, comme aussi les anoblissements, avaient beaucoup augmenté le nombre des samurai. En 1872 il y avait en chiffres ronds 1 270 000 samurai.

Les samurai étaient très inégalement répartis. Voici les résultats d'une statistique de 1887 ; on peut admettre que la situation devait être sensiblement la même à la fin de la Révolution et qu'au début elle ne devait pas être fort différente. Les samurai formaient alors 5 0/0 de la population totale. Dans le Gokinai, qui avait toujours subi l'influence de la centralisation et dans le Kantô soumis au bakufu, leur nombre était peu considérable ; dans la pro-

vince de Kai (Yamanashi-ken), il n'y avait que 6 samurai pour 1 000 habitants; on en trouvait 7,5 pour 100 habitants dans la région de Yamagata et 9,4 dans celle de Tôkiô. Dans le Tosa et le Chôshû, ils ne formaient guère plus de 7 0/0 de la population, mais dans l'île de Kiûshû 12,6 0/0; dans les clans du Nord-Ouest, principalement le Hizen, c'était de 11 à 15 0/0; dans le clan de Satsuma, plus de 20 0/0 (18 0/0 dans le Hiûga et 24 0/0 dans la province même de Satsuma, dans certains districts plus du quart de la population).

Cette statistique nous montre Kiûshû presque féodal et les provinces des Tokugawa déjà transformées en pays moderne.

Comme nous l'avons dit, les samurai se divisaient en grand samurai *(seishi* ou *jôshi)* et samurai du commun *(kashi)*. Les *seishi* des daimiô s'appelaient *baishin*, c'étaient des seigneurs féodaux mais avec un revenu inférieur à 10 000 koku; les hatamoto ou seishi des Tokugawa avaient au dix-neuvième siècle un rang presque égal à celui des petits daimiô.

Ceux des *seishi*, qui ne possédaient pas de terre touchaient du moins les revenus ou la moitié des revenus d'un domaine *(chigiô)* qui leur était assigné; c'est à tort que dans leur cas il a été parlé de pensions. Les *kashi* au contraire recevaient des pensions ou même une solde de riz *(hiômono, fuchi)*; en 1877, 127 184 avaient une solde annuelle de riz inférieure à 25 yen, 175 174 une solde estimée entre 25 et 100 yen. Même avant que le commerce avec l'Europe eût fait augmenter tous

les prix, une famille de cinq à six personnes ne pouvait vivre sur une solde de 25 yen par an (125 francs, si nous donnons au yen la valeur qu'il avait avant la baisse de l'argent). Or nulle part, excepté dans le Satsuma, les samurai ne devaient cultiver la terre, tous les métiers leur étaient interdits; ils ne pouvaient gagner leur vie que comme fonctionnaires, soldats, maîtres d'armes, serviteurs des princes, bonzes, médecins ou maîtres d'école.

Aussi la situation des samurai était-elle devenue précaire dès le début du dix-huitième siècle, Yedo comptait alors près de 8 000 samurai indigents; en 1718, il y eut dans cette ville 33 037 procès pour recouvrement de prêts d'argent. A la fin du dix-huitième siècle le bakufu régla la question par une loi arbitraire : toutes les dettes d'argent contractées depuis plus de six années par des samurai envers les marchands de riz qui leur payaient leur solde étaient tenues pour non avenues; pour les dettes contractées plus récemment, on annulait les intérêts courus et à courir et le capital pouvait être remboursé par amortissements. Dès 1843, il fallut de nouveau légiférer, accorder pour les prêts de 1 200 francs et au-dessous une remise de quatre-vingt jours, pour ceux de 1 200 à 2 000 francs cent vingts jours et ainsi de suite; pour les dettes supérieures à 24 000 francs la remise était de six cent cinquante jours.

Exaspérés par la misère, harcelés par leurs créanciers, privés par la loi de tous les moyens de gagner leur vie, des milliers de samurai quittaient

leur clan, prenaient le grand chapeau de paille dont les bords rabattus leur cachaient le visage et, la tunique troussée, les sabres passés dans la ceinture, allaient courir les routes comme rônin. Au dix-huitième siècle, la police se montrant sévère, force leur était bientôt de se réfugier dans les faubourgs des villes, où ils vivaient comme ils pouvaient, écrivant pour les illettrés des requêtes, des lettres ou même des billets d'amour, rendant d'humbles services, quelquefois des services criminels, aidés surtout par la charité publique, car le rônin était populaire. Mais dans le cours du dix-neuvième siècle, le nombre des rônin augmenta tellement que même cette existence misérable leur devint impossible; ils se réunirent alors par bandes et se mirent à battre la campagne surtout dans les daimiats où la police était mal faite et où les samurai leur étaient favorables. Dans certaines régions leur nom répandait la terreur : au début on les regardait comme des brigands mais, quand le bakufu et les princes commencèrent à s'armer dans la crainte d'une invasion européenne, les rônin se donnèrent comme l'avant-garde de l'armée des patriotes; dans les villes, la plèbe des faubourgs les accueillait avec enthousiasme; dans les campagnes les paysans n'osaient murmurer quand on les battait ou même quand on violait leur femme et leurs filles.

Les rônin allaient de clan en clan prêchant la guerre sainte et le règne de la justice. Une bande arrivait-elle dans la capitale d'un diamiat, les samurai patriotes et révolutionnaires s'assemblaient aus-

sitôt pour les fêter et c'étaient de terribles réunions que celles de ces hommes hâves, déguenillés, dont la main jouait sans cesse avec leurs sabres.

Malgré la politesse japonaise, leurs discussions étaient violentes tant leurs idées différaient. Ceux-ci presque des sauvages, chasseurs aux vêtements grossiers, pouvant à peine lire, ne sachant rien du monde ou même du Japon, beaucoup n'ayant pas mis les pieds dans une ville, par suite haïssant tout des villes, surtout le gouvernement, qui les tyrannisait et les marchands, qui les ruinaient. Ceux-là de vrais nobles de province, élevés dans les plus sévères principes du bushidô, n'osant adresser la parole à leur père ou à leur frère aîné, leur répondant respectueusement quand l'un ou l'autre daignait les interroger; jamais ils n'avaient fait de feu : enfants, lorsque le pinceau à écrire tombait de leurs doigts engourdis, on les envoyait se laver les mains dans la neige; pour eux le bakufu était le gouvernement des hommes de loi ennemis des nobles, le gouvernement des étrangers puisqu'il s'inspirait de la Chine et qu'on le disait favorable aux idées de l'Occident.

En face d'eux se dressaient les samurai des villes : les uns avaient formé l'auditoire des sinologues démocrates épris de Môshi et d'Ôyômei; d'autres, suivaient les cours des romantiques, amoureux du Japon préhistorique; d'autres encore, liés avec des médecins et des interprètes, avaient lu des livres traduits du hollandais ou même de l'anglais : traités scientifiques, précis d'histoire et de philosophie, manuels de géographie, de droit, de fortifications.

Car on trouvait chez les samurai les hommes les plus avancés et les hommes les plus rétrogrades du Japon, tous d'ailleurs également révolutionnaires parce qu'ils étaient également fiers de leur rang, également misérables, également méprisés.

Les jeunes gens, les enfants mêmes étaient plus redoutables que les hommes. Avides de s'instruire, ils assiégaient les portes des écoles qui s'ouvraient de tous côtés, se faisant domestiques *(shokkaku)* des professeurs ou des élèves riches et même coiffeurs et même masseurs pour avoir de quoi manger et continuer leurs études; ils apprenaient tout pêle-mêle; l'école se procurait-elle un livre hollandais, chaque élève, à son tour, veillait deux ou trois nuits pour s'en faire une copie. Malgré leur ardeur au travail, beaucoup étaient de véritables brutes, vivant tout nus et ne revêtant leur kimono que pour les classes, terrifiant les bourgeois ahuris, s'enivrant de sake, pratiquant le jûjitsu et les sports violents, disséquant les cadavres des criminels pour apprendre l'anatomie ou les coupant de leurs sabres pour éprouver la vigueur de leur bras, la trempe de leurs lames, faisant des expériences sur les corps des animaux, tirant de l'ammoniaque des os brûlés et empestant leur quartier. Persuadés qu'ils étaient les véritables représentants des idées révolutionnaires, ces jeunes gens envahissaient les assemblées, insultant les samurai plus âgés, qui apprenaient à leurs dépens l'approche des temps nouveaux.

II

Pour compléter ces observations sur la situation des clans en général, nous parlerons de leur état économique et financier. Au dix-septième siècle le bakufu, jaloux de leur autonomie, les avait épuisés de toutes manières; il leur imposait sans cesse de nouvelles charges ou quelques grands travaux publics. Au dix-huitième, l'accroissement trop rapide de la population avait amené la famine, le recouvrement de l'impôt foncier était devenu impossible. Les entreprises agricoles et industrielles faites par les clans avaient échoué; beaucoup avaient été de véritables escroqueries; dans plusieurs clans la moralité des fonctionnaires était médiocre, comme on peut en juger par l'affaire de Chikuzen en 1870. Les marchands d'Ôsaka exigeaient des intérêts usuraires pour leurs anciennes avances qu'on ne pouvait leur rembourser; de nouvelles, ils n'en voulaient pas faire. En 1784, le bakufu s'offrit à garantir un emprunt contracté par les clans auprès des marchands d'Ôsaka, à condition de toucher le septième de l'intérêt; les marchands préférèrent verser au bakufu une redevance annuelle correspondant à ce septième d'intérêt et ne pas consentir le prêt.

Comme le shôgunat, les clans eurent recours aux expédients; il faisait de la fausse monnaie, eux

émirent des billets à cours forcé. Matsudaira Tadamasa (1597-1645), daimiô d'Echizen, fit la première émission dans la période *Kambun* (1661-72); d'autres princes l'imitèrent et le bakufu dut interdire le papier monnaie en 1700; mais dans un pays qui se développait on ne pouvait continuer de se servir uniquement du riz comme moyen d'échange et l'on n'avait pas d'argent; d'ailleurs les clans n'avaient pas le droit de battre monnaie, encore que Mito et Satsuma eussent des sapèques de cuivre, Sendai des sapèques de fer. Les daimiats dont les revenus dépassaient 200 000 koku recouvrèrent donc en 1730 le droit d'émettre des billets qu'ils devaient rembourser entre quinze et vingt-cinq ans suivant l'importance de leurs revenus. Non seulement ces billets ne furent pas remboursés mais avec le temps de moindres clans suivirent l'exemple des grands. En 1755, 1759, 1836 le bakufu fit des lois pour régler les émissions. Ce fut peine perdue. En 1871, il y avait environ 30 millions de riô de billets émis par 210 daimiô et 14 hatamoto; Higo en avait pour 1 943 000 yen; Kaga, Chôshû, Awa et Kii, chacun pour plus d'un million; Tosa, Satsuma, Hizen, Aki, Echizen, Chikuzen, Tsu, Bizen, Inaba, chacun pour des sommes allant d'un demi-million à un million de yen. Dans le midi l'on ne voyait même plus de sapèques. Le taux des billets était si bas que le gouvernement les racheta pour moins de 25 millions de yen.

III

Nous allons maintenant faire connaître la situation politique des principaux clans et les noms de ceux qui les dirigeaient.

Trois clans avaient, nous l'avons vu, un rang à part, ceux des *Gosanke,* des familles qui portaient le nom de Tokugawa et avaient droit au shôgunat. L'une de ces familles, Kii, avait identifié ses intérêts avec ceux du bakufu; c'est dans son sein qu'il choisissait les shôgun et ceux-ci lui abandonnaient le gouvernement. Exclues du shôgunat, les deux autres branches étaient devenues hostiles à Kii et au bakufu. Owari ne nourrissait pas de sentiments violents; ses princes étaient prudents, ses samurai, disciplinés. Yoshikatsu, qui gouvernait au milieu du dix-neuvième siècle, était un homme sage, il désirait concilier les intérêts de la cour de Kiôto, dont il subissait le prestige, avec ceux de la maison à laquelle il était fier d'appartenir, le patriotisme exclusif de ceux qui regardaient comme sacrilège toute influence étrangère avec le patriotisme plus intelligent de ceux qui voulaient imiter l'étranger pour se mettre en état de lui résister. Le rôle d'Owari dans la Révolution devait être considérable mais discret.

*
* *

Tout autre fut celui de Mito qui jusqu'en 1860 sembla guider tous les clans d'opinions avancées. En effet l'Owari proche du Gokinai avait appartenu à trop de maîtres pour s'attacher à aucun. Le Hitachi, au contraire, était particulariste et féodal ; ses maîtres actuels, les Tokugawa, lui avaient les premiers donné l'autonomie ; il leur était dévoué. Mito était le siège des études chinoises et japonaises ; la situation géographique de la province sur une rive que longeaient souvent des vaisseaux étrangers y exaltait le patriotisme.

Les princes de Mito furent d'ailleurs des hommes remarquables ; ceux-là même dont les qualités naturelles étaient ordinaires se sentirent soutenus par les fortes traditions de leur dynastie. Cependant, quelque fidèles qu'ils fussent à la maison régnante, les samurai de Mito montraient beaucoup d'indépendance ; recrutés pour la plupart dans le peuple, ils avaient l'ambition, la violence et le courage de parvenus, beaucoup aussi la foi, l'enthousiasme d'apôtres. Comme les grandes études historiques et philosophiques inaugurées par Mitsukuni étaient l'orgueil de Mito, les discussions politiques y avaient un caractère théorique. Les uns tenaient pour la philosophie orthodoxe de Shushi et pour le bakufu : Mito n'était-il pas un Tokugawa et vice-shôgun? Les autres tenaient pour les doctrines nouvelles où le loyalisme féodal, le patriotisme exalté se fondaient avec la conception

chinoise d'un empire absolu et le shintô purifié où l'empereur était dieu; ce furent ces derniers qui formulèrent les aspirations des révolutionnaires japonais dans la fameuse formule : *sonnôjôi, rétablissement de l'empereur dans ses droits souverains, expulsion des barbares.* Les partisans du shôgunat sont appelés aujourd'hui les *mauvais* (*kantô*), ceux de la restauration impériale les *bons* (*seitô*).

Ces deux partis dont on peut dire qu'ils ont existé de tous temps à Mito se précisèrent vers le début du dix-neuvième siècle. Dans la célèbre école du *Shôkôkan* professait alors Tachihara Jingorô, le bibliothécaire; il inclinait vers le loyalisme impérialiste mais en gardant des égards pour le shôgunat; les élèves se pressaient à son cours et les plus jeunes, les plus exaltés s'irritaient des précautions que prenait leur maître. L'un d'eux, Fujita Jirozaemon ou Itsusei, le fils d'un marchand de vieux habits, emmenant à sa suite ces loyalistes extrêmes, fonda sa propre école, qu'il appela le *seiransha* (*plus bleu que le bleu*). Tachihara lui voua une haine mortelle et, bien qu'il continuât d'incliner vers l'impérialisme, la plupart des disciples qui lui étaient demeurés fidèles passèrent par aversion pour Fujita au parti des *mauvais;* les autres formèrent un tiers parti qui joua un rôle effacé, on l'appela par dérision le parti du saule (*yanagitô*).

Mito Haruyasu (*Bunkô*) (1751-1805), qui monta sur le trône en 1767 à la mort de Munemoto (*Riokô*), né en 1728 (1730-66), fut un prince éclairé; il aurait fait dresser par Nagakubo Genshû la première carte de la côte orientale du Japon. Effrayé

par une descente des Russes à Yezo en 1792, il fortifia le Hitachi et fit construire des vaisseaux où il mit des capitaines formés par les Hollandais de Nagasaki. Ses successeurs, Harunori *(Bukô)* (né en 1773†1816) et Narinaga *(Aikô)* (né en 1797†1829) continuèrent sa politique; c'est sous ce dernier prince que se place la première descente des Anglais racontée ailleurs (1824). A la fin de son règne, ses ministres Sakakibara et Akabayashi, du parti des *mauvais*, intriguèrent avec le bakufu; à sa mort ils essayèrent de faire attribuer le trône à un fils du shôgun. Les *bons* Kawase, Aizawa, Fujita Toranoshin (fils de Jirozaemon) s'y opposèrent et le bakufu affaibli crut devoir leur donner gain de cause; Nariaki *(Rekkô)* (1800†1860) devint daimiô de Mito (1829-44).

Ce fut assurément l'un des hommes qui contribuèrent le plus à préparer la chute du shôgunat et à développer chez les Japonais un patriotisme farouche. Mais, étroitement surveillé par le bakufu, il dut toujours cacher ses desseins véritables et la mort le surprit avant que l'occasion se présentât pour lui d'agir ouvertement; peut-être d'ailleurs, dans une époque troublée, où des événements imprévus changeaient tous les ans la situation du pays, ne connut-il jamais clairement ce qu'il désirait lui-même. Il haïssait le bakufu, mais sut-il véritablement par quoi il désirait le remplacer : par le gouvernement direct de l'empereur? par celui des kuge? par celui de Mito agissant comme tairô ou comme shôgun? Qu'il voulût avant tout préserver son pays d'une invasion étrangère, voilà qui semble

certain; mais sur le moyen d'y réussir il paraît avoir souvent changé d'opinion : avant 1853, il étudiait les sciences européennes et même le christianisme; vers 1846, il aurait fait embarquer sur un vaisseau américain échoué dans le Hitachi un samurai qui devait demander au président des États-Unis d'envoyer une escadre au Japon. Depuis 1853, il s'opposa violemment à tous rapports avec les étrangers.

Le meilleur portrait que nous possédons de Nariaki nous le montre à l'âge de trente-cinq ans : petit, fort, le visage épais, le nez puissamment aquilin, la bouche bien dessinée et sensuelle, les yeux long fendus au regard mystérieux; tous ses traits révèlent l'intelligence, l'énergie, la ruse et la méchanceté.

Quand il prit le pouvoir en 1829, Nariaki ne voulut s'abandonner à aucun parti; il choisit pour ministres, d'une part les *seitô* : Fujita Toranoshin, Toda Ginjirô et Kawase Shichiroemon, et d'autre part les *kantô* : Tachihara Jintarô, fils de Tachihara Jingorô, Komiyayama Jiroemon et Tanobe Shôsuke.

De ces ministres, le plus célèbre est Fujita Toranoshin ou Tôko (1806-55), le *bleu entre les bleus* (nous dirions le *blanc entre les blancs*), que les Japonais regardent comme le plus grand de leurs *légitimistes*. Tout jeune, il avait juré à son père, exaspéré par le débarquement d'un équipage étranger, qu'il laverait l'insulte faite à Mito dans le sang des barbares; ceux-ci partirent avant que le jeune homme put accomplir sa vengeance, son échec lui causa une telle honte qu'il résolut de

consacrer sa vie à se réhabiliter. Il se rendit à Yedo pour s'y former, également ardent aux sports et aux études philosophiques; Mito Nariaki l'y connut et l'apprécia. A la mort de son père, Fujita fut rappelé à Mito et entra au Shôkôkan. Voyant Mito gravement malade, il retourna dans la capitale pour y solliciter l'un des Anciens, Matsudaira, daimiô de Moriyama (Mutsu), en faveur de Nariaki. Et celui-ci, monté sur le trône, le récompensa en le faisant ministre.

Pendant les quinze premières années de son règne, Nariaki se montra prudent; mais en 1840, il s'irrita d'une demi-révolte de ses samurai, qui réclamaient les arriérés de leur solde diminuée de moitié après la famine de 1836, et changea son ministère : il prit pour karô Udono Heishichi et Toda Ginjirô, pour seconds conseillers Takeda Hikokurô et Yûki Torajû, pour conseiller privé Fujita Toranoshin. Sous l'influence de Fujita, il fonda une grande école de samurai, le *Kôdôkan* (1841); mêlant en vrai japonais la poésie à la guerre; il y fit planter mille pruniers bientôt célèbres dans l'archipel; le prince aimait d'ailleurs à versifier et Fujita était un poète distingué. Les jeunes samurai du Kôdôkan étaient élevés dans le culte de l'empereur et de la patrie comme dans les plus sévères principes du bushidô. Les romanciers nous montrent le prince rude et colérique morigénant ces enfants : leurs pères, disait-il, ne pouvaient ni brandir un sabre, ni monter à cheval; eux deviendraient des soldats; malgré leur sang noble, il leur ferait porter des pierres et creuser des fossés.

Deux ans après (1842), le bakufu, effrayé par les progrès des Européens en Asie, demanda aux daimiô de se préparer à la guerre. Aussitôt Nariaki d'armer tous les hommes valides de ses États, les artisans et les cultivateurs comme les samurai; dès 1838 il a lancé un vaiseau de grand modèle, qui n'a pu d'ailleurs tenir la mer, maintenant il fortifie la côte et, dans sa haine de shintôiste contre les bonzes, confisque les cloches des monastères bouddhistes et les fond pour en faire des canons.

Tant d'ardeur, parut suspecte au bakufu et à ses partisans; les bonzes dénoncèrent Nariaki comme un conspirateur, les *kantô* groupèrent dans une ligne fortement organisée les membres de leur parti à l'exception du vieux Tachihara et les conservateurs lésés dans leurs intérêts par les réformes du prince. Yûki, alors premier ministre, prit lui-même la direction de cette ligue dirigée contre son maître, il avait pour principal lieutenant Omie Daihachi. Leurs efforts aboutirent deux ans plus tard; Nariaki mandé à Yedo, y fut retenu prisonnier dans son yashiki (1844) il abdiqua en faveur de son fils aîné Yoshiatsu *(Junkô)*, né en 1831 (1844-1868) auquel devait succéder son plus jeune fils, le dernier prince de Mito, Akitake né en 1853 (1868-71). Yûki, Okitsu, Yatabe et les *mauvais* s'emparèrent du pouvoir qu'ils conservèrent jusqu'en 1853, malgré les intrigues de Toda, de Takeda Hikokurô et de Fujita; celui-ci avait été interné pendant trois ans dans le yashiki de Komagome (Yedo); quand il recouvra sa liberté, il publia deux ouvrages pour justifier Nariaki auprès du bakufu tout en conti-

nuant de prêcher le loyalisme à l'empereur. L'arrivée de l'escadre américaine amena la délivrance de Nariaki et le retour au pouvoir des *bons,* qui en 1856 firent exécuter Yûki. Toda et Fujita périrent en 1855 dans le tremblement de terre de Yedo; Takeda devint le chef des *seitô.*

IV

Owari, Kii et Mito étaient les seuls clans qui eussent le droit de porter le nom de Tokugawa; les autres maisons issues d'Ieyasu portaient celui de Matsudaira; plusieurs étaient puissantes; deux méritent une mention spéciale : Aizu et Echizen.

Les Hoshina Matsudaira de Wakamatsu en Aizu (Mutsu) étaient issus de Masayuki (1609-72), un fils naturel de Hidetada adopté dans la maison de Hoshina issue des Minamoto et possédaient un revenu de 230 000 koku; aucun clan n'était plus dévoué aux Tokugawa et le peuple du Mutsu faisait cause commune avec les samurai car ces gens du Nord sont les plus forts physiquement et les plus belliqueux du Japon; moins intelligents et moins instruits que les hommes du Centre, ils les méprisent pour leur mollesse et haïssent proprement les hommes du Sud. Pour être fidèles, les Hoshina n'en étaient pas moins éclairés; le daimiô, Katamori, passait vers 1863 pour un prince libéral et progressiste.

*
* *

Les Matsudaira de l'Echizen avaient 320 000 koku de revenus ; Fukui, leur capitale, était une ville importante. Le daimiô, qui appartenait au bakufu, tranchait au milieu de princes efféminés par son énergie, sa culture d'esprit et son intelligence des besoins de son époque. Membre du conseil des *Anciens,* il avait fait voter l'abolition des gildes en 1841 ; il réorganisa systématiquement ses États, fonda des écoles pour l'étude de la médecine, du hollandais et de l'anglais ; vers 1840, il rendit la vaccine obligatoire, sur les conseils des médecins Hajimoto Sanai et Kasahara ; il établit aussi le recrutement et fit exercer ses troupes à l'européenne ; de même il cherchait à réconcilier les cours de Yedo et de Kiôto.

Son successeur, Yoshinaga, Keiei ou Shungaku (1827-90) adopté en 1838, monté sur le trône en 1843, eut pour ministres deux hommes qui ont joué un rôle considérable dans la Révolution et la Restauration : Yuri Kinmassa et Yokoi Heishirô ou Shônan, le premier né à Fukui en 1829 ; le second originaire de Kumamoto dans le Higo. Yuri était de ceux qu'autrefois on appelait en France de grands libéraux ; il sauva les finances de son clan de 1850 à 1868 et créa depuis lors les finances du Japon renouvelé, mais il est surtout connu pour avoir rédigé en 1868 le serment par lequel le jeune souverain s'engageait à établir un régime constitutionnel ; depuis son élévation à la pairie en 1887, le vicomte Yuri s'est retiré de la vie politique. Disciple

passionné d'Ôyômei, Yokoi Heishirô ou Shônan était au contraire l'un de ces révolutionnaires enthousiastes qui rêvent d'une nouvelle humanité vertueuse et désintéressée; le but principal de sa vie fut l'abolition des castes; il réclama dès 1868 la réhabilitation des eta et des hinnin et périt assassiné, victime de son dévouement (1869).

V

Nous examinerons les autres clans dans l'ordre que leur fait leur situation géographique.

Dans le Nord tous les clans étaient dévoués aux Tokugawa mais avec des tendances diverses. Le plus puissant était Sendai aux Date (620 000 koku); prudents comme ils l'avaient été dès le début du régime, ceux-ci, tout en flattant la cour impériale, avaient su conserver la confiance du bakufu; en 1807, le daimiô avait épousé une fille du shôgun et reçut la mission de défendre contre la Russie le Hokkaidô, le Nord du Japon et même la baie de Yedo; les samurai de Sendai étaient attachés au bakufu, dont la cause s'identifiait pour eux avec la cause du Nord.

Le clan d'Akita (Dewa) aux Satake (205 000 koku) était conservateur, celui de Morioka (Mutsu) aux Nambu (130 000 koku), nettement progressiste. Malgré le mélancolique souvenir d'un passé plus glorieux, les Uesugi de Yonezawa dans le Dewa

(150 000 koku) s'étaient si franchement ralliés à la cause des Tokugawa qu'ils furent les derniers à la défendre; leur clan était parmi les mieux administrés; Harunori (1751-1822), qui abdiqua en 1785, doit être compté au nombre des bons souverains qu'ait connus le Japon : il encouragea les lettres et les arts, développa la culture du thé, l'industrie de la soie, établit dans chaque village un dépôt de riz; il put ainsi épargner à son daimiat la terrible famine de 1780.

*
* *

Dans le Centre les tendances des clans étaient partagées.

Le Kantô comptait peu de daimiats et le voisinage de la capitale leur imposait la soumission. Odawara (Sagami) aux Ôkubo (113 000 koku) devint le théâtre d'une expérience intéressante; ruinés par leur propre administration, les karô du clan eurent recours, vers 1820, à Ninomiya Kinjirô ou Sontaku, le célèbre économiste (1787-1856), qui rétablit les finances et améliora la condition des paysans; après avoir aidé de ses conseils, lui simple homme du peuple, d'autres seigneurs féodaux, Ninomiya fut appelé par Ôkubo lors de la terrible famine de 1836 et secourut quarante mille personnes.

Kaga (1 022 700 koku) était le premier daimiat de l'empire; ses princes, les Maeda, qui résidaient à Kanazawa, ne montrèrent jamais grand talent, ni grand désir de se mêler aux affaires; leurs samurai étaient favorables à la Révolution.

Autour de Kiôto, les Tokugawa défiants avaient placé leurs plus fidèles alliés. Ii de Hikone en Ômi (350 000 koku) était l'un des quatre clans où l'on choisissait le tairô ; nul n'exerçait une plus grande influence sur le bakufu. Ii Naosuke (1815-60), qui devint daimiô en 1845, était un homme d'État énergique, intelligent et progressiste. Les trois autres clans qui partageaient le pouvoir avec Ii étaient : les Honda de Zeze en Ômi (60 000 koku) ; les Sakai de Himeji dans le Harima (150 000 koku) également voisins de Kiôto et plus au Nord les Sakakibara de Takata dans l'Echigo (150 000). Ces quatre maisons avaient des branches cadettes pourvues de daimiats importants.

Dans l'Ise, une branche des Matsudaira Hisamatsu, issus d'un frère utérin d'Ieyasu, avait reçu en 1823 Kuwana, fief de 100 000 koku bien placé sur le Tôkaidô. Les Tôdô de Tsu (320 930 koku) avaient été choisis avec soin par Ieyasu pour garder les temples de Yamada ; ils restaient fidèles aux Tokugawa mais leurs samurai inclinaient vers la cause impériale.

Les Ikeda de Tottori dans l'Inaba (325 000), qui descendaient d'un gendre d'Ieyasu, marquaient à l'Ouest la limite de la région où l'influence des Tokugawa était prépondérante. Encore ce clan était-il, comme Echizen et Owari, de tendances progressistes.

Tous les clans du S.O. étaient plus ou moins ouvertement favorables à la cause de la Révolution et de la Restauration impériale. Dans le Bizen, une branche aînée des Ikeda, non alliée aux Tokugawa,

possédait Okayama et 315 000 koku de revenus. Au dix-septième siècle ce clan avait été dirigé par Kumazawa Riôkai ou Banzan (1619-91) ; sa bonne politique financière, ses grands travaux d'irrigation, la sage manière dont il exploitait les forêts lui avaient valu grand crédit auprès de son maître et même auprès des membres du bakufu, qui le consultaient quand il accompagnait le daimiô à Yedo ; le développement de l'instruction publique, la séquestration des biens de l'Église bouddhiste, qu'il haïssait, l'avaient mis en faveur auprès des samurai. Enhardi par ses succès, Banzan se rallia publiquement aux doctrines de Môshi et d'Ôyômei, enseignant que le bonheur du peuple importe seul dans l'État, traitant les samurai de parasites et de barbares ; puis il ne cacha plus son désir de voir disparaître le shôgunat et se rétablir l'empire absolu. Bakufu et samurai se tournèrent contre l'audacieux, il dut résigner ses fonctions. Professeur à Kiôto en 1656, exilé en 1666, ministre de Matsudaira Nobuyuki à Kôriyama (1679) puis à Koga (1685), il fut condamné à la prison et mourut oublié. Mais ses leçons ne furent pas perdues, Mito et d'autres clans les recueillirent ; mort, sa gloire le rendit populaire dans son pays ; au dix-neuvième siècle, les samurai du Bizen le regardaient comme leur maître.

Ceux de l'Aki, où se trouvait le grand fief de Hiroshima aux Asano (426 000 koku), s'étaient aussi ralliés à l'enseignement de Banzan sous des chefs comme Tsuji, Ueda, Terao, mais elles triomphaient surtout dans le clan de Chôshû, dont l'in-

fluence devait être prépondérante sur les destinées du Japon moderne.

*
* *

Les Môri de Chôshû, issus d'Ôe Hiromoto, le fameux ministre de Yoritomo, se considéraient comme l'une des premières familles féodales. Au seizième siècle, ils avaient conquis onze provinces; sans les victoires du Taikôsama et le génie d'Ieyasu, ils auraient sans doute gouverné l'empire au lieu des Tokugawa; la haine qui séparait les deux maisons n'avait pas disparu. Môri avait juré de prendre sa revanche, il a dû l'attendre deux siècles et demi, mais il l'a prise. Au dix-neuvième siècle, les possessions de Môri n'étaient cependant pas considérables; la branche aînée possédait un revenu de 369 000 koku dans le Chôshû (Nagato) et le Bôshû (Suwô) avec Hagi et Yamaguchi pour capitales; des branches cadettes avaient Tokuyama dans le Suwô (30 000 koku), Fûchu dans le Nagato (50 000 koku), Kiyosue dans la même province (10 000); une quatrième branche, portant le nom de Kikkawa, possédait Iwakuni en Suwô avec 60 000 koku.

Les Môri avaient perdu l'indomptable énergie de leurs grands ancêtres; Narihiro (1814-36), son frère Yoshichika († 1871), Motonori (1839-96) adopté par Yoshichika en 1851 étaient des hommes faibles, qui suivaient docilement les conseils de leurs karô.

D'ailleurs, si les samurai de Chôshû affectaient le plus grand loyalisme envers la maison de Môri, dans

aucun clan l'autorité du daimiô n'était plus nominale. Deux partis se disputaient le pouvoir qui reçurent plus tard les noms de *parti des idées vulgaires* et de *parti des idées élevées*. Le premier était celui des familles vraiment nobles qui possédaient des titres et des fonctions héréditaires ; d'esprit conservateur, elles repoussaient toutes les réformes, principalement celles qui s'inspiraient de l'étranger, et, tout en haïssant le bakufu, elles ne voulaient ni se brouiller avec lui, ni renverser l'ordre de choses établi depuis trois siècles. Le second parti se composait surtout de parvenus : médecins, soldats, maîtres d'armes, artisans et cultivateurs récemment anoblis ; il professait des idées politiques extrêmement avancées et favorisait de toutes ses forces la Révolution. Mais dans ce parti même, il y avait deux camps bien tranchés : les adversaires irréconciliables de la civilisation étrangère et les partisans de cette civilisation ; ces derniers, peu nombreux et suspects au début, ne cessèrent de se recruter des adhérents si bien qu'en 1868 ils étaient devenus les maîtres du clan.

Les chefs du parti des *idées élevées* étaient Masuda (Uemon no suke), Fukubara Echigo, Kunishi Shinano, Sone Takebei. Tous périrent de la main du bourreau.

A côté de ces chefs apparaissaient d'autres hommes dont le rôle, d'abord effacé, devait marquer davantage dans l'histoire et dont nous dirons seulement ici les noms, puisque leurs actes se confondent avec les événements mêmes de la Révolution. C'étaient Yoshida Torajirô ou Shôin

(1831-60), patriote et loyaliste ardent et non moins ardent admirateur de la civilisation européenne, mort lui aussi sur l'échafaud; Takasugi Shinsaku (1839-67); Ômura Masujirô († 1869) et Hirozawa Hiôsuke († 1871), tous deux ministres après la Révolution, tous deux assassinés; Shinagawa; Kido Kôin, Jûnichirô ou Takayoshi (1834-77), quelquefois appelé Katsura Kogorô, qui devait plus que tout autre contribuer à l'abolition de la féodalité.

Pendant la période troublée qui va nous occuper, chaque année vit arriver à l'âge d'homme de jeunes ambitieux, qui alors pressaient leurs aînés à leur avis trop timides et qui depuis, mûris par l'âge et la responsabilité, ont su concilier avec l'audace la prudence et la réflexion. C'est ailleurs qu'il conviendra de citer leurs noms et de raconter leur carrière.

VI

Dans l'île de Kiûshû daimiô et samurai étaient plus hostiles encore au régime établi par Ieyasu.

Satsuma, maître de la province de ce nom, de l'Ôsumi et d'une partie du Hiûga (770 000 koku) était le roi des clans par l'étendue de son territoire, son indépendance presque complète et la culture qu'il devait à ses rapports avec les Hollandais de Nagasaki. Ses princes, les Shimazu, descendaient d'un fils naturel de Yoritomo; depuis longtemps souverains du pays, intelligents, énergiques, ils étaient

très populaires et le culte de leurs ancêtres formait la principale religion du pays depuis qu'au seizième siècle la trahison de certains moines y avait fait prendre le bouddhisme en suspicion. Comme ceux de Chôshû, les samurai de Satsuma étaient à la fois très fidèles à leurs princes et d'esprit très indépendant; ils formaient le cinquième de la population dans le daimiat, le quart dans la province de Satsuma; comme ils vivaient sur leurs terres, dont ils étaient propriétaires et qu'ils avaient le droit de cultiver, en dehors de Kagoshima la population, presque exclusivement agricole, se composait de leurs domestiques et de leurs tenanciers; par suite, tandis que dans les autres daimiats les samurai et les paysans formaient comme deux peuples distincts, à Satsuma les uns et les autres avaient des idées et des sentiments communs. En masse, les samurai du Satsuma avaient la mentalité de *gentlemen farmers;* très particularistes, très réactionnaires, ils haïssaient le bakufu et les clans du Nord d'une haine séculaire et, s'ils inclinaient vers une restauration de l'empereur dans ses droits souverains, c'était dans l'idée que l'hégémonie passât de Honshû à Kiûshû et le shôgunat des Tokugawa aux Shimazu.

Cependant à Kagoshima même la jeunesse avait un tout autre esprit; l'influence des Hollandais de Nagasaki lui avait donné le goût des choses de l'Europe; celle d'Ôyômei, dont les Shimazu, peu soucieux des défenses du bakufu, laissaient ouvertement professer la philosophie, lui faisait embrasser avec ardeur les idées de la Révolution, mais, pour

faire comprendre l'esprit de cette jeunesse, il importe de raconter brièvement l'histoire politique du daimiat au dix-neuvième siècle.

A la fin du dix-huitième siècle, le prince régnant était Shigetaka, dont la fille épousa en 1773 le shôgun Ienari. Il abdiqua en 1809 et prit le froc sous le nom d'Eiô, mais il n'en continua pas moins de gouverner jusqu'à sa mort au nom de Narinobu et de Narioki. C'est le prince de Satsuma dont parle Siebold en racontant son voyage de Nagasaki à Yedo (1826).

Dans le village d'Ômori, les princes de Satsuma et de Nakatsu étaient venus nous attendre car ils cherchaient une occasion de nous connaître et leur rang comme aussi d'autres raisons les en avaient jusqu'alors empêchés. Ces hauts protecteurs des Hollandais étaient descendus dans l'hôtel même où nos envoyés étaient accoutumés de s'arrêter et après une courte attente dans l'antichambre nous eûmes l'honneur d'être reçus. Les deux princes et un plus jeune membre de la maison de Satsuma nous accueillirent avec la plus grande amabilité. Après que nous les eûmes salués à la manière japonaise, ils nous invitèrent à nous asseoir sur des chaises que l'on venait d'apporter. Le vieux prince de Satsuma parlait beaucoup; malgré ses quatre-vingt-quatre ans, il n'en paraissait pas plus de soixante-cinq tant il était encore vigoureux et avait conservé l'usage complet de ses sens. Dans le cours de la conversation il employait souvent des termes hollandais et nous demandait le nom de différents objets.

Le prince pria même Siebold de lui apprendre l'art d'empailler et le consulta pour un mal qu'il avait à la main.

Eiô rêvait d'ouvrir le Japon au commerce exté-

rieur et d'en faire l'emporium de l'Asie. Il ne doutait pas que Kiûshû conservât le monopole de ce commerce et devint dès lors le véritable centre intellectuel, économique et politique du Japon, que la domination des Tokugawa tombât d'elle-même et que les Shimazu obtinssent le shôgunat. Mais les grands politiques ne doivent pas plus vivre dans l'avenir que dans le passé; par ses folles entreprises Eiô endetta si bien son clan qu'en rêvant de devenir le maître du Japon et de l'Asie, il se mit à la merci des banquiers et des marchands de Yedo et d'Ôsaka auxquels il devait des sommes égales à cinq millions de yen. En 1830, il trouva heureusement un ministre habile, Jûsho Shôzaemon; en dix-huit ans celui-ci rétablit de l'ordre dans les finances, construisit des ports et des forteresses, arma des bateaux de fort tonnage (1848), fondit des canons et des fusils de modèle européen et fit exercer les troupes du clan par des instructeurs formés à l'école des Hollandais de Nagasaki.

L'influence d'Eiô et de ses fils, l'enthousiasme soulevé par les préparatifs militaires, les menaces continuelles de l'étranger produisirent à Kagoshima une exaltation extraordinaire. Itô Moemon y professait ouvertement la philosophie d'Ôyômei. Dans la jeunesse ardente et studieuse qui subit son influence ou celle de ses premiers élèves, combien d'hommes qui devaient un jour jouer un rôle prépondérant dans la formation du Japon moderne, comme Ôkubo et Saigô, plusieurs étrangers au clan et venus y terminer leurs études comme Katsu Awa du clan Tokugawa!

Les samurai légitimistes et révolutionnaires de Satsuma avaient mis leurs espérances en Nariaki (1809-58), le fils aîné de Narioki; même en dehors du clan, il s'était créé une légende autour du nom de ce prince, qui passait tout ensemble pour le parfait modèle du bushi et pour un progressiste curieux des choses nouvelles. Mais Narioki songeait à le dépouiller pour laisser le trône à un plus jeune fils, Hisamitsu, connu dans l'histoire sous le nom de Saburô, troisième fils. Chez les samurai légitimistes, jusqu'alors aveuglément dévoués à leurs princes, l'indignation fut violente; plusieurs ne craignirent pas de conspirer; ils durent faire harakiri, leurs complices perdirent leurs places, quelques uns furent déportés (1849-50). D'autres cherchèrent un refuge dans le Chikuzen ou même dans le Mito; la cause de Shimazu Nariaki devint celle de tous les légitimistes du Japon. Il eût donc été naturel que le bakufu soutînt le daimiô de Satsuma mais le bakufu affaibli craignait sur toutes choses des complications; en 1851, il lui fit comprendre que l'heure était venue pour lui d'abdiquer; Nariaki lui succéda.

L'avènement de leur favori causa quelque déception chez les samurai légitimistes de Satsuma : ils comptaient que Nariaki enlèverait le pouvoir aux anciens karô conservateurs, qu'il mènerait son clan à la guerre contre le shôgunat, contre les Européens. Mais Nariaki, tout en poussant ses préparatifs militaires, fut assez sage pour comprendre que le moment d'agir n'était pas arrivé, que d'ailleurs le mieux était de rétablir d'abord la paix dans

ses États troublés par les querelles des partis; il conserva les conseillers de son père mais il donna des postes aux jeunes chefs des légitimistes-révolutionnaires Ôkubo (1830-78) et Saigô Takamori (1825-77); ce dernier, son homme de confiance, l'accompagna même à Yedo, où il se mit en relations avec les *seitô* de Mito, les impérialistes d'autres clans et commença de préparer avec eux le renversement du shôgunat. Nariaki mourut le 24 août 1859, au milieu de la période troublée que causa la signature des traités avec les puissances; il laissait le trône à son fils adoptif, Tadayoshi (1840-97), fils de son frère Hisamitsu Saburô, qui fut régent pour le jeune prince devenu légalement son neveu; Saburô devait jouer un rôle capital dans la Révolution.

C'est en racontant les événements de l'histoire générale que nous essaierons de déterminer ce rôle, qui fut complexe. Ici nous nous contenterons d'esquisser le caractère de Saburô (1820-87). Ambitieux il semble avoir surtout compté sur la ruse pour lui donner le succès, mais au moment de recueillir le prix de longues et patientes intrigues, il lui manqua toujours l'audace d'agir, aussi son rôle finit-il par s'effacer devant celui de plusieurs de ses samurai, les Saigô, Ôkubo, Kuroda. Encore qu'on ne puisse mettre en doute son loyalisme envers la maison impériale, le sentiment qui le poussa fut d'élever son clan à la place que les Tokugawa occupaient depuis deux siècles et demi; s'il eut recours aux services des étrangers, il n'en resta pas moins conservateur dans l'âme et se

détourna du Japon nouveau qu'il avait contribué à créer.

Au physique petit et maigre, Saburô avait le front carré, les yeux obliques sous les paupières bridées, le menton avançant et le nez aquilin. Sur ses dernières photographies, il nous apparaît renfermé, soupçonneux, aigri; c'était là surtout le résultat de sa carrière agitée, mais dès sa jeunesse il était assurément ambitieux, dissimulé, méfiant et malheureux.

Satsuma, comme Chôshû, devait jouer un rôle capital dans la formation du Japon moderne et produire en peu d'années nombre d'hommes remarquables dont nous disons ailleurs les efforts et les succès. Si l'on songe à la carrière prodigieuse de ces hommes, au génie de quelques-uns, au talent et à l'énergie de tous, on peut imaginer ce que devaient être les réunions des samurai de Kagoshima quand les chefs étaient déjà dans la force de l'âge, que les futurs chefs avaient les uns trente ans, les autres vingt ou même seize.

*
* *

Les autres clans de Kiûshû partageaient les idées de Satsuma et dans une grande mesure subissaient son influence. Hizen aux Nabeshima (357 000 koku) avait pour capitale Saga, un centre politique important. Ce clan était chargé de défendre Nagasaki, bien que les Tokugawa se fussent attribué l'administration de la ville; la fréquentation des étran-

gers avait rendu les samurai de Hizen très cultivés, d'esprit souple et délié, beaux parleurs, libéraux sans violence.

Chikuzen appartenait aux Kuroda (520 000 koku), des princes d'esprit distingué; le daimiô, Narihiro, favorable aux légitimistes, accueillit en 1850 les fugitifs du Satsuma; la capitale, Fukuoka, devint comme Saga un lieu de rendez-vous pour les mécontents.

Higo (540 000 koku), aux Hosokawa, dont la capitale était Kumamoto, avait eu à la fin du dix-huitième siècle un souverain remarquable, Shigekata (1718-85), qui avait fondé en 1752 une célèbre école de samurai, le *Jishukan*.

Nakatsu (100 000 koku) dans le Buzen était au premier rang des clans progressistes. Ses maîtres, les Okudaira, se montraient depuis longtemps favorables aux étrangers; ils avaient soutenu Maeno Riotaku (1781) dans ses études hollandaises; nous avons dit qu'Okudaira visita Siebold en compagnie de Shimazu. Siebold le revit à Yedo en avril 1826; le prince de Nakatsu parlait couramment le hollandais et avait des notions de toutes les sciences européennes. Siebold dit que le prince et ses conseillers étaient « hollandais de corps et d'âme ». Il nous cite même ces vers hollandais du prince :

Ik ben een van de Menschen
Die den Bloei van Hollands Handel wenschen.

Je suis l'un des hommes qui souhaitent de voir fleurir le commerce de la Hollande (1822).

VII

Dans l'île de Shikoku le clan principal était celui de Tosa (242 000 koku) aux Yamanouchi, qui avaient reçu d'Ieyasu le fief des Chôsokabe.

Trois faits contribuèrent à donner aux samurai de Tosa un caractère original.

Situé sur le Pacifique, Tosa n'avait dans toute son histoire subi que rarement l'influence de la grande île. Sous les Chôsokabe, le clan avait conquis Shikoku tout entier et en avait fait un État indépendant. Nommés par Ieyasu, après la défaite et la destitution des Chôsokabe, les Yamanouchi n'avaient pas tardé à partager le nationalisme exclusif de leurs sujets, ils avaient interdit presque tout commerce entre le clan et le reste du Japon.

La constitution politique et sociale de Tosa était particulière. Onze karô héréditaires y exerçaient l'autorité; huit résidaient dans la capitale, la *jôka*, qui était Kôchi sur la côte du Pacifique, bien situé au pied des montagnes entre deux cornes d'une baie profonde; les autres à Nakamura, Sakawa et Aki. Ces karô avaient leurs propres shiro et leurs propres vassaux; ils levaient des taxes sur leurs paysans. Les samurai formaient 7 0/0 de la population. Ils étaient divisés en classes; ceux de la première classe *(churô)* étaient propriétaires féodaux de leurs terres. Au-dessous des samurai se trou-

vaient les *gôshi,* dont les principaux étaient d'anciens samurai des Chôsokabe (tous les samurai propres relevant des Yamanouchi) et dont les autres étaient des bourgeois ou des paysans anoblis; les gôshi, qui avaient le droit de porter deux sabres, de monter à cheval et de faire la guerre, étaient aussi propriétaires de leurs domaines. Venaient ensuite les *keikaku,* qui portaient les deux sabres et avaient droit à une solde de riz, enfin les paysans. Cette région purement agricole, où les classes n'étaient pas nettement tranchées, se prêtait donc à la formation d'une démocratie rurale.

Mais Tosa avait surtout été au dix-septième siècle le siège d'une école de philosophie, dont les doctrines y marquèrent le caractère des samurai d'une physionomie particulière. Le fondateur en fut un prêtre bouddhiste, Tani Jichû (1598-1649), qui, dégoûté de la vie monacale, jeta le froc pour se faire médecin à Kôchi. La philosophie de Shushi le remplit d'admiration. D'un esprit dur et d'un caractère peu sociable, il en exagéra la sévérité; pour lui la philosophie devait être purement morale, les mœurs devaient être démocratiques, sans politesse, sans raffinement d'aucune sorte. Parmi ses disciples, deux surtout se signalèrent : Ogura Sansei (1604-54) et Nonaka Kenzan (1605 ou 1616-63). Pour être amis et professer les mêmes doctrines, ils n'en étaient pas moins fort différents, le premier doux et prudent, le second rude comme Jichû et de plus d'une audace extrême. Le daimiô les prit pour ministres, ils se signalèrent par leur bonne gestion, leurs grands travaux d'irrigation; ils

tentèrent aussi quelques réformes sociales, que l'aimable habileté de Sansei réussit à faire accepter, mais, après la mort de celui-ci (1654), Kenzan se rendit odieux à tous, il fut forcé de se suicider (1663).

Cependant l'école de Tosa, purement locale au début, commençait à se faire connaître dans tout le Japon. Nagasawa Senken (1621-76), Tani Issai (1625-96), le fils du premier Tani, et Soda Rinan (1639-74) en répandirent les doctrines; ce dernier devint le conseiller de Matsudaira Tadaharu (1598-1669), depuis 1648 daimiô de Kameyama dans la province de Tamba; à l'austérité agressive du vrai confucianiste il joignait la violence de langage des méridionaux; à la mort de son prince, il fut jeté en prison; après plusieurs années d'une dure captivité, il périt de la main du bourreau.

Otakasaka Shizan (1660-1713), disciple du second Tani, fut le dernier grand maître de l'école de Tosa; ministre sous trois daimiô, il en fit pénétrer les principes et dans le gouvernement, et dans la classe des samurai. Son livre intitulé le *Grand Pin (Kioshôshi)* en est demeuré l'ouvrage fondamental; les préceptes du confucianisme orthodoxe y apparaissent profondément modifiés par ceux des Laoistes et ceux d'Ôyômei.

La *Voie,* qu'il prend dans le sens du *Tao te king,* est pour lui la voie du Ciel, éternelle et infinie comme l'univers. L'homme la suivrait naturellement, s'il n'était corrompu; comme il l'est malheureusement, c'est seulement en cultivant son esprit, en disciplinant son caractère, qu'il peut maintenant suivre la voie céleste et devenir, grâce à de pénibles

efforts, ce qu'il aurait dû naître, un *sage*. Pour y parvenir cependant, l'homme n'a pas besoin de secours surnaturel ; ce qu'aucuns appellent la Providence *(ten mei)* est en effet la véritable nature humaine, telle qu'elle serait si l'homme n'avait pas été corrompu; nous la connaissons sous deux aspects : considérée par rapport à l'homme, c'est l'amour; considérée par rapport au Ciel, c'est l'absolu, le *Taikioku,* ce principe suprême qui permet à Shushi de concilier la *Loi (Ri)* et la *Vie (Ki)*.

Au dix-huitième et au dix-neuvième siècles, l'école de Tosa ne produisit plus de grands penseurs ; c'est qu'elle s'attachait à rendre ses doctrines purement pratiques. Rinan, son glorieux martyr, ne comparait-il pas le philosophe au nageur qui s'exerce dans les endroits où il peut reprendre pied, puis s'élance dans la mer? Mais pour lui la mer, ce n'était pas la métaphysique désireuse de sonder l'infini ; la mer, c'était la vie pratique, la connaissance des hommes, le gouvernement, tandis que la philosophie spéculative devait être comparée au rivage d'où l'on s'éloigne dès qu'on sait nager.

Bien qu'attachés aux Tokugawa, les daimiô de Tosa, Yamanouchi Toyonobu (Yôdô) (1827-72) et Toyonori eurent des idées progressistes; ils suivaient d'ailleurs les directions de leurs karô, entraînés eux-mêmes par le conseil du clan et les comités révolutionnaires.

Les chefs de ces comités étaient Furuzawa Urô, Okamoto Renzaburô, Gotô Shôjirô (1837-97), l'un des principaux fondateurs du régime actuel, Komuro Nobuo (de Miodô), Tani Kanjô (1837),

mais surtout Itagaki Taisuke (1837), qui devait à l'époque de la Révolution exercer dans le Tosa une véritable dictature.

L'influence de Tosa était d'ailleurs prépondérante dans l'île tout entière. Uwajima en Iyo, (100 000 koku), le fief d'une branche cadette des Date, avait un souverain, Muneki (1817-82), impérialiste et progressiste, des samurai d'opinions avancées. Les Hachisuka de Tokushima en Awa (257 000 koku), princes d'ailleurs libéraux et les différentes branches des Matsudaira Hisamatsu de l'Iyo exerçaient peu d'autorité sur leurs samurai gagnés à la cause de Tosa.

*
* *

Ainsi vers 1850 tandis que dans les provinces soumises aux Tokugawa les samurai, d'ailleurs peu nombreux et pour la plupart fonctionnaires, n'osaient encore montrer leur mécontentement, dans tous les clans l'effervescence était grande et dans plusieurs la Révolution était déjà commencée.

C. — LA COUR DE KIÔTO (1).

C'est vers le gosho de Kiôto que se tournaient les yeux des révolutionnaires; s'ils réclamaient un gouvernement de liberté, d'égalité, de fraternité,

(1) Cf. *Biographie d'Iwakura* et les ouvrages cités plus haut ou dans le tome III.

aucun ne songeait à lui donner une forme républicaine : la philosophie chinoise et japonaise ne s'imaginait-elle pas semblable gouvernement comme une monarchie patriarcale? d'ailleurs, même avec des traditions différentes, l'établissement de la république au Japon n'aurait pu terminer la Révolution : c'eût été, comme on le voit par la tentative d'Enomoto à Yezo, les proclamations d'Itagaki et d'Etô, une république de samurai où les bourgeois et le peuple n'eussent pas eu droit de suffrage et c'eût été une république fédérative, qui, étant donnée l'hostilité des clans les uns envers les autres et l'attachement de beaucoup à leurs maisons souveraines, eût amené la guerre civile.

Il nous faut donc étudier cette cour de Kiôto de laquelle dépendait le sort du Japon.

I

Au premier rang se trouvaient les quatre familles d'origine impériale où le mikado pouvait, à défaut de fils, adopter un héritier : Fushimi, Arisugawa, Katsura et Kan in.

Venaient ensuite les *gosekke,* les cinq grandes branches de la maison Fujiwara où l'on choisissait le régent et le kambaku (Konoe, Kujô, Nijô, Ichijô et Takatsukasa), puis les *seiga,* les neuf familles pures, où l'on choisissait les ministres (Sanjô, Saionji, Tokudaiji, Kazanin, Ôi no Mikado, Kuga,

Kikutei, Hirohata et Daigo). Il y avait 129 autres familles de kuge, dont 87 issues des Fujiwara, 6 des Sugawara, 6 des Taira, 6 des Minamoto, dont les Tokugawa, les autres issues des Kiyowara, des Abe, des Onakatomi, des Urabe, des Tamba.

La cour de Kiôto était pauvre. Les recettes légales de la maison impériale ne dépassaient pas 750 000 francs; le shôgun les doublait, de plus il accordait parfois des subsides extraordinaires. Les revenus des 143 familles de kuge s'élevaient seulement à 1 750 000 francs; la plus riche était Konoe, qui avait 70 000 livres de rentes; quelques kuge en étaient réduits à travailler pour vivre, peignant des cartes à jouer, faisant des parapluies en papier, taillant des cure-dents ou des bâtonnets à manger.

Comme indifférents à la vie de leur temps dans ce calme Kiôto, où les âges disparus se rappelaient sans cesse à la mémoire par les monuments, les modes et les légendes, les kuge avaient conservé dans la mesure où leur pauvreté le leur permettait les maisons, les costumes et les mœurs d'autrefois, ils s'occupaient surtout de généalogie, les Yamashina et les Takakura passant pour les maîtres héréditaires de la science héraldique, et, si le goût de l'intrigue leur était demeuré, ils l'appliquaient à se disputer dans des combinaisons savantes cachées sous une froide politesse les anciennes fonctions, devenues honorifiques, de kambaku, de daijin et de nagon.

L'oisiveté, l'habitude de toujours imiter leur avaient donné une tournure d'esprit enfantine. L'on en peut juger par les talents qui faisaient la gloire

traditionnelle de certaines maisons : la calligraphie chez les Shimizutani et les Jimiôin, l'art d'arranger les fleurs chez les Sono, celui de tremper les lames de sabre chez les Shijô, la lutte chez les Gojô, le *football* chez les Nambu et les Asukai, la divination chez les Yoshida. Cette mentalité n'excluait pas d'ailleurs la culture littéraire et artistique : on aimait composer des haikai, réciter ceux des maîtres, les Reizei et les Karasumaru étaient connus pour leur talent poétique; personne qui ne trouvât un plaisir exquis à examiner les poteries de Kenzan les laques de Kôrin, les produits délicats des ivoiriers et des ciseleurs.

Et cette mentalité n'excluait pas non plus la corruption : combien achetaient en secret les œuvres libertines du Hachimonjiya, riant des aventures honteuses où étaient compromis leurs illustres ancêtres! combien, sous un déguisement, fréquentaient les maisons de plaisir! Moins riches, moins hautaines, que celles de Yedo, les oiran de Kiôto avaient conservé la fine culture d'autrefois, leurs doigts délicats savaient toucher les cordes du koto, manier le pinceau; elles savaient dire des vers, en composer, prouver par leur conversation aimablement érudite qu'elles n'ignoraient ni les maîtres de la littérature chinoise, ni ceux de la littérature japonaise, ceux-là surtout qui avaient appartenu au gosho ; mais, cédant à l'exemple de leurs rivales d'Ósaka, elles se laissaient griser par le goût du luxe et des fêtes, négligeaient pour de riches marchands les kuge déchus, qui maudissaient les temps nouveaux, où le respect devient aussi chose du passé.

Dans cette société oisive et corrompue, où tout semblait factice, il y eut un frisson d'angoisse, un élan d'admiration quand on apprit la vengeance des rônin; s'ils l'avaient accomplie à Tôkiô, c'était à Kiôto qu'ils l'avaient préparée; quelques courtisans avaient pu les connaître dans ces endroits où ils ne se rendaient que déguisés; le loyalisme des rônin leur allait au cœur puisqu'on y voyait une forme du loyalisme impérial et c'est pourquoi eux, qui s'occupaient seulement d'art et de débauche, s'étonnèrent de penser qu'ils avaient, sans le savoir, approché des héros.

Dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, les kuge s'intéressèrent aux écrits où les philologues romantiques parlaient des dieux et des grands hommes dont eux-mêmes descendaient. En 1758 dix-sept furent dégradés par le bakufu pour avoit suivi les leçons de Takenouchi Shikibu. Un grand nombre se trouvaient dans la salle où Motoori faisait son cours (1801); eux qui avaient jusque-là compulsé leurs papiers avec rancœur contre un temps qui les ignorait, se voyaient tout à coup élevés au premier rang et désignés comme les sauveurs futurs du pays.

II

Les plus intelligents commencèrent de songer à sortir de leur abaissement et à jouer un rôle poli-

tique. D'une manière générale ils méprisaient la noblesse féodale et militaire, beaucoup de daimiô ne descendaient-ils pas d'aventuriers du seizième siècle ou de favoris des Tokugawa? Cependant ce mépris s'affaiblit avec le temps; d'ailleurs quelques familles de bushi se recommandaient par une illustre origine; puis, sans ressources d'aucune sorte, les kuge devaient se chercher un appui, seuls les daimiô pouvaient le leur donner. Aussi l'union des deux noblesses devint-elle leur préoccupation comme celle de nombreux bushi, entre autres des princes de Mito, d'Echizen et d'Owari, qui se rattachaient aux kuge pour être issus des Minamoto.

Cette union, les kuge la comprenaient différemment selon le parti auquel ils appartenaient.

La majorité des kuge influents était, du moins au début de la Révolution, encore favorable au bakufu; les Tokugawa s'étaient alliés cent fois avec les Fujiwara; presque toutes les épouses, les concubines et les dames d'honneur des shôgun étaient sorties de cette maison. De plus c'était le bakufu qui désignait le kambaku, les daijin et les titulaires des principales charges. Ichijô, Kujô et Nijô étaient en faveur auprès du shôgunat; à l'époque où l'établissement des étrangers amena le commencement des troubles dans la région centrale, le kambaku était Kujô Hisatada un homme hautain et habile, rompu à toutes les intrigues. A l'avènement de l'empereur actuel le régent, favorable aux Tokugawa, était Nijô Nariaki.

Un autre parti, dont l'influence ne cessa de grandir, comprenait au contraire l'alliance des

deux noblesses comme une revanche contre le shôgunat et s'appuyait sur les clans du midi. Deux maisons de gosekke lui étaient dévouées, Takatsukasa et Konoe; des alliances et des adoptions attachaient cette dernière maison aux Shimazu; Tadahiro et Tadafusa, fils de Tadahiro, hommes habiles et résolus, devaient jouer un grand rôle dans les événements qui préparèrent la Restauration. Les seiga étaient hostiles au shôgunat, surtout Sanjô, dont le chef Saneyoshi ou Sanetomi (1837-91), fils du défunt u-daijin Sanekazu, fut le véritable promoteur de la Restauration. Avec lui conspirèrent Sawa Nobuyoshi (1836-73), Nakayama Tadayoshi, Saga Sanenaru, Ôhara Shigenori, Nakamikado Tsunayuki, Tokudaiji et ses fils le futur marquis Tokudaiji Sanenori (1839) et le futur marquis Saionji (1849), Higashikuze Michiyoshi (1833) et Iwakura Tomomi (1825-83); ce dernier comprit le premier l'utilité de s'entendre avec les samurai des clans méridionaux au lieu de s'adresser aux daimiô.

Élevés dans la réclusion du gosho, suspects au bakufu, forcés souvent d'entrer au couvent, les princes du sang jouèrent pour la plupart dans la Révolution un rôle effacé. Quelques-uns cependant se montrèrent capables de remplir les charges surtout honorifiques qui leur furent plus tard confiées. Tels le prince Arisugawa Taruhito (1835-95), le prince Higashi Fushimi Kuniie, son fils Yoshiaki ou Akihito (1846-1903), fait en 1858 abbé du temple de Ninnaji, connu plus tard comme prince Komatsu, mais surtout le prince Fushimi Azahiko (1824-91)

adopté en 1836 par l'empereur Ninkô, et fait abbé du Seiren in, sécularisé en 1863 sous le nom de Nakagawa no miya, qui reçut en 1875 le nom de Kuni.

III

Dans le fond du gosho, vivait l'empereur sacré, le dieu des shintôistes, le Fils du Ciel, la Loi incarnée des confucianistes. Sa cour, sa maison ne se composaient que de femmes; ses jardiniers mêmes étaient des femmes. Et ces femmes ne pouvaient pas sortir du gosho; les dames d'honneur recevaient trois fois par an la permission de visiter leur famille; toutes les affaires des kuge, même les hommes, étaient d'ailleurs réglés par la grande maîtresse *(nagahashi no tsubone)*.

Soit que de pareilles précautions suffissent à le rassurer, soit que le mouvement shintôiste lui fit considérer comme maladroit de s'immiscer trop souvent dans les affaires du gosho, le bakufu négligeait d'exiger l'abdication des souverains arrivés à l'âge d'homme ou une adoption qui changeât l'ordre naturel de la succession. Kôkaku tennô (Kanchito) (1772-1841) régna de 1780 à 1816. Ninkô ou Kojin tennô (Ayahito) (1799-1846) lui succéda en 1817; il obtint du bakufu les fonds nécessaires pour la création d'une école destinée aux kuge, le *Gakushûjo* (plus tard *Gakushû in)*; cette mesure

prouve et l'influence grandissante du tennô et le désir chez les kuge de se mêler des affaires de leur temps. Son quatrième fils, Kômei tennô (O-sahito) (1831-67) monta sur le trône à l'âge de seize ans en 1847 ; c'était un prince intelligent, adroit et même énergique, qui malheureusement de toute sa vie ne connut rien que le gosho ; sa haine contre les étrangers devait mettre son pays en danger mais la conscience qu'il avait de ses droits et de ses devoirs devait beaucoup contribuer à rendre à l'empire son prestige et à préparer la Restauration.

L'EMPEREUR KÔMEI
(1847-67)

CHAPITRE II

LA FIN DE L'ISOLEMENT (1)

A. — LA FIN DE L'ISOLEMENT POLITIQUE

I

Ce n'était pas seulement à l'intérieur que s'effondrait le régime créé par les Tokugawa, la situation extérieure du Japon se trouvait changée.

Pendant des siècles nul n'était venu le troubler dans l'isolement que lui avait imposé Iemitsu. Aucune puissance asiatique ne possédait de marine; la Chine, qui s'était étendue à l'Ouest, n'avait pas même tenté d'annexer la Corée. Au dix-septième siècle, la Hollande était maîtresse des mers; comme son intérêt le lui commandait, elle en fit la police

(1) Cf., (outre les ouvrages qui seront cités dans la bibliographie de la IIe partie du livre Ier.) T. A. S. J. : Aston, *Phaeton at Nagasaki* (VIII, 4); *Russian descents* (I); Dr. Greene, *Correspondence betwesen William II of Holland and the shôgun of Japan* (XXXIV, 4). Krahmer, *Russland in Asien* (Vol. III, IV, V, VII). Siebold. Nitobe. Griffis, *Japanese nation in evolution.*

au profit des Japonais. Au dix-huitième siècle, l'empire maritime passa aux Anglais, mais la conquête de l'Inde les absorba.

Le premier danger qui menaça le Japon fut l'extension de la Russie dans le Nord de l'Asie. La Sibérie Orientale, envahie de 1600 à 1647, se peupla lentement; cependant au dix-septième siècle les Cosaques s'étaient déjà avancés jusqu'au Pacifique. Le marchand Chabarof conquit à ses frais le bassin de l'Amur (1649-53) où s'établit Stepanof, tué en 1656, mais, après de nombreuses luttes contre les Mandchoux, les Russes abandonnèrent ce bassin à la Chine par le traité de Nertchinsk de septembre 1689. Les marins russes reconnurent le Kamtchatka, annexé en 1697 et relié par un service maritime à Oghotsk en 1716; en 1728, sous Behring, le détroit auquel il donna son nom; en 1738, sous Schpanberg, l'archipel des Kuriles, dont ils occupèrent la partie Nord; en 1741, de nouveau sous Behring, l'Alaska, qui fut annexé en 1799 par la *Compagnie russe de l'Amérique du Nord,* revendu aux États-Unis en 1867.

En 1792, sous Catherine II, Pill, gouverneur de Sibérie, envoya le lieutenant Laxmann à Yezo pour rapatrier cinq pêcheurs japonais naufragés dans les Aléoutiennes et retenus dix ans en Sibérie; débarqué à Nemuro, il se rendit à Hakodate, où les autorités lui firent connaître que les étrangers devaient aborder à Nagasaki; Laxmann retourna en Sibérie.

Sous Alexandre Ier, Krusentern, dans son tour du monde (août 1803-août 1806) releva les côtes de la

Corée, de l'ouest de Yezo, de Saghalin, du Kamtchatka et des Aléoutiennes; le diplomate Resanof, attaché à l'expédition, descendit à Nagasaki (1804) mais il dut en repartir en avril 1805 sans avoir traité.

La même année quatorze Russes ayant abordé dans l'île d'Itorup *(Etorù)*, de l'archipel des Kuriles, pour y établir une factorerie, on les arrêta, ils s'échappèrent après plusieurs mois de captivité. Des vaisseaux russes sous Chvostof, appelé par les japonais Koshito, et Davidof furent alors envoyés contre les établissements japonais de Saghalin *(Karafuto)* (1806) et de l'île d'Itorup (1807), les châteaux furent détruits, la garnison prit la fuite, le commandant de Karafuto se donna la mort. Quelques mois plus tard une escadre russe fit une démonstration dans le canal de Hakodate.

Ces nouvelles mirent le Japon en émoi; tous s'indignèrent de l'audace des barbares et plus encore de l'incapacité des généraux. Le bakufu envoya des troupes dans le Nord; depuis deux siècles qu'on ne se battait plus, personne n'entendait rien à la guerre : les officiers se faisaient porter dans leur litière, au milieu d'une escorte de sonneurs de conque, de médecins, de domestiques, d'archers et de hallebardiers.

Rendu responsable de ces disgrâces, Matsumae Akihiro le daimiò de Yezo, que sa famille gouvernait depuis le seizième siècle, dut échanger en 1807 contre le daimiat de Yanagawa (Mutsu) ses États héréditaires, qu'on rendit seulement en 1821 à son fils Sadahiro mais en les réduisant à 30 000 koku.

L'attention de tous étant ainsi tournée vers le Nord, on publia de nombreux ouvrages sur les Ainos, sur Yezo et les îles adjacentes. Déjà en 1785 et 1786 Kondô Jinzô ou Moroshige et Mogami Tokunai, dont nous dirons plus loin les relations avec Siebold, avaient exploré la côte ouest de Saghalin; Mamiya Rinzô (1781-1845) et Matsuda Denjûrô reconnurent Saghalin (Karafuto) en 1805; le second en explora l'intérieur; le premier fit le périple de la côte occidentale, en avril 1808 il atteignait le cap Lyak (51° 55' N.) et dans une seconde expédition (1808-9) le village de Nanio (53° 8' N.); il traversa le détroit de Tartarie et remonta l'Amur. En 1905, le gouvernement japonais a donné au détroit de Tartarie le nom de *Mamiya-kaikiô* (détroit de Mamiya).

Cependant l'activité des Russes ne se ralentissait pas. Parti en 1807 de Kronstadt sur la *Diana,* le commandant russe Golovnin (plus tard vice-amiral † 1831) se rendit au Kamtchatka en 1809, dans les Kuriles en 1811; ayant abordé dans l'île de Kunashiri, il fut arrêté tandis que la *Diana* regagnait la mer sous le commandement de Ricord. Après une captivité de deux ans à Matsumae, dont il a donné le récit dans ses Mémoires, il fut délivré en octobre 1813 par son compagnon Ricord, qui apporta les excuses du gouvernement russe pour les déprédations commises à Itorup.

De nombreuses expéditions russes continuèrent à visiter les mers du Nord, entre autres de 1809 à 1810, de 1821 à 1829; Otto de Kotzebue et Litke explorèrent la mer de Behring, le premier de 1815

à 1818, découvrant le détroit de Kotzebue (1816), puis en 1824 dans son grand voyage de 1823 à 1826, le second de 1820 à 1829. Mais ce fut surtout à partir de 1848 que les ambitions des Russes devinrent dangereuses pour le Japon : en 1849, Neverski sur le *Baikal* fit le périple du nord de Saghalin et reconnut l'embouchure de l'Amur ; en 1851 il fonda Nicolaiefsk et déclara les Giliaks sujets de la Russie ; de 1851 à 1853 furent fondés les postes d'Iljinsk à l'embouchure de la Kussuna, d'Alexandrofsk sur la baie de Castries et de Mariinsk à l'embouchure de l'Anadir dans la mer de Behring. En 1849 le capitaine Nevilskoi fonda le port de Dui sur la côte occidentale de Saghalin. L'investissement du Japon par le Nord fut alors achevé.

II

Tandis que les Russes conquéraient ainsi le Pacifique septentrional, de nombreux bateaux européens et américains longeaient les côtes de Hondô et de Kiûshû. Au dix-septième siècle, les annales japonaises mentionnent la visite de deux vaisseaux non hollandais en 1637 et 1678; ils n'en mentionnent aucune dans la première moitié du dix-huitième siècle, mais dans la seconde moitié du même siècle, nous voyons les visites se rapprocher : 1768, 1791, 1793, 1796, 1803.

Ces chiffres sont notoirement insuffisants. Un

chant est resté qui montre la terreur qu'inspiraient au peuple japonais ces vaisseaux mystérieux.

Dans la nuit noire, dans le brouillard, sous la pluie le bateau noir suit sa route, chose étrange et de mauvaise mine, à travers les eaux grises.

Dans ses flancs travaillent des hommes au visage noir [de charbon]; auprès des canons se tiennent, l'air farouche, des centaines de « visage pâle » habillés de rouge [sans doute des soldats anglais]. Leurs barbes hirsutes cachent la moitié de leurs joues, leur regard reste fixé sur la vague, ils cherchent notre « pays du soleil » sur l'ordre d'un capitaine grave comme un hibou.

Ils s'avancent bruyamment, chantant et battant du tambour; et maintenant, leurs magasins remplis de viande et de plantes, ils tournent leur proue vers les rivages de l'Occident.

Flottant doucement et battus de la vague, ainsi passent les bateaux noirs.

*
* *

Dans la première moitié du dix-neuvième siècle, le transit fut si considérable, les visites faites aux ports japonais furent si nombreuses qu'il est préférable de traiter de chaque pays séparément. Nous commencerons par les États-Unis.

En 1750, les baleiniers américains de l'Est commencèrent de doubler régulièrement le Cap Horn et de venir pêcher dans le Nord du Pacifique. L'*Eliza* de New-York visita Nagasaki en 1797; le *Franklin* aborda au Japon en 1798, un autre vaisseau américain en 1799: tous trois avaient le pavil-

lon hollandais. Le commandant de l'*Eliza,* Stewart, retourna au Japon en 1803 avec un bateau anglo-indien, qui ne put débarquer sa cargaisno.

En 1839, sur les 555 bateaux américains affectés à la pêche de la baleine, plus de la moitié pêchaient dans le Pacifique; la proportion n'était pas sensiblement changée en 1847, époque où les États-Unis consacraient à cette pêche 729 bâtiments et un capital de 20 millions de dollars. En 1848, les Américains avaient 278 bâtiments employés régulièrement dans le nord du Pacifique.

Comme de gré ou de force ces bâtiments traversaient constamment les eaux japonaises, abordaient dans les Kuriles, à Yezo ou même dans Hondô, il était naturel que l'Amérique cherchât à s'arranger avec le bakufu. Sous prétexte de rapatrier des naufragés japonais, elle envoya en 1837 le *Morrison,* qui fut reçu à coups de canon aussi bien dans la baie de Yedo (29 juillet) que dans celle de Kagoshima. En avril 1845, un an après le traité signé entre les États-Unis et la Chine, le *Manhattan* vint pour une mission analogue et fut également repoussé.

L'annexion par les États-Unis de l'Oregon et de la Californie en 1846, la découverte en 1848 de mines dans cette dernière région augmentèrent tellement la navigation dans le Pacifique que de 1850 à 1853 il passait plus de quatre-vingts bâtiments par an au large de Matsumae. Aussi les États-Unis s'efforcèrent-ils de reprendre les négociations. En juillet 1846, le commodore Biddle resta dix jours dans la baie de Yedo avec le *Colombus* et le *Vincennes;*

il remit une lettre du président Polk (1845-49) demandant l'ouverture de relations commerciales; sa demande fut rejetée par une communication anonyme où il était dit que l'empereur, fidèle à la tradition, refusait absolument de laisser aborder aucun étranger.

Deux nouveaux faits émurent bientôt l'opinion américaine : en mai 1846, le baleinier *Lawrence* ayant fait naufrage sur la côte des Kuriles, son équipage fut retenu dix-sept mois en captivité, puis envoyé à Batavia; en 1848, des marins déserteurs du *Ladoga* furent pris à Matsumae, conduits dans le sud et remis au *Preble* (commandant Glynn), qui vint les chercher à Nagasaki (avril 1849). Dès lors une expédition fut décidée.

*
* *

L'activité des Anglais n'était pas moins grande. Leurs plus célèbres voyages d'exploration dans les mers du Japon furent ceux de Gore et King en 1779, de Broughton (1796-97), qui laissa son nom au détroit de Corée, de Hall, qui visita la côte de Corée et les Riûkiû en 1816, de Maxwell également en 1816. Solidement établis dans l'Inde, ils tournaient leurs ambitions vers l'Extrême Asie. Les guerres de la Révolution et de l'Empire, l'annexion des Pays-Bas par la France leur permirent de s'emparer des colonies néerlandaises et d'en poursuivre les bâtiments jusque dans les eaux du Japon.

En 1808, la frégate anglaise le *Phaeton* relâche

dans la baie de Nagasaki, elle veut arrêter la flotte de Batavia. Dès qu'on signale le bâtiment inconnu, tous perdent la tête dans la ville et dans le yashiki du gouverneur : les interprètes hollandais iront au-devant des étrangers. Les Anglais de s'emparer des interprètes et de les garder comme otages. Outré de cette insulte, le gouverneur fait appeler les officiers de Hizen et de Chikuzen, qui sont chargés de la garde de Nagasaki. Le bruit se répand alors que les barbares ont débarqué dans la ville : les uns fuient, les autres prennent les armes; de tous côtés, c'est un désordre affreux. Le gouverneur arrive au port; point de barbares : ils sont dans les faubourgs, dit l'un; à l'extrémité de la baie, dit l'autre. En vérité, les Anglais n'ont pas débarqué; le lendemain, ils échangent les Hollandais contre les vivres dont ils ont besoin et repartent pour leur croisière.

Les bateaux anglais et américains attirés vers le Nord par la pêche à la baleine longeaient surtout la côte orientale. Dans l'année 1823, on n'en compta pas moins de vingt au large du Hitachi; l'un d'eux y échoua. En 1824, douze marins anglais débarquent à Ôtsu, Mito les arrête; ils sont interrogés par des samurai du clan, qui s'expriment par gestes, mais se servent de livres et de cartes achetés des Hollandais. Les questions posées sur les différentes nations du globe, sur leur puissance militaire, leur commerce, leur constitution montrent les Japonais très au courant de tout ce qui se passe dans le monde; c'est ainsi qu'ils s'assurent que la France, le Portugal, l'Espagne et la Pologne sont catho-

liques, la Turquie, l'Arabie et les États barbaresques musulmans.

En 1833, 4 bâtiments anglais quittaient les îles Bonin pour essayer d'aborder au Japon et 3 pour pêcher la baleine au Nord de l'archipel; en 1834, c'étaient 10 baleiniers, 2 vaisseaux anglais et un vaisseau américain.

Après la guerre de l'opium (1840-42) de nombreux vaisseaux britanniques traversèrent les eaux japonaises. En 1842, le commandant de la *Lady Rowena* détruisit un village japonais (43° N. lat.) En 1845, le vaisseau britannique *Saramang* visita le Japon, en 1849 ce fut le commander Matheson.

D'autre part, la France, qui avait fait explorer les mers du Nord par Lapérouse de 1785 à 1787 et qui avait signé un traité avec la Chine en 1845, envoya en 1846 le contre-amiral Cécille au Japon avec une escadre, dont un vaisseau visita les Riûkiû ; non plus que Biddle, Cécille ne put obtenir de traiter.

III

Pour refuser de céder aux puissances, le bakufu, n'en comprenait pas moins le danger de la situation. Terrifié par la guerre de l'opium, il était résolu à ne leur fournir aucun prétexte d'intervenir dans les affaires du Japon. Dès 1842, il donna l'ordre aux fonctionnaires et aux daimiô de ne pas confis-

quer les vaisseaux échoués et d'en traiter les marins avec plus de bienveillance.

Le 15 février 1844, le roi Guillaume II des Pays-Bas écrivit une lettre au shôgun qu'il appelait *son ami, le très haut, très sérénissime et très puissant souverain du grand empire du Japon (aan onzen vriend, den zeer Verhevenen, zeer Doorluchtigen, Grootmagtigen Beheerscher van het groote rijk Japan)*; il s'efforçait de lui expliquer la transformation politique, sociale, industrielle et commerciale de l'Europe, de lui faire comprendre que l'Angleterre en particulier était forcée de chercher des débouchés pour son industrie; après lui avoir montré ce qu'il en avait coûté à la Chine de vouloir résister, le roi conseillait au shôgun de se montrer plus sage, *d'améliorer les lois sur les étrangers* et d'éviter à tout prix une guerre, qui serait désastreuse pour le Japon.

Le bakufu, non le shôgun lui-même, répondit au roi le premier jour du sixième mois de la deuxième année de Kôka (1845), qu'il le remerciait de ses bons sentiments pour l'empire, mais que le principe de la piété filiale lui interdisait de se départir des principes posés par les illustres fondateurs de la maison de Tokugawa. Cependant ordre fut donné à toutes les autorités d'user d'égards envers les marins qui voudraient aborder et à qui l'on continuerait à en refuser la permission. Une nouvelle communication des Pays-Bas en 1849 provoqua de semblables recommandations. Enfin sur des ordres donnés par le cabinet néerlandais le 22 mars et le 9 avril 1852 au gouverneur général des Indes, ordres inspirés par la nouvelle de l'expédition armée

américaine, Donker Curtius, représentant des Pays-Bas à Nagasaki, soumit au gouverneur de cette ville le projet d'un traité à conclure entre le Japon et les États-Unis.

*
* *

En même temps, surtout depuis l'incident du *Morrison* en 1838, le bakufu hâtait les préparatifs militaires commencés en 1792 ; tous les clans suivaient son exemple, principalement : Mito, Owari, Echizen, Chôshû, Satsuma, Hizen, Tosa ; en 1848 ils reçurent la permission de construire des navires de guerre du type européen. Après deux siècles de paix, le Japon, subitement alarmé, semblait un camp retranché ; après deux siècles d'isolement, le Japon s'efforçait de se créer des troupes exercées et armées à l'européenne, de fondre des canons, de construire des vaisseaux sur les plans donnés par les Hollandais.

B. — LA FIN DE L'ISOLEMENT MORAL (1).

I

Ainsi mis en contact avec toutes les nations du monde, aucun peuple, si sauvage ou d'esprit si

(1) Cf., les œuvres de Kämpfer, Thunberg et Siebold ; *Nippon, Archivs zur Beschreibung von Japan*, a été réédité en 1896-97 par les fils de Siebold. — Sur Watanabe, cf., *Russo-japanese war* (VI) et Miss Ballard, *T. A. S. J.* (XXXII).

exclusif qu'il fût, n'aurait pu se soustraire longtemps à l'influence de l'étranger, et les Japonais étaient un peuple hautement civilisé. Malgré le patriotisme farouche, que leur avait donné leur isolement séculaire, ils étaient restés curieux de toutes les choses du dehors et cet isolement ne les avait pas empêchés de conserver des relations avec les Hollandais. D'ailleurs, le Japon formant un groupe d'îles dont la plupart sont de médiocre étendue et dont la plus grande, toute en longueur, n'est presque nulle part d'une grande largeur, sa situation différait beaucoup de celle de l'immense empire chinois, où les habitants de l'intérieur n'avaient même jamais appris les événements de 1840-42; il n'était pas une province du Japon qui ne sût les menaces des étrangers et dans toutes les provinces côtières l'on avait vu leurs vaisseaux.

Nous avons dit l'influence que la civilisation européenne avait exercée sur le Japon au cours du dix-septième et du dix-huitième siècle; ici nous rappellerons seulement les principales phases de de cette influence. Sous les règnes d'Ieyasu et de Hidetada, l'ardeur à tout apprendre est presque la même qu'au seizième siècle; des vaisseaux japonais visitent les ports de l'Asie antérieure et de l'Amérique, des ambassades sont envoyées en Europe; le gouvernement encourage quiconque s'efforce de s'assimiler les sciences occidentales. Après la révolte de Kiûshû (1637), Iemitsu adopte une politique nouvelle : les étrangers sont expulsés du Japon, seuls les Hollandais conservent le droit d'y trafiquer dans l'îlot de Deshima; défense

sous peine de mort est faite aux Japonais de s'éloigner des côtes; l'étude des livres européens est prohibée, plusieurs savants paient de leur vie leur ardeur à s'instruire. Si la politique générale reste la même jusqu'en 1853, les dispositions du bakufu à l'égard des *étudiants hollandais* se modifient plusieurs fois. Tsunayoshi (1681-1708) qui a reçu Kämpfer, les favorise. Et son exemple est suivi par ses premiers successeurs, surtout Yoshimune (1717-45). En 1720, la prohibition de lire les livres étrangers est limitée aux livres religieux. Après la mort de Yoshimune, en 1751, le gouvernement, effrayé du progrès des idées révolutionnaires, renouvelle les défenses sévères faites au dix-septième siècle, mais bientôt il est débordé; quand les Russes se font menaçants dans le Nord, il cherche lui-même à se renseigner de toutes manières. Alors commence une admirable période d'activité scientifique, que l'on peut presque comparer à celle qui suivra la Restauration impériale.

II

Comme nous avons étudié ce mouvement dans le tome III, nous nous bornerons ici à retracer brièvement l'histoire de la colonie hollandaise de Deshima, qui exerça une si grande influence sur les Japonais.

Deshima, au N.-E. de la baie de Nagasaki,

NAGASAKI

était un îlot artificiel, qu'Iemitsu avait fait construire avec les terres d'une colline aplanie et protéger par une digue; cet îlot, qui a disparu dans les travaux du port, avait la forme d'un éventail ouvert et sans manche, il mesurait 200 mètres de long sur 60 mètres de large et n'était relié au rivage que par un petit pont de pierre gardé jour et nuit par des policiers japonais. Si les vaisseaux hollandais n'y pouvaient séjourner longtemps, il y avait toujours à Deshima le directeur de la factorerie et plusieurs employés. De 1810 à 1814, alors que Napoléon avait annexé les Pays-Bas à l'empire français et que la Grande-Bretagne en avait conquis les colonies, Deshima était le seul endroit du monde où flottait encore le drapeau néerlandais.

La colonie hollandaise de Deshima fut pendant deux siècles et demi l'unique lien qui rattachait le Japon au monde mais cette colonie doit surtout sa gloire comme la reconnaissance de l'Europe et du Japon à l'œuvre de trois savants qui n'étaient pas hollandais : Kämpfer, Thunberg et Siebold.

Engelbrecht Kämpfer (1651-1716), de Lemgo dans la principauté de Lippe-Detmold, après avoir été secrétaire de la légation suédoise en Perse (1683), s'engagea en 1685 comme chirurgien sur la flotte hollandaise et visita l'Extrême Asie; son séjour au Japon fut de deux ans (1690-92), il visita Yedo, où il fut reçu par le shôgun Tsunayoshi. Son ouvrage le plus connu est son *Histoire du Siam et du Japon* écrite en anglais et publiée à Londres en 1727.

Karl Peter Thunberg (1743-1828) de Jönköping en Suède, après avoir étudié à Upsal sous Linné,

entra en 1772 au service de la compagnie hollandaise des Indes Orientales; en 1775, il fut attaché comme médecin à la mission envoyée au shôgun. Ses principales œuvres sont le récit de son voyage et sa *Flora Japonica*.

Bavarois, né à Wurzburg en 1796 et fils du médécin et physiologue Johann Georg Christoph, Philipp Franz von Siebold entra en 1822 au service des Pays-Bas comme médecin militaire; envoyé à Batavia, il y obtint d'être attaché à la mission du Japon; le 11 août 1823, il abordait à Nagasaki, où il trouvait un corps d'interprètes sachant admirablement le hollandais; c'étaient, sous la direction d'Ishibashi Sakuzaemon, Yoshiwo Gonosuke, Inabe Ichigurô, Narabayashi Tatsunosuke, Shige Tokihiro, Namura, etc. Bientôt populaire auprès des étudiants de Nagasaki et même de Kiûshû, Siebold leur faisait chaque semaine un cours en hollandais sur la médecine et les sciences naturelles, les plus intelligents se réunissaient tous les jours soit dans sa maison de Deshima, soit dans la propriété que sous le nom d'un japonais il avait acheté à Narutaki. Pendant les deux ans et demi que dura son enseignement, Siebold put ainsi former un grand nombre de Japonais dans la pratique du hollandais et de toutes les sciences comme aussi leur donner des notions des principales langues européennes, surtout de l'allemand, leur faire connaître les conditions politiques, morales et matérielles des principaux pays du monde. La réputation de son enseignement fut si grande que de toutes les régions des élèves se rendirent à Nagasaki, soit à

leurs frais, soit aux frais de leurs gouvernements, ainsi les médecins Minato Chôan de Yedo, Mima Junzô de l'Awa, Hirai Kaisô du Mikawa, Oka Kenkai, etc. (1).

Le 15 février 1826, Siebold quitta Nagasaki pour suivre la mission néerlandaise, qui allait offrir des présents au shôgun; les envoyés se rendirent par terre à Kokura dans le Buzen, où ils s'embarquèrent pour Shimonoseki; Siebold retrouva dans cette dernière ville le médecin Kôsai et d'autres qui avaient suivi ses cours à Nagasaki. De Shimonoseki l'on gagna en bateau le Harima, où l'on reprit la route de terre. A Kiôto, Siebold reçut de nombreux visiteurs, dont Ketara, les médecins Komori Hikonosuke et Riôtai; ce dernier possédait une bibliothèque d'ouvrages hollandais valant 300 koban.

Pendant son séjour à Yedo en avril et mai 1826, Siebold s'entretenait tous les jours avec des Japonais avides de s'instruire; parmi eux, il faut citer Mogami Tokunai, l'explorateur de Sakhalin, qui lui montra les cartes que lui-même et Mamiya Rinzô avaient faites de cette île, l'astronome de la cour Takahashi Sakuzaemon, désigné par le pseudonyme de *Globius*, qui lui promit ces cartes.

Siebold se flattait de demeurer à Yedo après le départ de la mission hollandaise, mais il n'en put

(1) Siebold, *Nippon*, nouvelle édition, p. 121, pour le séjour à Yedo, p. 159 et suiv. Il est regrettable que cette édition n'ait pas été revisée par des Japonais qui auraient rétabli l'orthographe des noms et donné quelques détails biographiques sur les personnes dont parle Siebold.

obtenir l'autorisation et dut suivre la mission le 18 mai. De retour à Nagasaki, le 7 juillet, il commença de classer ses collections et de les expédier en Europe. Tout à coup, le 16 décembre 1828, son interprète fidèle, Yoshiwo Tsujirô, est mandé par le gouverneur : il a fait parvenir à Siebold les cartes promises par Takahashi Sakuzaemon, soit celles du Japon par Inô Chûkei comme aussi celle de Saghalin par Mamiya, cette dernière est d'autant plus importante que les cartes européennes, entre autres celles de Krusenstern, donnent Saghalin comme une presqu'île sibérienne. Siebold a déjà recopié une grande partie de ces cartes, il travaille toute une nuit à calquer celle de Saghalin, le tout est mis en lieu sûr, puis Siebold attend patiemment son sort. Le 28 janvier 1829, il est déclaré en état d'arrestation; souvent interrogé, il cherche surtout à disculper ses amis et ses élèves; l'enquête est menée par Mamiya, le fameux explorateur. Comme Siebold a traversé tout le Japon pour se rendre à Yedo et que partout il s'est fait des adeptes, l'instruction de l'affaire semble ne pouvoir finir; les Japonais croient cet allemand au service de la Russie, les Hollandais eux-mêmes ont quelque idée qu'il les a trompés et se désintéressent de son sort. Cependant, plusieurs daimiô, intervenant en faveur de Siebold, font valoir les grands services qu'il a rendus comme médecin et comme savant. Enfin, aucune preuve de complot n'apparaissant et sans doute aussi de crainte de s'attirer quelque ennui avec les puissances européennes, car le roi de Bavière est vivement intervenu en faveur de son

sujet auprès du gouvernement néerlandais, le bakufu fait grâce à Siebold de la vie et prononce contre lui la peine du bannissement à perpétuité (22 octobre 1829) ; Siebold quitte la baie de Nagasaki le 2 janvier 1830, mais non pas définitivement; car, réconcilié avec le shôgunat, il retournera au Japon en août 1859 pour y jouer un rôle diplomatique. De retour en Europe il montre les cartes de Mamiya et de Mogami à Krusenstern, qui s'écrie : « Les Japonais m'ont vaincu. »

Le sort de ses complices fut entouré du plus grand mystère; on sut seulement que Takahashi Sakuzaemon mourut en prison; peut-être avait-il été condamné à faire harikiri, plusieurs autres durent sans doute suivre cet exemple; les élèves de Nagasaki furent dispersés, la plupart se réfugièrent dans des daimiats favorables à la culture européenne et contribuèrent ainsi à répandre dans tous le Japon l'enseignement de Siebold, qu'avaient déjà propagé ceux qui étaient venus suivre ses cours de Nagasaki et les amis qu'il s'était faits dans les différentes villes où il avait séjourné.

Ces amis n'appartenaient pas seulement à toutes les régions, ils appartenaient à toutes les classes. Nous avons déjà parlé des rapports de Siebold avec les princes de Satsuma et de Nakatsu. A Kiôto, il reçut la visite d'un chûnagon, homme de cinquante ans, qu'accompagnaient son fils et sa fille. A Yedo, il entretint des relations avec des ministres et des fonctionnaires du bakufu et des clans, des samurai sans position officielle, des médecins, ceux-ci en très grand nombre, des marchands et

même des hommes du peuple. Il en fut de même dans toutes les villes que traversa la mission néerlandaise.

Quand Siebold dîne chez le maire de Shimonoseki, un bourgeois assurément, tout y est si bien à la hollandaise, jusqu'au mobilier et aux vêtements de son hôte, qu'il se croit dans son pays. De même à Ôsaka un très riche marchand en gros, fournisseur de cuivre, lui donne un repas à la hollandaise et lui sert le thé dans un service de porcelaine hollandaise. De nombreuses femmes de tous les rangs consultent Siebold au sujet de leur santé.

Il convient maintenant d'appeler l'attention sur l'importance capitale qu'eut l'enseignement de Siebold. Les Hollandais de Deshima étaient des marins ou des marchands, ils avaient rendu aux Japonais de grands services en leur donnant des notions générales de l'Europe et de la civilisation européenne, en leur enseignant la technique de certains métiers, en leur apprenant le hollandais et en leur fournissant des livres hollandais, mais les livres restent obscurs pour qui n'a jamais eu de maître : ce maître si longtemps attendu fut Siebold et la reconnaissance des Japonais lui est restée si vive qu'ils ont élevé une demi-douzaine de monuments à sa mémoire.

III

Essayons maintenant de déterminer exactement ce que les Japonais instruits savaient de l'Europe et de la civilisation européenne avant les événements de 1853-57 et l'ouverture des ports aux étrangers.

La seule langue européenne assez répandue était le hollandais : de tout temps le gouvernement n'avait-il pas eu ses interprètes? Dès le milieu du dix-huitième siècle, Aoki, Maeno, Sugita (1733-1817), et tant d'autres n'avaient-ils pas réussi à se rendre maîtres de cette langue? Le premier lexique fut celui d'Inamura Sampaku de Tottori, la première grammaire celle d'Ôtsuki Moshitsu ou Bansui de Sendai (1757-1827), qui publia aussi de nombreuses traductions. Parmi les autres membres connus de la famille Ôtsuki nous citerons : Bansui (1757-1827), Banri (1787-1838) et Bankei (1801-1878) et parmi leurs émules : Udagawa Genzui (de Tsuyama) (1753-95), son fils Shinsai (1769-1834), Yamamura Saisuke, les Katsuragawa : Hoshû (1751-1809), Hosan (1754-1808), Hochiku (1767-1827), Hoken (1797-1844). Nous n'avons pas besoin de rappeler combien de hollandisants rencontra Siebold et combien il en forma; l'on peut dire qu'après son séjour, tous les gens cultivés se piquèrent de savoir au moins un peu de hollandais.

Deux autres langues européennes, le russe et l'anglais, étaient aussi connues bien que seulement d'un petit nombre. Dès le début du dix-neuvième siècle, le gouvernement chargea les interprètes du hollandais d'apprendre ce qu'ils pourraient d'anglais; ils firent pendant longtemps peu de progrès, mais en 1845 un hardi Américain, Ranald Mc Donald (1824-94), se fit débarquer au Japon. Emprisonné d'abord à Matsumae, il fut bientôt transféré à Nagasaki, où, avec l'aide d'un dictionnaire anglo-hollandais, il commença d'enseigner l'anglais à Moriyama Enosuke, Hori Tatsunosuke et d'autres. Vers 1848 le nombre de ceux qui étudiaient l'anglais était déjà considérable.

Les craintes qu'inspirait la Russie déterminèrent le bakufu à se créer un corps d'interprètes sachant le russe. Pendant la captivité de Golovnin (1811-13) à Matsumae, des savants vinrent le trouver et obtinrent de lui, outre de nombreux renseignements sur son pays, un précis de la grammaire russe. Un livre japonais sur les Ainos publié en 1809 semble avoir été traduit du russe.

Vers le milieu du siècle, le bakufu fonda sous la direction d'Ótsuki Gentaku un bureau des traductions où l'on enseignait le hollandais, l'anglais et le russe. En 1848, Murakami Eishun commença de répandre l'étude du français.

*
* *

La médecine est la première science qui ait attiré les Japonais. Dans ses *Causeries de nuit avec*

une ombre, Sugita nous dit que la médecine chinoise, toute *a priori,* tomba en mépris auprès des vrais savants quand ils durent reconnaître qu'elle ne s'accordait pas avec les faits; la première dissection lui porta le coup de grâce en prouvant que les organes du corps humain avaient la forme et la place que leur donnaient les Hollandais, non celle que leur attribuaient les Chinois; c'est pourquoi plusieurs auteurs japonais font remonter le début de l'ère moderne non pas à l'arrivée de Perry en 1853 mais à l'exécution en 1771 de la vieille criminelle Awocha Baba, dont le corps fut abandonné aux médecins. D'après les ouvrages de Sugita, de Maeno, de Katsuragawa Hoken, l'un des amis de Siebold à Yedo, et de leurs émules, nous voyons qu'ils connaissaient l'anatomie du corps humain et la circulation du sang; après les trois ans d'enseignement de Siebold, les principaux médecins japonais de l'école hollanndaise (école qui s'opposait à l'école chinoise) possédaient toutes les connaissances théoriques qu'on pouvait avoir en Europe.

Dans la thérapeutique, leur principale conquête fut la vaccine connue dès 1824 par les Russes, enseignée par Siebold, bientôt répandue dans les principaux daimiats et même à Yedo, bien qu'en 1848, sous la pression des médecins de l'école chinoise, le bakufu eût interdit la pratique de la médecine européenne. Pour le traitement des maladies, les Japonais progressèrent sans doute beaucoup sous la direction des différents médecins hollandais attachés à la factorerie de Deshima;

cependant leurs progrès furent lents tant à cause des défenses du bakufu, que de la répugnance des malades à se laisser traiter par des méthodes nouvelles. En chirurgie, les médecins japonais, habitués à l'acuponcture et au moxa, n'apprirent guère de Siebold que l'art de soigner les plaies et la manière d'opérer la cataracte.

*
* *

La plupart des savants étant des médecins, les sciences le plus cultivées furent celles qui tiennent à la médecine : la physiologie, la biologie, la zoologie, la minéralogie et la botanique; cette dernière était très en faveur : Maeno avait introduit le système de Linné. Siebold vit des jardins de plantes rares, des herbiers et des collections de planches bien classées; comme il s'intéressait surtout à la botanique, il fit faire à ses élèves de grands progrès dans cette science. Nous rappellerons qu'au début du dix-neuvième siècle, Yasuoka Genshin (de l'Ise) publia un traité de physiologie, que son fils Yôan donna un cours d'anatomie et le premier précis de chimie; que de 1800 à 1818 Inô Chûkei (1744-1821) avait relevé les côtes du Japon et que son grand atlas fut publié en 1828. Il circulait dans les écoles de nombreux traités de physique, les uns traduits du hollandais, les autres compilés par des Japonais.

Les astronomes japonais, qui établirent des calendriers en 1684, 1754, 1797 et 1842 d'après la méthode chinoise, ne laissaient pas que de tenir

grand compte de tout ce qu'ils pouvaient apprendre des Hollandais; leur profession était héréditaire et leur enseignement ésotérique, comme d'ailleurs tout enseignement au Japon. Siebold nous apprend qu'ils avaient adopté le système des méridiens et fait passer leur premier méridien par Kiôto. Les Takahashi, originaires d'Ôsaka, astronomes de la cour de Yedo, furent tous des savants remarquables : Sakuzaemon Tôkô (1764-1804) fit avec Asadà Gôritsu le calendrier de 1797; nous avons vu que l'ardeur scientifique de son fils, Sakuzaemon Kageyasu (1783-1828), lui coûta la vie. Kageyasu savait le mandchou, le russe et le hollandais.

Pour les mathématiques pures, nous rappellerons les découvertes de Seki au dix-septième siècle, de Yasushima et de Wada au dix-huitième, les grands progrès faits sous la direction des Hollandais au dix-neuvième.

Parmi les instruments scientifiques connus des Japonais avant ou depuis le voyage de Siebold, il faut mentionner les montres et les chronomètres, les boussoles, les microscopes, les télescopes, les lunettes de toutes sortes, les compas, un grand nombre d'instruments de chirurgie. Inô Chûkei fit ses relevés avec deux instruments très simples, l'un pour mesurer les altitudes, l'autre pour mesurer les azimuts; Siebold enseigna aux géographes l'usage d'instruments meilleurs, comme le sextant. Nous avons déjà dit ailleurs que les Japonais construisaient des vaisseaux et des forteresses sur le modèle de ceux d'Europe, qu'ils fabriquaient des canons

et des fusils; Takashima Shuhan écrivit même un ouvrage sur l'artillerie européenne.

IV

Quand les conquête des Russes, les visites répétées des vaisseaux anglais et américains eurent fait comprendre aux Japonais le danger qui les menaçait, leur préoccupation principale fut de se renseigner sur les grandes nations du monde, d'en apprendre les lois et les mœurs, la richesse, les forces et les ambitions. Dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, Maeno Riotaku († 1781) s'efforça de réunir des renseignements sur l'Europe pour son maître, le daimiô de Nakatsu. Ono Riûshihei composa un livre important sur les nations européennes, leurs forces militaires et navales; il montrait la faiblesse du Japon et prédisait une agression prochaine de la Russie. Le bakufu fit brûler tous les exemplaires du livre; Ono, jeté en prison, y resta dix-huit mois. L'expédition envoyée par Catherine II à Yezo le fit relâcher et le mit même en faveur auprès du gouvernement. Celui-ci chargea Katsurakawa Hoshû, mentionné plus haut, d'interroger Isokichi et Kodayu, les deux marins japonais ramenés par les Russes; leurs récits furent consignés dans un opuscule intitulé : *Courte description du pays du Nord*. Plus tard, un autre des Katsuragawa et Ôtsuki Gentaku durent rédiger un rapport sur l'Europe.

Parmi les dignes émules de ces savants, Watanabe Noboru mérite une mention spéciale : il naquit en 1793 d'une ancienne mais très pauvre famille du clan de Tawara ; ce clan, l'un des plus petits et des plus misérables du Japon, possédait dans la province de Mikawa la presqu'île de Tawara, qui borde la baie intérieure de Hamama (12 000 koku). La maison régnante portait le nom de Miyake et le titre de Tosa no kami. En 1809, le père de Noboru, Watanabe Jirobei, devint régent et Noboru, alors âgé de seize ans, le précepteur du jeune prince : ainsi le voulait la coutume du clan. Noboru suivit son élève à Yedo ; une maladie de son père épuisa les ressources de la famille, il ne restait plus dans la maison qu'une couverture et la mère dormait sur une vieille natte en serrant contre elle son plus jeune enfant pour le réchauffer ; afin de gagner de quoi manger, Noboru se mit à peindre et se fit connaître sous le nom de Kazan.

Le règlement de vie qu'il se composa montre combien grande encore était la rigueur du bushidô dans la noblesse provinciale.

Voici ce règlement :

Perfectionner mon caractère par le *shûgiô (la culture de soi)*, bien tenir ma maison, consacrer tout le reste de mon énergie au bien-être de mon clan et de mon pays. — Accomplir avec diligence mes devoirs filiaux. — Travailler résolument à mes études chinoises. — Peindre diligemment. — Ne rien lire que les vieux classiques chinois. — Choisir de bons amis et de bons maîtres. — Être modéré en toutes choses. — Être économe de mon temps. — Éviter toute conversation

banale. — Me montrer toujours prudent et circonspect. — Avoir soin, en écrivant, de former distinctement chaque caractère. — Subvenir aux besoins de ma famille trop pauvre avec les ressources de mon art.

Karô du clan à la mort de son père (1821), un moment dans la retraite à la mort de son maître, puis de nouveau ministre *(toshiyori)* en 1832, Watanabe Kazan montra dans une sphère, sans doute bornée, les facultés d'un véritable homme d'État. Cette éducation pratique lui enleva de la rigueur qu'il tenait d'une éducation toute classique et le prépara au grand changement qu'amena l'influence de Siebold en 1826. Se détachant de la culture chinoise, il apprit alors le hollandais, publia des livres sur l'histoire, la géographie et la civilisation de l'Europe, entre autres le *Ketsuzetsu Mondô* et le *Shinkiron* sur les relations du Japon avec les puissances étrangères.

Puis il fonda le *Shôshikai* ou *club des vieilles gens* avec Takano Chôei ou Matahide, Koseki Sange et Hatanaka Genriô pour développer les connaissances européennes, nouer des rapports avec les hollandais qui visitaient Yedo, comme aussi et surtout pour propager par tous les moyens les idées de la Révolution. Plus tard, il se sépara de Takano et chacun eut son école distincte : dans celle de la ville haute *(Yama-no-te)* Watanabe enseignait la médecine et les sciences connexes; dans celle de la ville basse *(Shitamachi)* Takano professait l'histoire de l'occident, les sciences politiques, la tactique navale et militaire. Né Gotô (1850) et adopté par son oncle Takano Gensai, ce dernier était de-

venu l'ami de Siebold et avait acquis une grande réputation comme médecin.

En 1837, le gouvernement ayant refusé de recevoir le vaisseau américain le *Morrison,* qui ramenait des Japonais jetés par la tempête sur la côte de l'Amérique, Watanabe et Takano protestèrent contre cette décision; le second publia son fameux livre : *Yume monogatari,* « un récit de rêve », où il dépeignait la civilisation occidentale; ils furent l'un et l'autre arrêtés en 1838. Condamné à la prison perpétuelle, Takano s'échappa en 1841 au milieu d'un incendie, et, sous un faux nom, continua son service d'interprète hollandais dans le clan de Satsuma, puis dans celui d'Uwajima (Iyo); de retour à Yedo en 1844, il fut découvert par la police et, après avoir tué deux des agents qui voulaient l'arrêter, il se suicida (1850). Bientôt relâché, Watanabe se retira dans son clan, il abandonna l'étude des sciences et des langues européennes pour se consacrer à la philosophie chinoise et à la peinture, mais de nouveau traqué par des espions, craignant d'entraîner dans sa disgrâce sa famille et son clan, il fit harakiri.

L'écho des désastres essuyés par la Chine dans la guerre de l'opium fit surgir un réformateur plus hardi encore, Sakuma Shôzan (1811-64), un samurai du clan de Matsushiro (Shinano) aux Sanada (100 000 koku) ; son programme était d'emprunter à la civilisation européenne tout ce qu'il fallait pour repousser la conquête européenne. D'abord persécuté, il devint à partir de 1841 l'un des conseils du bakufu, qui s'efforça de réaliser plusieurs des

réformes demandées; il fut assassiné le 12 août 1864. Son meilleur élève fut Yoshida Torajirô ou Shôin, qui forma le duc Itô.

Ainsi l'étude de langues et d'œuvres étrangères produisait son effet naturel, le désir d'entrer en relations avec les principaux peuples du monde et de retirer de pareilles relations les bénéfices qu'elles sont accoutumées de produire. Parmi les patriotes les plus ardents, beaucoup comprenaient déjà que le meilleur moyen pour le Japon de sauver son indépendance n'était pas de se séparer du monde mais de réclamer résolument sa place dans le concert des nations. Et ceux-là ne manquaient pas non plus qui voulaient mettre cette doctrine en pratique; il commençait à se produire un mouvement d'expansion analogue à celui du seizième siècle. Des pêcheurs, des marchands, bravant les défenses du bakufu, s'éloignaient des côtes et cherchaient fortune à l'étranger. Le plus connu de ces aventuriers est Zeniya Gohei du Kaga (1798-1855). Armateur et marchand de riz, il sut par de rapides approvisionnements sauver son clan d'une famine. Plus tard, il se fit contrebandier, accostant au large des vaisseaux russes, américains, anglais et leur achetant leurs marchandises. Il s'enrichit rapidement et fonda trente-sept comptoirs dans diverses parties du Japon. En 1832, âgé de soixante et un ans, il s'embarqua pour le Nord, mais fut jeté par les courants sur la côte de Californie, alors au Mexique, où il séjourna plusieurs mois. Revenu à Shimoda l'année suivante, il aurait équipé un nouveau bâtiment avec une cargaison de lanternes, de

parapluies, d'objets de bambou, de manteaux de papier huilé, d'éventails, etc. et se serait rendu directement à San Francisco, qui n'avait pas alors deux mille habitants; plus tard, il aurait envoyé régulièrement dans cette ville des bateaux chargés de soie. Dénoncé par des pêcheurs pour avoir voulu dessécher le lac Kahokugata, il fut jeté en prison et y mourut Le gouvernement confisqua sa fortune qui se serait élevée à 240 000 riô en espèces, 270 000 riô en titres, quatre-vingts magasins contenant 35 000 koku de riz, etc.

Tel était le Japon de 1850, bien différent de celui que nous a peint la légende. Au lieu de l'État féodal, de la nation presque barbare qu'elle nous a figurés, nous trouvons un pays dont la civilisation, au dire de Siebold et des Hollandais, égalait celle de l'Europe, un état fédéral mais fortement organisé sous l'hégémonie d'un monarque absolu disposant d'une administration aussi puissante et aussi complexe que celle d'aucun monarque européen. Ce pays, cet État se trouvaient, il est vrai, en pleine révolution, mais tel était alors le sort de tous les pays, de tous les États du monde, tant il était difficile d'adapter les institutions anciennes à la société nouvelle qu'avait créée la transformation rapide de l'humanité au cours du dix-huitième et du dix-neuvième siècles; et les principes des institutions nouvelles que le Japon cherchait à se donner, institutions analogues à celles qui régissent

aujourd'hui tous les États civilisés, il les avait trouvées dans l'étude de son histoire, la conscience de ses besoins et de ses aspirations.

D'autre part, la légende nous a présenté un peuple complètement séparé des autres peuples, ne sachant rien d'eux que l'existence même des plus voisins comme la Chine et la Russie. Et sans doute les shôgun du dix-septième siècle, effrayés de la propagande chrétienne, effrayés plus encore des relations nouées avec l'Espagne par certains daimiô du Sud-Ouest, avaient cru devoir fermer leurs ports au commerce étranger, mais ils n'en avaient pas exclu les Hollandais et les Chinois, par suite ils n'avaient jamais rompu avec le monde; encore que dès lors les Japonais n'eussent connu que lentement les progrès des autres peuples et que leur propre développement en eût été retardé, ils n'en avaient pas moins connu ces progrès et n'avaient donc point cessé de se développer. De plus, les prescriptions du shôgunat n'étaient guère respectées; chaque année des centaines de bateaux traversaient les eaux du Japon, de gré ou de force une vingtaine y relâchaient, et telle était la curiosité des savants, l'âpreté au gain des marchands qu'en dépit de tous les règlements, ils trouvaient le moyen de s'aboucher avec les marins de ces bateaux. De fait, bien avant les événements de 1853, l'isolement moral du Japon était chose du passé. Quant à son isolement politique, tous savaient bien qu'il ne pouvait durer et, parmi les gens instruits, beaucoup désiraient qu'il ne durât pas. L'on peut même se demander si aucun parti souhaitait véritablement

de le prolonger, puisque le bakufu, qui maintenait les anciennes défenses, traita de suite quand il en fut sommé, puisque les nationalistes, qui l'attaquèrent pour avoir traité, lui reprochaient avant 1853 de s'attacher à une politique vieillie et que, après l'avoir vaincu, ils s'empressèrent de faire ce que lui-même avait fait. La résistance à l'établissement des Européens provint d'abord de l'hostilité des partis, ensuite des haines que suscitèrent les ambitions des Européens.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉTABLISSEMENT DES AMÉRICAINS ET DES EUROPÉENS AU JAPON LA RÉVOLUTION (1)

CHAPITRE PREMIER

LA PREMIÈRE PHASE DE LA RÉVOLUTION. — LES TRAITÉS AVEC LES PUISSANCES ET LA CHUTE DE L'ANCIEN RÉGIME.

A. — L'ARRIVÉE DE PERRY. — LES TRAITÉS PROVISOIRES DE 1854-55

I

Enfin cet événement se produisit que tous attendaient depuis un demi-siècle. Le 8 juillet 1853,

(1) Le gouvernement japonais a publié le recueil de tous les traités conclus entre le Japon et les puissances étrangères. Cf. en outre, *Reports of Perry's Expedition to Japan* (Washington). Adams, dont *The History of Japan* est l'ouvrage le plus important pour cette époque, a publié tous les documents qui con-

une flotte de guerre fut signalée au large de la baie de Yedo; vers cinq heures du soir, elle jetait l'ancre à Uraga, qui commande l'entrée du canal donnant accès dans cette baie. C'était une flotte américaine sous les ordres du commodore Perry.

Depuis que les États-Unis avaient conquis la côte du Pacifique et signé un traité de commerce avec la Chine, ils voulaient un port de relâche au Japon; d'autre part les progrès des Russes dans le bassin de l'Amur, les intrigues des Anglais dans la Chine démembrée par la révolte des Tai ping leur faisaient craindre que ces puissances ne les devançassent au Japon et ne cherchassent à s'y emparer de quelque point avantageusement situé dont elles fissent un port de commerce ou un arsenal.

En 1848, le secrétaire de la trésorerie, R.-J. Wal-

cernent la Grande-Bretagne; les plus importants des documents intéressant la France se trouvent dans la *Restauration impériale* du vice-amiral Layrle et de ceux intéressant les États-Unis dans Nitobe, *Intercourse between the U. S. and. Japan*. Beaucoup de documents sont également cités dans *Young Japan* de Black, une histoire très intéressante de la colonie européenne de Yokohama. Je rappellerai seulement les ouvrages nombreux de W.-E. Griffis, surtout sa *Vie de Perry*.

Tous ces livres donnent l'histoire de la révolution japonaise, tant d'après les communications faites aux légations par le bakufu ou le nouveau gouvernement impérial, que d'après des ouvrages japonais comme le *Kinsei Shiriaku* et le *Genji Yume Monogatari*, traduits par Sir E. Satow. Nous rappellerons également les ouvrages et les articles cités en parlant des clans et Aston (T. A. S. J., XXII, 1), *National flag of Japan*.

La bibliographie des ouvrages se rapportant à cette époque, se trouve dans les deux volumes de Wenckstern et ne peut même pas être résumée ici. Nous mentionnerons seulement. M. von Brandt, *Dreiunddreissig Jahre in Ostasien*.

ker, avait attiré l'attention publique sur les avantages que vaudrait au commerce américain la signature d'un traité avec le Japon. L'année suivante le directeur de *l'Agence américano-étrangère de New-York* (*American Foreign Agency of N. Y.*), A.-H. Palmer, exposait dans un mémoire au secrétaire d'État, Clayton, qu'il était urgent d'obtenir l'ouverture d'un port dans l'archipel. Sur les avis du capitaine Glynn et du commodore Aulick, le secrétaire d'État, D. Webster, fit décider en 1851 l'envoi d'une expédition sous les ordres d'Aulick, mais, le départ en ayant été retardé, ce fut Matthew Calbraith Perry (1794-1858), le frère d'Olivier Hazard, vainqueur des Anglais sur le lac Érié (1813), qui en prit le commandement; il fut chargé de remettre une lettre du président Fillmore (1850-53) à l'empereur du Japon. Parti le 24 novembre 1852 de Norfolk, Perry se rendit par la voie de Madère et du Cap à Hong kong et à Shanghai; le 8 juillet 1853, après avoir rallié tous ses bâtiments dans les Riû kiû, comprenant que pour faire céder le bakufu on devait menacer la capitale, il abordait devant Uraga : son escadre se composait des frégates à vapeur *Susquehanna* et *Mississipi* et des sloops *Plymouth* et *Saratoga*.

A peine les bateaux signalés, les rivages de la baie se couvraient de soldats ; les habitants fuyaient, saisis de panique, tandis que les fonctionnaires du bakufu n'avaient qu'une pensée, ne pas se compromettre. Dès que l'escadre eut jeté l'ancre, des jonques l'entourèrent et l'on parlementa quelque peu toute la nuit. Le matin venu, des officiers

américains de grade inférieur s'entretinrent avec les fonctionnaires d'Uraga, puis le gouverneur, Toda, Izu no kami, vint à bord où il fut reçu par le corps d'officiers. Perry s'abstint de paraître, il ne voulait avoir de rapports qu'avec le shôgun ou un représentant direct du shôgun; sur l'avis que Nagasaki était le lieu fixé pour les relations entre Européens et Japonais, les officiers répondirent que le commodore entendait traiter dans la baie de Yedo; Toda déclara qu'il en référerait à son gouvernement et fixa le 12 pour la date de la prochaine entrevue : les entretiens avaient eu lieu en hollandais par l'entremise des interprètes des deux parties; le docteur S.-W. Williams, qui connaissait le chinois, traduisait au besoin les demandes américaines en caractères chinois; plus tard on se servit d'un interprète japonais, Manjirô Nakahama.

Le shôgun alors régnant était Ieyoshi. Abe (Ise no kami), Matsudaira (Izumi no kami) et Matsudaira (Iga no kami), exerçaient les fonctions de ministres; Morikawa (Dewa no kami) et Honda (Ecchû no kami) exerçaient les fonctions de vice-ministres. Le bakufu ordonna aux clans de se préparer à la guerre mais déjà il était résolu à céder.

Le 12, Toda pria de nouveau le commodore de se rendre à Nagasaki; sur le refus de Perry, le bakufu céda et le 14 les délégués japonais reçurent à Kurihama, ville située à quelques milles d'Uraga, la lettre du président Fillmore contenue dans un coffret d'or. Perry déclara qu'il laisserait un délai d'une dizaine de mois au gouvernement japonais pour arrêter les termes de sa réponse. Le 17, l'es-

LE TEMPLE DU CIEL (PE KING)

cadre quittait la baie de Yedo pour la Chine où l'appelaient la révolte des Tai ping et les difficultés survenues entre le gouvernement de Pe king et la Grande-Bretagne.

Voici le récit de l'événement tel que nous le trouvons dans le *Genji Yume monogatari;* il faut sans doute y faire la part de l'imagination orientale.

En apprenant les exigences des Américains, nous dit l'auteur, les fonctionnaires s'assemblent, ils ont perdu la tête, leur cœur est presque brisé tant jour et nuit ils s'épuisent à d'inutiles discussions. Tous les daimiô présents à Yedo, les daimiô régnant et les daimiô retirés dans l'inkio, sont invités à dire librement ce qu'ils pensent; tous en effet de donner leur opinion, mais la diversité de leurs opinions est si grande qu'on ne prend aucun parti. Pendant la longue paix les bushi ont négligé l'art militaire pour s'adonner au luxe et au plaisir, depuis des années bien peu ont endossé l'armure. A l'idée que la guerre peut éclater d'un moment à l'autre, ils courent dans toutes les directions pour chercher des armes. La cité de Yedo et les faubourgs qui l'entourent sont en grand tumulte; croyant les hostilités imminentes, le peuple emporte ici et là son mobilier et ses objets précieux, on les cache chez des parents qui vivent à quelque distance. Telle est la confusion de toutes les classes que les machibugiô, Ikeda (Harima no kami) et Ido (Tsushima no kami), font afficher une proclamation; ils réussissent d'ailleurs à calmer un peu les esprits. Mais dans le shiro l'on ne s'arrête à aucune décision et pendant qu'on perd un temps précieux, l'envoyé ne cesse de réclamer une réponse. Aussi se décide-t-on enfin à régler l'affaire à l'amiable : on donnera aux étrangers ce dont ils ont besoin, mais on ne répondra pas officiellement à leur

demande sous prétexte qu'une décision de pareille importance doit être prise après mûre délibération; l'envoyé fera donc mieux de se retirer, avant longtemps on lui transmettra la réponse du gouvernement. L'envoyé consent un délai et, après avoir annoncé dans un message qu'il reviendra le printemps suivant, il s'éloigne avec ses quatre bâtiments. Le shôgun Ieyoshi, malade depuis le commencement de l'été, a été troublé par cette brusque et pressante affaire des barbares étrangers; ce trouble est peut-être la cause que son mal s'aggrave subitement; il meurt le vingt-deuxième jour du septième mois (25 août). Ses vassaux assemblés perdent la tête, grands et petits sont plongés dans la plus grande affliction. Le shôgun est enterré dans le Zôjôji et reçoit le titre de *shintoku-in*. (*Genji yume monogatari*. I)

II

Ieyoshi (1837-53) eut pour successeur son fils Iesada (1854-58). Malade et incapable, celui-ci se confiait à son premier ministre Abe Masahiro, Ise no kami, qui, d'une réelle intelligence, manquait de caractère. N'osant prendre une décision, ils s'adressèrent à la cour de Kiôto.

En même temps copie de la lettre du président Fillmore était envoyée à tous les daimiô et hauts dignitaires, dont on sollicitait l'avis. Quarante répondirent dans les trois semaines qui suivirent l'envoi; ils adoptaient tous plus ou moins les opinions que le daimiô de Mito émettait dans un mémoire du

18 juillet où il déclarait la guerre nécessaire pour les dix raisons suivantes : Le sol du Japon n'avait jamais été violé. Un traité avec l'Amérique amènerait un retour vers le christianisme. Commercer serait contraire aux intérêts du Japon, qui échangerait des métaux et des produits précieux contre de la pacotille. L'admission des Américains entraînerait celle de tous les autres peuples. L'histoire de la colonisation européenne, celle de la guerre de l'opium montraient que les commerçants étaient toujours suivis de missionnaires et que ceux-ci préparaient la conquête. Énervés par la paix, les Japonais étaient incapables de commercer et de coloniser, comme le leur prêchaient les *étudiants hollandais*. Quelques dizaines de milliers de samurai s'étaient réunis à Yedo et aux environs dès qu'ils avaient appris l'arrivée de la flotte américaine; que ferait-on d'eux s'il n'y avait pas de guerre? Les clans de Kuroda et de Nabeshima avaient été chargés des relations extérieures; on n'avait pas le droit de les leur enlever. La hauteur des barbares exaspérerait même le peuple. Si l'on ne profitait pas de l'occasion, jamais on ne rendrait aux samurai leur ancien esprit militaire.

Cependant, tout en se ralliant à ces vues, beaucoup de daimiô conseillaient de signer un traité provisoire pour donner au pays le temps de se préparer à la guerre. Sur les conseils de la cour de Kiôto, le shôgun délivra Nariaki, ancien daimiô de Mito, et le chargea spécialement de la défense des côtes. Le bakufu réunit des troupes, acheta des armes aux Hollandais et fit commencer la construc-

tion des forts de Shinagawa et d'Ôsaka. C'était pour calmer l'opinion publique plutôt que dans l'intention de résister. Mais les samurai des clans, les rônin ne l'entendaient pas ainsi; enfin se présentait pour eux l'occasion si longtemps attendue de porter la révolution dans la capitale même du shôgun; par milliers ils étaient accourus à Yedo sous prétexte de résister aux barbares, nuit et jour ils en venaient aux mains avec les samurai des Tokugawa; déjà le shôgun n'était plus le maître dans ses propres États.

III

La nouvelle de l'expédition américaine ne pouvait laisser les Russes indifférents; le 21 août 1853 le vice-amiral comte Putiatin fit une démonstration dans la baie de Nagasaki avec une escadre de quatre vaisseaux.

Craignant de se laisser devancer par la Russie, Perry reparut dès le 13 février 1854 dans la baie de Yedo; sa flotte se composait de neuf vaisseaux de guerre, trois vapeurs et six voiliers. Les Américains tenant à rester sous la protection de leurs canons, Kanagawa, un port du Yedowan, fut choisi pour le lieu de l'entrevue entre Perry et les représentants du bakufu; les délibérations commencèrent le 8 mars et se terminèrent le 31 par la signature d'un traité de douze clauses : 1° Les deux

pays échangeaient des promesses de paix et d'amitié; 2e les ports de Shimoda en Izu et de Hakodate en Yezo étaient ouverts au commerce américain; 3e le Japon s'engageait à secourir les vaisseaux naufragés; 4e les Américains étaient déclarés libres au Japon comme dans les autres pays mais sujets à de justes lois; 5e les Américains de Shimoda et de Hakodate circuleraient à leur gré dans les limites fixées; 6e on apporterait une attention scrupuleuse au règlement des affaires intéressant étrangers et Japonais; 7e dans les ports ouverts le commerce serait soumis à des règlements locaux; 8e les Américains ne se procureraient le bois, l'eau, le charbon et les provisions que par l'entremise des fonctionnaires japonais; 9e les deux nations s'accordaient la clause de la *nation la plus favorisée;* 10e les vaisseaux américains, s'ils n'y étaient forcés par le mauvais temps, n'aborderaient à aucun autre port que Shimoda et Hakodate; 11e les consuls et agents des États-Unis devaient résider à Shimoda; 12e l'échange des ratifications du traité aurait lieu dans un délai de dix-huit mois.

Le commandant H.-A. Adams porta directement le traité en Amérique tandis que Perry ramenait son escadre à Hong kong, où il en quitta le commandement. Dès janvier 1855, Adams était de retour à Shimoda avec l'acte de ratification américaine signé en juillet; après bien des objections le shógun ratifia le traité le 21 février.

Cependant la guerre avait éclaté entre la Russie et les coalisés (Grande-Bretagne, France, Piémont, Turquie), dès le mois d'août une flotte franco-bri-

tannique opérait dans les eaux du Kamtchatka; le 14 octobre 1854, le contre-amiral britannique sir James Stirling obtenait par le traité de Nagasaki la permission pour les vaisseaux anglais de se ravitailler dans cette ville et à Hakodate et la clause de la nation la plus favorisée. Le vice-amiral Putiatin, après avoir vu sa frégate *Diana* détruite à Shimoda par un tremblement de terre le 23 décembre 1854, conclut au nom de la Russie un traité à Shimoda le 26 janvier/7 février 1855; dans la situation difficile où elle se trouvait, cette puissance dut, pour obtenir le droit de commercer à Shimoda, Nagasaki et Hakodate, consentir à déclarer que Saghalin serait colonisé conjointement par le Japon et la Russie et que l'île d'Itornp appartenait au Japon.

Cette même année 1855, en novembre, des tremblements de terre désolèrent la région du Tôkaidô; à Yedo (11 novembre) 14 241 maisons et 1 649 dépôts furent détruits; on ignore le nombre des victimes que les auteurs japonais fixent à plus de 100 000, ce qui est sûrement exagéré. Fujita et Toda, les chefs des loyalistes de Mito, périrent à Yedo, mais Mito Nariaki put échapper au désastre.

IV

Cette catastrophe arrêta un moment les luttes et les intrigues des partis et fit même oublier la signa-

ture des traités; nous essaierons donc de déterminer la portée des événements qui s'étaient passés de 1853 à 1855.

L'arrivée des Américains n'avait pas bouleversé le pays, comme on se l'imagine d'ordinaire en Europe. Nous avons vu que les Japonais entretenaient depuis deux siècles et demi des relations volontaires avec les Hollandais et que depuis un siècle ils avaient avec les autres peuples des relations forcées, que des escadres étrangères ne cessaient de croiser dans les eaux de l'archipel. La signature des traités de 1854-55 ne changea presque rien à la situation politique et commerciale du Japon; des deux ports ouverts au commerce étranger, l'un, Hakodate, se trouvait dans l'île de Yezo, que l'on regardait comme une colonie; l'autre, Shimoda, dans la péninsule montagneuse d'Izu, qui n'avait pas de routes; d'ailleurs aucun étranger n'avait obtenu le droit de vivre à demeure dans l'un ou l'autre port, les Américains Reed et Doty l'apprirent à leurs dépens; seuls le chargé d'affaires américain Townsend-Harris et son interprète, le hollandais Heuskin, s'établirent en août 1856 dans la *solitude* de Shimoda. Jusqu'en 1858, le commerce avec l'étranger continua de se faire à Nagasaki et peu importait aux Japonais que des Anglais s'y mêlassent aux Hollandais. D'ailleurs dans un pays où les communications étaient difficiles, où la presse n'existait pas, où la poste était chère et surveillée, la nouvelle de l'ouverture des ports ne se répandit que lentement et le peuple ne put en bien comprendre la portée.

Par contre les événements de 1853-54 exercèrent une influence capitale sur les affaires intérieures. Depuis dix siècles l'empereur n'était plus consulté sur les questions relatives à la diplomatie, les daimiô ne l'avaient jamais été; l'exclusion des étrangers était le fait des Tokugawa; ce qu'ils avaient établi par leur bon plaisir et sans prendre avis de personne, ils pouvaient assurément l'abolir par leur volonté propre et sans consulter qui que ce fût. Mais la propagande des légitimistes, la résistance des clans, les menées révolutionnaires avaient tellement affaibli leur autorité qu'ils n'eurent pas le courage de faire ce qu'ils devaient faire ; l'exaltation patriotique de tous était si grande qu'ils ne voulurent pas assumer la responsabilité de prendre seuls un parti dont ils ne pouvaient prévoir les conséquences. Par suite shôgun et bakufu consultèrent les daimiô et leur attribuèrent ainsi le droit de se mêler au gouvernement du pays; le Japon n'était plus une monarchie absolue servie par des principautés féodales, c'était une fédération d'États égaux ou presque. Bien plus shôgun et bakufu demandèrent pour leur politique la sanction impériale : c'était proclamer la fin du dualisme, marquer le rang inférieur du shôgun à l'égard de son maître, c'était souscrire à toutes les revendications des légitimistes et reconnaître que l'ancien ordre de choses ne pouvait plus durer.

B. — LE DERNIER EFFORT DU GOUVERNEMENT CONTRE LA RÉVOLUTION. — LA DICTATURE D'II KAMON ET LA SIGNATURE DES TRAITÉS DÉFINITIFS.

De graves événements tirèrent le bakufu de la fausse sécurité que lui avaient donnée les premiers arrangements conclus avec les puissances. La fin de la guerre de Crimée rendit leur liberté aux belligérants. Pour réparer son échec en Europe, la Russie entreprit de grandes conquêtes en Asie. Le comte Muravief (1810-1881), à qui ses victoires firent donner le surnom d'*Amurski,* les avait préparées depuis sa nomination au gouvernement de la Sibérie en 1848; ses explorations et ses raids militaires, aboutirent à l'occupation de la vallée de l'Amur, de la côte mandchourienne et au traité d'Aigun du 16 mai 1858, par lequel la Chine cédait à la Russie la rive gauche de l'Amur avec la *province des côtes.* Ce traité fut complété par celui de Tien tsin, signé par le vice-amiral Putiatin le 1/13 juin 1858, et celui de Pe king signé par le général Ignatief le 2/14 novembre 1860.

D'autre part, la Grande-Bretagne et la France victorieuses forçaient la Chine à signer la paix de Tien-Tsin (26 et 27 juin 1858), puis faisaient en 1860 une nouvelle campagne qui se terminait par la paix de Pe king des 24 et 25 octobre.

Ces événements terrifièrent le bakufu, qui s'attendait à être attaqué d'un moment à l'autre soit par

les alliés, soit par la Russie, soit-même par les alliés et la Russie réconciliés; ils troublèrent aussi les Américains, qui déjà rêvaient d'acquérir la suprématie dans le Pacifique et ces communes craintes rapprochèrent les deux parties, en même temps que la position prise par la Russie et les alliés en Extrême Orient forçait le Japon à changer sa politique.

Nous chercherons à faire comprendre ces faits compliqués qui sont d'ailleurs intimement mêlés aux troubles intérieurs, ce qui en augmente la complexité.

I

Homme souple et prudent, éclairé par les événements, Abe Masahiro poursuivait une double politique. D'une part, il cherchait à réconcilier les partis hostiles en leur montrant les dangers que leurs divisions faisaient courir au Japon. Dans ce but il s'était rapproché de Mito Nariaki, qui, à la nouvelle du traité de 1854, avait donné sa démission de chef de la défense des côtes, en lui promettant de désigner comme héritier du shôgun le septième fils de ce prince, Yoshinobu ou Keiki, alors giôbukiô, qui, adopté dans la maison de Hitotsubashi, avait droit au shôgunat. Le père adoptif de Keiki était lui-même un frère du shôgun Iesada devenu Hitotsubashi par l'adoption.

Né en 1837, Keiki apparaissait aux Japonais comme le type parfait du bushi : grand, svelte, de belle figure et de belle allure, hardi chasseur, bon cavalier, bon escrimeur, bon archer, bon tireur, bon poète aussi en japonais et en chinois, versé dans l'histoire et la philosophie, dramaturge au besoin. Tout ensemble fier et simple, il courtisait la popularité, affectait d'être plus loyaliste que les plus fervents loyalistes et plus patriote que les plus fougueux patriotes. Malheureusement ces qualités brillantes cachaient un caractère faible et incertain, il était sensible à l'excès quand lui manquaient les adulations, dont il s'enivrait, ambitieux d'arriver au premier rang, mais sans savoir dans quel but et de faire de grandes choses sans qu'il sut exactement lesquelles.

La décision d'Abe, qui eut pour conséquence la chute des *mauvais* à Mito et l'exécution de leur chef (1856), rapprocha le shôgun des grandes maisons issues d'Ieyasu : Mito, Owari, Echizen.

Pour compléter son œuvre, Abe commença de négocier avec la cour de Kiôto et les principaux kokushu, principalement Shimazu Nariaki de Satsuma, qui séjourna à Yedo du début de 1854 au début de 1857. Les différents partis tombèrent d'accord sur ce point qu'il fallait réconcilier Yedo, Kiôto et les daimiats et que le meilleur moyen d'y réussir était de réaliser la fameuse union des deux noblesses *(kuge* et *buke)*.

D'autre part, Abe, effrayé par les progrès de la Russie et des alliés sur le continent asiatique, cher

chait à s'entendre avec les États-Unis et les Pays-Bas sans leur faire cependant de trop grandes concessions qui exaspérassent l'empereur et les nationalistes.

Le représentant des Pays-Bas, accrédité à Nagasaki, Donker Curtius, remit en 1855, au bakufu un *memorandum,* où il lui montrait les dangers d'une politique qui le brouillerait avec la Russie et les puissances alliées; ce *memorandum* produisit son effet, la Hollande et le shôgunat conclurent le traité de Nagasaki du 30 janvier 1856, complété par celui du 16 octobre 1857.

En 1857, Curtius visita Yedo où il rencontra le chargé d'affaires américain, Townsend Harris (1803-78). Celui-ci, nommé en 1855 après la ratification du traité de Perry, avait pris possession de son poste de Shimoda en août 1856, il signa une nouvelle convention provisoire à Shimoda le 17 juin 1857. Au mois d'octobre 1857, malgré les protestations du bakufu, il se rendit dans la capitale pour y présenter ses lettres de créance, il exigea d'être reçu par le shôgun et le fut en novembre à la grande indignation des nationalistes. La Russie signa un second traité à Nagasaki le 24 octobre 1857.

Sur ces entrefaites, Abe mourut au cours de l'été de 1857 et fut remplacé par Hotta, Bichû no kami (1810-64).

Harris et Curtius reprirent les négociations avec le nouveau ministre, insistant sur les succès des Européens en Chine, réclamant l'ouverture de ports avantageusement situés et le droit pour leurs nationaux de s'y établir, réclamant surtout la substitu-

tion de traités définitifs aux arrangements temporaires signés en 1854 et au cours des années suivantes.

Hotta comprenait la gravité de la situation mais, voyant son maître Iesada incapable et mourant, il n'osait prendre sur lui de souscrire aux conditions des États-Unis et des Pays-Bas. Il s'adressa donc à la cour de Kiôtô.

Kômei tennô haïssait les étrangers; il repoussa les prières que, par l'entremise du kambaku, lui adressèrent les messagers du shôgun. En mars 1858, Hotta se rendit lui-même à Kiôto où se trouvait dès janvier Hayashi, ministre de l'instruction publique à titre héréditaire *(daigaku no kami)*.

Les kuge les plus influents protestèrent contre les projets du bakufu dans les termes suivants :

> Ce pays a toujours été un pays sans tache, la présence des étrangers serait une souillure. Les malheurs qui nous assaillent n'ont qu'une cause : les manquements au respect dû à la divinité de l'empereur. Ce serait pour notre pays une éternelle honte que d'avoir redouté le courage des étrangers; plus tard il nous faudrait endurer patiemment leur manière d'agir arbitraire ou grossière et finalement leur obéir... Les étrangers veulent s'emparer du Japon et c'est pourquoi ils emploient toutes sortes de ruses dans leurs négociations.

Suivaient de longues récriminations contre le shôgun et contre le bakufu.

Grâce à deux agents subalternes, Nagano Shûzen, un samurai de Hikone, et Shimada Sahei, attaché à Kujô Hisatada, qui, en 1856, avait remplacé

Takatsukasa comme kambaku, Hotta obtint l'adhésion de celui-ci à une politique plus conciliante envers les Européens. Le 4 avril 1858 fut convoqué le conseil impérial; le taikô (ancien kambaku) parla en faveur des traités, Kômei tennô en fut violemment irrité. Le lendemain, le kambaku remit à Hotta une réponse négative mais rédigée en termes si habiles qu'au besoin le bakufu pouvait s'en prévaloir comme d'une réponse positive sauf pour l'octroi d'un port dans le voisinage de Kiôto.

Ce document ambigu ne satisfit personne. Hotta refusa de le recevoir et, le 20 avril, quatre-vingt-huit kuge, dirigés par Nakayama et Ôi-mikado portèrent au kambaku une nouvelle protestation.

Cette protestation produisit son effet; au mois de mai, le kambaku fit savoir à Hotta que l'empereur souhaitait de le voir partir. Hotta, retourné à Yedo, tomba en disgrâce, il résigna ses fonctions et vécut dans la retraite jusqu'à sa mort (1864).

II

Des circonstances aussi difficiles exigeaient un chef résolu; au début de juin 1858, le bakufu persuada Iesada d'abandonner le gouvernement à un régent, un tairô ou shikken, qui fut Ii Naosuke (1815-60), le daimiô de Hikone. Il était connu pour son habileté, son énergie et son absence de scrupules. Bien qu'il n'eût alors que quarante-trois ans,

ses portraits nous le montrent déjà lourd, le visage plein, les maxillaires saillants, le menton court et volontaire, la bouche dure, mais les yeux restés pleins de flamme. Les rôjû étaient Ôta (Settsu no kami), Manabe (Shimôsa no kami) (1820-74) et Matsudaira (Izumi no kami).

Cependant, lassés de ces négociations mystérieuses entre le shôgun et l'empereur, Curtius et Harris avaient quitté Yedo; l'un regagnait lentement Nagasaki, l'autre était déjà de retour à Shimoda; un bateau y porta dès la fin de juin la nouvelle des traités de Tien-Tsin du 26 et 27 juin 1858. Aussitôt Harris retourne à Yedo, il envoie le traité au régent en lui disant : « Si vous n'acceptez l'appui de l'Amérique, bientôt vous verrez les flottes victorieuses de la Grande-Bretagne et de la France. »

Il est persuadé, il demande à Harris de rédiger lui-même le nouvel arrangement; en même temps il fait prendre au shôgun le titre de *taikun,* qui désigne la reine Victoria dans ses relations avec la Chine. Le 29 juillet 1858, Inoue (Shinano no kami) et Iwase (Higo no kami) signent à Yedo un traité définitif au nom du prétendu taikun. A cette nouvelle, les samurai, les rônin de Yedo s'agitent; une émeute manque d'éclater; les daimiô d'Owari, de Mito et d'Echizen se rendent au shiro pour protester, l'entrée leur en est refusée. Les mesures du régent sont prises et bien prises : les milliers de rônin qui infestent Yedo n'osent pas s'insurger. Au mois d'août suivant, dans une circulaire adressée aux daimiô, Ii leur explique que, s'il a signé le traité contre la volonté de l'empereur, c'est

pour obtenir l'appui des États-Unis contre la France et la Grande-Bretagne victorieuses de la Chine.

Au traité avec les États-Unis en succédèrent d'autres avec les principales puissances; nous les étudierons plus loin. Pour marquer son entrée dans le concert des nations, le Japon adopte comme drapeau le *hinomaru*, le globe rouge sur fond blanc (1859) dont l'usage avait été permis en 1851.

*
* *

Grâce à la politique énergique d'Ii, les deux partis ont donc pris nettement position : les défenseurs du shôgunat et de l'ancien régime sont pour l'admission des étrangers; les légitimistes, les révolutionnaires sont pour la fermeture des ports et le commencement des hostilités. Et les deux partis ont pris nettement position sur des principes contraires à ceux qu'ils ont soutenus avant 1853 : alors le bakufu maintenait strictement les règlements qui prohibaient l'admission des étrangers et l'étude de leur civilisation; ses adversaires soutenaient les *étudiants hollandais,* beaucoup même n'étaient pas hostiles à l'établissement de rapports avec les nations occidentales.

Quant aux membres du bakufu, le changement s'explique aisément; s'ils avaient accueilli les demandes des puissances étrangères, c'était pour y avoir été contraints. Leur décision prise, ils s'efforçaient de tirer d'une situation désavantageuse tous les avantages possibles : achetant des bâtiments

à vapeur et des armes, demandant des instructeurs militaires, ouvrant des écoles de sciences européennes; ainsi l'école de langues de Yedo, qui devint plus tard l'Université (1856 et 1862), l'école de médecine de Yedo (1858), celle de Nagasaki (1861) l'école des langues de Nagasaki (1863), plusieurs écoles militaires; ils comptaient sur les recettes des douanes pour rétablir leurs finances; peut-être espéraient-ils l'aide des puissances sinon contre l'empereur, au moins contre les daimiô rebelles.

Kuge, daimiô ou samurai, les légitimistes, quelles que fussent auparavant leurs tendances, s'étaient soumis à la décision du tennô, qui haïssait les étrangers; la conduite d'Ii, qui avait signé les traités contre la volonté impériale, leur faisait craindre que les efforts séculaires des légitimistes échouassent à l'heure même où l'on en croyait le succès certain. D'ailleurs, les daimiô de Kiûshû redoutaient que l'ouverture de ports dans le Kantô ruinât le commerce de Nagasaki.

Pour les révolutionnaires, renverser le gouvernement était leur seul but; voyant que les nouveaux traités exaspéraient les samurai et que le peuple commençait à se soulever contre, ils étaient résolus à exaspérer des sentiments qui devaient aboutir à une révolution.

III (1)

Telle étant la situation des partis, la signature des traités fut considérée comme une victoire du bakufu; Ii Kamon résolut de la rendre complète. Une grave épidémie de choléra venait d'éclater à Yedo, apportée sans doute par les rônin; l'on craignait que le shôgun épuisé ne put échapper au fléau. Abe et Hotta avaient promis la succession à Hitotsubashi Keiki; Mito, Echizen, Owari et les clans du Sud le soutenaient ouvertement, mais, lui donner le pouvoir, c'était condamner le régent à la retraite, remettre en question la signature des traités. Sous la pression du bakufu et des dames de la cour

(1) L'histoire exacte de cette époque est difficile à établir car tous les auteurs contemporains, européens et japonais, racontent les faits différemment et même les placent à des dates différentes; ainsi pour l'arrestation des daimiô; le *Genji Yume* la place en août 1858 et le *Kinsei Shiriaku* en août 1859. La lettre de l'empereur à Mito, qui est de septembre 1858, prouve que les daimiô avaient déjà été punis en août 1858, leur peine fut sans doute aggravée un an après.

E.-W. Clément *(Mito Civil Waar.* T. A. S. J., XIX, 2), dit que le chef des révolutionnaires qui avaient ourdi le complot, était Takahashi Taiichirô; il donne comme l'agent chargé de remettre la lettre de l'empereur à Mito Ukai Kichizaemon, représentant de Mito à Kiôto et mis à mort par le bakufu, cité par le *Genji Yume*. D'autres auteurs font remettre la lettre par Ajima Tatewaki (mentionné d'ailleurs dans plusieurs documents) et Aizawa Idaiyu. J'ai adopté la version du *Kinsei Shiriaku*.

hostiles à Hitotsubashi, Iesada désigna le 4 août pour son héritier Kikutsiyo, le fils, âgé de douze ans, de Nariyuki, daimiô de Kii, qui reçut le nom d'Iemochi. Le 13 août suivant Nariaki, ex-daimiô de Mito, était emprisonné dans son yashiki de Komagome (Yedo); Hitotsubashi et les daimiô de Satsuma, Sendai, Inaba et Tsuyama ne tardèrent pas à être mis aux arrêts dans leurs demeures; ceux d'Owari, d'Echizen, de Hizen, de Tosa et d'Uwajima furent bientôt forcés d'abdiquer; Matsudaira (Settsu no kami) devient daimiô d'Owari. Peu de jours après avoir désigné son successeur, le shôgun tomba malade, il expira le 15 août; le bakufu répandit le bruit que Mito l'avait fait empoisonner. Iemochi (né en 1846) fut proclamé shôgun (1858-66) et Ii régent *(tairô)*.

Chez les révolutionnaires et les légitimistes, ce n'est alors qu'un cri de fureur; on supplie l'empereur de refuser l'investiture au nouveau shôgun.

Secrètement, quelques agents dissimulés du parti antishôgunal, font parvenir en septembre 1858 une lettre à Nariaki, de Mito, prisonnier à Komagome par l'entremise de Kusakabe Isôji, un samurai de Satsuma entré dans le clan de Mito. Cette lettre écrite au nom de l'empereur porte les signatures de Konoe, Takatsukasa, Ichijô, Nijô et Sanjô.

Le bakufu, y est-il dit, n'a montré aucun égard pour l'opinion publique en signant des traités avec les barbares sans prendre l'avis de la cour et en disgraciant des princes qui sont alliés de si près au sang du shôgun. Le repos de l'empereur est troublé par le spec-

tacle de si mauvais gouvernement en présence des barbares. Donnez donc au bakufu vos conseils, chassez les barbares, satisfaites le peuple et rendez la paix au cœur de Sa Majesté.

Les signataires de cette lettre ont en effet résolu de renverser le kambaku et d'obtenir de l'empereur un décret qui réforme le bakufu, déclare *chôteki*, rebelles excommuniés, le régent et ses ministres. Cédant aux conseils de leurs karô, à la pression des clubs révolutionnaires, les daimiô arrêtés s'étaient engagés plus ou moins fermement à soutenir de leurs troupes la tentative des kuge. Et déjà, doutant de l'énergie des kuge, de la sincérité des daimiô, les chefs de la Révolution se sont assuré le concours des bandes armées de rônin, qui tiennent campagne dans tout le Japon mais principalement aux environs de Yedo. Ces chefs sont alors, outre les *bons* de Mito, Mumeta Genjirô, du Wakasa, littérateur et savant célèbre, qui fait de la propagande dans le peuple des campagnes et a conduit en 1854-55 des bandes de paysans armés dans le Yamato; Yoshida Torajirô du Chôshû, qui en 1854 a supplié Perry de l'amener en Amérique et a été pour cette raison emprisonné quelque temps par le bakufu; Rai Mikisaburô, (1825-59) le fils du fameux historien Rai Sanyô, comme aussi Saigô et Ôkubo de Satsuma.

Ii est averti; l'occasion lui semble propice : aux complots, aux menées révolutionnaires il répondra par un coup d'État.

En octobre 1858 son plus hardi ministre Manabe (Shimôsa no kami), daimiô de Sabae dans l'Echizen

(50 000 koku), se rend à Yedo avec Nagano Shûzen, samurai de Hikone qui a fait ses preuves en 1857. Manabe porte les présents du régent à l'empereur et aux principaux kuge. Le shoshidai, Sakai, Wakasa no Kami, daimiô d'Obama (103 000 koku) s'est entendu avec le kambaku, Kujô Hisatada; soudain les troupes du bakufu cernent le gosho; Manabe met aux arrêts le prince impérial abbé du Seiren in, Konoe Tadahiro, Takatsukasa, etc. Iwakura est exilé.

En même temps un grand nombre de samurai, de rônin et de philosophes, même de bourgeois, de chônin, sont arrêtés et mis à la torture; ce sont tous des philosophes ou des *étudiants hollandais,* car, poussés par leurs passions politiques, ceux-là même qui se sont montrés les partisans les plus convaincus de la civilisation occidentale veulent assassiner le régent pour avoir signé les traités. Parmi ceux qui seront exilés ou mourront de la main du bourreau ou dans les prisons de Yedo, se trouvent Hashimoto Sanai, le médecin qui a introduit la vaccine dans l'Echizen; Ikeuchi Daigaku; Rai Mikisaburô; Fujimori Kôan; Ukida Ikkei; Umeda Genjirô; Iida Sama; Kobayashi Mimbutaiyu; Kaneda Iori; Mikuni Daigaku; Wakamatsu (Moku no kami); Kasuga (Sanuki no kami); Moridera Tsunekuni (Inaba no kami); Tomida Oribe; Rokubutsu Kuman; Miyame Muraoka; Kusakabe Isôji; Ukai Kichizaemon; Ii-izumi Kinai; Takahashi Hiôbu, Ajima Tatewaki, etc.

Ces arrestations exaspèrent les révolutionnaires. Yoshida Torajirô se rend secrètement à Kiôto

en adressant à son père cette lettre d'adieux :

Le bakufu méprise les ordres de l'empereur et traite avec les barbares. L'empereur fait mander le tairô et les chefs des Gosanke : on lui envoie Manabe Jenshô dans le but d'arrêter kuge, samurai et hommes du peuple. Le shôgun est un enfant ; Ii Kamon gouverne en maître avec l'aide de Manabe Jenshô. Tous deux, je les hais, au point que je mangerais leur chair. Je sais que des samurai d'Owari, de Mito et d'Echizen se sont concertés pour se débarrasser d'Ii Kamon et ce projet me fait danser de joie.

Mais je veux avoir mon projet à moi. C'est pourquoi des amis et moi nous irons à Kiôto pour tuer Manabe Jenshô... Dernièrement, j'ai envoyé un mémoire à Riôsen Seigan, qui l'a présenté à l'empereur. Sa Majesté a daigné m'en faire accuser réception. Rien n'est plus glorieux pour moi que cette distinction, je donnerais ma vie en témoignage de mon loyalisme. Je n'oublie pas, mon père, mes devoirs envers vous, mais depuis longtemps il me semblait que j'étais mort. Je ne puis en écrire plus long, dans le trouble de mon cœur.

D'abord arrêté par son clan Yoshida est bientôt livré au bakufu et conduit à Yedo, où il sera mis à la torture et décapité dans l'été de 1859.

Effrayé par ce coup d'État, en janvier 1859, l'empereur sanctionne la nomination d'Iemochi.

En septembre 1859, Andô (Tsushima no Kami) se rend à Mito, où Nariaki a été exilé en 1859 et se saisit de la missive impériale.

Telle est alors la puissance d'Ii qu'elle se fait sentir jusque dans le Satsuma. Shimazu Hisamitsu (Saburô) nommé régent pour le jeune prince Tadayoshi, successeur de Nariaki († 24 août 1859) des-

titue Ókubo; Saigô, envoyé dans les Riûkiû, échappe à ses gardiens et se jette dans la mer; on le repêche; il restera en exil jusqu'en 1863. Ókubo, aidé de Kaieda, Murata, Arimura Jizaemon, ses compatriotes, ourdit une nouvelle conspiration avec les samurai des autres clans loyalistes; le 28 novembre 1859, Hisamitsu leur fait défendre de donner suite à ce projet.

*
* *

Si la Révolution doit être encore retardée, l'on peut du moins la préparer par un crime.

Le 23 mars 1860, tous les daimiô doivent se rendre au shiro pour présenter au shôgun les compliments d'usage. Ii Kamon no kami sort en palanquin *(norimono)* de son yashiki situé dans la partie sud du shiro près de la porte de Sakurada : cette porte s'élève sur un promontoire rectangulaire bordé au nord et à l'ouest par la grande douve, au sud par un canal plus étroit sur lequel est jeté un pont. Une nombreuse escorte accompagne le régent, il est huit heures du matin et la neige tombe en abondance. En approchant du canal, les gens de Hikone trouvent le pont occupé par le cortège de Kii, tandis que, en arrière sur la route, débouche celui d'Owari. Dans la rafale, qui les aveugle, ils distinguent des hommes vêtus de grands chapeaux et de manteaux de paille, ces hommes leur barrent la route comme pour présenter une pétition au régent. Méfiants, ils se portent en avant pour les

forcer à se retirer, mais aussitôt, voyant le palanquin dégagé, dix-huit samurai, armés de toutes pièces, bondissent hors des fossés qui bordent les yashiki construits de part et d'autre de la rue; les uns attaquent par derrière les gens de Hikone, tandis que les autres se ruent sur le palanquin. La brusquerie du choc fait perdre la tête aux soldats de l'escorte, gênés d'ailleurs par leurs manteaux; en moins de rien quatre ou cinq sont tués, un grand nombre blessés; la plupart prennent la fuite; seuls quelques jeunes gens, retenus par la honte, tiennent ferme et tirent leur sabre pour défendre leur seigneur. Mais leurs adversaires les chargent en désespérés : Kada Kurota, Ozawamura Gunroku, Kawanishi Chûzaemon et d'autres samurai de Hikone sont tués sur place. Pendant la bataille, le palanquin est rapporté au yashiki, l'on ignore si le tairô est vivant ou mort, mais il importe qu'on le suppose mort dans son yashiki, sinon son fils ne pourra hériter du fief. De fait, Ii, blessé grièvement d'un coup de pistolet dans le dos, a été arraché du palanquin et massacré; tandis que l'un des meurtriers, pour attirer la police, fuit en brandissant une tête coupée, qu'il dit celle du régent, un autre emporte secrètement la tête d'Ii et l'envoie à Mito pour qu'on l'y expose sur le pilori. Des dix-huit assassins, dix-sept, dont Ôzeki Washichirô, Saitô Kemmotsu, Sano Takenosuke, etc., appartiennent en effet au clan de Mito; un seul, Arimura Jizaemon, au clan de Satsuma : il s'ouvre le ventre sur place; deux des gens de Mito s'échappent; les autres, couverts de hideuses blessures, se consti-

tuent prisonniers en remettant un mémoire qui développe leurs griefs contre le régent; ils sont mis à la torture et décapités.

*
* *

Au premier abord la mort d'Ii ne sembla rien changer à la situation du bakufu; le premier des gorôjû était Andô Nôbumasa (1819-1871), Tsushima no Kami, daimiô de Taira (Iwakidaira) dans le Mutsu (50 000 koku), il suivit fidèlement la politique de son ancien chef. On continua d'entretenir des relations avec les étrangers encore que tous les ministres ne fussent pas d'accord sur ce point : l'un d'eux, le hatamoto Hori, Oribe no Kami, fit harakiri à la suite d'une discussion violente avec Andô. Les arrestations et les exécutions se multiplièrent; le 27 septembre 1860 (15e jour du 8e mois) Mito Nariaki mourut, peut-être empoisonné. C'était l'instigateur des révolutionnaires; ils se cherchèrent un nouveau chef : quelques jours après sa mort, de nombreux rônin firent une démonstration à Yedo devant le yashiki de Satsuma, demandant à Shimazu Saburô de se mettre à leur tête, mais, Shimazu étant absent, ils durent se disperser.

Pour rétablir le prestige du shôgunat, Andô, qui comblait de présents le kambaku Kujô, fit sanctionner par l'empereur le mariage du shôgun avec la sœur même de l'empereur, Kazunomiya. La cour de Kiôto annonça les fiançailles le 5 juillet 1861, la princesse se rendit à Yedo en décembre et fut unie au shôgun le 11 mars 1862.

Ce mariage exaspéra les légitimistes. Le célèbre philosophe Ôhashi Junzô (1816-62) protesta hautement, il fut jeté en prison, mis à la torture et mourut avant d'avoir pu passer en jugement.

Dès le 11 février 1862 Andô avait été attaqué devant la porte de Sakashita, située en deçà du pont donnant accès au shiro propre, par sept samurai portant des armes à feu, dont six de Mito (1). Les gens du rôjû le défendirent courageusement et massacrèrent les assaillants. Cependant Andô fut grièvement blessé, il dut garder la chambre jusqu'en mai 1862. Ses ennemis profitèrent de son impuissance : Shimazu Saburô et Môri de Chôshû prirent ouvertement parti contre le shôgunat tandis que la cour de Kiôto se servait habilement du mariage même qu'Andô avait négocié pour circonvenir le jeune shôgun et ses conseillers. A peine Andô fut-il guéri qu'on le relégua dans une charge purement honorifique (10 mai). La suprématie du bakufu était chose du passé.

IV

Nous étudierons plus loin ce coup d'Etat mais nous essaierons ici de porter un jugement sur la politique d'Ii et d'Andô.

(1) On donnait généralement les meurtriers pour des samurai de Hori (Oribe no K.) M. Clément a reconnu que six appartenaient à Mito.

Ii Kamon était sûrement un homme d'État, le digne sucesseur des grands shôgun Ieyasu, Iemitsu et Yoshimune, des grands ministres Matsudaira Nobutsuna, Matsudaira Sadanobu et Mizuno Tadakuni. Dans la politique extérieure sa clairvoyance fut admirable; il comprit non seulement que le Japon était forcé de traiter avec les puissances, mais encore que c'était son intérêt de les diviser et qu'une seule avait au Japon des intérêts identiques à ceux du Japon lui-même, les États-Unis; pendant quarante ans, jusqu'à l'occupation des Philippines et du canal de Panama, le développement des ambitions impérialistes, l'Amérique n'a poursuivi qu'un but en Extrême Asie, maintenir le régime de la *porte ouverte* et, pour y réussir, s'opposer de son mieux à toute conquête des nations européennes; or, tant que le Japon lui-même ne fut pas devenu une grande puissance, il ne pouvait rien souhaiter d'autre, d'où la communauté d'intérêts des deux peuples.

Sur la politique intérieure d'Ii Kamon l'on ne saurait par contre se prononcer d'une manière entièrement favorable. Sans doute, puisqu'il voulait signer les traités, force lui était de maintenir dans l'ordre ceux qui s'y opposaient; de plus il avait raison de mettre obstacle aux menées révolutionnaires, aux ambitions désordonnées des clans du Sud. Mais poussé par les traditions du bakufu, les intérêts de sa maison, le dévouement traditionnel des siens aux Tokugawa et au régime établi par ces princes, il ne comprit pas ou ne voulut pas comprendre que le dualisme et l'hégémonie de la caste

militaire ne pouvaient subsister davantage. C'est pourquoi son coup d'État, au lieu d'arrêter la Révolution, la précipita au contraire; assurément, s'il eût vécu, il eût continué de lutter et pendant quelque temps sans doute avec succès, mais la victoire finale ne lui fût pas restée car la cause qu'il servait était une cause perdue; sa politique extérieure eût suffi seule à condamner sa politique intérieure; traiter dans les conditions où il le fit, c'était rendre nécessaire l'unification du Japon sous le seul souverain dont le titre était indiscutable.

*
* *

L'assassinat d'Ii doit aussi inspirer quelques réflexions. Par la lettre de Yoshida comme par d'autres documents nous voyons que des daimiô, des kuge, des princes impériaux, le mikado lui-même ne craignaient pas de conspirer avec des rônin, dont quelques uns étaient des aventuriers, dont presque tous étaient des révolutionnaires. Par cet exemple on peut juger de la désorganisation générale. La conspiration de 1858 fut la première de la Révolution comme l'assassinat d'Ii en fut le premier crime; mais ensuite complots et meurtres se succèdèrent sans interruption pendant plus de vingt ans; ils forment le trait saillant de la Révolution japonaise, où les massacres et les exécutions juridiques n'ont pas été nombreuses, mais où par contre on trouve plusieurs guerres civiles.

V (1)

Il nous faut maintenant décrire Yedo et le Tôkaidô tels qu'ils étaient avant que Yedo eut cessé d'être la capitale et que l'octroi d'une concession européenne eut commencé d'en changer l'aspect. Le Yedo d'alors différait beaucoup de celui que nous avons dépeint en parlant du dix-huitième siècle. D'abord Yedo n'avait plus de shiro : depuis la reconstruction d'Ieyoshi après l'incendie de 1838, le grand palais n'avait pas été brûlé moins de trois fois; pendant qu'on le rebâtissait, le shôgun habitait le petit palais réservé à son héritier. Mais en 1863 un incendie, allumé peut-être par des rônin, détruisit complètement et le grand et le petit palais; tel était le désordre général qu'il ne fut même pas question de relever l'un ou l'autre, le shôgun se réfugia d'abord dans le yashiki de Shimizu, plus tard il se fixa dans celui de Tayasu : Shimizu et Tayasu, maisons issues d'Ieyasu, avaient, comme Hitotsubashi, le nom de Tokugawa, le droit d'obtenir le shôgunat et point de fief.

Autour du shiro désert les yashiki présentaient un aspect désolé; ils avaient aussi souffert du feu et les princes ruinés, déchus, sentant le régime

(1 Cf. les auteurs cités dans le tome III, principalement M. Clutchie, *Castle of Yedo*, Brinkley et les relations des voyageurs et diplomates.

shôgunal ruiné, déchu comme eux-mêmes, ne prenaient plus la peine de les remettre en état.

Comme la cité des nobles, la ville marchande disait la tristesse et l'appauvrissement.

Les premiers changements y avaient été causés par le gouvernement lui-même. Au temps de l'absolutisme le shôgun mettait son orgueil à voir son palais entouré de palais, sa capitale éclatante de costumes et de décorations; n'étaient défendues que ces manifestations de la vanité individuelle qui pouvaient offenser l'orgueil du souverain. Mais quand à l'absolutisme personnel se fut substitué le despotisme de l'État impersonnel, le bakufu, imbu des doctrines de la philosophie chinoise, considéra comme son devoir de prohiber l'ostentation de la richesse; longtemps ses défenses restèrent sans effet parce que le shôgun ne se résignait pas à son effacement, que les daimiô et les *anciens*, pleins de morgue nobiliaire, entraînés par la dépravation générale, étaient les premiers à violer les préceptes que leur imposaient leurs légistes philosophes. Il n'en fut plus de même à la fin du dix-huitième siècle et dans la première moitié du dix-neuvième; alors, nous l'avons dit en parlant du shintôisme, au Japon, comme dans les autres pays civilisés, la croyance à la bonté naturelle de l'homme, l'exaltation romantique des sociétés primitives, la diffusion des idées démocratiques remirent en honneur la simplicité, la sobriété, la vertu. Cette réforme de l'habitation et du costume que Frédéric II imposa en Prusse et Joseph II en Autriche, le bakufu l'imposa au Japon, particulière-

ment à Yedo. Tout ce qui rappelait le luxe d'autrefois fut interdit sous des peines sévères : ainsi ces vases, ces étoffes, ces bijoux, ces mille riens charmants que nous collectionnons avec joie, jusqu'aux drapeaux et aux lanternes de papier qu'on mettait aux maisons pour les fêtes; le prix d'un jouet ne devait pas dépasser huit sous; dès lors plus de ces somptueuses affiches où se pavanaient les acteurs en grand costume, plus même de ces estampes aux séduisantes couleurs, l'orgueil de l'art japonais, puisqu'en 1790 on limita le nombre des planches sur lesquelles on pouvait tirer une gravure. Après l'insurrection d'Ôsaka, la jacquerie du Kai, le bakufu terrifié crut que pour arrêter les progrès de la Révolution il fallait en finir une fois pour toutes avec l'étalage de la fortune; non seulement il remit en vigueur les édits antérieurs qui interdisaient la fabrication de presque tous les objets d'or ou d'argent, mais encore il fit saisir en 1842 ces objets chez les marchands, on porta par milliers à la monnaie épingles, bijoux, vases, statuettes et on les fondit.

Sous le règne des philosophes, tout n'était pas seulement simplicité, tout devait être aussi vertu : interdits et les ouvrages libertins, dont les auteurs furent exposés sur le pilori (1790), et la profession de geisha (1787), et celle de danseuse (1822), et les beaux tatouages des coolies (1830-43), et les piscines communes aux personnes des deux sexes (1791), et la présence de servantes dans les établissements de bains : quiconque leur prêtait sa propre servante était condamné à la prison (1824). Les

bourgeois n'eurent plus même le droit de faire chanter ou danser leurs filles devant des amis (1805). Les propriétaires de théâtres furent forcés de démolir le troisième étage où se trouvait installé le foyer communiquant avec les maisons de thé; à partir de 1842 les cafés-concerts *(yose)*, dont le nombre fut limité à quinze, ne purent avoir d'actrices ni jouer aucune pièce dont le sujet ne fût emprunté au shintô ou à l'histoire militaire. Cependant quelque envie qu'on en eût l'on n'osa fermer les maisons publiques; Siebold nous dit que les Japonais des meilleures classes y entraient et en sortaient en plein jour aussi librement qu'en Europe on le fait pour les cafés.

D'ailleurs la prospérité de Yedo était tombée : qu'on se rappelle les famines répétées, les émeutes qu'elles provoquèrent, les épidémies, les tremblements de terre, les inondations, les incendies, la gêne des daimiô, la misère des samurai, les exemptions de dettes, la déplorable situation économique!

A l'époque où Siebold visita Yedo (1826) ce n'était déjà plus la ville riche, élégante, folle de plaisir, que nous peignent les romans et les gravures du dix-huitième siècle : on n'y voyait ni yashiki couverts d'or, ni bateaux revêtus de laques admirables, ni belles oiran suivies de leur cour, ni femmes de marchands vêtues de ces robes d'un prix inestimable dont les broderies d'or et d'argent, incrustées de nacre, de corail, de pierres précieuses représentaient des fleurs, des animaux fantastiques, des paysages entiers finement nuancés comme ceux des plus grands peintres. Cependant l'aspect de

Yedo ne laissa pas que de lui plaire : il parle de manufactures occupant sept cents ouvriers et produisant pour plus de 1000 riô de marchandises par jour; il cite des boutiques de toutes sortes : chaussures, parapluies, vêtements, toilettes de femmes, objets de bambou, livres, cartes, gravures, idoles, nattes, bijoux, etc. Il décrit aussi Asakusa, qui lui semble une foire, et parle des nombreuses fêtes.

Après les troubles de 1836 la décadence de Yedo se précipita, le bakufu menacé redoubla ses précautions : aux portes de la ville des agents visitaient minutieusement quiconque voulait y pénétrer; dans les rues des policiers allaient et revenaient à cheval, leur longue robe tombant jusque sur les étriers; la nuit, c'étaient des rondes de veilleurs aux grands manteaux, aux grands chapeaux, et tenant en main des lanternes de papier; le gouverneur avait fermé la plupart des lieux de plaisir; dans les rues, les temples, les théâtres, les écoles, jusque dans les boutiques et les maisons particulières l'on devinait ou l'on croyait deviner la présence d'espions du bakufu ou de meneurs révolutionnaires.

L'arrivée des Américains dans la baie, la panique qu'elle provoqua, l'invasion de milliers, puis de dizaines de milliers de samurai, de rônin, d'aventuriers et de brigands mirent Yedo en révolution : deux ans plus tard, le tremblement de terre de novembre 1855 détruisit presque tous les monuments, qu'on ne releva pas, et des milliers de maisons, dont beaucoup ne furent pas rebâties; les pauvres s'entassèrent dans les bouges de ruelles

sordides et des quartiers entiers furent abandonnés. Les troubles, la misère, le nombre croissant des rônin et des brigands firent se multiplier les vols, les meurtres et les incendies : autrefois les gens se résignaient à voir s'épanouir chaque nuit quelque *fleur de Yedo;* maintenant le feu prenait-il fortuitement dans une maison, ils se figuraient une vengeance des rônin. Le gouvernement affolé croyait n'avoir jamais ordonné assez de rondes de police et de visites domiciliaires; aux barrières, dans les carrefours, autour du port on voyait piquées sur des bambous des têtes sanglantes de malfaiteurs que maintenaient droites des boules de terre glaise placées derrière les oreilles; ces spectacles hideux, les édits affichés, l'arrestation de princes de la maison shôgunale, les fortes escortes qui accompagnaient les membres du bakufu menacés augmentaient l'anxiété. Samurai, bourgeois, hommes du peuple avaient l'imagination pleine des récits de l'école romantique; pas un événement ne se produisait dans cette époque déjà si mouvementée sans qu'aussitôt la légende le déformât : les shôgun Ieyoshi et Iesada avaient été empoisonnés par Mito Nariaki, on lui avait envoyé la tête d'Ii Kamon sur laquelle il avait craché après l'avoir souffletée; lui-même avait été tué à coups de hache par des samurai de Hikone déguisés en charpentiers. Le bakufu mettait-il des révolutionnaires à la question, le peuple imaginait d'épouvantables supplices, derrière les murs des édifices publics il croyait entendre les râles de gens torturés; pires encore lui apparaissaient les vengeances des révolution-

ATAGO YAMA
(Tôkiô)

naires; on ne parlait que de guet-apens et de jugements rendus en secret.

Les journaux propageaient ces faux bruits. A la fin du dix-huitième siècle on avait commencé de vendre de porte en porte des feuilles écrites à la main où étaient racontés les incendies, les crimes et les scandales; ces feuilles devinrent obscènes et diffamatoires au point qu'à la fin du dix-huitième siècle le gouvernement les supprima. Mais dans le trouble causé par l'arrivée des étrangers et les crises politiques, on recommença de distribuer ouvertement ou secrètement des placards grossièrement imprimés sur des planches de bois et rédigés de façon à augmenter l'affolement général. En 1864-65 Heco (Joseph) († 1897), un naufragé japonais recueilli par un vaisseau américain en 1850 et revenu au Japon comme interprète, publia le premier journal, le *Kaigai Shimbun*.

Ce qui augmentait la terreur des bourgeois, c'était de sentir le gouvernement impuissant contre les rônin : ceux-ci, n'appartenant à aucun maître et profitant des troubles pour piller ou tâcher de sortir de leur infamie; ceux-là, des conspirateurs restés attachés à leur daimiô et à leur clan, mais s'en étant séparés officiellement pour ne pas les compromettre auprès du bakufu; les uns portant le costume de ville, les autres l'armure, la plupart sales et déguenillés.

De 1853 à 1860, les rônin ne se hasardaient guère en dehors des faubourgs; si Mito les excitait secrètement, il n'osait les recevoir ouvertement. De 1860 à 1863, ils envahirent le Kôjimachi, où ils

fraternisaient ouvertement avec les troupes des daimiô du Sud. Les riches seigneurs avaient au moins trois yashiki : le grand *(kami)*, le moyen *(naka)* et le petit *(shimo)*, plus des villas dans les faubourgs. Quelques kokushu étaient encore mieux pourvus : Satsuma possédait neuf yashiki et Chôshû cinq. Or ces yashiki, surtout ceux de Satsuma, servaient de repaires aux rônin, voire même à tous les brigands de la ville, car, dans l'âpre lutte que se livraient les partis, tous les secours semblaient bons, et les bourgeois de Yedo, sans cesse en danger d'être pillés ou massacrés, de voir violer leurs femmes et leurs filles, haïssaient chaque jour davantage ces gens du Sud, qui ne se contentaient pas de menacer un gouvernement dont la puissance maintenait seule la prospérité de la capitale mais y attiraient les bandits de tout le Japon. C'est dans ces yashiki du Sud que s'ourdissaient les complots, c'est de leurs casernes que partaient les bandes de rônin qui massacraient les chefs du bakufu, qui incendiaient le palais du shôgun, qui exerçaient les vengeances des révolutionnaires sur les samurai des clans du Nord, les bourgeois, les gens du peuple restés favorables aux Tokugawa.

Lors de la démission d'Andô en 1862, Yedo, où le bakufu avait ses troupes, où la majorité de la population lui était favorable appartenait aux révolutionnaires, qui dictaient leur volonté aux shôgun et aux ministres terrifiés.

*
* *

Pire était encore l'agitation sur le Tôkaidô, le bakufu y ayant peu de troupes et dans bien des endroits la population étant favorable aux agitateurs. Dans certaines provinces les champs étaient en friche, les paysans révoltés pillaient ou brûlaient les magasins du fisc, ils commençaient de couper les cryptomeria séculaires qui bordaient la route. Les auberges où s'étaient passées les joyeuses aventures racontées par le *Hiza Kurige,* semblaient maintenant des clubs politiques; dans les bonzeries, tous s'agitaient, les abbés, les prieurs, les moines disciplinés demeurant fidèles au shôgun, les moines d'esprit indépendant, par suite persécutés, soutenant la cause du mikado ou du moins celle de la Révolution.

Tandis que à la barrière de Hikone, aux ponts, aux gués, les soldats shôgunaux visitaient soupçonneux les voyageurs mécontents, sur les murs des shiro seigneuriaux, qui avaient repris leur aspect guerrier, des sentinelles veillaient, armées d'arquebuses et de fusils, au-dessus des parapets passaient les bouches des canons. Les cortèges des daimiô ne semblaient plus ridicules; les samurai n'étaient pas efféminés comme autrefois : depuis trente ans, jeunes et vieux s'entraînaient à tous les exercices, surtout au maniement des armes; souples, vigoureux, bardés de fer, les sourcils froncés, la bouche dure, ils n'avaient qu'un désir, se battre, et leurs chefs, encore circonspects, pouvaient à peine les

contenir. Les gens du Nord et ceux du Sud se haïssaient; une vendetta, qu'exaspéraient sans cesse de nouveaux crimes, existait entre Hikone et Mito; Satsuma et Chôshû se jalousaient. Enfin, dans le même clan, les gens des différents partis en seraient sans cesse venus aux mains s'ils n'avaient été retenus par le respect tout extérieur que leur imposait encore la présence de leur daimiô.

Tel était le Kantô dans les dernières années de la suprématie du bakufu.

C. — L'ÉTABLISSEMENT DES AMÉRICAINS ET DES EUROPÉENS AU JAPON

I

C'est au milieu de cette confusion que les étrangers s'établirent au Japon.

Le traité du 29 juillet 1858 entre le Japon et l'Amérique fut ratifié le 12 avril 1860 par le président J. Buchanan (1857-61); le mikado ne le ratifia jamais; Ii semble s'être engagé à l'exécuter même sans ratification impériale; de fait le traité fut exécuté.

Voici le résumé de ce traité qui comprenait quatorze articles :

Les États-Unis nommaient au Japon un agent diplomatique et consul général (art. 1er). Ils promettaient leur médiation dans le cas de difficultés entre le Japon et les puissances européennes (art. 2).

Les ports de Kanagawa et de Nagasaki devaient être ouverts le 4 juillet 1859; celui de Niigata, le 1er janvier 1860; celui de Hiôgo, le 1er janvier 1863; permission était accordée aux Américains de résider sous certaines conditions à Yedo et à Ôsaka (art. 3). Étaient réglées toutes les questions relatives au commerce et à la monnaie (art. 4 et 5). Les Américains, coupables de crimes ou de délits, devaient être jugés par le tribunal consulaire américain (art. 6). Sur la réquisition du consul, les autorités japonaises devaient arrêter et emprisonner les contumax (art. 9). Les sujets américains pouvaient circuler dans un rayon de 10 ri autour des ports (art. 7); ils obtenaient le libre exercice de leur culte (art. 8). Les Japonais avaient le droit d'acheter des navires aux États-Unis et d'y prendre à gages des professeurs et instructeurs (art. 10). L'exécution du traité était fixée au 4 juillet 1859.

Les autres puissances ayant des intérêts en Extrême-Orient réclamèrent des privilèges analogues à ceux obtenus par les États-Unis. Le bakufu céda; le 18 août 1858, il s'entendait avec les Pays-Bas; le 7/19, avec la Russie, qui avait envoyé quelques vaisseaux sous le vice-amiral comte Putiatin et qui l'année suivante (août 1853) faisait faire une démonstration dans la baie de Yedo par l'escadre tout entière, sous les ordres du gouverneur général, comte Muravief Amurski; le 26, c'était avec la Grande-Bretagne représentée par lord Elgin (1811-1863), qui avait imposé à la Chine la convention de juin 1858, qui devait en 1860 signer la paix de Pe king et mourir vice-roi de l'Inde (1861-63); le 9 octobre,

avec la France représentée par son plénipotentiaire en Chine, le baron Gros (1793-1870). Le 3 août 1860, après plus de deux siècles d'exclusion, le Portugal recouvrait le droit de commercer dans l'archipel; le 24 janvier 1861, le Japon traitait avec la Prusse, qui avait envoyé dès 1860 le comte Friedrich Albrecht zu Eulenburg (1815-81); en récompense de cette mission heureusement remplie, Eulenburg reçut l'année suivante le portefeuille de l'intérieur dans le premier cabinet Bismarck. Le traité avec la Suisse est du 6 février 1864.

Voici les noms des premiers ministres accrédités par les puissances au Japon.

La légation américaine fut confiée à l'ancien consul général Townsend Harris du 17 janvier 1859 au 14 novembre 1861, puis à R. H. Pruyn, arrivé en avril 1862, jusqu'au 16 février 1866 : la légation britannique à Rutherford (plus tard Sir R.) Alcock, d'abord consul général (26 juin 1859), qui la conserva du 30 novembre 1859 au 28 mars 1865, mais pendant son congé de mars 1862 à mars 1864 fut remplacé d'abord par le consul Winchester, puis par le chargé d'affaires, colonel Neale (mai 1862). Les ministres français furent Duchesne de Bellecourt (26 juin 1859), chargé d'affaires le 14 février 1860, ministre plénipotentiaire du 14 juin 1861 au 7 octobre 1863; puis Léon Roches, arrivé en avril 1864, jusqu'au 18 février 1868. Après le départ du comte zu Eulenburg, qui avait négocié le traité, la Prusse se fit représenter par le baron von Rehfues, puis par M. Max von Brandt (1835), consul le 5 mai 1863, chargé d'affaires prussien en 1867, chargé

d'affaires et consul général de la Confédération de l'Allemagne du Nord, en 1868, ministre résident d'Allemagne le 30 mars 1872. Les représentants des Pays-Bas à cette époque furent le comte van Polsbroek et M. van Witt. En principe les ministres des puissances devaient résider à Yedo; mais par suite des attentats dont nous parlerons plus loin, ils résidèrent le plus souvent à Yokohama.

*
* *

Le Japon ne nomma pas de représentants dans les capitales européennes, mais il y envoya des ambassades extraordinaires. En décembre 1859 le shôgun chargea une mission, dont le chef était Shimmi (1), d'apporter au président des États-Unis la ratification du traité signé avec Harris; partis le 13 février 1860 sur le *Powhatan*, les envoyés touchèrent à Honolulu et abordèrent le 29 mars à San-Francisco où ils séjournèrent une semaine, puis ils se rendirent à Panama sur le *Kanrin maru*, le premier vapeur qui ait flotté le pavillon blanc portant le globe rouge; ce bâtiment, dont le capitaine était Katsu, avait suivi le *Powhatan* de Yokohama à San-Francisco. Après avoir franchi l'isthme, l'ambassade se rembarqua et atteignit Washington en mai; elle fut reçue plusieurs fois par le président Buchanan; Shimmi et ses collègues quittèrent Washington en juin, visitèrent Baltimore, Philadel-

(1) Cf. Nitobe. Dans la vie de Fukuzawa par Miyamori ce personnage est appelé Niimi (Settsu no kami), bugiô des affaires étrangères.

phie, New-York; ils retournèrent au Japon sur la frégate à vapeur *Niagara*.

Peu après le retour de cette première ambassade, une seconde conduite par Takenouchi quitta le Japon en décembre 1861 sur un bateau de guerre anglais mais cette fois pour l'Europe et dans le but d'obtenir que les puissances consentissent, comme l'avait fait l'Amérique, à reculer l'ouverture de Niigata, Hiôgo, Ôsaka et Yedo. Après avoir séjourné vingt jours à Paris, les envoyés du bakufu visitèrent Londres, la Haye, Berlin, Saint-Pétersbourg et Lisbonne. Le comte Russell les reçut le 16 mai et le 5 juin 1862; après avoir conféré avec Alcock venu à Londres en congé, il fit droit à leur demande et remit, dans un protocole du 6 juin, l'ouverture des ports au 1er janvier 1868. Cette remise fut acceptée par les autres puissances.

*
* *

Des ports ouverts, Kanagawa-Yokohama, proche de la capitale, devint de beaucoup le plus important. Le golfe de Kanagawa est situé sur la côte sud-ouest de la baie de Yedo à l'endroit où commence à se détacher la presqu'île d'Uraga, par suite à l'endroit aussi où le Tôkaidô, qui, en quittant la baie de Sagami, a coupé le nord de cette presqu'île, atteint le Yedowan. Le golfe de Kanagawa, qui s'enfonce de l'Est à l'Ouest en se rétrécissant, est limité au N-E. par la côte qui s'infléchit vers l'Est dans la direction de Yedo et au Sud-Est par un promontoire nettement découpé, que baigne

au Sud le golfe nommé par Perry *Mississipi bay*.

Par Kanagawa les diplomates avaient entendu la ville même de ce nom, située au fond et sur le versant nord du golfe; cette ville très commerçante, qui n'était par le fait qu'une longue rue se confondant avec le Tôkaidô, avait un port fréquenté par de nombreuses jonques. Le bakufu craignait de voir s'y établir les Européens parce que, le Tokaidô étant constamment traversé par les cortèges des daimiô, des rencontres sanglantes s'y seraient forcément produites entre eux et les samurai nationalistes. Il choisit donc sur le côté sud de la baie Yokohama, petit village de pêcheurs situé dans la partie N.-E. du promontoire dont nous venons de parler; il y marqua un espace de médiocre étendue bordé au nord par le golfe de Kanagawa, à l'ouest par une petite anse, à l'est par une rivière, au sud par un marais au travers duquel il creusa un canal; on n'en pouvait sortir que par trois ponts à l'Ouest et un à l'Est, tous surveillés par des corps de garde.

Les diplomates protestèrent contre le choix de cette concession, qui rappelait l'ilôt de Deshima. Mais dès l'ouverture de Kanagawa, le 4 juillet 1859, on vit que le bakufu avait fait construire à Yokohama deux belles jetées de pierre *(hatoba)* bordant un port naturellement bon et profond, tandis que le port de Kanagawa est inaccessible aux bateaux d'un assez fort tonnage; de plus, alors qu'elles refusaient de rien vendre à Kanagawa, les autorités avaient fait lotir les terrains de Yokohama et les offraient aux nombreux aventuriers euro-

péens déjà venus de Chine; ceux-ci, voyant l'exiguïté de la concession, comprirent que leur avantage était d'acheter ces terrains pour les revendre avec bénéfices aux grosses maisons de commerce, qui dans la suite s'établiraient à Yokohama et n'y trouveraient aucun espace vacant. C'est pourquoi ils soutinrent le bakufu contre leurs ministres; Kanagawa n'eut que les consulats, encore fut-ce pour peu de temps; Yokohama devint la concession européenne *(yamashita chô)*. Cette concession grandit assez rapidement; on y voyait des Américains, des Hollandais, quelques Français et beaucoup d'Anglais. Autour de la cité européenne se développa une ville indigène, bientôt considérable, qui en était nettement séparée par des rivières et des canaux. Dans les six premiers mois de 1862, 33 bâtiments jaugeant 15 000 tonnes déchargeaient à Yokohama, dont 14 anglais et 12 américains, dans les dix-huit mois suivants 74 bâtiments jaugeant 25 000 tonnes, dont 40 anglais et 19 américains (1).

Toujours protégée par quelques vaisseaux de guerre britanniques, français, américains ou néerlandais, la petite cité européenne prit dès le début un aspect tout européen. Le 23 novembre 1861 apparaissait son premier journal : le *Japan Herald*. L'église catholique française fut consacrée le 12 janvier 1862, l'église anglicane commencée en 1861, inaugurée en octobre 1864; la même année fut construit l'hôpital; on forma un corps de pompiers. Dès

(1) Black, *Young Japan*, I, p. 294.

1863, trois banques établirent des succursales à Yokohama. En 1863 fut commencé le quai ou *bund*.

Le 10 avril 1862 la colonie forma un *comité municipal*, qui s'occupa de la voirie, de l'éclairage et des travaux du port. Mais ce conseil n'eut jamais l'autorité de ceux des concessions européennes en Chine; au début surtout il ne disposait que de sommes insignifiantes. Dans le mois de septembre de la même année 1862, pour se préserver des attentats dont nous parlerons plus loin, les colons formèrent un corps de volontaires.

Et cependant, malgré les désordres d'un pays en révolution, les colons ne se contentaient pas de spéculer, ils voulaient avoir tous les plaisirs auxquels ils étaient habitués en Europe : bals, fêtes, sports, courses (inaugurées en 1862).

Un incendie détruisit presque toute la ville en 1866; on la rebâtit dans de meilleures conditions et l'année suivante on mit en état le *bluff (yamate chô)*, qui devint le quartier élégant.

II

Si les traités de 1854 avaient laissé le peuple indifférent, ceux de 1858 l'exaspérèrent.

L'on peut en donner plusieurs raisons.

Un fait domine l'histoire diplomatique de cette époque : absorbés par la guerre de la Sécession (1861-65), les États-Unis se désintéressèrent du

Japon; comme d'autre part le rôle des Pays-Bas s'effaçait de plus en plus, si bien que la connaissance du hollandais disparut rapidement, le Japon, au lieu d'avoir affaire aux deux nations en lesquelles il avait confiance, se vit constamment aux prises avec des pays qui le menaçaient.

La Russie trahit la première ses ambitions; en février-mars 1861, le capitaine Birilef voulut s'établir à Osaki dans l'île de Tsushima, qui avait toujours appartenu au Japon et qui était gouvernée par la maison de Sô (100 000 koku), dont la capitale était Fuchû. Mais la guerre de Crimée était de date trop récente, la Grande-Bretagne, à qui la paix de Pe king et les succès de Gordon contre les Tai ping avaient inspiré de grandes ambitions en Chine, ne pouvait souffrir que la Russie s'emparât des détroits; elle envoya sa flotte sous le vice-amiral Hope et les Russes abandonnèrent Tsushima. Aussitôt les difficultés recommencèrent au sujet de Saghalin, qui, d'après les traités, devait être colonisé conjointement par le Japon et la Russie sans que l'un ou l'autre pays pût l'occuper militairement. La Russie ne tarda pas à violer cet engagement, le Japon se plaignit, mais en vain; les négociations durèrent jusqu'en 1875, le Japon dut alors abandonner Saghalin à son trop puissant adversaire.

Cette menace directe de la Russie, ses progrès en Mandchourie, le développement de Hong kong, les conquêtes des Français en Cochinchine ne pouvaient manquer de faire craindre aux Japonais l'annexion par une puissance d'une partie de leur territoire. Or dans le moment il se fondait à Naga-

saki, Hakodate et Yokohama des colonies européennes s'administrant elles-mêmes, où la justice était rendue par les consuls, les appels étant portés à Hong kong, à Saïgon ou même dans quelque ville plus lointaine, et bientôt ces colonies furent défendues par les forces militaires et navales de plusieurs puissances. Comment le Japon n'aurait-il pas craint de les voir passer un jour ou l'autre sous le drapeau de l'une d'elles? Et de fait, sans la rivalité des nations, sans l'énergie des Japonais à se défendre, Yokohama serait peut-être devenu un nouvel Hong kong.

III (1)

A ces craintes pour l'indépendance nationale se joignit bientôt le désordre économique causé par l'ouverture au commerce général d'un pays resté presque sans rapports avec le monde pendant des siècles.

Ce désordre se manifesta d'abord dans la question de la monnaie. Par suite des conditions particulières de la production minière au Japon et de l'habitude de combler les déficits par l'émission de fausses monnaies, le bakufu avait établi depuis 1830 entre l'argent et l'or la valeur toute arbitraire

(1) Cf. principalement l'ouvrage de Rathgen, le *Young Japan* de Black et Brinkley.

de 1 à 5, valeur qui ne pouvait se maintenir après l'établissement de relations commerciales avec tous les peuples et que cependant le bakufu prétendait conserver.

Le traité de Perry ne causa pas une grande perturbation, les relations commerciales ayant été insignifiantes de 1854 à 1859. D'ailleurs Perry avait stipulé que le dollar mexicain s'échangerait contre l'ichibu (pièce de 4 issu), la monnaie d'argent la plus commune. Mais l'ichibu ne valait que 35 cents et les Américains perdaient ainsi 65 0/0 au change.

Mieux au courant de la situation, Harris stipula que pendant l'année 1859-60 les monnaies de même métal s'échangeraient au poids. Les Japonais, prévoyant qu'on échangerait des dollars mexicains contre des ichibu, puis des ichibu contre de l'or japonais, s'empressèrent d'une part de falsifier encore le koban, qui fut réduit à la valeur de 3,50 yen d'or (1859) ; d'autre part de frapper des demi-ichibu du poids d'un demi-dollar d'argent mais d'un titre inférieur (1859). Ces nouvelles pièces *(ni shu)* furent appelées par dérision *doro kin,* de *kin,* argent, et *doro,* la prononciation japonaise de dollar, qui veut dire en japonais : boue.

Les étrangers, refusant la nouvelle monnaie d'argent, exigèrent 3,11 bu et non un bu pour un dollar, par suite la dépréciation du koban fut loin de compenser l'écart existant entre le rapport de 1 à 5 établi par le gouvernement japonais entre la valeur de l'or et celle de l'argent, et le rapport de 1 à 15 correspondant aux valeurs réelles de ces métaux.

En effet, 3,11 bu d'argent valaient un dollar mexicain, 4 bu valaient un koban et le koban valait, avant la falsification de 1859, 4,37 dollars; après cette falsification, à peu près 3,50 dollars; de sorte que pour 1,35 dollar environ l'on pouvait se procurer une pièce valant 3,50 dollars. En offrant du koban d'or le double de sa valeur légale, le marchand européen persuadait facilement aux Japonais de lui livrer tout l'or qu'ils pouvaient se procurer et, en revendant cet or à sa valeur réelle, il réalisait un bénéfice considérable. L'*oban* qui dans le principe valait 7 riô 2 bu mais qui, n'ayant pas été falsifié, valait alors davantage, s'achetait à Yokohama $ 52,50 et se revendait à Shang Haï $ 71,50; le koban, qu'on s'était procuré pour $ 2,50, se revendait aux taux de $ 3,50 ou même de $ 3,75.

Parmi les marchands, les aventuriers qui étaient accourus à Yokohama pour l'ouverture du port, ce fut une *fièvre de l'or* analogue à celle qui poussait les mineurs californiens. Peu importaient les assassinats, la révolution, on dépouillait les Japonais de leur or. Dans l'année qui suivit l'ouverture de Yokohama, le commerce y fut d'environ 25 millions de francs, dont un quart pour l'exportation de la soie et du thé, les trois autres quarts pour celle de l'or; ce qui correspond bien aux chiffres du gouvernement japonais, qui évalue à 4 millions de yen la sortie de l'or dans l'année 1859.

En novembre 1859, le bakufu interdit l'échange des dollars contre l'or et malgré les plaintes des commerçants de Yokohama, les représentants des puissances consentirent à déclarer finie la période

où les monnaies s'échangeraient au poids. Le gouvernement japonais interdit l'exportation de l'or frappé au Japon, les douanes admirent le rapport de 1 à 15 entre l'or et l'argent. Pour établir ce rapport dans la monnaie, en 1860 le gouvernement abaissa le poids du koban (riô) à 3,31 grammes, son titre à 574 millièmes d'or et sa valeur à 1,30 yen d'or. Les vieux koban valurent (au lieu d'un riô) les plus anciens : 3 riô 2 1/2 bu; les moins anciens : 2 riô 2 3/4 bu. Hostile, comme l'étaient tous les gouvernements d'autrefois, aux dettes d'argent, le bakufu déclara que les dettes contractées en vieux koban pourraient être payées en nouveaux koban, c'était priver les créanciers des deux tiers de ce qui leur était dû.

Le gouvernement continua d'ailleurs de subvenir à ses besoins en émettant de la fausse monnaie. De 1860 à 1867 on fabriqua pour 53 240 576 riô de monnaies d'or et, si la valeur du koban resta fixe à cause des échanges avec les étrangers, toutes les monnaies divisionnaires d'or furent frappées à un titre trop bas. La valeur des monnaies d'argent mises en circulation pendant la même période fut de 28 480 900 riô; or de 1859 à 1868 on aurait émis pour 36 275 381 yen de *doro kin* (d'après Nitobe, p. 74).

*
* *

Le désordre monétaire n'était qu'une forme du désordre économique général, qu'il contribuait à beaucoup aggraver.

Harris, qui avait rédigé le traité de 1858, en avait aussi établi les tarifs (Art. IV du traité, règlement VII du tarif annexé). Pour l'importation, il avait divisé les articles en quatre classes : la première, des articles ne payant aucun droit (métaux précieux, vêtements portés par les voyageurs, meubles et livres pour l'usage personnel) ; la seconde, des articles payant un droit de 5 0/0 (matériaux nécessaires à la construction des bateaux, conserves, animaux vivants, charbon, bois de construction, riz, machines à vapeur, zinc, plomb, étain, soie grège) ; la troisième, des liqueurs fortes, payant un droit de 35 0/0. Tous les autres articles payaient 20 0/0. L'opium était interdit.

Aux marchandises ne payant que 5 0/0 la Grande-Bretagne fit ajouter les tissus de laine et de coton.

A l'exportation étaient frappés d'un droit uniforme de 5 0/0 tous les articles excepté les monnaies.

Le bakufu se flattait de régler le commerce international à Yokohama comme il l'avait fait pour le commerce hollandais à Nagasaki. Ses prévisions furent déçues : les maisons européennes, profitant de la juridiction consulaire, refusèrent de se soumettre à ses règlements ; les maisons japonaises n'étaient pas outillées pour le commerce extérieur et les troubles politiques l'empêchaient de leur venir en aide ou d'agir directement. Aussi les ports ouverts, principalement Yokohama, devinrent-ils des colonies étrangères d'où, sous la protection de l'exterritorialité, l'on faussait toute la vie économique du Japon. Les Japonais se défendaient

comme ils pouvaient, on n'hésita pas à leur faire la réputation de commerçants de mauvaise foi. Bien plus le tarif établi par Harris protégeant dans une certaine mesure le Japon, en 1866 on lui en imposa un autre véritablement ruineux, qui fut maintenu, comme la juridiction consulaire, jusqu'en 1899. La convention de Yedo du 25 juin 1866 abaissa d'une manière générale à 5 0/0 les droits d'importation sur toutes les marchandises ; nous l'étudierons dans le chapitre consacré au régime économique.

Le gouvernement, tout d'abord favorable à l'ouverture des ports, le fut moins dès l'exportation de l'or dans l'année 1859-60 ; il devint défiant quand il vit les Européens se refuser à respecter ses règlements. Cependant deux avantages lui restaient : le produit des douanes et la faculté de se procurer des armes. Mais, grâce à la contrebande faite par les Européens avec les daimiats, ceux-ci furent bientôt mieux équipés que lui, et les conventions de 1866 lui firent perdre la plus grande partie des revenus qu'il tirait des douanes.

Si les nouvelles relations commerciales déçurent le gouvernement, le pays en fut bouleversé. L'exportation de l'or défendue, les marchands, dont les troubles de la Chine avaient en partie arrêté le commerce avec ce pays, s'adressèrent au Japon pour la soie, dont ils exportèrent 540 000 kilogrammes en 1860-61, 570 000 en 1861-62 et 1 250 000 en 1862-63 ; plus tard entre 500 000 et 800 000 kilogrammes par an, plus les œufs de vers à soie *(grains)*. L'exportation du thé fut de 2 200 000 kilo-

grammes pour la saison 1863-64, elle atteignait 6 000 000 en 1868. Ces trois produits formaient en 1865 : 94 0/0, en 1869 : 86 0/0 de l'exportation totale, qui atteignit 10 000 000 de yen en 1863. La guerre de la Sécession amena pour un temps une forte demande de coton, dont on exporta 37 583 balles en 1863-64 (1).

Comme dans ces temps troublés l'agriculture japonaise n'était pas en mesure de décupler ses moyens de production, la population se trouva brusquement privée de produits qui pour elle étaient devenus de première nécessité. D'autre part, dans un pays pauvre et désolé par la Révolution, l'importation ne se développait que lentement, et encore d'une manière factice. Ainsi, l'exportation de la soie et du coton enlevant aux Japonais le moyen de s'habiller, ils durent acheter des tissus de laine et de coton, plus tard aussi des filés de coton venus d'Europe, produits qu'on leur faisait payer plus qu'ils ne valaient; en 1865, ces articles faisaient les 85 0/0 de l'importation, qui dépassait pour la première fois 10 millions de yen; ils faisaient encore en 1880 50 0/0 de l'importation, qui dépassa 20 millions à partir de 1872 et 30 à partir de 1877.

Harris écrit en 1861 qu'en moins de deux ans le prix de tous les articles d'exportation avait augmenté de 300 0/0; A. Tilley qu'en 1859-60 le prix de la plupart des articles monta en quelques mois de 500 0/0. Le prix de la soie doubla entre 1860 et

(1) Black, I, p. 289.

1865; la guerre de la Sécession porta le prix du coton de quelques cents à plus de 30 cents la livre.

M. Brinkley (VI, 206) donne le tableau suivant des prix de 1830 et de ceux de 1865; ces prix sont calculés en *momme :*

	Momme	
	1830	**1865**
Riz (koku)	91,00	207,50
Orge (koku)	32,50	160,00
Sel (koku)	10,31	62,50
Shôyu (tonneau)	24,10	62,63
Huile de colza (koku)	251,00	1220,00
Mélasse (catty)	0,75	3,175
Bois à brûler (20 kamme)	4,70	22,60
Charbon (sac)	4,10	15,10
Nattes (10)	36,74	180,00
Bonito sec (10 kamme)	200,00	1600,00
Hareng (engrais) (10 kamme)	19,00	110,00
Champignons (1 kamme)	160,00	800,00
Laque (1 kamme)	85,00	450,00
Tuiles (1,000)	150,00	800,00
Cuivre (100 catties)	320,00	1380,00

Ainsi en trente-cinq ans les prix avaient augmenté de 300 à 400 0/0; 200 0/0 de cette augmentation étaient dus à l'établissement d'un nouveau rapport entre la valeur de l'or et celle de l'argent.

Il faut remarquer qu'une grande partie du bénéfice résultant de l'élévation des prix était pour les maisons de commerce européennes, le reste pour les marchands en gros japonais et le gouvernement, qui émettait de la fausse monnaie. Le peuple, troublé d'ailleurs par le changement de valeur de la monnaie, dut tout payer deux fois plus cher sans réussir à vendre plus cher ni sa main-d'œuvre, ni

sa récolte, quand les désordres politiques, les catastrophes et les épidémies lui permettaient d'en avoir une.

IV

Les ruines, la misère générale causées par le bouleversement du régime économique ne pouvaient manquer d'éveiller dans le peuple la haine des Européens, haine bientôt aggravée par les épidémies de choléra qu'apportèrent leurs vaisseaux, mais auxquelles leur meilleure hygiène leur permit d'échapper. Au contraire chez les Japonais la mortalité fut énorme, principalement en 1862. D'autre part, la présence de flottes, puis de troupes européennes à Yokohama faisait considérer cette ville comme annexée par les puissances : étant donnés les préceptes du confucianisme, tous les samurai se jugeaient responsables de la honte infligée par le bakufu à l'empereur et à la patrie; ils pensaient, d'ailleurs avec raison, qu'étant donnée l'impuissance du gouvernement, il ne restait qu'un moyen d'arrêter les empiétements des Européens, c'était de les terroriser.

Pour soulever le pays contre le gouvernement des Tokugawa établi depuis deux siècles et demi, légitimistes et révolutionnaires le représentaient comme inféodé aux étrangers et ils représentaient les étrangers comme des barbares avides de con-

quêtes, plus avides encore d'argent, vicieux, insolents et cruels; ils réussirent ainsi à susciter dans le peuple une véritable fureur sainte, et d'autant plus facilement que la Révolution avait développé les idées mystiques, que dans plusieurs sectes shintôistes on parlait sans cesse de miracles, d'extases, de visions, de possessions; pour qui a lu les ouvrages publiés récemment sur le *Japon ésotérique* il n'y a pas de doute que beaucoup de révolutionnaires japonais, comme les *boxers* chinois de 1900, étaient en proie à des troubles hystériques savamment exploités par leurs chefs.

Des crimes ne pouvaient donc manquer de se produire. La conduite des Européens les multiplia.

Voici comment s'exprime à ce sujet W.-E. Griffis, qui entra en 1871 au service du gouvernement japonais; après avoir raconté une tentative de meurtre commise à Tôkiô sur des Européens en janvier 1871 et l'excitation qu'elle causa dans la colonie, il continue en ces termes :

Deux de mes compatriotes m'ouvrirent les yeux et les samurai avec leurs deux sabres me parurent inoffensifs... Je compris que pour avoir fait perdre la tête à tant de gens, cette affaire ne devait pas plus intéresser un *gentleman* qu'un meurtre commis à *Water Street* ou à *Five Points* ne concerne un bourgeois paisible de New-York. Je mis de côté mon revolver et commençai d'étudier les faits qui se rapportaient aux nombreux assassinats commis sur des étrangers au Japon. Or, depuis le rétablissement de la paix après les désordres de la guerre civile, tous les attentats avaient sans contredit été provoqués par une insolence hautaine, la cruauté, les insultes, des jalousies d'amants,

des affaires de femmes, l'avarice, ou toute autre cause n'ayant rien à voir avec l'honneur ou la loyauté. Pendant le séjour de près de quatre années que je fis au Japon, plusieurs Européens furent frappés ou tués; dans aucun cas il n'est possible de parler d'assassinat ou d'attaque non provoquée. Je compris l'horrible injustice des prétendues indemnités, du bombardement des villes, de la mise à mort de tant de Japonais, et des sauvages vengeances exigées pour de prétendues insultes commises à l'égard d'étrangers.

Assurément M. Griffis a soin de réserver son jugement aux affaires postérieures à la Révolution car il n'est pas douteux que beaucoup des attentats commis antérieurement n'aient été inspirés par l'agitation révolutionnaire ou l'irritation de voir les étrangers s'établir au Japon, mais quand il parle de châtiments, d'indemnités et de bombardements, il va de soi qu'il songe à des affaires antérieures à 1869 puisque depuis la Restauration les puissances ne sont plus intervenues militairement.

*
* *

Tous les attentats dont nous allons parler ont été commis par des samurai; chacun d'eux donna lieu, entre le bakufu et les puissances intéressées, à de longues négociations, qui aboutirent à des excuses, à la promesse, quelquefois tenue, du châtiment des coupables et à des indemnités. Comme le récit de ces diverses négociations serait fort long et sans intérêt, nous nous bornerons ici à donner la liste des attentats.

Le premier fut causé par l'indignation que pro-

duisit la démonstration de l'escadre russe dans la baie de Yedo; un officier et deux marins de cette escadre furent assassinés à Yokohama le 25 août 1859. Dans la même ville périrent le 6 novembre le domestique chinois du consul de France, le 25 février deux Hollandais, capitaines au long cours, tandis qu'à Yedo, le 30 janvier 1860, la légation de France était brûlée et Dankichi, l'interprète japonais de M. Alcock, assassiné.

Le 1er janvier 1861 le ministre des Affaires étrangères informa les représentants des puissances que leurs jours étaient menacés par une conspiration de rônin; le 14 du même mois, M. Heusken, l'interprète de la légation américaine, fut frappé à mort dans une rue de Yedo; il expira le 16. Le bakufu donna aux légations des gardes de samurai; tous les ministres, hors celui d'Amérique, se retirèrent à Yokohama où celui des Pays-Bas s'établit définitivement; sur les instances du bakufu les représentants de la France et de la Grande-Bretagne retournèrent à Yedo le 2 mars.

Alcock et l'agent néerlandais de Witt se rendirent en juin de Nagasaki à Yedo par terre; ce voyage indigna les nationalistes : dans la nuit du 4 au 5 juillet (1861) la légation de Grande-Bretagne établie dans le temple Tozenji du faubourg Takanawa au sud de Yedo fut attaquée par des samurai de Mito et d'autres clans, armés, couverts de cottes de mailles et masqués pour la plupart. Après avoir escaladé la palissade et tué ou blessé plusieurs domestiques, ils assaillirent de trois côtés le bâtiment où se trouvaient les diplomates, qui se défen-

dirent avec leurs revolvers; deux furent blessés, dont l'un gravement, M. Oliphant. Jusqu'alors la garde japonaise, surprise ou feignant de l'être, n'était pas intervenue; elle se décida enfin, combattit bravement et dispersa les assaillants. Trois de ceux-ci furent arrêtés et firent harakiri, mais le 25 juillet le bakufu se déclara incapable de prévenir le retour de pareils attentats; encore que dès le 5 juillet les stationnaires britannique et français eussent débarqué des marins pour garder les légations, les ministres fixèrent leur résidence à Yokohama.

D'autres attentats moins importants eurent lieu à la fin de 1861 et dans les premiers mois de 1862. Le 12 juin 1862, le colonel Neale, chargé d'affaires en l'absence de M. Alcock, s'établit à la légation de Yedo, qu'il fit garder par des marins britanniques; dès le 26, un samurai se glissa la nuit dans l'enceinte et tua deux sentinelles anglaises, il s'échappa, rentra chez lui et fit harakiri.

Le 14 septembre de la même année, comme Shimazu Saburô sortait de Yedo, où il avait rempli une mission, que nous expliquerons plus loin, une Anglaise, Mrs Borrodaile, et trois Anglais, W. Marshall, W.-C. Clarke, C.-L. Richardson, ce dernier, un marchand retiré de Shanghai, se promenant à cheval sur le Tôkaidô, rencontrèrent la procession princière à Namamugi au fond du golfe de Kanagawa, presque à mi-distance entre cette ville et Kawasaki. Se riant de l'étiquette japonaise qui voulait qu'on descendit de cheval et se rangeât pour laisser passer un prince, ils s'avancèrent entre les

deux files de samurai qui marchaient sur les côtés de la route en formant l'avant-garde et atteignirent le gros du cortège; Richardson poussa même son cheval contre la litière du régent; en voyant dégainer les gens de Satsuma, les Anglais comprirent leur folie, tournèrent bride et parvinrent à s'échapper au travers de l'avant-garde, qui leur barrait la retraite. Mrs Borrodaile ne fut pas touchée, Clarke et Marshall furent blessés; tous trois purent regagner Yokohama; Richardson, le ventre ouvert, tomba de cheval. A peine la nouvelle connue, deux détachements, l'un britannique et l'autre français, allèrent chercher Richardson; on retrouva le corps haché de coups de sabre. Avertie le soir même par les fugitifs, la colonie étrangère de Yokohama se réunit dans un *meeting* tumultueux et parla de se faire justice, de poursuivre Satsuma et de lui livrer bataille; plus sage, le colonel Neale s'y opposa et s'adressa au bakufu, qui donna de bonnes paroles, promit une indemnité, mais ne put rien faire contre Satsuma trop puissant. Ces négociations et l'expédition britannique contre Satsuma seront racontées dans le chapitre suivant.

En effet l'automne de 1862 marqua une nouvelle époque dans les rapports des puissances avec le Japon; prétendant dès lors s'imposer par la force, elles envoyèrent leurs escadres dans la baie de Yedo, attaquèrent quelques daimiats et menacèrent à plusieurs reprises de faire la guerre au mikado et au shôgun. Mais pour comprendre leur attitude il faut connaître les changements qui s'accomplirent dans le bakufu entre 1862 et 1864.

D. — LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME. — L'ABANDON DE YEDO PAR LES DAIMIÔ

I

Revenons maintenant au récit des événements qui amenèrent la chute de l'ancien régime et la fin de la suprématie de Yedo.

Jusqu'en 1863 le prestige des Tokugawa était tel qu'aucun des grands daimiô n'avait osé prendre ouvertement parti pour la Révolution; les promoteurs des réformes étaient tous des descendants d'Ieyasu comme Owari, Mito, Echizen ; et le mouvement qui transformait le Japon apparaissait ainsi comme une querelle de famille; dans sa fameuse lettre à Mito, où il s'élevait contre le bakufu, le mikado se plaignait surtout que le régent eût osé faire arrêter des princes *alliés de si près au sang du shôgun*. La mort de Mito Nariaki, l'abdication des daimiô de Mito, d'Owari et d'Echizen, l'arrestation de Hitotsubashi Keiki changèrent les plans des mécontents. En attentant à des princes de la maison Tokugawa, le bakufu avait déconsidéré cette maison et ses ennemis se crurent en droit de faire ce que lui-même avait fait. Le parti avancé, ne trouvant plus de chef dans la descendance d'Ieyasu, dut se chercher un chef dans une autre famille souveraine. Aussitôt trois princes se présentèrent pour recueillir l'héritage de Nariaki : Shimazu Saburô,

régent de Satsuma ; Môri Motonori, daimiô de Nagato (Chôshû) ; Yamanouchi Toyonori, daimiô de Tosa, guidé par son père Yodô, que le bakufu avait forcé d'abdiquer.

Le premier à se mettre en avant fut Shimazu Saburô. Aussitôt la mort d'Ii connue, il avait rappelé aux affaires les ennemis du shôgunat : Komatsu Tatewaki était devenu son aide de camp, Ôkubo préposé aux comptes (1860), puis trésorier du château (1861) ; des conciliabules se tenaient chez Komatsu et l'on y reprenait les plans révolutionnaires que l'énergie d'Ii Kamon avait fait échouer ; il est même probable qu'on y connaissait la conspiration ourdie contre Andô. Dès que l'attentat de février 1862 eut réduit celui-ci à l'impuissance, Ôkubo se rendit secrètement à Kiôto pour s'y concerter avec Konoe Tadafusa sur le coup d'État qui devait mettre fin à la domination de Yedo.

Ôkubo revenu, Shimazu Saburô, en mars 1862, rappela Saigô exilé aux Riûkiû et fit à ses samurai une déclaration où il se ralliait franchement à la politique de la cour impériale mais se refusait à soutenir les rônin. Tel n'était pas l'avis d'Ôkubo, qui, désirant une révolution, conspirait avec eux, ni celui de Saigô, qui, loyal et courageux, poussé par Ôkubo plus dissimulé, s'enfuit, aussitôt revenu d'exil, pour s'entendre avec les rônin de Kiûshû, puis avec ceux de la grande île.

Shimazu Saburô quitta Kagoshima le 14 avril avec six cents samurai et ses principaux conseillers, dont Komatsu et Ôkubo ; il se rendit par terre dans le nord de Kiûshû, puis il poursuivit son

voyage par mer pour éviter les États de Môri, son ennemi. Débarqué dans le Harima, il rencontra près de Himeji une bande de 200 rônin révolutionnaires conduite par Hirano Jirô ou Kunitomi, un samurai de Chikuzen, ami de Saigô. Sous l'inspiration sans doute d'Ôkubo, celui-ci offrit ses services à Shimazu, qui les refusa et le fit même arrêter par le daimiô de Chikuzen; mais les rônin ne se payèrent pas de cette défaite, ils déclarèrent qu'il leur fallait un chef, que ce chef serait Saburô et qu'ils le suivraient malgré lui à Kiôto. Saburô dut se résigner : homme intrigant et ambitieux, désireux d'élever sa maison sur les ruines de celle de Tokugawa, il voulait bien se servir des révolutionnaires mais il ne voulait pas leur servir car, toute sa vie le prouve, il haïssait la Révolution.

A Hiôgo Saigô reparut, qui désirait aider ses amis, les rônin; l'irritation de Shimazu fut extrême, beaucoup de ses samurai, dont le frère même de Saigo, avaient déserté les troupes du clan pour se joindre aux insurgés; aussi voulait-il condamner Saigô à faire harakiri; Ôkubo, toujours habile, obtint la grâce du *condottiere,* qui fut de nouveau exilé; Saigô Tsugumichi continua de suivre Shimazu dans les rangs des rônin.

L'arrivée de cette bande toujours grossissante de révolutionnaires avait terrifié la cour impériale, qui commençait à regretter de les avoir soulevés contre le bakufu; Konoe et ses alliés Sanjô, Iwakura, Nakayama prévinrent Shimazu que, s'il voulait être reçu par l'empereur, il lui fallait se défaire des rônin; après de longs pourparlers, il finit par

obtenir que ceux-ci resteraient à Fushimi mais ce fut à la condition que lui-même exposerait leurs vœux à l'empereur. Dans la pétition qu'ils lui adressèrent, les rebelles déclaraient que l'empire était devenu un enfer, qu'on devait punir le shôgun, conduire l'empereur à Hakone et chasser les barbares.

Se sentant débordés, les kuge résolurent de se défaire d'hommes aussi dangereux ; ils chargèrent Shimazu de cette mission. Celui-ci fit demander une entrevue aux huit chefs des rônin et leur envoya son karô Narabara Kihachirô et sept autres de ses samurai connus pour leur audace et leur habileté à manier le sabre. L'entrevue eut lieu dans une auberge de Fushimi ; la plupart des rônin présents au rendez-vous se tenaient dans une grange élevée ; des agents de Satsuma en retirèrent sans bruit les échelles.

Les huit délégués des insurgés dirigés par Arima Shinshichirô de Satsuma reçurent les huit samurai de Shimazu dans le rez-de-chaussée de l'auberge, qui était éclairé par des lanternes de papier. Narabara leur exposa les vues de la cour impériale et les pria de se disperser en leur promettant que Saburô les réunirait si l'empereur avait besoin de leurs services. Les délégués refusèrent de quitter Fushimi et de licencier leurs troupes. La discussion s'échauffa, les deux groupes en vinrent aux menaces. Tout à coup Narabara se lève et tombe en garde dans un angle de la pièce ; c'est le signal convenu ; les sept samurai dégainent, coupent les lanternes qu'ils foulent aux pieds, et, la salle plongée

dans l'obscurité, s'y agenouillent à sept points fixés d'avance; sûrs de ne pas se toucher, ils font au-dessus de leur tête le moulinet avec leurs sabres, fauchant ainsi toute la pièce. Surpris, les rebelles cherchent à se défendre mais se frappent les uns les autres dans la nuit; leurs gens réunis dans la grange veulent leur porter secours; n'ayant pas d'échelle, ils doivent sauter par la fenêtre; beaucoup se blessent; les autres arrivent essoufflés dans la salle obscure, tombent sous les coups de leurs chefs, qui se trompent dans la nuit, ou sous les coups des samurai de Shimazu, qui, toujours à genoux, continuent leur moulinet. Soudain, le combat ayant cessé, Narabara crie : Allumez les lanternes. La salle est jonchée des cadavres des ennemis, un seul des siens a succombé, Michisima Gorobei. Les laissant, il se fait apporter une échelle et monte dans la grange où se trouvent assemblés les rônin. Sans armes, le torse nu, il s'agenouille au milieu d'eux : « Je vous fais, dit-il, le sacrifice de ma vie, mais vous m'écouterez avant de me tuer. » Il leur dit alors les volontés de l'empereur, les ordres de Saburô, ses efforts pour convertir Arima et les autres délégués, la lutte dans l'obscurité, la victoire des siens. Grondant de fureur, les rônin le laissent cependant parler car ils admirent son courage. Que feront-ils, s'écrie Narabara, maintenant qu'ils n'ont plus de chefs et qu'un décret impérial les reléguera hors de la société comme des rebelles excommuniés? Leurs intentions pouvaient être bonnes, l'empereur les a condamnées. Leur plan pouvait présenter des chances de succès, la mort

des meilleurs d'entre eux l'a rendu vain. Puis, s'adressant aux rônin de Satsuma, le karô leur rappelle leurs devoirs envers la maison de Shimazu. Saigô Tsugumichi se jette devant Narabara, lui fait un rempart de son corps; les autres rônin de Satsuma l'imitent. Un moment on peut croire qu'ils devront lutter contre les rônin des autres clans, mais ceux-ci s'apaisent à leur tour et décident de se disperser.

Cependant il y eut encore d'autres rencontres sanglantes entre les Satsuma et les rebelles dont la plupart furent massacrés.

II

Shimazu Hisamitsu était entré à Kiôto le 14 mai 1862, aussitôt son influence y devint prépondérante. Il forma une ligue avec les kuge Konoe Tadafusa, Iwakura Tomomi, Nakayama Tadayoshi, Saga Sanemaru; il y introduisit même Ôkubo Toshimichi, qui, malgré l'infériorité de sa naissance, s'imposa bientôt par la hardiesse de ses idées, la fermeté de son caractère et son parti pris d'employer sans scrupule tous les moyens qui pouvaient le conduire à son but.

Un autre samurai, Kidô Kôin, de Chôshû, fut aussi admis dans ces conciliabules; le fait est d'autant plus remarquable que dans le même moment Môri Motonori, daimiô de Chôshû, se trouvait à

Yedo, où, poussé par sa haine de Satsuma comme par les avis du *parti des idées vulgaires,* il prenait fait et cause pour le bakufu, chargeait même à la fin d'avril un de ses karô, Nagai Uta, de porter au mikado un message shôgunal. Les rapports de ces futurs chefs de la Révolution sont encore restés fort mystérieux; on ne comprend pas bien la conduite d'Iwakura, que les ennemis du bakufu devaient punir peu après comme favorable au bakufu.

Pressés par le temps, les kuge et Shimazu se mirent d'accord malgré la différence de leurs programmes politiques. Ils persuadèrent d'abord l'empereur d'exiger la grâce des princes emprisonnés par Ii Kamon; le bakufu proclama une amnistie et remit en liberté ou rappela d'exil le prince impérial Jôren-in (Awata no miya), Hitotsubashi Keiki, les kuge Takatsukasa et Konoe, les daimiô de Mito, d'Echizen et d'Owari.

Le 18 juin 1862 l'empereur envoya le kuge Ôhara Saemon auprès du shôgun, Shimazu Saburô l'accompagnait avec ses samurai. L'un et l'autre devaient soumettre au bakufu le programme arrêté dans le petit conciliabule et rédigé dans la proclamation impériale du 25 juin, dont les principaux points étaient : l'admission au gouvernement des *daimiô de la mer* : Kaga, Sendai, Satsuma, Chôshû, Tosa; la nomination de Hitotsubashi comme tuteur du shôgun et de Matsudaira Shungaku, daimiô retiré de l'Echizen, comme premier ministre; la visite du shôgun à Yedo; l'union des deux noblesses; l'expulsion des barbares.

III

Ôhara et Shimazu arrivèrent à Yedo le 3 juillet, Môri Motonori avait quitté cette ville; cet homme faible, qui à Yedo était sous l'influence du bakufu et du *parti des idées vulgaires,* tomba, aussitôt à Kiôtô le 28 mai, sous l'influence des rônin et du *parti des idées élevées,* principalement de Kido, et, comme Shimazu avait fait massacrer les premières bandes de rônin, il accepta le commandement de toutes les bandes qui se présentèrent; il mit Nagai aux arrêts et au mois d'avril de l'année suivante il lui donna l'ordre de faire harakiri.

En même temps, Yamanouchi Yôdô de Tosa était arrivé à Kiôto; il désirait sincèrement réconcilier l'empereur et le shôgun; mais les meneurs de son clan, Itagaki et Gotô soutenaient les idées les plus avancées. Aussi les samurai de Chôshû et de Tosa ne tardèrent-ils pas à fraterniser avec les rônin et Kiôto fut en révolution.

L'annonce de ces événements rapprocha Satsuma du shôgunat et détermina le bakufu à céder sur tous les points, sauf sur l'admission des *daimiô de la mer* dans les conseils du gouvernement. Dès la fin de juillet le shôgun promit de se rendre à Kiôto. Konoe devint kambaku en remplacement de Kujô (28 juillet). Hitotsubashi, promu de giôbukiô chûnagon, fut nommé tuteur du shôgun *(koken)* et Matsu-

daira Shungaku premier ministre *(seiji sôsai shoku)* (27 juillet); le conseil qui remplaçait les gorôjû dut être composé par moitié de fudai et par moitié de tozama. Shungaku appela aux affaires ses deux conseillers Yuri et Yokoi, connus pour leurs idées avancées. Aussi promirent-ils toute une série de réformes politiques, même la convocation d'assemblées de samurai, même l'accès des heimin aux nouvelles écoles militaires, et l'établissement de concours pour les emplois du gouvernement. Tous les loyalistes et les révolutionnaires emprisonnés par le bakufu furent relâchés. Par contre le daimiô de Hikone, fils d'Ii Naosuke, perdit en octobre 100 000 koku de revenu et dut condamner à mort Nagano Shûzen, l'agent le plus de dévoué de son père. Andô abdiqua en faveur de son fils, qui perdit 20 000 koku de revenu, cent dix fonctionnaires furent destitués. Sakai quitta son poste de shoshidai et la défense de Kiôto fut confiée en septembre à Aizu avec le titre de *shûgoshoku*. Plusieurs kuge du parti de l'ancien bakufu furent aussi disgraciés, dont Kujô et Iwakura, qui avait feint de se rallier au bakufu pour le mieux perdre.

La question de l'expulsion des étrangers fut réservée; mais pour parer à toute entreprise contre la sécurité de l'empereur il fut décidé que les grands daimiô tiendraient garnison à Kiôto, qu'on formerait une garde impériale et que les revenus de la cour seraient augmentés de 100 000 koku.

Shimazu quitta Yedo le 13 septembre 1862, irrité, a-t-on dit, que le shôgun n'eût pas voulu le traiter, lui, régent de Satsuma, comme il eût traité

le daimiô; ce fut le lendemain que ses samurai massacrèrent Richardson. Ôhara partit pour Kiôto le 15 septembre.

IV

Le 17 octobre 1862 Hitotsubashi et Matsudaira Shungaku prenaient une mesure plus grave encore : les grands daimiô ne devaient plus résider à Yedo que cent jours tous les trois ans, les tozama qu'un an sur trois, les fudai et les hatamoto que deux cents jours par an. Les femmes et les enfants des daimiô absents n'étaient plus tenus de rester à Yedo comme otages.

En quelques jours Yedo se vida, bien peu de princes prirent la peine d'y retourner malgré les obligations que le bakufu prétendait encore leur imposer et les Européens, qui visitèrent la ville au cours des années suivantes, disent que dans le Kôji-machi toutes les rues étaient désertes, toutes les maisons semblaient vides.

L'auteur du *Genji Yume Monogatari* raconte ainsi cette lamentable fin du Yedo shôgunal :

Tous les daimiô et les hatamoto qui avaient des terres y envoyèrent leurs femmes et leurs enfants; en un clin d'œil la florissante cité de Yedo sembla un désert, à la tristesse générale des Tokugawa, de leurs vassaux, de leurs alliés et de tout le peuple de la ville. Ils auraient souhaité de voir revivre la gloire militaire du Kantô

mais comme tous les daimiò non vassaux avaient coupé cette obligation de résidence à la racine et que bien peu obéissaient encore au bakufu, vassaux et peuple perdirent leur confiance, et leurs cœurs s'en détachèrent. La gloire de la maison de Tokugawa, qui avait duré trois siècles, effacé l'éclat du Kamakura de Yoritomo dans une nuit de lune où brillent les étoiles, qui pendant deux cent dix ans avait contraint les daimiò à venir haletants prendre leur tour de service à Yedo, qui nuit et jour tenait 80 000 vassaux à son appel, cette gloire disparut tout entière et dans l'espace d'un matin.

L'abandon de Yedo par les daimiò termine la première phase de la Révolution japonaise. On peut la résumer facilement. Dans un pays volontairement isolé du monde, qu'une organisation politique, économique et sociale, développée mais surannée, empêche de poursuivre ses progrès, l'arrivée des étrangers provoque une révolution, depuis longtemps inévitable et depuis quelque vingt ans déjà près d'éclater. Les chefs du mouvement profitent de l'ardeur patriotique suscitée par les empiétements des étrangers, de la misère causée par de nouvelles conditions économiques pour exciter le peuple entier mais particulièrement la caste militaire contre le gouvernement rendu responsable de tous les maux. Grâce à l'union des puissances hostiles au gouvernement, la cour impériale et les principaux daimiats; grâce aussi à l'appui indirect du peuple, à l'appui direct des éléments violents, le gouvernement est renversé enfin

et remplacé par un régime temporaire sans véritable autorité.

Cette première phase de la Révolution pourrait s'appeler la Révolution des princes : les kuge ont voulu recouvrer leur ancien rang, les daimiô leur indépendance; ils y parviennent si bien qu'à la fin de cette première période il arrive, comme c'est fréquemment le cas dans les révolutions, que le mouvement paraît produire un résultat contraire au résultat cherché; l'on voulait l'unité de l'empire et l'abolition des restes du régime féodal, et les daimiô recouvrent tant de puissance que les Européens croient le Japon encore à l'âge de la féodalité.

Mais le mouvement, qu'ils ont provoqué, les princes ne pourront pas l'arrêter. La chute du bakufu provoque l'anarchie; à la Révolution des princes succède la vraie Révolution.

CHAPITRE II

LA SECONDE PHASE DE LA RÉVOLUTION
L'ANARCHIE

A. — LA TERREUR RÉVOLUTIONNAIRE A KIÔTO. — LES MENACES DE GUERRE CONTRE L'ÉTRANGER

I

Le coup d'État de 1862 et l'abandon de Yedo avaient fait de Kiôto la véritable capitale. Pour rendre intelligibles les événements dont Kiôto fut alors le théâtre, nous rappellerons la description que nous en avons faite : le cirque de montagnes que forment à l'ouest l'Arashiyama et l'Atagoyama, au nord les collines boisées d'où descend le Kamogawa, à l'est la chaîne abrupte du Hieizan séparant Kiôto du lac Biwa; le cirque s'ouvrant largement au midi vers la plaine marécageuse qu'arrose le Yodo, qui, sorti du Biwa, coule de l'est à l'ouest et reçoit à Fushimi le Kamo venu du nord au sud; nombre de bourgs rendus célèbres par leurs points de vue, leurs arbres fruitiers ou leurs érables, les villas des

kuge et des bourgeois, Uji surtout, que baigne le Yodo, et Saga au pied des montagnes de l'Ouest.

Kiôto forme un rectangle orienté vers les quatre points cardinaux et plus long du nord au sud que de l'ouest à l'est; l'extrémité méridionale de Kiôto se confond avec Fushimi. Le Kamo sépare des faubourgs construits en amphithéâtre sur les contreforts du Hieizan la ville même bâtie en damier dans la plaine. Entre les rues qui la traversent du sud au nord nous signalerons à l'est Teramachi, qui part du pont Gojô sur un méandre du Kamo et continue en ligne droite sans s'éloigner beaucoup de cette rivière; au centre Muromachi; à l'ouest, sur la rive d'un canal, la voie qui longe au sud de la ville le célèbre monastère du Nishi Honganji et vers le centre le Nijô, le château fort du shôgun.

Le gosho ou quartier impérial est situé presque à l'extrémité septentrionale de la ville, entre le Teramachi et le Muromachi; à l'époque qui nous occupe, il débordait un peu la première de ces voies, un certain nombre de kuge ayant leur palais sur les bords du Kamo, et d'autre part il se trouvait quelques maisons privées entre le Muromachi et le Karasumaru, une rue parallèle située un peu plus à l'est.

Aucun mur ne séparait alors le gosho du reste de la ville, mais des portes monumentales barraient la plupart des rues y conduisant; au midi c'était *Sakaimachi* sur la rue du même nom qui, tracée du sud au nord, coupait à angle droit, avant d'atteindre cette porte, la grande rue Marutamachi et au delà divisait par le milieu le quartier impérial;

à l'ouest, en allant du sud au nord, *Shimodachûri, Hamaguri, Nakadachûri, Inui,* sur de petites rues perpendiculaires au Karasu Maru ; au nord *Imadegawa ;* à l'est, en allant du nord au sud, *Ishiyakushi, Seiwa-in, Teramachi,* portes moins importantes, le gosho étant de ce côté défendu par le Kamo.

La plus grande partie de ce vaste espace était occupée par les demeures des kuge ; nous citerons seulement, sur les côtés de la porte Sakaimachi, à droite le palais de Takatsukasa, à gauche celui de Kujô, que touchait le palais du prince impérial Kanin, à l'angle de Marutamachi et de Karasumaru ; tout à l'opposé, au nord, de part et d'autre de la porte Imadegawa, les palais des Konoe et des Katsura, ces derniers du sang impérial ; un peu plus à l'est et en dehors de cette même porte, ceux de Nijô et de Fushimi (les Fushimi également de la maison impériale) tandis qu'Ichijô, la dernière grande branche des Fujiwara, avait son palais à l'ouest de Konoe, entre le Karasumaru et la porte Inui. Trois kuge, qui ont joué un rôle capital dans les événements de la Restauration, habitaient dans le même pâté de maisons : c'étaient à l'est, et non loin de Takatsukasa, Iwakura sur le Marutamachi, un peu plus à l'est Higashikuze, et plus à l'est encore Sanjô ; combien de fois ces hommes, si proches voisins, ont dû se concerter secrètement avant d'intervenir publiquement dans les luttes qui devaient aboutir à la transformation complète de leur pays !

Donnons maintenant le plan du palais impérial, qui se trouvait au centre du quartier des kuge. En

suivant la rue Sakaimachi, après avoir franchi la porte du même nom entre le palais de Takatsukasa et celui de Kujô, l'on coupait deux rues perpendiculaires habitées par des kuge, puis on trouvait à droite d'abord le palais de l'empereur retiré, ensuite le *jardin de gazon,* à gauche le *jardin des fleurs;* on coupait une autre rue perpendiculaire plus large que les précédentes et l'on avait à droite un grand pâté de maisons de kuge, à gauche le gosho proprement dit, ainsi bordé à l'est par le Sakaimachi, au midi par le *jardin des fleurs,* à l'ouest par une rue et des demeures de kuge, dont celle d'Ichijô, au nord par d'autres demeures, dont le palais de Konoe.

Le gosho, qui formait un rectangle allongé du nord au sud, était entouré d'un mur formé de couches régulières de plâtre blanc et de tuiles jaunes. Dans ce mur s'ouvraient six portes : c'étaient, sur la façade méridionale la porte du Sud ou *Nammon;* sur la façade occidentale, en allant du sud au nord, la *porte des nobles (Kugemon)* et les deux *portes de la cuisine (Midaidokoromon);* à l'extrémité est de la façade septentrionale, le *Sakuhei mon* à l'extrémité sud de la façade orientale, la *porte du soleil (Hinogomon).* A l'intérieur de cette première enceinte s'en trouvait une seconde avec le *Shômeimon* au sud, presque dans l'axe du *Nammon,* le *Jikkamon* à l'est et le *Gekkamon* à l'ouest.

Dans ses dispositions générales le palais était resté tel que nous l'avons décrit; nous rappellerons que les principaux bâtiments y étaient le *Seiriôden,* la

salle pure et fraîche (de 63 pieds sur 46 1/2), le *Shishinden* (de 120 pieds sur 63 1/2), le *Ko Gosho* ou petit palais, l'*O Gakumonjo* ou palais *des études impériales,* le *Tsune Goten,* élevé pour la première fois au treizième siècle et servant à l'habitation du souverain.

En 1788, le palais, détruit par un incendie, avait été réédifié dans ce qu'on appelait le pur shintô, c'est-à-dire dans un style sévère, presque nu, le plus différent qu'il se put du style primitif, qui était un style chinois lourd et pompeux. En 1854 le palais fut de nouveau brûlé ; c'est alors qu'on éleva le palais actuel qui trahit une reconstruction hâtive dans une époque troublée où l'argent faisait défaut. Dans les grandes lignes l'architecte s'est tenu au pur style shintô de 1788, mais avec un moindre souci d'archéologie conventionnelle ; à l'intérieur on admit quelques décorations d'artistes contemporains, la plupart représentent des fleurs et des oiseaux.

Dans ce palais qui nous frappe encore par l'aspect hiératique de ses cours sans arbre couvertes de cailloux, de ses bas et lourds bâtiments de bois peints en blanc et en rouge, de ses grandes pièces nues, sans meubles, sans décorations d'aucune sorte, l'empereur et les kuge affectaient de vivre la vie d'autrefois ; ce n'était plus sans doute avec cette simplicité un peu dissolue qui faisait le charme de l'ancienne cour, c'était avec la raideur affectée qu'avait produite l'archéologie romantique, la piété rituelle qu'inspirait le loyalisme mystique dont est sortie la Restauration. Le mikado n'était servi que

par des femmes, mais leur quinze ou vingt robes à larges manches, leurs amples pantalons passés les uns sur les autres, leurs énormes ceintures, leurs cheveux pendant jusqu'aux pieds et serrés de place en place par des rubans, l'étrange ornement en forme de trident qui se dressait sur le haut de la tête à l'endroit où cette sorte de natte se séparait du toupet et du chignon, les dents laquées de noir, les sourcils peints d'après plusieurs types conventionnels pour remplacer les vrais sourcils rasés, les joues maquillées, le maniement traditionnel de l'éventail, toutes ces modes d'autrefois n'éveillaient plus comme au temps de Murasaki Shikibu l'idée de la coquetterie et de la volupté : dans ces costumes archaïques, ces femmes respectueuses et guindées semblaient des prêtresses servant la divinité impériale. Les kuge non plus ne paraissaient pas efféminés avec leurs dents laquées, leurs traînes, leurs larges culottes ou *hakama,* et leur haut bonnet, le *kammuri,* ne leur donnait plus l'air hautain; eux aussi semblaient les pontifes d'un culte très vieux, fidèlement conservé à travers les siècles. De même ne regardons-nous pas les costumes particuliers qu'affectionnent les paysans dans certaines contrées comme typiques de ces contrées et de la vie paysanne, alors que ce sont les copies déformées de costumes portés jadis par les riches bourgeois de villes situées quelquefois dans des régions très distantes de celles où nous les rencontrons aujourd'hui? La robe de la religieuse, la soutane et les ornements du prêtre évoquent chez nous des idées saintes; aux temps primitifs de l'Église, c'étaient

les vêtements de tous : seul le temps leur a conféré leur caractère sacré.

Cette impression de calme, de vétusté, de traditionalisme que produisait le gosho, Kiôto tout entier la produisait aussi avec ses larges rues droites se coupant perpendiculairement, la propreté des choses et des gens, les bonnes manières des plus humbles, la forme artistique que ses ouvriers savaient donner aux plus menus objets qui sortaient de leurs mains.

*
* *

Et voilà que soudain au printemps de 1863 la *ville-morte* devient la capitale d'un pays en révolution, où chaque jour on craint de voir éclater la guerre étrangère et la guerre civile.

Soixante-dix daimiô arrivent alors à Kiôto avec leurs troupes; ils prennent des temples pour leurs palais et les font entourer de casernes. La plupart s'établissent au bord du Kamo; en aval du gosho, Chôshû, Kaga, Tosa; sur les collines de la rive gauche Satsuma, Echizen, Awa, Chikugo; Satsuma possède de plus un autre yashiki, le plus considérable de tous, derrière le palais impérial dans un temple attenant au Shô Kokuji. Le yashiki d'Aizu est contre celui du shoshidai, situé lui-même près du Nijô, et le Nijô est en pleine activité; plus de cent hauts fonctionnaires du bakufu ont quitté Yedo pour Kiôto, où des troupes shôgunales font chaque jour leur entrée. Les principaux daimiô ont de plus des yashiki dans les environs : Môri

loge au Tenriûji de Saga; l'armée d'Aizu, arrivée le 10 février 1863, campe dans la *vallée noire* de la colline orientale.

Telle est la majesté du palais impérial que depuis le seizième siècle on n'a pas vu à Kiôto de soldats; la plupart des habitants n'y connaissent les armes à feu que par les estampes. Et maintenant c'est un continuel mouvement de troupes : régiments du bakufu, clans du Nord, clans du Centre, clans du Sud, soldats exercés à la japonaise, soldats exercés à l'européenne; armures des vieux âges, uniformes de l'Occident moderne, sabres, lances, arcs et flèches, arquebuses du seizième siècle, mousquets du dix-septième et du dix-huitième, fusils du dix-neuvième, vieux canons, canons nouveaux, les daimiô superbement vêtus et portés dans des litières, les karô à cheval avec des armures de laque incrustées d'or et d'argent, des tuniques et des manteaux de soie et de crêpe; partout s'agitent les drapeaux, les bannières aux armes des clans, les hautes piques portant des emblèmes ou des cercles d'où pendent des courroies de crins, partout retentissent les gongs et les tambours. La nuit des lanternes de papier multicolore se balancent aux portes des yashiki, aux façades des temples transformés en palais, du haut en bas des maisons de plaisir. Car cette ville, où la présence des hommes d'armes dit la guerre proche, est devenue une ville de luxe et de débauche. Artisans et commerçants ont élargi leurs affaires, font venir d'Ôsaka des apprentis et des aides; à côté des anciens lieux d'amusement se sont ouverts de nouveaux théâtres, de nouvelles maisons

de thé ou de prostitution. Jour et nuit on entend les notes graves du samisen, les notes claires du koto; de jolies musume aux yeux peints, aux robes chatoyantes attirent chefs et soldats. Du matin au soir et du soir au matin la ville est en fête.

Et pourtant Kiôto ne voit pas seulement arriver les troupes régulières du bakufu et des clans; chaque jour aussi ce sont de nouvelles cohortes d'irréguliers, de *kiheitai* recrutés parmi les samurai et parmi les paysans, de nouvelles bandes de rônin. L'absence de Shimazu dans l'été de 1862, la protection que leur accorde Môri les ont encouragées d'abord à se rapprocher de Kiôto, puis à se hasarder dans les faubourgs, enfin à envahir la ville même; l'abandon de Yedo par les daimiô, le départ du shôgun pour Kiôto attirent dans cette dernière ville les aventuriers qui infestaient la capitale des Tokugawa, où ils pensent n'avoir plus rien à faire. Ces bandes de rônin sont pires que les bandes de révolutionnaires qui parcourent les autres pays aux époques de troubles. En effet les rônin appartiennent à la caste militaire, ils se sont toute leur vie exercés au maniement des armes; leur courage, leur mépris de la souffrance et de la mort défient les plus dures épreuves. Tous hors la loi, beaucoup fils de pères déjà mis hors la loi, on pourrait les appeler des révolutionnaires forcés car ils n'ont rien à espérer d'une société, qui les a bannis; leur misère est telle qu'on ne saurait la concevoir dans nos pays d'Europe; enfin le code féodal, qui est leur seul code, ne condamne pas

l'assassinat, tout au contraire il l'approuve pourvu qu'on lui trouve un prétexte plausible; au meurtrier qui paie son crime de son sang, ce code donne l'auréole du martyre.

Aussi les crimes à Kiôto deviennent-ils quotidiens; des hommes connus tombent sous les coups des révolutionnaires : en août et septembre 1862 deux gentilhommes de l'ex-kambaku Kujô, Shimada Sahei et Ugô Gemba, et un rônin d'Echigo, Homma Seiichirô, puis ce sont plusieurs agents de la police dont on retrouve les corps mutilés.

Les têtes des victimes sont exposées sur des piques de bambou, un écriteau dit le crime qui leur a valu leur châtiment; c'est toujours d'ailleurs le même crime : ces traîtres ont comploté contre la vie des *patriotes*. Bientôt, toute autorité ayant disparu, les rônin veulent exercer le gouvernement; s'inspirant des traditions patriarcales du bakufu, qui s'inspirait lui-même de la philosophie chinoise, ils prétendent régler tous les différends, fixer le prix des marchandises, intervenir dans les affaires des familles, frappant de leurs sabres le commerçant qui vend trop cher, la femme qui trompe son mari, le fils qui désobéit à son père, d'autres fois, il est vrai, pillant les boutiques, violant les filles, tuant le père qui empêche son fils de se joindre à leurs bandes, ou, gris de sake, hachant à coups de sabre tous les êtres vivants qu'ils rencontrent : des animaux, des mendiants, des gens du peuple, des rônin, des samurai. Tous, dit le *Genji,* semblent alors pris de la passion du meurtre.

Pris de peur, les kuge, les bourgeois envoient

leurs vieux parents, leurs femmes, leurs enfants dans des provinces éloignées. La nuit, dans la crainte de quelque surprise, on allume de grands brasiers dans les cours des yashiki féodaux et même des palais impériaux; sur la clarté des flammes se détachent les ombres des armures, des lances, des fusils et des canons, cependant qu'au sommet des montagnes des signaux de feu montrent que les bandes révolutionnaires campées aux environs correspondent entre elles, avec les bandes de la ville, avec les samurai de certains clans dans la préparation de quelque grand coup.

II

Ainsi se concentrent à Kiôto toutes les passions qui bouleversent le Japon et ces passions se fondent pour l'instant dans un seul sentiment, le désir de la guerre. Un grand mouvement patriotique emporte le pays; le sol national est menacé; hommes, femmes, enfants, personne qui ne souhaite de mourir pour le défendre.

Et de plus, chaque classe de citoyens a son intérêt propre à la guerre. Le peuple la veut parce que la crise économique, les discordes civiles l'ont ruiné, que les épidémies le déciment et que les révolutionnaires lui présentent l'arrivée des barbares comme la cause de tous ses maux. Rônin et samurai veulent la guerre parce qu'ils meurent de

faim, qu'ils se flattent d'être enrôlés et de toucher une solde, comme aussi parce que leur seule profession est de porter les armes et que de les avoir portées si longtemps sans en faire usage les a rendus ridicules; autant que de leur misère ils sont las de leur oisiveté, las d'être dénoncés par les philosophes comme la honte d'une société, où ils occupent un rang privilégié sans y rendre aucun service.

Les daimiô, qui, comme Shimazu et Môri, encouragent les partisans de la fermeture des ports *(sakô)*, veulent la guerre parce que les troupes du bakufu sont peu nombreuses et mal exercées, qu'ils comptent sur leurs armées, que l'honneur, les profits de la victoire leur reviendront, à la honte, au détriment des Tokugawa incapables de défendre le pays.

Enfin l'empereur et le shôgun veulent la guerre parce que les gouvernements menacés y voient d'ordinaire le seul moyen de mettre fin aux discordes civiles. D'ailleurs ce qu'ils paraissent vouloir, dans quelle mesure le veulent-ils réellement?

Pour expliquer leur conduite et celle des daimiô, pour comprendre les événements qui se passent alors à Kiôto, il convient de marquer certaines qualités du caractère japonais : par ces qualités, il nous apparaît comme le contraire du caractère français, aussi la Révolution japonaise, analogue dans le fond à notre Révolution, se présente-t-elle souvent à nous sous un aspect différent. Le Japonais joint à un traditionalisme respectueux de toutes les formes du passé, qui en Europe n'a son

égal qu'en Angleterre, ce goût d'agir secrètement, de diriger sans rôle officiel des personnages revêtus d'autorité vaine, que nous donnons quelquefois comme le propre du tempérament italien. En France, où tous, désireux de se mettre en avant, préfèrent le rang à l'autorité, où de plus le besoin d'agir vite, l'habitude de l'analyse et de l'ironie, le goût des généralisations hâtives produisent à de certains moments un impérieux besoin de détruire, dès le début de la Révolution on voulut renverser le trône, emprisonner la famille royale et les nobles, proclamer la souveraineté du peuple. Au contraire, dans la Révolution japonaise, toutes les coutumes traditionnelles, toutes les formes extérieures du respect sont sauvegardées; à ne lire que les pièces officielles, on croirait que l'empereur agit en pleine indépendance après avoir consulté le shôgun, les kuge, les daimiô, les fonctionnaires du bakufu, et que tous, après lui avoir donné respectueusement leur avis, sont prêts à suivre docilement le parti auquel il s'arrêtera, ce parti fût-il l'opposé de celui qu'ils conseillent. Dans le fait l'empereur signe les décrets que lui impose l'une ou l'autre des factions rivales, et dans chacune de ces factions les officiers commandent aux princes et les soldats aux officiers. Seulement à tous les degrés de la hiérarchie l'inférieur ne commande au supérieur qu'en s'agenouillant devant lui, en l'assurant de son dévouement et de son loyalisme, en lui soumettant très respectueusement son avis, en se déclarant disposé à se donner la mort, si le maître juge déplacée la hardiesse de son serviteur, et ce

ne sont pas là de vaines paroles, le serviteur est prêt à faire harakiri, plus d'un vassal se frappe au cours de ces temps troublés, car peu importe la vie de tel ou tel révolutionnaire, ce qui importe, c'est le succès de la Révolution, et le prince qui voit plusieurs de ses samurai s'ouvrir le ventre en sa présence est aussi persuadé de l'inutilité de toute résistance que si on l'insultait ou le menaçait.

Donc, en dépit des fêtes et des processions impériales, des conseils de daimiô et de kuge, au cours de l'été de 1863, la cour obéit à Môri, daimiô de Chôshû, Môri obéit à ses samurai et ses samurai sont eux-mêmes entraînés par les bandes de rônin auxquels ils se sont imprudemment alliés; les maîtres de Kiôto, les maîtres du Japon, ce sont les révolutionnaires et les révolutionnaires de la rue. Or, pour eux, comme pour les révolutionnaires français de 1792, la cause de la patrie et la cause de la liberté se confondent : qu'on chasse, qu'on tue au besoin les princes et les ministres trop attachés à l'ancien ordre de choses, qu'on arme tout le pays, qu'on proclame la guerre sainte, qu'on massacre les étrangers! puis advienne que pourra! l'honneur du Japon sera sauf, la Révolution sera faite, rien ne subsistera d'un passé abhorré.

*
* *

Que la guerre soit désirable, tout le monde s'accorde donc à le penser et à le dire. Mais la guerre est-elle possible? Sur ce point les opinions diffèrent. Au gosho, où l'on ne sait rien du monde, on

la croit non seulement possible mais facile. Hitotsubashi et Matsudaira Shungaku la jugent dangereuse pour l'instant, mais ils se flattent que peu d'années leur suffiront à la préparer; d'ailleurs l'annoncer comme prochaine, n'est-ce pas le seul moyen de calmer les rônin et de réconcilier tous les partis? Le vieux bakufu, qu'on a supprimé théoriquement, mais qui de fait continue à diriger les affaires en attendant l'établissement toujours différé du nouveau régime, le vieux bakufu se fait de la situation une idée différente : ses ambassadeurs ont visité l'Europe et l'Amérique, ils lui ont rapporté ce qu'ils y ont vu : des empires immenses, de grandes et belles villes, des ports remplis de navires à vapeur, des armées dont chaque régiment a plus de canons que toutes les troupes du Japon réunies; ils lui ont surtout parlé de la richesse des barbares, cette richesse fabuleuse dont témoignent et les géantes maisons de pierre, et les boutiques, et les costumes. Qu'importe, disent ces ambassadeurs, de jeter les barbares à la mer et de brûler leurs vaisseaux? D'autres barbares viendront innombrables avec des flottes plus puissantes, qui vengeront la mort de leurs frères et réduiront en servitude le Japon dévasté.

Sous l'influence de conceptions différentes, les gouvernements de Kiôto et de Yedo poursuivent donc des politiques différentes : à Kiôto l'on prépare la guerre sans s'inquiéter des puissances; à Yedo l'on négocie avec elles pour rendre la guerre impossible. Nous étudierons séparément les événements qui se passent d'une part à Kiôto, de l'autre à Yedo.

III

Depuis l'été de 1862, le peuple de Kiôto, en attendant la guerre sainte, connaît l'âge d'or, tel qu'il existait sous le règne des dieux, raconté par le *Kôjiki :* Môri et les rônin prennent soin que la police ne fasse plus respecter les lois, que les créanciers n'osent réclamer leur argent et que les marchands vendent leurs produits au prix fixé par les acheteurs; c'est l'époque de la révolution philanthropique et patriarcale.

Tel est déjà l'état de la capitale en septembre 1862 que Shimazu Saburô, ennemi de Môri et hostile aux révolutionnaires, s'en indigne lorsqu'il y arrive le 29 après son séjour à Yedo et le meurtre de Richardson. A peine a-t-il obtenu du mikado pleine approbation de sa conduite dans cette dernière affaire qu'il part pour Kagoshima le 15 octobre 1862.

Après son départ l'exaltation des révolutionnaires et des patriotes ne fait que grandir. Môri et le kambaku Takatsukasa décident l'envoi d'une seconde mission à Yedo : en décembre 1862, les kuge Sanjô Saneyoshi et Ane no Kôji vont sommer le shogun, son tuteur et le premier ministre de se rendre à Kiôto pour y présenter leurs hommages au mikado et prendre le commandement des troupes destinées à l'expulsion des barbares; les

révolutionnaires veulent avoir tous les chefs du bakufu à leur merci. Le 22 janvier 1863 le shôgun reçoit solennellement les messagers et se déclare prêt à suivre les ordres impériaux.

Hitotsubashi répond le premier à l'appel; parti en février 1863, il arrive à Kiôto le 1er mars et s'établit au Nishi Honganji. Les rônin multiplient leurs assassinats. Le 8 mars une bande somme le kambaku de forcer l'empereur à déclarer la guerre; Konoe, terrifié, démissionne le 11, Takatsukasa le remplace. Le prince Awata no miya du Seiren-in quitte le froc et reçoit le nom de Nakagawa; lui aussi prend fait et cause pour les révolutionnaires. Matsudaira Shungaku arrive au commencement d'avril. Le 8, l'empereur ordonne aux daimiô réunis au gosho de terminer rapidement leurs préparatifs de guerre. Dès lors, les révolutionnaires se sentent les maîtres. La cour impériale vient de leur octroyer le droit de se réunir dans le Gakujû-in pour y exposer librement leurs idées politiques; là ces furieux s'exaltent les uns les autres. Dans la nuit du 8 au 9 avril plusieurs s'introduisent dans le temple de Tojû in, décapitent les statues des shôgun Takauji, Yoshinori et Yoshimitsu, et les piquent sur des bambous enfoncés dans le lit du Kamo. Un écriteau porte une inscription qui se termine par ces mots : « S'ils vivaient encore, ce sont leurs têtes que nous aurions coupées. » Aizu fait rechercher les coupables; on les découvre; deux sont tués sur place, les autres jetés en prison; bientôt Chôshû forcera l'empereur à leur faire grâce. Aizu prend alors des rônin à sa solde et ces révolu-

tionnaires du gouvernement, qu'on appelle *shin chô gumi*, la nouvelle bande, ne cesseront plus de se battre avec les révolutionnaires de la Révolution, les *seigishi*, les *purs*.

Le 21 avril suivant, Iemochi fait son entrée dans la ville sainte, où aucun shôgun n'a paru depuis deux siècles; reçu le 24 en audience solennelle, il offre à l'empereur un sabre, un cheval, cent monnaies d'or et mille d'argent, des objets de diverses sortes, cinquante pièces de soie bleue et mille de brocart; à tous les membres de la famille impériale il fait aussi des présents. Ce sont alors des fêtes magnifiques, surtout le 28 avril la visite de l'empereur et du shôgun aux temples shintôïstes du Kamo. Le Shimogamo est situé, au nord-est de la ville, dans la presqu'île triangulaire que forment le Takano à l'est et le Kamo à l'ouest : un bois sacré d'arbres magnifiques, érables, chênes verts et cryptomeria; un cloître aux colonnes rouges et blanches avec un porche à deux étages ; dans l'enceinte les grands bâtiments en partie ruinés du sanctuaire. Une belle avenue de pins, qui remonte la vallée du Kamo, conduit au Kamigamo situé au milieu d'un parc; Tameyori hime, fille du dieu Kamo, y fut jadis fécondée par une flèche empennée de plumes de canard *(kamo)*. C'est la première fois depuis trois cents ans que le mikado se montre à son peuple; aussi, tandis que dans le lit boueux de la rivière, citadins, paysans, montagnards adorent agenouillés la majesté divine du tennô, sous la sombre avenue quel splendide cortège! des litières, des chevaux caparaçonnés ; toutes les armures,

toutes les armes féodales : fantassins, piquiers, arquebusiers, archers ; tous les costumes de l'ancienne cour ; les gardes du gosho ; les kuge coiffés du *kammuri* et vêtus de leurs amples robes superposées ; l'empereur habillé de rouge et d'or dans le *char du phénix*, que cent nobles portent tour à tour.

Ces fêtes éblouissent le peuple, elles ne détournent pas les rônin de leur unique pensée : la guerre sainte contre les barbares. Mais, au moment de la déclarer, quiconque a conservé sa raison se dérobe. Shimazu Saburô, arrivé à Kiôto le 2 mai 1863, le quitte dès le 5 avec Ôkubo. Le shôgun demande à retourner dans le Kantô pour juger de la situation ; les nationalistes s'indignent : le shôgun est leur otage, il restera au milieu d'eux ; le daimiô de Mito sera chargé de la défense des côtes comme son père l'a été en 1854. Mito part aussitôt, il arrive à Yedo le 30 mai.

L'empereur et le shôgun doivent se rendre au temple de Hachiman, situé non loin de Yamazaki sur la route d'Ôsaka, au sommet du Yawatasan (Otokoyama no Hachiman gû), une colline haute de cent mètres que borde le Yodo ; le céleste descendant du dieu de la guerre y remettra au généralissime vainqueur des barbares le sabre sacré qui lui assurera la victoire. Mais au jour fixé, le 28 mai, le shôgun délègue ses pouvoirs à Hitotsubashi et ce dernier, au moment de recevoir l'arme sacrée, sort du temple en se disant malade, malgré les hurlements des samurai et des rônin assemblés autour de la colline.

Matsudaira Shungaku offre sa démission à l'empereur, qui la refuse; il n'en part pas moins le 6 juin pour Fukui, où il reçoit l'ordre de garder les arrêts, comme coupable de lèse-majesté. La veille de son départ, le 5 juin 1863, dans une audience accordée par l'empereur au shôgun, l'expulsion des barbares a été décidée pour le 25, la plupart des daimiô sont renvoyés dans leurs fiefs pour y prendre le commandement de leurs troupes; dès le 8, le shôgun obtient une nouvelle audience et supplie encore l'empereur de le laisser retourner à Yedo; ses prières ne sont pas écoutées. Cependant Owari est nommé régent; Hitotsubashi peut se rendre dans le Kantô et la guerre sainte n'est pas déclarée. Mais, le 25 juin, les samurai de Chôshû établis dans les forts de Shimonoseki tirent sur des bâtiments européens qui veulent traverser le détroit; eux du moins ont la ferme intention d'expulser les barbares.

Hitotsubashi au contraire écrit à l'empereur une lettre très humble où il se proclame indigne de la haute mission qui lui a été confiée et déclare qu'il ne peut obtenir des étrangers la fermeture des ports (juin, juillet 1863.)

Le bombardement de Shimonoseki par la flotte de l'amiral Jaurès (20 juillet 1863) achève de persuader le bakufu qu'il faut renoncer à la guerre. Mais il craint que les rônin ne massacrent le shôgun, demeuré leur prisonnier; un haut fonctionnaire, Ogasawara, se rend donc avec des bateaux européens à Ôsaka, d'où il espère gagner Kiôto et délivrer le shôgun; il n'ose pas s'avancer au delà

de Fushimi (fin de juillet 1863), revient à Ôsaka et y est emprisonné.

Enfin les révolutionnaires, qui, toujours plus féroces, ont le 3 juillet assassiné Ane no Kôji devant le gosho, changent brusquement leur plan; ils laisseront partir le shôgun, son absence leur donnera plus de liberté à la cour impériale; le shôgun reçoit donc de l'empereur la permission de retourner dans le Kantô, il quitte Kiôto le 24 et fait son entrée à Yedo le 31 juillet 1863.

En août, le bombardement de Kagoshima par l'escadre britannique détermine Shimazu Saburô à traiter avec la Grande-Bretagne et à se rapprocher du shôgun; les autres clans de Kiûshû suivent son exemple. Aussi dès la fin du même mois, le bakufu leur envoie-t-il une mission composée de Makino Sakon, aide de camp du shôgun, de deux hauts fonctionnaires, Murakami Motome et Nakane Ichinojô, de deux ômetsuke et de deux cents soldats. La mission se rend par mer à Nakatsu dans le Buzen où elle arrive le 4 septembre; elle y prend deux pilotes du clan de Kokura et s'engage dans le détroit de Shimonoseki. Mais les soldats de Chôshû bombardent le vaisseau, qui échoue; les pilotes de Kokura font harakiri et les metsuke sont massacrés. Motome et Sakon gagnent Kiûshû, les violences de Chôshû y facilitent le succès de leur mission.

A Kiôto, le départ du shôgun, des hauts fonctionnaires et des grands daimiô augmente l'audace des révolutionnaires. Môri est dans ses États; les troupes du clan obéissent à un cadet de sa maison, Môri, Sanuki no kami, daimiô de Kiyosue en Nagato

(10 000 koku) ; les deux karô qui l'assistent, Masuda Uemon et Kikkawa Kemmotsu, sont parmi les plus violents du *parti des idées élevées*. Ces trois hommes et le kuge Sanjô Saneyoshi se sont complètement donnés à la cause de la Révolution ; ils comprennent qu'ils ne pourront arriver à leurs fins tant que les alliés du bakufu continueront d'avoir accès auprès de l'empereur, de lui montrer les dangers de la guerre contre les barbares et de la Révolution grandissante. Leur parti est donc arrêté ; ils s'empareront de lui par suprise et l'emmèneront dans le Nagato (Chôshû), où ils lui imposeront leurs volontés.

Déjà le Yamato et le Kawachi sont en pleine insurrection ; un jeune kuge, Nakayama Tadamitsu, s'est échappé de Kiôto pour prendre le commandement d'une bande de rônin, de kiheitai et de bandits, quiconque leur résiste est massacré, Nakayama tue Suzuki Gennai, daikan de Gojô, et s'installe dans le yashiki gouvernemental comme lieutenant de l'empereur. Forts de cette recommandation, les rônin se font donner des vivres par les marchands, des armes par les seigneurs et pillent les magasins du fisc. Plusieurs riches bourgeois d'Ôsaka sont assassinés par les *exécuteurs de la justice*. Sous prétexte de rappeler les rônin à la modération, Chôshû et les kuge de son parti forment une expédition sous les ordres de Hirano Jirô, celui-là même qui l'année précédente a voulu forcer Shimazu Saburô à prendre le commandement des rônin contre le bakufu et contre les barbares. En vérité les troupes de

Hirano fraternisent avec les rônin, toute la contrée située au sud de Kiôto tombe en leur pouvoir.

Reste à y conduire le mikado sous le prétexte de lui faire visiter les temples du Yamato. Sous la menace de Chôshû, qui a des postes en plusieurs endroits du gosho, entre autres à *Sakaimachi;* sous la pression du kambaku, Takatsukasa, l'empereur Kômei accepte de visiter les temples et signe un décret où il déclare qu'au cours de ce pèlerinage il prendra lui-même le commandement de l'armée destinée à chasser les barbares (25 septembre 1863). Aussi les révolutionnaires se croient-ils déjà maîtres du souverain et de l'État; dans quelques jours ils proclameront la guerre sainte contre les étrangers et contre le bakufu, le Japon sera en pleine révolution.

*
* *

Mais Kômei tennô, qui longtemps s'est laissé séduire par les paroles fallacieuses de Takatsukasa, de Sanjô et des Môri, comprend maintenant, malgré sa haine des barbares et du bakufu, qu'une brusque déclaration de guerre à toutes les puissances est une folie, et que renverser le shôgunat, c'est livrer le pays à l'anarchie. Le voyant hésitant, les conjurés se font plus pressants, et, malgré leurs protestations de respectueux dévouement, plus impératifs; Kômei tennô, habitué à n'avoir autour de lui que des femmes à genoux, trouve odieuses les manières des soldats révolutionnaires; se livrer à eux lui

répugne; il se rapproche du prince Nakagawa, devenu hostile aux révolutionnaires et à Chôshû, des kuge favorables à Yedo, principalement de Nijô; c'est le moment qu'attendent Hoshina Matsudaira, daimiô d'Aizu, le shoshidai Inaba, daimiô de Yodo (Yamashiro) (115 000 koku), Uesugi, daimiô de Yonezawa (Dewa) et Makino, daimiô de Nagaoka (Echigo) (74 000 k.) réconciliés avec les représentants de Satsuma, qu'exaspère l'orgueil de Chôshû.

S'étant concertés dans le plus grand secret, les partisans du bakufu décident de prévenir les révolutionnaires par un coup d'État. Dans la nuit du 29 au 30 septembre 1863, leurs troupes veillent en silence; à deux heures du matin un coup de canon est tiré de la *porte du soleil* sur la façade est de l'enceinte du gosho propre. Aussitôt Aizu, Yonezawa, Yodo marchent sur le palais et en occupent les cours tandis que Satsuma s'établit à la porte Inui. Ordre est envoyé à Chôshû de n'avoir plus à paraître dans le quartier impérial.

A cette nouvelle, Môri Sanuki, Masuda et Kikkawa font armer leurs hommes et se portent sur la porte Sakaimachi, leurs ennemis s'en sont déjà emparés mais comme le palais du kambaku Takatsukasa, leur allié, flanque cette porte, ils y pénètrent, tournent la porte et s'établissent devant avec leurs canons; ils s'entendent avec Sanjô et Higashikuze, dont les demeures se trouvent dans le pâté de maisons attenant au palais de Takatsukasa. Ils n'osent pourtant s'avancer vers le gosho propre car ils trouvent le palais de l'ex-empereur et les deux jar-

dins remplis de troupes. Aizu à cheval et revêtu de l'armure est prêt à leur donner bataille.

Cependant l'empereur tient conseil, l'insolence de Chôshû l'a décidément rallié au parti du bakufu. Il somme le kambaku Takatsukasa en sa présence et décide de punir les kuge impliqués dans le complot : Sanjô, Higashizono, Higashikuze, Shijô, Nishikikôji, Mibu, Sawa, Sanjônishi.

Dès que le soleil se lève, les rues se remplissent, car c'est jour de fête, les parents doivent porter leurs enfants au temple Goriô pour les y faire bénir; mais voici que la foule joyeuse trouve les portes du quartier impérial fermées et défendues militairement, de toutes parts des hommes en armes courent au palais. De longues files de chariots emmènent hors de la ville les familles et les biens des kuge. Dès lors plus de fête ni de procession : les bourgeois emballent à la hâte ce qu'ils possèdent de précieux et fuient vers la montagne; les pauvres restent sur le seuil de leurs portes à regarder la confusion et à se demander quel nouveau malheur va fondre sur Kiôto.

A l'intérieur du palais l'excitation ne cesse d'augmenter. Le kambaku Takatsukasa est introduit devant l'empereur. Celui-ci lui parle en termes sévères; sans doute il a résolu de se mettre à la tête des troupes et d'expulser les barbares, mais le choix de l'heure lui appartient; cette heure, il ne l'a jamais fait connaître; en prétendant la déterminer lui-même, le kambaku a violé les ordres qu'il a reçus, trompé le peuple et encouru le déplaisir de son maître.

Le kuge Yonagiwara est envoyé auprès des gens

de Chôshû pour leur signifier au nom de l'empereur qu'ils aient à quitter *Sakaimachi*. La commission est faite en termes mesurés, presque flatteurs, tant on les craint, et plus encore leurs alliés, les rônin; même pour ne pas leur imposer de battre en retraite devant Aizu, leur ennemi, on remplace les troupes de ce clan par celles du shoshidai.

Chôshû hésite à obéir, mais le respect de l'empereur est encore trop grand pour qu'il ose résister à un ordre formel, cet ordre fût-il inspiré par ses adversaires. Môri Sanuki rassemble ses troupes, il place au milieu les kuge compromis, (à l'exception de Higashizono), ceux-ci à cheval, dans leur grand costume et le sabre au côté, puis il se replie sur le monastère dont l'abbé est le prince impérial Miôhô-in, favorable au parti nationaliste-révolutionnaire. A dix heures du soir, il bat en retraite sur Fushimi, d'où il gagnera le Nagato, cependant que les grands brasiers allumés dans la cour du gosho par les clans vainqueurs jettent d'étranges lueurs, qui répandent la panique dans la ville et dans les environs.

La cour feint d'abord d'ignorer le départ des sept kuge parce qu'elle craint d'exaspérer Chôshû; mais le 1er octobre 1863 elle les somme de paraître et, sur la réponse qu'ils sont absents, les dépouille de leurs charges et de leurs titres.

Tous les clans reçoivent un décret impérial daté du 30 septembre 1863 annonçant que l'expulsion des barbares est remise et annulant tous les décrets antérieurs à cette date comme marqués du sceau impérial contre la volonté de l'empereur.

A la nouvelle de ce coup d'État, le daimiô de Chôshû adresse une respectueuse supplique à l'empereur pour protester contre la suspicion où il est tenu ; l'empereur n'y répond pas, Chôshû étant considéré comme un clan rebelle.

Les troupes des clans victorieux font main basse sur toutes les bandes de rônin, de kiheitai et de samurai révolutionnaires ; Nakayama et les siens combattent en désespérés, mais en octobre, écrasés par le nombre, la plupart sont tués ou pris, lui-même réussit à gagner le Nagato. Hirano Jirô, qui s'est établi dans les mines d'argent d'Ikuno (Tajima), lutte jusqu'à la fin de novembre, il est enfin arrêté, sa bande dispersée.

Le 13 novembre 1863, arrive à Kiôto Shimazu Saburô, qui envoie dans le même temps des plénipotentiaires à Yokohama pour y négocier avec la Grande-Bretagne au sujet du meurtre de Richardson ; il se rallie franchement à la nouvelle politique ; on ne parle plus de fermer les ports et la Révolution peut sembler arrêtée.

Ainsi finit le gouvernement de la junte révolutionnaire à la grande joie des bourgeois paisibles, à la désolation du bas peuple, qui avait pris l'habitude de ne pas payer ce qu'il achetait ou de le payer à des prix dérisoires, car, comme le dit le *Genji Yume Monogatari* : « En un clin d'œil les commerçants à l'âme de traîtres relèvent tous leurs prix et le peuple regrette la maison de Chôshû comme un enfant regrette sa mère. »

IV

Nous montrerons maintenant l'influence que ces événements exerçaient sur les négociations ouvertes à Yedo entre le bakufu et les puissances.

Au bakufu tout était confusion ; les vieux fonctionnaires formés à l'école des Abe, des Hotta, des Ii, des Andô voulaient le respect des traités, d'abord et surtout pour éviter la guerre, ensuite pour développer le commerce, percevoir les revenus des douanes, acheter des vaisseaux et du matériel de guerre, perfectionner les écoles récemment fondées mais le nouveau parti que le coup d'État de 1862 avait porté au pouvoir était hostile aux étrangers et le prestige grandissant de l'empereur empêchait que l'on pût même songer à lui résister.

D'autre part toutes les puissances suivaient au Japon la direction donnée par la France et la Grande-Bretagne, qui dans le monde entier poursuivaient alors une même politique. Or les alliés ne désiraient pas la guerre : ils avaient entrepris ensemble les campagnes de Crimée (1854-56) et de Chine (1857-60) ; la Grande-Bretagne avait dû réprimer la révolte de l'Inde (1857-58) ; la France avait fait la guerre d'Italie (1859), l'expédition de Syrie (1860-61) et la conquête de la Cochinchine (1858-63). Partout les plus graves intérêts étaient en jeu ; l'affaire du *Trent* (1861-62) et celle de l'*Ala-*

bama (1862-63) avaient failli causer une rupture entre la Grande-Bretagne et les États-Unis du Nord, qu'exaspérait l'intervention de la France au Mexique (1862-67). En Europe c'étaient l'unification de l'Italie (1859-61), la question des duchés reprise en 1863, qui devait amener la guerre de la Prusse et de l'Autriche contre le Danemark en 1864 et celle de la Prusse contre l'Autriche en 1866. Lord Palmerston, qui, revenu au pouvoir en juin 1859, devait y rester jusqu'à sa mort (18 octobre 1865) par le consentement unanime des partis, n'avait plus à quatre-vingts ans l'énergie d'autrefois et craignait de compromettre sa gloire dans des aventures, d'autant plus qu'il se sentait quelque peu dépaysé devant les problèmes nouveaux que suscitaient les événements d'Asie et d'Amérique, la politique de Cavour († 1861) et de Bismarck.

Les diplomates pas plus que les membres du bakufu ne prétendaient donc se montrer intransigeants, mais pas plus que ces derniers ils ne pouvaient agir librement; comme le gouvernement de Yedo obéissait à l'empereur et au shôgun, qui étaient les prisonniers des révolutionnaires, les ministres des puissances étaient poussés par les commerçants de Yokohama; grisés par les victoires des Européens en Chine et les succès obtenus au Japon, ceux-ci, désireux de faire fortune, épouvantés, indignés par les attentats des samurai, réclamaient une politique plus énergique; la présence d'une flotte considérable leur montrait le bakufu à leur merci et les amiraux souhaitaient,

comme il était naturel, qu'on s'en remit à leur courage et à leurs talents. Aussi, pour s'être conduit avec sang-froid dans l'affaire Richardson, le colonel Neale avait-il été insulté par tous les Européens de Yokohama, leurs injures avaient trouvé un écho dans les feuilles d'Extrême-Orient, puis dans celles d'Angleterre.

Neale n'en restait pas moins résolu à ne pas se compromettre par un acte précipité. Sa note envoyée dès le lendemain du meurtre (15 septembre 1862), à laquelle le bakufu avait fait le 16 une réponse évasive, son entrevue du 23 avec les délégués japonais n'avaient été que de pures formalités : il attendait l'arrivée de la flotte et les ordres de son gouvernement.

D'ailleurs, avec cette affaire, il en devait régler une autre. A la suite de l'attentat du 26 juin il avait demandé un emplacement où il pût construire une légation facile à défendre et choisi dans ce but le Gotenyama; le bakufu avait dû lui céder, mais cette colline était un lieu de fêtes populaires et les gens de Yedo manifestèrent bruyamment leur mauvaise humeur de s'en voir chassés. En janvier 1863, le bakufu supplia le colonel Neale de choisir un autre emplacement, le colonel refusa, le 1er février la nouvelle légation fut incendiée, on ne la rebâtit pas. Mais le 22 mars suivant (1863) le contre-amiral Kuper arriva de Hong kong et prit position dans la baie de Yedo ; son escadre se composait des bâtiments suivants : *Euryalus, Rattler, Race horse, Centaur, Kestrel, Argus,* auxquels s'adjoignirent peu à peu d'autres vaisseaux venus de Chine. Le Japon

n'avait pas encore vu pareil déploiement de forces. La France ne tarda pas à envoyer une escadre sous le contre-amiral Jaurès (28 avril), et les autres puissances se firent représenter par des navires.

Les instructions de lord Russell étant parvenues dans le courant de mars, le 6 avril, le chargé d'affaires britannique fit connaître au bakufu les demandes de son pays, qui étaient des excuses pour le meurtre du Tôkaidô, le paiement d'une indemnité de 100 000 livres, non compris les 10 000 livres réclamées pour l'attaque de la légation, et l'exécution des coupables; un délai de vingt jours était accordé au Japon pour répondre à cet ultimatum; ce délai passé, ordre devait être donné au contre-amiral Kuper de recourir à la force.

A une réponse évasive des gorôjû (9 avril) succéda une nouvelle note britannique du 11, suivie d'une communication japonaise du 12; enfin, le 21 le bakufu demanda formellement la prolongation du délai fixé par l'ultimatun et le colonel Neale déclara le 24 qu'il lui accordait pour répondre quinze jours francs à commencer du 27.

A cette époque, le shôgun, Hitotsubashi et l'ex-daimiô d'Echizen se trouvaient à Kiôto contraints de céder à la mauvaise humeur de l'empereur, aux violences de Chôshû aidé par les rônin. Que pouvaient donc les gorôjû? Souscrire aux conditions de la Grande-Bretagne, c'était causer la déposition, peut-être l'emprisonnement ou la mort du shogun et de ses alliés; les repousser, c'était amener le bombardement de Yedo. Ils différaient

leur réponse, comptant sur le temps ou de nouveaux événements pour les tirer d'embarras.

Si réservés qu'ils fussent, ils ne réussissaient pas à dissimuler les causes de cet embarras. Encore mal au courant de la situation politique du Japon, le ministre de France et le chargé d'affaires de Grande-Bretagne résolurent donc d'offrir au shôgun l'alliance formelle des puissances contre les daimiô rebelles et même contre l'empereur.

Le 2 mai 1863, ils prièrent le bakufu de leur envoyer un *membre du gouvernement investi de toute sa confiance,* car ils désiraient lui faire verbalement *une communication de la plus urgente importance.*

Ce que fut cette communication au représentant des gorôju, Akimoto no kami, nous en pouvons juger par la circulaire du ministre de France à son gouvernement, qui porte la date du 5 mai :

Nous n'avions, y écrit-il, qu'à profiter de la présence des forces navales des deux nations pour offrir loyalement au gouvernement régulier avec lequel nous avons traité pour l'empire du Japon l'appui qui peut lui être utile pour triompher des aveugles antagonistes de sa politique extérieure. J'ai donc, de concert avec les représentants de la Grande-Bretagne, fait au gouvernement du shôgun la proposition formelle de l'appui complet dans les circonstances présentes non seulement des forces réunies aujourd'hui sur la rade de Kanagawa, mais aussi de celles qu'il pourrait être nécessaire de leur adjoindre.

Dans sa circulaire le chargé d'affaires britannique s'exprimait en termes identiques ; il mention-

nait en outre que, suivant son désir exprès, sa proposition serait soumise au shôgun; il disait avoir accordé un nouveau délai, car, avant de poursuivre ses réclamations, il voulait savoir « si le shôgun acceptait ou refusait l'alliance. » Il ajoutait « que les amiraux étaient préparés à soutenir le gouvernement du shôgun contre le daimiô hostile (Satsuma), qui s'était rangé sous la *bannière du mikado* et empêchait ainsi l'exécution des engagements pris par le shôgun envers les étrangers (1) ».

Akimoto no kami répondit aux ministres qu'il transmettrait leur communication aux gorôjû, lesquels la transmettraient eux-mêmes au shôgun. De fait, malgré des confidences, des protestations contre la politique impériale, que l'on peut juger singulières, malgré les projets fous de quelques hatamoto exaspérés, jamais les rôjû ne pensèrent à s'allier aux puissances contre le mikado; ils connaissaient trop bien leurs devoirs envers la patrie et les droits imprescriptibles du Fils du Ciel; d'ailleurs, dans l'état de surexcitation loyaliste et patriotique où se trouvait le pays, agir ainsi, c'eût été signer la déchéance des Tokugawa et faire commencer la guerre étrangère en même temps que la guerre civile.

L'offre de la France et de la Grande-Bretagne n'en constitue pas moins l'un des événements les plus importants de ces années troublées. Elle nuisit aux rapports des puissances avec le Japon;

(1) M. Adams a omis, sans doute intentionnellement, de parler de cette démarche. Cf. vice-amiral Layrle, p. 106.

deux ans plus tard la Grande-Bretagne changea, il est vrai, de politique et se rallia franchement à la cause du mikado; la France au contraire continua jusqu'au bout de témoigner de ses sympathies au shôgun, ce qui explique l'hostilité qu'elle rencontra longtemps auprès des fondateurs du nouveau régime. D'autre part, cette offre d'alliance rapprochée des événements révolutionnaires qui se passaient alors à Kiôto nous montre quels dangers courait le Japon au cours de l'été de 1863 : il ne dut son salut qu'au loyalisme et au patriotisme de tous; comme en septembre Chôshû devait céder à la volonté impériale, en mai le shôgun n'osa pas agir contre l'ordre du tennô; tous les partis firent céder leurs intérêts particuliers à l'intérêt supérieur de la patrie menacée.

*
* *

Bien que le rejet de l'alliance ne fût annoncé formellement que le 25 mai dans une nouvelle conférence d'Akimoto no kami avec les représentants des puissances, dès le 3 mai ceux-ci avaient compris quelle serait sa réponse. A la période où l'on croyait l'entente possible succéda celle où des deux côtés on crut la guerre imminente.

Môri était devenu si puissant à la cour, l'empereur semblait si décidé à commencer les hostilités que le bakufu engagea les Japonais de Yokohama à se retirer (6 mai). Le départ des Japonais devait avant longtemps entraîner celui des colons européens, qui, entièrement adonnés au commerce,

n'exerçaient eux-mêmes aucun des métiers nécessaires à la vie d'une communauté. Aussi dès le 7 mai, le contre-amiral Jaurès fit-il débarquer quatre-vingts de ses marins pour protéger étrangers et Japonais contre les attaques des rônin ; ce fut le début de l'occupation militaire de Yokohama, qui devait durer plus de dix années. Les ministres protestèrent auprès des autorités japonaises contre les ordres ou les conseils donnés à leurs nationaux. Petit à petit les Japonais de Yokohama, séduits par les offres qu'on leur fit, revinrent dans la ville, qui reprit son aspect habituel.

Mais l'anxiété ne faisait que croître. Tandis que entre le colonel Neale et les gorôjû les négociations se poursuivaient sans résultat, que le 18 le colonel se plaignait de voir la solution encore retardée et que le 25 avait lieu l'entrevue dont nous avons parlé, le contre-coup des événements de Kiôto se faisait sentir à Yedo et à Yokohama ; tous les Japonais savaient que d'un jour à l'autre l'empereur pouvait proclamer la guerre sainte, et les uns en montraient une joie bruyante, tandis que les autres ne parvenaient pas à cacher leur anxiété. L'incendie de la légation des États-Unis (23 mai), qui força le ministre Pruyn à s'établir à Yokohama le 24, les mauvais traitements infligés à MM. Shoyer et Stearns prouvèrent aux Américains étonnés qu'on ne séparait pas leur cause de celle des Européens. Si grande était devenue l'audace des rônin que le gouverneur de Kanagawa proposa de faire garder par des troupes sûres la ville et le port de Yokohama ; les diplomates consentirent à l'établissement de ces

troupes dans la ville indigène, mais ne voulurent pas leur permettre l'entrée de la concession européenne (31 mai).

Encore que la guerre parût inévitable, les représentants du Japon et des puissances continuaient de se réunir à Yokohama. Le 14 juin, les gorôjû se déclarèrent prêts à payer l'indemnité demandée par la Grande-Bretagne à condition qu'on leur permît de le faire par acomptes. Le colonel Neale y ayant souscrit, ils s'engagèrent à faire le premier versement le 18 juin suivant; Hitotsubashi, de retour à Yedo, avait résolu de traiter séparément l'affaire de l'indemnité et celle de la fermeture des ports, mais l'excitation était telle à Kiôto qu'il n'osa pas tenir sa promesse; le 17, il annonçait que l'indemnité ne serait pas versée.

Aussitôt le colonel Neale remet la décision de l'affaire entre les mains du vice-amiral Kuper, la flotte britannique appareille, celle du contre-amiral Jaurès s'apprête à l'assister. Les membres de la colonie-britannique et les représentants des puissances sont prévenus que le vice-amiral Kuper ne peut pas protéger Yokohama pendant qu'il attaquera tel ou tel point de la côte japonaise, la concession devra donc être évacuée. Cette nouvelle exaspère les colons, surtout les colons britanniques. Ce sont bien ceux-ci qui ont exigé des représailles pour le meurtre de Richardson, qui ont fait comprendre au colonel Neale quelle différence il y avait entre les attentats commis sur des officiers ou des membres du corps diplomatique et l'attentat commis sur la personne d'un marchand; maintenant que la ven-

geance exigée par eux pourra nuire à leurs affaires, ils s'étonnent qu'avant l'honneur du pavillon britannique on ne fasse point passer la protection de leurs magasins. On les calme pourtant, ils promettent d'obéir. Européens et Japonais attendent anxieux le premier coup de canon lorsque tout à coup le 24 juin à une heure du matin le bakufu fait dire au colonel Neale qu'il est prêt à payer l'indemnité ; celui-ci répond qu'il exige maintenant le paiement immédiat de toute la somme en dollars d'argent mexicain (440 000) ; à cinq heures du matin les rues de Yokohama retentissent du roulement des chariots, l'indemnité est versée ; le 3 juillet suivant, le chargé d'affaires britannique recevra la lettre d'excuses des gorôjû.

*
* *

Cependant pour avoir écarté momentanément les menaces de guerre, le règlement de l'affaire Richardson ne mettait pas fin aux difficultés. Nous avons vu que, afin de parer au plus pressé, Hitotsubashi avait déclaré cette affaire distincte des affaires relatives à l'établissement des étrangers. Le 23 juin 1863, la veille du jour où le bakufu payait l'indemnité, il envoyait une note signée d'Ogasawara (Zushô no kami), où il déclarait son intention de refermer tous les ports ouverts au commerce international. Le 25 juin n'était-il pas la date fixée par le mikado pour la déclaration de la guerre sainte? Le colonel Neale répondit le 24 juin dans une lettre hautaine « que l'acte du Japon équivalait à une

déclaration de guerre à toutes les puissances qui avaient traité avec lui et que, s'il n'en arrêtait immédiatement les conséquences, il devrait expier son acte par le plus sévère et le plus juste des châtiment». M. Duchesne de Bellecourt écrivait de son côté qu'il transmettrait en France « l'audacieuse notification» afin qu'il fût décidé promptement des mesures à prendre « pour arriver au redressement de cette nouvelle violation du droit des gens sans précédent dans l'histoire des nations civilisées».

Au reçu de ces lettres le bakufu déclara qu'il n'agirait pas avant d'avoir eu de nouveaux ordres de Kiôto, où se trouvait le shôgun; il consentit même à charger le contre-amiral Jaurès et le vice-amiral Kuper de la protection de Yokohama (25-26 juin).

*
* *

Après quelques jours passés dans l'anxiété, l'on apprit que, conformément à la volonté de l'empereur, le daimiô de Chôshû avait ouvert les hostilités le 25 juin en refusant l'entrée du détroit de Shimonoseki aux bateaux portant pavillon étranger. Dans la conduite de Chôshû il faut distinguer la question de droit et la question de fait. Le point de droit était défendable. Encore que les vaisseaux étrangers eussent constamment traversé la mer Intérieure, aucun traité ne leur en avait donné la permission, encore moins celle de franchir les détroits et la convention de Londres avait reculé l'ouverture de Hiôgo et d'Ôsaka. Mais, quoi qu'on pensât du point

de droit, l'acte de Chôshû n'en était pas moins blâmable, puisqu'il intervenait par les armes avant d'avoir produit aucune réclamation. Le bateau bombardé le 25 juin était un vapeur de commerce américain, le *Pembroke;* le 8 juillet les batteries canonnèrent l'aviso français *Kien-chan;* le 11, ce fut la frégate néerlandaise *Medusa;* le 16, la corvette américaine *Wyoming*, venue pour demander réparation de l'attaque du *Pembroke*.

Aussitôt qu'il connut l'affaire du *Kien-chan*, le contre-amiral Jaurès quitta Yokohama avec le *Tancrède* et la *Sémiramis* (16-17 juillet) ; le 20, il réduisit au silence une batterie, dont une compagnie de débarquement détruisit les parapets et encloua les pièces.

Le 25 juillet, les représentants de la France, de la Grande-Bretagne, des États-Unis et des Pays-Bas signaient la convention de Yokohama, qui prévoyait une action combinée des flottes pour rétablir la libre navigation dans la mer Intérieure mais après avis préalablement donné au gouvernement shôgunal.

Dans le même temps le bakufu préparait une expédition destinée à délivrer le shôgun prisonnier de Môri à Kiôto ; craignant de se heurter au mauvais vouloir des clans établis entre les deux capitales, il résolut de noliser quelques vapeurs européens qui transportassent mille ou deux mille hommes à Ôsaka. Les ministres étrangers, consultés à ce sujet, offrirent de nouveau leur alliance, qui ne fut pas acceptée, et l'expédition se réduisit au voyage malheureux d'Ogasawara que nous avons raconté (fin de juillet).

Encouragée par le succès de la France à Shimonoseki, la Grande-Bretagne décida de demander réparation à Satsuma pour le meurtre de Richardson. Le 6 août 1863, le colonel Neale, accompagné de tous les membres de la légation, et le vice-amiral Kuper quittèrent Yokohama sur sept bâtiments; le 11, ils atteignaient la baie de Kagoshima; le 12, le colonel Neale remettait aux envoyés du clan les demandes britanniques : punition des meurtriers, indemnité de £. 25 000. Les négociations se poursuivirent jusqu'au 14; voyant qu'elles n'aboutissaient pas, le 15, le vice-amiral fit saisir dans une baie située au nord de Kagoshima trois vapeurs achetés par Satsuma pour plus de 300 000 dollars. Aussitôt les batteries de Satsuma canonnèrent l'escadre britannique, qui riposta mais vers le soir dut cesser le feu à cause du mauvais temps. Le lendemain, l'escadre en se retirant, bombarda Kagoshima, dont une partie prit feu; les pertes britanniques furent considérables : treize morts, dont deux officiers supérieurs, et cinquante blessés; les deux adversaires s'attribuèrent la victoire.

*
* *

Le retour du shôgun à Yedo donna au bakufu plus de liberté, le coup d'État du 30 septembre lui permit enfin de reprendre son ancienne politique; cependant, pour ménager les susceptibilités impériales, il ne la pratiqua d'abord qu'avec discrétion. Dans une communication faite le 26 octobre aux ministres des États-Unis et des Pays-Bas, le 27 à

ceux de France et de Grande-Bretagne, il déclarait renoncer à la fermeture des ports de Nagasaki et de Hakodate et se contenter de la fermeture de Yokohama. Les ministres ne tinrent aucun compte de cette communication à laquelle le bakufu lui-même ne semblait pas attacher grande importance. Shimazu Saburò, qui devait arriver à Kiôto le 13 novembre, s'étant formellement rallié à la politique de Yedo, le 12, le bakufu fit une nouvelle communication aux ministres des puissances; il leur demandait de tenir pour non avenues les notes relatives à la fermeture des ports.

Un mois après, les envoyés de Satsuma traitaient à leur tour à Yokohama (11 décembre). L'indemnité de 25 000 livres était versée, mais, afin de sauvegarder l'honneur du clan, il était déclaré que Shimazu, Awaji no kami, un parent du prince, en effectuerait le paiement. Quant à la punition des meurtriers de Richardson, la Grande-Bretagne dut se contenter d'une promesse vague, qui ne fut jamais tenue. En effet, si Satsuma cédait, ce n'était pas pour avoir été réduit mais parce qu'il y trouvait un double avantage : il affirmait son indépendance, il facilitait ses achats de bâtiments et de matériel de guerre.

Avec les arrangements du 12 novembre et du 11 décembre finit la période où la guerre parut imminente. Jamais le gouvernement japonais ne parla plus sérieusement de fermer les ports. Cependant, pour contenter l'empereur, le bakufu envoya en Europe une mission chargée de vider cette question, bien qu'en apparence elle n'eût pas

d'autre but que de porter les excuses du gouvernement japonais à l'empereur Napoléon III pour le meurtre du lieutenant Camus des chasseurs d'Afrique, assassiné le 14 octobre 1863 à Kanazawa par un inconnu; les ministres étrangers en connurent cependant l'objet réel et protestèrent une fois encore contre le projet de fermer Yokohama. La médiocre personnalité des envoyés prouve, il est vrai, que le bakufu n'agissait que pour la forme. Partie le 5 février 1864, l'ambassade était de retour au mois de juillet suivant; elle avait seulement visité Paris où elle n'avait obtenu aucune concession au sujet de la fermeture des ports; tout au contraire, elle avait signé le 25 juin une convention relative à la navigation dans la mer Intérieure, que le bakufu ne voulut pas ratifier.

Les représentants des puissances, dont sir Rutherford Alcock revenu le 2 mars 1864, attendaient d'ailleurs le retour de cette mission pour régler définitivement la question des détroits : Chôshû, en pleine révolte contre le mikado et le shôgun depuis le coup d'État du 30 septembre 1863, renouvelait en effet ses agressions. Le 30 mai 1864, les ministres avaient même adressé à ce sujet une note formelle au bakufu, qui, le 30 juin, leur avait fait une réponse évasive.

Satisfaits d'avoir traité directement avec Satsuma, ils se flattèrent alors d'aboutir à un arrangement avec Chôshû. Au début de l'été de 1864, deux jeunes samurai de ce clan, se trouvaient justement à Yokohama : Itô Shunsuke (plus tard Hirobumi) et Inoue Bunda (plus tard Kaoru); ces hommes,

qui devaient jouer un rôle prépondérant dans le gouvernement de leur pays, étaient alors des rônin; ils s'étaient enfuis du Japon en 1863 pour terminer leurs études en Europe; mais à la nouvelle que les hostilités étaient ouvertes entre leur clan et les puissances, ils étaient venus à Yokohama. Ils s'offrirent comme intermédiaires entre les ministres et Chôshû, leurs services furent acceptés, un bâtiment les transporta vers la fin de juillet sur la côte du Nagato, d'où ils gagnèrent Yamaguchi. Le prince les reçut aimablement mais refusa de souscrire à leurs propositions; ils transmirent sa réponse aux vaisseaux européens, qui retournèrent sans eux à Yokohama (août 1864).

A la suite de cet échec et d'un nouvel attentat commis par Chôshû sur un vaisseau américain, les ministres envoyèrent une expédition contre les Môri. La flotte alliée réunie à Hiroshima le 4 septembre 1864 comprenait 3 vaisseaux français, le *Duplcix*, le *Tancrède* et la *Sémiramis* portant le pavillon du contre-amiral Jaurès; 4 néerlandais : le *Djambi*, la *Medusa*, le *Metalen Kruis*, l'*Amsterdam*; un américain : le *Takiang*; 9 britanniques : l'*Euryalus*, portant le pavillon du vice-amiral Kuper, le *Tartar*, le *Perseus*, le *Conqueror*, la *Barrosa*, le *Leopard*, l'*Argus*, le *Bouncer*, la *Coquette*. Le 5 au soir commença le bombardement des huit batteries, qui répondirent vivement mais furent presque toutes réduites au silence avant la tombée de la nuit; une compagnie de débarquement put même s'emparer de l'un des forts. Le 6 on prit d'assaut les positions les plus importantes; le 8, pendant qu'on chargeait

sur les bateaux les canons des forts, Chôshû demanda un armistice, qui lui fut accordé. Le 16, il souscrivit l'engagement de ne plus entraver la navigation, de ne pas reconstruire les forts et de payer une indemnité. Môri prétendait ainsi affirmer son indépendance, il voulait ouvrir au commerce le port de Shimonoseki pour s'y procurer des armes et des vaisseaux. Le bakufu effrayé prit à sa charge par la convention du 22 octobre 1864 l'indemnité de 3 millions de dollars réclamée à Chôshû, dont il fit en 1865 un premier versement de 500 000 dollars, et refusa l'ouverture de Shimonoseki. Les alliés eurent d'ailleurs beaucoup de mal à s'entendre sur les conditions à imposer et sur la répartition de l'indemnité; le gouvernement britannique désapprouva même formellement et l'expédition et la politique toute entière de sir R. Alcock, qui fut rappelé.

Après l'affaire de Shimonoseki, les Japonais n'essayèrent plus de résister par la force à l'établissement des étrangers dans leur pays. L'occupation permanente de Yokohama par des régiments britanniques et français leur rappelait le danger qui les menaçait. Mais les attentats isolés continuèrent : ainsi, le 21 novembre 1864, l'assassinat du major Baldwin et du lieutenant Bird près de Kamakura; les meurtriers étaient un rônin Shimizu Seiji, et un samurai Mamiya Hajime; patriotes ardents, ils avaient voulu venger en tuant deux officiers anglais l'occupation permanente du territoire japonais par des troupes étrangères; l'un et l'autre furent exécutés en 1865.

Avec cette même année 1865 commence une période nouvelle dans les rapports du Japon et des puissances; celles-ci réclament l'ouverture d'un port dans le Gokinai et, comprenant mieux le régime politique de l'empire, demandent la ratification des traités par l'empereur lui-même. C'est dans le chapitre suivant que nous traiterons de cette période.

V

Pour terminer l'histoire des négociations relatives à la fermeture des ports, nous avons poursuivi notre récit jusqu'à la fin de 1864; mais c'est à la fin de 1863 qu'il faut nous placer pour comprendre l'influence que le changement de la politique impériale exerça sur le cours de la Révolution. Aussi bien à Kiôto qu'à Yedo il fut dès lors entendu que la guerre sainte était remise à une époque indéterminée. Sans doute l'empereur Kômei avait pour les étrangers une telle aversion que l'esprit de la politique japonaise changea seulement après sa mort; mais lui-même avait compris qu'il ne disposait pas des forces nécessaires pour chasser les étrangers et il se montra sévère pour ceux qui prétendirent devancer son appel. Les clans comprirent aussi qu'un accord avec les étrangers serait pour eux une force, qu'il enrichirait leur trésor, leur permettrait l'achat d'armes et de

vaisseaux, l'enrôlement d'instructeurs et de fonctionnaires, et qu'il ne fallait pas laisser le shôgunat jouir seul de pareils avantages. En 1864, le bakufu et les daimiô ne possédaient-ils pas 30 vaisseaux européens, dont deux reçus en présent et les autres achetés pour 2 357 800 dollars, soit 5 navires de guerre, 13 vapeurs à hélice, 6 vapeurs à roues, 2 *barques*, 2 *brigs* et 2 *schooners*?

Si les kuge et les clans abandonnèrent progressivement leur politique belliqueuse quand la défaillance du bakufu leur eut fait mieux connaître la situation et leur eut laissé la responsabilité de commencer les hostilités, leur abdication devant l'ennemi détruisit le prestige de toutes les autorités. Depuis un demi-siècle le gouvernement et les princes n'avaient cessé de prêcher la guerre sainte aux samurai et au peuple; dans les dernières années, on avait exalté les patriotes jusqu'au fanatisme en leur peignant les étrangers comme des barbares capables de tous les crimes, en leur annonçant que le Japon serait conquis comme la Chine, annexé comme l'Inde, l'Indo-Chine, et le bassin de l'Amur.

Et tout à coup, à l'heure où tous, depuis le plus grand jusqu'au plus humble, étaient disposés à sacrifier leurs biens et leur vie, on cédait aux barbares. Et qui cédait? L'empereur, fils des dieux; le shôgun *vainqueur des barbares;* le régent Hitotsubashi, fils de Mito Nariaki, chef de la défense nationale, et lui-même l'idole des patriotes.

Aussi dans toutes les provinces, dans toutes les classes ce fut un frémissement de fureur; Hitotsu-

bashi perdit sa popularité, le shôgunat fut condamné, bientôt le palais impérial lui-même ne devait plus être respecté. Les passions que les autorités avaient soulevées se retournaient contre elles; il n'y avait plus de gouvernement; l'anarchie révolutionnaire avait commencé.

Si maintenant, négligeant ces passions, qui provoquèrent les événements immédiats mais disparurent avec eux, nous recherchons quelles conséquences impliquait un pareil changement de politique, nous découvrons que c'était la transformation complète du gouvernement. Pour ne pas périr le Japon devait se créer un gouvernement capable de résister aux puissances coalisées contre lui; mais ce gouvernement devait être national, centralisé, militaire au sens moderne du mot et par suite très différent du shôgunat.

B. — LES RÉVOLTES DES CLANS. — L'ABOLITION DU SHÔGUNAT

I

Dans la période (1863-67) que nous allons étudier, un fait nouveau caractérise la politique intérieure du Japon : la réconciliation de la cour impériale et du bakufu. Il n'était plus question de l'expulsion des barbares. Le shôgun s'était soumis à l'autorité du tennô. Effrayé par la terreur révolutionnaire qui avait régné à Kiôto sous l'hégémonie

de Chôshû, celui-ci désirait l'aide du bakufu contre les rônin. Enfin, quand, le 1er février 1864, Chôshû eut tiré dans le détroit de Shimonoseki sur un vaisseau prêté par le shôgun à Satsuma, Shimazu Saburô, déjà réconcilié avec Yedo, se rallia franchement à la politique de l'empereur et du shôgun.

A Kiôto, le prince Nakagawa (In no miya) tenait le premier rang depuis le coup d'État du 30 septembre; n'osant cependant agir sans le concours des daimiô, il avait convoqué les principaux à Kiôto, où Shimazu Saburô était arrivé dès le mois de novembre (1863) avec Ôkubo. En décembre Nijô remplaça Takatsukasa comme kambaku. Le 5 janvier 1864, Hitotsubashi était de retour à Kiôto pour prendre part au conseil des daimiô; le shôgun lui-même, parti de Yedo le 4 février par mer, prenait possession du Nijô le 22; le 28 il était reçu par l'empereur.

Nous avons déjà exposé la politique extérieure qui fut alors suivie; en principe il était toujours admis que l'on s'efforcerait d'obtenir l'évacuation des ports, principalement de Yokohama; pratiquement il fut convenu qu'on ne presserait pas la question, et que l'on attendrait le retour de la mission envoyée à Paris.

Voici d'autre part les grandes lignes de la politique intérieure adoptée par les nouveaux alliés, telle qu'elle apparaît dans les deux proclamations impériales du 28 février 1864, la réponse shôgunale du 21 mars et le discours impérial du 3 juin suivant.

Le bakufu recouvrait la pleine confiance de l'empereur, mais à ces deux conditions : il devait prendre les conseils des gosanke, du daimiô d'Aizu, des daimiô retirés d'Echizen, d'Uwajima et de Tosa et du régent de Satsuma ; il devait poursuivre les réformes commencées à la fin de 1862.

Ces réformes rendaient à l'empereur son pouvoir souverain : de larges allocations étaient faites à la cour et aux temples d'Ise ; le shôgun, les gosanke et tous les daimiô devaient recevoir leur investiture de l'empereur lui-même et lui faire tous les ans des présents.

L'union étant ainsi rétablie entre les deux cours, dans une audience solennelle accordée le 3 juin par Kômei au shôgun, Hitotsubashi obtint un décret impérial, qui lui donnait pleins pouvoirs pour châtier Chôshû.

De nouveau reçu en audience le 8 juin, le shôgun partit le 10 pour Yedo, où il était de retour le 23. Il laissait Kiôto à la garde de Hitotsubashi, d'Aizu et de son nouvel allié, Satsuma ; Hisamitsu était retourné à Kagoshima avec Ôkubo (11 juin) mais en laissant dans la capitale des forces considérables sous le commandement de Saigô, gracié en mars et promu à ce poste en avril.

*
* *

Sorti de la position difficile où l'avait mis l'alliance de la cour et de Chôshû en 1863, le bakufu, dirigé par le daimiô d'Owari, travailla résolument à reformer un régime tombé en décadence. Son

principal effort porta sur l'armée, dont en 1861 Ii avait décidé la réorganisation. La nouvelle armée devait se recruter aussi bien dans le peuple que chez les samurai. Les hatamoto et les gokenin ayant plus de 500 koku de revenus étaient tenus de fournir un soldat; ceux qui touchaient plus de 1 000 koku fournissaient trois soldats; ceux qui en touchaient plus de 3 000 fournissaient dix soldats. Les gokenin possesseurs de revenus inférieurs à 500 koku payaient 5 *riô* par 100 *hiô* de riz. Les soldats devaient avoir entre quinze et quarante-cinq ans; ils servaient cinq ans et pouvaient se rengager.

On constitua d'abord un corps d'infanterie lourde de 6 381 hommes, répartis en 6 régiments à 2 bataillons, plus 13 compagnies destinées à la garde du shiro, et 4 bataillons supplémentaires. L'infanterie légère comprenait 4 bataillons de 256 hommes; la garde shôgunale, 4 bataillons formant un total de 890 hommes; la grosse cavalerie, 888 hommes répartis en 6 escadrons et la cavalerie légère, 192 répartis en 2 escadrons. On eut 6 batteries d'artillerie légère avec 384 hommes, 8 canons de 12 pouces par batterie; 6 1/2 batteries d'artillerie de campagne avec 416 hommes et des canons de 15 pouces. 2 000 artilleurs furent distribués entre les forts. Enfin on forma un corps d'état-major de 1 406 hommes. De plus il y eut quelques régiments d'irréguliers.

L'effectif de l'armée aurait dû s'élever à 13 500 hommes; cependant en 1867 il n'y avait encore que 64 officiers supérieurs et 7 700 soldats.

Le bakufu demanda à la France l'envoi d'une mission militaire qui arriva en 1867 (1).

II

La réconciliation de l'empereur, du shôgun et des principaux daimiô exaspéra les révolutionnaires qui craignaient de perdre tout le fruit de leurs efforts; pour quelques-uns qui avaient voué au mikado un culte mystique, la plupart ne réclamaient la restauration impériale qu'afin d'obtenir des réformes démocratiques et d'arriver à l'expulsion des étrangers; or les partisans de l'empereur ne parlaient plus ni de mesures libérales, ni de guerre extérieure. Dans tous les clans, le nombre des révolutionnaires était considérable, ils avaient la majorité à Chôshû et à Mito.

La guerre civile éclata d'abord dans ce dernier clan; il était gouverné depuis 1854 par la faction la plus modérée du parti des *bons;* les karô étaient en 1863 Takeda Hikokurô et Sugiura. Leur politique franchement impérialiste mais prudente faisait des mécontents parmi leurs plus jeunes alliés; ce fut pis encore quand, en mai 1863, le prince de Mito, rallié complètement à la politique de son frère Hitotsubashi, s'établit à Yedo comme chef de la défense nationale. Fujita Koshirô,

(1) *The army at the end of the shôgunate.* (R.-J. War, II.)

(1842-63), fils du grand Fujita, et Tamaru Inanoemon ou Naosuke, qui avaient conspiré pendant toute l'année 1863, levèrent, au début de 1864, l'étendard de la rébellion sur le mont Tsukuba; autour d'eux se pressaient les samurai mécontents et les rônin des provinces de Hitachi, Shimôsa, Shimotsuke et Shinano.

Cette scission du parti des *bons* et la nouvelle politique de l'empereur devenu favorable au bafuku rendirent courage aux *mauvais*, qui, depuis l'exécution de Yûki en 1856, n'avaient plus osé se mettre en avant. Ichikawa Sanzaemon, Satô Zusho et Asaina Yatarô se rendirent à Yedo avec 700 élevés du *Kôdôkan;* le bakufu aidant, ils persuadèrent au daimiô Yoshiatsu de renvoyer ses karô et de leur confier le pouvoir. Ils levèrent une armée et, ralliant plusieurs corps shôgunaux, marchèrent contre les insurgés, qui leur infligèrent deux défaites. Malgré les défenses du bakufu, les *bons* accoururent alors à Yedo auprès de Yoshiatsu et ce prince, d'humeur versatile, renvoyant les *kantô*, rendit le pouvoir aux *seitô*.

Les *kantô* ne se découragèrent pas car le bakufu les soutenait; ils s'emparèrent par surprise de la ville et du shiro de Mito, dont le gouverneur fit harakiri; ils massacrèrent ou emprisonnèrent leurs adversaires, samurai et heimin, n'épargnant même pas les femmes et les enfants. Les *bons* voulurent reprendre Mito et furent repoussés. Yoshiatsu envoya Matsudaira (Ôi no kami) pour rétablir l'ordre; celui-ci fit cause commune avec les *seitô*. Ichi-

kawa, aidé par une puissante armée du bakufu sous Tanuma (Gemba no kami), cerna Matsudaira et les *seitô* dans la ville de Minato en septembre 1864; se voyant perdu en novembre, Matsudaira consentit à traiter; il se rendit au camp d'Ichikawa, qui le contraignit à faire harakiri. Vers la fin du mois, Sakakibara, Tani, d'autres encore capitulèrent et furent exécutés.

Cependant, sous le commandement de l'ancien karô, l'héroïque Takeda, mille des *bons* se sont échappés de la place avant la réddition; ils forcent les lignes des assiégeants et marchent sur Kiôto en traversant le Shimotsuke, le Kôzuke, le Shinano et le Mino, où ils arrivent en janvier 1865. Ils ont franchi des cols obstrués par la neige, battu les troupes de quatre clans, accompli d'héroïques exploits, mais enfin, épuisés de faim et de maladies, ils se rendent, dans l'Echizen, à l'armée de Kaga. De toutes parts on demande au bakufu la grâce des révoltés; le bakufu demeure impitoyable : 350 perissent à Tsuruga de la main du bourreau, (mars 1865). Leurs femmes et leurs enfants sont exécutés à Mito en mai. On expose sur le pilori les têtes de la femme de Takeda, de son fils et de son petit-fils, des enfants.

Voici les uta qu'en vrais Japonais, ces héros ont composés avant de mourir :

De Takeda :

Le printemps, le vent souffle; sur la montagne, le gardien se demande ce qu'il adviendra des fleurs du cerisier. (Le cerisier est le symbole du Japon et Takeda pense à sa patrie.)

De la femme de Takeda :

Point de plus belle fleur que la rose jaune, plaignez pourtant la rose jaune, qui n'a point de graines *(mi);* plaignez-moi plus encore, qui jamais n'aurai pu m'épanouir *(mi* a aussi le sens de *vie)*.

Cette guerre civile épuisa tellement Mito que ce clan ne joua plus aucun rôle dans les événements dont sortit la Restauration.

III

A Mito, proche de Yedo, la Révolution ne pouvait réussir; il n'en était pas de même dans le Chôshû, dont l'éloignement assurait l'impunité. Après le coup d'État du 30 septembre 1863, Choshû, où s'étaient réfugiés les sept kuge condamnés, devint le rendez-vous de tous les mécontents : samurai et hommes du peuple, rônin et kiheitai, quelle que fût leur province, quelles que fussent aussi leurs opinions politiques; l'arrivée des révolutionnaires réduisit à l'impuissance le *parti des idées vulgaires* et imposa au *parti des idées élevées* une politique violente, peu conforme aux habitudes de prudence et de ruse traditionnelles chez les chefs du clan. Ce parti ne conçut-il pas la folle entreprise d'envoyer une armée à Kiôto, d'emporter d'assaut le palais impérial et de s'emparer de l'empereur par la force?

Le 22 juillet 1864 une première bande de quatre

cents samurai et kiheitai sous Fukubara Echigo s'embarquait sur la mer Intérieure; elle abordait à Ôsaka le 24; le 26, agitant des drapeaux blancs et rouges, les kiheitai remontaient le Yodo en bateau jusqu'à Yamazaki où ils debarquèrent et se virent arrêtés par des troupes shôgunales. Le même jour Fukubara Echigo s'établissait avec les samurai dans le yashiki du clan à Fushimi.

A cette nouvelle, Hitotsubashi se rendit au gosho, prévint l'empereur et convoqua les clans, qui prirent la garde de la ville et du palais.

Chôshû envoya une pétition où il exposait humblement mais fermement ses griefs; sa pétition fut rejetée. La garnison laissée par Chôshû dans son yashiki de Kiôto se replia sur Saga dans la banlieue de l'ouest et s'y établit dans le Tenriûji, où le 30 juillet elle fut rejointe par Môri Onitarô, (Kijima Matabei), venu de Fushimi avec 345 mousquetaires. Aizu répondit en fermant les portes intérieures et extérieures du palais et en établissant son quartier général dans le *jardin des fleurs*. Le 3 août l'empereur investit Hitotsubashi de la dictature.

Des deux côtés on ne cessait de faire venir des renforts. Hitotsubashi levait tous les contingents des daimiô voisins de Kiôto. D'autre part, il arrivait au secours des rebelles de nouvelles bandes de kiheitai et même des troupes régulières de Chôshû, les unes sous les karô Kunishi Shinano et Sone Takebei, qui s'établirent à Saga; les autres sous le karô Masuda (Uemon no suke), qui s'établit le 15 août dans le Tennôzan de Yamazaki.

Kiôto était de nouveau en révolution comme dans l'été de 1863 ; les kuge, les daimiô envoyaient leurs femmes dans les provinces; les bourgeois s'enfuyaient avec leurs familles et leurs richesses; le peuple manifestait sa joie de voir revenir l'âge d'or du gouvernement de Môri; les rônin recommençaient leurs exploits; le 12 août ils assassinèrent Sakuma Shôzan.

Après un mois de préparatifs, les deux partis résolurent d'en finir.

Le 19 août 1864 la cour lance un décret où elle annonce à Chôshû un châtiment exemplaire. Aussitôt les karô assemblent leurs hommes, on délibère en tumulte; vainement les plus sages recommandent-ils la prudence, les violents l'emportent; cette nuit même on donnera l'assaut au palais impérial. Les diverses divisions marcheront indépendamment vers ce but commun; c'est sur le champ de bataille que s'opérera leur concentration.

La première quitte le 20 à minuit le yashiki de Fushimi; elle comprend quelques centaines d'hommes, dont soixante armés de fusils ou de mousquets, avec deux canons. Fukubara Echigo la conduit; il est à cheval, sur la tête le grand chapeau de cuir et de bronze, sur les épaules le manteau écarlate, marqué du trèfle de ses armes, par-dessus l'armure aux écailles de laque et d'acier, qu'attachent des cordons de couleur pourpre; devant lui on porte la bannière de Môri, blanche avec une barre en chef et trois points placés en triangle. A la lueur de lanternes et de torches tenues par des soldats, la division entre dans la

ville par le sud, elle défait sur le pont de Sugikae les troupes du clan d'Ôgaki (Mino) aux Toda (100 000 koku) mais se laisse prendre dans une embuscade, en même temps que d'autres troupes venues d'Uji l'attaquent par derrière; Fukubara, blessé à l'épaule, tombe de cheval, on l'emporte; sa division se replie sur Fushimi, où les gens de Hikone mettent le feu, puis sur Yamazaki.

A l'autre extrémité de la ligne de bataille les 900 chôshû campés à Saga, dans la banlieue nord-ouest de Kiôto, se sont également mis en marche à minuit. Ils forment deux colonnes. La première de 300 hommes, dont 100 mousquetaires et 30 piquiers avec deux pièces de campagne, a pour chef Kunishi Shinano. Son armure est attachée avec des soies vert tendre; son vêtement est de brocart, son surtout de gaze blanche ornée de figures noires; il monte un beau cheval et tient à la main un bâton de commandement recouvert de papier doré. Son but est la porte Nakadachûri à l'ouest du palais; cette porte barre au delà du Karasu Maru la rue du même nom, que suivent les chôshû. En traversant le Muromachi, la grande rue qui divise Kiôto du sud au nord à l'ouest du Karasu Maru et que coupe à angle droit le Nakadachûri, ils rencontrent les mousquetaires de Hitotsubashi, qui, venant du sud, se rendent au palais pour y prendre la garde. Aussitôt les chôshû de se ranger sur le côté nord de Nakadachûri, tandis que les shôgunaux défilent le long du côté sud pour atteindre la porte où les attendent les soldats de Chikuzen en faction. Attaqués à l'improviste les

gens de Kunishi vacillent un moment, déjà ils se sont remis et, prenant sous leur feu le flanc de la colonne ennemie, la rejettent en déroute dans le Karasu Maru, puis ils la poursuivent vers le sud, la poussent sur la porte Hamaguri, où ils entendent tirer d'autres troupes de leur clan; dans cette attaque, ils massacrent quelques gens de Satsuma venus du sud, et placent la tête coupée du chef sur une pierre. Aussitôt la garnison de Satsuma sort de son yashiki situé au nord du palais impérial, et prend les chôshû à revers. Kido (Katsura Kogorô) fait faire volte-face à l'arrière-garde, tandis que Kunishi arrête au sud les mousquetaires shôgunaux ralliés; mais bientôt les chôshû doivent céder devant le nombre, les uns s'enfuient à l'ouest par Nakadachûri, les autres au sud par Karasu Maru, taillés en pièces par Satsuma victorieux.

Cependant l'autre colonne, partie de Saga en même temps que celle de Kunishi, est arrivée à cinq heures du matin devant le palais impérial; elle se divise en deux corps. Le premier sous Kijima Matabei attaque la porte Hamaguri, située au sud de la porte Nakadachûri à l'entrée de la petite rue qui sépare le gosho propre du *jardin des fleurs;* le second, sous Kodama Komimbu, *Shimodachûri,* la plus méridionale des portes de l'ouest, qui barre la rue du même nom un peu au nord du palais Kanin et juste à l'ouest du palais Nakagawa.

Kijima Matabei, d'abord aidé, comme nous l'avons vu, par la charge impétueuse de Kunishi,

trouve en face de lui Aizu, l'ennemi mortel de Chôshû. Il le repousse à l'intérieur de la porte aussitôt refermée, qu'il canonne. Aizu ouvre brusquement la porte et fait une sortie, mais le clan de Tôdô (Tsu en Ise), de garde au sud, fait défection et se retire sur le Kamo. Kodama en profite et tourne par le sud Aizu, qui abandonne la porte Hamaguri, aussitôt occupée par Kijima. Kuwana vient au secours d'Aizu et les deux clans attaquent à coups de canon Chôshû, qui les bombarde; déjà maître du *jardin des fleurs* situé au sud du gosho, Chôshû force maintenant la *porte des nobles* située à l'extrémité sud de la façade occidentale du gosho propre, entre les portes détachées de Nakadachûri et de Hamaguri; mais, à peine engagé dans le palais même, Chôshû est tourné par Satsuma, victorieux maintenant de Kunishi, tandis que de tous côtés les troupes des Tokugawa et des clans arrivent dans le palais au secours d'Aizu. Écrasé par le nombre, Chôshû plie. Kijima Matabei reçoit une balle dans l'aisselle, il tombe de cheval, Satsuma et Aizu se ruent sur lui; calme, il s'ouvre le ventre; son neveu lui coupe la tête et l'emporte, arrachant aux ennemis leur trophée. Kodama essaye en vain de rallier les débris de ses troupes écrasées, lui-même est entraîné dans la déroute.

Dans le même temps les cinq cents kiheitai et samurai du karô Masuda, campés à Yamazaki sur le Yodo très en aval de Fushimi, ont traversé la ville et attaqué au sud du palais la porte de la rue Sakaimachi, qui passe entre le *jardin des fleurs* et

le palais de l'empereur; ils escaladent le palais Takatsukasa, qui flanque la porte à l'est, et tournent ainsi les troupes d'Echizen et de Kuwana chargées de la défendre. Au moment où ils vont pénétrer dans le *jardin des fleurs* et se joindre aux troupes venues de Saga, ils sont fusillés dans le dos par 800 hommes de Hikone. Malgré les armes modernes, on voit là des combats singuliers dans le grand style héroïque. Des jeunes gens disent à haute voix leur généalogie et leurs exploits antérieurs comme il était d'usage au temps des Taira et des Minamoto. Un samurai de Hikone, s'avançant hors des rangs, se déclare sans égal comme lancier; un rônin relève le défi; les deux hommes se battent suivant toutes les règles de l'art, enfin le samurai tombe, la poitrine traversée; mais, au moment où le rônin va décapiter son adversaire, lui-même est frappé au flanc par un autre samurai de Hikone.

Quoique inférieurs en nombre, les kiheitai se maintiennent dans le jardin de Takatsukasa tant que leurs camarades de Saga conservent la *porte des nobles,* mais, quand ceux-ci sont mis en déroute, toutes les troupes du bakufu et des clans se concentrent contre la petite bande de Musada. Le dernier carré de Chôshû ne cède pas, même quand on tire dessus à coups de canon.

Dans ce moment Hitotsubashi est mandé auprès de l'empereur; des balles sifflent dans la cour intérieure du palais et, devant cette violation du sanctuaire, les kuge exigent qu'on traite avec Chôshû. Hitotsubashi s'emporte; il y va de son

honneur qu'aucun rebelle n'échappe; l'empereur et les kuge sont las de cette lutte; soit, on ne reculera devant aucun moyen pour la faire finir. Ses ordres sont aussitôt donnés et voilà le palais de Takatsukasa en feu, tout le quartier adjacent dévoré par l'incendie. Chôshû est cerné par ses ennemis, cerné par les flammes, Chôshû est perdu. De ses chefs, les uns font harakiri et sautent dans les ruines des maisons brûlantes; les autres se frayent un chemin à travers leurs ennemis, la foule, les rues embrasées, entraînant à leur suite leurs derniers soldats couverts de cendres et de sang.

Les gens du bakufu et des clans alliés se répandent par la ville, traquant les fugitifs de Chôshû, traquant les rônin et les bourgeois affiliés aux sectes révolutionnaires, traquant leurs ennemis privés. Grisés par le feu, par le sang, ils allument les maisons de bois, détruisent les dépôts à coups de canon, tirent au hasard dans la foule, qui fuit terrifiée. Ils volent, ils assassinent. Pendant plusieurs jours, tout le peuple de Kiôto doit camper dans la plaine ou sur les collines environnantes, tandis que l'incendie dévore 811 rues, 27 400 maisons, 18 palais, 44 yashiki seigneuriaux, 630 habitations de samurai, 60 temples shintô, 115 temples bouddhistes, 1 216 dépôts, 40 ponts, 3 théâtres, un village d'eta. Poussées par le vent, les flammes s'étendent jusqu'à la campagne, embrasant l'herbe et les arbres.

Les soldats de Chôshû en déroute se sont ralliés sur la colline du Tennôzan, au-dessus de Yama-

zaki; décimés, blessés, hagards, leurs vêtements en lambeaux, le visage et les mains brûlés, ils veulent rentrer dans la ville en flammes pour donner de nouveau l'assaut au palais impérial; pires sont encore les kiheitai, révolutionnaires de toutes les classes et de toutes les provinces; ils n'ont plus qu'un désir, massacrer et mourir en massacrant. Mais un envoyé de Môri vient leur annoncer la mission d'Itô et les préparatifs des puissances contre Shimonoseki; les karô décident leurs hommes à battre en retraite sur le Nagato. Seuls quelques kiheitai disputent pied à pied le terrain aux troupes d'Aizu, qu'ils attirent dans des embuscades, et se font tuer jusqu'au dernier. Dans un hameau en flammes, on trouve les corps de dix-sept insurgés qui se sont ouvert le ventre.

Ceux que leurs blessures ont fait tomber au pouvoir de leurs ennemis sont condamnés au supplice; dans leurs prisons, au milieu de la ville en flammes, demi-morts, ils composent des vers.

De Nakatomi (en chinois)

J'ai approché de mon corps les griffes du dragon et la gueule du tigre; fauchée au milieu de sa carrière, ma gloire n'est qu'un rêve; mon corps sera enterré dans le désert; qui osera m'appeler un cœur loyal, moi qui meurs victime des lois?

De Kawamura Hidenari (en japonais) :

Mon âme vivra longtemps dans le Nagato à l'ombre d'un prince qui souffre des maux de son temps.

Nakatomi, Kawamura et trente-cinq autres sont décapités par le bourreau. L'empereur déclare que

Môri, le clan de Chôshû et les kiheitai sont des *chôteki*, des rebelles excommuniés; le bakufu leur fera la guerre et les exterminera.

*
* *

L'attaque du palais impérial est l'événement le plus grave de l'anarchie révolutionnaire. Sans doute les samurai de Chôshû affirmèrent constamment leur loyalisme; à les en croire, ils n'avaient qu'un but : chasser du gosho leurs ennemis, qui s'étaient emparés par trahison de l'empereur et le gardaient comme otage. Mais la personne du mikado était considérée, depuis mille ans et plus, comme si sacrée que rien ne pouvait excuser le sacrilège de tirer le canon contre les murailles de son palais. D'ailleurs la volonté de l'empereur était connue aux gens de Chôshû; ils savaient, à n'en pas douter, qu'alors, comme au 30 septembre précédent, il n'eût jamais consenti à les suivre dans le Nagato; vainqueurs, ils l'y auraient emmené de force et leur loyalisme eût valu celui des bandes révolutionnaires qui le 6 octobre 1789 ramenèrent Louis XVI de Versailles à Paris. Aussi bien, nous n'avons qu'à lire le récit du conseil de guerre qui précéda l'assaut pour voir que les karô durent céder à leurs samurai et que ceux-ci furent entraînés par les kiheitai, par les révolutionnaires; de même nous voyons, au cours de l'assaut, les karô hésiter et les samurai de Chôshû, qui repoussent vaillamment Aizu, répugner à tirer sur le palais; seuls, les kiheitai combattent avec acharnement, indiffé-

rents à la majesté du lieu. C'est qu'au cours de dix années de troubles les idées révolutionnaires n'avaient cessé de progresser; après le bakufu, après les daimiô et le shôgun, les insurgés attaquaient l'empereur lui-même; en ne proclamant pas la guerre sainte, il les avait blessés dans leur patriotisme; en se réconciliant avec le bakufu sans exiger de lui les réformes démocratiques tant de fois promises, il s'était fait leur ennemi au lieu de leur allié. Après l'attentat du 20 août, quiconque avait des yeux pour voir et des oreilles pour entendre dut comprendre enfin que la masse des samurai et même le peuple ne séparaient pas la Restauration impériale de la Révolution et que, si jamais on les opposait l'une à l'autre, c'est à la Révolution qu'iraient leurs sympathies. Mais quiconque avait encore le pouvoir de réfléchir comprit aussi que le 20 août le Japon avait couru le plus grand danger de son histoire. Que les chôshû n'eussent pas tiré les premiers sur les samurai des Shimazu, qu'ils eussent au contraire fait appel aux sentiments bien connus de Saigô, peut-être Satsuma fût-il resté neutre comme Tsu, c'était alors la victoire des révolutionnaires, l'empereur emmené prisonnier, le bakufu proclamant la guerre sainte pour délivrer l'empereur, Chôshû proclamant au nom de l'empereur, son prisonnier, la guerre sainte contre le bakufu et contre les étrangers; c'était la majesté sacrée du tennô détruite et pour toujours peut-être, le pays condamné à des années, peut-être, comme la Chine, à des siècles d'anarchie. C'est pourquoi, aussi bien dans le parti du shôgun

qu'à Satsuma, que chez les gosanke, que dans l'Echizen, qu'à Chôshû même, beaucoup estimèrent, à partir de ce jour, qu'ils devaient oublier leurs préférences particulières, songer avant tout à mettre fin aux troubles, et pour cela garder intact le prestige de la maison impériale en identifiant sa cause avec celle des réformes.

IV

Contre Chôshû mis hors la loi par l'empereur, le bakufu organisa une expédition, dont le commandement fut confié à l'ex-daimiô d'Owari, qui atteignit la frontière du Suwô à la fin de 1864 avec les troupes de son clan et celles de Satsuma commandées par Saigô. Mais, profitant de la confusion produite par la défaite de Kiôto et le bombardement de Shimonoseki, le *parti des idées vulgaires (Zokurontô)* avait fait un coup d'État; il s'était emparé des deux princes, les avait emprisonnés dans la ville de Hagi au nord du Suwô sur la mer du Japon; il tenait enfermés les karô compromis : Masuda, Fukubara et Kunishi; à la nouvelle de l'arrivée des shôgunaux, on les décapita; leurs têtes furent envoyées au daimiô d'Owari; en même temps les nouveaux karô démantelaient les places, licenciaient l'armée et abandonnaient le pays à la merci du bakufu. Satisfait, Owari se replia sur Ôsaka (février 1865).

Des cinq kuge réfugiés dans le clan, l'un était mort; un autre, Sawa Nobuyoshi (1836-73), après avoir soulevé le Tamba en 1864, s'était enfui en Shikoku, où il séjourna jusqu'en 1868; les trois autres, dont Sanjô, furent remis à la garde des clans de Chikuzen, Higo et Satsuma (janvier 1865).

Mais aussitôt une révolte éclate dans le Nagato, son chef est Takasugi Shinsaku, (1839-67) du *parti des idées élevées,* qui depuis quelques années a formé des troupes d'irréguliers avec des samurai, des rônin et même des gens du peuple; ces troupes, qui touchent une solde, sont habillées, armées et exercées à l'européenne. Le *parti des idées vulgaires* les a bien licenciées, mais Takasugi, caché dans le Chikuzen, les a reconstituées secrètement. A peine les shôgunaux partis et dans ce même mois de février, il réussit un coup de main sur Shimonoseki. S'aidant des grandes ressources de ce port, il cerne Hagi, où les princes Môri sont retenus prisonniers. Un tiers parti lui livre les chefs du *parti des idées vulgaires;* ils sont exécutés, leurs têtes exposées sur le pilori. Le daimiô et son fils rentrent à Yamaguchi et tout le clan décide de mettre fin aux querelles intestines pour lutter contre le bakufu.

A cette nouvelle, le shôgun résolut d'en finir avec Chôshû; dès le mois de mai 1865 il annonça qu'une seconde expédition serait envoyée dans l'Ouest. Le 9 juin, Iemochi quittait Yedo pour se rendre par terre à Kiôto, où il fut reçu par l'empereur; il fixa sa résidence à Ôsaka, où s'établirent également les gorôjû; puis les troupes shôgunales

se mirent en mouvement; au dire des historiens japonais, il y aurait eu 70 000 hommes des Tokugawa et 50 000 de leurs alliés (y compris sans doute les non-combattants, toujours si nombreux dans les armées orientales) mais seulement deux régiments d'infanterie équipée et formée à l'européenne et quelques pièces d'artillerie. Tel était cependant le désordre des finances et de l'administration, tel le mauvais état et l'encombrement des routes qu'il fallut plus d'un an pour mobiliser cette armée.

De plus des difficultés surgissaient de toutes parts.

C'était d'abord, en novembre 1865, une démonstration des flottes européennes dans la baie d'Ósaka pour obtenir l'ouverture de ce port au commerce et la ratification des traités par le mikado : les puissances ayant remis un ultimatum et le shôgun ayant offert sa démission, l'empereur consentit le 24 novembre à ratifier les traités mais refusa l'ouverture d'aucun port du Gokinai.

C'était ensuite la répugnance des principaux clans à entreprendre contre Chôshû une nouvelle expédition; le daimiô retiré d'Owari refusa même d'en assumer le commandement ou d'y faire participer ses troupes (juin 1865).

C'était enfin le rapprochement des grands clans du Sud-Ouest et la formation d'un complot analogue à celui qui avait amené les événements de 1862. Trois hommes surtout semblent l'avoir ourdi : Ókubo, Saigô et Sanjô exilé en Kiûshû.

Dès le mois d'octobre 1864, Ôkubo avait parcouru les clans de cette île pour se concerter avec les meneurs. D'autre part Saigô, qui avait combattu à contre-cœur les révolutionnaires de Chôshû, traita courtoisement ceux qui furent confiés à sa garde et leur rendit même la liberté; les trois kuge prisonniers reçurent de grands honneurs. Tous les chefs avancés du clan de Satsuma, Ôkubo le premier, circonvinrent Shimazu Saburô, lui montrant l'erreur qu'il commettait en s'acharnant contre Chôshû : la destruction de ce clan rendrait aux Tokugawa leur puissance et leur prestige; ils ne tarderaient pas à en abuser, les clans du midi verraient leur indépendance compromise et l'empereur perdrait l'autorité que dix ans de lutte lui avaient fait recouvrer. Lors de la démonstration des puissances devant Hiôgo, Satsuma prétendit même forcer le shôgun à convoquer les grand daîmiô pour leur soumettre sa décision; mais, Hitotsubashi ayant obtenu la ratification impériale, la convocation des daimiô devint inutile.

Ôkubo, dans des voyages répétés, noua une alliance secrète entre les clans de Satsuma, Chikuzen, Hizen et Tosa, puis il proposa résolument à Chôshû d'entrer dans cette alliance. Takasugi et Kido, qui ne craignait pas de reparaître à Kiôto, objectaient que leur clan mis hors la loi ne pouvait traiter d'égal à égal avec les autres clans et que par suite toute entente serait pour lui humiliante. Ôkubo et Saigô vainquirent ces scrupules, l'alliance fut signée dans le printemps de 1865.

En même temps, les grands clans nationalistes se rapprochaient ouvertement des puissances, principalement de la Grande-Bretagne. Des vaisseaux anglais apportèrent de la contrebande de guerre à Shimonoseki, et le ministre britannique, sir Harry Parkes, visita Kagoshima, et Uwajima en Shikoku (juillet 1866).

Dès le mois de janvier 1866, Shimazu avait rappelé ceux de ses samurai qui résidaient encore dans le yashiki de Yedo; après s'être plaint plusieurs fois à la cour de Kiôto des mesures prises contre Chôshû, le 28 mai 1866 il fit remettre par Ôkubo au bakufu une protestation formelle contre ce qu'il appelait « une guerre sans nom ». Trois fois le bakufu refusa la lettre, Ôkubo répondit : « Notre parti est pris; si vous prétendez nous traiter en ennemis, soit, nous vous attendons. »

Cependant, au début de 1866, le bakufu avait sommé Chôshû d'envoyer un karô à Hiroshima pour y recevoir ses ordres, Chôshû envoya Shishido (Bingo no suke) du tiers parti; les négociations traînèrent en longueur. Brusquement, en mai 1866, le bakufu, ayant terminé ses préparatifs, fit arrêter Shishido et remit à Chôshû un ultimatum : le clan était privé de 100 000 koku de revenus; Môri Motonori était déposé, condamné à la détention perpétuelle; les familles des trois karô coupables devaient être anéanties.

Le 19 juillet la guerre commença. Matsudaira Hisamatsu (Hôki [no kami), daimiô de Matsuyama en Iyo (150 000 koku), attaque l'île d'Ôshima au large du Suwô dans la mer Intérieure; il est battu

le 26, contraint de se rembarquer. Dans le nord de Kiûshû Chôshû défait Ogasawara de Kokura, son ennemi séculaire; Higo, peu favorable au bakufu, en profite pour retirer ses troupes; en septembre Chôshû fait le siège de Kokura. Les clans d'Inaba, de Matsue et Hamada, concentrés dans l'Iwami sur la mer du Japon pour opérer dans le Nagato, sont mis en pleine déroute; les troupes de Môri commandées par Inoue Bunda (le futur marquis Inoue) et Ômura Masujirô conquièrent l'Iwami et emportent d'assaut le 29 juillet le shiro de Hamada, dont le daimiô, Matsudaira (60 000 koku), s'enfuit par mer à Matsue d'Izumo chez son parent et allié, Matsudaira (186 000 koku).

Les clans de Kii, dont le daimiô conduit l'expédition, de Hikone et de Takata, réunis dans l'Aki, sont mis en déroute en juillet avant même d'avoir pénétré dans le Suwô par Ôta Ichinoshin et Ichikawa Kogorô. Matsuyama prend le commandement de l'armée battue, il remet Shishido en liberté malgré l'avis de Kii, qui le fait punir par le bakufu; en septembre Chôshû, après avoir gagné une bataille à Ôno le 16, cerne l'armée du bakufu dans Hiroshima.

V

Ces défaites affligèrent tellement le shôgun malade qu'il mourût à Ôsaka le 19 septembre 1866; les gens du peuple, ayant appris qu'il avait eu des

LE DERNIER SHÔGUN
(Aujourd'hui duc Tokugawa Yoshihisa)

vomissements, crurent de nouveau à un empoisonnement. Hitotsubashi, qui devait prendre le commandement des troupes enfermées par Chôshû dans Hiroshima, déclara qu'il ne pouvait quitter le Gokinai; au mois d'octobre, l'empereur le proclama chef du clan Tokugawa sous le nom de Tokugawa Yoshinobu ou Keiki (Keiki est la prononciation sino-japonaise des caractères de Yoshinobu.) Son premier acte fut de suspendre le 3 octobre les hostilités contre Chôshû. Satsuma et Higo réconcilièrent ce clan avec Kokura; en octobre Katsu (Awa no Kami), le même qui avait conduit de San-Francisco à Panama le vapeur de la première ambassade japonaise en Amérique, se rendit à Hiroshima et obtint le rappel des troupes victorieuses de Môri. Dans l'ouest et le sud du Japon le bakufu avait perdu toute autorité (octobre 1866).

Yoshinobu convoqua d'autre part les daimiô ou régents d'Owari, Echizen, Hizen, Chikuzen, Tosa, Uwajima, Satsuma et Higo pour délibérer avec eux sur la situation de l'empire, mais ces princes défiants imaginèrent des prétextes pour n'avoir pas à se rendre dans la capitale.

Le 6 janvier 1867, l'empereur força Yoshinobu hésitant à recevoir l'investiture et à prendre le titre de shôgun. Le 30 du même mois (ou le 3 février), l'empereur Kômei mourut de la petite vérole; son fils Mutsuhito lui succéda; comme ce prince avait moins de quinze ans, Nijô Nariaki fut proclamé régent, conformément aux dernières volontés de l'empereur défunt. Nijô était un ami de Yoshinobu; de concert, ils rédigèrent le décret impé-

rial du 19 février, qui amnistiait les kuge compromis dans les troubles, fors les quatre alliés de Chôshû; l'armée envoyée contre ce clan était dissoute mais il restait banni de la cour.

VI

Tout ensemble encouragés et assagis par ces événements, les chefs de la Révolution poursuivaient leurs complots. Tandis qu'Ôkubo, resté à Kagoshima, continuait de négocier avec les clans du midi, Saigô et Komatsu, arrivés à Kiôto le 4 décembre 1866, se mettaient en rapports avec les princes impériaux Yamashina et Ninnaji, les kuge Ôhara, Nakamikado, même avec Iwakura, toujours suspect et dans la retraite. Sakamoto Riuma et Nakaoka (de Tosa) servirent d'intermédiaires entre ce groupe et Sanjô interné à Dazaifu dans le Chikuzen. Le 6 mars, Saigô et Komatsu Tatewaki étant revenus à Kagoshima, les clans du S.-O. se fédérèrent dans le but de restaurer l'empereur dans ses droits souverains. Grâce à la propagande de Saigô, de Nakaoka et de Murata, Tosa, Uwajima et Chôshû adhérèrent à la ligue.

Au mois de juin 1867, la plupart des conspirateurs se trouvaient à Kiôto. Le 6, l'ex-daimiô d'Echizen réunit dans son yashiki Yamanouchi Yôdô, Date Muneki et Shimazu Hisamitsu avec leurs principaux kerai, dont Ôkubo; ils renouvelèrent leur demande de participer à la direc-

tion générale des affaires ainsi que les gosanke et les kokushu les plus puissants. Mais le régent et le shôgun repoussèrent cette demande; cependant ce dernier reçut le 16 au Nijô les daimiô retirés d'Echizen, d'Uwajima et de Tosa, et le régent de Satsuma; ils parlèrent de la situation de Chôshû et de l'ouverture de Hiôgo au commerce international sans réussir à s'entendre; le 24 les princes adressèrent de nouveau un mémoire à la cour; le 25 l'empereur tint son conseil, le 26 le shôgun reçut la permission d'ouvrir Hiôgo et de résoudre à sa convenance la question de Chôshû. Echizen, Satsuma, Uwajima et Tosa protestèrent mais vainement; ils se décidèrent donc à quitter la capitale : Yamanouchi dès le 29 juin, Matsudaira le mois suivant, Date dans le courant de l'été et Shimazu en octobre.

*
* *

A cette époque une scission se produisit entre les clans partisans des réformes. Tandis que Satsuma et Aki s'alliaient définitivement avec Chôshû pour faire triompher la Révolution, Yamanouchi (Yôdô) de Tosa, favorable par tradition au shôgunat mais poussé par ses samurai d'idées très avancées, tenta de réconcilier la maison de Tokugawa et les progressistes. C'est pourquoi le 30 octobre 1867, il envoya au shôgun la lettre suivante rédigée par Gotô Shôjirô :

Bien que, depuis la fin de l'époque de l'antiquité moyenne, la classe militaire ait constamment exercé le

gouvernement et rendu la justice, l'arrivée des étrangers a montré notre faiblesse et plongé l'empire dans des troubles sans fin. Partout nous voyons la guerre civile, l'Est et l'Ouest se combattent, et les étrangers nous méprisent. Je considère que ces maux ont pour cause principale la dualité des pouvoirs, les yeux et les oreilles de l'empire étant tournés dans deux directions. Le cours des âges nous a conduits à une révolution inévitable; l'ancien ordre de choses ne saurait durer. Vous devriez déposer le pouvoir entre les mains de l'empereur. Voilà le seul moyen de donner au gouvernement une base solide qui permette au pays de se développer progressivement et de devenir l'égal des autres pays : tel est le devoir le plus impératif de l'heure présente, et tel est aussi le plus ardent désir de Yôdô. Votre Altesse est assez sage pour tenir compte de cet avis.

Le 9 novembre, après avoir consulté le 7 Gotô, Komatsu de Satsuma et d'autres samurai influents, Yoshinobu abdiquait entre les mains de l'empereur, et adressait aux daimiô ce manifeste :

L'examen des différents changements par lesquels l'empire a passé nous montre qu'après la fin de l'autorité impériale le pouvoir passa aux mains des Fujiwara, puis que les guerres de 1156-59 le donnèrent à la caste militaire. Mon ancêtre (Ieyasu) reçut des témoignages de la confiance impériale tels que personne n'en avait reçus avant lui, et ses descendants lui ont succédé pendant plus de deux siècles. Bien que j'accomplisse les mêmes devoirs, le but que se proposent le gouvernement et les lois pénales n'a put être atteint; c'est avec le sentiment de la plus profonde humiliation que je dois reconnaitre mon propre manque de vertu comme la cause de notre présente condition.

De plus, nos relations avec les pays étrangers s'éten-

dent chaque jour; conséquemment notre politique nationale ne peut être dirigée que par le pouvoir entier de l'État. C'est pourquoi, si l'ancien régime est changé, si la cour impériale recouvre l'exercice du gouvernement, si les avis de tout l'empire sont recueillis et que l'on se range aux décisions les plus sages; si nous nous unissons de tout notre cœur et avec toutes nos forces pour protéger et maintenir l'Empire, il pourra prendre rang parmi les nations du monde. Voilà tout notre devoir envers notre patrie. Cependant si vous (daimiô) avez des idées particulières à exprimer à ce sujet, vous pouvez le faire sans réserve (1).

Le 10 novembre l'empereur publia un édit où il acceptait la démission du shôgun mais confiait la direction des affaires à Tokugawa Yoshinobu, qui recevait le titre de *Nai daijin (nai fu)*.

L'abolition du shôgunat marque la fin de la seconde phase de la Révolution, comme l'abandon de Yedo par les daimiô marque la fin de la première. Nous essaierons de résumer les événements complexes de cette seconde phase.

En 1862, l'empereur rétabli dans son rang souverain, le bakufu dirigé par des princes loyalistes et les principaux clans se réconcilient pour faire face à l'étranger, mais d'une part ils doivent bien-

(1) La traduction que sir E. Satow a faite de ce document dans son édition du *Kinsei Shiriaku* diffère de celle-ci quant à la forme mais pas quant au fond. Le *Kinsei Shiriaku* donne, au lieu du 9, le 19 novembre comme la date de la démission du shôgun.

tôt reconnaître que le Japon désorganisé n'est pas en mesure de lui résister; d'autre part les révolutionnaires, aidés par le clan de Chôshû, se rendent maîtres de Kiôto et du palais, ils font régner la terreur, prétendent faire simultanément la Révolution et la guerre étrangère.

Le coup d'État du 30 septembre 1863 met fin à leur domination, l'empereur Kômei effrayé se réconcilie avec les Tokugawa et demeure leur allié jusqu'à sa mort. Avec l'aide de Satsuma ceux-ci repoussent l'attaque dirigée par Chôshû contre le palais en août 1864, et le réduisent en janvier 1865 à la soumission complète. En même temps la cour renonce à sa politique xénophobe.

Mais alors Satsuma et les autres clans du S.-O, jusqu'alors jaloux de Chôshû et hostiles aux révolutionnaires, se réconcilient avec Chôshû et avec les révolutionnaires, dans la crainte de voir le bakufu recouvrer son ancienne prépondérance. Les troupes des Tokugawa sont battues par Chôshû; le shôgun Iemochi et l'empereur Kômei meurent; le nouveau shôgun Yoshinobu, se sentant incapable de résister aux clans du S.-O. alliés contre lui, se range à l'avis de Tosa et des clans qui lui restent encore fidèles; il abdique entre les mains du jeune empereur Mutsuhito. Ainsi finit, en principe du moins, le dualisme qui a subsisté pendant sept cents ans.

CHAPITRE III

LA TROISIÈME PHASE DE LA RÉVOLUTION : LA GUERRE CIVILE, LA RESTAURATION IMPÉRIALE ET L'ÉTABLISSEMENT DE RELATIONS RÉGULIÈRES AVEC LES PUISSANCES.

A. — LA GUERRE CIVILE ET LA RESTAURATION IMPÉRIALE

L'abdication de Yoshinobu avait prouvé son patriotisme et son dévouement à l'empereur; librement il avait fait un grand sacrifice; ce sacrifice ne pouvait suffire. En effet, l'abolition du shôgunat ne rétablissait pas l'unité de l'empire, elle ne mettait même pas fin à la dualité du gouvernement. Peu importait que les Tokugawa eussent perdu le vain titre de shôgun s'ils conservaient ce qui faisait leur force véritable, la direction des affaires, le tiers des revenus de l'empire, la possession du Kantô, le gouvernement des grandes villes, l'alliance des principaux clans du nord et du centre. Il arriva donc ce qui devait fatalement arriver : loin de le sauver, le sacrifice insuffisant de Yoshinobu ne fit que précipiter sa ruine.

I

Déjà les ennemis des Tokugawa ourdissaient une nouvelle conspiration. Dépité de son insuccès de l'été 1864, Shimazu Saburò avait, en retournant à Kagoshima, laissé pleins pouvoirs à Ôkubo et à Saigò, restés à Kiòto, pour conclure une alliance plus étroite avec Chôshû. Ôkubo partit le 12 octobre 1867 d'Ôsaka pour le Nagato avec son collègue Ôyama Tsunayoshi et deux samurai de Chôshû, Shinagawa et Itò. Il s'entendit d'abord avec Kido et Hirosawa, puis avec Môri (15 octobre). Une assemblée générale de Chôshû accepta l'alliance proposée par Ôkubo et le projet de mobiliser les armées et les flottes des deux clans à Mitajiri dans le Suwó. Fort de cet appui, Ôkubo se rendit à Hiroshima, où il réussit à traiter avec le clan d'Aki. Le 3 novembre était signé à Kiòto l'acte d'alliance des trois clans; Komatsu, Saigò et Ôkubo représentaient Satsuma; Hirosawa et Shinagawa, Chôshu; Tsuji, Ueda et Terao, Aki. Tosa, Echizen et Owari restaient en dehors cette nouvelle alliance. Mais Iwakura et les kuge de ses amis y adhérèrent; ils comptaient au gosho des partisans résolus comme Nakayama Tadeyoshi, Saga Sanenaru, Nakamikado Tsuneyuki. Dès le 8 novembre 1867, ceux-ci auraient arraché à l'empereur enfant le

S. M. L'EMPEREUR MUTSUHITO

rescrit suivant adressé à Satsuma et à Chôshû (encore hors la loi).

Minamoto Keiki, se fondant sur les mérites de ses ancêtres et sur la puissance et les dignités qui lui ont été attribuées, est devenu arrogant et déloyal, mettant à mort nos bons et fidèles sujets; souvent même il a refusé d'exécuter nos ordres, comme il n'a pas hésité à changer ou à contredire les ordres de l'empereur défunt : Keiki a donc conduit notre peuple jusqu'au bord de l'abîme, et ses crimes sont tels que la nation divine est à la veille d'un grand désastre. C'est pourquoi nous, qui sommes le père et la mère de notre peuple, nous sommes forcé de punir ce traître pour apaiser l'esprit de l'empereur défunt et venger la nation sur son plus cruel ennemi. Aussi déclarons-nous que notre volonté est que le traître Keiki soit détruit et que vous, à qui nous adressons cet ordre, accomplissiez ce grand acte et replaciez les affaires nationales sur une ferme base de paix et de gloire durables (1).

Deux ordres accompagnaient ce décret; l'un rétablissait Chôshû dans son rang et ses titres, l'autre condamnait Aizu et Kuwana, complices du shôgun.

L'authenticité de ces pièces paraît sujette à question; elles ne portent pas la signature de l'empereur, mais seulement celles de Nakayama, Saga et Nakamikado agissant au nom de l'empereur; peut-être les auront-ils fabriquées sans même les lui soumettre; peut-être les lui auront-ils soumises après le coup d'État de janvier 1868 et les auront-ils antidatées avec son consentement pour

(1) Cette lettre a été longtemps tenue secrète. Elle a été publiée par Brinkley (III, 240).

couvrir ce coup d'État de sa divine sanction.

Quoi qu'il en soit, Ôkubo, Saigô, et Hirosawa quittèrent Kiôto le 12 novembre pour porter ces trois pièces aux clans intéressés; arrivés le 21 novembre à Kagoshima, les deux derniers y rencontrèrent une grande opposition à leurs projets auprès du daimiô, du régent et des samurai conservateurs; le lendemain Ôkubo réussit pourtant à faire prévaloir son opinion dans l'assemblée du clan. Le 8 décembre, le daimiô, Shimazu Tadayoshi, quittait sa capitale et se rendait à Mitajiri où il eut une entrevue avec Môri Motonori.

*
* *

Cependant l'ex-shôgun, Tokugawa Yoshinobu, avait, sur le désir du jeune empereur et du régent, convoqué les principaux daimiô pour délibérer sur la situation. Plusieurs d'entre eux, effrayés des progrès de la Révolution, lui étaient ouvertement favorables : ainsi, d'une part Kii, Aizu, Kuwana tout dévoués au bakufu; d'autre part Echizen, (arrivé le 3 décembre), Tosa, Owari et même Aki progressistes mais désireux avant tout d'éviter la guerre civile. Seule l'absence des grands daimiô du Sud-Ouest retardait l'ouverture de l'assemblée.

A Yedo l'abolition du shôgunat avait provoqué une grande excitation; le 19 novembre, le bakufu envoya une mission à Kiôto; le 28, les samurai de Kii réunirent tous les hatamoto et kerai des Toku-

gawa, qui à l'unanimité se déclarerènt prêts à combattre et à mourir pour leurs maîtres : tous les fudai, même Mito, voulurent solidariser leur cause avec celle de Yoshinobu.

A Kiôto, Kii, Aizu, Kuwana se préparaient à la lutte; le 10 décembre des samurai de ces clans assassinèrent Sakamoto Riuma et Nakaoka Shintarô. Mais les 800 hommes de Satsuma sous Ichiji surent les empêcher de tenter un coup de force; le 18 décembre, Shimazu suivi de Saigô et de mille soldats, entrait à Kiôto, où Ôkubo le rejoignit après avoir conféré à Kôchi avec Yamanouchi et les chefs du clan de Tosa. Chôshû et Aki concentrèrent leurs troupes à Nishinomiya, petit port situé à égale distance de Hiôgo et d'Ôsaka (24 décembre).

Le 29 décembre, dans une réunion des samurai du Sud-Ouest, Ôkubo et Saigô réussirent à faire condamner le plan de Tosa, qui laissait l'autorité entre les mains de Yoshinobu. Aki, Owari, Echigen et Tosa, dont le daimiô devait arriver le 2 janvier 1868, se rallièrent à la majorité.

Dès lors entre le bakufu et Satsuma toute conciliation fut impossible; Satsuma résolut de tenter un nouveau coup d'État pour s'emparer du gosho.

Le 3 janvier 1868, le conseil impérial ayant délibéré au lever du jour, Nakayama, Saga et Nakamikado réussissent à rester auprès du souverain après le départ du régent. De gré ou de force ils obtiennent de lui un décret, qui remet la garde du palais aux cinq clans de Satsuma, Tosa, Owari Aki, Echizen.

A midi Kirino, commandant des troupes de Satsuma, s'empare par surprise du palais, en chasse les sentinelles d'Aizu, et en interdit l'entrée au prince Nakagawa, bientôt exilé en Aki, au régent et aux kuge partisans des Tokugawa. Le jeune empereur abolit par décret les charges de régent, de kambaku et de shôgun, supprime le bakufu et réorganise le *daijôkan,* qui devient le seul organe du nouveau gouvernement. Tous leurs titres et leurs honneurs sont rendus aux Môri, à Sanjô et aux kuge exilés.

Iwakura, qui jette le masque et parle en maître, convoque pour le même soir les chefs de la Révolution; devant l'empereur enfant, ils siègent tous là confondus, les princes du sang, les kuge, les daimiô, les samurai et les aventuriers; le conseil impérial est proprement le conseil de la Révolution, et jamais Révolution n'a valu celle-là puisqu'en quelques minutes, de sa main, guidée par les mains des révolutionnaires, le jeune souverain a supprimé toutes les institutions qui ont régi son pays depuis dix siècles.

L'aspect seul de l'assemblée suffit à montrer quel changement s'est accompli. Dans les pièces nues de la demeure hiératique, où l'on n'a vu que des femmes dévotement agenouillées, des hommes s'agitent, des hommes s'insultent; à un moment Iwakura tire de sa robe un poignard, menaçant d'en frapper ses adversaires et de s'en frapper lui-même. Echizen, Tosa, Owari, même Aki veulent qu'on négocie avec les Tokugawa; Satsuma est intraitable, Ôkubo prend violemment à partie Gotô.

Satsuma l'emporte, un ultimatum sera envoyé à Yoshinobu.

Le 5 janvier 1868 le corps de Chôshû commandé par Yamada Ichinojô et Kôno Jûrô fait son entrée solennelle à Kiôto et prend la garde de ce gosho, qu'il a bombardé.

Cependant Yoshinobu, Aizu, Kuwana délibèrent dans le Nijô, que leurs troupes entourent; le 4 le naifu reçoit Echizen et Owari; des négociations commencent entre le Nijô et le gosho; la plupart des clans supplient l'empereur de se montrer conciliant, Satsuma et Chôshû s'y opposent; tout à coup le 6, au moment où l'on croit que la lutte va éclater à Kiôto, Yoshinobu se replie avec ses troupes sur Ôsaka.

*
* *

A la place du régime détruit les vainqueurs s'efforcèrent d'en établir un nouveau qu'ils ne modifièrent pas moins de quatre fois au cours de l'année 1868, et qu'en 1869 ils changèrent complètement. C'est en étudiant la réorganisation du Japon que nous examinerons les différentes constitutions dans leurs détails. Ici nous nous bornerons à faire connaître les grandes lignes du gouvernement impérial.

L'empereur fut proclamé majeur. Le prince du sang Arisugawa prit la direction générale des affaires avec le titre de *sôsai*, qu'il échangea en mars contre le commandement de l'armée; deux *fuku sôsai* l'assistaient : Sanjô, rentré à Kiôto le

21 janvier, et Iwakura. Au-dessous d'eux il y avait les *gijô* ou *gitei* pris parmi les kuge (ainsi Nakayama, Saga, Konoe, Nakamikado) ou les daimiô (tels Satsuma, Owari, Tosa, Echizen, Chôshû, Uwajima) et les *sanyo* choisis parmi les *chôshi* ou délégués élus des clans. *Gijô* et *sanyo* étaient répartis en ministères (intérieur, affaires étrangères, guerre, finances, justice, législation, plus le ministère des sôsai et celui du culte shintô) (10 février 1868).

Tous les samurai qui avaient pris part aux derniers événements reçurent des charges importantes : Komatsu de Satsuma, Kido de Chôshû et Gotô de Tosa furent attachés au cabinet des sôsai, chargé de la politique générale; Ôkubo, au ministère de l'Intérieur, dont les chefs étaient le kuge Tokudaiji et l'ex-daimiô d'Echizen; Terajima de Satsuma, Itô et Inoue de Chôshû, à celui des Affaires étrangères, dont les chefs étaient l'ex-daimiô d'Uwajima, le daimiô de Hizen et le kuge Higashikuze.

Enfin on convoqua pour le mois d'avril 1868 une assemblée de *kôshi* ou députés des clans, assemblée qui n'exerça d'ailleurs aucune influence.

II

Entre l'ancien et le nouveau gouvernement la lutte était certaine, les Tokugawa ne pouvant pas renoncer de leur plein gré à leurs fiefs et à leur

situation séculaire, le régime impérial ne pouvant pas s'organiser s'ils n'y renonçaient pas.

Cependant de part et d'autre on hésitait à commencer la guerre civile en présence de l'étranger menaçant; Yoshinobu craignait d'être excommunié par l'empereur; Owari, Echizen et Tosa ne voulaient pas rompre avec le chef des Tokugawa. Le 6 janvier 1868, en quittant Kiôto, le naifu avait rédigé une protestation contre le coup d'État fait au nom d'un souverain mineur, qui, par la volonté même de l'empereur défunt, devait pendant un an encore laisser gouverner le régent. Les auteurs du coup d'État répondirent en bannissant de Kiôto les clans d'Aizu et de Kuwana, dont les troupes appuyaient Yoshinobu.

A Ôsaka, où il établit sa capitale, ce dernier reçut des nouvelles qui le rassurèrent : les fudai et les hatamoto lui restaient fidèles, les gorôjû lui envoyaient des renforts; Kaga et Sendai protestaient contre le coup d'État et demandaient la convocation d'une assemblée de tous les grands daimiô. Aussi le 10, Yoshinobu expliqua-t-il sa conduite aux représentants des puissances réunis à Ôsaka pour l'ouverture de ce port et de Hiôgo; il leur déclara formellement qu'il entendait continuer à conduire la politique extérieure du Japon et à entretenir seul des rapports avec eux; le 12 il adressa au gosho une seconde protestation, où il s'en remettait à la décision de l'assemblée des daimio, dont Kaga et Sendai réclamaient la convocation.

Owari, Echizen, Aki, Tosa continuant à négo-

cier avec l'ex-shôgun, Satsuma et Chôshû prirent franchement leur parti de provoquer les hostilités. S'étant assuré le concours formel ou tacite des principaux clans du Gokinai, le 18, ils firent adopter par l'empereur un ultimatum où Yoshinobu était sommé d'abandonner tous ses fiefs: le 19 Echizen et Owari portèrent cet ultimatum à Ósaka en exigeant une réponse pour le 25. Le 21 le mikado passa en revue les troupes de Satsuma, Chôshû, Aki et Tosa; le 22 Yoshinobu envoyait une réponse ambiguë; le 25 Echizen et Owari annonçaient qu'il se soumettait et se rendait à Kiôto.

Mais déjà le 19 janvier le bakufu avait fait incendier le palais des Shimazu à Yedo; les sept yashiki de cette maison servaient de lieu d'asile à tous les malandrins qui terrorisaient la ville. Le 26, Yoshinobu, cédant aux conseils d'Aizu et de Kuwana, lançait un manifeste contre Satsuma, faisait attaquer les bateaux de ce clan dans la rade de Hiôgo et marchait sur Kiôto avec son armée; il se rendait respectueusement, disait-il, à la sommation de l'empereur, mais s'assurait par la présence de ses troupes protection contre un piège de ses ennemis.

L'armée du naifu, appelée *armée de l'Est* parce qu'elle avait été recrutée dans le Kantô et dans les clans de l'Est, comptait environ 10 000 hommes, les auteurs japonais disent 30 000, ce qui est sûrement exagéré; Satsuma et Chôshû, chargés de lui barrer la route, n'avaient que 1 500 soldats, l'ensemble des troupes réunies à Kiôto pouvait s'élever à 6 000 hommes mais le nombre vaut peu dans

un pays où les routes sont des digues au milieu de rizières; d'ailleurs les troupes des deux grands clans connaissaient mieux l'usage de l'artillerie. Le 27 et le 28 des rencontres eurent lieu sur les deux routes de Fushimi et de Toba; repoussés, les *Orientaux* se replièrent le 28 sur Yodo, dont le clan les trahit, et le 29 sur Hashimoto, où ils furent défaits le 30, grâce à la défection du clan de Tsu, qui gardait Yamazaki; ils battirent en retraite sur Ôsaka. Kii, Hikone, tous les clans favorables aux Tokugawa dans le centre se rallièrent à la cause de l'empereur. Voyant la population d'Ôsaka prête à se soulever, Yoshinobu déguisé se réfugiait le 31 sur le navire américain *Iroquois*, d'où il gagnait sa corvette à vapeur *Kaiyômaru* avec les daimiô d'Aizu, de Kuwana et de Kokura et son conseiller Itakura. Enomoto, qui arrivait d'Europe sur ce bâtiment, les conduisit à Yedo. Des désordres éclatèrent aussitôt dans la ville d'Ôsaka : on brûla la légation de France, celle de Grande-Bretagne et le shiro fut incendié. La ville fut occupée le 2 février par le prince impérial Ninnaji no miya. Le 8 février l'empereur proclama une amnistie pour ceux qui se soumettraient et la guerre sainte contre Tokugawa et les rebelles.

* * *

Avant de raconter l'histoire de la guerre civile, nous devons porter un jugement sur les événements que nous venons de retracer.

Yoshinobu avait le droit pour lui; vaincu par la

suite, ses ennemis l'ont appelé traître et lui-même n'a pas protesté, voulant se sauver lui et les siens par sa soumission. Il n'en reste pas moins vrai que durant la minorité de l'empereur l'autorité appartenait légalement à ceux qu'avait désignés l'empereur défunt : le régent, Nijô, et Yoshinobu ; l'abdication de ce dernier n'avait pu ni rendre majeur le jeune souverain, ni faire cesser la régence de Nijô. D'ailleurs Mutsuhito était-il libre quand il signait les décrets qui mettaient l'ex-shôgun au ban de l'empire? Dans un pays où le respect de la volonté paternelle est tenu pour le premier devoir, où un souverain ne fait dater son avènement que du jour où finit le deuil de son prédécesseur, cet enfant de quatorze ans avait-il vraiment, quelques mois après la mort de l'empereur, son père, adoré comme un dieu, décidé de lui-même que les conseillers, les amis de son père étaient des traîtres et que ceux-là étaient de fidèles serviteurs qui avaient tiré sur le palais de son père à coups de canon?

De plus il semblait que les forces de Yoshinobu fussent énormément supérieures à celles de ses adversaires.

Et cependant dès la première rencontre Yoshinobu était battu, il s'enfuyait, déguisé, sur un vaisseau étranger, l'empereur l'excommuniait, tout le pays se soulevait contre lui.

C'est que, pareil à Skule dans les *Prétendants* d'Ibsen, Yoshinobu ne pensait pas en roi, que, sous l'impulsion de ses conseillers, le jeune souverain pensait en roi ; comme Hakon, il avait conçu l'idée libératrice : de son royaume il voulait

faire une nation, de ses sujets des citoyens ayant la conscience de former un peuple. Yoshinobu ne représentait même plus le passé, puisque depuis quinze ans il travaillait à détruire le passé, puisqu'au gouvernement, qu'il personnifiait maintenant, il avait enlevé la cohésion, le prestige et la puissance.

Le nouveau régime au contraire représentait l'empire, c'est-à-dire la paix prochaine après quinze ans de désordres, de guerres, d'émeutes, de conspirations et de crimes, dont les plus violents étaient las, comme aussi l'abolition déjà effectuée du dualisme, l'abolition certaine du fédéralisme féodal, l'unification du pays sous l'empereur, fils des dieux, qui pouvait seul réconcilier tous les partis, seul leur imposer une organisation politique acceptée de tous, seul donner pleine satisfaction aux instincts patriotiques et religieux.

Et le nouveau régime représentait aussi la Révolution; ceux-là qui commandaient réellement, c'étaient Iwakura, Ôkubo, Kido, Gotô, Itagaki, tous, quelle que fût leur origine, partisans de ces réformes que la philosophie japonaise réclamait depuis un siècle et demi. Derrière eux se rangeaient les trois ou quatre cents mille samurai qui voulaient la fin d'un état social où leurs privilèges mêmes les désignaient au mépris public et les condamnaient à la misère. Et derrière les samurai il y avait maintenant le peuple tout entier. Tant qu'il y avait eu lutte entre le bakufu et les clans, le bakufu et les kuge, le peuple était resté indiffé-

rent; l'arrivée des étrangers avait provoqué un violent mouvement de protestation et le peuple avait pris parti contre le bakufu, leur protecteur malgré lui, en faveur de la cour et des clans, leurs ennemis; quand eux-mêmes s'étaient réconciliés avec les étrangers, le peuple s'était désintéressé d'eux. La proclamation de l'autorité impériale l'enthousiasmait au contraire parce qu'elle marquait la fin d'un régime d'injustice, qu'il abhorrait. Sur les étendards de l'armée qui faisait la guerre sainte il ne lisait pas seulement : Restauration impériale; il lisait : Unité nationale et Révolution. Le Nijô, cette seconde capitale de la féodalité, était devenue la résidence du *daïjô kan*, conseil rétabli sur un modèle préféodal pour édicter des mesures révolutionnaires. C'est ailleurs que nous étudierons ces mesures qui ont tout renouvelé au Japon depuis l'État jusqu'à la famille, depuis la religion jusqu'au régime économique. Nous en marquerons seulement ici le caractère général pour faire comprendre l'enthousiasme mystique qui saisit le pays et fit de la marche des troupes impériales une promenade triomphale au milieu de foules en délire. Le 6 avril, le jeune mikado prêtait ce fameux serment, où il promettait la constitution d'un régime représentatif: où, bien plus, prononçant de sa bouche divine les mots mêmes qu'on peut appeler les mots sacramentels de toute révolution, il déclarait : « que tout serait à l'avenir décidé par l'opinion publique et qu'on adopterait comme base du nouvel ordre de choses l'impartialité et la justice que nous

admirons dans les œuvres de la nature ». Déjà l'un des fondateurs du nouveau régime, Yokoi, réclamait pour les eta et les hinnin le titre de citoyens et, si sa généreuse audace devait le faire tomber en 1869, sous le poignard d'un assassin, dès 1871 sa réforme était accomplie.

Voilà pourquoi l'unification du Japon, que l'on croyait irréalisable avant un demi-siècle, s'accomplit en quelques mois comme celle de l'Italie, du jour où fut trouvée *l'idée libératrice,* du jour où dans un même but se confondirent les aspirations des patriotes et celles des révolutionnaires. Dans l'un et l'autre pays la forme de gouvernement choisie fut la monarchie, parce qu'elle apparut comme la plus simple; au Japon on se décida même pour la monarchie autocratique parce que cette forme, simple entre toutes, servait mieux que toute autre les desseins des révolutionnaires; l'empereur enfant signait tous les décrets qu'ils lui soumettaient; au lieu de préparer l'opinion publique aux réformes et de les discuter, ils les présentaient comme des ordres du Fils du Ciel.

III

A méditer l'histoire des révolutions il semblerait vraiment qu'elles s'accomplissent d'elles-mêmes tant ceux que nous tenons pour leurs promoteurs et leurs chefs nous apparaissent comme entraînés par les événements qu'ils se flattent de conduire.

C'est que les transformations économiques et sociales, et les transformations politiques qui en résultent, sont produites par l'évolution séculaire de la civilisation; l'esprit, le caractère, les mœurs d'un peuple sont changés bien avant qu'il change ses institutions, c'est dans ce sens que Hegel appelle avec raison les lois des actes de conscience, ou, si l'on préfère, ce seront les actes de reconnaissance formelle de coutumes déjà universellement répandues. Seulement certaines institutions traditionnelles subsistent dans une société déjà renouvelée, elles en rompent l'harmonie et font obstacle à son libre développement; les révolutions ne créent rien et ne peuvent rien créer, elles ont pour seul but de détruire ces institutions devenues inutiles et dangereuses et ce n'est pas au nom de principes mais par la force des instincts; c'est pourquoi ceux qui s'attaquent à un régime vieilli n'obéissent d'ordinaire qu'à leur égoïsme et se proposent un but tout différent de celui qui sera réellement accompli. Peu importe, l'obstacle étant renversé, la civilisation poursuit son cours.

Nulle part n'apparaît aussi bien qu'au Japon cette disparité entre les ambitions des révolutionnaires et l'œuvre qu'ils ont en quelque sorte produite malgré eux. L'empereur voulait le souverain pouvoir; les kuge souhaitaient le rétablissement du régime antérieur à la féodalité, où seuls ils dirigeaient les affaires; la plupart des daimiō se flattaient de recouvrer une indépendance presque complète; Satsuma et Chōshū se disputaient le shōgunat abandonné par les Tokugawa; les samu-

rai que les derniers événements avaient portés au premier rang rêvaient de devenir les égaux des kuge et des daimiô : des décrets des 10 et 17 février et du 5 mars 1868 n'avaient-ils pas affranchi les membres du gouvernement impérial de tout devoir envers leur seigneur et leur clan pour les soumettre directement au tennô? La masse des samurai réclamait un gouvernement constitutionnel où tous les ministres, tous les députés, tous les électeurs fussent des samurai. Du peuple peu se souciaient encore et l'anxiété patriotique avait diminué depuis qu'on avait traité avec l'étranger devenu moins menaçant. Et c'est pourquoi, aussitôt l'ex-shôgun enfui à Yedo, les chefs du nouveau gouvernement commencèrent de se quereller, âpres à se disputer les conquêtes déjà faites, et ne songèrent pas à poursuivre leur succès, croyant les Tokugawa invincibles dans l'Est, ne comprenant pas que, grâce à la force irrésistible des idées révolutionnaires, qu'ils avaient répandues pour arriver à leurs fins mesquines et dont beaucoup déjà se désintéressaient, ils avaient vaincu, complètement vaincu tous leurs ennemis, et comprenant encore moins qu'ils s'étaient vaincus eux-mêmes.

La fin de janvier et tout le mois de février se passèrent dans l'inaction ; poursuivi par les jalousies de ses alliés, Shimazu Tadayoshi abandonna le 11 février la présidence du conseil supérieur de la guerre ; à la fin de 1868 il essaya, vainement d'ailleurs, de rappeler au service du clan Ôkubo, devenu ministre et sujet impérial.

Ces querelles, ces hésitations auraient pu permettre aux Tokugawa de rétablir leur fortune, mais partout, excepté dans le Nord-Est, le peuple, auquel nul ne pensait, se soulevait contre eux; avant que l'empereur ne vint à lui, tout entier il allait à l'empereur. Et les partisans désintéressés de la Révolution, comme Yokoi, comprenaient alors que leurs utopies étaient sagesse et réalité; les hommes supérieurs, qui avaient fait le coup d'État, Iwakura, Ôkubo, Kido se rendaient compte que pour triompher il leur fallait accomplir de grandes réformes; les agitateurs, les meneurs, les Itagaki, les Ôkuma sentaient qu'ils devenaient les maîtres.

Le 25 février un décret impérial rédigé par Iwakura donna l'ordre aux clans alliés de marcher sur Yedo; le 8 mars l'empereur remettait au prince Arisugawa, qui abandonnait la charge de sôsai, la bannière de brocart et le sabre, symboles du suprême commandement militaire; les troupes des clans, réunies sous l'étendard impérial, formaient *l'armée du châtiment* contre les Tokugawa et leurs alliés.

*
* *

Hésitant et faible, Yoshinobu ne savait quel parti prendre. Il s'était cru le droit de repousser les décrets que ses ennemis avaient imposés au souverain mineur après avoir chassé le régent nommé par l'empereur défunt. Mais la situation n'était plus la même, l'empereur avait été proclamé majeur, le pays tout entier se ralliait à lui,

l'armée du châtiment s'avançait au milieu des acclamations. Aux yeux de l'immense majorité des Japonais, Yoshinobu apparaissait comme un rebelle, un excommunié, un antipatriote. Pareille réprobation était dure à un homme qui sortait de ce clan de Mito connu pour sa loyauté à la famille impériale, qui était fils de Nariaki réputé patriote entre les patriotes et qui avait dû toute sa carrière à sa popularité, dont jeune, beau, brillant cavalier, un peu poète, il aimait à s'enivrer.

En février, il était encore persuadé que l'empereur se rallierait au parti vainqueur et que la victoire définitive n'appartenait à aucun parti; aussi refusa-t-il d'imiter son conseiller Hori (Kura no kami), qui s'ouvrit le ventre après avoir supplié son maître de recourir aussi à la mort. Yoshinobu se demanda cependant pourquoi il avait subi un si grave échec et il fut assez clairvoyant pour comprendre — trop tard sans doute — que c'était pour son attachement à un régime déchu. Ce que ses adversaires avaient fait, il résolut de le faire lui-même : se détournant des fudai et des grands hatamoto, dont beaucoup d'ailleurs l'avaient abandonné, il mit aux affaires deux simples samurai : Katsu Awa eut l'armée, Enomoto la marine; l'un et l'autre étaient favorables à l'établissement de bonnes relations avec les étrangers et à l'adoption de la civilisation matérielle de l'Europe comme à l'accomplissement de réformes démocratiques; mais Enomoto était un partisan convaincu du shôgunat et du bakufu tandis que Katsu s'était rallié à l'idée de la Restauration impériale.

Cependant *l'armée du châtiment,* toujours victorieuse, toujours acclamée, s'avance sur Yedo par deux routes à la fois, le Tôkaidô et le Nakasendô, elle ne rencontre de résistance sérieuse que dans le Kai. A chaque engagement, si insignifiant soit-il, Yoshinobu sent augmenter ses remords, il se reproche l'insulte faite à l'étendard impérial.

Au début de mars Katsu lui adresse une lettre d'un patriotisme admirable; il lui montre l'Asie conquise par l'Europe et l'Amérique, lui rappelle la répression de l'insurrection indienne, les victoires de la France et de la Grande-Bretagne sur la Chine désolée par la révolte des Tai ping et conclut en disant : « La victoire de nos troupes sur les troupes de l'empereur, c'est l'empire déchu, c'est le Japon livré à l'Europe et à l'Amérique. »

Quelles que soient les passions, les haines politiques d'un Japonais — et elles sont profondes, parfois même féroces — jamais il n'est fait vainement appel à son patriotisme. Après avoir longuement médité sur la lettre de Katsu, Yoshinobu adresse une supplique au tennô, il se remet lui et ses sujets à la clémence impériale et, s'enfermant (5 mars) dans le couvent de Kaneiji à Ueno, où sont ensevelis ses ancêtres, il y pleure, il y fait pénitence, ployant sous le poids de l'excommunication du Fils du Ciel, accablé par le remords d'avoir résisté aux ordres de son maître et suscité la guerre civile dans sa patrie menacée par l'étranger.

Le chef a fait son devoir, les serviteurs feront le leur. Et, comme le chef a dépouillé sa couronne pour obéir à sa conscience, les serviteurs se livre-

ront à leurs ennemis séculaires pour obéir à leur chef. La Révolution a tout bouleversé au Japon, elle n'a pas changé le cœur même des Japonais, restés, malgré tant de désordres et de crimes, braves, patriotes, chevaleresques et fidèles. Le 4 avril, sur l'ordre de Yoshinobu, les Tokugawa livrent aux impériaux les forts de Yedo; les impériaux ne veulent pas que leurs adversaires, vaincus par les armes, les vainquent par la noblesse de leurs sentiments; Saigô ira demander à l'empereur la grâce de ceux-là mêmes que son clan a poursuivis de sa haine depuis trois siècles (12 avril).

A la cour et à Chôshû les Tokugawa ont des ennemis acharnés, mais l'empereur veut pardonner comme il pardonnera toujours. Le daijôkan rend un arrêt qui fait grâce à Yoshinobu de la vie et lui épargne la honte d'être le prisonnier de ses anciens sujets, devenus ses ennemis. Le 26 avril, les envoyés remettent le décret impérial à Tayasu et à Hitotsubashi, deux branches cadettes des Tokugawa; le 3 mai Yoshinobu se retire à Mito, d'où il sera transféré en août à Shizuoka. L'armée impériale occupe Yedo, Owari reçoit la garde du shiro; le 7, le prince Arisugawa établit son quartier général dans le Zôjôji de Shiba. Le 31 mai, Tayasu Kamenosuke, un enfant de six ans, est proclamé chef du clan Tokugawa sous le nom d'Iesato; il recevra l'investiture le 13 juin; comme par une subtilité juridique on tient les hatamoto pour des seigneurs féodaux, on ne lui accorde qu'un fief de 700 000 koku; il ne sera que le troisième seigneur du Japon, moins puissant que

Maeda de Kaga et Shimazu de Satsuma. Encore ne veut-on pas le laisser dans le Kantô, que les Minamoto considèrent depuis huit siècles comme leur royaume, il aura son fief dans le Suruga et le Tôtômi (31 mai).

IV

Le dévouement de Yoshinobu, la clémence de l'empereur, l'enthousiasme populaire avaient épargné au Japon une longue guerre civile où les deux partis eussent combattu presque avec d'égales chances de succès; mais les haines séculaires qui séparaient les clans étaient trop fortes, leurs intérêts trop opposés pour que le Nord, après avoir exercé l'hégémonie pendant tant de siècles, acceptât sans combattre la victoire du Sud.

A Yedo, où Sanjô était arrivé le 12 juin pour organiser les services du nouveau gouvernement, l'agtation augmentait constamment; les *shôgitai,* les mécontents du clan Tokugawa et des clans alliés, s'étaient fortifiés avec nombre de rônin et d'aventuriers dans le Tôeisan ou Kanciji, le monastère d'Ueno. Le supérieur, Rinnôji no Miya, était suivant la coutume un membre de la famille impériale, Yoshihisa (1847-95), fils du prince Fushimi Kuniie et plus tard, après être sorti des ordres, prince Kitashirakawa; les shôgitai se saisirent de lui pour l'opposer à l'empereur de Kiôto, comme il était prévu dans le *testament d'Ieyasu.*

Katsu n'ayant pu obtenir l'évacuation du monastère, le 4 juillet les troupes de Satsuma et de Hizen sous Saigô et Kirino emportèrent d'assaut Ueno grâce à un canon Armstrong; l'un des temples fut détruit par les flammes; la lutte dura tout le jour; les rebelles et le faux empereur s'enfuirent dans le Nord.

Les clans de cette région refusaient de se soumettre comme Yoshinobu le leur commandait; dans ces clans les samurai et le peuple avait la même haine des gens du Sud et, s'ils ne pouvaient opposer que de vieux canons et de vieux mousquets aux fusils et aux canons modernes de l'armée impériale, ils comptaient sur leur courage, leur vigueur physique, leur esprit de discipline, qui ont fait d'eux l'orgueil de l'armée japonaise dans les guerres de 1894 et 1904. Aizu se mit à la tête d'une coalition composée de vingt-cinq clans, dont Yonezawa aux Uesugi, Morioka aux Nambu, Shônai (Tsurugaoka) aux Sakai (140 000 koku), Sôma aux Nakama (60 000 koku), Tanakura aux Abe (100 000 koku), etc. Date de Sendai avait été chargé de dissoudre cette coalition; après avoir longtemps hésité, il céda aux menaces de ses samurai, qui firent un coup d'État et chassèrent ses karô loyalistes, il se joignit aux rebelles et accueillit le faux empereur à Sendai.

L'armée impériale, sous le commandement suprême du prince Arisugawa, le commandement réel de Saigô, dont l'influence devenait prépondérante, se divisa en deux corps. L'un, sous le prince

Ninnaji no Miya, aidé du colonel Yamagata, traversa l'Echigo et s'attaqua d'abord aux clans du Nord-Ouest, sa plus rude affaire fut la prise de Nagaoka. L'autre, se tenant plus près de la côte du Pacifique, après quatre mois de luttes battait Ôtori Keisuke en août 1868 à Utsunomiya et à Nikkô. La guerre se poursuivit pendant un mois encore avec des alternatives de succès et de revers. Enfin, craignant l'approche de l'hiver, on décida d'atteindre Aizu au milieu de ses montagnes; les deux corps se rejoignirent devant Wakamatsu, venus l'un de Nagaoka en Echigo, l'autre de Nihonmatsu situé dans la partie orientale de l'Iwashiro. La lutte fut terrible; samurai et paysans se battirent en héros, les enfants eux-mêmes allaient au feu; beaucoup de femmes se suicidèrent pour ne pas tomber au pouvoir des gens du Sud. Près de Wakamatsu, on montre encore le tombeau des *Biakkotai* ou *Bandits du Renard Blanc,* dix-neuf jeunes gens qui firent harakiri un jour qu'une fumée épaisse leur fit croire le shiro pris et incendié. Le 8 octobre les impériaux emportèrent les défenses extérieures de Wakamatsu, le 30 ils investissaient le shiro, le 6 novembre ils en obtenaient la reddition. Aizu vaincu, la plupart des clans mirent bas les armes; les impériaux prirent d'assaut Sendai cerné depuis la fin d'août et détruisirent une grande partie du shiro; le 12 novembre, les clans de Sendai, Morioka et Shônai faisaient leur soumission.

*
* *

Restait encore la flotte shôgunale rassemblée devant Shinagawa sous le commandement d'Enomoto Kamajirô. Cette flotte se composait de huit médiocres bâtiments de construction européenne, dont le *Kaiyô maru,* le *Kaiten* (ancien *Aigle)* et le *Banriô* (ancien *Empereur)* offert par la reine de Grande-Bretagne au shôgun; elle était montée par 3 000 hommes, marins ou samurai hostiles au nouveau gouvernement. Deux membres de la mission militaire française se trouvaient sur la flotte : c'étaient le capitaine Brunet et le sous-officier Casseneuve.

Le 4 octobre, Enomoto prit le large et se rendit sur la côte voisine de Sendai pour y soutenir les insurgés; voyant leur cause perdue, il recueillit un grand nombre d'entre eux et gagna au commencement de décembre la *Baie du Volcan* à Yezo, où il débarqua 500 hommes. Les autorités de Hakodate ne se crurent pas en état de lui résister et passèrent le détroit; Enomoto s'empara de la ville sans coup férir (7 décembre).

Bien que les puissances européennes lui refusassent la qualité de belligérant et le fissent surveiller par leurs bâtiments, Enomoto prétendit faire de Yezo une république indépendante; seuls les samurai avaient le droit de vote et pouvaient exercer des fonctions publiques. Le 27 janvier 1869, Enomoto fut élu gouverneur général *(sôsai);* son conseil se composait d'un *fuku sôsai,* Matsu-

daira Tarò, d'un ministre de la guerre *(rikugun bugiò)*, Ôtori Keisuke, réfugié à Yezo après ses défaites, d'un ministre de la marine *(kaigun bugiò)*, Arai Ikemosuke. La présidence de la nouvelle république fut offerte au prince de Mito qui ne l'accepta pas.

La flotte impériale, chargée d'opérer contre les rebelles, se composait de sept bâtiments, dont un cuirassé acheté par le shôgun en Amérique et cédé au mikado. Partie de Tôkiô le 21 avril, elle atteignit le 29 la baie de Miyako (dans le Rikuchû), où Enomoto la surprit mais perdit un bâtiment. Puis elle relâcha dans le golfe d'Aomori, qui communique par un chenal avec le détroit de Tsugaru. Le 20 mai, la flotte impériale débarquait à Esashi sur la côte ouest de Yezo des troupes, qui marchèrent sur Matsumae (aujourd'hui Fukuyama); battues le 22, elles s'emparèrent de la ville le 28. En juin il y eut plusieurs engagements sur mer, où les deux partis firent des pertes sensibles. Hakodate se défendit bien mais, après la prise du bourg voisin de Kameda, dut se rendre le 25 à des forces supérieures.

*
* *

Les châtiments infligés aux rebelles par le gouvernement impérial parurent modérés. Dans le clan d'Aizu un ou deux karô furent exécutés, de même dans celui de Mito, où Ichikawa fut crucifié la tête en bas en 1868. Dépossédé d'abord, le clan d'Aizu reçut ensuite un fief de 30 000 koku. Tous

les daimiô compromis dans la révolte durent abdiquer en faveur de leurs fils, quelquefois de parents plus éloignés, les fiefs furent réduits. Enomoto et Ôtori, emprisonnés jusqu'en 1870, furent alors graciés; on leur confia même des postes importants. Ces quelques personnes étaient seules exceptées de l'amnistie proclamée le 1er novembre 1869.

L'empereur accorda les plus belles récompenses aux vainqueurs : les princes de sa maison, vingt et un kuge, Shimazu, Môri, quatre-vingt-huit autres clans, et les samurai entrés à son service, surtout à Saigô, qui reçut une pension et une lettre impériale. Un temple fut élevé en l'honneur des impérialistes tués pendant la guerre, le Shôkonsha de Tôkiô.

V

Pendant que les troupes des clans du Sud-Ouest, réunies sous la bannière impériale, soumettaient les clans du Nord, les conseillers du souverain, restés à Kiôto, s'efforçaient d'organiser le nouveau régime; le livre suivant sera entièrement consacré à l'étude des réformes qui, commencées alors, se poursuivirent jusqu'en 1890.

Ces réformes, on les imposait au nom de l'empereur, fils et représentant des dieux; ce qu'il ordonnait devait être exécuté sous peine de sacrilège et ce qu'il enseignait devait être tenu pour

dogme de foi. Aussi importait-il que le tennô brisât franchement avec ces traditions puériles qu'avaient condamnées Mabuchi et les grands shintoïstes, qu'on mît fin à l'influence des femmes chez qui la réclusion augmentait le goût de l'intrigue : cette influence n'avait-elle pas causé l'abaissement de la maison impériale et la chute des Tokugawa? Défense fut donc faite par décret aux dames de la cour de s'immiscer dans les affaires politiques. Deux ans plus tard toutes les charges de cour occupées par des femmes devaient être supprimées (septembre, octobre 1871). Le mikado sortit de son palais au milieu d'une foule respectueuse; le 23 et le 25 mars 1868 il reçut les représentants des puissances.

Pour mieux marquer que rien ne subsistait des anciennes coutumes, il fut convenu dès le mois de mars 1868 que l'empereur transporterait sa résidence à Ôsaka. Il y séjourna en effet du 13 avril au 29 mai, ne cessant de se montrer à son peuple, passant en revue les troupes et les six vaisseaux de guerre qui portaient son pavillon, traitant directement avec ceux-là mêmes de ses ministres qui n'étaient ni des kuge, ni des daimiô. En octobre 1871 il devait décider que ses sujets n'auraient plus à se prosterner sur son passage.

Au mois de novembre 1868, l'empereur se rendit en litière à Yedo, où il arriva le 26. L'ancienne résidence des Tokugawa reçut le nom de Tôkiô, capitale de l'Est, tandis que Kiôto devint Saikiô, la capitale de l'Ouest. Le prince Arisugawa remit au tennô la bannière de brocart qui avait conduit les

troupes à la victoire. L'empire était pacifié, le nengô du nouveau règne fut *Meiji, gouvernement éclairé*.

En janvier 1869, l'empereur retournait à Kiôto, où le 9 février il épousait l'impératrice Haruko, née dans le gosho le 28 mai 1850 et fille d'Ichijô Tadaka; l'impératrice n'a pas eu d'enfants; le prince impérial, Yoshihito Harunomiya, né a Tôkiô le 31 août 1879, et proclamé héritier le 3 novembre 1899, est le fils d'une épouse du second rang, madame Yanagiwara Aiko, d'une famille de kuge issue de Fujiwara Kanemitsu mais légalement l'impératrice est considérée comme sa mère.

Le 18 avril 1869 l'empereur abandonna définitivement Kiôto malgré les supplications d'un peuple en larmes; le 9 mai il arrivait à Tôkiô pour y prendre la plus grave mesure de son règne, abolir la féodalité, le rang et les fonctions des daimiô et des kuge, c'est-à-dire pour terminer l'œuvre commencée par la suppression du shôgunat et véritablement inaugurer l'empire autocratique.

Ainsi se termina la troisième phase de la Révolution. Son histoire nous a révelé les deux premiers facteurs qui devaient contribuer à l'élaboration des nouvelles institutions : le culte de la tradition qui produit la Restauration impériale et le violent désir de réformes qui provoque la Révolution.

B. — L'ÉTABLISSEMENT DE RELATIONS RÉGULIÈRES AVEC LES PUISSANCES

I

Au cours de ces graves événement les relations du Japon avec les puissances s'étaient complètement transformées. Après l'abandon de la guerre contre les barbares en 1863, tous les partis avaient peu à peu compris que leur intérêt leur commandait de traiter avec l'étranger pour lui acheter des armes et s'assurer au moins sa neutralité dans la guerre civile qui se préparait. D'autre part le développement de la Révolution et une plus grande connaissance de l'État japonais révélaient aux diplomates l'erreur qu'ils avaient commise en s'adressant au shôgun sans tenir compte de l'empereur. Les premiers arrivés, qui avaient été forcés de suivre cette politique, répugnaient à se séparer d'un gouvernement qui s'était compromis envers ses nationaux pour tenir les engagement contractés envers eux, mais au début de la période dont nous traitons ces diplomates avaient presque tous quitté le Japon. En octobre 1863 M. Duchesne de Bellecour avait cédé la légation de France à M. Léon Roches. M. Pruyn, qui avait succédé à Harris en février 1866, ne devait pas tarder à retourner en Amérique. Enfin le cabinet de Saint-James, qui désapprouvait l'expédition de Shimonoseki, avait rappelé le 28 mars 1865 sir Ruther-

fond Alcock et l'avait remplacé par sir Harry Parkes, que sa conduite en Chine avait rendu célèbre et populaire; sir Harry prit possession de la légation le 27 juin 1865.

Les représentants des puissances voulaient, tout en évitant la guerre, obtenir l'homologation par l'empereur des traités de 1858 et l'ouverture d'un port dans le voisinage de sa capitale. Dès le 5 octobre 1864, sir Rutherfond Alcock avait posé nettement la question mais il n'avait obtenu qu'une réponse évasive. Sir Harry Parkes comprit qu'une seule politique pouvait être efficace, celle que Perry avait si heureusement inaugurée : tant que les puissances avaient envoyé des bâtiments à Nagasaki, le shôgun était resté indifférent, il avait cédé dès qu'une escadre était apparue dans la baie de Yedo; de même l'empereur, demeuré intransigeant tant que les étrangers se tenaient dans le Kantô, changerait sûrement de conduite le jour où il saurait une escadre dans les eaux du Gokinai.

L'occasion était d'ailleurs favorable; le shôgun Iemochi, qui préparait la seconde campagne contre Chôshû, avait transporté en juin 1865 sa capitale à Ôsaka; les gorôjû l'y avaient suivi. Les représentants des puissances déclarèrent qu'ils se rendraient dans cette ville pour soumettre aux chefs du bakufu les nouvelles propositions de leurs gouvernements, c'est-à-dire la remise des deux tiers de l'indemnité imposée pour les différents bombardements de Shimonoseki contre la ratification des traités par l'empereur, l'ouverture d'un port dans le Gokinai et l'abaissement de tous les droits de

douane à 5 0/0 de la valeur des marchandises.

Les quatre ministres de France, de Grande-Bretagne, des États-Unis et des Pays-Bas quittèrent Yokohama le 1er novembre 1865 avec neuf vaisseaux de guerre, (cinq britanniques sous le commandement du vice-amiral King; trois français, un hollandais), le 4 la flotte mouillait au large de Hiôgo.

Aussitôt pressentis, les rôjû acceptèrent de négocier; le bakufu souhaitait vivement que l'empereur fut forcé de se prononcer sur la validité des traités. Le 11, l'un des rôjû, Abe (Bungo no kami) se rendit sur le vaisseau amiral britannique et sur la frégate où se tenait le ministre de France, il demanda le temps de réfléchir sur les demandes des puissances; le 14, Tachibara (Izumo no kami), chargé de le représenter, pria les ministres de prolonger leur séjour dans la baie de Hiôgo afin de permettre au bafuku de s'entendre avec la cour impériale; les ministres fixèrent comme dernier délai le 24 novembre. Le 19 ils apprirent qu'Abe avait été destitué, l'empereur refusait de ratifier les traités; nous avons déjà indiqué les luttes qui se produisirent alors à Kiôto : l'irritation de l'empereur, les intrigues et les violences des clans du Sud-Ouest, l'abdication aussitôt refusée du shôgun; le 21 les ministres protestaient par une note qui atteignit le shôgun à Kiôto dans la matinée du 22; le 24 communication leur fut faite que l'empereur avait promulgué le décret suivant :

Le consentement impérial est donné aux traités; vous prendrez toutes les mesures que ce consentement rendra nécessaires.

S. M. L'IMPÉRATRICE HARUKO

Toutes les propositions des puissances étaient de fait acceptées, sauf l'ouverture d'un port du Gokinai, qui fut déclarée impossible tant que les discordes politiques ne seraient pas apaisées (1)

Le 25 juin 1866, les arrangements de Hiôgo reçurent leur sanction pratique dans la convention de Yedo signée par Mizuno (Izumi no kami), délégué du bakufu, et les représentants des quatre puissances intéressées. Cette convention en 12 articles était purement commerciale; les articles 9 et 10, les plus importants, autorisaient tous les Japonais, quelle que fût leur classe sociale, à frayer et à commercer librement avec les étrangers. A la convention était joint un tarif qui abaissait à 5 0/0 les droits sur les marchandises importées. Nous étudierons la convention de Yedo dans le premier chapitre du livre consacré au Japon comme grande puissance; c'est en nous occupant du développement économique du Japon que nous parlerons du tarif ruineux que les puissances lui avaient imposé.

Nous remarquerons seulement que la convention et le tarif pouvaient être revisés à partir du 1er juillet 1872: les négociations relatives à cette revision durèrent plus de vingt ans.

(1) Adams cite plusieurs pièces comme la lettre du shôgun à l'empereur, les unes empruntées aux communications faites par le bakufu aux puissances, les autres empruntées au *Kinsei Shiriaku;* il est impossible de se prononcer sur l'authenticité de ces pièces. Je laisse de côté les négociations relatives au partage de l'indemnité de Shimonoseki entre les puissances.

II

La mort d'Iemochi et de Kômei tennô, l'accession au shôgunat de Yoshinobu et l'avènement au trône de Mutsuhito en janvier 1867 changèrent de nouveau les rapports du gouvernement japonais avec les puissances. Le jeune souverain n'avait pas contre les étrangers la même aversion que son prédécesseur; par suite le parti shôgunal et le parti révolutionnaire lui demandèrent de nouvelles concessions pour les étrangers afin de mettre ceux-ci dans leurs intérêts au cas où la guerre civile éclaterait. Les clans du Sud-Ouest ayant conseillé à l'empereur de traiter directement avec les puissances afin de leur prouver qu'il ne tenait plus compte du bakufu, ce dernier se montra de suite disposé à toutes les concessions dans la crainte que les membres du corps diplomatique cessássent de s'entendre avec lui. Aussi, tandis que le 18 mars 1867 Koide et Ishikawa signaient à Saint-Pétersbourg le traité relatif au *condominium* du Japon et de la Russie à Sakhalin (traité dont il sera parlé ailleurs), Yoshinobu faisait rendre de grands honneurs à la mission militaire française arrivée à Yokoma en janvier 1867 et invitait les représentants des puissances à s'entretenir avec lui dans le shiro d'Ôsaka. En février, sir Harry Parkes envoya MM. Mitford et Satow à Ôsaka pour

fixer la date d'une entrevue; en mars, M. Roches s'y rendit lui-même et obtint deux audiences du shôgun.

Au mois d'avril les représentants des quatre puissances s'établirent à Ósaka; le général van Valkenburg avait remplacé M. Portman comme ministre des États-Unis. Le shôgun reçut les ministres avec de grands honneurs (avril, mai); en juin l'empereur consentit à l'ouverture des ports d'Ósaka et de Hiôgo-Kôbe; le décret shôgunal parut le 1er juillet. Les ministres étaient retournés à Yokohama par mer; M. Satow et M. Wirgman, un artiste, qui étaient revenus par le Tôkaidô (18 mai-3 juin), avaient été attaqués dans la nuit du 27 au 28 mai par des samurai escortant l'envoyé impérial au tombeau d'Ieyasu; les coupables furent arrêtés et exécutés. Peu après, le 13 août 1867, deux marins anglais furent assassinés à Nagasaki par des samurai du Chikuzen. Dans le même temps, sir Harry Parkes visitait Kagoshima et Awa en Shikoku.

Deux nouveaux envoyés arrivèrent au Japon : M. von Brandt, antérieurement consul à Kanegawa, comme chargé d'affaires de l'Allemagne du Nord, et le comte de la Tour Vittoria, comme ministre d'Italie.

* * *

C'est au milieu de l'émotion causée par l'abolition du shôgunat que les concessions européennes d'Ósaka et de Hiôgo furent ouvertes le 1er jan-

vier 1868 en présence des ministres étrangers arrivés à la fin de 1867.

Sur ces entrefaites eut lieu le coup d'État de Kiôto; l'ex-shôgun, appelé désormais par les puissances l'*Uesama,* arriva le 7 à Ôsaka, où il reçut le 8 sir H. Parkes et M. Roches, puis le 10 tous les ministres: ceux-ci lui demandèrent dans une adresse à quel représentant du gouvernement japonais ils devaient désormais s'adresser, l'*Uesama* leur dit de continuer à s'adresser à lui.

Les défaites de ses troupes changèrent de nouveau la situation; sur l'invitation du bakufu, les ministres quittèrent Ôsaka le 30 janvier; leurs légations furent brûlées le 1er février; après une courte croisière ils s'établirent à Hiôgo. Les fonctionnaires du bakufu s'étant retirés le 3 février et nul autre ne les ayant remplacés, ils confièrent à des officiers de marine la police de la concession européenne. Le 4 février, des troupes de Bizen tirèrent sur les étrangers. On débarqua des marins de l'escadre et les amiraux assumèrent l'administration de la ville indigène. Le 7 Higashikuze apportait le décret du 3 février où l'empereur annonçait qu'à l'avenir il traiterait directement avec les puissances; des troupes de Satsuma remplacèrent dans la ville les marins étrangers et Higashikuze transmit au tennô les plaintes des ministres pour l'attentat du 4 février; Taki Zenzaburô, l'officier de Bizen, qui avait commandé le feu, fut condamné à faire harakiri le 2 mars à dix heures et demi du soir dans le temple de Seifukuji. M. Mitford, qui assistait à l'exécution comme délégué du gouverne-

ment britannique, en a fait un récit dramatique.

Cette scène imposante eut lieu dans le temple même, une grande salle où des piliers de bois sombre supportaient un toit élevé, d'où pendaient des lampes et des ornements de bronze doré. La plate-forme élevée de quelques pouces qui supporte l'autel était recouverte de nattes blanches sur lesquelles on avait étendu un tapis de feutre rouge. De grands cierges placés à des intervalles réguliers jetaient une lumière mystérieuse, qui permettait de suivre tous les incidents de la cérémonie. Les sept témoins japonais prirent place à gauche de la plate-forme, les sept témoins européens à droite...

Taki Zenzaburò, un homme robuste de trente-deux ans, à l'air noble, entra dans la salle, vêtu de sa robe de cérémonie avec les épaulières de chanvre que les samurai mettent dans les occasions solennelles. Il était accompagné de son assistant *(kaishaku),* l'un de ses élèves, et de trois officiers portant le *jimbaori,* le surtout de guerre aux parements d'or...

Taki et le *kaishaku,* placé à sa gauche, s'avancèrent vers les témoins japonais, puis vers les témoins européens, les saluant avec déférence; les uns et les autres leur rendirent leur salut. Puis le condamné lentement et avec grande dignité monta sur la plate-forme, se prosterna deux fois devant l'autel et s'accroupit sur le tapis de feutre tandis qu'à sa gauche le *kaishaku* se penchait en avant, les mains sur le sol. L'un des trois officiers apporta sur un plateau destiné aux offrandes religieuses le poignard, le *wakizashi*... Se prosternant, il l'offrit au condamné, qui le reçut cérémonieusement, l'éleva des deux mains à son front, puis le plaça devant lui.

Après avoir déclaré que seul il avait commandé le feu le 4 février, Taki s'inclina encore, il fit glisser son vêtement de dessus jusqu'à la ceinture, découvrant

ainsi son buste; puis il replia ses manches sous ses genoux pour être sûr de ne pas tomber en arrière; un noble japonais doit tomber en avant pour mourir. D'une main ferme il prit le poignard, le regarda comme affectueusement, parut se recueillir un moment, puis, se frappant profondément à gauche au-dessous de la taille, il tira le poignard lentement vers sa droite, le retourna dans la plaie et se donna un léger coup en remontant. Ce supplice ne fit pas mouvoir un muscle de son visage. Quand il eut retiré le poignard, il se pencha en avant et tendit le cou; pour la première fois ses traits trahirent sa souffrance mais il ne proféra aucun murmure. A ce moment le *kaishaku* bondit sur ses pieds et leva son sabre; un éclair, un bruit sourd, quelque chose qui tombe, la tête tranchée. Puis plus rien dans le silence que le sang coulant de ce tronc inerte, qui avait été un homme brave et chevaleresque.

III

Le 14 février 1868 fut promulgué l'édit impérial suivant :

Depuis l'époque où l'empereur défunt s'est occupé sérieusement des relations extérieures, le bakufu, par une longue série de fautes, nous a conduits à la situation actuelle et le pays a connu de grands changements, d'ailleurs inévitables. Après un conseil de cour, il a été définitivement résolu que nous [conclurions] des traités d'amitié avec les puissances étrangères. La volonté impériale est donc que les grands et les petits s'unissent dans la conviction que nos mesures de dé-

fense nous permettent de faire briller notre gloire au milieu des nations et de donner pleine satisfaction à l'esprit de l'empereur défunt. C'est pourquoi tous, depuis les daimiò jusqu'aux samurai et au peuple, garderont cet ordre dans leur esprit et s'efforceront de le mettre à exécution.

Annexe. — Les traités conclus jusqu'à ce jour par le bakufu contiennent des erreurs. On y remédiera par une discussion libre et publique où l'on pèsera le pour et le contre de chaque question. Nos relations avec les puissances étrangères seront désormais conformes aux principes admis dans le monde entier. Souvenez-vous-en.

Ce décret marque le début d'une ère nouvelle, le Japon ne se dérobait plus à ses devoirs internationaux, il prétendait traiter d'égal à égal avec toutes les puissances.

Le 5 mars, les plénipotentiaires étrangers retournèrent à Ôsaka. Pour leur indiquer la conduite que suivrait le nouveau gouvernement l'empereur leur fit annoncer qu'il était disposé à les recevoir dans son palais de Kiôto; mais le 8 mars on apprit qu'onze matelots français du *Dupleix* avaient été massacrés par des samurai de Tosa dans le port de Sakai. Réparation fut accordée, et onze coupables firent harakiri en présence d'officiers de marine français, les autres furent graciés sur la demande du représentant de la France, commandant Dupetit-Thouars (16 mars).

Le 23 mars, en l'absence des ministres des États-Unis, de l'Italie et de l'Allemagne du Nord retournés à Yokohama, les représentants de la France et des Pays-Bas furent reçus par l'empe-

reur à Kiôto. Quelques heures plus tard, en se rendant au palais, le ministre de Grande-Bretagne fut attaqué par deux samurai, qui blessèrent des soldats de l'escorte anglaise; l'un des meurtriers fut tué par Gotô et un officier japonais, Nakai Kôzô, l'autre blessé, arrêté, dégradé et exécuté. Sir H. Parkes fut reçu par l'empereur le 25 mars.

Le 28, on publia au nom du tennô un décret où il était dit expressément :

A l'avenir quiconque se rendra coupable du meurtre d'un étranger ne désobéira pas seulement aux ordres exprès de Sa Majesté, il commettra le crime hideux de compromettre la dignité et la bonne foi nationales aux yeux des puissances avec lesquelles Sa Majesté s'est unie par des liens d'amitié.

La franchise de l'empereur produisit son effet; les puissances restèrent neutres dans la guerre civile et même, dès le 22 mai, sir Harry Parkes, qui n'avait jamais fait usage de ses lettres de créance adressées au taikun, présenta solennellement ses nouvelles lettres de créance adressées à l'empereur.

La conduite du capitaine (depuis général) Brunet et de M. Caseneuve, partis avec la flotte d'Enomoto, fut désapprouvée par le gouvernement français, qui, après la reddition de Hakodate, les fit conduire à Saigon.

Le 9 mai, Higashikuze et le daimiô de Hizen prirent possession du port de Yokohama au nom du mikado. Quelques mois plus tard, (25 septembre 1868) des samurai de Higashikuze cau-

sèrent un grave incident diplomatique en jetant à bas de son siège le betto japonais de M. von Brandt parce que ce betto n'avait pas salué leur maître; pleine satisfaction fut accordée au ministre allemand.

Le 1er janvier 1869, les ports de Yedo et de Niigata furent ouverts au commerce international; le 5 l'empereur reçut à Yedo les représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de la Hollande, de l'Italie, de l'Allemagne, du Nord et des États-Unis. Au mois de septembre de la même année, le duc d'Édimbourg rendit visite au mikado (1).

A dater de cette époque les relations du Japon avec les puissances furent régulières; il y eut encore des attentats commis sur des étrangers, ce furent là des faits isolés qui ne méritent pas une mention spéciale.

Le nouveau gouvernement impérial établit des légations dans les capitales des principaux États : dès 1870, à Paris, où fut envoyé Samejima; en 1872, à Londres, où il nomma Terajima (plus tard comte); en 1873, à Washington, où alla Mori; à Vienne, où il se fit représenter par Sano (plus tard comte); à Rome où le premier ministre titulaire fut Kawase (plus tard vicomte); enfin en 1874 furent instituées la légation de Berlin, confiée à Aoki jusqu'en 1885, et celle de Saint-Pétersbourg, qu'Enomoto occupa jusqu'en 1878.

(1) Nous donnerons la date des traités signés par le Japon depuis 1866 dans le tome IV.

IV

Deux questions méritent une mention spéciale.

La première a trait aux mesures coercitives que le nouveau gouvernement crut devoir prendre contre les petites communautés chrétiennes de Kiûshû; ces communautés s'étaient formées avant les persécutions du dix-septième siècle, elles avaient réussi à échapper aux espions du bakufu mais se trahirent quand elles surent l'arrivée de missionnaires chrétiens à Nagasaki.

En 1867 M. Roches intercéda en faveur de 78 chrétiens arrêtés, 77 furent relâchés, le dernier fut mis en liberté après avoir été fouetté.

En 1868 le nouveau gouvernement impérial promulgua un édit contre les chrétiens. Les représentants des puissances protestèrent, tout en déclarant qu'ils ne prétendaient pas se mêler de la politique intérieure du Japon. Le gouvernement japonais s'excusa, mais maintint son édit. Le principal centre chrétien était Urakami près de Nagasaki. En juin 1868, un décret répartit les 4000 chrétiens qui se trouvaient à Urakami et dans d'autres villes de la côte occidentale de Kiûshû entre 34 clans, qu'on chargea de leur faire abjurer leurs erreurs. Cependant 120 seulement furent embarqués en juillet et envoyés dans le Kaga. Kido, qui suscita cette mesure, en voulait

surtout aux missionnaires catholiques (ces hommes, disait-il, qui ne viennent au Japon que pour apprendre aux Japonais à violer les lois de leur pays).

Au début de janvier 1870 le gouvernement résolut de reprendre la transportation des chrétiens de Kiûshû et fit connaître sa résolution aux puissances par une note du 7 janvier. Sir H. Parkes, qui se trouvait alors à Nagasaki, avait déjà protesté le 3 contre l'expulsion des chrétiens d'Urakami. Les représentants restés à Yokohama de la France, des États-Unis et de la Confédération de l'Allemagne du Nord protestèrent également. Le 19 une conférence réunit à Yedo les représentants des puissances et Sanjô, Iwakura, Sawa, ministre, et, Terashima vice-ministre des affaires étrangères. Cette conférence n'aboutit pas et les chrétiens furent dispersés.

Quelque temps après sir H. Parkes protesta de nouveau contre le sort que subissaient les chrétiens internés dans le Kaga. A la fin de 1871 une soixantaine de chrétiens des environs de Nagasaki furent transportés à Saga. Une protestation du comte de Turenne, chargé d'affaires de France, et de M. Adams, chargé d'affaires britannique, détermina le gouvernement à les relâcher. Ce fut seulement en 1873 que le gouvernement japonais rapporta les édits contre les chrétiens et fit rapatrier les chrétiens de Kiûshû exilés dans le nord (1).

(1) Je remercie le marquis de Turenne des renseignements qu'il a bien voulu me fournir sur une négociation qu'il a si brillamment conduite en regrettant que le cadre de cet ouvrage ne me permette pas de les reproduire ici.

V

Nous mentionnerons maintenant les négociations engagées entre le Japon et la Russie au sujet de Saghalin.

Le traité signé à Shimoda par les représentants de ces puissances en janvier 1855 établissait leur condominium à Saghalin et attribuait les Kuriles à la Russie puisqu'il faisait passer la ligne frontière entre Itorup et Urup *(Uruppu)*. Le traité de 1858 ne changea rien aux prescriptions du traité de 1855, concernant Saghalin, mais en 1859, le comte Muravief, au cours de la démonstration qu'il fit dans la baie de Yedo, réclama Saghalin tout entière comme lui ayant été cédée par la Chine, les Japonais s'en tinrent au traité de 1855 et au *statu quo* d'indivision.

En 1862, le bakufu envoya Takenouchi (Shimotsuke no Kami) et Matsudaira (Iwami no Kami) à Saint-Pétersbourg, où ils discutèrent avec le comte Ignatief au sujet d'un partage de Saghalin; ils demandaient que la ligne frontière passât par le 50e parallèle, Ignatief voulait que ce fût par le 48e. Il fut convenu que les deux pays enverraient des commissaires à Saghalin pour y déterminer la région habitée par les Ainos, cette région devait être attribuée au Japon. Mais le bakufu, absorbé par les événements intérieurs, négligea d'envoyer ses commissaires.

Profitant de cette négligence, les Russes fondèrent des colonies à Saghalin et en commencèrent la conquête pacifique. Le bakufu effrayé envoya en 1866 une nouvelle mission composée de Koide (Yamato no kami) et d'Ishikawa (Kawachi no kami); ceux-ci proposèrent de procéder à la délimitation fixée par l'arrangement de 1862, mais les Russes refusèrent et le condominum fut maintenu dans un traité en cinq articles signé à Saint-Pétersbourg le 18 mars 1867 par les plénipotentiaires japonais susmentionnés et Stremulkof (1).

En 1869 le nouveau gouvernement impérial fonda une direction de Saghalin sous Kuroda Kiyotaka, qui visita l'île en 1870. Les Russes répondirent en nommant un gouverneur à Alexandrofsk.

Soejima s'efforça en mai 1871 de renouer les négociations avec le gouverneur russe de la Province des Côtes, qu'il rencontra dans la baie de Posiet, il ne put y parvenir; Iwakura fut également malheureux quand il voulut discuter l'affaire à Saint-Pétersbourg lors du voyage dont nous parlerons plus loin.

Comme les samurai, pleins de l'esprit de la Révolution, s'irritaient de ce qu'ils appelaient la lâcheté du gouvernement, celui-ci s'adressa de nouveau à la Russie mais sans résultat, d'autant plus que ses propres membres ne parvenaient pas à se mettre d'accord. Ôkuma voulait acheter pour deux millions de riô les droits que la Russie prétendait

(1) Ce traité ne figure pas dans le recueil officiel japonais.

avoir sur la région comprise entre le 40e et le 50e parallèle; Soejima préférait échanger le sud de Saghalin contre les Kuriles en réservant aux Japonais le droit de traverser l'île en cas de guerre contre la Corée.

En 1873 le Japon et la Russie paraissaient disposés à renoncer simultanément à leurs droits sur la souveraineté de l'île.

Enfin quand Terashima Munenori devint ministre des affaires étrangères, il envoya le vice-amiral Enomoto à Saint-Pétersbourg avec mission de régler définitivement cette affaire. Le 25 avril/7 mai 1875 fut signé un traité en huit articles, par lequel le Japon reconnaissait la souveraineté de la Russie sur Saghalin tout entière, la Russie reconnaissait en échange la souveraineté du Japon sur les Kuriles, et lui accordait le droit de pêche dans la mer d'Oghotsk, conformément à la clause de la nation la plus favorisée.

VI

Les négociateurs des traités de 1866, avaient déclaré qu'à partir de 1872 on pourrait en reviser et les clauses et le tarif. Le gouvernement japonais, qui désirait l'abolition de la juridiction consulaire et du tarif douanier, envoya en 1871 une grande mission en Amérique et en Europe.

Dans le principe Iwakura devait être le seul représentant de l'empereur, mais les jalousies et

les susceptibilités des membres des différents clans étaient si grandes que finalement la mission se composa d'une cinquantaine de personnes : Iwakura reçut le titre de premier ambassadeur; Kido, Ôkubo, Itô et Yamaguchi (de Chôshû) furent nommés vice-ambassadeurs.

Partie de Yokohama le 23 décembre 1871, la mission se rendit d'abord aux États-Unis; elle fut bien reçue par le président Grant (1869-77), mais, faute de pouvoirs précis, ne put se mettre en rapports avec le département d'État. Itô alla au Japon chercher des lettres de créances. En automne la mission se rendit à Londres, d'où elle gagna Paris (décembre 1872, janvier 1873), Bruxelles, Berlin, Péterbourg, puis d'autres capitales.

Iwakura ne fut pas de retour au Japon avant le 13 septembre 1873.

Le but de la mission était clairement exposé dans la lettre qu'Iwakura remit au président des États-Unis.

Moins d'une année nous sépare de la date fixée pour la revision du traité que nous avons conclu avec les États-Unis. Nous avons l'intention de l'amender, de l'améliorer de manière à nous placer sur le pied d'égalité avec les nations les plus civilisées et d'atteindre à la plénitude de nos droits et de nos intérêts publics. La civilisation et les institutions du Japon diffèrent tant de celles des autres pays que nous ne pouvons nous attendre à y réussir pleinement du premier coup.

C'est notre dessein de choisir parmi les institutions établies chez les peuples les plus éclairés celles qui conviennent le mieux à notre condition présente et de les adopter par des réformes et des progrès graduels de

nos lois et de nos coutumes, de manière à nous placer sur le pied d'égalité avec ces nations.

Dans ce but, nous désirons exposer ouvertement au gouvernement des États-Unis la condition de notre empire et le consulter sur le moyen de rendre nos institutions plus efficaces dans le présent et dans l'avenir. Aussitôt que la mission sera de retour au Japon, nous étudierons la question de la revision des traités et nous accomplirons les réformes projetées.

La naïveté, toute révolutionnaire, de cette lettre, rappelle la proclamation de l'empereur parlant d'établir dans l'État la justice et l'égalité qui règnent dans les œuvres de la nature. Les Japonais ne devaient pas tarder à s'apercevoir que l'Amérique et l'Europe se souciaient peu des réformes qu'ils se proposaient d'accomplir et qu'il n'existait pour eux qu'un moyen d'arriver à la revision des traités : c'était de construire des cuirassés et de fondre des canons. En 1871 le Japon n'avait pas de cuirassés et ne possédait que peu de canons, aussi ses ambassadeurs revinrent-ils à Tôkiô pleins d'aigreur et de rancune contre ces peuples que, dans leur enthousiasme de réformateurs, ils avaient réellement pris pour les apôtres de la civilisation et de la liberté.

La seule concession obtenue par le Japon fut le retrait en mars 1875 des troupes britanniques et françaises qui occupaient Yokohama depuis 1863.

La question de la revision des traités a dominé pendant un quart de siècle toute la politique extérieure du Japon, elle mérite donc une étude spéciale que nous lui consacrerons ailleurs. Dans une

certaine mesure on pourrait dire aussi que cette question a dominé toute la politique intérieure puisque l'aversion des Japonais pour la juridiction consulaire a contribué à rendre leur patriotisme défiant et jaloux, puisque la popularité ou l'impopularité des hommes d'État a dépendu surtout de la position qu'ils ont prise et des succès qu'ils ont obtenus dans la discussion des traités, puisque enfin dans l'élaboration des réformes intérieures le gouvernement japonais s'est trop souvent inspiré de l'idée qu'en imitant l'Europe il l'engagerait à renoncer au privilège de l'exterritorialité. Mais comme cette question a surtout influé sur la politique intérieure d'une manière générale et indirecte il nous suffit de la signaler ici, nous pourrons en renvoyer l'étude au livre consacré au Japon comme grande puissance. Nous marquerons cependant que la lettre d'Iwakura nous fait connaître le troisième des grands principes qui ont présidé à l'élaboration des réformes, la volonté d'imiter l'Europe, les deux autres principes, d'origine japonaise ou du moins asiatique, étant, comme nous l'avons dit en parlant des luttes de 1868, la tradition et la Révolution.

Il nous reste à résumer cette troisième phase de la Révolution.

Au début de 1868, comme il apparait que l'abolition du shôgunat n'a guère été qu'une question de mots, le parti des réformes se décide à tenter

un suprême effort contre les Tokugawa, il s'empare du gosho par un coup de force et fait signer au jeune empereur un décret qui abolit toutes les institutions du vieux Japon. L'ex-shôgun proteste, mais le pays tout entier, las des discordes et désireux de voir substituer un nouveau régime au régime déchu, se rallie autour de l'empereur, qui lui promet l'unité, la constitution d'un État moderne et des relations honorables avec l'étranger car à la haine de l'étranger commence à succéder le désir de l'imiter.

Mais le coup d'État et les décrets de 1868 ne doivent être considérés que comme la préparation des réformes qui amenèrent l'abolition de la féodalité et de l'ancienne hiérarchie sociale. Ce sont ces réformes imposées aux clans vaincus et aux clans vainqueurs par un petit groupe de samurai de ces derniers clans qui constituent la Révolution proprement dite. Nous les étudierons dans le livre II, parce qu'elles sont intimement liées à l'œuvre de réorganisation dont est sorti le Japon moderne.

FIN DU TOME PREMIER

ADDENDA ET ERRATA

Page x, Ctésiphon fut bâti par les Parthes, brûlé par Septime-Sévère en 201 et rebâti par les Sassanides.

Page xiii, *lire :* Après avoir une dernière fois rétabli une dynastie nationale. Pour l'histoire de la Perse, voir page cxii de cette même introduction.

Page xxxiv, *lire :* Il n'est pas douteux que le pays s'enrichit beaucoup.

Page xliv, ligne 14, *lire :* La France : 0,3, au lieu de 0,8.

Page lxxvii. En Angleterre, les femmes ne sont pas seulement électeurs, mais encore éligibles aux conseils d'école, aux conseils de paroisse, etc.

Page lxxxi, *lire :* Il faut tenir compte de l'extension du territoire.

Page xcix, *lire :* La mortalité annuelle aurait été très élevée si dans son ouvrage, *L'administration des finances*, Necker a eu raison de la fixer à un décès par 30 ou 31 1/8 habitants.

Page ciii, lignes 2 et 3 du tableau *Immigrées*,

lire : 713 au lieu de 718

— 913 — 970

Page cv, *lire :* Les constatations faites dans la ville de Lausanne ont également permis de reconnaître.

Page cxiii, *lire :* Le stock d'or de 753 800 kg.

Page cxx, *lire :* La seconde période est celle de la guerre entre patrons et ouvriers.

Page cxxxi, *lire :* Ceux qu'occasionnent des revers de fortune sont de beaucoup les plus nombreux.

Page cxxxiv, ligne 31, *lire :* Chaque révolution se présentant

sous un aspect particulier, il nous faudrait pour la rendre intelligible en raconter les événements.

Page CLXII, *lire :* La ligne de Bagdad se raccordera avec le réseau persan déjà ébauché, lequel se raccordera avec le réseau russe et le réseau indien.

Pages CXCI et CXCII, *lire :* Et le Japon est le seul pays où n'a pas pénétré l'Islam.

Page CXCIX, lignes 5 et 6, *lire :* A subir l'action de cette dernière.

Page CCXIV, *lire :* Abd ul Hamid II (1876-1909).

Page CCXXXV, Tai wan est le nom chinois de Formose et d'une ville, qui en était la capitale sous la domination chinoise; Formose était comprise dans la province de Fu Kien.

Page 134, Le traité de Nertchinsk est du 27 août 1689.

Pages 364 à 367. Ces mêmes hommes d'État japonais, qui, totalement ignorants en 1871 des conditions diplomatiques et militaires du monde, prétendaient obtenir l'abolition complète de la juridiction consulaire à une époque où leur pays était encore troublé par la Révolution et la guerre civile, ne devaient pas tarder à faire reconnaître au Japon le même privilège par la Corée ouverte de force à leur commerce en 1876; dans le traité qui suivit la guerre de 1894-95, les plénipotentiaires japonais exigèrent que les dispositions des traités existant entre la Chine et les pays d'Europe serviraient de base à la conclusion des traités entre la Chine et le Japon. Or, en 1894, avaient été signés les trois premiers traités qui abolissaient la juridiction consulaire au Japon; les autres furent signés au cours des années suivantes, tous pour prendre effet en 1899.

TABLE DES GRAVURES

1. — L'empereur Kômei 132
2. — Nagasaki 146
3. — Deshima, d'après la *Manga* de Hokusai 152
4. — Le Temple du Ciel (Pe king) 170
5. — Atagoyama (Tôkiô) 204
6. — L'enceinte extérieure du Nijô (Kiôto) 244
7. — Le dernier shôgun (aujourd'hui duc Tokugawa Yoshihisa) 312
8. — S. M. l'empereur Mutsuhito 320
9. — Entrée du mikado à Yokohama 346
10. — S. M. l'impératrice Haruko 350

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

LA CIVILISATION DE L'ASIE ET LA CIVILISATION DE L'EUROPE AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

PREMIÈRE PARTIE

LES CONVERGENCES DE LA CIVILISATION ASIATIQUE ET DE LA CIVILISATION EUROPÉENNE

A. L'évolution normale de la civilisation..... XVII

La population..... XVII

La richesse..... XXV

La civilisation matérielle..... XXXVIII

La pensée..... XLV

La société..... LVIII

L'État..... LXXIX

B. Des crises qui ont mis obstacle à l'évolution normale de la civilisation..... XCVII

Des crises se rapportant au développement de la population..... XCVIII

Des crises se rapportant au développement de la richesse..... CX

Des crises morales et particulièrement des crises sociales..... CXXII

Des crises politiques ou révolutions..... CXXXIV

DEUXIÈME PARTIE

LES DIVERGENCES DES DEUX CIVILISATIONS

A. Des divergences qui sont le résultat direct de causes physiques CXLVIII
B. Des divergences morales CLXII

TROISIÈME PARTIE

LA CONQUÊTE DE L'ASIE PAR L'EUROPE

A. L'influence réciproque des deux civilisations... CXCVII
B. La conquête de l'Asie par l'Europe CCIII
C. La Chine et ses relations avec les puissances européennes CCXVII

LIVRE PREMIER

LA RÉVOLUTION ET LA RESTAURATION

Introduction. — Les causes de la Révolution japonaise et les idées qui l'ont inspirée 3
A. Les causes de la Révolution japonaise 3
B. Les idées qui ont inspiré la Révolution 16

PREMIÈRE PARTIE

LE JAPON AVANT L'ÉTABLISSEMENT DES EUROPÉENS
LES PRODROMES DE LA RÉVOLUTION

Chapitre Ier. — La décadence du gouvernement 65
A. Le gouvernement central : le shôgun et le bakufu. 65

B. Les clans 84
C. La cour de Kiôto 124

CHAPITRE II. — La fin de l'isolement 133
A. La fin de l'isolement politique 133
B. La fin de l'isolement moral 144

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉTABLISSEMENT DES AMÉRICAINS ET DES EUROPÉENS AU JAPON LA RÉVOLUTION

CHAPITRE Ier. — La première phase de la Révolution. — Les traités avec les puissances et la chute de l'ancien régime 167
A. L'arrivée de Perry. — Les traités provisoires de 1854-55 167
B. Le dernier effort du gouvernement contre la Révolution. — La dictature d'Ii Kamon et la signature des traités définitifs 179
C. L'établissement des Américains et des Européens au Japon 208
D. La fin de l'ancien régime. — L'abandon de Yedo par les daimiô 231

CHAPITRE II. — La seconde phase de la Révolution. — L'anarchie 243
A. La terreur révolutionnaire à Kiôto. — Les menaces de guerre contre l'étranger 243
B. Les révoltes des clans. — L'abolition du shôgunat. 289

CHAPITRE III. — La troisième phase de la Révolution. — La guerre civile, la Restauration impériale et l'établissement de relations régulières avec les puissances 319
A. La guerre civile et la Restauration impériale 319
B. L'établissement de relations régulières avec les puissances 348

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C^ie^

Rue Garancière, 8

DATE DUE

DOMINICAN COLLEGE LIBRARY
DS835 .L22 v.4
La Mazeliáer/Le Japon
3 3645 00087225 2

DS835 .L35 1907
vol. 4
La Mazeliere, Antoine Rous,
marquis de, 1864-
Le Japon : histoire et
civilisation ...

Dominican College Library
San Rafael, California